

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLES DU SÉNAT

Table des débats

(table nominative)

Année 2019

Tome I – Volume 1/2

ÉTABLIE PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT



PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
mél. archives@senat.fr

<http://www.senat.fr>

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

Clôture de la session ordinaire 2018-2019	30 juin 2019
Première session extraordinaire	1 ^{er} juillet 2019
Clôture de la première session extraordinaire	25 juillet 2019
Seconde session extraordinaire	10 septembre 2019
Clôture de la seconde session extraordinaire	27 septembre 2019
Ouverture de la session ordinaire 2019-2020	1 ^{er} octobre 2019

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	III
AVERTISSEMENT	V
ABRÉVIATIONS	VII
TABLE NOMINATIVE 2019 – DÉBATS DU SÉNAT	1
INDEX DES NOMS	637

AVERTISSEMENT

Les tables du Sénat se composent de trois tomes distincts respectivement consacrés à la table nominative, à la table thématique et à la composition et aux activités des organes du Sénat.

La **table nominative** (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement.

Depuis le 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :

- les interventions sont signalées y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
- le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la table nominative.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :

- en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus des débats/Indexation des débats par thème et nom de sénateur ou rubrique Connaître le Sénat/Rôle et fonctionnement/Les documents de référence : Les informations parlementaires/Composition et activités du Sénat) ;
- et par extraits sur la fiche de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Sénateurs ; sélectionner une fiche et cliquer sur l'année dans Extrait de la table nominative).

La **table thématique** (tome II) fournit une présentation par thème des débats qui se sont déroulés au Sénat au cours de l'année. Elle récapitule également les questions, les déclarations du Gouvernement, les allocutions, communications, éloges funèbres et souhaits de bienvenue prononcés ainsi que les motions de procédure examinées.

Le volume **Composition et activités des organes du Sénat** (tome III) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlimentaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets*.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRCE.....	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
LaREM	Groupe La République en marche
RDSE.....	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
Les indépendants	Groupe Les indépendants - République et territoires
SOCR.....	Groupe socialiste et républicain
UC	Groupe Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Autres :

CE.....	Commission d'enquête
CS	Commission spéciale
MCI	Mission commune d'information
MI	Mission d'information

TABLE NOMINATIVE 2019 - DÉBATS DU SÉNAT

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Délégué de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche jusqu'au 15 juillet 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le financement à la performance : Une condition de l'attractivité des universités françaises [n° 130 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 140 tome 3 annexe 23 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jackie Pierre du déplacement dans les Vosges.

Intervention de Mme Catherine Troendlé sur la politique de communication du Sénat.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Érick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des ruralistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Audition commune de MM. Giuseppe de Martino, président de l'association des services internet communautaires (ASIC), Julien Pellefigue, économiste, associé au cabinet Taj, Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, et François Soulmagnon, directeur général de l'association française des entreprises privées (AFEP).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Risque cyber dans les domaines économique et financier - Audition commune de MM. Alain Bouillé, président du CESIN, Christophe Delcamp, directeur-adjoint assurance de dommages et responsabilité de la FFA, Bertrand Peyret, secrétaire général adjoint de l'ACPR, et Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre les feux de forêts - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des finances*) : Green Budgeting - Audition de M. Dorian Roucher, inspecteur des finances, de Mmes Sylvie Alexandre, ingénieure générale des ponts, des eaux et forêts, et Florence Tordjman, inspectrice générale de l'administration et du développement durable.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 29 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 73 A), mission « Aide publique au développement » et compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers » (et article 73 D), mission « Santé »

(et articles 78 duodecies à sexdecies), mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 78 octodécies à 78 vicies), mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 76 sexdecies et 76 septdecies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 391 - **Article 1er** (*art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre 1er de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises*) : p. 408 p. 409 - **Article 2** (*Habilitation à créer par ordonnance un registre dématérialisé des entreprises*) : p. 413

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13** (*art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 545 - **Article 13 bis A (supprimé)** (*art. 5-1 à 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Généralisation des chambres de métiers et de l'artisanat de région et suppression des chambres régionales, des chambres départementales et des chambres interdépartementales de métiers et de l'artisanat*) : p. 566 - **Article 13 bis B** (*art. 23-2 et 5-1 du code de l'artisanat ; art. L. 710-1 et art. L. 710-2 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 510-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Mutualisation des missions entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers ayant le même ressort territorial*) : p. 569 - **Article 13 bis C** (*art. 23 du code de l'artisanat et art. L. 711-8 du code de commerce - Plan des actions ayant vocation à être mutualisées entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat*) : p. 571

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (*art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite*) : p. 651 - **Articles additionnels après l'article 22 - Amendements n° 67 rectifié bis et n° 81 rectifié** (*Actionnaires responsables d'abus de majorité ou de minorité - Conditions de sortie*) : p. 672

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 41** (*art. L. 114-3-3, art. L. 531-1, art. L. 531-3 à L. 531-12, art. L. 531-12-1 [nouveau], art. L. 531-13, art. L. 531-14 à L. 531-16 [nouveaux], art. L. 533-1, art. L. 545-1, L. 546-1 et L. 547-1 du code de la recherche - Chercheurs entrepreneurs*) : p. 756 p. 757 - **Article 42 bis** (*art. L. 612-12 du code de la propriété intellectuelle - Examen a priori de l'activité inventive*) : p. 763 p. 764 p. 766

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionariat salarié*) : p. 925

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1104

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les contreparties aux aides sociales** - (19 février 2019) : p. 2521

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2612

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5407

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5478 p. 5479

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre les communes forestières et l'Office national des forêts** - (28 mai 2019) : p. 7637 p. 7638

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE)** : p. 11413 p. 11414

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12853

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15945

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) : p. 17123 p. 17124 - **État B** : p. 17141 p. 17146 p. 17147 p. 17148 p. 17154 p. 17155 - **Article additionnel avant l'article 76 sexdecies - Amendement n° II-389 rectifié (Gratuité de l'enseignement supérieur public - Rapport au Parlement)** : p. 17156 - **Article 76 sexdecies (nouveau) (Remise d'un rapport au Parlement sur les moyens d'améliorer la pertinence de l'indicateur « Qualité de la gestion immobilière » du programme « Formations supérieures et recherche universitaire)** : p. 17156 - **Article additionnel avant l'article 76 sexdecies - Amendement n° II-470 rectifié bis (Établissements publics à caractères scientifique, culturel et professionnel - Taxes sur les installations nucléaires de base - Exonération)** : p. 17157 - **Article 76 septdecies (nouveau) (Remise d'un rapport au Parlement sur l'application de la stratégie d'attractivité « Bienvenue en France »)** : p. 17157

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17775

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (26 juin 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 454 (2018-2019)] visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 569 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Défense - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 142 tome 5 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Gina Miller, présidente de l'association Best for Britain.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Situation en Afghanistan - Audition de M. Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à l'Université Paris 1.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Vincent Pourquery de Boisserin, coordinateur national pour la préparation à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (gestion des flux de personnes et de marchandises), de Mme Isabelle Maître, déléguée permanente auprès de l'Union européenne, et de M. Thierry Grumiaux, délégué de la commission « transport international, douane et logistique », Fédération nationale des transports routiers.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Enjeux de la présidence française du Conseil de sécurité en mars 2019 - Audition de M. Alexis Lamek, directeur des Nations unies au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impact du Brexit sur le secteur du médicament - Audition de MM. Rachid Izzar, président, et Philippe Mourouga, directeur des affaires publiques, des affaires économiques, juridiques et communication - AstraZeneca France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Venezuela et ses conséquences internationales - Audition conjointe de Mme Paula Vasquez, chargée de recherche au CNRS et de M. Frédéric Doré, directeur des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi d'orientation et de programmation sur la solidarité internationale - Audition conjointe d'ONG d'aide au développement (Coordination Sud, CCFD Terre solidaire, Action Santé mondiale, Plan international France, La Chaîne de l'Espoir).

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen en présence de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impacts du Brexit sur le secteur financier : audition de Mme Sylvie Goulard, sous-gouverneure de la Banque de France.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impact du Brexit sur l'industrie européenne - Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide S.A. et ancien président de l'European Round Table.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Sophia - Audition du contre-amiral Olivier Bodhuin.

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politiques étrangères - Relations entre l'Union européenne et la Chine à la suite du 21e sommet Union européenne-Chine du 9 avril 2019 : communication de M. Pascal Allizard et Mme Gisèle Jourda.

Transports - Concurrence dans le domaine du transport aérien : communication de MM. Jean Bizet et Claude Kern.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Communication.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN et de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions numériques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Saurat, secrétaire générale pour l'administration du ministère des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bruno Sainjon, président-directeur général de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ?** » - (16 janvier 2019) : p. 67 p. 68

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retour des djihadistes** - (31 janvier 2019) : p. 639 p. 640

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3839

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019*) : p. 6830

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9171 p. 9172

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9780 - **Article 1er** (*chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction*) : p. 9798 - **Article 2** (*art. L. 39-1-1 [nouveau], L. 39-6, L. 39-10 et L. 42-1 du code des postes et des communications électroniques - Sanctions pénales*) : p. 9803 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 12 rectifié** (*Déploiement 4G et 5G - Rapport au Parlement*) : p. 9805

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquiés - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13222

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13572

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17642

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 7** (*Observatoire de la haine en ligne*) : p. 21844

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 417 (2018-2019)] relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 440 (2018-2019)] (10 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 507 (2018-2019)] (15 mai 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn - deuxième partie.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie - Procédure de législation en commission (article

47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur la stratégie thérapeutique face à la borréliose de Lyme : Professeur Christian Perronne, Docteur Raouf Ghazzi, Docteur Pierre Tattevin, Mme Sarah Bonnet, Professeur Olivier Lesens et Professeur Yves Hansmann.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des

solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants des cultes.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Anne Thiebaud, directrice par intérim des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, président, et Mme Karine Lefeuvre, vice-présidente du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique sur les enjeux sanitaires du cannabis (Huguette Tiegna, députée, rapporteure).

Examen de la note scientifique sur les neurosciences et la responsabilité de l'enfant.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Alexandra Benachi, présidente de la Fédération française de centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal.

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Auditions de M. Guillaume Drago, président, et de Me Geoffroy de Vries, délégué général, de l'Institut Famille et République.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la fusion de la métropole d'Aix-Marseille Provence et du département des Bouches-du-Rhône** - (19 février 2019) : p. 2513

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2740

- **Question orale sans débat sur la médecine scolaire** - (19 mars 2019) : p. 3158 p. 3159

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5482

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5975 p. 5976 p. 5978 p. 5982 p. 5983 - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5988 - **Article 2 (supprimé)** (*art. L. 932-12, L. 932-12-1 [nouveau], L. 932-19 et L. 932-21 du code de la sécurité sociale - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une institution de prévoyance*) : p. 5995 - **Article 3 bis AA (nouveau)** (*Réseaux de soins - Remboursements différenciés*) : p. 6000 - **Article 3 bis** (*art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Communication par les organismes complémentaires du taux de reversement des contrats*) : p. 6001 - **Article 4** (*Date d'entrée en vigueur du droit à résiliation infra-annuelle*) : p. 6001

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Question préalable** : p. 7695 - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie*) : p. 7717 p. 7729 p. 7730 - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7740 p. 7744 p. 7747

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) : p. 7811 - **Article 2 bis** (*art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation tricontinentale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7819 p. 7820 p. 7823 - **Article 3** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer une procédure de recertification des professionnels de santé*) : p. 7836 p. 7837 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (*Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote*) : p. 7867

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7909 - **Article 5 ter** (*art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales - Élargissement de la compétence d'établissement des certificats de décès aux médecins retraités et aux étudiants de troisième cycle*) : p. 7926 p. 7928 - **Article 7** (*art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets*

territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7961 p. 7962 p. 7963 p. 7964 p. 7971 - **Article additionnel après l'article 7 ter A - Amendement n° 598** (Tarification des soins infirmiers - Forfait journalier - Partage d'honoraires entre infirmiers) : p. 7991 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation) : p. 7997 - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8018

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8038 p. 8040 p. 8041 p. 8048 - **Article 12** (art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager) : p. 8116 - **Article 12 quater** (art. L. 1111-14 et L. 1111-21 du code de la santé publique - Ouverture automatique du dossier médical partagé pour les personnes nées à compter du 1er janvier 2021) : p. 8123 - **Article 18** (art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. 142-11 du code de la sécurité sociale - Mesures de simplification) : p. 8148 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 567** (Pharmacie - Maillage - Mayotte) : p. 8154 p. 8155

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8243

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des urgentistes (I)** - (11 juin 2019) : p. 8249

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8258 p. 8259

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10864 p. 10865

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11263

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15121 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 15136

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale) : p. 15209 - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15257 p. 15258

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) : p. 15272 p. 15275 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive) : p. 15279 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 89 rectifié** (Une taxe sur les produits transformés contenant des sucres ajoutés - Instauration) : p. 15290

- **Conférence des présidents** - (14 novembre 2019) : p. 15327

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Les outre-mer dans l'audiovisuel public (Rapport d'information et annexes) [n° 439 tome 1 (2018-2019)] (9 avril 2019) - **Culture - Outre-mer - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Les outre-mer dans l'audiovisuel public (Comptes rendus des auditions) [n° 439 tome 2 (2018-2019)] (9 avril 2019) - **Culture - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président, Mmes Mémona Hintermann-Afféjée et Nathalie Sonnac, membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Déplacement au siège du pôle outre-mer de France Télévisions.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Gérald Pruffer, directeur de la station Polynésie La 1ère.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Gora Patel, directeur de la chaîne Réunion La 1ère.

Réunion du mardi 5 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de Mme Yolaine Poletti-Duflo, directrice de la station Martinique La 1ère.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Godechot, candidat désigné par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et vote sur la proposition de nomination.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition des représentants du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Table ronde sur la production audiovisuelle outre-mer.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Emmanuel Kessler, président de Public Sénat.

Réunion du mardi 5 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel

(SNU) - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur le service national universel (SNU).

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Bertrand Delais, président de La chaîne parlementaire Assemblée nationale (LCP AN).

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Table ronde avec les directrices et les directeurs des stations La 1ère du groupe France Télévisions.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Wallès Kotra, directeur exécutif en charge de l'outre-mer à France Télévisions.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Édouard Fritch, président de la Polynésie française, Gaston Tong Sang, président de l'Assemblée de la Polynésie française, et Tearii Alpha, ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche du gouvernement de la Polynésie française.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (29 janvier 2019) - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 405 p. 406 p. 407 p. 408 p. 411 p. 412 - **Article 2** (Habilitation à créer par ordonnance un registre dématérialisé des entreprises) : p. 414 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29

décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 429 p. 430 p. 432 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 446 - **Article 8** (art. L. 310-3 du code de commerce - Réduction de la durée des soldes) : p. 468

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 1148 - **Article 5** (art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer certains actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : p. 1149 - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 1158 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 1171 - **Article 28** (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 1173 - **Article 29** (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête) : p. 1177 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 1181 - **Article 32 bis** (Garde à vue - Notification des droits - Dématérialisation) : p. 1185 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 1197 p. 1198 p. 1199 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 1213 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-

3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 1234

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3065

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (École de la confiance) : p. 6360 - **Article 1er bis B** (supprimé) (art. L. 111-1-3 [nouveau] du code de l'éducation - Affichage obligatoire dans chaque salle de classe d'une carte de la France et de chacun de ses territoires d'outre-mer) : p. 6403 p. 6404

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 89 rectifié bis** (Programmes scolaires - Enseignement moral et civique - Référence à l'histoire régionale) : p. 6425 p. 6426 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (Éducation à la nature et au développement durable) : p. 6439 - **Article additionnel après l'article 3 ter (supprimé) - Amendement n° 209 rectifié quater** (Établissements privés sous contrat - Classes de maternelle - Prise en charge par les communes - Dispense) : p. 6495 - **Article 4** (Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire) : p. 6497

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 67 rectifié bis et n° 377 rectifié** (Langues et cultures régionales - Socle commun de connaissances - Intégration) : p. 6607

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 916-1 du code de l'éducation - Élargissement des missions pouvant être confiées à des assistants d'éducation préparant les concours de l'enseignement ou de l'éducation) : p. 6710 - **Article 16 ter** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Droit de prescription des médecins scolaires) : p. 6726

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7965 p. 7967 p. 7969 - **Article 7 bis** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre) : p. 7986 - **Article additionnel après l'article 7 septies - Amendements n° 54, n° 136 rectifié et n° 413 rectifié bis**

(Suppression de l'inscription de l'exercice en pratique avancée dans un cadre coordonné par le médecin traitant) : p. 8012

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi des jeunes en outre-mer** - (11 juin 2019) : p. 8256

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Principe de participation des fonctionnaires) : p. 9332 p. 9335

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9425

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9571 p. 9573 p. 9574 p. 9576 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 309 rectifié bis et n° 541 rectifié bis** (Fonctionnaires ultramarins - Loi Égalité Réelle Outre-mer - Rapport au Parlement) : p. 9583 - **Article 14 (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel)** : p. 9597 p. 9598 p. 9599

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9814 - **Article 22 bis B** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Contribution financière du CNFPT au développement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale) : p. 9824

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11358 p. 11381

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er bis A** (art. L. 100-1 A [nouveau], 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie) : p. 11418 - **Article 1er sexies** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - Création d'un indicateur portant sur « l'empreinte carbone ») : p. 11440 p. 11441 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11447 p. 11448 p. 11449

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 1er** (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits) : p. 12436 - **Article 4** (Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire) : p. 12456 p. 12459 p. 12461 p. 12462

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 91 rectifié** (Biens d'occasion - Durée légale de conformité - Allongement) : p. 12482

- **Santé en Guyane** - (3 octobre 2019) : p. 12834

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12877 p. 12879 p. 12880 p. 12896 p. 12897

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12991

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13080 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (Zone d'activité économique - Echelon communautaire - Compétence) : p. 13101

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-179 rectifié, n° I-348, n° I-388 rectifié bis et n° I-389 rectifié** (Régime de vente hors taxes au bénéfice des touristes dans les régions de Guadeloupe et de Martinique - Création à titre expérimental - Rapport au Parlement) : p. 16417 p. 16420 - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes) : p. 16462 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1121 rectifié** (Taxe spéciale sur les huiles - Suppression - Remplacement) : p. 16502

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-346** (Outre-mer - Réhabilitation de logements - Incitation fiscale - Rétablissement) : p. 16599 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1126 et n° I-991** (Zones franches d'activité nouvelle génération - Secteur de la santé - Réintégration) : p. 16602 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-380 rectifié, n° I-350, n° I-381 rectifié bis, n° I-862 rectifié bis et n° I-1120 rectifié** (Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZFANG) - Abattements fiscaux majorés - Secteurs industriels - Intégration) : p. 16606 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-455** (Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZFANG) - Périmètre - Secteur de l'artisanat - Intégration) : p. 16606 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-379 rectifié, n° I-349 et n° I-863 rectifié bis** (Zones franches d'activité nouvelle génération - Périmètre - Nautisme - Intégration) : p. 16608 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1123** (Outre-mer - Fiscalité applicable aux biens culturels - Allègement) : p. 16611 p. 16612

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17092 p. 17093

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Deuxième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 3** (*Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours*) : p. 17191 p. 17192 p. 17193 - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2019*) : p. 17196

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 17211 p. 17212 - **Article 11** (*Simplifier les démarches déclaratives et les modalités de recouvrement des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants*) : p. 17211 p. 17212

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24** (*Réforme du financement des hôpitaux de proximité*) : p. 17240 p. 17241 - **Article 34** (*Renforcement du dispositif en matière de prévention et de lutte contre les ruptures de stock de médicaments*) : p. 17282

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17771 p. 17772 p. 17783 p. 17785

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) - **État B** : p. 17920 p. 17924 p. 17925 p. 17930 p. 17931 p. 17933 p. 17934 p. 17935

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-395 rectifié bis, n° II-496 rectifié quinquies, n° II-1160 rectifié ter et n° II-227 rectifié quater** (*Stations de transfert d'électricité par pompage (STEP) - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Exonération*) : p. 18128 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° II-784 rectifié bis et n° II-1068 rectifié** (*Dons en faveur des formations musicales de Radio France - Réduction d'impôt*) : p. 18158 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° II-57 rectifié ter, n° II-600 rectifié, n° II-577 rectifié, n° II-1017 rectifié ter, n° II-547 rectifié, n° II-916 rectifié et n° II-986 rectifié bis** (*Entreprises agricoles - Haute valeur environnementale - Aide à la certification - Crédit d'impôt*) : p. 18165 p. 18166 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-750 rectifié bis** (*Outre-mer - Croisières régionales - Aide au développement*) : p. 18188 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-821 rectifié ter** (*Guadeloupe - Martinique - Taxe d'embarquement - Taxe additionnelle - Création*) : p. 18197

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 59 sexdecies - Amendements n° II-485 rectifié decies, n° II-1138 rectifié quater et n° II-1055 rectifié bis** (*Nouveau type de contrat d'assurance-vie dédié à la transition écologique et solidaire - Création*) : p. 18292 - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-945 rectifié** (*Contribution à l'audiovisuel public - Maintien de son niveau de 2019 en 2021*) : p. 18347 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendements n° II-226 rectifié bis, n° II-248 rectifié quater et n° II-1025 rectifié bis** (*Collectivités territoriales et leurs groupements - Réseaux de chaleur produite à partir de la biomasse - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE)*) : p. 18355

APOURCEAU-POLY (Cathy)
sénatrice (Pas-de-Calais)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société**.

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Emploi des seniors - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Accès précoce aux médicaments innovants - Communication de Mmes Catherine Deroche et Véronique Guillotin et M. Yves Daudigny.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 387 - **Article 1er** (*art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1 et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre 1er*

de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 403 - **Article 2** (Habilitation à créer par ordonnance un registre dématérialisé des entreprises) : p. 412 p. 413 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 456 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 1233-3, L. 1233-61, L. 1233-87, intitulé du paragraphe 1 de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre Ier, L. 2143-3, L. 2143-5, intitulé du paragraphe 2 de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre Ier, L. 2143-6, L. 2143-13, L. 2232-10-1, intitulé du paragraphe 2 de la sous-section 3 du chapitre II du titre III du livre II, L. 2232-23-1, intitulé du paragraphe 3 de la sous-section 3 du chapitre II du titre III du livre II, L. 2232-24, L. 2232-25, L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, intitulé des sections 2 et 3 du chapitre II du titre Ier du livre III, L. 2312-8, L. 2315-7, intitulé des sections 2 et 3 du chapitre V du titre Ier du livre III, L. 2315-63, L. 3121-45, L. 3312-2, L. 3322-2, L. 4162-1, L. 6323-13, intitulé de la section 3 du chapitre II du titre III du livre III de la sixième partie et L. 6332-17 du code du travail - Relèvement à 100 des seuils fixés à 50 salariés dans le code du travail) : p. 461

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 14** (art. L. 631-11 et L. 641-11 du code de commerce - Maintien de la rémunération du dirigeant d'une entreprise en redressement judiciaire) : p. 600 - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 622

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 794 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 819

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 918 p. 919 p. 921

- **Question orale sans débat sur le nombre d'enseignants-chercheurs nommés à la faculté de médecine de Lille** - (12 février 2019) : p. 1089 p. 1090

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 5** (art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer

certaines actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : p. 1150 - **Article 45 bis A** (Réduction de peine - Suppression du crédit automatique) : p. 1214 - **Article 55** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour tirer les conséquences de la suppression du tribunal d'instance et de sa fusion au sein du tribunal de grande instance) : p. 1237

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (12 mars 2019) : p. 2954

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2975

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Deuxième lecture [n° 362 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3049

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'Etat dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3196 p. 3208 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3233

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées) : p. 3500 p. 3504 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3565 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 364** (Angle mort des poids-lourds - Signalisation) : p. 3584

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 2** (art. L. 132-1 du code du tourisme et art. L. 3431-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rôle du département d'Alsace en matière de tourisme et de promotion de l'attractivité de son territoire) : p. 5086 - **Article 2 bis (nouveau)** (Expérimentation sur la délégation aux départements de l'octroi d'aides aux entreprises) : p. 5088 - **Article 3** (Transfert au département d'Alsace des routes nationales et autoroutes non concédées) : p. 5089

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 932-12, L. 932-12-1 [nouveau], L. 932-19 et L. 932-21 du code de la sécurité sociale - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une institution de prévoyance) : p. 5995

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 7697 - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie) : p. 7711 p. 7715 - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche -

Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7740 p. 7750 p. 7751 p. 7752

- **Question orale sans débat sur le devenir des comptables publics** - (4 juin 2019) : p. 7782

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - *Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7814 p. 7815 - **Article 2 ter** (art. L. 4131-6 du code de la santé publique - *Élargissement aux spécialités autres que la médecine générale de la possibilité d'effectuer leurs stages de troisième cycle auprès de praticiens agréés*) : p. 7830 - **Article 4** (art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - *Rénovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP*) : p. 7846

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquièmes, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7908 p. 7912 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 106 rectifié bis, n° 130 rectifié bis, n° 304 et n° 656 rectifié** (*Plan national de santé au travail et de qualité de vie au travail des professionnels hospitaliers*) : p. 7938 - **Article 7 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-2 du code général des collectivités territoriales - *Reconnaissance de la promotion de la santé comme compétence partagée des collectivités territoriales avec l'État*) : p. 7946 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - *Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7954 p. 7965 - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8015

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 804 p. 8046 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de réformer le régime des autorisations des activités de soins*) : p. 8075 - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 8087 - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé*) : p. 8099 - **Article 12** (art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - *Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager*) : p. 8115 p. 8117 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - *Mesures de sécurisation des établissements de santé*) : p. 8138 - **Article 18** (art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. 142-11 du code de la sécurité sociale - *Mesures de simplification*) : p. 8152

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des services d'urgences** - (11 juin 2019) : p. 8251

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8** (art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - *Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission*) : p. 9283 - **Article 15** (art. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47 bis, 47 bis-1 A, 47 bis-1 et 47 bis-2 du Règlement - *Discussion des projets et des propositions : discussion générale, discussion des articles, irrecevabilités financière et sociale, règles particulières à certains textes (traités, PLF, PLFSS)*) : p. 9296 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 36** (*Collaboratrices et collaborateurs de sénateurs - Accès aux concours internes de la fonction publique*) : p. 9306

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 2** (art. 9 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Nouvelle faculté de saisine du Conseil commun de la fonction publique - Représentation des plus grandes communes et de leurs établissements publics intercommunaux au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) : p. 9340

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 18** (art. 7-1 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Suppression des dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale*) : p. 9736 - **Article 18 bis** (art. 65 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - *Durée de travail dans la fonction publique de l'État*) : p. 9742

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (18 juillet 2019) - **Article 3 nonies** (*Rapport au Parlement sur les objectifs de rénovation énergétique*) : p. 11529

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (24 septembre 2019) : p. 12405

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 114 et n° 564** (*Pratiques commerciales trompeuses - Indice de réparabilité - Sanction*) : p. 12464 p. 12465

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 12 A (nouveau)** (*Faculté de transfert des pouvoirs du maire aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de lutte contre les dépôts sauvages*) : p. 12807

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - *Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux*) : p. 13199 p. 13200

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article 15** (art. L. 2212-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Attribution au maire du pouvoir de dresser des amendes administratives*) : p. 13301 p. 13303

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14849 - **Article 2** (*Fonds départementaux de compensation*) : p. 14854 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Délais d'instruction des dossiers de demande de la PCH et des décisions relatives à l'attribution de la prestation - Réduction*) : p. 14855 p. 14856 - **Article 4** (*Comité stratégique chargé de la*

question des transports) : p. 14857 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14857

- **Question orale sans débat sur les intentions du groupe Bridgestone pour le site de Béthune** - (12 novembre 2019) : p. 15095

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15122

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (*Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours*) : p. 15144 p. 15147 - **Article 5** (*Rectification des tableaux d'équilibre 2019*) : p. 15150 - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2019*) : p. 15153

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 15161 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 580** (*Expérimentation « Objectif 32 heures » - Exonération de cotisations pour les salariés qui ont signé un contrat aux 32 heures payées 35 heures - Rapport au Parlement*) : p. 15165

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15193 p. 15197 p. 15200 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 589 et n° 830 rectifié** (*Allègement de cotisations patronales familiales - Limitation aux seuls bas salaires*) : p. 15211 p. 15212 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 877 rectifié quater** (*Régime social des élus locaux - Double cotisation - Suppression*) : p. 15217 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 337 rectifié quater** (*Remboursement accru des frais de transport publics à leurs salariés par les employeurs - Autorisation*) : p. 15220 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 586** (*Établissements publics de santé et EHPAD publics - Exonération de taxe sur les salaires*) : p. 15220 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 597** (*Actions gratuites - Allègement de la fiscalité - Suppression*) : p. 15250

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 12** (*Simplifier et créer un cadre de prise en compte contemporaine des aides en faveur des particuliers employeurs dans le cadre des services à la personne*) : p. 15318

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21674

ARNELL (Guillaume)
sénateur (Saint-Martin)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 17 mai 2019.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Hébergement d'urgence : renforcer le pilotage pour mieux maîtriser les financements [n° 614 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet relatif à la reconstruction et à la résilience des territoires et des populations) - Rapport [n° 122 tome 1 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet relatif à la reconstruction et à la résilience des territoires et des populations) - Auditions [n° 122 tome 2 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Outre-mer**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck,

président, Mmes Mémona Hintermann-Afféjee et Nathalie Sonnac, membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Déplacement au siège du pôle outre-mer de France Télévisions.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Emmanuel Kessler, président de Public Sénat.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Laurent Montador, directeur général adjoint, Antoine Quantin, directeur des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur adjoint des réassurances et des fonds publics, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Frédéric Pichonnat, directeur outre-mer, et Jean Fabre-Mons, chargé de mission auprès du directeur général et responsable des relations institutionnelles, de la Croix-Rouge française.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Stéphanie Defossez, maître de conférences en géographie à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Valérie Denux, directrice générale de l'Agence de santé (ARS) de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, et du professeur Louis Jehel, chef de pôle adjoint du CHU de Martinique et vice-président de l'Université des Antilles, pôle Martinique.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Charles Giusti, adjoint au directeur général des outre-mer, et Alexis Bevilard, directeur de cabinet du directeur général des outre-mer, ministère des outre-mer.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. François Adam, directeur, Mmes Marie-Christine Roger, chargée de mission outre-mer, et Géraldine Sanaur, adjointe au chef du bureau de la réhabilitation du parc d'évaluation économique et outre-mer, direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), ministère de la transition écologique et solidaire.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général, accompagné de Mmes Anne Chanal, chef du service vulnérabilité et gestion de crise, et Cécile Martin, directrice de la programmation, du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, (Cerema).

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Jean-Marc Mompelat, directeur adjoint et délégué outre-mer, accompagné de MM. Nicolas Taillefer, chef du service Risques sismiques et volcaniques, et Goneri Le Cozannet, expert changement climatique, direction des risques et prévention, du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Virginie Duvat, professeure de géographie à l'Université de La Rochelle, MM. Raphaël Billé, coordonnateur, Jean-Baptiste Marre, coordonnateur adjoint du projet RESCCUE (Résilience des écosystèmes et des sociétés face au changement climatique), et Olivier Auguin, conseiller en planification, au secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS).

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement public des opérateurs de l'hébergement d'urgence - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition de M. Frédéric Mortier, délégué interministériel aux risques majeurs outre-mer auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mmes Stéphanie Condon, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mmes Sandrine Dauphin, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix de la délégation aux droits des femmes.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Bertrand Willocquet, directeur du département « Trois Océans » de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Rencontre avec les élus locaux d'outre-mer : présentation des conclusions et recommandations sur les deux volets de l'étude relative aux risques naturels majeurs.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Stéphanie Condon, directrice scientifique, et Sandrine Dauphin, directrice de projet, sur les premiers résultats de Virage dans les Outre-mer en Guadeloupe et en Martinique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** : p. 2410 - **Article 4** (art. 30-1 et 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Création d'autorités administratives indépendantes par la Polynésie française dans tous ses domaines de compétence - Règles déontologiques, budgétaires et comptables applicables) : p. 2423 p. 2424 - **Article 5** (art. 30-2 [nouveau], 91, 111, 157-2, 157-3 et 172-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Sociétés publiques locales) : p. 2426 p. 2427

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 293 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 294 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2482

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (19 février 2019) - **Explications de vote communes** : p. 2509 p. 2510

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3109

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités

territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité) : p. 3441 p. 3442 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales) : p. 3479 p. 3480

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les EHPAD** - (4 avril 2019) : p. 5159 p. 5160

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5514

- **Question orale sans débat sur l'attribution à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy d'une préfecture de plein exercice** - (14 mai 2019) : p. 6312

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 485 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2018-2019)** : p. 7335 p. 7338

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 484 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 485 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Article 1er** (Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse) : p. 7386

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Question préalable** : p. 7696 - **Discussion générale** : p. 7699

- **Mise au point au sujet de votes** - (4 juin 2019) : p. 7801

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7873

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 6** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers) : p. 7937 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7960

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19** (art. L. 1443-1 à L. 1443-8, L. 1446-1, L. 1446-2 [nouveau], L. 1446-3 [nouveau], L. 1447-1 [nouveau], L. 4412-1, L. 5511-5 du code de la santé publique, art. L. 543-1, L. 545-1 et L. 545-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 20-3 et 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Habilitations de simplification) : p. 8172 p. 8173 p. 8174 - **Article 21** (art. L. 4111-2, L. 4221-12 et L. 6152-1 du code de la santé publique, art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Mesures relatives aux praticiens à diplôme hors Union Européenne) : p. 8192 p. 8193

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (27 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 444 rectifié quinquies et n° 446 rectifié quinquies** (Prime spécifique d'installation et

disparités de traitement entre les territoires ultramarins - Indemnité temporaire de retraite (ITR) et dispositif substitutif - Rapport au Parlement) : p. 10008

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (18 juillet 2019) - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11527

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 1er** (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits) : p. 12438

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12660

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10 ter (nouveau)** (Compostage des boues d'épuration) : p. 12795 - **Article additionnel avant l'article 12 A - Amendements n° 184, n° 463 rectifié, n° 612 rectifié bis et n° 685** (Lutte contre les dépôts sauvages - Mise en œuvre de l'exécution d'office) : p. 12805 - **Article additionnel après l'article 12 A - Amendement n° 283 rectifié** (Véhicule hors d'usage - Frais d'enlèvement) : p. 12807 p. 12808 - **Article additionnel après l'article 12 L - Amendements n° 269 rectifié, n° 296 rectifié bis, n° 304 rectifié bis, n° 588 et n° 680** (Economie circulaire - Agents publics - Elus locaux - Formation) : p. 12821 p. 12822 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12834

- **Santé en Guyane** - (3 octobre 2019) : p. 12828 p. 12829

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)]** - (30 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14807

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin [n° 95 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14837

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15121

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8 quinquies (nouveau)** (Extension des seuils d'exonération du régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer) : p. 15229 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 343 rectifié bis** (Augmentation du minimum des retraites agricoles - Taxe additionnelle - Création) : p. 15251 p. 15252

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive) : p. 15280

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (19 novembre 2019) : p. 15808

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15816

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-266 rectifié quater et n° I-920 rectifié** (Apiculteurs possédant moins de 50 ruches - Exonération d'impôt) : p. 16052 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-163 rectifié bis et n° I-562 rectifié bis** (Entrepôts de stockage des « pure players » - Intégration dans l'assiette de la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom)) : p. 16071 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-695 rectifié ter, n° I-741 rectifié ter et n° I-918 rectifié bis** (Tascom - Nouveaux établissements de stockage et de logistique fermés au public servant à la vente de biens à distance - Application) : p. 16072 - **Article 15 (priorité)** (art 1600, 1602 A, 1639 A, 1641, 1647 du code général des impôts - Baisse de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie - TFC) : p. 16088 p. 16089 - **Article additionnel après l'article 5 ter (précédemment réservé) - Amendement n° I-718 rectifié bis** (Échanges d'immeubles ruraux - Neutralisation des incidences fiscales - Condition de proximité géographique - Suppression) : p. 16099

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié** (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression) : p. 16142 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-726 rectifié** (Formation aux premiers secours - Réduction de l'impôt sur le revenu) : p. 16145 - **Article additionnel après l'article 2 sexies (précédemment réservé) - Amendement n° I-849 rectifié bis** (Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) - Établissements sociaux et médico-sociaux - Exonération) : p. 16211 - **Article 5 (précédemment réservé)** (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16287

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes) : p. 16430 p. 16433 p. 16438 p. 16444 - **Article 166 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 ter, 265 B, 266 quater et 266 quinquies du code des douanes, art. 39 decies E et 39 decies F du code général des impôts, art. L. 3222-1 et L. 3222-2 du code des transports, art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression progressive du tarif réduit de taxe intérieure de consommation sur les carburants sous condition d'emploi) : p. 16493 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-271 rectifié bis, n° I-666 rectifié, n° I-584 rectifié et n° I-1264** (Dispositif de suramortissement - Application aux véhicules utilisant du B100 de manière exclusive et irréversible) : p. 16495

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-506** (Saint-Martin - Rénovation hôtelière - Incitation fiscale - Augmentation) : p. 16604

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17093

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17104

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 17177

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 17198

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 37** (*Faciliter l'accès aux soins pour les femmes enceintes les plus éloignées des maternités*) : p. 17291

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à

divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17603

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17904 - **État B** : p. 17926

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'hôpital de Saint-Martin** - (11 décembre 2019) : p. 21662 p. 21663

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21682



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge le 13 février 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Pour un service universel de santé au travail [n° 10 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Vote sur cette proposition de nomination et dépouillement simultané du scrutin au sein des commissions des affaires sociales des deux assemblées.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président, Mmes Mémona Hintermann-Afféjee et Nathalie Sonnac, membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

(commission des affaires sociales) : Audition de Mme Agnès Buzyn - deuxième partie.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 *(délégation sénatoriale aux outre-mer)* : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mardi 26 mars 2019 *(délégation sénatoriale aux outre-mer)* : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Wallès Kotra, directeur exécutif en charge de l'outre-mer à France Télévisions.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 *(délégation sénatoriale aux outre-mer)* : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Stéphanie Defossez, maître de conférences en géographie à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 *(commission des affaires sociales)* : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 *(commission des affaires sociales)* : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 *(délégation sénatoriale aux outre-mer)* : Réunion de programmation des travaux de la délégation pour l'année 2019-2020.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Anne Thiebauld, directrice par intérim des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 91 p. 92

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2659 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 8 rectifié ter, 23 rectifié bis et n° 28 rectifié ter** (*Démarchage téléphonique - Identifiant d'appel obligatoire*) : p. 2669 - **Article 1er bis** (*art. L. 223-1 du code de la consommation - Obligations fixées aux professionnels de mise en conformité de leurs fichiers de démarchage téléphonique et de respect de normes déontologiques*) : p. 2672

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5514

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5978

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6245 - **Article 9 (nouveau)** (*art. L. 5211-10-1 A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conférence des maires*) : p. 6261

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6272

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'extension du plateau continental au large de Saint-pierre-et-Miquelon** - (9 juillet 2019) : p. 10924 p. 10925

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er** (*Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale*) : p. 10969

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le devenir de la mission de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires** - (2 octobre 2019) : p. 12754

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15128

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 400 rectifié ter, n° 230 rectifié ter, n° 341 rectifié ter, n° 395 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 778 rectifié, n° 276 rectifié bis, n° 231 rectifié ter, n° 342 rectifié bis, n° 396 rectifié bis, n° 492 et n° 779 rectifié** (*Cumul de l'exonération partielle des jeunes agriculteurs avec la modulation des taux des cotisations maladie et maternité - Autorisation*) : p. 15224

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (*Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive*) : p. 15282

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21997 p. 21998

ARTIGALAS (Viviane)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique du 10 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (26 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydro-électrique [n° 479 (2018-2019)] (3 mai 2019) - **Énergie - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydro-électrique [n° 617 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Wallès Kotra, directeur exécutif en charge de l'outre-mer à France Télévisions.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

(*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Henri Verdier, ambassadeur du numérique.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de Mme Claire Mathieu, directrice de recherche au CNRS, spécialiste des algorithmes.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition du général François Lecointre, chef d'État-Major des armées (CEMA).

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail relatif aux conséquences économiques des violences commises en marge des

manifestations des gilets jaunes - Présentation du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobile - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation de General Electric et outils de l'État pour mieux anticiper les conséquences économiques des cessions d'entreprises françaises - Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre, entrepreneur.

Réunion du jeudi 25 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat.

Réunion du lundi 2 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation des travaux de la délégation pour l'année 2019-2020.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de représentants de Bpifrance.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les liaisons ferroviaires et la région Occitanie** - (22 janvier 2019) : p. 165

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 258 p. 259

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982

relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 430

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 27** (art. L. 221-32-1 et L. 221-32-2 du code monétaire et financier - Élargissement des instruments éligibles au plan d'épargne en actions - PME) : p. 705 p. 706 - **Article 35** (art. L. 518-15-2 et L. 518-15-3 du code monétaire et financier - Règles prudentielles applicables à la Caisse des dépôts et consignations et supervision par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) : p. 735

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 789 - **Article 45** (art. L. 6323-2 et L. 6323-4 du code des transports - Cahier des charges d'Aéroports de Paris) : p. 814 p. 815

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des activités stratégiques) : p. 884

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2618 p. 2619

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 10 rectifié quater et n° 19 rectifié quater** (Liste d'opposition au démarchage téléphonique - Possibilité d'inscription par téléphone) : p. 2669 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 27 rectifié ter** (Inscription à la liste d'opposition au démarchage téléphonique - Information dans les contrats de téléphonie) : p. 2669

- **Question orale sans débat sur la création de l'hôpital commun Lourdes-Tarbes** - (19 mars 2019) : p. 3150 p. 3151

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3266

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires) : p. 6452

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 18 ter (nouveau)** (art. L. 421-3 du code de l'éducation et art. 39 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école - Présidence du conseil d'administration par une personnalité extérieure) : p. 6729 - **Article 21 bis (nouveau)** (Dérogation à certaines règles en matière de construction et de commande publique pour la construction d'écoles en Guyane et à Mayotte) : p. 6732

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7959

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 12** (art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager) : p. 8117 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du

télésoin) : p. 8129 p. 8130 - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6316-1 du code de la santé publique - Suppression de la prise en compte de certaines zones géographiques dans les conditions de mise en œuvre de la télémédecine) : p. 8133 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 331 et n° 519** (Dépassement d'honoraires des professionnels de santé libéraux - Encadrement) : p. 8140 - **Article 18** (art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 142-11 du code de la sécurité sociale - Mesures de simplification) : p. 8151 p. 8152

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9785 - **Article 1er** (chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction) : p. 9795 p. 9796 p. 9799 p. 9801 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur du régime d'autorisation préalable et délai d'adoption des dispositions d'ordre réglementaire) : p. 9804 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 12 rectifié** (Déploiement 4G et 5G - Rapport au Parlement) : p. 9804 p. 9805 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9806

- **Commission mixte paritaire [n° 632 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12348

- **Projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Commission mixte paritaire [n° 692 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12358

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13088 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal) : p. 13091

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 15144

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 535 rectifié** (Évaluation de l'impact des mesures d'exonération en matière d'emploi, de salaires et d'investissements - Rapport au Parlement) : p. 15221 p. 15222 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 400 rectifié ter, n° 230 rectifié ter, n° 341 rectifié ter, n° 395 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 778 rectifié, n° 276 rectifié bis, n° 231 rectifié ter, n° 342 rectifié bis, n° 396 rectifié bis, n° 492 et n° 779 rectifié** (Cumul de l'exonération partielle des jeunes agriculteurs avec la modulation des taux des cotisations maladie et maternité - Autorisation) : p. 15223 p. 15224

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16633 p. 16634

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17583 p. 17584

- **Question orale sans débat sur le maintien de l'éligibilité des surfaces pastorales aux aides de la politique agricole commune** - (3 décembre 2019) : p. 17698 p. 17699

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17709 - **État B** : p. 17722 p. 17738

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contemporanéité des aides personnalisées au logement** - (11 décembre 2019) : p. 21659 p. 21660

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRCE

Présidente du groupe communiste républicain citoyen et écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019 ; puis vice-présidente le 26 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Youssef Chiheb, professeur associé à l'université Paris 13, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 41
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des tarifs autoroutiers** - (17 janvier 2019) : p. 106 p. 107
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (17 janvier 2019) : p. 109
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux et des maternités** - (22 janvier 2019) : p. 191

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Question préalable** : p. 384 - **Discussion générale** : p. 387 p. 392

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lanceurs de balles de défense** - (31 janvier 2019) : p. 630

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (31 janvier 2019) - **Article 25** (art. L. 330-1, L. 330-2, L. 440-1, L. 440-2, L. 612-2 et L. 632-17 du code monétaire et financier - Infrastructures des marchés financiers) : p. 692 - **Article 27 ter A** (art. L. 221-32 du code monétaire et financier) **Maintien du PEA ou du PEA-PME en cas de retrait après cinq ans et suppression du blocage des nouveaux versements en cas de retrait après huit ans** : p. 710 - **Article 28** (art. L. 227-2-1, L. 228-11, L. 228-12, L. 228-15 et L. 228-98 du code de commerce - Assouplissement du régime des actions de référence) : p. 717 - **Moderniser la gouvernance de la Caisse des dépôts et consignations pour améliorer ses actions en faveur des territoires - Sous-section 2** : p. 724 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et des consignations, CDC) : p. 727 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-11 et L. 518-12 du code monétaire et financier - Prerogatives du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, CDC) : p. 732

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum** - (5 février 2019) : p. 776

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le débat national et le pluralisme dans les médias** - (5 février 2019) : p. 780

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 790 p. 793 p. 797 p. 798 p. 799 p. 799 p. 803 p. 804 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 819 p. 820

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 900

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1101 p. 1105

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1117 p. 1118 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 1156 - **Article 21** (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : p. 1165 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 1168 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 1171 - **Article 30** (art. 16,

18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - Statut et compétence de la police judiciaire) : p. 1178 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 1181 - **Article 36** (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction) : p. 1191 - **Article 48 bis** (Libération conditionnelle - Conditions d'octroi) : p. 1220 - **Article 51 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Régime des fouilles en détention) : p. 1224

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démocratie représentative** - (19 février 2019) : p. 2514

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2881 p. 2885 p. 2889 - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2896 p. 2897 p. 2898 p. 2901

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2901 p. 2904 p. 2905 p. 2906 p. 2909 p. 2912 p. 2913 - **Article 3** (Maintien de l'ordre - Différentes doctrines - Rapport au Parlement) : p. 2916

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2940 p. 2942 p. 2943 - **Question préalable** : p. 2944 p. 2945 p. 2946 p. 2947

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (12 mars 2019) : p. 2955

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)] (suite)** - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2972 p. 2973 p. 2974 - **Organisation des travaux** : p. 2982 - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 138 du code de procédure pénale - Interdiction de manifester dans le cadre d'un contrôle judiciaire) : p. 2988 p. 2990 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-10 du code de la sécurité intérieure - Responsabilité civile pour les dommages causés lors d'une manifestation) : p. 2992 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2993 p. 2994 p. 2995

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Question préalable** : p. 3173 p. 3175 p. 3176 p. 3177 - **Rappel au règlement** : p. 3187 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3189 p. 3206 p. 3208 - **Rapport annexé** : p. 3215 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3216 p. 3217 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3219 p. 3225 p. 3227 p. 3233 p. 3237 p. 3238 p. 3239

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de

transports pour la période 2019-2037) : p. 3262 p. 3264 p. 3268 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 129** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Taxe additionnelle - Création) : p. 3292

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3369 p. 3373 p. 3378

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Paris** - (21 mars 2019) : p. 3389

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3407 p. 3408 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 357 rectifié, n° 657 rectifié bis et n° 266 rectifié bis** (Emplacements de stationnements sécurisés pour vélos - Localisation dans les plans de mobilités) : p. 3444 p. 3445 - **Article 6** (art. L. 1215-2, L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1214-1-1 [nouveaux] et art. L. 1241-1 du code des transports - Services de mobilité solidaire et aides individuelles à la mobilité) : p. 3448 - **Article 7** (art. L. 1111-5 du code des transports et art. L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales - Mesures en faveur des personnes handicapées ou à mobilité réduite et de leurs accompagnateurs) : p. 3451 - **Article 9** (art. L. 1115-1, L. 1115-2 [nouveau], L. 1115-3 [nouveau], L. 1115-4 [nouveau], L. 1262-4 [nouveau], L. 1263-4, L. 1263-5 [nouveau], L. 1264-7 et L. 3121-11-1 du code des transports - Ouverture des données nécessaires à l'information du voyageur) : p. 3469 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales) : p. 3476 - **Article 12** (Définition, par ordonnance, d'un cadre juridique pérenne applicable au véhicule autonome) : p. 3480 - **Article 14** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour expérimenter des solutions de mobilité dans les zones peu denses) : p. 3487

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 16** (art. L. 130-9-1 [nouveau] du code de la route - Contrôle des voies réservées) : p. 3520

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (26 mars 2019) : p. 3528

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (26 mars 2019) - **Article 19** (art. L. 3120-2-1, 3120-2-2 et art. L. 3123-2 et L. 3123-2-1 [nouveaux] du code des transports - Encadrement de l'activité des vélotaxis) : p. 3545 - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3549 p. 3550 - **Article additionnel avant l'article 21 - Amendements n° 800 rectifié, n° 162 rectifié, n° 663 rectifié bis, n° 343 rectifié et n° 873 rectifié** (Objectifs de mobilité propre - Fixation) : p. 3554

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3631 p. 3633 - **Article 27** (art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air) : p. 3643 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3662 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 12 rectifié sexies et n° 516 rectifié** (Agents identifiés à risque terroriste - Suppression de l'obligation de reclassement) : p. 3695

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental) : p. 3729 - **Article 37 bis (nouveau)** (art. L. 4311-1-1 [nouveau] du code des transports - Contrat d'objectifs et de performance de Voies navigables de France) : p. 3743 - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3744 p. 3745 p. 3746 p. 3749 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendements n° 174 rectifié et n° 444 rectifié bis** (Liaison rapide ferroviaire Paris - Aéroport Roissy Charles de Gaulle - Abandon du programme) : p. 3757 p. 3758 p. 3759 - **Article 39** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 3111-16-1 [nouveau] du code des transports et art. L. 3316-1 à L. 3316-3 [nouveaux] du chapitre VI [nouveau] du titre unique du livre III de la troisième partie code des transports - Volet social de l'ouverture à la concurrence des réseaux de transport public urbain par autobus de la Régie autonome des transports parisiens) : p. 3760 p. 3761 p. 3763 p. 3766 p. 3767 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 124 rectifié** (Nouvelles infrastructures autoroutières - Concessions - Interdiction) : p. 3775 - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 1324-7 du code des transports - Déclaration individuelle de participation à une grève) : p. 3791 p. 3792

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3824 p. 3826

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5418 - **Question préalable** : p. 5421

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5473 p. 5474 p. 5475 p. 5483 p. 5485 p. 5487 p. 5489

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations de chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (11 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (Obstruction à la chasse - Délit) : p. 5575 p. 5576 p. 5577

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences des élections israéliennes** - (11 avril 2019) : p. 5591

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations de chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)] (suite)** - (11 avril 2019) - **Article 3 ter (nouveau)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - Modes de chasse consacrés par des usages traditionnels) : p. 5632 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5642

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien des crédits d'impôts, CICE et CIR** - (30 avril 2019) : p. 5944

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan gouvernemental** - (30 avril 2019) : p. 5945

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (I)** - (7 mai 2019) : p. 6176 p. 6177

- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6231 p. 6233 p. 6234 p. 6236

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6274

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6340 p. 6348 - **Article 1er** (École de la confiance) : p. 6369 p. 6375

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6522 - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** : p. 6530

- **Mise au point au sujet de votes** - (16 mai 2019) : p. 6540

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (17 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 21 rectifié bis et n° 172, (Réseaux d'éducation prioritaire - Affectation d'enseignants expérimentés)** : p. 6707 p. 6708 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 174 (Missions des personnels psychologues de l'Éducation nationale - Inscription dans la partie législative du code de l'éducation)** : p. 6722

- **Suite de la discussion** (21 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6764 p. 6767

- **Question orale sans débat sur la pérennisation des places d'hébergement de la Seine-Saint-Denis** - (4 juin 2019) : p. 7772 p. 7773

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire)** : p. 7910

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9149 p. 9150 p. 9152 p. 9153 p. 9155 p. 9157 p. 9158

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales)** : p. 9179 p. 9180 p. 9181

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9209 p. 9210

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9256 p. 9257 p. 9258 - **Article 1er (art. 1er, 2, 2 bis [nouveau], 3, 4, 4 bis [nouveau], 6 et 104 du Règlement - Opérations de renouvellement des instances du Sénat : Bureau d'âge, Bureau définitif et remplacements en cas de vacances)** : p. 9266 p. 9267 - **Article 8 (art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission)** : p. 9277 p. 9278 p. 9281 p. 9282 - **Article 13 (art. 29, 29 bis, 29 ter, 30 et 73 undecies [abrogé] du Règlement - Inscriptions à l'ordre du jour du Sénat : Conférence des Présidents et modalités de fixation de l'ordre du jour ; discussion immédiate)** : p. 9286 p. 9287 p. 9288 - **Article 15 (art. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47 bis, 47 bis-1 A, 47 bis-1 et 47 bis-2 du Règlement - Discussion des projets et des propositions : discussion générale, discussion des articles, irrecevabilités financière et sociale, règles particulières à certains textes (traités, PLF, PLFSS))** : p. 9292 p. 9293 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 35 rectifié (Procédure de législation en commission - Modifications)** : p. 9298

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Question préalable** : p. 9315 p. 9316 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié (Membres de la fonction publique - Obligation de réserve)** : p. 9337

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3 (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32,**

32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6414-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9407 p. 9409 - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4312-3-2 du code des transports - Création d'un comité social d'administration central au sein de Voies navigables de France)** : p. 9438 - **Article 4 (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des commissions administratives paritaires)** : p. 9442 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 228 (Entraves aux instances de représentation du personnel - Régime de sanction - Mise en œuvre)** : p. 9455 - **Article 6 (art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État)** : p. 9457 p. 9458 p. 9459 p. 9460 - **Article 8 (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique)** : p. 9489 p. 9491 - **Article 9 (art. 3, 4, 6 et 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 16 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Élargissement du recours au contrat pour pourvoir les emplois permanents de l'État)** : p. 9499 p. 9501

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 10 (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel)** : p. 9555 - **Article 10 bis (art. 6 quater de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Remplacement d'agents indisponibles)** : p. 9563 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 266 rectifié (Fonctionnaires ultramarins - Mutations - Dispositifs de priorité - Rapport au Parlement)** : p. 9580 p. 9581 - **Article 13 (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 78-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6152-4 du code de la santé publique - Inscription dans le statut général des principes de fixation de la rémunération des agents contractuels et modification du cadre de la prime d'intéressement collectif dans le versant hospitalier)** : p. 9590 - **Article 13 bis (nouveau) (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Renforcement du régime indemnitaire dans la**

fonction publique territoriale) : p. 9592 - **Article 14** (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel) : p. 9596 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9608 - **Article 16** (art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique) : p. 9623 p. 9627

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 34 D (priorité) - Amendement n° 263 rectifié** (Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) - Création d'un corps spécifique - Rapport au Parlement) : p. 9662 p. 9663

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan caniculaire** - (25 juin 2019) : p. 9677

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 253** (« Pantoufle » - Remboursement - Systématisation) : p. 9706 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 252** (Fonction publique - Lutte contre les conflits d'intérêt) : p. 9708 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 251** (Haute fonction publique - Déontologie incompatibilités) : p. 9712 - **Article 16 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Limite d'âge pour les présidents des autorités publiques et administratives indépendantes) : p. 9721 - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics) : p. 9722 p. 9723

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9812 p. 9813 p. 9815 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les modalités de recrutement et de formation des fonctionnaires) : p. 9818 - **Article 24 bis** (art. L. 4138-2, L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1, L. 4371-1 du code de la défense - Faciliter la mobilité des personnels militaires) : p. 9830 - **Article 27** (art. 62 et art. 62 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 93 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création, pour la fonction publique d'Etat et la fonction publique hospitalière, d'un dispositif global d'accompagnement pour les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration) : p. 9847

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, FMPE) : p. 9965 p. 9966 p. 9967 - **Article 29** (art. 6 quater A et 6 septies [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 26-2 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la

fonction publique territoriale et art. 51 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Généralisation des dispositifs de signalement destinés aux victimes d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et mise en place de plans d'action obligatoires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9973 - **Article 32** (art. 115 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 et art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Inapplication du jour de carence pour les congés maladie liés à l'état de grossesse et maintien du régime indemnitaire pendant les congés liés à l'enfant dans le versant territorial) : p. 9989 - **Article 33 bis** (art. L. 4138-14, L. 4138-16, L. 4138-17 [nouveau], L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 du code de la défense - Maintien des droits à avancement pour les militaires bénéficiant de congés parentaux ou pour élever un enfant) : p. 9991 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendements n° 194 rectifié ter et n° 257 rectifié bis** (Conditions d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale - Prise en compte de l'ancienneté des collaborateurs parlementaires) : p. 9995 - **Article 33 quater (nouveau)** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Conditions d'organisation des concours dans la fonction publique territoriale) : p. 9998 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10008

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (II)** - (4 juillet 2019) : p. 10877

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de General Electric** - (4 juillet 2019) : p. 10877

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3 bis C** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notation de bâtiment à consommation énergétique excessive) : p. 11482

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité et la Coupe d'Afrique des nations** - (18 juillet 2019) : p. 11546

- **Proposition de loi relative à la Polynésie française [n° 681 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12208 p. 12209

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12218

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12669 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12676

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 392 rectifié** (Lâchers de ballons de baudruche en plastique - Interdiction) : p. 12782 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 150 rectifié bis** (Lingettes domestiques non corporelles - Interdiction) : p. 12785 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 394 rectifié** (Vente de fruits et de légumes emballés à l'unité - Interdiction) : p. 12786

- **Rappel au règlement** - (27 septembre 2019) : p. 12791

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)] (suite)** - (27 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 12 H - Amendements n° 152 rectifié, n° 187, n° 409 rectifié bis et n° 513 rectifié** (Service public de gestion des déchets - Intégration des missions relatives à la propreté) : p. 12811 -

Article 10 (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12829

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Article unique** (*art. 431-1 du code pénal - Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13726 p. 13727 p. 13729

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12769

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12855 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 744 rectifié** (*Loi NOTRe - Abrogation*) : p. 12873 p. 12874 - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12906 p. 12907 p. 12908

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12952 p. 12953 p. 12954 p. 12960 p. 12961

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 13013 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 759 rectifié** (*Accès à l'eau potable - Gratuité*) : p. 13074 p. 13075

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13221 - **Article 13** (*art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons*) : p. 13246

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le port du voile** - (16 octobre 2019) : p. 13269

- **Rappel au règlement** - (17 octobre 2019) : p. 13373

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13523

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13547

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la sécurité sur le réseau des chemins de fer** - (23 octobre 2019) : p. 14434 p. 14435

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève surprise de la SNCF** - (23 octobre 2019) : p. 14437

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le congrès des départements de France** - (23 octobre 2019) : p. 14441

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à la SNCF** - (23 octobre 2019) : p. 14446

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent [n° 73 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14635

- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture [n° 730 (2018-2019)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14828

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin [n° 95 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14838

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la délinquance à Paris** - (6 novembre 2019) : p. 14881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les critiques des sénateurs après les débats relatifs au port du voile** - (6 novembre 2019) : p. 14884

- **Question orale sans débat relative à l'avenir de l'hôpital René-Muret de Sevran** - (12 novembre 2019) : p. 15089 p. 15090

- **Conférence des présidents** - (14 novembre 2019) : p. 15326 p. 15327

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]** - (14 novembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15351

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p. 15829

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15881 p. 15882 p. 15883 p. 15884 p. 15885 p. 15887 p. 15889 p. 15891 - **Article unique** (*Création de délégations parlementaires aux droits des enfants*) : p. 15893 p. 15894 p. 15895

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15897 p. 15902 p. 15904

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Question préalable** : p. 15941 p. 15942

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (*Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression*) : p. 16020

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019*) : p. 16129 p. 16135 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-1106 et n° I-744 (ISF - Rétablissement)** : p. 16158 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1018 (ISF - Rétablissement)** : p. 16188

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-1020 rectifié** (*Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Augmentation*) : p. 16477

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16839

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) - **Article 76** (Reprise par l'État de la dette de SNCF Réseau à hauteur de 25 milliards d'euros) : p. 16876 - **Article 76 bis (nouveau)** (Report en 2026 de la date de début de perception de la contribution spéciale Charles-de-Gaulle Express) : p. 16885

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16945 p. 16947

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17622 p. 17623

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17632

Régimes sociaux et de retraite - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17638

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17979 p. 17984

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1202** (Permis de chasser en Guyane - Demande de la gratuité) : p. 18347 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendement n° II-1132 rectifié** (Réalisation

de travaux prescrits dans le cadre de plans de prévention des risques technologiques (PPRT) - Dispositif de crédit d'impôt - Prorogation) : p. 18353 - **Article 72 sexies (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP) : p. 18369

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18388 p. 18391

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (11 décembre 2019) : p. 21652 p. 21653

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux grèves liées à la réforme des retraites** - (11 décembre 2019) : p. 21654 p. 21655

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences des mouvements sociaux sur les transports** - (11 décembre 2019) : p. 21660

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 196 (2019-2020)** : p. 21773

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 195 (2019-2020)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (18 décembre 2019) : p. 21955

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (18 décembre 2019) : p. 21956

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOCR

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 15, 31 janvier, 6, 21 février, 12, 20, 26 mars, 9 avril, 7 mai, 4, 6, 7, 19 juin, 4, 11, 18, 24 juillet, 25, 27 septembre, 10, 17, 23 octobre, 12, 18, 23, 25, 27, 28 novembre, 5, 6 et 18 décembre 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (28 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 705 (2017-2018)] tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 243 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 489 (2018-2019)] tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 581 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Proposition de

loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur le piratage des retransmissions sportives : MM. Jacques Bajon, directeur médias et contenus numériques du groupe de réflexion Idate Digiworld, auteur du rapport « Piratage des médias, Un risque majeur pour le sport et le linéaire ? », Carlos Eugénio, secrétaire général de l'association portugaise Mapinet, directeur de l'association portugaise Visapress, Mathieu Moreuil, directeur des affaires européennes de l'English Premier League, Mme Sophie Jordan, directrice générale adjointe de beIN Sports France, MM. Didier Quillot, directeur général exécutif de la Ligue de football professionnel (LFP) et Denis Rapone, président de la Hadopi.

Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Godechot, candidat désigné par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et vote sur la proposition de nomination.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Frais différenciés d'inscription à l'université pour les étrangers extra-communautaires - Communication de MM. Stéphane Piednoir et Claude Kern.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, pour une école de la confiance - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de Notre-Dame de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restauration et conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibylle Veil, présidente-directrice générale de Radio France, sur le plan stratégique « Radio France 2022 : une nouvelle ambition de service public ».

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du lundi 8 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, après engagement de la procédure accélérée, pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, après engagement de la procédure accélérée, pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État au numérique.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Dominique Boutonnat, président du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du jeudi 31 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » et compte de concours financier « Avancées à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ?** » - (16 janvier 2019) : p. 68

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (II)** - (17 janvier 2019) : p. 104

- **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 244 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 318 - **Article 2** (*art. L. 211-4 du code de la propriété intellectuelle - Expiration des droits patrimoniaux*) : p. 331 - **Article 3** (*Livre II de la première partie du code de la propriété intellectuelle - Création d'un système de gestion collective des droits voisins*) : p. 332 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 333

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de protection de l'enfance** - (31 janvier 2019) : p. 636

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le débat national et le pluralisme dans les médias** - (5 février 2019) : p. 780

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 790

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article additionnel après l'article 55 ter - Amendement n° 874** (*Exploitation des équipements de réseaux radioélectriques - Autorisation préalable*) : p. 892

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2903 p. 2904 p. 2905

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lanceurs d'alerte** - (12 mars 2019) : p. 2961

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation*) : p. 2984 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-8-1 [nouveau], 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation*) : p. 2986 - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 138 du code de procédure pénale - Interdiction de manifester dans le cadre d'un contrôle judiciaire*) : p. 2988 p. 2989 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-10 du code de la sécurité intérieure - Responsabilité civile pour les dommages causés lors d'une manifestation*) : p. 2991 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2994 p. 2995 p. 2996

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (II)** - (7 mai 2019) : p. 6177 p. 6178

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6347 p. 6357 p. 6359 - **Article 1er (École de la confiance)** : p. 6361 p. 6364 p. 6366 p. 6373 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (*Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales*) : p. 6378

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6442

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (*Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants*) : p. 6544 p. 6545 p. 6548

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 quater (supprimé)** (*art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux*) : p. 6661 p. 6663 p. 6665

- **Suite de la discussion** (21 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6764

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre de Parcoursup** - (21 mai 2019) : p. 6770

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (21 mai 2019) : p. 6776

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Motion d'ordre** : p. 7349 - **Article 1er** (*Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse*) : p. 7363 p. 7365 p. 7367 - **Rappel au règlement** : p. 7371 - **Article 1er** (*Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse*) : p. 7375 p. 7376 p. 7378 p. 7380 p. 7381 p. 7382 p. 7384 p. 7386 p. 7387 - **Article 6** (*Forme juridique des sociétés coopératives*) : p. 7389 p. 7390 - **Article 8** (*Obligation d'admettre un nouveau sociétaire dans les coopératives*) : p. 7391 p. 7392 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7393 p. 7394

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 7470 - **Article 1er** (*Lancement d'une souscription nationale*) : p. 7482 p. 7483 - **Article 2** (*Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7486 p. 7487 p. 7489 p. 7492 p. 7495 - **Article 3** (*Modalités de collecte des dons recueillis*)

dans le cadre de la souscription) : p. 7497 p. 7498 p. 7499 p. 7501 - **Rappel au règlement** : p. 7501 - **Article 3** (Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 7502 - **Article 5** (Majoration du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués par les particuliers dans le cadre de la souscription) : p. 7509 p. 7511 p. 7512 - **Article 7** (Modalités de contrôle de l'emploi des fonds recueillis dans le cadre de la souscription nationale) : p. 7516 p. 7517 - **Article 8** (Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier) : p. 7526 p. 7527 p. 7528 - **Article 9 (supprimé)** (Habilitation à déroger pour faciliter la réalisation de la restauration de Notre-Dame de Paris) : p. 7532 p. 7533 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7534

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7623 p. 7626

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (6 juin 2019) - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-I [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8088

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Congrès américain** - (7 juin 2019) : p. 8220

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8244 p. 8245 p. 8246 p. 8247

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9152 p. 9155 p. 9156

- **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Deuxième lecture [n° 582 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10791 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-43-1 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Exclusion des droits voisins) : p. 10802 p. 10803 - **Article 3** (Livre II de la première partie du code de la propriété intellectuelle - Création d'un système de gestion collective des droits voisins) : p. 10804 p. 10805 p. 10806 p. 10807 p. 10808 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10810

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (4 juillet 2019) : p. 10886

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11080 p. 11081 p. 11084 - **Article 2** (Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 11086 p. 11087 p. 11089 p. 11090 - **Article 3** (Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 11091 p. 11092 - **Article 5** (Majoration du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués par les particuliers dans le cadre de la souscription) : p. 11094 p. 11095 - **Article 8** (Création d'un établissement public chargé de la conservation et de la restauration de Notre-Dame) : p. 11098 p. 11099 - **Article 9** (Dérogrations aux règles de droit commun pour faciliter la réalisation de la restauration de Notre-Dame de Paris) : p. 11100 p. 11102 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11104 p. 11105

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les campements de migrants et l'hébergement d'urgence** - (18 juillet 2019) : p. 11550

- **Ajournement du Sénat - Clôture de la session extraordinaire 2018-2019** - (24 juillet 2019) : p. 12381

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Commission mixte paritaire [n° 738 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12622 p. 12623

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des pompiers** - (16 octobre 2019) : p. 13271

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14664 p. 14676 p. 14677 - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14680 p. 14683 p. 14689

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation de colloques dans les universités** - (30 octobre 2019) : p. 14763

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pauvreté et les inégalités sociales** - (30 octobre 2019) : p. 14773

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la délinquance à Paris** - (6 novembre 2019) : p. 14881

- **Conférence des présidents** - (14 novembre 2019) : p. 15325

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16633 - **Article 31** (Diminution du tarif de la contribution à l'audiovisuel public, actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public) : p. 16642 p. 16643 p. 16644 p. 16645 p. 16646

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Cuba** - (27 novembre 2019) : p. 16791

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (28 novembre 2019) : p. 16930

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2019) : p. 17960 p. 17961

Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public - État D

- (5 décembre 2019) : p. 17971 p. 17972 p. 17973

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18385

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 2** (Prolongation des mandats de six membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, HADOPI) : p. 21787 p. 21787 p. 21788

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21803 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié** (*Lutte contre les contenus haineux sur internet - Proposition de loi - Champ d'application - Presse - Exclusion*) : p. 21805 p. 21806 - **Article 1er** (art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations*) : p. 21809 p. 21812 p. 21813 p. 21815 - **Article 2** (art. 6-2 et 6-3 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière de traitement des notifications de contenus haineux en ligne*) : p. 21825 p. 21828 - **Article 3** (art. 6-3 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Autres obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière d'information et de coopération avec les autorités*) : p. 21830 - **Article 4** (art. 17-3 [nouveau], 19 et 42-7 de la loi n° 86-1067

relative à la liberté de communication ; art. 6-1 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Nouvelles missions du CSA : surveillance des obligations à la charge des plateformes, recommandations, pouvoirs de contrôle et de sanction ; contrôle du blocage administratif des sites terroristes ou pédopornographiques) : p. 21833 p. 21835 p. 21836 - **Article 6 (supprimé)** (*Simplification de la procédure de blocage et de déréférencement des sites haineux (directement auprès des FAI, sans subsidiarité ; sur injonction administrative contre les sites ou serveurs miroirs)*) : p. 21840 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 21 rectifié** (*Diffusion de contenus haineux sur internet visant les forces de l'ordre - Conséquence - Rapport au Parlement*) : p. 21845 p. 21846 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21846 p. 21848

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (18 décembre 2019) : p. 21956

ATTAL (Gabriel)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des écoles en milieu rural** - (31 janvier 2019) : p. 638 p. 639

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2763 p. 2774 p. 2775 - **Article 1er** (art. L. 651-2 du code de commerce - *Atténuation de la responsabilité financière du dirigeant associatif en cas de faute de gestion*) : p. 2776 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 21** (*Monde associatif - Dirigeant bénévole - Responsabilité pénale*) : p. 2777 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 23** (*Associations - Souscription pour le règlement de dommages-intérêts*) : p. 2777 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26 rectifié bis** (*Congé engagement - Extension aux bénévoles responsables d'activités*) : p. 2778 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 15 rectifié** (*Responsables associatifs - Aménagement de temps de travail*) : p. 2779 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 8 rectifié** (*Responsables d'association bénévoles - Formation - Congé rémunéré*) : p. 2780 p. 2781 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 20 rectifié** (*Demandeur d'emploi - Bénévolat dans une association ex-employeur - Autorisation*) : p. 2782 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 9 rectifié bis** (*Responsables associatifs salariés - Formation - Crédit d'impôt sur le revenu*) : p. 2783 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 28 rectifié bis** (*Bénévoles d'associations - Réduction d'impôt sur le revenu - Déplafonnement*) : p. 2783 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 10 rectifié** (*Engagement bénévole - Congé - Rapport au Parlement*) : p. 2784 - **Article 2** (art. L. 312-15, L. 371-1, L. 373-1 et L. 374-1 du code de l'éducation - *Sensibilisation des élèves à la vie associative et promotion des liens entre associations et établissements scolaires*) : p. 2785 p. 2786 - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 124-8 du code de l'éducation - *Modification des modalités de calcul de la limite du nombre de stagiaires pouvant être accueillis dans une association*) : p. 2787 p. 2788 - **Article additionnel après l'article 5 -**

Amendement n° 4 rectifié (*Associations reconnues d'utilité publique ou exerçant une mission d'intérêt général - Mise à disposition de fonctionnaires*) : p. 2788 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 29 rectifié** (*Association gérant un lieu de culte - Transmission des comptes annuels à la Préfecture*) : p. 2789

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3071

- **Question orale sans débat sur la situation des Américains accidentels** - (19 mars 2019) : p. 3157

- **Question orale sans débat sur la médecine scolaire** - (19 mars 2019) : p. 3158

- **Question orale sans débat sur la fermeture de classes dans l'Oise** - (19 mars 2019) : p. 3159

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'orientation dans l'Aisne** - (19 mars 2019) : p. 3160

- **Question orale sans débat sur la scolarité obligatoire à trois ans** - (19 mars 2019) : p. 3161

- **Question orale sans débat sur la scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré** - (19 mars 2019) : p. 3162

- **Question orale sans débat sur les pièces d'identité autorisées pour voter** - (19 mars 2019) : p. 3163

- **Question orale sans débat sur l'enlèvement des épaves en l'absence de fourrière** - (19 mars 2019) : p. 3163

- **Question orale sans débat sur la sécurisation des établissements scolaires** - (19 mars 2019) : p. 3164

- **Question orale sans débat sur le nombre record de cambriolages en 2017** - (19 mars 2019) : p. 3165

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des classes de vingt-quatre élèves** - (30 avril 2019) : p. 5943 p. 5944

- **Question orale sans débat sur les relations commerciales au sein des réseaux de distribution dans le secteur du bricolage** - (4 juin 2019) : p. 7790

- **Question orale sans débat sur la protection des abeilles contre les frelons asiatiques** - (4 juin 2019) : p. 7791

- **Question orale sans débat sur la privatisation d'Aéroports de Paris et les garanties** - (4 juin 2019) : p. 7792

- **Question orale sans débat sur les difficultés créées par la réforme du régime de la taxe de séjour** - (4 juin 2019) : p. 7792

- **Question orale sans débat sur la mission de contrôle de l'obligation scolaire** - (4 juin 2019) : p. 7793

- **Question orale sans débat sur l'impact de la réforme du baccalauréat dans l'apprentissage des langues régionales** - (4 juin 2019) : p. 7794

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement d'une culture du don en France** - (6 juin 2019) : p. 8063

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10898 - **Article 1er (supprimé)** (art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable) : p. 10911 p. 10912 p. 10913 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations) : p. 10915 p. 10917 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 2 rectifié** (Don sur les successions - Allongement du délai) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 4 rectifié quater** (Associations - Subventions publiques - Obligation de comptabilité) : p. 10933 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié quater** (Associations culturelles - Obligations financières) : p. 10934 p. 10935 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 36 rectifié bis** (Régime de l'article 200 du code général des impôts - Liste et objet des associations - Annexe annuelle budgétaire) : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 37 rectifié** (Associations culturelles - Dons par SMS - Suppression) : p. 10937 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 32 rectifié ter** (Compte de campagne - Excédent - Reversement à des associations) : p. 10938 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 31 rectifié ter** (Compte de campagne - Excédent - Reversement à des associations) : p. 10938 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA) : p. 10939 p. 10942 - **Article 4** (art. 706-160 du code de procédure pénale - Confier à des associations d'intérêt général la gestion d'immeubles saisis lors de procédures pénales) : p. 10942 p. 10943 - **Article 4 bis (supprimé)** (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme - Suppression du droit de préemption sur les biens cédés à titre gratuit aux associations ayant la capacité de recevoir des libéralités) : p. 10944 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur l'état des lieux de la fiscalité liée aux dons) : p. 10945 - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-16-2, L. 822-14 et L. 950-1 du code de commerce ; art. L. 241-2 et L. 719-13 du code de l'éducation ; art. L. 111-9 et L. 143-2 du code des juridictions financières ; art. 19-8 et 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ; art. 3, 3 bis et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles ; art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ; art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Mesures de cohérence juridique) : p. 10947 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 42 rectifié** (Comptes d'emploi d'association ou de fondation - Adhérent ou donateur - Droit de consultation) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 41 rectifié** (Comptes des fondations et associations - Publication en ligne) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 5 bis -**

Amendement n° 43 rectifié (Organisme soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes - Contrôle de la publication sincère des comptes) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 40 rectifié** (Fonds de dotation - Rapports de commissaires aux comptes - Obligation de publication) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 23 rectifié** (Fondations - Activité d'enseignement de la conduite) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 14 rectifié bis** (Associations titulaires de l'agrément de jeunesse et d'éducation populaire - Taux réduit de TVA) : p. 10950 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 8** (Fichier centralisé des présidents et trésoriers associatifs - Création - Rapport au Parlement) : p. 10950 p. 10951 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10952

- **Question orale sans débat sur les retraites complémentaires des agriculteurs** - (16 juillet 2019) : p. 11245

- **Question orale sans débat sur la médecine à visée esthétique** - (16 juillet 2019) : p. 11246

- **Question orale sans débat sur les difficultés de mise en place du tiers payant** - (16 juillet 2019) : p. 11247

- **Question orale sans débat sur le numerus clausus dans la région Centre-Val de Loire** - (16 juillet 2019) : p. 11248

- **Question orale sans débat sur les zones sous-médicalisées** - (16 juillet 2019) : p. 11249

- **Question orale sans débat sur la fermeture de lits de gériatrie** - (16 juillet 2019) : p. 11250

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la médecine scolaire** - (16 juillet 2019) : p. 11251

- **Question orale sans débat sur les droits à la retraite des enseignants** - (16 juillet 2019) : p. 11252

- **Question orale sans débat sur la norme d'encadrement dans les collèges** - (16 juillet 2019) : p. 11253

- **Question orale sans débat sur le droit à réparation des militaires et les victimes de guerre titulaires d'une pension militaire d'invalidité** - (16 juillet 2019) : p. 11254

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le balanin des noisettes** - (16 juillet 2019) : p. 11254

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la précarité étudiante (I)** - (13 novembre 2019) : p. 15183

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la précarité étudiante (II)** - (13 novembre 2019) : p. 15184

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la scolarisation des enfants handicapés** - (20 novembre 2019) : p. 15871

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (28 novembre 2019) : p. 16932 - **État B** : p. 16936 p. 16938 - **Article 78 univocies (nouveau)** (art. L. 312-20 du code monétaire et financier - Affectation au fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) d'une partie des avoirs des comptes inactifs des associations déposés à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 16940 - **Article 78 duovocies (nouveau)** (Effort financier public dans le domaine du sport - Rapport au Parlement) : p. 16941

BABARY (Serge)
sénateur (Indre-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire de la commission de concertation du commerce le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre, à nouveau, au conjoint collaborateur d'exercer la mission de maître d'apprentissage [n° 60 (2019-2020)] (16 octobre 2019) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Économie [n° 141 tome 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquialt, directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Guillaume Benoît, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation de General Electric et outils de l'État pour mieux anticiper les conséquences économiques des cessions d'entreprises françaises - Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre, entrepreneur.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux - Procédure

de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie, et Julien Fosse, chef de projet auprès du département « Développement durable et numérique », dans le cadre du rapport « Se nourrir en 2050 ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ? » - (16 janvier 2019) : p. 70

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 219

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. 5-1 à 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Généralisation des chambres de métiers et de l'artisanat de région et suppression des chambres régionales, des chambres départementales et des chambres interdépartementales de métiers et de l'artisanat) : p. 560 p. 566 - **Article 13 bis B** (art. 23-2 et 5-1 du code de l'artisanat ; art. L. 710-1 et art. L. 710-2 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 510-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Mutualisation des missions entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers ayant le même ressort territorial) : p. 567 - **Article 13 bis** (art. L. 123-16, L. 232-1, L. 232-25, L. 232-26 [nouveau] et L. 950-1 du code de commerce et art. L. 524-6-6 du code rural et de la pêche maritime - Allègement et simplification de certaines obligations comptables des petites et moyennes entreprises) : p. 574

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (27 mars 2019) - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3638 p. 3639 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3656 p. 3657

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5057

- **Question orale sans débat sur le refus de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle des communes d'Indre-et-Loire** - (9 avril 2019) : p. 5374

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5937

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la visite du Président de la République à Amboise** - (7 mai 2019) : p. 6181 p. 6182

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7652

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (4 juillet 2019) : p. 10884 p. 10885

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13710

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendement n° 867 rectifié ter** (Règlements locaux de publicité) : p. 13107

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 10** (art. L. 5211-5-1 A [nouveau] et L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Scission de communautés de communes et de communautés d'agglomération) : p. 13159

- **Débat sur le thème** : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? » - (29 octobre 2019) : p. 14707

- **Question orale sans débat relative à la réalisation d'un réseau express métropolitain dans le département d'Indre-et-Loire** - (12 novembre 2019) : p. 15079 p. 15080

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article 15 (priorité)** (art 1600, 1602 A, 1639 A, 1641, 1647 du code général des impôts - Baisse de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie - TFC) : p. 16088 p. 16089

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17576

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17592 p. 17594 p. 17595

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17713 - **État B** : p. 17719

BARGETON (Julien)
sénateur (Paris)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019 ; puis vice-président le 26 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 303 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La valorisation internationale de l'ingénierie et des marques culturelles : le cas des musées nationaux [n° 568 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Culture [n° 140 tome 3 annexe 8 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2018 et sur la certification des comptes de l'État - exercice 2018 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 31 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'amendement sur l'article d'équilibre.

Réunion du jeudi 5 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés aux missions.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 85

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la liberté de la presse** - (17 janvier 2019) : p. 110

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveau] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 401 p. 402 p. 410 - **Article 5 quater** (art. L. 121-4 du code de commerce - Obligation de déclaration du conjoint du chef d'entreprise) : p. 438 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 449

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 21** (art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 656

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes) : p. 963 - **Article 61 octies** (art. 787 B du code général des impôts - Fonds de pérennité) : p. 972 - **Article 62 quinquies A (supprimé)** (art. L. 225-18-1, L. 225-69-1 et L. 226-4-1 du code de commerce - Nullité des délibérations auxquelles a participé un administrateur ou un membre du conseil de surveillance nommé en violation des règles de représentation équilibrée des deux sexes) : p. 994

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1102

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'endométriose** - (12 mars 2019) : p. 2959

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5470 p. 5484

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 6547

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Autriche** - (21 mai 2019) : p. 6774 p. 6775

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300

[nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6809 p. 6818 p. 6819 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019) : p. 6829

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Article 1er** (Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse) : p. 7362

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 2** (Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 7486

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7622

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9207 p. 9213 p. 9214

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9426

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11264

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit budgétaire et la dette** - (18 juillet 2019) : p. 11554

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12958

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 848 rectifié** (Conseillers municipaux - Convocations - Envoi dématérialisé) : p. 13048

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte productif** - (16 octobre 2019) : p. 13268

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire [n° 725 (2018-2019)]** - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13278

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 727 rectifié ter, n° 729 rectifié ter et n° 728 rectifié ter** (Location non professionnelle - Limitation de durée fixée par la collectivité - Autorisation) : p. 13311 p. 13312 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié** (Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police » - Alignement sur le droit commun des agents de police municipale) : p. 13321 p. 13322 p. 13323

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13424

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14449 p. 14453 p. 14454 p. 14456 p. 14457 p. 14458 p. 14459 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 775 septies [nouveau]- Déduction de l'actif successoral des droits de mutation versés par le défunt lors d'une succession ou donation antérieure) : p. 14466 - **Article 8 (supprimé)** (art. 787 B du code général des impôts - Abaissement du taux de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit applicable dans le cadre du « pacte Dutreil ») : p. 14470

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'écologie, notamment sur la qualité de l'air** - (30 octobre 2019) : p. 14770

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pauvreté et les inégalités sociales** - (30 octobre 2019) : p. 14773

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16706 p. 16707 p. 16713

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15936 p. 15939 - **Question préalable** : p. 15943

Discussion générale :

: p. 15944 p. 15949 p. 15950 p. 15952 p. 15953 p. 15955 p. 15956 p. 15957 p. 15961

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendement n° I-1056** (Vente en vrac - TVA - Diminution) : p. 15999 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendement n° I-339 rectifié** (Couches pour nourrissons - Application du taux réduit de TVA) : p. 16004 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendements n° I-217 rectifié et n° I-311 rectifié ter** (Achat d'équipements de sécurité routière - Application d'un taux réduit de TVA) : p. 16005 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendements n° I-601 et n° I-1057** (Activités de réparations - Taux de TVA - Réduction) : p. 16006 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendements n° I-368 rectifié bis, n° I-431 rectifié, n° I-711 rectifié et n° I-1158 rectifié bis** (Réseaux de froid renouvelable - Taux de TVA réduit) : p. 16012 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendement n° I-1069 rectifié** (Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression) : p. 16016 p. 16018 p. 16019 p. 16020 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendements n° I-982 et n° I-1110 rectifié** (Activités culturelles, ludiques, éducatives ou professionnelles - Droits d'entrée - Taux de TVA réduit) : p. 16023 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendement n° I-1053** (Produits de protection hygiénique féminine - Taux minimal de TVA) : p. 16026 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendement n° I-1062 rectifié** (Impôt sur les sociétés - Tranches progressives - Instauration) : p. 16028 - **Article 11 (priorité)** (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises) : p. 16030 p. 16032 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité)** - **Amendement n° I-947 rectifié bis** (Fusions entre sociétés sœurs - Régime fiscal) :

p. 16043 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendement n° I-956 rectifié** (Droits de douane - Résultat des entreprises - Régime de déductibilité) : p. 16048 p. 16049

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019) : p. 16125 p. 16133 p. 16135 p. 16136 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-567 rectifié et n° I-568 rectifié** (Élus locaux - Indemnités de fonction - Exonération) : p. 16140 - **Article 2 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 4 B du code général des impôts - Domiciliation fiscale des agents territoriaux exerçant leurs fonctions à l'étranger) : p. 16149 p. 16150 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-487 rectifié ter** (IFI - Assiette - Actifs immobiliers - Exclusion - Conditions) : p. 16196 p. 16197 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-133 rectifié bis et n° I-134 rectifié bis** (Lutte contre l'effet de « double succession ») : p. 16242 - **Article 5 (précédemment réservé)** (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code de l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16280 p. 16284 p. 16287 - **Article additionnel après l'article 6 bis (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1003** (Déduction « Cose » - Période d'application - Prorogation) : p. 16310 - **Article additionnel après l'article 6 bis (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1000** (Éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) - Travaux - Justification - Délais - Modulation) : p. 16311 - **Article additionnel après l'article 6 bis (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1005** (Logements anciens réhabilités - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération) : p. 16312 - **Article 6 ter (nouveau) (précédemment réservé)** : p. 16313 p. 16315 - **Article 7 (précédemment réservé)** (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 16325 p. 16328 p. 16329 - **Article 8 (précédemment réservé)** (art. 257, 270, 278 sexies, 278 sexies-0 A, 278 sexies A, 279-0 bis A, 284, 1384 A, 1391 E du code général des impôts et art. L. 176 du livre des procédures fiscales - Baisse du taux de la TVA sur certains logements locatifs sociaux dans le cadre du pacte d'investissement pour le logement social) : p. 16349 - **Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-43 rectifié quinquies, n° I-325 rectifié ter, n° I-660 rectifié ter, n° I-833 rectifié, n° I-44 rectifié ter et n° I-663 rectifié bis** (Syndicats professionnels - Impôt sur les sociétés et cotisation foncière - Exonération) : p. 16353

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-17858 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane) : p. 16375 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendements n° I-1025, n° I-750 rectifié et n° I-6 rectifié bis** (Dispositif Pinel - Suppression) : p. 16474

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 26 bis** - **Amendements n° I-532 rectifié ter et n° I-284 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Dépenses exposées au titre de l'utilisation de l'informatique en nuage (« Cloud ») - Éligibilité) : p. 16623 - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609

*quatervicies A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16633 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-452 rectifié et n° I-1007 (Travailleurs indépendants - Fonds d'assurances formation (FAF) - Excédents financiers - France compétences - Versement) : p. 16640 - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi : p. 16678 p. 16679***

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)] - (26 novembre 2019) - Discussion générale : p. 16684 p. 16685**

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 17000

Santé

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17083 p. 17084 p. 17085 p. 17086

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17104 - **État B** : p. 17118 p. 17119 p. 17120

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - État D

- (2 décembre 2019) : p. 17618

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17622 p. 17623 p. 17624

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17632

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17715 p. 17716

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17797 p. 17806

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17845**

Culture

- (5 décembre 2019) : p. 17937 p. 17946 - **État B** : p. 17954

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) - **État B** : p. 18028

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-568 rectifié (Contribution économique territoriale (CET) - Plafonnement - Baisse) : p. 18104 p. 18105 - Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-1059 (Tourisme - Détaxe - Seuils - Modification) : p. 18106 - Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-1056 rectifié (Données relatives à la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Procédure de transmission - Simplification) : p. 18106 - Article 48 nonies (nouveau) (art. 1384 A du code général des impôts, art. L. 31-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Modalités d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et d'obtention du prêt à taux zéro pour les logements anciens en location-accession) : p. 18109 - Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-573 rectifié (Île-de-France - Maisons médicales - Taxe annuelle sur les bureaux - Exonération) : p. 18110**

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 57 (Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme) : p. 18247 - Article 58 ter (nouveau) (art. 31 du code général des impôts - Prorogation du dispositif « Louer abordable ») : p. 18255 - Article 58 decies (nouveau) (art. 200 du code général des impôts - Augmentation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons au profit des associations luttant contre la violence domestique) : p. 18270 - Article 59 (art. L. 422-1 et L. 422-6 du code des assurances, et 1630 [nouveau], 1649 quater B quater, 1681 septies, 1723 quinquies du code général des impôts - Obligation de télédéclaration et de télépaiement de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances et des contributions assimilées) : p. 18275 - Article additionnel après l'article 59 sexdecies - Amendements n° II-485 rectifié decies, n° II-1138 rectifié quater et n° II-1055 rectifié bis (Nouveau type de contrat d'assurance-vie dédié à la transition écologique et solidaire - Création) : p. 18293 p. 18294 - Article 60 (art. 258, 271, 277 A, 286 ter, 286 ter A [nouveau], 287, 289 A, 291 bis, 292, 293, 293 A, 293 A quater [nouveau], 298, 298 sexdecies I [nouveau] et 1695 du code général des impôts ; art. 113 114 et 120 du code des douanes ; art. 193 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Simplification du recouvrement de la TVA à l'importation auprès des entreprises) : p. 18298 p. 18299 - Article 61 (Unification des modalités de déclaration et de recouvrement de certaines impositions indirectes et amendes) : p. 18303 - Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-1050 (Droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcooliques - Déclaration préalable en vue d'une exonération - Suppression) : p. 18306 - Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-1141 rectifié et n° II-569 (Vente à distance de produits soumis à accises - Simplification des formalités administratives) : p. 18308 - Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-1051 (Essences d'absinthe, produits assimilés, produits anisés - Règles particulières de circulation - Suppression) : p. 18308 - Article 61 bis (nouveau) (art. 285 duodecimes du code général des impôts et art. L. 16 E du livre des procédures fiscales - Application des modalités de recouvrement des taxes sur le chiffre d'affaires aux taxes sur les boissons non alcooliques et à la taxe générale sur les activités polluantes et adaptation technique pour assurer un niveau de contrôle similaire) : p. 18310 - Article additionnel après l'article 61 quater - Amendement n° II-944 rectifié (Impact financier de l'abandon du projet Europacity sur l'aménagement du Triangle de Gonesse**

- *Rapport au Parlement*) : p. 18315 - **Article 63** (art. 302 B, 302 D, 302 D bis, 568, 572, 575, 575 B, 575 E, 575 E bis, 575 M, 1698 D - *Alignement progressif de la fiscalité du tabac applicable en Corse sur celle applicable sur le continent, à compter de 2022, sur une période de cinq ans*) : p. 18323 - **Article 67** (*Augmentation maîtrisée de certaines prestations sociales et suppression de l'indexation de la réduction de loyer de solidarité*) : p. 18328 p. 18329 - **Article 68** (art. L. 432-1 du code des assurances - *Interdiction de l'octroi de garantie de l'État au commerce extérieur pour la recherche, l'extraction et la production de charbon*) : p. 18331

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18385 p. 18387 p. 18388

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet** [n° 198 (2019-2020)] - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21803

- **Projet de loi de finances pour 2020 - Nouvelle lecture** [n° 212 (2019-2020)]

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21974 p. 21976

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 383 (2018-2019)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur la souveraineté numérique [n° 423 (2018-2019)] (2 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : sur les moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris [n° 450 (2018-2019)] (10 avril 2019) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 458 (2018-2019)] visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 549 (2018-2019)] (5 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Plan d'action pour une plus grande sécurité des maires - Résultats de la consultation lancée par le Sénat [n° 11 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 20 (2019-2020)] tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 32 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 56 (2019-2020)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre [n° 93 (2019-2020)] (30 octobre 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*commission des lois*) : Dépouillement des scrutins sur les propositions de nomination, par le Président du Sénat, de M. Jean Cabannes et Mme Natalie Fricero aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Dépouillement des scrutins sur les propositions de nomination, par le Président de la République, de M. Yves Saint-Geours et Mme Sandrine Clavel aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres et proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km-h sur le réseau secondaire - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président du Sénat, de M. Michel Sappin, aux fonctions de membre de la commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution et chargée de se prononcer par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés et la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Marie-Laure Denis aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des lois*) : Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Marie-Laure Denis aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Table ronde de représentants des avocats, des magistrats et des fonctionnaires de greffe.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte - Examen d'une motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le

régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Jacques Mézard, candidat proposé par le Président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jacques Mézard aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le Président du Sénat de M. François Pillet aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers - Examen des amendements, dans le cadre de la procédure de législation en commission, au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits sur son rapport annuel d'activité pour 2018.

Désignation d'un membre du Bureau.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de GENDXXI, association professionnelle des militaires de la gendarmerie.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la CFDT.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la FSMI-FO.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de l'UNSA.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie.

Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (commission des lois) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la souveraineté numérique - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (commission des lois) : Audition de M. Julien Boucher, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Julien Boucher aux fonctions de directeur général de l'Ofpra.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Didier Lallement, préfet de police de Paris.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice, garde des sceaux.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du maréchal des logis chef Thierry Guerrero, président, et du capitaine Marc Rollang, membre du conseil d'administration de l'association professionnelle nationale militaire Gendarmes et Citoyens.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte - Examen des amendements au texte de la commission.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, aux fonctions de directeur général de l'Ofpra.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (commission des lois) : Bilan de l'application des lois promulguées au cours de l'année parlementaire 2017-2018 - Communication.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Communication.

Proposition de loi et proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôler l'application et d'évaluer les lois - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (commission des lois) : Proposition de loi et proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (commission des lois) : Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen des amendements.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (commission des lois) : Nomination de rapporteurs.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Examen des amendements, dans le cadre de la procédure de législation en commission, au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (commission des lois) : Mission d'information relative à la sécurité des sapeurs-pompiers - Audition de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF).

Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (commission des lois) : Audition de MM. Michel Badré et Dominique Gillier, membres du Conseil économique social et environnemental, auteurs du rapport « Fractures et transitions : réconcilier la France ».

Échange de vues.

Handicap dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (commission des lois) : Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa, médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques.

Échange de vues sur la nomination des rapporteurs et le sort des propositions de loi d'origine sénatoriale.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (commission des lois) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat - Examen du rapport et du texte (articles 1er, 8, 13, 14, 15 et 17) de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le règlement du Sénat - Procédure de législation partielle en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le règlement du Sénat - Procédure de législation partielle en commission - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Jurisprudence rendue pour l'application des dispositions relatives aux droits des malades et à la fin de vie - Communication.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Coopération judiciaire en matière pénale et mise en œuvre du parquet européen - Communication.

Projet de loi de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de transformation de la fonction publique.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Mission d'information sur la thanatopraxie - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Examen, en deuxième lecture, des amendements éventuels au texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relative à la Polynésie française - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Jurisprudence rendue pour l'application des dispositions relatives aux droits des malades et à la fin de vie - Suite de la communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des maires dans l'exercice de leur mandat - Audition de M. Jean-Marie Bockel, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Menaces et agressions auxquelles sont confrontés les maires - Communication.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Examen de la recevabilité.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019 235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre - Examen de la recevabilité.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et informations administratives » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi, tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des lois*) : Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Désignation de rapporteurs.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et informations administratives » - Examen d'un amendement.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Désignation des candidats pour faire partie de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen d'un amendement.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion

des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen des amendements aux textes de la commission.

Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen d'amendements du rapporteur sur le texte de la commission mixte paritaire.

Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 250

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** : p. 291 - **Article 1er** (*art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains*) : p. 302 p. 303 - **Article 2** (*art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales*) : p. 307

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la justice** - (31 janvier 2019) : p. 631 p. 632

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1117 p. 1121 p. 1123 p. 1124 p. 1125 p. 1126 - **Article 52 bis** (*art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de vingt à cinquante euros*) : p. 1227

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Rappel au règlement** - (13 février 2019) : p. 2404

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** : p. 2415 - **Article 1er** (*section 2 du titre 1er, art. 6-1 et 6-2 [nouveaux] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Reconnaissance de la contribution de la Polynésie française à la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense de la Nation*) : p. 2417 p. 2420

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 293 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 294 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2465 p. 2469 p. 2470 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (*Mayotte - Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification*) : p. 2487

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (19 février 2019) - **Explications de vote communes** : p. 2509

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2657 p. 2658 p. 2663

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 352 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2806 p. 2808

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2822

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2936 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2939 - **Question préalable** : p. 2947 - **Discussion générale** : p. 2952 - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription au fichier des personnes recherchées des mesures d'interdiction de participer à une manifestation*) : p. 2981 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2993 p. 2997

- **Question orale sans débat sur la scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré** - (19 mars 2019) : p. 3162

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 3861 p. 3864 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3865 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié** (*Rétablissement de la région Alsace - Sortie de la région Grand Est - Consultation locale*) : p. 3866 - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3871 p. 3873 p. 3881 p. 3882

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5066 p. 5069 p. 5078 p. 5079 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Expérimentation sur la délégation aux départements de l'octroi d'aides aux entreprises*) : p. 5088

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5170

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) -

Article 3 (*Transfert au département d'Alsace des routes nationales et autoroutes non concédées*) : p. 5190

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6005 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 55** (*Élections municipales - Candidats membres du corps préfectoral - Délai de carence*) : p. 6020

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6036 p. 6041 p. 6044 p. 6046 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Criminalité organisée - Inclusion de la délinquance environnementale*) : p. 6051

- **Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 476 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6160 p. 6162 p. 6163

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (III)** - (7 mai 2019) : p. 6178 p. 6179

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 449 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6198 p. 6199

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6526

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 485 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2018-2019)** : p. 7333 p. 7335

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 484 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 485 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9172 - **Article 1er** (*art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales*) : p. 9175 p. 9176 p. 9177 p. 9178 p. 9180 p. 9181 p. 9183 p. 9185

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9255 p. 9256 p. 9257 p. 9258 p. 9259 p. 9264 - **Article 1er** (*art. 1er, 2, 2 bis [nouveau], 3, 4, 4 bis [nouveau], 6 et 104 du Règlement - Opérations de renouvellement des instances du Sénat : Bureau d'âge, Bureau définitif et remplacements en cas de vacances*) : p. 9266 p. 9267 - **Article 8** (*art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission*) : p. 9272 p. 9273 p. 9273 p. 9274 p. 9276 p. 9280 p. 9281 p. 9282 p. 9283 - **Article 13** (*art. 29, 29 bis, 29 ter, 30 et 73 undecies [abrogé] du Règlement - Inscriptions à l'ordre du jour du Sénat : Conférence des Présidents et modalités de fixation de l'ordre du jour ; discussion immédiate*) : p. 9287 p. 9288 - **Article 14** (*art. 31 bis [abrogé], 32, 33, 34 [abrogé], 35, 35 bis [nouveau], 36, 37, 38,*

38 bis [nouveau], 39, 40 [abrogé] et 41 [abrogé] du Règlement - Tenue des séances : temps de parole en séance publique ; publicité des débats et jours de séance chaque semaine ; comité secret ; prérogatives du président de séance ; lecture de l'ordre du jour de la prochaine séance ; demandes de congé ; rapport préalable réalisé par une commission ; collaborateurs au banc ; déclarations du Gouvernement) : p. 9290 - **Article 15** (*art. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47 bis, 47 bis-1 A, 47 bis-1 et 47 bis-2 du Règlement - Discussion des projets et des propositions : discussion générale, discussion des articles, irrecevabilités financière et sociale, règles particulières à certains textes (traités, PLF, PLFSS)*) : p. 9293 p. 9296 p. 9297 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 35 rectifié** (*Procédure de législation en commission - Modifications*) : p. 9298 - **Article 17** (*art. 44 bis [nouveau], 44 ter [nouveau], 46 bis [nouveau], 48 [abrogé], 49 [abrogé] et 50 [abrogé] du Règlement - Conditions de recevabilité formelles et liées à la navette (« cavaliers », règle de l'« entonnoir ») ; discussion des amendements*) : p. 9300 p. 9301 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 36** (*Collaboratrices et collaborateurs de sénateurs - Accès aux concours internes de la fonction publique*) : p. 9306 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 34** (*Groupes interparlementaires d'amitié - Modifications*) : p. 9306

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Question préalable** : p. 9315 p. 9316 - **Discussion générale** : p. 9324 p. 9325 p. 9332 - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Feuille de route des décisions de l'État ayant un impact sur la fonction publique territoriale*) : p. 9345

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 6** (*art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État*) : p. 9461 p. 9462 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 199 rectifié bis** (*Recrutement sur profil des enseignants - Conditions de développement - Rapport au Parlement*) : p. 9486 - **Article 8** (*art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique*) : p. 9496 p. 9496

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 10 ter** (*art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - « Prime de précarité » dans la fonction publique*) : p. 9566 p. 9567 p. 9569 - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État*) : p. 9576 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 309 rectifié bis et n° 541 rectifié bis** (*Fonctionnaires ultramarins - Loi Égalité Réelle Outre-mer - Rapport au Parlement*) : p. 9584 - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Renforcement du régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale*) : p. 9593 - **Article 16** (*art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique*) : p. 9614 p. 9621 p. 9627

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 A (priorité) (nouveau)** (*art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés]*

de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9657 - **Article 34 B (priorité) (nouveau)** (Expérimentation visant à refonder le modèle de financement du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) : p. 9660 - **Article 34 D (priorité) (nouveau)** (Expérimentation pour permettre la titularisation des apprentis en situation de handicap) : p. 9661 - **Article additionnel après l'article 34 D (priorité) - Amendement n° 263 rectifié** (Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) - Création d'un corps spécifique - Rapport au Parlement) : p. 9662

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 21** (Propagande électorale - Utilisation des couleurs bleu, blanc, rouge) : p. 9759 p. 9760 - **Article 5** (art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote) : p. 9765

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 20 bis** (Habilitation donnée au Gouvernement afin de créer par ordonnance un code général de la fonction publique) : p. 9807 - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9812 p. 9813 p. 9814

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, FMPE) : p. 9967

- **Proposition de loi relative à la Polynésie française [n° 681 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12209

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12243 p. 12245 p. 12248 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12298

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12367 p. 12368 p. 12370 p. 12372 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12380

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13718 p. 13721 p. 13722

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit de la sécurité sociale** - (2 octobre 2019) : p. 12758

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12844 p. 12845 p. 12852 p. 12870 p. 12871 p. 12872 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12882 p. 12889 p. 12892 p. 12908 p. 12909 p. 12911

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12944

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (9 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis** -

Amendement n° 717 rectifié bis (Métropole de Lyon - Commission permanente - Élection au scrutin proportionnel) : p. 12981 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12983 p. 12984 p. 12986 p. 12993 p. 12993

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13011

- **Mises au point au sujet de votes** - (10 octobre 2019) : p. 13028

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (10 octobre 2019) - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accords locaux de répartition des sièges au sein des conseils communautaires) : p. 13034 p. 13036 p. 13037 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13087 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 937 rectifié** (Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI)) : p. 13089 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal) : p. 13095 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 681 rectifié bis** (Plans d'occupation des sols - Caducité - Report) : p. 13099 - **Article 9** (art. L. 5216-11 [rétabli] du code général des collectivités territoriales - Procédure simplifiée de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération) : p. 13115

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 10** (art. L. 5211-5-1 A [nouveau] et L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Scission de communautés de communes et de communautés d'agglomération) : p. 13161 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 149 rectifié ter et n° 870 rectifié quater** (Conseils communautaires - Communes rurales - Représentativité plus importante) : p. 13181 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13188 p. 13189 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux) : p. 13199 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Elus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13219 p. 13219 p. 13220 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 44 rectifié ter** (Communes de moins de 500 habitants - Nombre de conseillers municipaux - Seuil minimal) : p. 13232

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture d'une usine Michelin en Vendée** - (16 octobre 2019) : p. 13274

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13287 p. 13289 p. 13290 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 581 rectifié** (Protection de l'environnement et des populations - Pouvoirs du maire - Renforcement) : p. 13291 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité) : p. 13316 p. 13317 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié** (Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police » - Alignement sur le droit commun des agents de police municipale) : p. 13324 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 302 rectifié bis, n° 302 rectifié ter, n° 379, n° 575 rectifié, n° 673 rectifié bis, n° 917 et n° 673 rectifié bis** (Base potentielle d'actionnaires de l'Agence France locale - Extension aux collectivités territoriales à leurs groupements et

aux établissements publics locaux) : p. 13340 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - « Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13343 p. 13344

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13388 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13422 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 895, n° 791 et n° 47 rectifié bis** (Création d'un véritable statut de l'élu territorial et suppression du caractère bénévole des fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal) : p. 13434 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Statut de salarié protégé des élus locaux) : p. 13444 p. 13445 - **Demande de priorité** : p. 13450 - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation) : p. 13451 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 112** (Établissement public de coopération intercommunale - Indemnité spéciale pour les maires non membres de l'exécutif - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 13467 - **Article 28 quater (nouveau)** (art. L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales ; art. 2 de la loi n° 2016-341 du 23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes - Régime indemnitaire des présidents et des vice-présidents des syndicats de communes et des syndicats mixtes) : p. 13468 p. 13469 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 293 rectifié ter, n° 294 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 433 rectifié bis** (Élus locaux - Liquidation des droits à la retraite - Faculté de rachat ou de réduction - Rétablissement) : p. 13487 p. 13488

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13518 p. 13521 p. 13522

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13540 p. 13542 p. 13544 p. 13550

- **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d' - **Discussion générale** : p. 14497 p. 14501 p. 14502 p. 14504 p. 14505 - **Article 1er** (Conseil des maisons de vente) : p. 14514

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent [n° 73 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14633 p. 14635 - **Article 1er** (art. L. 721-1 du code de la sécurité intérieure) Conditions d'intervention et régime de responsabilité du sauveur occasionnel et bénévole) : p. 14638

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan et les perspectives de la décentralisation** - (20 novembre 2019) : p. 15871 p. 15872

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15883 p. 15890 - **Article unique** (Création de délégations parlementaires aux droits des enfants) : p. 15894 p. 15895

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (27 novembre 2019) : p. 16812

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17800 p. 17800 p. 17801

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17834 p. 17844 p. 17845 - **Article 78 nonies (nouveau)** (Stabilisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux en 2020) : p. 17878 p. 17879 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-327** (Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Instance de suivi - Création) : p. 17885 p. 17886

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 2** (Prolongation des mandats de six membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, HADOPI) : p. 21788

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21797 p. 21800 p. 21802

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21981 p. 21983 p. 21984

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21995 p. 21998 p. 21999 p. 21200 p. 21201

BASCHER (Jérôme)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 10 octobre 2019.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique du 10 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 25 janvier 2019.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La sécurité informatique des pouvoirs publics [n° 82 (2019-2020)] (22 octobre 2019) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Pouvoirs publics [n° 140 tome 3 annexe 22 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des finances*) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des finances*) : Relations financières entre l'État et la sécurité sociale - Audition de MM. Christian Charpy, conseiller maître à la Cour des comptes, et Julien Dubertret, inspecteur général des finances.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Audition commune de MM. Giuseppe de Martino, président de l'association des services internet communautaires (ASIC), Julien Pellefigue, économiste, associé au cabinet Taj, Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, et François Soulmagnon, directeur général de l'association française des entreprises privées (AFEP).

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Bernard Benhamou, secrétaire général de l'institut de la souveraineté numérique.

Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions industrielles et numériques, et de M. Gwenael Jezequel, conseiller pour les relations institutionnelles.

Souveraineté numérique dans les relations internationales - Audition conjointe de MM. Nicolas Mazzuchi, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales et Christian Harbulot, directeur de l'École de guerre économique.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen des amendements de séance

déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des finances*) : Valorisation internationale de l'ingénierie et des marques culturelles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Nadi Bou Hanna, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat au ministère de l'action et des comptes publics.

Audition du général François Lecointre, chef d'Etat-Major des armées (CEMA).

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence, de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA et de M. Sébastien Soriano, président de l'Arcep.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Michel Paulin, directeur général d'OVH.

Réunion du mardi 23 juillet 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 en nouvelle lecture - Examen du rapport.

Réunion du mardi 3 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de MM. Julien Groues, directeur général et Stéphane Hadinger, directeur technique pour Amazon Web services.

Audition de MM. Michel Coulomb, responsable des ventes, région sud incl. France, Daniel Matray, responsable App Store Europe, et Erik Neuenschwander, responsable Vie privée des utilisateurs, d'Apple.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » (et communication sur son contrôle budgétaire sur la sécurité informatique des pouvoirs publics) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'Etat », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 36) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport de M. Pierre-Yves Collombat, actualisant son rapport n° 393 (2016-2017), « Une crise en quête de fin. Quand l'Histoire bégaie ».

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Point d'étape sur le contrôle budgétaire sur la réforme des retraites entre universalité, solidarité et équité : quelles incidences sur les régimes spéciaux et des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ? ».

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'article 20, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de la mission précédemment examinée et réservée « Pouvoirs publics ».

Réunion du lundi 2 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » (et l'article 76 sexies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), mission « Engagements financiers de l'État » et les comptes spéciaux « Participations financières de l'État » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » et mission « Défense » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 5 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés aux missions.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 13 sexies A (nouveau)** (art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail - Adhésion des chambres de commerce et d'industrie à l'assurance-chômage) : p. 582

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 19 ter** (art. 22-2 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la protection du commerce et de l'artisanat - Remise d'une attestation d'assurance par les entreprises du bâtiment et des travaux publics) : p. 613

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 934

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 28 rectifié bis** (Bénévoles d'associations - Réduction d'impôt sur le revenu - Déplafonnement) : p. 2783

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2818

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3372

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (Vitesses maximales autorisées - Adaptation) : p. 3513 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié** (Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité) : p. 3562

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 884 rectifié bis, n° 54 rectifié sexies et n° 725 rectifié bis** (Développement des carburants alternatifs - Déploiement de stations de recharge à hydrogène) : p. 3615 - **Article 36** (ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe - Évolution du statut de la société du Canal Seine-Nord Europe) : p. 3713 p. 3714

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 40** (art. L. 130-4, L. 130-7, L. 322-1 et chapitre IX [nouveau] du titre Ier du livre IV du code de la route, article L. 529-6 du code de procédure pénale - Mise en place du péage à flux libre) : p. 3771 p. 3772 p. 3774 p. 3775 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 337 rectifié** (Autoroutes - Tarifs préférentiels pour véhicules écologiques) : p. 3778 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 223 rectifié bis** (Financement du tourisme - Taxe sur les dividendes versés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Création) : p. 3779 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 572 rectifié ter** (Hiérarchisation des voiries) : p. 3782

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 5066

- **Question orale sans débat sur le financement du canal Seine-Nord Europe** - (9 avril 2019) : p. 5381 p. 5382

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5504 p. 5507 - **Article 1er bis** (art. L. 414-10 du code de l'environnement - Missions des conservatoires botaniques nationaux) : p. 5529

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 2 bis C** (art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets) : p. 5569 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (Obstruction à la chasse - Délit) : p. 5576

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité** - (11 avril 2019) : p. 5596 p. 5597

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5913

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de

complémentaire santé proposé par une société d'assurance : p. 5987 p. 5988 p. 5989 p. 5991 - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 932-12, L. 932-12-1 [nouveau], L. 932-19 et L. 932-21 du code de la sécurité sociale - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une institution de prévoyance) : p. 5995 - **Article 3 (supprimé)** (art. L. 221-9, L. 221-10 et L. 221-10-2 [nouveau] du code de la mutualité - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une mutuelle) : p. 5998

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 37 rectifié ter** (Affiches électorales - Interdiction de faire figurer d'autres personnes que les candidats) : p. 6020

- **Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 406 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6030

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6800

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 1er** (Lancement d'une souscription nationale) : p. 7483 - **Article 8** (Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier) : p. 7519 p. 7522 p. 7528 - **Article 9 (supprimé)** (Habilitation à déroger pour faciliter la réalisation de la restauration de Notre-Dame de Paris) : p. 7532

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7823

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique de la France** - (6 juin 2019) : p. 8070 p. 8071

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9224

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié** (Membres de la fonction publique - Obligation de réserve) : p. 9337

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9492 - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9503

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 16** (art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires -

Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique) : p. 9623 p. 9624

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendements n° 194 rectifié ter et n° 257 rectifié bis** (Conditions d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale - Prise en compte de l'ancienneté des collaborateurs parlementaires) : p. 9995

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Article 3** (Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 11092

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11169 p. 11182 p. 11184

- **Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12303 p. 12304

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Commission mixte paritaire [n° 632 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12347

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 848 rectifié** (Conseillers municipaux - Convocations - Envoi dématérialisé) : p. 13048 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (Zone d'activité économique - Échelon communautaire - Compétence) : p. 13102 - **Article 8** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de révision sexennale du schéma départemental de la coopération intercommunale) : p. 13110 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 769 rectifié bis** (Établissements publics de coopération intercommunale - Seuil de création) : p. 13112

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13192 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter** (Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique) : p. 13197 - **Article 13** (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13248

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13289

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Intercommunalité - Création de « pôles de proximité » - Autorisation) : p. 13399 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 787 rectifié** (Conséquences de la suppression du principe de territorialisation des demandes de cartes d'identité - Rapport au Parlement) : p. 13402 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement 903 rectifié** (Information des interventions aux élus locaux des services d'incendie et de secours (SDIS) sur leur territoire - Obligation) : p. 13431 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 902 rectifié bis** (Information des collectivités territoriales par l'État sur les nouveaux habitants) : p. 13432

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14675 p. 14676

- **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14707 p. 14711 p. 14712

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 15280

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16705 - **Article liminaire (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2019)** : p. 16716 - **Article 5 et état B annexé (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** : p. 16741 - **Article 4 (pour coordination) (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** : p. 16754

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15933 p. 15936 p. 15961 p. 15962

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1059 rectifié (Premiers mètres cube d'eau - Usage domestique - Exonération de TVA)** : p. 15997 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-429 rectifié bis (TVA sociale - Instauration)** : p. 16001 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-252 rectifié (Livres audio - Tout type de support d'enregistrement - Taux réduit de TVA)** : p. 16007 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié (Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression)** : p. 16017 - **Article 11 (priorité) (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises)** : p. 16029 p. 16030 p. 16031 p. 16032 - **Article additionnel après l'article 11 (priorité) - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-649 (Lutte contre les risques climatiques ou sanitaires - Lutte contre le recours aux produits phytopharmaceutiques - Biens acquis par les agriculteurs - Dispositif de suramortissement - Instauration)** : p. 16037 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° I-947 rectifié bis (Fusions entre sociétés sœurs - Régime fiscal)** : p. 16043 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1248 rectifié (Jeunes entreprises innovantes (JEI) - Dispositif d'exonérations fiscales - Prorogation)** : p. 16051 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-164 rectifié bis et n° I-561 rectifié bis (Acteurs du commerce - Équité fiscale et territoriale - Rétablissement)** : p. 16065 p. 16066 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-224 rectifié quater (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation - Appréciation de la collectivité (commune ou EPCI))** : p. 16077 - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 231 ter du code général des impôts - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France)** : p. 16093 p. 16094 - **Article 6 (précédemment réservé) (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième**

partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16108

- **Suite de la discussion (23 novembre 2019) - Article 2 (précédemment réservé) (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019)** : p. 16133 p. 16134 p. 16136 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression)** : p. 16142 - **Article 2 octies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 182 A, 182 A ter, 197 A, 197 B et 1671 A du code général des impôts - Aménagements à la réforme de l'imposition des revenus des non-résidents issue de la loi de finances initiale pour 2019)** : p. 16216 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-40 rectifié et n° I-240 rectifié (Vente à un établissement public foncier (EPF) - Plus-values - Exonération)** : p. 16251 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-537 rectifié et n° I-1100 (« Exit tax » - Rétablissement)** : p. 16252 p. 16252 - **Organisation des travaux** : p. 16283 - **Article 5 (précédemment réservé) (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code de l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales)** : p. 16284 p. 16285 p. 16287 p. 16288 p. 16300 p. 16302 - **Article 6 ter (nouveau) (précédemment réservé)** : p. 16314 - **Article 7 (précédemment réservé) (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces)** : p. 16326

- **Suite de la discussion (25 novembre 2019) - Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-312 rectifié bis (Prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Rectification en cas de baisse significative des bases d'imposition)** : p. 16391 - **Article 22 (art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ; art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 ; art. 40 et 140 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 ; art. 29 et 123 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE)** : p. 16397 p. 16398 - **Article 24 (art. L. 6211-3 du code du travail - Dispositif d'accompagnement financier des régions au titre de la réforme de l'apprentissage)** : p. 16403 - **Discussion d'article** : p. 16539 p. 16554 - **Article 32 (précédemment réservé) (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs »)** : p. 16586

- **Suite de la discussion (26 novembre 2019) - Article 27 (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quatercivies A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime,**

*art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16636 - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 1609 octotricies du code général des impôts - Instauration d'une contribution à l'accès au droit et à la justice) : p. 16641*

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16684

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des agriculteurs (II)** - (27 novembre 2019) : p. 16815

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16945 p. 16951 p. 16954

Sécurités

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16957

Compte d'affectation spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) - **État D** : p. 16960

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16975 p. 16977

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16983 p. 16984 - **État B** : p. 16992 p. 16994 p. 16995 - **Article 73 C (nouveau)** (*Rapport sur l'utilité du maintien de la carte d'électeur*) : p. 16996

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 16996

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 17014

Aide publique au développement - État B

- (29 novembre 2019) : p. 17069

Santé

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17083 p. 17085

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17584 p. 17585 p. 17586

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17588 p. 17589 p. 17590 p. 17591

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État -

Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17600 p. 17602 p. 17605 p. 17607

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17632 p. 17634

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 75 ter - Amendement n° II-656** (*Loi de programmation militaire - Avis du Haut Conseil des finances publiques*) : p. 17660

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 77 - Amendement n° II-553 rectifié bis** (*Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) - Rééquilibrage*) : p. 17823 - **Article additionnel après l'article 78 sexies - Amendement n° II-339 rectifié bis** (*Solidarité intra-communautaire - Dispositif juridique unifié destiné à la favoriser*) : p. 17871 - **Article additionnel après l'article 78 sexies - Amendements n° II-365 rectifié bis et n° II-366 rectifié bis** (*Amendement n° II-365 rectifié bis : Établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre - Financement par des fonds de concours - Possibilité et amendement n° II-366 rectifié bis : Ensemble des syndicats communaux - Fonds de concours - Possibilité de recours*) : p. 17871 p. 17872

Culture

- (5 décembre 2019) - **État B** : p. 17950

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-281 rectifié et n° II-604 rectifié ter** (*Communes d'implantation des éoliennes - Communes voisines - Imposition - Part communale - Partage*) : p. 18079 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (*Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation*) : p. 18088 p. 18089 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-981** (*Budgets participatifs locaux - Généralisation et codification - Rapport au Parlement*) : p. 18095 - **Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-568 rectifié** (*Contribution économique territoriale (CET) - Plafonnement - Baisse*) : p. 18105 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-812 rectifié bis** (*Logements intermédiaires - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération - Suppression*) : p. 18114 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-134 rectifié** (*Installation d'éoliennes - Taxe d'aménagement - Rétablissement*) : p. 18120 p. 18121 - **Article additionnel après l'article 48 sexdecies - Amendement n° II-116 rectifié bis** (*Regroupements d'exploitants agricoles - Bâtiments ruraux affectés de manière permanente et exclusive à un usage agricole - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération*) : p. 18131 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-1171 rectifié** (*Entreprises produisant ou transformant des produits issus de l'agriculture biologique - Suramortissement - Application*) : p. 18161

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 57** (*Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux*

sociaux et des opérateurs de plateforme) : p. 18246 - **Article 58 septies (nouveau)** (art. 199 tercievies du code général des impôts - Prorogation jusqu'en 2022 de la réduction d'impôt pour la restauration immobilière dans certains quartiers anciens dégradés) : p. 18266 - **Article 59 quinquies (nouveau)** (art. L. 213-9-1 et L. 561-5 du code de l'environnement, art. 106 et 112 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996, art. 40 de la loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000 de finances rectificative pour 2000, art. 142 de la loi n° 2001-420 relative aux nouvelles régulations économiques, art. 128 et 129 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 113 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 14 de la loi n° 2006-888 du 19 juillet 2006 portant règlement définitif du budget de 2005, art. 136 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, art. 108 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, art. 186 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 160 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, art. 23 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes, art. 174 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre

2017 de finances pour 2018, art. 206 et 218 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Rassemblement en un article unique de l'ensemble des fondements législatifs des annexes générales dites « jaunes budgétaires » au projet de loi de finances) : p. 18288 - **Article 61** (Unification des modalités de déclaration et de recouvrement de certaines impositions indirectes et amendes) : p. 18305 - **Article 67** (Augmentation maîtrisée de certaines prestations sociales et suppression de l'indexation de la réduction de loyer de solidarité) : p. 18328 p. 18329 - **Article 68** (art. L. 432-1 du code des assurances - Interdiction de l'octroi de garantie de l'Etat au commerce extérieur pour la recherche, l'extraction et la production de charbon) : p. 18336

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21847

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation personnelle du haut-commissaire aux retraites démissionnaire** - (18 décembre 2019) : p. 21961

BAZIN (Arnaud)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 17 juin 2019.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 140 tome 3 annexe 29 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Missions « Santé » et « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'article 20, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 78 octodécies à 78 vices) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (31 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 247 rectifié et n° 315 rectifié ter** (*Plans de sauvegarde - Refus abusif - Sanctions*) : p. 601 p. 602 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 245 rectifié et n° 316 rectifié ter** (*Plan de sauvegarde - Non respect par un créancier - Sanctions*) : p. 602 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 244 rectifié et n° 314 rectifié ter** (*Accord constaté ou homologué - Non respect par un créancier judiciaire - Sanctions*) : p. 603 - **Article 26** (art. L. 312-23, L. 341-1, L. 500-1, L. 541-1, L. 551-1 [nouveau], L. 551-2 [nouveau], L. 551-3 [nouveau], L. 551-4 [nouveau], L. 551-5 [nouveau], L. 552-1 [nouveau], L. 552-2 [nouveau], L. 552-3 [nouveau], L. 552-4 [nouveau], L. 552-5 [nouveau], L. 552-6 [nouveau], L. 552-7 [nouveau], L. 561-2, L. 561-36, L. 573-8, L. 621-5-3, L. 621-7, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - *Création d'un régime français des offres de jetons*) : p. 696

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - *Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 807 p. 808 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - *Périmètre régulé d'Aéroports de Paris*) : p. 818 p. 820 - **Rappel au règlement** : p. 822 - **Article 48** (art. L. 6325-2 du code des transports - *Contrat de régulation économique pluriannuel*) : p. 825

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3068

- **Question orale sans débat sur le projet de fermeture du groupement hospitalier Carnelle Portes de l'Oise** - (19 mars 2019) : p. 3147

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3421

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - *Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6810 p. 6812 p. 6813 p. 6814 p. 6816

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet EuropaCity** - (13 novembre 2019) : p. 15185 p. 15186

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15194

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (*Bières fortes - Taxation spécifique*) : p. 15286

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1056** (*Vente en vrac - TVA - Diminution*) : p. 15999 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-164 rectifié bis et n° I-561 rectifié bis** (*Acteurs du commerce - Équité fiscale et territoriale - Rétablissement*) : p. 16064 p. 16065 - **Article additionnel**

après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-163 rectifié bis et n° I-562 rectifié bis (*Entrepôts de stockage des « pure players » - Intégration dans l'assiette de la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom)*) : p. 16071 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-695 rectifié ter, n° I-741 rectifié ter et n° I-918 rectifié bis** (*Tascom - Nouveaux établissements de stockage et de logistique fermés au public servant à la vente de biens à distance - Application*) : p. 16073

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article 5 (précédemment réservé)** (*Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales*) : p. 16287 p. 16290 p. 16301 p. 16305

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-17858 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - *Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane*) : p. 16386 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-263 rectifié, n° I-409 rectifié ter, n° I-516, n° I-985 rectifié et n° I-291 rectifié ter** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)*) : p. 16503

Seconde partie :

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17101 - **État B** : p. 17111 p. 17112 p. 17114 p. 17115 p. 17117 p. 17118 p. 17119 p. 17121 - **Article 78 novodecies (nouveau)** (*Allocation supplémentaire d'invalidité - Règles de calcul*) : p. 17123

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-413 rectifié quater et n° II-732 rectifié bis** (*Départements - Autonomie financière - Garantie*) : p. 18085 p. 18086 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (*Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation*) : p. 18087 p. 18088 p. 18089 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-938 rectifié bis** (*Taxe de séjour - Régime forfaitaire - Suppression*) : p. 18100 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-937 rectifié bis** (*Taxe de séjour - Tarif par défaut - Reconduction*) : p. 18101 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - *Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat*) : p. 18154 p. 18156 - **Article 51** (*Création d'une taxe forfaitaire sur les contrats à durée déterminée d'usage*) : p. 18203

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quater - Amendement n° II-944 rectifié** (*Impact financier de l'abandon du projet EuropaCity sur l'aménagement du Triangle de Gonesse - Rapport au Parlement*) : p. 18315 - **Article 62** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée et article 1609 sexdecies B du code général des impôts - *Rééquilibrage des taxes affectées au Centre national du cinéma et de l'image animée*) : p. 18318 p. 18319 - **Article 64** (*Compensation des revalorisations exceptionnelles du revenu de solidarité active, RSA*) : p. 18324 p. 18325 - **Article 67**

(Augmentation maîtrisée de certaines prestations sociales et suppression de l'indexation de la réduction de loyer de solidarité) : p. 18328 - Article 71 quinquies (nouveau) (Modalités de répartition de la fraction supplémentaire de taxe sur la valeur ajoutée affectée aux départements) : p. 18340 - Article 72 sexies (nouveau) (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du

28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP) : p. 18367 p. 18370

de BELENET (Arnaud)
sénateur (Seine-et-Marne)
LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 385 (2018-2019)] visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 443 (2018-2019)] (10 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 735 (2018-2019)] visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 65 (2019-2020)] (16 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (commission des lois) : Proposition de loi et proposition de loi organique visant à

clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (commission des lois) : Proposition de loi et proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 mai 2019 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (commission des lois) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (commission des lois) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (commission des lois) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen, en deuxième lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (commission des lois) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 250 p. 257 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié ter (Permis de conduire - Retrait de points - Délai de prescription)** : p. 262

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 295

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fonction publique** - (14 février 2019) : p. 2479

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2662 - **Article 2** (*Mise à disposition des données essentielles de l'organisme gérant la liste d'opposition au démarchage téléphonique en open data*) : p. 2675

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 352 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2805

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3084

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la marée noire du Grande America** - (21 mars 2019) : p. 3395

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5170 p. 5171 - **Article 1er** (*Objet des sociétés publiques locales (SPL) et compétences des collectivités actionnaires*) : p. 5174 p. 5175 - **Article 2** (*Sociétés d'économie mixte locales (SEML)- Objet social - Compétences des actionnaires*) : p. 5176 - **Article 3 (nouveau)** (*Sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) - SPLA d'intérêt national - Objet social - Compétences des actionnaires*) : p. 5176

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Question préalable** : p. 5422

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6003 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié** (*Candidats aux élections - Modalité de recueil de dons*) : p. 6012 - **Article 1er** (art. L. 52-12 et L. 415-1 du code électoral ; art. 19-1 de la loi n° 77-729 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Simplification et clarification des règles applicables aux comptes de campagne*) : p. 6013 p. 6014 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié** (*Comptes de campagne - Intégration des bilans de mandat des exécutifs locaux*) : p. 6014 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 43 rectifié quater et n° 53 rectifié bis** (*Candidat - Menues dépenses - Règlement direct - Montant*) : p. 6015 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 54 rectifié** (*Dépenses électorales - Définition*) : p. 6016 - **Article 2** (art. L. 118-3 du code électoral - *Clarification de l'inéligibilité pour manquement aux règles de financement des campagnes électorales, élections municipales, départementales, régionales et européennes*) : p. 6017 p. 6018 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 52 rectifié** (*Candidat non inscrit au rôle des contributions directes - Éligibilité*) : p. 6019 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 55** (*Élections municipales - Candidats membres du corps préfectoral - Délai de carence*) : p. 6019 p. 6020 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 37 rectifié ter** (*Affiches électorales - Interdiction de faire figurer d'autres personnes que les candidats*) : p. 6020

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6247 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Transparence - Établissement d'une feuille de route*) : p. 6269

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9166 p. 9167

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9220 - **Article 1er** (*Médiateur territorial - Institution - Modalités de saisine*) : p. 9229

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9314 p. 9318 p. 9320 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Feuille de route des décisions de l'État ayant un impact sur la fonction publique territoriale*) : p. 9345

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveau], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6414-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - *Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation*) : p. 9413 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 514 rectifié** (*Fonction publique territoriale - Plan de gestion prévisionnelle des emplois et de développement des compétences - Obligation*) : p. 9432 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 515 rectifié** (*Fonction publique territoriale - Communes de 3 500 habitants - Données sur l'avancement du plan de gestion prévisionnelle des emplois et de développement des compétences - Ajout aux annexes*) : p. 9433 - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Réorganisation des commissions administratives paritaires*) : p. 9448 - **Article 5 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de favoriser la conclusion d'accords négociés dans la fonction publique*) : p. 9453

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - *Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel*) : p. 9556 p. 9557 - **Article 10 ter** (art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *« Prime de précarité » dans la fonction publique*) : p. 9567

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 B (priorité) (nouveau)** (*Expérimentation visant à refonder le modèle de financement du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique*) : p. 9660 - **Article 16 bis** (art. 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Conséquences de la fusion de la commission de déontologie et de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*,

HATVP) : p. 9672 - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics) : p. 9727

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 47** (Circonscription unique - Résultat d'élection - Délai de communication des résultats) : p. 9758 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 21** (Propagande électorale - Utilisation des couleurs bleu, blanc, rouge) : p. 9759 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (Professions de foi et bulletins de vote - Envoi et financement par l'État) : p. 9761 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 33 rectifié** (Distribution de la propagande électorale - Acheminement - Remboursement) : p. 9762 - **Article 5** (art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote) : p. 9764 p. 9766 p. 9767 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 35 rectifié** (Affichage électorale sauvage - Coût du nettoyage - Imputation sur le remboursement des dépenses de propagande électorale) : p. 9769 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 32 rectifié** (Affichage électorale sauvage - Sanction - Non-remboursement des frais d'impression - Interdiction) : p. 9770 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 31 rectifié** (Titre de la liste électorale) : p. 9771 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 30 rectifié** (Communes de plus de 1 000 habitants - Candidats ressortissants des États membres de l'Union européenne - Absence de mention de la nationalité sur les bulletins de vote - Non remboursement des frais d'impression) : p. 9771 - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 306 du code électoral - Clarification des règles de propagande pour les élections sénatoriales) : p. 9772 - **Article 6** (titre 1er [nouveau] du livre VIII et art. L. 567-1 A [nouveau] du code électoral ; loi n° 90-1103 du 11 décembre 1990 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [abrogée] ; art. 15 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Stabilité du droit électoral dans l'année qui précède le scrutin) : p. 9772 p. 9773 - **Article 7** (art. 45-1, L. 52-11-1, L. 118-2, L. 330-9-1, L. 388, L. 392, L. 454, L. 478, L. 505 et L. 532 du code électoral - Diverses coordinations - Application outre-mer) : p. 9773 - **Article 8** (Modalités d'entrée en vigueur de la proposition de loi) : p. 9773 p. 9774

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 2** (Élections présidentielles - Élections législatives - Simultanéité) : p. 9774 - **Article 1er** (art. L.O. 136-1 du code électoral - Clarification de l'inéligibilité pour manquement aux règles de financement des campagnes électorales - Élections législatives et sénatoriales) : p. 9775 - **Article 2** (art. L.O. 136-3 du code électoral - Clarification de l'inéligibilité pour fraude électorale - Élections législatives et sénatoriales) : p. 9776 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié** (Élections municipales - Bulletin de vote - Absence de mention de la nationalité des candidats européens - Absence de nullité) : p. 9776 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 136-4 du code électoral - Mise en œuvre de l'inéligibilité pour manquement aux obligations fiscales) : p. 9777 - **Article 3** (art. L.O. 128 et L.O. 384-1 du code électoral ; art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ; art. 21 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République - Diverses coordinations - Application outre-mer) : p. 9777 - **Article 4** (Modalités d'entrée en vigueur de la proposition de loi organique) : p. 9778

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 521** (Collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants - Organes délibérants - Organisation et temps de travail des services - Débat) :

p. 9809 - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9811 p. 9813 - **Article 22 bis B** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Contribution financière du CNFPT au développement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale) : p. 9826

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, FMPE) : p. 9967 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 523** (Recours effectif au mécanisme de signalement de l'article 40 du code de procédure pénale - Facilitation) : p. 9981 p. 9982 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 535 rectifié bis** (Agents contractuels dans les services de l'État à l'étranger - Accès à la fonction publique française par le biais des troisièmes concours) : p. 9996 p. 9997 - **Article 33 quater (nouveau)** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Conditions d'organisation des concours dans la fonction publique territoriale) : p. 9999 - **Article 36** (Modalités d'entrée en vigueur du projet de loi) : p. 10005 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10010

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11175

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12244 p. 12245

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12374

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12852 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12880 p. 12886 p. 12901 p. 12913

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) : p. 12971

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 3** (art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions) : p. 13031 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 466** (Élus municipaux - Droit à l'information - Élargissement) : p. 13049 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 470** (Conseillers municipaux - Syndicat mixte fermé - Droit d'information) : p. 13052 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 460** (EPCI - Rapport annuel d'activité - Débat en conseil municipal) : p. 13052 - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 5211-17-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 1636 B octies du code général des impôts - Transfert « à la carte » de compétences facultatives à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13059 - **Article 5 C (nouveau)** (art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales - Neutralité financière des restitutions de compétences) : p. 13064 - **Article 5 D (nouveau)** (art. L. 5211-41-3, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-16-2, L. 5216-5, L. 5216-7, L. 5812-1, L. 5814-1 et L. 5842-22 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la catégorie des compétences optionnelles dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération) : p. 13064

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 11** (art. L. 5211-39-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des communes sur les conséquences

financières d'une modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale) : p. 13163 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13192 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 8 rectifié sexies, n° 53 rectifié octies, n° 381 rectifié undecies, n° 424 rectifié quater et n° 930 rectifié sexies** (Conseil municipal incomplet - Élection d'un nouveau maire - Conditions) : p. 13234

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13290

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 20** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - « Rescrit » du préfet) : p. 13406 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 551 rectifié** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Élection du président et des deux vice-présidents - Simplification) : p. 13413 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 552 rectifié** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Évaluation de l'impact technique et financier des textes législatifs et réglementaires - Nouvelle mission - Création) : p. 13413 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 550** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Non-prise en compte de ses recommandations - Explications obligatoires par le Gouvernement) : p. 13414 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Arrêt maladie des élus locaux) : p. 13472 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 455** (Maire et adjoints - Formation à l'exercice des prérogatives d'officier de police judiciaire) : p. 13486 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 293 rectifié ter, n° 294 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 433 rectifié bis** (Élus locaux - Liquidation des droits à la retraite - Faculté de rachat ou de réduction - Rétablissement) : p. 13491 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 456** (Chargés d'enseignement - Fonction électorale locale - Autorisation) : p. 13494 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 461** (Opportunité du maintien ou non de l'interdiction pour les majeurs sous tutelle ou curatelle de ne pas être élus conseillers municipaux - Appréciation du juge des tutelles) : p. 13500

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs** [n° 71 (2019-2020)] - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13546 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13560

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture** [n° 66 (2019-2020)] - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 67 (2019-2020)** : p. 14620 p. 14621 - **Article 2** (art. L. 118-3 du code électoral - Clarification de l'inéligibilité pour manquement aux règles de financement des campagnes électorales, élections municipales, départementales, régionales et européennes) : p. 14628

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture** [n° 67 (2019-2020)] - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 66 (2019-2020)**.

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (23 novembre 2019) - **Article 3 (précédemment réservé)** (art. 4 B du code général des impôts - Domiciliation fiscale en France des dirigeants des grandes entreprises françaises) : p. 16246 p. 16247

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16970 - **État B** : p. 16975

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16988

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17799 p. 17800 p. 17801

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 nonies (nouveau)** (Stabilisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux en 2020) : p. 17879

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 72 bis (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Augmentation à compter de 2021 des objectifs d'incorporation d'énergies renouvelables dans la filière essence) : p. 18352 - **Article 72 quater (nouveau)** (art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Réévaluation de la fraction du produit du droit à consommation sur les tabacs affectée au régime d'allocation viagère des gérants de débit de tabac) : p. 18363 - **Article additionnel après l'article 72 quinquies - Amendements n° II-820 rectifié quater et n° II-1058 rectifié** (Procédure de libération des tarifs des taxes locales sur la consommation d'électricité et d'édition de ces tarifs - Aménagement) : p. 18365 - **Article 72 sexies (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP) : p. 18368

BELLOUBET (Nicole)
garde des sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-738 du 17 juillet 2019 prise en application de l'article 28 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et portant diverses dispositions relatives au divorce et à la séparation de corps par consentement mutuel et en matière de protection juridique des majeurs [n° 106 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - Justice.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-848 du 21 août 2019 portant extension du code de commerce aux îles Wallis et Futuna [n° 107 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - PME, commerce et artisanat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'effacement facultatif du casier judiciaire d'un jeune engagé dans un centre du Service militaire volontaire** - (22 janvier 2019) : p. 174

- **Question orale sans débat sur les difficultés de fonctionnement des tribunaux d'instance et de grande instance** - (22 janvier 2019) : p. 174

- **Question orale sans débat sur les critères de répartition académique de l'éducation prioritaire** - (22 janvier 2019) : p. 175

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum** - (5 février 2019) : p. 775 p. 776

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la perquisition dans les locaux de Mediapart** - (5 février 2019) : p. 784

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1110 p. 1112 - **Question préalable** : p. 1116 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1118 p. 1119 p. 1126 - **Article 1er et rapport annexé (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022)** : p. 1144 - **Article 1er ter (Exécution de la loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Rapport au Parlement)** : p. 1145 - **Article 2 (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends)** : p. 1145 p. 1146 - **Article 3 (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services)** : p. 1147 p. 1148 - **Article 5 (art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de**

guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer certains actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : p. 1150 - **Article 8 (art. 116, 507, 507-1 et 836 du code civil - Allègement du contrôle a priori du juge des tutelles pour certains actes de gestion du patrimoine de personnes protégées, présumées absentes ou éloignées)** : p. 1151 - **Article 12 (supprimé) (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation)** : p. 1155 - **Article 13 (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXIe siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges)** : p. 1156 - **Article 14 (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné)** : p. 1157 p. 1158 - **Article 18 (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale)** : p. 1160 - **Article 21 (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)** : p. 1165 p. 1166 - **Article 26 (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale)** : p. 1167 p. 1168 p. 1169 - **Article 27 (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation)** : p. 1171 p. 1172 - **Article 28 (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme)** : p. 1174 - **Article 29 (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête)** : p. 1177 - **Article 30 (art. 16, 18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - Statut et compétence de la police judiciaire)** : p. 1178 - **Article 31 (art. 63 et 63-4-3-1 du code de procédure pénale - Simplification du régime de la garde à vue)** : p. 1179 - **Article 32 (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs)** : p. 1182 p. 1183 p. 1184 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 56 (Perquisition - Présence d'un avocat)** : p. 1184 - **Article 32 bis (Garde à vue - Notification des droits - Dématérialisation)** : p. 1185 - **Article 33 (art. 43 et 60 du code de procédure pénale, art. L. 234-4, L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route - Dispositions diverses de simplification)** : p. 1186 - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission) (Droit de correspondance des personnes placées en détention provisoire)** : p. 1189 - **Article 36 (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction)** : p. 1191 - **Article 37 (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle)** : p. 1192 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)**

(art 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) : p. 1194 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 1199 - **Article 42 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (Victimes d'acte de terrorisme - Indemnisation - Parcours procédural - Simplification) : p. 1201 - **Article 43 bis** (Étranger coupable de délits ou crimes - Interdiction du territoire) : p. 1207 - **Article 43 ter** (Récidive - Aggravation de la peine - Systématisation) : p. 1208 - **Article 43 quater** (Sursis - Révocation automatique) : p. 1209 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 1213 p. 1214 - **Article 45 bis A** (Réduction de peine - Suppression du crédit automatique) : p. 1215 - **Article 46** (art. 132-40, 132-41, 132-41-1 [nouveau], 132-42, 132-43, 132-45, 132-47, 132-48, 132-50, 132-52, 132-53 ; art. 132-54 à 132-57 du code pénal et art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création du sursis probatoire) : p. 1218 - **Article 48 bis** (Libération conditionnelle - Conditions d'octroi) : p. 1220 - **Article 49 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Structures accompagnant des personnes faisant l'objet d'une mesure de placement à l'extérieur - Conventionnement) : p. 1220 - **Article 51 ter** (Visiteurs en détention - Palpations systématiques) : p. 1224 - **Article 51 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Régime des fouilles en détention) : p. 1224 - **Article 52** (art. 33 et 40 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Accueil temporaire dans le cadre d'un placement en centre éducatif fermé, droit de visite et d'éloignement des parents d'un enfant placé au pénal et expérimentation d'une mesure éducative d'accueil de jour) : p. 1226 - **Article 52 bis** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de vingt à cinquante euros) : p. 1227 - **Article 52 ter** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 1228 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 1233 p. 1234 - **Article 55** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour tirer les conséquences de la suppression du tribunal d'instance et de sa fusion au sein du tribunal de grande instance) : p. 1238 - **Article 56** (Modalités particulières d'entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) : p. 1239 - **Article 57** (art. 11-4 [nouveau] de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la

réforme de la procédure civile, art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 243-1, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-2, L. 245-1 et L. 245-2 du code de la route, art. L. 3826-3 du code de la santé publique, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 44 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Application dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises de certaines dispositions du projet de loi) : p. 1241

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement pénitentiaire** - (7 mars 2019) : p. 2870 p. 2871

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation en prison** - (7 mars 2019) : p. 2879

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lanceurs d'alerte** - (12 mars 2019) : p. 2961

- **Question orale sans débat sur le désamiantage du tribunal de grande instance de Créteil** - (19 mars 2019) : p. 3133

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5487 p. 5494 p. 5496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'unité pour détenus violents de la prison de Sequedin** - (16 mai 2019) : p. 6533

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la convocation de journalistes par la Direction générale de la sécurité intérieure** - (28 mai 2019) : p. 7637

- **Question orale sans débat sur la création d'une unité médico-judiciaire dans le ressort du Tribunal de grande instance de Bayonne** - (4 juin 2019) : p. 7769

- **Question orale sans débat sur le projet de code européen de droit des affaires** - (4 juin 2019) : p. 7770

- **Question orale sans débat sur la situation des maisons d'arrêt de Béthune et Vendin-le-Vieil** - (4 juin 2019) : p. 7771

- **Question orale sans débat sur la pérennisation des places d'hébergement de la Seine-Saint-Denis** - (4 juin 2019) : p. 7772

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de cinq cents mineurs dans la Drôme** - (25 juin 2019) : p. 9679

- **Proposition de loi relative à la Polynésie française [n° 681 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12203 p. 12204 p. 12205

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des prisons** - (23 juillet 2019) : p. 12227 p. 12228

- **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14499 p. 14501 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 9 rectifié** (Titre de commissaire-priseur - Personne physique - Maison de ventes - Personne morale) : p. 14509 - **Article 1er** (Conseil des maisons de ventes) : p. 14513 p. 14514 p. 14515 p. 14517 p. 14517 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 11 rectifié bis** (Inventaires fiscaux - Commissaires-priseurs volontaires - Possibilité de réalisation) : p. 14518 - **Article 2 (nouveau)** (Titre de commissaire-priseur) : p. 14518 - **Article 5 (nouveau)** (Ventes volontaires réalisées par les notaires et huissiers de justice) : p. 14519 - **Article 6 (nouveau)** (Formalisme des ventes de gré à gré) : p. 14520 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 4** (Profession

d'opérateur de ventes volontaires - Ressortissants des États membres de l'Union - Accès partiel) : p. 14520 p. 14521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire (I)** - (30 octobre 2019) : p. 14761

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire (II)** - (30 octobre 2019) : p. 14767

- **Rappel au règlement** - (6 novembre 2019) : p. 14898

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14898 p. 14900 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié** (*Journée défense et citoyenneté - Égalité entre les femmes et les hommes - Information*) : p. 14912 p. 14913 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 53 rectifié** (*Violences conjugales - Dépôt de plainte - Association de défense des droits des femmes - Assistance de la victime*) : p. 14913 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié** (*Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution*) : p. 14914 p. 14915 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 51 rectifié** (*Égalité entre les femmes et les hommes - Sensibilisation dans les établissements scolaires - Rapport au Parlement*) : p. 14916 - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14918 p. 14919 p. 14920 p. 14921 p. 14922 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14928 p. 14931 p. 14932 p. 14933 p. 14934 p. 14935 p. 14936 p. 14937 p. 14939 p. 14940 p. 14941 p. 14942 p. 14943 p. 14944 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** (*Victime de violences - Délais procédurales*) : p. 14946 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 103 rectifié bis** (*Partenaires liés par un PACS ou concubins victimes de violences familiales - Ordonnance de protection - Extension*) : p. 14946 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 18 rectifié bis** (*Menace de mariage forcé - Ordonnance de protection - Délivrance en urgence*) : p. 14946 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié ter** (*Conjoint violent - Droit de visite encadré - Lieu protégé*) : p. 14947 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 118 rectifié bis** (*Visites dans un espace de rencontre - Compte rendu - Transmission au juge aux affaires familiales*) : p. 14947 - **Article 2 bis** (art. 373-2-10 du code civil - Interdiction pour le juge de proposer une médiation familiale en cas de violences intrafamiliales) : p. 14948 - **Article 2 ter** (*supprimé*) (art. L. 312-3-2 nouveau du code de la sécurité intérieure - Interdiction d'acquiescer et de détenir une arme pour les personnes visées par une ordonnance de protection) : p. 14948 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 124 rectifié** (*Dispositif électronique mobile anti-rapprochement - Non-respect des conditions de mise en œuvre - Délit*) : p. 14948 p. 14949 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 4 rectifié** (*Retrait total de l'autorité parentale - Obligation d'aliment des enfants vis-à-vis des parents - Dispense*) : p. 14950 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 48 rectifié** (*Parent condamné pour homicide volontaire sur l'autre parent - Obligation alimentaire pour les enfants - Décharge*) : p. 14950 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 104 rectifié** (*Ordonnance de protection - Divorce par consentement mutuel - Impossibilité*) : p. 14951 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 113 rectifié** (*Parent violent - Nouvelle adresse de résidence ou de scolarisation de l'enfant - Dissimulation*) : p. 14951 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 6 rectifié** (*Violences intrafamiliales - Parent condamné - Retrait de l'autorité parentale*) : p. 14952 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 131** (*Auteurs de violences conjugales condamnés à une peine criminelle - Indignité successorale*) : p. 14953 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 132** (*Auteurs de violences conjugales condamnés à une peine*

correctionnelle - Indignité successorale) : p. 14953 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 133** (*Violences conjugales - Personne condamnée - Pension de réversion - Absence de droits*) : p. 14954 - **Article 3** (art. 131-4-1, 131-22, 132-45, 132-45-1 [nouveau] et 222-18-3 du code pénal, art. 471 et 712-19 du code de procédure pénale - Port du bracelet anti-rapprochement en cas de condamnation pénale) : p. 14955 - **Article 4 bis** (*nouveau*) (art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription dans le fichier des personnes recherchées) : p. 14955 - **Article 5** (art. 15-3-1 du code de procédure pénale - Information de la victime au moment du dépôt de plainte) : p. 14956 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 45 rectifié** (*Intimidation en vue d'éviter le dépôt d'une plainte - Peines encourues - Aggravation*) : p. 14957 - **Article 7** (art. L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation - Expérimentation de deux dispositifs pour faciliter l'accès au logement des victimes de violences intrafamiliales) : p. 14959 - **Article 7 ter** (*supprimé*) (art. L. 441-2-2 du code de la construction et de l'habitation - Attribution en urgence par le préfet d'un logement de droit commun pris sur le contingent de logements réservés de l'État aux femmes victimes de violences) : p. 14959 - **Article additionnel avant l'article 10 A - Amendements n° 12 rectifié** (*quinquies*) et **n° 5 rectifié** (*quater*) (*Femmes en péril de mort du fait d'un conjoint violent - Octroi d'une identité d'emprunt*) : p. 14960 - **Article additionnel avant l'article 10 A - n° 14 rectifié** (*quinquies*) (*Personnes victimes de violence conjugale - Hospitalisation sous X*) : p. 14961 - **Article additionnel après l'article 10 B - Amendement n° 49 rectifié bis** (*Violences conjugales - Suicide forcé - Circonstance aggravante*) : p. 14962 - **Article additionnel après l'article 10 B - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Crime de féminicide - Introduction dans le code pénal - Rapport au Parlement*) : p. 14962 - **Article additionnel après l'article 10 B - Amendement n° 10 rectifié** (*sexies*) (*Demandeur d'une ordonnance de protection - Octroi de l'aide juridictionnelle sans condition de ressources - Rapport au Parlement*) : p. 14963 - **Article 12** (art. 804 du code de procédure pénale et 711-1 du code pénal - Application outre-mer) : p. 14964 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14965

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17982 p. 17983 p. 17984 - **État B** : p. 17985 p. 17986 p. 17987 p. 17988 p. 17989 p. 17990 - **Article 76 terdecies** (*nouveau*) (*Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna*) : p. 17993

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21804 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié** (*Lutte contre les contenus haineux sur internet - Proposition de loi - Champ d'application - Presse - Exclusion*) : p. 21806 p. 21807 - **Article 1er** (art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations) : p. 21809 p. 21810 p. 21813 p. 21814

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21981 - **Article 12** (*Application outre-mer*) : p. 21993 p. 21993

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Paris)
CRCE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Vice-présidente de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le

Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Anouar Kbibech, vice-président du Conseil français du culte musulman.

Audition de Me Alex Buchinger, administrateur du Consistoire de Paris et du Consistoire central israélite de France, M. Jérémie Haddad, président, et Mme Karen Allali, commissaire générale, des Éclaireuses et Éclaireurs israélites de France.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits sur son rapport annuel d'activité pour 2018.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Didier Lallement, préfet de police de Paris.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Bernard Benhamou, secrétaire général de l'institut de la souveraineté numérique.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Jurisprudence rendue pour l'application des dispositions relatives aux droits des malades et à la fin de vie - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de

M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre - Désignation d'un rapporteur et examen de la recevabilité.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre - Examen de la recevabilité.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences policières lors des manifestations de « gilets jaunes »** - (17 janvier 2019) : p. 103

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 28** (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 1173 - **Article 29** (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête) : p. 1177 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 56** (Perquisition - Présence d'un avocat) : p. 1184 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 1192 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 1212

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** : p. 2414 - **Article 1er (section 2 du titre 1er, art. 6-1 et 6-2 [nouveaux] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Reconnaissance de la contribution de la Polynésie française à la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense de la Nation)** : p. 2417 - **Article 9 (art. 47 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Exploration et exploitation des terres rares)** : p. 2428
- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 293 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 294 (2018-2019)**.
- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2469 p. 2483 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 21 (Mineur - Placement en rétention - Interdiction)** : p. 2484
- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (19 février 2019) - **Explications de vote communes** : p. 2508
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'antisémitisme** - (19 février 2019) : p. 2517
- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2815
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la femme (II)** - (7 mars 2019) : p. 2878
- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2910 p. 2913 - **Article 3 (Maintien de l'ordre - Différentes doctrines - Rapport au Parlement)** : p. 2916
- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2937 p. 2950 p. 2951 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester)** : p. 2972 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription au fichier des personnes recherchées des mesures d'interdiction de participer à une manifestation)** : p. 2981 - **Organisation des travaux** : p. 2981 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-8-1 [nouveau], 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la vote publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation)** : p. 2985 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2994
- **Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6042 - **Article 1er (art. 230-1, 230-2, 230-3, 240-1 et 240-2 nouveaux du code pénal - Crimes d'écocide et peines complémentaires)** : p. 6053 p. 6054 p. 6055
- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6237
- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 485 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2018-2019)** : p. 7334
- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 484 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 485 (2018-2019)**.
- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7672 p. 7674 p. 7675 p. 7676
- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article 34 (priorité) (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique)** : p. 9665
- **Proposition de loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires [n° 602 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10715
- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE)** : p. 11407 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297 (Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction)** : p. 11415 p. 11417
- **Suite de la discussion (18 juillet 2019) - Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 293, n° 367 rectifié et n° 403 rectifié (Bâtiments non résidentiels - installations de chauffage - Sobriété énergétique en dehors des heures d'activité)** : p. 11512
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la disparition de Steve Caniço à Nantes** - (18 juillet 2019) : p. 11549 p. 11550
- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (18 juillet 2019) - **Article 4 (art. L. 122-1 et L. 122-3-4 du code de l'environnement - Réforme de l'autorité environnementale)** : p. 11562
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 juillet 2019) : p. 12344
- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 4 bis (nouveau) (Reconnaissance de la sensibilisation aux enjeux de l'économie circulaire, parmi les objectifs de l'éducation à l'environnement dès l'école primaire - Enseignement aux techniques de réparation dans les formations technologiques et professionnelles)** : p. 12494 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 212 (Don aux associations des aliments consommables mais impropres à la vente - Extension aux centres commerciaux à surface inférieure à 400 m²)** : p. 12507 p. 12508 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 213 (Application loi Garot de 2016 - Sanction pour destruction de denrées alimentaires consommables - Augmentation de l'amende forfaitaire)** : p. 12508 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 215 (Liste des produits sans date de durabilité minimale - Élargissement)** : p. 12510 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 214 (Nourriture saisie par les services des douanes aux frontières - Gestion - Rapport au Parlement)** : p. 12511 - **Article additionnel après l'article 6**

bis - Amendements n° 227 rectifié ter, n° 475 rectifié bis, n° 216 rectifié et n° 46 rectifié (*Commande publique - Achat de matériaux issus du réemploi et du recyclage - Incitation*) : p. 12554

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13717 p. 13721 - **Article unique** (*art. 431-1 du code pénal - Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13728

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12818 p. 12819

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à caractère musical*) : p. 13550 p. 13551 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Rassemblements - Pouvoirs du maire - Élargissement - Récupération des frais de services d'ordre*) : p. 13555

- **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14502

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14666 - **Discussion générale** : p. 14673 p. 14674 p. 14675 - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les*

murs) : p. 14682 p. 14683 p. 14684 p. 14695 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 14698

- **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14705 p. 14706

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation de colloques dans les universités** - (30 octobre 2019) : p. 14763

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14905 - **Article 1er** (*art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge*) : p. 14918 - **Article 2** (*art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection*) : p. 14944

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16965 - **État B** : p. 16973 p. 16979 p. 16980 p. 16981

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17902 - **État B** : p. 17915 p. 17916 p. 17917

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2018 [n° 513 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : *Projet de pacte finance-climat européen* - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : *Mission d'information sur la sécurité des ponts* - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre titulaire de la Commission nationale des services le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avis sur les mesures fiscales relatives à l'environnement et aux transports du projet de loi de finances pour 2020.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 796

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3181 p. 3182 - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) - **Rapport annexé** : p. 3213 - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3214

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) : p. 3273 p. 3282 p. 3283 p. 3284 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 127** (*Taxe d'aménagement du territoire pour les poids lourds - Augmentation*) : p. 3293 p. 3294 p. 3295 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3328 p. 3329 p. 3336 p. 3340 p. 3341 p. 3343 - **Articles additionnels après l'article 1er - Amendements n° 386 rectifié bis et n° 630 rectifié** (*Transports publics du quotidien - Baisse de la TVA*) : p. 3350

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3372 p. 3379 p. 3386

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3550 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3572

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 221-1 du code de l'énergie - Mobilisation des certificats d'économie d'énergie en faveur de la mobilité propre) : p. 3616 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié ter et n° 434 rectifié ter** (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement) : p. 3627 - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3632 p. 3633 - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3684

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7861 p. 7871

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7964 p. 7977

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8053 p. 8055

- **Question orale sans débat sur la prédation des troupeaux** - (2 juillet 2019) : p. 10668 p. 10669

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (IV)** - (4 juillet 2019) : p. 10882 p. 10883

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019)** : p. 11310

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 330 rectifié ter** (Stratégie de prévention de la production de déchets - Plan national de réduction des plastiques en France - Mise en place) : p. 12424

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 355 rectifié** (Obsolescence logicielle - Rapport au Parlement) : p. 12491 - **Article 4 ter (nouveau)** (Rapport sur le compteur d'usage) : p. 12496 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 418 rectifié bis** (Article 70 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Rapport au Parlement) : p. 12498 p. 12499 - **Article 5** (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires) : p. 12519 p. 12527 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 363 rectifié** (Lutte contre le gaspillage du matériel médical - Réemploi après reconditionnement) : p. 12528 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 364 rectifié** (Distribution dans les boîtes aux lettres d'imprimés publicitaires contenant des huiles minérales - Interdiction) : p. 12538

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12653

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - Élargissement de la répression du délit d'entrave) : p. 13728

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14734

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dernières évaluations nationales en CP et CE1** - (6 novembre 2019) : p. 14878

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage** - (6 novembre 2019) : p. 14880 p. 14881

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15195 p. 15200

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15273 p. 15276

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 72 - Amendements n° II-278 rectifié, n° II-359 rectifié ter et n° II-993** (Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) - Sécurisation) : p. 18345 - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1008 rectifié** (Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) - Prélèvement par la collectivité assurant la collecte des déchets) : p. 18345 p. 18346 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendements n° II-563 rectifié quater et n° II-225 rectifié bis** (Collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Méthaniseurs « non agricoles » - Exonération de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises (CFE)) : p. 18358

BERTHET (Martine)
sénatrice (Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique le 13 mars 2019.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement du 30 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : ANSM : Réarmer le gendarme de la sécurité sanitaire [n° 187 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jackie Pierre du déplacement dans les Vosges.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Sébastien Guérémy, conseiller Industrie et Innovation au cabinet du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Liens entre la fraude documentaire et la fraude sociale - Communication.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Daniel Laurent du déplacement de la délégation en Charente-Maritime et Charente, les 23 et 24 mai 2019.

Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, de la réunion du bureau de la délégation du 22 mai 2019.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de Mme Christel Bories, présidente du comité stratégique de filière « Mines et métallurgie » et présidente-directrice générale d'Eramet.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Accès précoce aux médicaments innovants - Communication de Mmes Catherine Deroche et Véronique Guillotin et M. Yves Daudigny.

Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros) : p. 537 - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 555 p. 556

- **Question orale sans débat sur le Fonds d'accompagnement à la succession et à la transmission** - (12 février 2019) : p. 1098 p. 1099

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2601

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3230 p. 3239

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'Etat dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3272 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 391 rectifié ter** (*Projet d'aménagement des voies d'accès de l'axe ferroviaire de liaison européenne Lyon-Turin entre Lyon et la section transfrontalière du tunnel - Rapport au Parlement*) : p. 3287 p. 3288 - **Article 1er D (nouveau)** (*Renforcement de la priorité donnée par la planification régionale à l'optimisation des infrastructures de transport existantes*) : p. 3310

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 34** (*Adaptation du droit applicable aux installations à câbles et simplification du droit applicable aux remontées mécaniques situées pour partie dans les zones de montagne*) : p. 3704 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 208 rectifié ter** (*Taxation par l'URSSAF des forfaits de ski des salariés des domaines skiables - Suppression*) : p. 3705 p. 3706 - **Article 35** (art. L. 5312-14-1 [nouveau], L. 5312-18 et L. 5713-1-1 du code des transports et loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire - Conventions de terminal conclues par les grands ports maritimes) : p. 3708

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5056

- **Question orale sans débat sur la nécessité de reconnaissance des auxiliaires de vie** - (9 avril 2019) : p. 5392 p. 5393

- **Mise au point au sujet de votes** - (5 juin 2019) : p. 7905

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7962 - **Article 7 bis** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre) : p. 7986 p. 7987 - **Article 7 quinquiés (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A du code de la santé publique - Délivrance par des pharmaciens de médicaments sur prescription médicale obligatoire) : p. 7994 - **Article additionnel après l'article 7 quinquiés - Amendements n° 367 rectifié bis, n° 436 rectifié bis et n° 504 rectifié bis** (*Pharmaciens d'officine - Substituts nicotiniques - Autorisation de prescription*) : p. 7995 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A- Amendements n° 354 rectifié, n° 99 rectifié ter, n° 175 rectifié bis et n° 371 rectifié** (*Vaccination - Compétences des infirmiers*) : p. 8003 p. 8004

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8055 p. 8057 p. 8058 - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé) : p. 8101 - **Article 12 sexies (nouveau)** (art. L. 1111-21-1 [nouveau] du code de la santé publique - Accès au dossier médical partagé en cas de prise en charge dans un autre État membre de l'Union européenne) : p. 8124 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin) : p. 8129 - **Article 18** (art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. 142-11

du code de la sécurité sociale - Mesures de simplification) : p. 8149

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9480

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la suppression des trains de nuit** - (16 juillet 2019) : p. 11227 p. 11228

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 5** (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires) : p. 12514 p. 12515 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 435 rectifié** (Dispositifs de sensibilisation à l'économie circulaire en milieu scolaire - Rapport au Parlement) : p. 12557

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12895

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 382 rectifié ter et n° 537 rectifié bis** (Intercommunalités - Instances de décision - Représentations des communes touristiques - Rapport au Parlement) : p. 13224 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 659 rectifié bis** (Communes rurales - Nombre d'élus locaux - Réduction) : p. 13228

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13384 p. 13390

- **Débat sur le thème : « Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXIe siècle : opportunité de croissance et**

de développement », sur les conclusions du rapport : Donner des armes à l'acier français, accompagner la mutation d'une filière stratégique - (30 octobre 2019) : p. 14786

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression) : p. 15215

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15272 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive) : p. 15280 p. 15280

- **Question orale sans débat sur la situation du francoprovençal au baccalauréat** - (3 décembre 2019) : p. 17685

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17836 p. 17837 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendements n° II-71 rectifié ter, n° II-411 rectifié bis et n° II-635 rectifié** (Potentiel financier agrégé (PFIA) - Prélèvement - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Déduction) : p. 17860 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-429 rectifié bis** (Petites communes à dimension touristique - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modulation) : p. 17861 - **Article 78 sexies (nouveau)** (Fusion des trois fonds de péréquation départementaux) : p. 17870

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21696

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois jusqu'au 17 décembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

BERTRAND (Anne-Marie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creyssell, délégué général de la Fédération du commerce et de la

distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde dans le cadre du suivi de la mise en application des mesures de la loi Égalim.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Baillet, président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Bertrand Munch, candidat proposé à la fonction de directeur général de l'Office national des forêts.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3090

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5964

- **Question orale sans débat sur les enjeux de la mobilité** - (14 mai 2019) : p. 6326 p. 6327

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8282

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10907

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attaque survenue à la préfecture de police de Paris** - (9 octobre 2019) : p. 12925

- **Question orale sans débat sur le transfert de la compétence voirie aux communes des Bouches-du-Rhône** - (15 octobre 2019) : p. 13146

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14457

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14795 p. 14796

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les critiques des sénateurs après les débats relatifs au port du voile** - (6 novembre 2019) : p. 14884

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
Les Indépendants

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire le 2 février 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique le 10 avril 2019 ; puis vice-président du 7 mai 2019 au 4 octobre 2019.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 17 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité le 21 novembre 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la société du canal Seine-Nord Europe.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation le 16 janvier 2019 ; puis vice-président du 22 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 285 (2018-2019)] (5 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour la reconnaissance de la biodiversité alimentaire [n° 315 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les notes scientifiques de l'Office publiées de mars 2018 à mars 2019 (nos 1 à 12) [n° 418 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 689 (2018-2019)] portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 110 (2019-2020)] (13 novembre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique Biodiversité : extinction ou effondrement ? (Jérôme Bignon, sénateur, rapporteur).

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Stockage de l'électricité - Examen d'une note scientifique.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Expérimentation animale - Examen des conclusions de l'audition publique.

Intelligence artificielle et données de santé - Examen des conclusions de l'audition publique.

Prévention et alerte du risque de tsunami sur les côtes françaises - Examen des conclusions d'une audition publique.

Zones à régime restrictif (ZRR) dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique de la nation - Conclusions des auditions sous forme de table ronde.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport présentant le bilan des douze premières notes scientifiques de l'Office (Gérard Longuet, sénateur, et Cédric Villani, député, rapporteurs).

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Évaluation des risques sanitaires et environnementaux par les agences - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation, ouverte à la presse, du rapport annuel pour l'année 2018 de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France, par M. Bernard Doroszczuk, président de l'ASN.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Sciences et technologies en appui de la restauration de Notre-Dame de Paris - Tables rondes.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Thierry Breton.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de Mmes Pauline Türk, professeur de droit public à l'université Côte d'Azur et Annie Blandin, professeur à l'IMT Atlantique, membre du Conseil national du numérique.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation devant l'Office des travaux des auditeurs de la promotion 2019 de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST) (huile de palme, justice algorithmique, hydrogène, états modifiés de conscience).

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Virginie Duvat, professeure de

géographie à l'Université de La Rochelle, MM. Raphaël Billé, coordonnateur, Jean-Baptiste Marre, coordonnateur adjoint du projet RESCCUE (Résilience des écosystèmes et des sociétés face au changement climatique), et Olivier Auguin, conseiller en planification, au secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS).

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Michel Paulin, directeur général d'OVH.

Réunion du mardi 3 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de MM. Julien Groues, directeur général et Stéphan Hadinger, directeur technique pour Amazon Web services.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie politique à l'université de Rouen.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Marie-Christine Prémartin, directrice exécutive de l'expertise et des programmes, et de M. Patrice Philippe, chef du service sites et sols pollués de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Delphine Batho, ancienne ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Christine Gardel, directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi modifiant la loi du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Projet de loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions

de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 11 p. 12

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de sites sucriers** - (7 mars 2019) : p. 2873 p. 2874

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3067

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3179 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3250

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - *Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3431 - **Article 8** (art. L. 1802-1, L. 1811-2, L. 1811-3 à L. 1811-5, L. 1831-1 et L. 1841-1 et art. L. 1851-1-1 et L. 1851-5 [nouveaux] du code des transports - *Application outre-mer des modifications apportées à la gouvernance*) : p. 3457 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - *Services locaux d'information et de billetterie multimodales*) : p. 3477 p. 3478 p. 3479

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (*quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental*) : p. 3733 - **Article 37 bis (nouveau)** (art. L. 4311-1-1 [nouveau] du code des transports - *Contrat d'objectifs et de performance de Voies navigables de France*) : p. 3741 p. 3743

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3820

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019)** : p. 5449 - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - *Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5506 p. 5510 p. 5520 p. 5522 - **Article 1er bis** (art. L. 414-10 du code de l'environnement - *Missions des conservatoires botaniques nationaux*) : p. 5529 - **Article 2** (art. L. 172-2, L. 172-4, L. 172-11, L. 172-12, L. 172-13 et L. 172-16-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 330-2 du code de la route - *Renforcement des pouvoirs de police des inspecteurs de l'environnement*) : p. 5531

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) : p. 5550 p. 5552 p. 5553

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019)**.

- **Débat sur le thème** : « **Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement,**

quelle utilisation du plastique en France ? » - (30 avril 2019) : p. 5958

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions en faveur de la biodiversité** - (7 mai 2019) : p. 6178

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6249

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6273

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6438 p. 6439

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 7473 p. 7474 - **Article 3** (*Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7501

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019)** : p. 11313

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11364 p. 11368

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er sexies** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - *Création d'un indicateur portant sur « l'empreinte carbone »*) : p. 11440

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12304

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12401

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12518

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12835

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12802

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p.15843 p.15844

- **Débat sur le thème** : « **Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit.** » - (20 novembre 2019) : p. 15903

- **Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 111 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15918 - **Article 1er** (*Extension du pouvoir général de police du maire à la protection de l'environnement*) : p. 15929 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Atterrissage d'aéronef à des fins de loisirs dans les zones de montagne - Interdiction*) : p. 15930 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (*Agents assermentés des parcs naturels régionaux - Constat d'infractions - Décret en attente*) : p. 15931

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte

d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16831 p. 16832

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21682

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21690 p. 21691

- **Débat sur la situation et le rôle de l'OTAN et sur la place de la France en son sein** - (12 décembre 2019) : p. 21724

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale du 25 mars 2019 au 30 juin 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales jusqu'au 28 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la coopération judiciaire en matière pénale et la mise en œuvre du parquet européen [n° 510 (2018-2019)] - Coopération judiciaire en matière pénale et mise en œuvre du parquet européen [n° 509 (2018-2019)] (16 mai 2019) - **Justice - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la coopération judiciaire en matière pénale et la mise en œuvre du parquet européen [n° 510 (2018-2019)] (16 mai 2019) - **Justice - Union européenne**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Table ronde de représentants des avocats, des magistrats et des fonctionnaires de greffe.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Point d'actualité sur la compatibilité entre les règles européennes et le statut des sapeurs-pompiers volontaires : communication de M. André Reichardt.

(*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice, garde des sceaux.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Coopération pénale européenne et Parquet européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Jacques Bigot et Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le règlement du Sénat - Procédure de législation partielle en commission - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Coopération judiciaire en matière pénale et mise en œuvre du parquet européen - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Désignation des candidats pour faire partie de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 224

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 273** (*Conjoints des chefs d'exploitations agricoles - Protection et statut*) : p. 440

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1118 p. 1119 - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 1154 p. 1155 - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 1157 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 1172 - **Article 28** (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 1174 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 1182 p. 1183 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 1192 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité) : p. 1193 - **Article 43 ter** (*Récidive - Aggravation de la peine - Systématisation*) : p. 1208 - **Article**

46 (art. 132-40, 132-41, 132-41-1 [nouveau], 132-42, 132-43, 132-45, 132-47, 132-48, 132-50, 132-52, 132-53 ; art. 132-54 à 132-57 du code pénal et art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création du sursis probatoire) : p. 1218 - **Article 49 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Structures accompagnant des personnes faisant l'objet d'une mesure de placement à l'extérieur - Conventonnement*) : p. 1220 - **Article 52** (art. 33 et 40 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Accueil temporaire dans le cadre d'un placement en centre éducatif fermé, droit de visite et d'éloignement des parents d'un enfant placé au pénal et expérimentation d'une mesure éducative d'accueil de jour) : p. 1225 p. 1226 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 1233 - **Article 56** (*Modalités particulières d'entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi*) : p. 1239 - **Article 57** (art. 11-4 [nouveau] de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile, art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 243-1, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-2, L. 245-1 et L. 245-2 du code de la route, art. L. 3826-3 du code de la santé publique, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 44 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Application dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises de certaines dispositions du projet de loi) : p. 1241 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1242

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2819 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Prévention des violences éducatives ordinaires - Formation des assistants maternels*) : p. 2824

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2975

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'Etat dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3275 p. 3277

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 3858 p. 3862 p. 3863 - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3873 p. 3880

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5063 p. 5070 p. 5071 p. 5072 p. 5073 p. 5074 p. 5076 p. 5077 p. 5079 p. 5080 p. 5081 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Expérimentation sur la délégation aux départements de l'octroi d'aides aux entreprises*) : p. 5087

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5167 - **Article 1er** (*Objet des sociétés publiques locales (SPL) et compétences des collectivités actionnaires*) : p. 5174 p. 5175 - **Article 4 (nouveau)** (*Application de la présente proposition de loi aux entreprises publiques locales (EPL) existantes*) : p. 5177

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter** (*Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental*) : p. 5194 - **Article 8** (*Composition du conseil départemental d'Alsace*) : p. 5206 - **Article 10** (*Habilitation à légiférer par ordonnances dans le domaine routier*) : p. 5209 p. 5210 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5213

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (*Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales*) : p. 6381

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article 3 bis** (art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - *Obligation de formation de seize à dix-huit ans*) : p. 6492 p. 6494

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (*Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants*) : p. 6544

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12219 p. 12220

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - *Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13728

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - *Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12970 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12984 p. 12988 p. 12989

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13219 p. 13221

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 93 rectifié, n° 611 rectifié, n° 703 rectifié et n° 741 rectifié** (*Lutte contre l'affichage publicitaire sauvage - Sanction par une amende civile*) : p. 13308 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 727 rectifié ter, n° 729 rectifié ter et n° 728 rectifié ter** (*Location non professionnelle - Limitation de durée fixée par la collectivité - Autorisation*) : p. 13312 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (*Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité*) : p. 13316 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 132-3 du code de la sécurité intérieure - *Renforcement de l'information du maire sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur le territoire de sa commune*) : p. 13329 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - *« Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions*) : p. 13346

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - *Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge*) : p. 14920 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - *Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection*) : p. 14930 p. 14932 p. 14935 p. 14938 p. 14943 p. 14944

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15884 p. 15885 - **Article unique** (*Création de délégations parlementaires aux droits des enfants*) : p. 15895

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17817

BIGOT (Joël)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (18 décembre 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » le 30 avril 2019 ; puis vice-président du 14 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrouturnou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance du rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Table ronde internationale.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement.

(mission d'information Gratuité des transports collectifs) : Cadrage du rapport de la mission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 13 p. 14

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2610 p. 2611

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3102

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er C (nouveau)** (Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports) : p. 3302 p. 3303 p. 3304 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3335

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3629

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5505 p. 5506 p. 5508 p. 5511 p. 5519

- **Mise au point au sujet de votes** - (30 avril 2019) : p. 5951

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5955 p. 5956

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix des carburants** - (7 mai 2019) : p. 6182 p. 6183

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie) : p. 7716

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7805 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7820 - **Article 4** (art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Renovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP) : p. 7846 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422 et n° 437 rectifié ter** (Installation des médecins - Prise en compte du principe d'égal accès aux soins) : p. 7851 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 178 rectifié bis et n° 421** (Lutte contre la désertification médicale - Principe de conventionnement territorial des médecins libéraux) : p. 7854

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 5** (art. L. 4131-2, L. 4131-2-1 [nouveau], L. 4421-1, L. 4421-1-3, L. 4431-1 et L. 4431-6-1 du code de la santé publique - Recours au statut de médecin adjoint) : p. 7922

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9524

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des**

territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - *Commission mixte paritaire* [n° 100 (2018-2019)] - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune** avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** [n° 728 (2018-2019)] - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12414 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 330 rectifié ter** (*Stratégie de prévention de la production de déchets - Plan national de réduction des plastiques en France - Mise en place*) : p. 12424 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 329 rectifié bis** (*Utilisation d'emballages non recyclables - Interdiction*) : p. 12426 p. 12427 - **Article 1er** (*Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits*) : p. 12437 p. 12440 p. 12441 - **Article 2** (*Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques*) : p. 12447 - **Article 3** (*Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri*) : p. 12452 p. 12453 - **Article 4** (*Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire*) : p. 12462 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 107 rectifié, n° 292 rectifié ter, 349 rectifié bis et n° 420 rectifié bis** (*Durée légale de garantie - Seuil minimal*) : p. 12466 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 350 rectifié** (*Durée légale de garantie - Produits onéreux - Allongement*) : p. 12467

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 355 rectifié** (*Obsolescence logicielle - Rapport au Parlement*) : p. 12491 - **Article 4 ter (nouveau)** (*Rapport sur le compteur d'usage*) : p. 12496 p. 12497 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 116 et n° 417 rectifié bis** (*Économie circulaire et gestion des déchets - Comités sociaux économiques des entreprises - Consultation*) : p. 12507 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 357 rectifié** (*Produits non alimentaires non recyclables - Taxe - Création*) : p. 12510 p. 12511 - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12520 p. 12524 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 89 rectifié, n° 90 rectifié et n° 365 rectifié** (*Incitation à la réparation des produits - Application d'un taux de TVA réduit*) : p. 12533 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 364 rectifié** (*Distribution dans les boîtes aux lettres d'imprimés publicitaires contenant des huiles minérales - Interdiction*) : p. 12537 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 366 rectifié** (*Bilan sur le tri des déchets dans la restauration rapide - Rapport au Parlement*) : p. 12539 - **Article 6** (*Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative*) : p. 12547

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12638 p. 12643 p. 12653 p. 12661 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12701 p. 12703 p. 12704 p. 12714 p. 12718 p. 12719 p. 12720 - **Article 9** (*Dispositions spécifiques à certaines filières, REP*) : p. 12730

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12767 p. 12769 p. 12772 p. 12774 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 338 rectifié bis** (*Micro-plastiques issus des fibres synthétiques - Réduction*) : p. 12790 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 416 rectifié** (*Impacts environnementaux et*

sociétaux des plastiques biosourcés et biodégradables - Rapport au Parlement) : p. 12791 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 402 rectifié bis** (*Obligations de tri à la source des déchets - Autorité administrative - Modalités de suivi et de contrôle*) : p. 12800 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 405 rectifié** (*Reconditionnement - Définition*) : p. 12801 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 408 rectifié bis** (*Mention « Certifié reconditionné »*) : p. 12802 - **Article 12 G (nouveau)** (*Certificat de traitement des déchets du bâtiment*) : p. 12810 - **Article 8 bis (nouveau)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12827 - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12831 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12835

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille** [n° 97 (2019-2020)] - (6 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié** (*Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution*) : p. 14914

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article 4 (précédemment réservé)** (*art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes*) : p. 16430 p. 16432 p. 16446 p. 16448 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-317 rectifié bis et n° I-964 rectifié bis** (*Contrats de transition écologique - Outils de déploiement des stratégies territoriales de transition écologique*) : p. 16467 p. 16468 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-602** (*Dispositif de déduction fiscale - Amélioration par les véhicules équipés d'une motorisation électrique ou à pile à hydrogène, CNV/bioGNV*) : p. 16496 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-600, n° I-791 rectifié, n° I-881 et n° I-931 rectifié** (*Produits non fermentescibles et non couverts par la responsabilité élargie des producteurs (REP) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Mise en place*) : p. 16505 p. 16506 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-598, n° I-792 rectifié et n° I-793 rectifié** (*Collectivités - Produits sans filière de recyclage - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)*) : p. 16509

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits du ministère de la transition écologique et solidaire dans le projet de loi de finances pour 2020** - (27 novembre 2019) : p. 16816

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)] (suite)

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17723 p. 17728

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17835

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Dénoncer, pour y mettre fin, le mariage des enfants et les grossesses précoces : un enjeu décisif pour les droits des filles, partout dans le monde [n° 262 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la délégation sénatoriale aux outre-mer : L'engagement des femmes outre-mer : un levier clé du dynamisme économique [n° 348 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Mondial 2019 : Vive les footballeuses ! Un mois qui fera progresser l'égalité femmes-hommes [n° 556 (2018-2019)] (7 juin 2019) - **Société - Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Vingtème anniversaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat [n° 148 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale (DGCS).

(*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la parité dans les intercommunalités.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Échange de vues sur les suites de la table ronde du jeudi 17 janvier 2019 sur la parité dans les intercommunalités.

Examen du rapport d'information sur les mariages forcés et les grossesses précoces.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition d'associations de défense de l'enfance en danger : Mmes Martine Brousse, présidente de « La voix de l'enfant », Muriel Salmona, présidente de « Mémoire traumatique et victimologie », Homayra Sellier, présidente de « Innocence en danger », Violaine Guérin, présidente, et Muguette Dini, représentante du groupe multidisciplinaire « Politique et institutions », de l'association « Stop aux violences sexuelles.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Vincent Bouba, secrétaire général, et de Maître Francis Lec, avocat-conseil, de la Fédération des autonomes de solidarité laïques (FAS).

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de représentants du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse : M. Alexandre Grosse, chef de service du budget, de la performance et des établissements, et Mme Françoise Pétreault, sous-directrice de la vie scolaire, des établissements et des actions socio-éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco) ; M. Édouard Geffray, directeur général des ressources humaines (DGRH), et Mme Maryline Genieys, adjointe de la sous-directrice de la gestion des carrières des personnels enseignants de l'enseignement scolaire (DGRH) ; M. Sébastien Colliat, sous-directeur de l'enseignement privé de la direction des affaires financières (DAF).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 5 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Audrey Keyers.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Godechot, candidat désigné par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et vote sur la proposition de nomination.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) :

Audition de l'association « La Parole libérée » : MM. François Devaux, président, Alexandre Hezez, co-fondateur de l'association, et maître Nadia Debbache, avocate au barreau de Lyon.

(délégation aux droits des femmes) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Dépôt d'une proposition de résolution.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur les conservatoires, en présence de Mme Sylvie Tarsot-Gillery, directrice générale de la création artistique du ministère de la culture, de MM. Bertrand Munin, sous-directeur de la diffusion artistique et des publics, Maxime Leschiera, président de l'association Conservatoires de France, de Mmes Isabelle Vincent, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), Martine Mabboux, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoires et écoles de musique, de danse et de théâtre (FNAPEC), et Marie-Claude Valette, vice-présidente.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel (SNU) - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur le service national universel (SNU).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Bariza Khiari, vice-présidente du Conseil de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (ALIPH).

Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, présidente de la délégation à la communication et à Public Sénat.

Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de MM. André Peyrègne, président de la Fédération française de l'enseignement artistique (FFEA), et Maxime Leschiera, président des Conservatoires de France.

Audition de représentantes du ministère de la culture.

(commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Frais différenciés d'inscription à l'université pour les étrangers extra-communautaires - Communication de MM. Stéphane Piednoir et Claude Kern.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Fabienne Servan-Schreiber, présidente, et Anne-Sarah Kertudo, directrice, de l'association Droit Pluriel.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Frédérique Jossinet, directrice du

football féminin et de la féminisation à la Fédération française de football.

Désignation d'un comité de suivi pour l'organisation de la célébration du vingtième anniversaire de la délégation.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de MM. François Mandil, délégué national communication et relations extérieures, Olivier Mathieu, délégué général, des Scouts et guides de France (SGDF), Saâd Zian, délégué général des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF), Guillaume Légaut, directeur général de l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), Mmes Claire Verdier, présidente, Isabelle Nicpon, commissaire générale guide, vice-présidente du conseil d'administration, MM. Michel-Henri Faivre, commissaire général scout, vice-président du conseil d'administration, Grégoire Chataignon, secrétaire général, Mme Marine Delhomme Accary, responsable communication, de l'Association des guides et scouts d'Europe (AGSE), M. Francis Beltran, administrateur national, président de la fédération régionale Normandie, et Mme Aurora Saada, conseillère technique « enfance jeunesse », de la Fédération nationale Familles rurales.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Parcoursup et frais différenciés d'inscription à l'université pour les étudiants extracommunautaires - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Nathalie Boy de la Tour, présidente de la Ligue de football professionnel.

Constitution définitive du comité d'organisation de la célébration du vingtième anniversaire de la délégation.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marianne Gazeau, présidente de Foot d'Elles.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Henriques, vice-présidente déléguée de la Fédération française de football et vice-présidente du comité d'organisation de la Coupe du monde féminine de la Fifa.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le rayonnement de la Coupe du monde féminine de football 2019.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de Notre-Dame de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Daniel Laurent du déplacement de la délégation en Charente-Maritime et Charente, les 23 et 24 mai 2019.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Débat sur les amendements Rossignol.

Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon, Céline Boulay-Espéronnier, Victoire Jasmin et Christine Prunaud, co-rapporteuses, sur le football féminin et la Coupe du monde féminine 2019.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Martine Marigeaud, présidente de la Commission interministérielle de coordination des contrôles.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. David Le Bras, délégué général de l'Association des directeurs généraux des communautés de France, et Mme Katia Paulin, déléguée générale adjointe.

Audition de MM. Jules Nyssen, délégué général de Régions de France, Pascal Gruselle, conseiller Europe, et Mme Julie Gourden, conseillère Europe et contractualisation.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enjeux du prochain G7 : quelle dynamique mondiale en faveur de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes et des filles ?.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Édouard Guillot, conseiller pour les affaires européennes à l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la création du Centre national de la musique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition de M. Frédéric Mortier, délégué interministériel aux risques majeurs outre-mer auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mmes Stéphanie Condon, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mmes Sandrine Dauphin, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régulation audiovisuelle - Audition conjointe de Mme Sharon White, directrice générale de l'Office of communication (OFCOM) et de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

(*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Échange de vues sur le Plan national d'action visant à éradiquer les mutilations sexuelles féminines.

Échange de vues sur le programme de travail de la délégation pour la session 2019-2020.

(*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition commune de Mme Marie Agnès Vibert, cheffe du service de la gouvernance et de la gestion de la PAC, et M. Yves Auffret, sous-directeur de la gestion des aides de la PAC, et de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture, Andreas Selier, adjoint au sous-directeur de l'aquaculture et de l'économie des pêches, et Pierre Hébert, chef du bureau de la politique structurelle et des concours publics, au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Daniel Prieur, secrétaire adjoint de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la chambre interdépartementale d'agriculture du Doubs-Territoire de Belfort.

Audition de Mme Véronique Gallo, adjointe au sous-directeur Europe et international à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère du travail.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État au numérique.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain-Pierre Degenne, président de la Fondation Alliance française.

(*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de M. Thierry Coquil, directeur des affaires maritimes, commissaire délégué aux transports maritimes et délégué à la mer et au littoral.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes handicapées.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M.

Claude Atcher, directeur général du groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby France 2023 ».

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

(*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouveaux territoires du sport - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition du professeur Jean-Marc Ayoubi.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues.

Publication des actes de la célébration du vingtième anniversaire de la délégation.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences conjugales avec des représentants des cultes et des courants philosophiques.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, Jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences faites aux femmes dans les territoires en crise et les zones de conflits.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Organismes extra-parlementaires - Communications.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Stéphanie Condon, directrice

scientifique, et Sandrine Dauphin, directrice de projet, sur les premiers résultats de Virage dans les Outre-mer en Guadeloupe et en Martinique.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les conclusions du Grenelle de lutte contre les violences conjugales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 386

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 2** (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends) : p. 1146

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 8 rectifié** (*Responsables d'association bénévoles - Formation - Congé rémunéré*) : p. 2781

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la femme (I)** - (7 mars 2019) : p. 2875

- **Rappel au règlement** - (12 mars 2019) : p. 2935

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3108 p. 3109 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3122

- **Question orale sans débat sur les entreprises adaptées** - (19 mars 2019) : p. 3156

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6455 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendements n° 416 rectifié bis, n° 116 rectifié ter et n° 117 rectifié ter** (*Programmes scolaires de l'éducation physique et sportive - Minimum d'activités physiques et sportives journalières*) : p. 6459 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code de l'éducation - *Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction*) : p. 6466

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7394

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 5** (*Majoration du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués par les particuliers dans le cadre de la souscription*) : p. 7509

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7642

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane

et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7812 - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant) : p. 7881

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8242

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la Société nationale de sauvetage en mer** - (11 juin 2019) : p. 8249

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9576 p. 9579 - **Article 12** (art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 ter, 6 quinquies, 17 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 55 et 55 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 76 et 125 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 65, 65-1 [abrogé], 65-2 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 813-8 du code rural - Suppression de la notation et généralisation de l'entretien professionnel comme modalité d'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de droit commun) : p. 9586 p. 9587 - **Article 13** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 78-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6152-4 du code de la santé publique - Inscription dans le statut général des principes de fixation de la rémunération des agents contractuels et modification du cadre de la prime d'intéressement collectif dans le versant hospitalier) : p. 9590 - **Article 16** (art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique) : p. 9621

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 17 quater (nouveau)** : p. 9735

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article 29** (art. 6 quater A et 6 septies [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 26-2 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 51 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Généralisation des dispositifs de signalement destinés aux victimes d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et mise en place de plans d'action obligatoires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9975

- **Question orale sans débat sur la protection des marques de territoire** - (2 juillet 2019) : p. 10648

- **Question orale sans débat sur les pêcheurs des lacs alpins en péril** - (2 juillet 2019) : p. 10650 p. 10651

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (18 juillet 2019) - **Article 5** (art. L. 221-1, L. 221-9 [rétabli], L. 211-13 [nouveau], L. 221-11, L. 221-12, L. 222-2, L. 222-2-1 [nouveau], L. 222-5, L. 222-10 [nouveau] du code de l'énergie et L. 561-31 du code monétaire et financier - Lutte contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie, CEE) : p. 11575 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 203 rectifié** (Bâtiments des collectivités

locales - Rénovation - Financement par les obligés du dispositif CEE) : p. 11575 p. 11576 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendements n° 10 rectifié ter, n° 167, n° 286, n° 370 rectifié et n° 381 rectifié bis** (Dispositif des certificats d'énergie - Information des consommateurs de l'existence du service public) : p. 11577 - **Article 6 bis A** (art. L. 211-3-2 [nouveau] et L. 315-1 à L. 315-7 du code de l'énergie - Modification de dispositions relatives à l'autoconsommation et introduction de la notion de « communautés d'énergie renouvelable ») : p. 11591 p. 11592 p. 11593 - **Article additionnel après l'article 6 bis A** - **Amendements n° 46 rectifié, n° 101 rectifié, 211 rectifié bis et n° 404** (Organismes HLM - Projets d'autoconsommation collective) : p. 11594 - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés) : p. 11603 p. 11604 p. 11605 - **Article additionnel après l'article 6 septies** - **Amendements n° 47 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 320 rectifié** (Electricité produite à partir de sources renouvelables - Rémunération liée aux garanties d'origine - Déduction des montants d'aides) : p. 11612 - **Article additionnel après l'article 6 nonies** - **Amendements n° 13 rectifié ter, n° 107 rectifié bis et n° 420** (Réseau de gaz - Réseau de chaleur - Non-concurrence) : p. 11617 - **Article 8** (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11630 p. 11631 - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur la contribution des plans climat-air-énergie et des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires aux politiques de transition écologique et énergétique) : p. 11649

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12819

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11** - **Amendement n° 192 rectifié** (Conseils régionaux - Vice-présidents - Parité - Renforcement) : p. 13174 - **Article additionnel après l'article 11** - **Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13189

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14686 p. 14692

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14795

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)]** - (30 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14804

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14902 p. 14905 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 50 rectifié** (Journée défense et citoyenneté - Égalité entre les femmes et les hommes - Information) : p. 14912 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 54 rectifié** (Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution) : p. 14915 - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14919 p. 14920 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14938 p. 14940 p. 14942 p. 14944 p. 14945 - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendement n° 13 rectifié**

quinquies (*Victime de violences - Délais procéduraux*) : p. 14945 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 4 rectifié sexies** (*Retrait total de l'autorité parentale - Obligation d'aliment des enfants vis-à-vis des parents - Dispense*) : p. 14950 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 6 rectifié quinquies** (*Violences intrafamiliales - Parent condamné - Retrait de l'autorité parentale*) : p. 14952 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 111 rectifié, n° 112 rectifié, n° 108 rectifié, n° 109 rectifié, n° 110 rectifié et n° 107 rectifié** (*Actes sexuels incestueux sur un mineur - Qualification de viol ou d'agression sexuelle*) : p. 14958 - **Article additionnel avant l'article 10 A - Amendements n° 12 rectifié quinquies et n° 5 rectifié quater** (*Femmes en péril de mort du fait d'un conjoint violent - Octroi d'une identité d'emprunt*) : p. 14960 p. 14961 - **Article additionnel avant l'article 10 A - n° 14 rectifié quinquies** (*Personnes victimes de violence conjugale - Hospitalisation sous X*) : p. 14961 - **Article additionnel après l'article 10 B - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Crime de féminicide - Introduction dans le code pénal - Rapport au Parlement*) : p. 14962 p. 14963 - **Article additionnel après l'article 10 B - Amendement n° 10 rectifié sexies** (*Demandeur d'une ordonnance de protection - Octroi de l'aide juridictionnelle sans condition de ressources - Rapport au Parlement*) : p. 14963 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14965

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p.15844

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Discussion d'article** : p.16552 p. 16554

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16899

- **Question orale sans débat sur la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations** - (3 décembre 2019) : p. 17691

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 1er** (*art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations*) : p. 21815 p. 21816 - **Article 1er ter B** (*art. 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Notification de contenus haineux par une association de protection de l'enfance saisie par un mineur*) : p. 21820

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21983

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 27 juin 2019.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 26 juin 2019.

Président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile le 13 février 2019.

Membre titulaire du Comité de bassin Seine-Normandie.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Programme de travail de la commission européenne pour 2019 [n° 271 (2018-2019)] (24 janvier 2019) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Sénat entendu à Bruxelles [n° 372 (2018-2019)] (7 mars 2019) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit, le jour d'après Impact sur la vie économique française [n° 429 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit : tous perdants [n° 49 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Investissements d'avenir [n° 140 tome 3 annexe 17 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Luca Niculescu, ambassadeur de Roumanie en France.

Questions diverses.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Gina Miller, présidente de l'association Best for Britain.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Désignation d'un rapporteur.

Économie, finances et fiscalité - Fusion Alstom et Siemens Mobility : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2019 : rapport d'information de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Stratégie de l'Union européenne pour l'intelligence artificielle : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Hubert Carré, directeur général, et de Mme Émilie Gélard, juriste, du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM) et de M. Thierry Missonnier, directeur du pôle de compétitivité Aquimer.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) : communication de Mme Fabienne Keller et M. Claude Raynal.

Énergie - Paquet d'hiver « Énergie propre pour tous les Européens » : communication de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Vincent Pourquery de Boisserin, coordinateur national pour la préparation à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (gestion des flux de personnes et de marchandises), de Mme Isabelle Maître, déléguée permanente auprès de l'Union

européenne, et de M. Thierry Grumiaux, délégué de la commission « transport international, douane et logistique », Fédération nationale des transports routiers.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement en Turquie du 25 au 28 novembre 2018 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Retrait des contenus terroristes en ligne : communication de MM. André Reichardt et Jacques Bigot.

Transports - Projet de loi d'orientation des mobilités : rapport d'information et observations de M. Benoît Huré.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impact du Brexit sur le secteur du médicament - Audition de MM. Rachid Izzar, président, et Philippe Mourouga, directeur des affaires publiques, des affaires économiques, juridiques et communication - AstraZeneca France.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes, des avis motivés et des avis politiques : rapport d'information de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Transports - Travailleurs détachés dans le secteur des transports : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen en présence de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne, en présence du groupe interparlementaire d'amitié France-Allemagne.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Enjeux de la réforme du système européen de surveillance financière : avis politique de MM. Claude Raynal et Jean-François Rapin.

Économie, finances et fiscalité - Réforme du cadre européen applicable aux entreprises d'investissement : avis politique de MM. Claude Raynal et Jean-François Rapin.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Point d'actualité sur la compatibilité entre les règles européennes et le statut des sapeurs-pompiers volontaires : communication de M. André Reichardt.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impacts du Brexit sur le secteur financier : audition de Mme Sylvie Goulard, sous-gouverneure de la Banque de France.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impact du Brexit sur l'industrie européenne - Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide S.A. et ancien président de l'European Round Table.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Sénat italien.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de MM. Hervé Morin, président de la région Normandie, Alexandre Wahl, directeur de l'Agence de développement Normandie, Patrice Vergriete, maire de Dunkerque, et Mme Christiane Guervilly, maire d'Erquy, sur l'impact régional du Brexit.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conférence interparlementaire de Bucarest en vue du sommet européen de Sibiu : communication de M. André Gattolin et de Mme Gisèle Jourda.

Justice et affaires intérieures - Coopération pénale européenne et Parquet européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Jacques Bigot et Mme Sophie Joissains.

Politique de voisinage - Observation des élections en Moldavie : communication de M. Claude Kern.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finance et fiscalité - Wifi pour tous : communication de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Étude confiée à la Fondation Robert Schuman sur les attentes des citoyens européens envers l'Union européenne : présentation par M. Jean-Dominique Giuliani, président, et Mme Pascale Joannin, directrice générale.

Institutions européennes - Réunion du « Triangle de Weimar » à Berlin des 12 et 13 mai : communication de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Marija Pejcinovic-Buric, vice-Première ministre de la République de Croatie, ministre des affaires étrangères et européennes.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Présentation de la directive du 17 avril 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : communication de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Entretien avec une délégation de la Chambre des Lords.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Réforme de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de M. Jean Bizet.

Politique étrangère - Élection présidentielle ukrainienne.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Education - Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission des budgets au Parlement européen, sur l'Erasmus des apprentis.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion plénière de la LXI^e conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) du 23 au 25 juin à Bucarest - Communication de M. Jean Bizet.

Recherche - Politique spatiale : rapport d'information, proposition de résolution et avis politique de MM. André Gattolin et Jean-François Rapin.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Accueil d'une délégation.

Institutions européennes - Audition de M. Teemu Tanner, ambassadeur de Finlande en France, dans le cadre de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne.

Politiques étrangères - Relations entre l'Union européenne et la Chine à la suite du 21^e sommet Union européenne-Chine du 9 avril 2019 : communication de M. Pascal Allizard et Mme Gisèle Jourda.

Questions diverses.

Transports - Concurrence dans le domaine du transport aérien : communication de MM. Jean Bizet et Claude Kern.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Communication de Mme Nicole Duranton sur la troisième partie de session.

Environnement - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire - Rapport d'information et observations de M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 19 septembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Irene Lozano, secrétaire d'État espagnole pour l'Espagne globale.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Accord-cadre institutionnel entre l'Union européenne et la Confédération suisse - Communication de Mme Laurence Harribey et M. Cyril Pellevat.

Proposition de résolution européenne tendant à garantir, au sein de la PAC, le système d'autorisation préalable de plantation viticole jusqu'en 2050 - Désignation d'un rapporteur.

Politique étrangère et de défense - Conférence interparlementaire d'Helsinki sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 octobre, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des finances*) : Green Budgeting - Audition de M. Dorian Roucher, inspecteur

des finances, de Mmes Sylvie Alexandre, ingénieure générale des ponts, des eaux et forêts, et Florence Tordjman, inspectrice générale de l'administration et du développement durable.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Accord d'association entre l'Union européenne et la principauté de Monaco - Communication de MM. Jean Bizet, Simon Sutour et Christophe-André Frassa.

Politique régionale - Sous-utilisation des fonds structurels européens - Communication de Mmes Laurence Harribey et Colette Mélot.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - 4^e partie de session ordinaire de l'APCE du 30 septembre au 4 octobre 2019 - Communication de Mme Nicole Duranton.

Institutions européennes - Déplacement à Reykjavik à l'occasion de l'Arctic Circle - Communication du président Jean Bizet et de M. André Gattolin, vice-président.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et des membres français du Parlement européen : réforme de la politique agricole commune.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - Action européenne pour le climat : communication de M. Jean-Yves Leconte.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 36) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Filière française des biocarburants - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services

nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition sur la récente circulation de grands chalutiers étrangers dans les eaux françaises.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition par visioconférence de M. Philippe Léglise-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Nominations.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Conférence interparlementaire sur les priorités de la politique étrangère de l'Union européenne pour le nouveau cycle institutionnel du 4 décembre 2019 : communication de Mme Gisèle Jourda.

Déplacement en Ukraine dans le cadre du suivi du Partenariat oriental, du 10 au 14 octobre 2019 : communication de Mme Gisèle Jourda.

Proposition de résolution européenne de M. Richard Yung et les membres du groupe La République En Marche sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais : rapport de Mme Véronique Guillotin.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 126

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction du glyphosate** - (22 janvier 2019) : p. 195

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2936 p. 2937 - **Question préalable** : p. 2946 - **Discussion générale** : p. 2950 p. 2951 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation*) : p. 2983 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-8-1 [nouveau], 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation*) : p. 2985 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2993 p. 2995

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la labellisation « bio »** - (26 mars 2019) : p. 3530

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3835 p. 3839 p. 3840 p. 3841 p. 3844 p. 3844 p. 3845

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5046 p. 5048 p. 5050 p. 5053

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5469

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit (II)** - (11 avril 2019) : p. 5592 p. 5593

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5928 p. 5932 p. 5935 p. 5936 p. 5937 p. 5940 p. 5941

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (I)** - (7 mai 2019) : p. 6176

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6185

- **Question orale sans débat sur le taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée pour la filière équine** - (14 mai 2019) : p. 6331 p. 6332

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6519 p. 6520 p. 6521 p. 6523 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6530

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7660

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9151

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9203

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 608 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10774 p. 10785 p. 10787

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12301 p. 12303 p. 12305

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12399

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la suppression des exonérations sur les services à la personne pour les seniors** - (24 septembre 2019) : p. 12402

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13690 p. 13697 p. 13698

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13712 p. 13715 p. 13717 - **Article unique** (*art. 431-1 du code pénal - Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13725 p. 13726 p. 13729 p. 13730

- **Débat sur l'intelligence artificielle** - (2 octobre 2019) : p. 12780 p. 12782 p. 12783

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les injonctions gouvernementales contradictoires en matière de ressources en eau** - (9 octobre 2019) : p. 12931

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie d'adaptation de nos forêts au changement climatique** - (9 octobre 2019) : p. 12934

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conséquence de l'incendie de l'usine Lubrizol pour les agriculteurs** - (9 octobre 2019) : p. 12938

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13564 p. 13565 p. 13566 p. 13569 p. 13570 p. 13572 p. 13573 p. 13574 p. 13575 p. 13579

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le devenir de la ligne Perpignan-Rungis** - (30 octobre 2019) : p. 14766

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (20 novembre 2019) : p. 15878

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15936 p. 15937 - **Question préalable** : p. 15941

Discussion générale :

: p. 15952 p. 15962

Première partie :

- (21 novembre 2019) - **Article 36** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) : p. 15967 p. 15973 p. 15974

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité)** - **Amendement n° I-1062 rectifié** (*Impôt sur les sociétés - Tranches progressives - Instauration*) : p. 16028 - **Article 11 (priorité)** (*art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises*) : p. 16030 p. 16031 p. 16032 p. 16034 - **Article additionnel après l'article 11 (priorité)** - **Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-649** (*Lutte contre les risques climatiques ou sanitaires - Lutte contre le recours aux produits phytopharmaceutiques - Biens acquis par les agriculteurs - Dispositif de suramortissement - Instauration*) : p. 16037 - **Article 13 (priorité)** (*art. 205 B [nouveau], 205 C [nouveau], 205 D [nouveau], 209, 212, 212 bis, 221 et 223 B bis du code général des impôts - Transposition de la directive (UE) 2017/952 du 29 mai 2017 relative à la lutte contre les dispositifs hybrides (ATAD 2) et suites de la transposition de la directive (UE) 2016/1164 du 12 juillet 2016 - ATAD 1*) : p. 16047 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendement n° I-1248 rectifié** (*Jeunes entreprises innovantes (JEI) - Dispositif d'exonérations fiscales - Prorogation*) : p. 16051 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendement n° I-224 rectifié quater** (*Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation - Appréciation de la collectivité (commune ou EPCI)*) : p. 16078 - **Article 13 quater (nouveau) (priorité)** (*art. 206 du code général des impôts - Plafond des recettes d'exploitation des organismes non lucratifs non assujettis à l'impôt sur les sociétés - Relèvement*) : p. 16080 p. 16081 - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (*art. 231 ter du code général des impôts - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France*) : p. 16093

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** -

Amendement n° I-461 rectifié (*Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression*) : p. 16142 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1016** (*« Niches fiscales » - Plafonnement*) : p. 16146

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 16 ter (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-302 rectifié bis** (*Installations photovoltaïques dont la puissance est inférieure à 9 kilowatts crête - Non assujettissement à la TVA à 20 %*) : p. 16517 - **Article additionnel après l'article 16 ter (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-303 rectifié bis** (*Autoconsommation collective - Exonération de taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE)*) : p. 16518 - **Article 17 (précédemment réservé)** (*art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel*) : p. 16526 - **Discussion d'article** : p. 16552 p. 16554 - **Article 20 (précédemment réservé)** (*art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France*) : p. 16575 p. 16576 p. 16581 p. 16582 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-17 rectifié, n° I-154 rectifié ter, n° I-327 rectifié bis, n° I-728 rectifié et n° I-1189 rectifié** (*Exploitants aéroportuaires - Acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions - Incitation fiscale*) : p. 16583 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-336 rectifié et n° I-1187 rectifié** (*Entreprises de transport aérien - Notion de redevable des taxes - Prévisions*) : p. 16584 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-326 rectifié bis, n° I-333 rectifié et n° I-1184 rectifié** (*Tarifs de la taxe d'aviation civile - Désindexation de l'inflation*) : p. 16584 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-335 rectifié et n° I-1186 rectifié** (*Objectif d'allègement de la taxe de solidarité sur les billets d'avion - Affectation du produit de la surtaxe sur les véhicules puissants au fonds de solidarité pour le développement des pays du sud*) : p. 16585

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17762 p. 17763

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17766 p. 17776

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17901 p. 17908 p. 17909

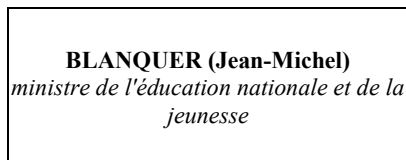
- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18390

- **Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21973 p. 21974 p. 21978 - **Question préalable** : p. 21980

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019** - (18 décembre 2019) : p. 22037 p. 22038 p. 22045 p. 22047 p. 22050



INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les fermetures de classes dans les zones rurales de Moselle** - (12 février 2019) : p. 1077
- **Question orale sans débat sur le Fonds pour le développement de la vie associative** - (12 février 2019) : p. 1078
- **Question orale sans débat sur la prise en compte de l'enseignement des langues régionales au lycée** - (12 février 2019) : p. 1079
- **Question orale sans débat sur le taux d'encadrement des élèves du primaire** - (12 février 2019) : p. 1080
- **Question orale sans débat sur le statut des assistants d'éducation en milieu rural** - (12 février 2019) : p. 1081
- **Question orale sans débat sur la fusion des trois académies de la région Auvergne-Rhône-Alpes** - (12 février 2019) : p. 1082
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des lycéens** - (12 mars 2019) : p. 2955
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retrait de la bataille de Verdun des programmes scolaires** - (26 mars 2019) : p. 3527
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour une école de la confiance** - (4 avril 2019) : p. 5156 p. 5157
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5499
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cantines en zones rurales** - (11 avril 2019) : p. 5594
- **Question orale sans débat sur la baisse des dotations horaires globales et l'impact dans les collèges ruraux** - (14 mai 2019) : p. 6310
- **Question orale sans débat sur l'effectivité de la possibilité d'effectuer des stages d'observation pour les élèves de moins de 14 ans** - (14 mai 2019) : p. 6311
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6339 p. 6340 p. 6341 p. 6342 p. 6343 - **Question préalable** : p. 6346 - **Discussion générale** : p. 6358 p. 6359 - **Article 1er (École de la confiance)** : p. 6364 p. 6373 p. 6374 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 469 rectifié bis (Entrée d'un professeur en classe - Obligation pour les élèves de se lever)** : p. 6375 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater (Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales)** : p. 6378 p. 6380 - **Article 1er bis AA (nouveau) (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Prise en compte des inégalités territoriales dans la répartition des moyens du service public de l'éducation)** : p. 6388 p. 6389 p. 6390 - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 360 rectifié bis (Objectif de mixité sociale - Règles identiques dans les établissements publics et privés)** : p. 6391 - **Article 1er bis A (art. L. 111-1-2 [nouveau] du code de l'éducation - Présence obligatoire du drapeau français, du drapeau européen et des paroles du refrain de l'hymne national dans toutes les salles de classe)** : p. 6392 p. 6396 p. 6398 - **Article additionnel après**

l'article 1er bis A - Amendement n° 237 (Obligation d'affichage du drapeau tricolore et du drapeau européen sur la façade des établissements - Extension aux établissements scolaires privés hors contrat) : p. 6398 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendements n° 285 rectifié bis et n° 420 rectifié bis (Affichage de la charte de la laïcité dans les établissements publics et privés sous contrat)** : p. 6400 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 123 (Non intégration de la notion de morale dans le code de l'éducation)** : p. 6401 p. 6402 - **Article 1er bis B (supprimé) (art. L. 111-1-3 [nouveau] du code de l'éducation - Affichage obligatoire dans chaque salle de classe d'une carte de la France et de chacun de ses territoires d'outre-mer)** : p. 6404 - **Article 1er bis C (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - Droit de vivre une scolarité sans harcèlement scolaire)** : p. 6407 p. 6408 - **Article additionnel après l'article 1er bis C - Amendements n° 322 rectifié et n° 320 rectifié (Violences sexistes et sexuelles - Sensibilisation des élèves)** : p. 6410 - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 384 rectifié bis (Dispositions générales du code de l'éducation - Mention de l'égalité entre les femmes et les hommes)** : p. 6411 - **Article 1er bis EA (nouveau) (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire)** : p. 6411 p. 6412 p. 6413

- **Suite de la discussion (15 mai 2019) - Article 1er bis F (art. L. 311-4 du code de l'éducation - Cultures d'outre-mer)** : p. 6424 p. 6425 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 89 rectifié bis (Programmes scolaires - Enseignement moral et civique - Référence à l'histoire régionale)** : p. 6426 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 331 rectifié (Programmes scolaires - Apprentissage du codage informatique)** : p. 6427 p. 6430 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 417 rectifié bis (Sensibilisation à l'usage d'internet et des réseaux sociaux - Âge début enseignement)** : p. 6431 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 41 rectifié (Nouveaux programmes d'histoire du lycée - Enseignement de la défense - Travail de mémoire)** : p. 6432 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 422 rectifié (Semaine de la citoyenneté - Introduction)** : p. 6433 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 350 rectifié bis (Éducation à l'alimentation - Information sur les risques sanitaires et environnementaux liés aux aliments transformés et aux emballages des aliments)** : p. 6434 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis (Éducation à la nature et au développement durable)** : p. 6439 p. 6441 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis (Mixité sociale - Établissements privés sous contrat)** : p. 6444 - **Article 1er bis G (supprimé) (art. L. 312-13-1 du code de l'éducation - Sensibilisation aux premiers secours par des enseignants)** : p. 6446 p. 6447 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 109 rectifié (Dates officielles de la rentrée et des vacances scolaires - Non respect - Sanctions)** : p. 6448 p. 6450 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater (Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires)** : p. 6451 p. 6455 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 48 rectifié quinquies (Prosélytisme - Interdiction)** : p. 6457 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendements n° 416 rectifié bis, n° 116 rectifié ter et n° 117 rectifié ter (Programmes scolaires de l'éducation physique et sportive - Minimum d'activités physiques et sportives journalières)** : p. 6458 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 326 rectifié (Enseignement pédagogique - Symboles de la République et de l'Union européenne)** : p. 6460 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction)** : p. 6463 p. 6464 p. 6465 p. 6466 p. 6467 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 479 rectifié ter (Seuil maximal de 24 élèves par classe de l'école maternelle - Rapport au Gouvernement)** : p. 6468 p. 6469 - **Article additionnel**

après l'article 2 - Amendement n° 125 (Scolarisation des enfants de moins de trois ans - Liste des demandes non satisfaites) : p. 6469 p. 6470 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 327 rectifié (Mixité sociale - Rapport au Parlement) : p. 6471 - Article 2 bis (supprimé) (art. L. 131-5 du code de l'éducation - Inscription d'office par le DASEN) : p. 6472 - Article 2 ter (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Visite médicale des enfants de 3-4 ans) : p. 6473 p. 6474 p. 6475 - Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 274 rectifié (Politique de santé scolaire - Rapport au Parlement) : p. 6476 - Article 3 (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6478 p. 6479 p. 6481 p. 6482 p. 6483 p. 6484 - Article 3 bis (art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans) : p. 6486 p. 6490 p. 6491 p. 6492 p. 6493 p. 6494 - Article additionnel après l'article 3 ter (supprimé) - Amendement n° 209 rectifié quater (Établissements privés sous contrat - Classes de maternelle - Prise en charge par les communes - Dispense) : p. 6495 - Article 4 (Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire) : p. 6495 p. 6498

- Suite de la discussion (16 mai 2019) : p. 6541 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 441 rectifié (Abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire - Conséquences financières pour les communes - Rapport au Parlement) : p. 6542 - Article 4 bis (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 6542 p. 6547 p. 6548 p. 6549 - Article 5 (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille) : p. 6552 p. 6553 p. 6554 p. 6557 - Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 186 (Enseignement hors contrat - Contrôle du contenu pédagogique) : p. 6558 - Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 219 rectifié (Code de la construction - Code de l'éducation - Coordination) : p. 6558 - Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 220 rectifié (Écoles privées hors contrat - Évolutions substantielles - Information obligatoire de l'autorité de l'État compétente) : p. 6559 - Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 408 (Établissement scolaire hors contrat - Atteintes persistantes à l'ordre public - Délit) : p. 6559 - Article 5 bis C (nouveau) (art. L. 131-6 du code de l'éducation - Recours aux données des services fiscaux pour le contrôle de l'obligation scolaire) : p. 6561 - Article 5 bis - Texte non modifié par la commission (art. L. 131-9 du code de l'éducation - Faculté, pour le maire, de saisir le procureur de la République en cas d'infraction aux règles encadrant l'obligation scolaire) : p. 6561 p. 6562 - Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 459 rectifié (Instruction à domicile - Contrôle des connaissances au sein des établissements d'enseignement public) : p. 6562 - Article 5 quinquies (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6567 p. 6569 p. 6570 p. 6571 p. 6572 p. 6575 p. 6577 p. 6578 p. 6580 p. 6582 p. 6583 p. 6584 - Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 239 (Élèves intellectuellement précoces - Adaptation de la scolarité) : p. 6584 - Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 207 rectifié bis (Besoins en personnel accompagnant les élèves en situation de handicap - Rapport au Parlement) : p. 6585 - Article 5 sexies (art. L. 212-4, L. 213-2, L. 214-6 du code de l'éducation, art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des recommandations pour une école inclusive de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement) : p. 6586 p. 6587 - Article 5 septies (chapitre II du titre Ier du livre Ier, art. L. 112-1, L. 112-5, L. 123-4-2, L. 312-4, L. 335-1, titre V du livre III et du chapitre II du même titre V, art. L. 351-2, L. 624-2, L. 723-1, L. 112-1, L. 112-2, L. 251-1, L. 351-2, L. 312-15, L. 351-1, L. 712-2 du code de l'éducation - Modifications d'ordre

réactionnel liées au handicap) : p. 6589 - Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis (Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements) : p. 6589 p. 6590 - Article 5 octies (supprimé) (Rapport annuel du Gouvernement sur le handicap) : p. 6591 - Article additionnel après l'article 5 octies - Amendement n° 143 (Élèves handicapés - Contrôle des connaissances - Accessibilité) : p. 6591 - Article additionnel après l'article 5 undecies - Amendement n° 14 rectifié ter (Intervention des équipes médico-sociales au sein des établissements scolaires - Renforcement) : p. 6592 - Article 5 duodecies (nouveau) (art. L. 331-6 du code de l'éducation - Aménagements en faveur des élèves sportifs) : p. 6593 - Article additionnel après l'article 5 duodecies - Amendement n° 15 rectifié ter (Établissements et services médico-sociaux accompagnant les jeunes en situation de handicap - « Dispositif intégré ») : p. 6594 - Article 6 (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - Établissement public local d'enseignement international) : p. 6599 p. 6601 p. 6603 p. 6604 - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 67 rectifié bis et n° 377 rectifié (Langues et cultures régionales - Socle commun de connaissances - Intégration) : p. 6606 p. 6607 - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 69 rectifié ter et n° 372 rectifié (Enseignement bilingue - Mise en œuvre) : p. 6609 p. 6610

- Suite de la discussion (17 mai 2019) - Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 373 rectifié (Scolarisation en classe bilingue publique hors commune - Prise en charge du forfait scolaire par la commune de résidence) : p. 6644 - Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 375 rectifié bis et 196 rectifié bis (Examens, thèses et mémoires - Utilisation possible des langues régionales) : p. 6646 - Article 6 ter A (nouveau) (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Participation financière d'une commune dont des enfants sont scolarisés dans une école privée sous contrat d'une autre commune dispensant un enseignement de langue régionale) : p. 6647 p. 6648 - Article 6 ter (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prérégatives du directeur d'école) : p. 6649 p. 6652 - Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 51 rectifié ter (Directeur d'école - Statut) : p. 6653 - Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 146 rectifié bis (Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) - Rôle de coordination déterminant) : p. 6654 - Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 286 rectifié quater (Délégués départementaux de l'éducation nationale - Voix consultative dans les conseils d'administration des établissements du second degré) : p. 6655 - Article 6 quater (supprimé) (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6659 p. 6660 p. 6661 p. 6663 p. 6667 p. 6668 - Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 208 rectifié quinquies (Territoires de montagne - Aménagement scolaire) : p. 6669 - Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 105 rectifié bis (Mixité sociale - Caractère contraignant de toute future modification de la carte scolaire) : p. 6669 - Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 149 rectifié bis et n° 192 rectifié bis (Révision de la carte scolaire - Concertation préalable avec les communes d'accueil) : p. 6670 - Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 424 rectifié bis (Organisation scolaire - Dispositif de la montagne - Extension aux zones très rurales) : p. 6671 - Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 460 rectifié bis et n° 17 rectifié bis (Nouvelles fermetures d'écoles - Accord obligatoire du maire) : p. 6672 - Article additionnel après l'article 6 sexies - Amendement n° 355 rectifié bis (Inscription d'un enfant dans une autre commune que celle de résidence - Accord préalable du maire de la commune de résidence obligatoire) : p. 6673 - Article additionnel après l'article 6 sexies - Amendement n° 356 rectifié bis (Inscription d'un enfant hors de sa commune de résidence - Frais de scolarisation - Refus du maire de la commune de résidence) : p. 6673 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 370 (Application de l'instruction

obligatoire à 3 ans en Guyane et à Mayotte - Rapport au Parlement) : p. 6674 - **Article 7 bis (supprimé)** (Rapport du Gouvernement sur Mayotte et la Guyane) : p. 6675 - **Article 8** (art. L. 314-1, L. 314-2 et L. 401-1 du code de l'éducation - L'expérimentation dans les établissements scolaires) : p. 6676 p. 6677 p. 6678 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 299 rectifié** (Expérimentations des rapprochements des collèges et des écoles élémentaires - Rapport au Parlement) : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 253 rectifié** (Etablissements privés sous contrat - Mixité sociale - Contractualisations) : p. 6680 - **Article 9** (art. L. 241-12 à L. 241-14 du code de l'éducation - Conseil d'évaluation de l'école) : p. 6682 p. 6686 p. 6688 p. 6689 p. 6690 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 160** (Organes nationaux de consultation en matière d'éducation - Droit de veto) : p. 6690 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 158 rectifié** (Conseil supérieur des programmes (CSP) - Intégration d'enseignants et d'élèves) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 157** (Conseil supérieur des programmes (CSP) - Possibilité d'auto-saisine) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 159** (Organes nationaux de consultation en matière d'éducation - Auditions) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 45** (OPECST - Compétences étendues à l'éducation) : p. 6692 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 305 rectifié** (Conseil scientifique de l'OPECST - Évaluation externe et indépendante des politiques éducatives) : p. 6692 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 341 rectifié** (Égalité entre les femmes et les hommes - Rapport au Parlement) : p. 6693 - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Participation volontaire des enfants instruits dans la famille aux évaluations conduites par le ministre) : p. 6693 p. 6694 - **Article 9 bis** : p. 6695 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 du code de l'éducation - Création des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation et d'un référentiel de formation) : p. 6696 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 11 rectifié quater et n° 167** (Enfants en situation de handicap - Formation des enseignants) : p. 6697 - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (intitulés du titre II du livre VII et des chapitres Ier et II du titre II du livre VII et art. L. 683-2-1, L. 713-1, L. 718-8, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 722-1, L. 722-16, L. 722-17, L. 773-3-1, L. 774-3-1, L. 912-1-2 et L. 932-3 du code de l'éducation et art. L. 3321-1, L. 3664-1, L. 4425-29, L. 71-113-3, et L. 72-103-2 du code général des collectivités territoriales - Coordinations relatives à la création des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6699 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 721-3 du code de l'éducation - Gouvernance des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6699 p. 6701 - **Article 12 bis** (art. L. 721-2 du code de l'éducation - Missions des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6702 p. 6703 p. 6704 p. 6705 p. 6706 p. 6707 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 21 rectifié bis et n° 172**, (Réseaux d'éducation prioritaire - Affectation d'enseignants expérimentés) : p. 6707 - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 625-2 [nouveau] du code de l'éducation - Formation initiale continuée) : p. 6709 - **Article 13 bis (supprimé)** (Rapport sur la généralisation d'une visite médicale obligatoire pour les personnels d'éducation) : p. 6710 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 205 rectifié bis** (Personnel de l'Éducation nationale - Mise en place d'un service de médecine du travail) : p. 6710 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 916-1 du code de l'éducation - Élargissement des missions pouvant être confiées à des assistants d'éducation préparant les concours de l'enseignement ou de l'éducation) : p. 6711 p. 6712 p. 6715 p. 6716 p. 6717 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 450 rectifié** (Recrutement d'assistants d'éducation - Assouplissement) : p. 6717 - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 912-1-2 du code de l'éducation - Obligation de formation continue) : p. 6718 - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 912-5 [nouveau] du code de l'éducation - Contrat de mission) : p. 6720 p. 6721 - **Article 14 quater (nouveau)** (art. L. 421-3 du code de l'éducation - Association du chef

d'établissement aux décisions d'affectation) : p. 6722 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 174** (Missions des personnels psychologues de l'Éducation nationale - Inscription dans la partie législative du code de l'éducation) : p. 6723 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Conseil académique restreint présidé par le président de l'université) : p. 6723 - **Article 16 bis** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Travail en équipe des personnels médico-sociaux de l'éducation nationale) : p. 6724 - **Article 16 ter** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Droit de prescription des médecins scolaires) : p. 6725 - **Article 17 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code de l'éducation pour tenir compte de la réorganisation des services académiques) : p. 6727 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code de l'éducation pour simplifier l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Éducation nationale) : p. 6728 - **Article 18 ter (nouveau)** (art. L. 421-3 du code de l'éducation et art. 39 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école - Présidence du conseil d'administration par une personnalité extérieure) : p. 6729 - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 531-4 du code de l'éducation - Modalités de versement des bourses de lycée) : p. 6730 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 111 rectifié bis** (Accès à la restauration scolaire dans la limite du nombre de places disponibles) : p. 6731 - **Article 21 bis (nouveau)** (Dérogation à certaines règles en matière de construction et de commande publique pour la construction d'écoles en Guyane et à Mayotte) : p. 6732 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 468** (Application de certains articles - Application à Wallis et Futuna) : p. 6732 - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à réviser par ordonnance les dispositions législatives du code de l'éducation particulières à l'outre-mer) : p. 6733 p. 6734 - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 421-6 du code de l'éducation - Actions de formation par apprentissage dans les lycées privés sous contrat) : p. 6734 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 348 rectifié** (Taux d'encadrement minimal pour l'accueil des élèves pendant les temps de pauses - Fixation par décret en Conseil d'État) : p. 6735 - **Article 24 bis (supprimé)** (Rapport sur l'état du bâti des écoles de Marseille) : p. 6736 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 240 rectifié** (Risques sanitaires liés à l'exposition à l'amiante et aux polluants de l'air intérieur - Rapport au Parlement) : p. 6737 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 464 rectifié** (Défis du changement climatique - Adaptation des bâtiments scolaires) : p. 6737 - **Article 25** (Entrée en vigueur) : p. 6738 p. 6739 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6739 p. 6740

- Suite de la discussion (21 mai 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 6769

- Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel - (28 mai 2019) : p. 7640 p. 7641 p. 7642 p. 7643 p. 7644 p. 7645 p. 7646 p. 7647 p. 7648 p. 7649 p. 7650 p. 7651

- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10836 p. 10837 - **Article 4 bis** (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 10863 - **Article 11** (intitulés du titre II du livre VII et des chapitres Ier et II du titre II du livre VII et art. L. 683-2-1, L. 713-1, L. 718-8, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 722-1, L. 722-16, L. 722-17, L. 773-3-1, L. 774-3-1, L. 912-1-2 et L. 932-3 du code de l'éducation et art. L. 3321-1, L. 3664-1, L. 4425-29, L. 71-113-3, et L. 72-103-2 du code général des collectivités territoriales) : p. 10863 - **Article 15** (chapitre VIII du titre Ier du livre IX et article L. 918-1 [nouveaux] du code de l'éducation - Dérogations au statut général de la fonction publique concernant certains corps de l'éducation nationale) : p. 10863

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise dans l'éducation nationale** - (9 octobre 2019) : p. 12935

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision du Conseil constitutionnel sur la gratuité dans l'enseignement supérieur public (I)** - (16 octobre 2019) : p. 13267 p. 13268

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le port du voile** - (16 octobre 2019) : p. 13269 p. 13270

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision du Conseil constitutionnel sur la gratuité dans l'enseignement supérieur public (II)** - (16 octobre 2019) : p. 13275

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14664 p. 14665 p. 14666 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14668 - **Discussion générale** : p. 14674 p. 14679 - **Article 1er (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs))** : p. 14687 p. 14688 p. 14689 p. 14691 p. 14694 p. 14697 - **Article 2 (nouveau) (Application de la loi aux îles Wallis et Futuna)** : p. 14698 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 14698 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14700

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation de colloques dans les universités** - (30 octobre 2019) : p. 14763

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annulations forcées de colloques dans les enceintes universitaires sous la pression de groupes activistes** - (30 octobre 2019) : p. 14764

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dernières évaluations nationales en CP et CE1** - (6 novembre 2019) : p. 14878

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éducation en zone rurale** - (6 novembre 2019) : p. 14885

- **Question orale sans débat relative à la situation des lycéens sportifs de haut niveau et le nouveau baccalauréat** - (12 novembre 2019) : p. 15084

- **Question orale sans débat sur la situation de nombreux accompagnants d'élèves en situation de handicap** - (12 novembre 2019) : p. 15085

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16900 - **État B** : p. 16904 p. 16905 p. 16906 p. 16908 p. 16909 p. 16910 p. 16912 p. 16914 - **Article 76 septies (nouveau) (Demande de transmission d'un rapport portant sur le recrutement des enseignants contractuels)** : p. 16914

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une école de la confiance (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création d'un Centre national de la musique (24 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle le 13 février 2019.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de Mme Marie-Louise Kuntz, vice-présidente du conseil départemental de la Moselle, et M. Ludovic Maréchal, adjoint au sous-directeur de l'aide sociale à l'enfance du conseil départemental de la Moselle, représentant l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale (DGCS).

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Guillaume Poitrinal, président de la Fondation du patrimoine.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Alain Christnacht, président de la commission nationale chargée de conseiller les évêques dans l'évaluation des situations de prêtres ayant commis des actes répréhensibles, Mme Annick Feltz, magistrate honoraire, MM. Jean-Marc Sauvé, président, et Alain Cordier, membre de la

commission d'enquête indépendante sur les abus sexuels sur mineurs commis au sein de l'Église catholique.

(*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Dépôt d'une proposition de résolution.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition des représentants de la Conférence des évêques de France : Mgr Olivier Ribadeau Dumas, secrétaire général et porte-parole, Mgr Luc Crépy, évêque du Puy-en-Velay, président de la Cellule permanente de lutte contre la pédophilie, et Mme Ségolaine Moog, déléguée pour la lutte contre la pédophilie.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur les conservatoires, en présence de Mme Sylvie Tarsot-Gillery, directrice générale de la création artistique du ministère de la culture, de MM. Bertrand Munin, sous-directeur de la diffusion artistique et des publics, Maxime Leschiera, président de l'association Conservatoires de France, de Mmes Isabelle Vincent, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), Martine Mabboux, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoires et écoles de musique, de danse et de théâtre (FNAPEC), et Marie-Claude Valette, vice-présidente.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, présidente de la délégation à la communication et à Public Sénat.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Fabienne Servan-Schreiber, présidente, et Anne-Sarah Kertudo, directrice, de l'association Droit Pluriel.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Frédérique Jossinet, directrice du football féminin et de la féminisation à la Fédération française de football.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de la culture et de la communication.

Parcoursup et frais différenciés d'inscription à l'université pour les étudiants extracommunautaires - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France, sur le plan stratégique « Radio France 2022 : une nouvelle ambition de service public ».

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une école de la confiance.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le Plan national d'action visant à éradiquer les mutilations sexuelles féminines.

Échange de vues sur le programme de travail de la délégation pour la session 2019-2020.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de M. Yves Lyon-Caen, président de la Fédération des industries nautiques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - 4e partie de session ordinaire de l'APCE du 30 septembre au 4 octobre 2019 - Communication de Mme Nicole Durantou.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouveaux territoires du sport - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences faites aux femmes dans les territoires en crise et les zones de conflits.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hommage à Jean-Claude Carle.

(*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup** » - (16 janvier 2019) : p. 73 p. 77 p. 78

- **Question orale sans débat sur la prise en compte de l'enseignement des langues régionales au lycée** - (12 février 2019) : p. 1079

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3109 p. 3110 p. 3119

- **Question orale sans débat sur l'éolien flottant** - (14 mai 2019) : p. 6335

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6352 - **Article 1er bis C (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - Droit de vivre une scolarité sans harcèlement scolaire)** : p. 6408

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 422 rectifié (Semaine de la citoyenneté - Introduction)** : p. 6433 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis (Mixité sociale - Établissements privés sous contrat)** : p. 6444 p. 6445 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction)** : p. 6462 p. 6464 p. 6465 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 479 rectifié ter (Seuil maximal de 24 élèves par classe de l'école maternelle - Rapport au Gouvernement)** : p. 6469 - **Article 2 ter (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Visite médicale des enfants de 3-4 ans)** : p. 6474 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 274 rectifié (Politique de santé scolaire - Rapport au Parlement)** : p. 6476 - **Article 3 (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du**

28 février 2017 - *Coordonnations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction*) : p. 6480

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 5** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille) : p. 6555 - **Article 5 bis C (nouveau)** (art. L. 131-6 du code de l'éducation - Recours aux données des services fiscaux pour le contrôle de l'obligation scolaire) : p. 6560 - **Article 5 quinquies** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6569 p. 6573 - **Article 5 sexies** (art. L. 212-4, L. 213-2, L. 214-6 du code de l'éducation, art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des recommandations pour une école inclusive de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement) : p. 6586 - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis** (Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements) : p. 6590 - **Article 5 octies (supprimé)** (Rapport annuel du Gouvernement sur le handicap) : p. 6590

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 373 rectifié** (Scolarisation en classe bilingue publique hors commune - Prise en charge du forfait scolaire par la commune de résidence) : p. 6643 p. 6645 - **Article 6 ter A (nouveau)** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Participation financière d'une commune dont des enfants sont scolarisés dans une école privée sous contrat d'une autre commune dispensant un enseignement de langue régionale) : p. 6646 - **Article 6 ter** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prerogatives du directeur d'école) : p. 6651 - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6656

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 2** (Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 7485 - **Article 5** (Majoration du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués par les particuliers dans le cadre de la souscription) : p. 7508 - **Article 7** (Modalités de contrôle de l'emploi des fonds recueillis dans le cadre de la souscription nationale) : p. 7516 - **Article 8** (Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier) : p. 7521

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7645

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10957 - **Article 1er** (Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale) : p. 10965 p. 10974 p. 10975

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11080 - **Article 8** (Création d'un établissement public chargé de la conservation et de la restauration de Notre-Dame) : p. 11097 p. 11098 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11105

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er bis B** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - Création d'un budget carbone relatif au transport intrnational) : p. 11430 - **Article additionnel après l'article 1er bis B - Amendement n° 176** (Entreprise de commerce en ligne - Tarif de livraison minimum) : p. 11431

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire [n° 725 (2018-2019)]** - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13278 p. 13285

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14935

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la précarité étudiante (II)** - (13 novembre 2019) : p. 15184

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16898

Culture

- (5 décembre 2019) : p. 17945 p. 17946 - **État B** : p. 17951

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Colombie : une paix encore fragile [n° 548 (2018-2019)] (5 juin 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes [n° 560 (2018-2019)] (11 juin 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)] (11 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Lanceurs spatiaux : restaurer l'ambition spatiale européenne [n° 131 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Défense : Préparation et emploi des forces [n° 142 tome 6 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Dominique Dhumeaux, président de l'AMR72, maire de la commune Fercé-sur-Sarthe, sur les questions relatives aux collectivités territoriales et à la décentralisation évoquées dans les « cahiers de doléances » réunis par l'Association des maires ruraux de France (AMRF) dans le contexte du mouvement des « gilets jaunes ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA).

Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de représentants de l'Association des ingénieurs territoriaux de France et du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, des textes récents en matière de simplification des normes.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Situation en Afghanistan - Audition de M. Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à l'Université Paris 1.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberattaque de la plateforme ARIANE du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement, sur l'application du principe « 2 normes retirées pour 1 norme créée ».

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense au ministère des armées.

Intervention des forces armées françaises au Tchad - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Benoît Brocart, préfet de Vendée, et Laurent Touvet, préfet du Haut-Rhin, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, du décret n° 2017-1845 du 29 décembre 2017 relatif au pouvoir de dérogation aux normes des préfets.

Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, sur la politique de communication du Sénat.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi d'orientation et de programmation sur la solidarité internationale - Audition conjointe d'ONG d'aide au développement (Coordination Sud, CCFD Terre solidaire, Action Santé mondiale, Plan international France, La Chaîne de l'Espoir).

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne, en présence du groupe interparlementaire d'amitié France-Allemagne.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (CAMO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur la politique de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France sur la relation franco-allemande.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Lluansi, délégué aux territoires d'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales : « Quelle approche pour accélérer le développement des territoires d'industrie ? ».

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Antoine Lefèvre et Mme Patricia Schillinger « Mieux associer les élus municipaux à la gouvernance des intercommunalités : valoriser les bonnes pratiques ».

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Rémy Rioux, candidat proposé par le Président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement.

Exportations d'armement - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition d'experts sur « Les collectivités territoriales, leviers de développement pour les territoires ruraux ? ».

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Émergence de la Colombie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Mathieu Darnaud « Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes ».

Questions diverses.

Réunion du lundi 17 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion plénière « hors les murs » à Mâcon.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Le patrimoine historique et culturel des collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des maires dans l'exercice de leur mandat - Audition de M. Jean-Marie Bockel, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Saurat, secrétaire générale pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de Mme Josiane Costes sur les conclusions du rapport « Contribution du transport aérien au désenclavement et à la cohésion des territoires ».

Table ronde avec l'association France urbaine (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes), sur l'actualité et les enjeux des métropoles et des pôles urbains.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur la fonction publique territoriale et sur les finances locales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Eric Morvan, directeur général de la police nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de MM. Emmanuel Razavi, fondateur et directeur de GlobalGeoNews, et Alexandre del Valle, géopolitologue, consultant et essayiste.

Réunion du jeudi 19 décembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités territoriales ? ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 186

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation** - (5 février 2019) : p. 783

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1106

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 5064 p. 5074 p. 5078 p. 5081

- **Question d'actualité au Gouvernement sur General Electric** - (4 avril 2019) : p. 5162

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)] (suite)** - (4 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement**

n° 107 rectifié ter (*Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental*) : p. 5195 - **Article 8** (*Composition du conseil départemental d'Alsace*) : p. 5206 - **Article 10** (*Habilitation à légiférer par ordonnances dans le domaine routier*) : p. 5210 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5211

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5498

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise dans le Golfe** - (20 juin 2019) : p. 9543

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 1er** (*chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction*) : p. 9798

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12848 - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12884 p. 12894

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12991

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13221

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13370

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14608 p. 14613

- **Débat sur le thème : « Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement », sur les conclusions du rapport : Donner des armes à l'acier français, accompagner la mutation d'une filière stratégique** - (30 octobre 2019) : p. 14785

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'OTAN** - (13 novembre 2019) : p. 15181

- **Débat sur la situation et le rôle de l'OTAN et sur la place de la France en son sein** - (12 décembre 2019) : p. 21724 p. 21725

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21200

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
 CRCE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 140 tome 3 annexe 29 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Dette des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des finances*) : Relations financières entre l'État et la sécurité sociale - Audition de MM. Christian Charpy, conseiller maître à la Cour des comptes, et Julien Dubertret, inspecteur général des finances.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle de la recevabilité financière des amendements et des propositions de loi - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Audition commune de MM. Boris Cournède, chef-adjoint de la division des finances publiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Michel Didier, président du comité de direction de Rexecode, Jonathan Goupille-Lebret, chercheur en économie à l'École normale supérieure de Lyon, et Luc Jaillais, co-président de la commission fiscalité du patrimoine de l'Institut des avocats conseils fiscaux (IACF).

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Audition commune de MM. Giuseppe de Martino, président de l'association des services internet communautaires (ASIC), Julien Pellefigue, économiste, associé au cabinet Taj, Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, et François Soulmagnon, directeur général de l'association française des entreprises privées (AFEP).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des finances*) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Danemark, en Suède et en Estonie - Compte rendu.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Missions « Santé » et « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sources de financement du logement social - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Inspection du travail - Communication.

Contrôle budgétaire - Mobilisation des financements régionaux en faveur de la recherche - Communication.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérard

Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

(*commission des finances*) : Évaluation de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Communication.

Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Suites données aux rapports sur la modernisation de la navigation aérienne et sur la compétitivité du transport aérien - Communication.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 78 octodécies à 78 vicies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 29 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 73 A), mission « Aide publique au développement » et compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers » (et article 73 D), mission « Santé » (et articles 78 duodécies à sexdécies), mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 78 octodécies à 78 vicies), mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 76 sexdécies et 76 septdécies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 118

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (31 janvier 2019) - **Article 21** (*art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie*) : p. 655

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52 bis A** (*Déploiement expérimental de réseaux et d'infrastructures électriques intelligents*) : p. 863 - **Article 53** (art. 1er A, 1er, 2 et 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Augmentation du nombre de représentants de l'Etat au conseil d'administration de l'établissement public Bpifrance) : p. 870
- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (*Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes*) : p. 963 p. 964 p. 965 - **Article 62** (art. L. 225-27-1 du code de commerce, art. L. 114-16 et L. 114-16-2 [nouveaux] du code de la mutualité - Administrateurs salariés dans les grandes entreprises et dans les organismes régis par le code de la mutualité) : p. 976
- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2891
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (28 mars 2019) - **Article 37** (*quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental*) : p. 3731 - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3748
- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5904
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien des crédits d'impôts, CICE et CIR** - (30 avril 2019) : p. 5944
- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6228 p. 6232 p. 6234
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7816
- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 2 bis [nouveau], 3, 4, 4 bis [nouveau], 6 et 104 du Règlement - Opérations de renouvellement des instances du Sénat : Bureau d'âge, Bureau définitif et remplacements en cas de vacances) : p. 9267
- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 250** (« Pantouflage » - Limitation) : p. 9675
- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11176
- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXIe siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14454
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16707 p. 16708 - **Article additionnel avant le titre 1er - Amendements n° 1 rectifié bis et n° 2 rectifié bis** (*Périmètre d'intérêt général (PIG) - Metaleurop Nord - Taxe foncière - Abattement - Compensation*) : p. 16718 - **Article 5 et état B annexé** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 16739 p. 16747 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 6 et n° 3** (*Privatisation - Campagne de promotion - Conditions*) : p. 16751
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'engagement et la proximité** - (20 novembre 2019) : p. 15868
- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**
Discussion générale :
 - (21 novembre 2019) : p. 15945 p. 15946 p. 15947 p. 15954
Première partie :
 - (22 novembre 2019) - **Demande de réserve et de priorité** : p. 15993 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1059 rectifié** (*Premiers mètres cube d'eau - Usage domestique - Exonération de TVA*) : p. 15997 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1051** (*Taux réduit de TVA - Diminution*) : p. 16002 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1055** (*Protection contre l'incontinence urinaire - TVA - Diminution*) : p. 16003 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendements n° I-364 rectifié bis, n° I-414 rectifié ter, n° I-483 rectifié ter, n° I-493 rectifié et n° I-1061** (*Bois énergie de qualité, labellisé - Taux de TVA réduit*) : p. 16009 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1070** (*Services de transports de voyageurs - Taux réduit de TVA*) : p. 16014 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (*Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression*) : p. 16015 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1052 rectifié** (*Produits de luxe - Taux de TVA « supérieur » - Instauration*) : p. 16025 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1053** (*Produits de protection hygiénique féminine - Taux minimal de TVA*) : p. 16025 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1062 rectifié** (*Impôt sur les sociétés - Tranches progressives - Instauration*) : p. 16027 - **Article 11 (priorité)** (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises) : p. 16031 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1063** (*Multinationales - Bénéfices réalisés en France - Imposition*) : p. 16056 - **Article additionnel après l'article 13 septies (priorité) - Amendements n° I-547 rectifié bis et n° I-1065 rectifié** (*Exonération partielle d'impôt sur les plus values à long terme sur la cession de filiales et de titres de participation dite « Niche Copé » - Suppression*) : p. 16084 - **Article 6 (précédemment réservé)** (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre 1er, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre 1er et chapitre IV du titre 1er de la deuxième partie du livre 1er, chapitre 1er et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre 1er, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16103 p. 16108
- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code

général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019 : p. 16124 p. 16126 p. 16129 p. 16134 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression)** : p. 16142 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1016 (« Niches fiscales » - Plafonnement)** : p. 16146 p. 16147 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1018 (ISF - Rétablissement)** : p. 16191 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-745 et n° I-1015 (Prélèvement forfaitaire unique (« flat tax ») - Suppression)** : p. 16191 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1014 rectifié (Prélèvement forfaitaire unique - Clause anti-abus - Instauration)** : p. 16208 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1039 rectifié (Droit de partage - Suppression)** : p. 16232 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-635 rectifié bis (Séparation de conjoints - Droit de partage - Abaissement)** : p. 16233 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1073 rectifié (Assurance-vie - Transmission en exonération totale - Limitation)** : p. 16243 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-543 rectifié bis et n° I-1079 rectifié (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation)** : p. 16244 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-537 rectifié et n° I-1100 (« Exit tax » - Rétablissement)** : p. 16252 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1019 (Taxe exceptionnelle sur les hauts revenus - Rétablissement)** : p. 16253 - **Article 5 (précédemment réservé) (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code de l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales)** : p. 16292 p. 16294 p. 16306 - **Article 7 (précédemment réservé) (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces)** : p. 16324 p. 16329

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 4 (précédemment réservé) (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes)** : p. 16428 p. 16439 p. 16447 p. 16462 p. 16463

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article 26 (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)** : p. 16615 - **Article 27 (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions**

judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16632 p. 16636 - **Article 31 (Diminution du tarif de la contribution à l'audiovisuel public, actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public)** : p. 16643 - **Article 35 (Relations financières entre l'État et la sécurité sociale)** : p. 16649 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 16673 p. 16674

Seconde partie :

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17101 - **État B** : p. 17111 p. 17113 p. 17116 p. 17119 - **Article 78 octodécies (nouveau) (Droits en faveur des Chibanis)** : p. 17122

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17585

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17595

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17599 p. 17603 p. 17605 p. 17610

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-122 rectifié bis (Biens loués par bail à long terme - Baux cessibles - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) - Exonération partielle)** : p. 18069

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18388 p. 18389 p. 18390

- **Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21972

BONFANTI-DOSSAT (Christine)
sénateur (Lot-et-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis rapporteure le 17 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (sida) et des hépatites virales chroniques le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dispositifs médicaux - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Emploi des seniors - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Éric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie politique à l'université de Rouen.

Audition de M. Denis Merville, président, et Mme Véronique Delmas, directrice d'ATMO Normandie.

Audition de M. Yves Blein, président de l'Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (Amaris).

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé, directrice de recherche honoraire à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale, M. Martial Mettendorff, directeur général adjoint de Santé publique France, et M. Sébastien Denys, directeur santé-environnement-travail.

Audition de Mme Marie-Christine Prémartin, directrice exécutive de l'expertise et des programmes, et de M. Patrice Philippe, chef du service sites et sols pollués de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Corinne Lepage, avocate spécialiste du droit de l'environnement.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Éric Herbet, président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin, Alain Lucas, vice-président de la communauté Bray-Eawy, et Christian Roussel, président de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle.

Audition de MM. Patrice Liogier, secrétaire général, et Julien Jacquet-Francillon, secrétaire général adjoint, syndicat national des ingénieurs inspecteurs des mines, Julien Boeldieu et Mme Valérie Labatut, syndicat national des inspecteurs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (SNTEFP-CGT), et M. David Romieux, Fédération nationale de l'équipement et de l'environnement, représentant la CGT Dreal Normandie.

Audition de MM. Yvon Robert, maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie, Cyrille Moreau, vice-président chargé de l'environnement, et Frédéric Althabe, directeur général des services.

Audition de représentants des syndicats des personnels de l'industrie chimique.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Patrick Berg, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

Audition de M. Pierre-André Durand, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. André-Claude Lacoste, président de l'Institut pour une culture de sécurité industrielle (ICSI).

Audition de M. Raymond Cointe, directeur général de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Audition de MM. Roger Genet, directeur général, Gilles Salvat, directeur général adjoint, et Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition des associations de protection de l'environnement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme

Christine Gardel, directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques (DGPR) au sein du ministère de la transition écologique et solidaire.

Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, et Olivier Gupta, directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Jérôme Bertin, directeur général de France Victimes, et David Delaunay, directeur général de l'association d'aide aux victimes et d'information sur les problèmes pénaux (Avipp76).

Audition de Mme Émilie Counil, chargée de recherche à l'institut national d'études démographiques (INED).

Audition de Mme Magali Smets, directrice générale, M. Philippe Prudhon, directeur des affaires techniques de France chimie et de Mme Muryelle Angot-Lebey, déléguée générale de France chimie).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 96

- **Question orale sans débat sur le projet de réalisation du lac de Caussade** - (22 janvier 2019) : p. 167 p. 168

- **Question orale sans débat sur la suspension du financement de la formation des artisans** - (19 mars 2019) : p. 3134 p. 3135

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien de l'ordre lors des manifestations** - (21 mars 2019) : p. 3393

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code*

de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie) : p. 7727 p. 7728

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 140 rectifié bis** (*Étudiants en médecine - Stage - Masseurs kinésithérapeutes - Augmentation de la patientèle*) : p. 7834

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7 ter A (nouveau)** (*art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité de désignation d'un infirmier référent*) : p. 7990 - **Article additionnel après l'article 7 septies - Amendements n° 54, n° 136 rectifié et n° 413 rectifié bis** (*Suppression de l'inscription de l'exercice en pratique avancée dans un cadre coordonné par le médecin traitant*) : p. 8012 p. 8013

- **Question orale sans débat sur les travaux routiers dans le Lot-et-Garonne** - (16 juillet 2019) : p. 11226 p. 11227

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux forces de sécurité** - (2 octobre 2019) : p. 12759

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12891

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (*Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression*) : p. 15214

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15271 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (*Bières fortes - Taxation spécifique*) : p. 15286

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 699 (2017-2018)] visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 546 (2018-2019)] (5 juin 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 23 (2018-2019)] tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 741 (2018-2019)] (25 septembre 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de représentants de l'Association des ingénieurs territoriaux de France et du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, des textes récents en matière de simplification des normes.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Benoît Brocart, préfet de Vendée, et Laurent Touvet, préfet du Haut-Rhin, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, du décret n° 2017-1845 du 29 décembre 2017 relatif au pouvoir de dérogation aux normes des préfets.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de

l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits sur son rapport annuel d'activité pour 2018.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de l'UNSA.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice, garde des sceaux.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi et proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Audition de MM. Michel Badré et Dominique Gillier, membres du Conseil économique social et environnemental, auteurs du rapport « Fractures et transitions : réconcilier la France ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa, médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de Mme Elisabeth Borne,

ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la thanatopraxie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Menaces et agressions auxquelles sont confrontés les maires - Communication.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen, en deuxième lecture, du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre - Examen de la recevabilité.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi, tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités

» - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 26

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 40

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 87

- **Proposition de loi relative à l'aménagement de permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 254 p. 256 - **Article unique** : p. 262

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Question préalable** : p. 384 - **Article 5 quater** (*art. L. 121-4 du code de commerce - Obligation de déclaration du conjoint du chef d'entreprise*) : p. 439 - **Article 6** (*art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs*) : p. 448

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13** (*art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 553 - **Article 13 bis A (supprimé)** (*art. 5-1 à 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Généralisation des chambres de métiers et de l'artisanat de région et suppression des chambres régionales, des chambres*

départementales et des chambres interdépartementales de métiers et de l'artisanat) : p. 562

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 515-2 [nouveau], L. 611-2, L. 612-14, L. 612-15 et L. 811-1-1 du code de la propriété intellectuelle - Modernisation du certificat d'utilité) : p. 751 p. 752 - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 790 p. 793 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 901 rectifié** (La Française des Jeux - Fiscalité - Modification) : p. 840 p. 841

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Question préalable** : p. 1116

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** : p. 2416 - **Article 1er** (section 2 du titre Ier, art. 6-1 et 6-2 [nouveaux] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Reconnaissance de la contribution de la Polynésie française à la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense de la Nation) : p. 2419

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 293 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 294 (2018-2019)**.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 298 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2451 p. 2452 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2455 - **Discussion générale** : p. 2457 p. 2458 p. 2460

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2468

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-3 du code des transports - Critères de désenclavement des territoires) : p. 2588 - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 [nouveau] du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires) : p. 2591 p. 2592

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2601

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Article 2** (Mise à disposition des données essentielles de l'organisme gérant la liste d'opposition au démarchage téléphonique en open data) : p. 2675

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2743

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2965 - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 78-2-5 [nouveau] du code de

procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique) : p. 2968 p. 2969 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation) : p. 2984 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2994 p. 2996

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3057 p. 3058

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3093

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3105

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L.1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3324 p. 3327 p. 3328 p. 3332 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42 rectifié** (Utilisation d'un mode de transport actif - Droit reconnu à chaque personne) : p. 3354 p. 3355

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Marseille** - (26 mars 2019) : p. 3531

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3550 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié** (Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité) : p. 3560 p. 3562 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3569 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (Usage du vélo - Enseignement obligatoire) : p. 3577 p. 3579 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 46 rectifié** (Vol, recel et revente illicite de cycles - Rapport au Parlement) : p. 3587 - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 228-2 du code de l'environnement - Création d'itinéraires cyclables sur les voies interurbaines) : p. 3590

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3631 p. 3633

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 3860 - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3869

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5045

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5183

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des**

chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)] - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019)** : p. 5449 p. 5452 p. 5454 - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5522 p. 5524 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 27 rectifié** (Inventaire national du patrimoine géologique) : p. 5526

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019)**.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 449 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6198

- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6235

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6241 p. 6242 p. 6252 p. 6253 - **Article 8 (nouveau)** (art. 54 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Abrogation des dispositions prévoyant l'élection des conseillers métropolitains au suffrage universel direct) : p. 6259 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9** (Conférences territoriales des maires - Renforcement de leur fréquence de réunion) : p. 6267 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 15 rectifié bis** (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Transparence - Établissement d'une feuille de route) : p. 6269

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6277

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (École de la confiance) : p. 6361 p. 6367 p. 6373

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 331 rectifié** (Programmes scolaires - Apprentissage du codage informatique) : p. 6429 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 422 rectifié** (Semaine de la citoyenneté - Introduction) : p. 6434 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (Éducation à la nature et au développement durable) : p. 6441 p. 6442 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis** (Mixité sociale - Établissements privés sous contrat) : p. 6445

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6522 p. 6525 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 6526 p. 6527 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1** (Parlement européen - Mode de répartition des sièges) : p. 6527 p. 6528 - **Article unique** (Texte non modifié par la commission) : p. 6530

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le clip du rappeur Nick Conrad** - (21 mai 2019) : p. 6777 p. 6778

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 485 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2018-2019) : p. 7334

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 484 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 485 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Article 1er** (Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse) : p. 7362

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 9 (supprimé)** (Habilitation à déroger pour faciliter la réalisation de la restauration de Notre-Dame de Paris) : p. 7533

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7627

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7639

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9148

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9163 - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9177 p. 9178 - **Article 3** (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat) : p. 9189 p. 9190 p. 9191 p. 9193

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9217 p. 9220 p. 9221 p. 9224 - **Article 1er** (Médiateur territorial - Institution - Modalités de saisine) : p. 9226 p. 9227 p. 9228 p. 9229 - **Article 2** (Disponibilité des candidats et des élus salariés ou agents publics) : p. 9230 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 9230

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9262

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9330

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9477 p. 9478

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en application de l'article 44 de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire** - (4 juillet 2019) : p. 10880

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le réseau de la Direction générale des finances publiques** - (4 juillet 2019) : p. 10881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la canicule** - (4 juillet 2019) : p. 10886

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article**

1er (supprimé) (art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable) : p. 10913 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations) : p. 10917 p. 10918 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 37 rectifié** (Associations culturelles - Dons par SMS - Suppression) : p. 10937 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA) : p. 10939 p. 10940

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11082 p. 11084

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le baladin des noisettes** - (16 juillet 2019) : p. 11254 p. 11255

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11471 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 147 et n° 276** (Extinction des publicités lumineuses la nuit) : p. 11476

- **Proposition de loi relative à la Polynésie française [n° 681 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12210

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 2** (Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques) : p. 12447 p. 12448 - **Article 3** (Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri) : p. 12451

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 5** (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires) : p. 12527 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 173 rectifié** (Vente en vrac en libre-service - Définition) : p. 12530 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 120** (Incitation à la vente en vrac en grande surface - Levier de la TVA - Produits alimentaires et non alimentaires) : p. 12532 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis** (Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation ») : p. 12536

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13712 p. 13717 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 1 rectifié et n° 3 rectifié ter** (Intrusion dans un bâtiment agricole - Infraction spécifique - Instauration) : p. 13723 - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - Élargissement de la répression du délit d'entrave) : p. 13725 p. 13729

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit de la sécurité sociale** - (2 octobre 2019) : p. 12758

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des Français de l'étranger** - (2 octobre 2019) : p. 12764

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12806

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8

octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12850 p. 12870 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12877 p. 12890 p. 12891 p. 12906 p. 12907 p. 12908

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) : p. 12968

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 13016 p. 13020 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13039 p. 13043 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 848 rectifié** (Conseillers municipaux - Convocations - Envoi dématérialisé) : p. 13048 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 616 rectifié** (Conseillers municipaux - Note explicative de synthèse - Mise à disposition sur une plateforme électronique sécurisée) : p. 13049 - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 5211-17-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 1636 B octies du code général des impôts - Transfert « à la carte » de compétences facultatives à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13057 p. 13058 - **Article 5** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13068 p. 13070 p. 13072 p. 13073 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal) : p. 13092 p. 13095 p. 13096 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (Zone d'activité économique - Échelon communautaire - Compétence) : p. 13101 p. 13102 p. 13103 - **Article 8** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de révision sexennale du schéma départemental de la coopération intercommunale) : p. 13109 p. 13110 p. 13111

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter** (Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique) : p. 13194

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article 15** (art. L. 2212-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Attribution au maire du pouvoir de dresser des amendes administratives) : p. 13300 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité) : p. 13315 p. 13317

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13389 p. 13390 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 787 rectifié** (Conséquences de la suppression du principe de territorialisation des demandes de cartes d'identité - Rapport au Parlement) : p. 13402 - **Article 20** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - « Rescrit » du préfet) : p. 13403 p. 13405 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Statut de salarié protégé des élus locaux) : p. 13444 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13454

p. 13455 p. 13460 p. 13462 p. 13463 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 101 rectifié, n° 137 rectifié, n° 155, n° 322 rectifié bis et n° 605 rectifié ter** (*Liberté de choix du mode de fiscalisation des indemnités des élus locaux - Rétablissement*) : p. 13464 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (*Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - Augmentation*) : p. 13465 - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 5211-12-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité, pour les établissements publics de coopération intercommunale de 100 000 habitants et plus, de moduler les indemnités de fonction de leurs membres) : p. 13468 - **Article 28 quater (nouveau)** (art. L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales ; art. 2 de la loi n° 2016-341 du 23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes - Régime indemnitaire des présidents et des vice-présidents des syndicats de communes et des syndicats mixtes) : p. 13469

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13526

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13544 p. 13545 p. 13547 p. 13548 - **Article 1er** (art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à caractère musical) : p. 13551 p. 13553 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Rassemblements - Pouvoirs du maire - Élargissement - Récupération des frais de services d'ordre*) : p. 13555 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Définition d'une charte d'organisation des rassemblements visés par l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure*) : p. 13556

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXIe siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14448

- **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14502 p. 14506

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14682 p. 14685 p. 14692

- **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14711

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire (I)** - (30 octobre 2019) : p. 14761

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (30 octobre 2019) : p. 14769

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14843

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Chanteloup-les-Vignes** - (6 novembre 2019) : p. 14876

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14917 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14944

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15194 p. 15199 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 400 rectifié ter, n° 230 rectifié ter, n° 341 rectifié ter, n° 395 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 778 rectifié, n° 276 rectifié bis, n° 231 rectifié ter, n° 342 rectifié bis, n° 396 rectifié bis, n° 492 et n° 779 rectifié** (*Cumul de l'exonération partielle des jeunes agriculteurs avec la modulation des taux des cotisations maladie et maternité - Autorisation*) : p. 15223 p. 15224 p. 15225 - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15254 p. 15258

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (*Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive*) : p. 15279 p. 15280 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 45 rectifié bis et n° 90 rectifié** (*Bières à très haut degré d'alcool - Taxation spécifique*) : p. 15283 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (*Bières fortes - Taxation spécifique*) : p. 15284 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 83 rectifié** (*Contribution sur les boissons sucrées - Modification*) : p. 15287 p. 15288 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 89 rectifié** (*Une taxe sur les produits transformés contenant des sucres ajoutés - Instauration*) : p. 15289 p. 15291 p. 15292 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 84 rectifié** (*Taxe applicable aux sodas - Rapport au Parlement*) : p. 15293

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Article 1er** (*Instauration d'une carte Vitale biométrique*) : p. 15821 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Validité de la carte vitale - Validité des droits de son porteur - Correspondance*) : p. 15823 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (*Cartes vitales en surnombre - Causes et coûts - Rapport au Parlement*) : p. 15825

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15885 p. 15889 - **Article unique** (*Création de délégations parlementaires aux droits des enfants*) : p. 15893 p. 15894

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Question préalable** : p. 15940 p. 15943

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 26** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 16620

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16685

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) - **État B** : p. 16802 p. 16806

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16867 p. 16870

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16955

Sécurités

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16957 - **Article 78 septedecies (nouveau)** (art. L. 725-5 du code de la sécurité intérieure) : p. 16958

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16964 p. 16965 p. 16966 p. 16967 p. 16970 - **État B** : p. 16977 p. 16978

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 17000

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 17014

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17803 p. 17808

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17811 - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17848 p. 17849 - **Article 78 ter (nouveau)** (Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité) : p. 17855

Culture

- (5 décembre 2019) - **État B** : p. 17951

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (5 décembre 2019) : p. 17968

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17982 - **Article 76 terdecies (nouveau)** (Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna) : p. 17993

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18018 p. 18020 - **État B** : p. 18027 p. 18028 p. 18029

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-122 rectifié bis** (Biens loués par bail à long terme - Baux cessibles - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) - Exonération partielle) : p. 18069 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1174 rectifié bis** (Produits alimentaires - Taxe sur les dépenses publicitaires - Création) : p. 18078 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-281 rectifié et n° II-604 rectifié ter** (Communes d'implantation des éoliennes - Communes voisines - Imposition - Part communale - Partage) : p. 18079 - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendements n° II-249 rectifié, n° II-250 rectifié et n° II-1133 rectifié** (Musées associatifs - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération) : p. 18080 p. 18080 p. 18080 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-59 rectifié, n° II-922 et n° II-1140 rectifié** (Station radioélectrique 5G - IFER mobile - Exemption) : p. 18084 - **Article**

additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-923 et n° II-1183 rectifié (IFER mobile - Plafonnement) : p. 18085 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation) : p. 18089 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-392 rectifié bis** (Réseaux FTTH - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Exonération) : p. 18090 - **Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-605 rectifié bis** (Moyens de paiement dématérialisés - Coût d'utilisation - Compensation fiscale) : p. 18103 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-607 rectifié** (Achat d'un bien immobilier principal - Intérêts d'emprunt - Impôt sur le revenu - Déductibilité - Rétablissement) : p. 18109 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendements n° II-934 rectifié ter et n° II-956 rectifié bis** (Cabanes pastorales - Régime applicable en matière d'urbanisme et de fiscalité) : p. 18118 - **Article 48 quaterdecies (nouveau)** (art. 1519 F du code général des impôts - Baisse du tarif de l'IFER pour les nouvelles centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque) : p. 18124 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-1167 rectifié et n° II-1185 rectifié bis** (Parcs photovoltaïques - Fiscalité) : p. 18126 p. 18126 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-602 rectifié ter et n° II-603 rectifié ter** (Installations éoliennes - Imposition forfaitaire pour les entreprises de réseaux (IFER) - Communes d'implantation - Reversement partiel) : p. 18127 p. 18128 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-395 rectifié bis, n° II-496 rectifié quinquies, n° II-1160 rectifié ter et n° II-227 rectifié quater** (Stations de transfert d'électricité par pompage (STEP) - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Exonération) : p. 18128 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-347 rectifié ter et n° II-985 rectifié** (Loi de programmation de la fiscalité écologique - Création) : p. 18129 p. 18130 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18151 p. 18155 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° II-57 rectifié ter, n° II-600 rectifié, n° II-577 rectifié, n° II-1017 rectifié ter, n° II-547 rectifié, n° II-916 rectifié et n° II-986 rectifié bis** (Entreprises agricoles - Haute valeur environnementale - Aide à la certification - Crédit d'impôt) : p. 18164 p. 18166 - **Article additionnel après l'article 50 nonies - Amendement n° II-434 rectifié ter** (Théâtres - Crédit d'impôt spectacles vivants - Extension) : p. 18180 - **Article additionnel après l'article 50 nonies - Amendements n° II-435 rectifié ter, n° II-576 et n° II-608 rectifié bis** (Spectacles d'humour - Variétés - Crédit d'impôt pour le spectacle vivant musical (CISV) - Réintégration) : p. 18181

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le CETA** - (11 décembre 2019) : p. 21662

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Article 2** (Lutte contre l'usage détourné par les mineurs du protoxyde d'azote) : p. 21679 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21681 p. 21683

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21732

BONNE (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis secrétaire le 24 octobre 2019.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique du 10 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le 13 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique jusqu'au 6 février 2019.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Diminuer le reste à charge des personnes âgées dépendantes : c'est possible ! [n° 428 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberespace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Exposé général [n° 104 tome 1 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Examen des articles [n° 104 tome 2 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Tableau comparatif [n° 104 tome 3 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale (DGCS).

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition d'associations de défense de l'enfance en danger : Mmes Martine Brousse, présidente de « La voix de l'enfant », Muriel Salmona, présidente de « Mémoire traumatique et victimologie », Homayra Sellier, présidente de « Innocence en danger », Violaine Guérin, présidente, et Muguette Dini, représentante du groupe multidisciplinaire « Politique et institutions », de l'association « Stop aux violences sexuelles ».

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de l'association « La Parole libérée » : MM. François Devaux, président, Alexandre Hezez, co-fondateur de l'association, et maître Nadia Debbache, avocate au barreau de Lyon.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition des représentants de la Conférence des évêques de France : Mgr Olivier Ribadeau Dumas, secrétaire général et porte-parole, Mgr Luc Crépy, évêque du Puy-en-Velay, président de la Cellule permanente de lutte contre la pédophilie, et Mme Ségolaine Moog, déléguée pour la lutte contre la pédophilie.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3234 p. 3236

- **Question orale sans débat sur l'obligation de quitter le territoire français** - (4 juin 2019) : p. 7777 p. 7778

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7809 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7817 - **Article 4** (art. L. 632-6

et L. 634-2 du code de l'éducation - Rénovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP) : p. 7846

- Suite de la discussion (5 juin 2019) - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire) : p. 7914

- Suite de la discussion (6 juin 2019) - Article 8 (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8049 - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 261 rectifié ter (Elaboration du projet médical partagé des groupements hospitaliers de territoire - EHPAD publics - Association) : p. 8090

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la suppression des exonérations sur les services à la personne pour les seniors - (24 septembre 2019) : p. 12402

- Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité - (3 octobre 2019) : p. 12820

- Question orale sans débat relative à la ponction fiscale sur l'Agence de gestion et de développement informatique - (12 novembre 2019) : p. 15100 p. 15101

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - (12 novembre 2019) - Discussion générale : p. 15113

- Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)] - (19 novembre 2019) - Discussion générale : p. 15819

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 387 (2018-2019)] tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 448 (2018-2019)] (10 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2019 : rapport d'information de MM. Jean Bizet et Simon Soutour.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (commission des lois) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (commission des affaires européennes) : Économie, finances et fiscalité - Politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) : communication de Mme Fabienne Keller et M. Claude Raynal.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (commission des lois) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (commission des lois) : Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (commission des affaires économiques) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (commission des lois) : Audition de M. Julien Boucher, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (commission des lois) : Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôler l'application et d'évaluer les lois - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (commission des lois) : Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (commission des affaires européennes) : Présentation de la directive du 17 avril 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : communication de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (commission des affaires européennes) : Politique commerciale - Réforme de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (commission des lois) : Coopération judiciaire en matière pénale et mise en œuvre du parquet européen - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (commission des lois) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 19 septembre 2019 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Audition de Mme Irene Lozano, secrétaire d'État espagnole pour l'Espagne globale.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (commission des lois) : Sécurité des maires dans l'exercice de leur mandat - Audition de M. Jean-Marie Bockel, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (commission des lois) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Déplacement à Reykjavik à l'occasion de l'Arctic Circle - Communication du président Jean Bizet et de M. André Gattolin, vice-président.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et des membres français du Parlement européen : réforme de la politique agricole commune.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 298 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2457

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2974

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (27 mars 2019) - **Article 23** (art. L. 111-3-3 à L. 111-3-7, L. 334-4 et L. 443-13 [nouveaux] du code de l'énergie - Développement des infrastructures pour la mobilité électrique) : p. 3605

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3832

- **Question orale sans débat sur le paiement des aides de la politique agricole commune** - (9 avril 2019) : p. 5403

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5496

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 449 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6194 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié** (Règlement du Sénat - Commission d'enquête - Mission d'information - Durée) : p. 6201 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié** (Mise en œuvre des traités et conventions internationales - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Contrôle) : p. 6202

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12956

- **Question orale sans débat sur l'obtention du numéro d'enregistrement pour la collecte de la taxe de séjour** - (15 octobre 2019) : p. 13132 p. 13133

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité) : p. 13315 p. 13316 p. 13317 - **Article 15 quinquies (nouveau)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition du président de l'EPCI des agents de police municipale des communes membres) : p. 13329 - **Article additionnel après l'article 15 sexies - Amendements n° 314 rectifié bis, n° 814 rectifié et n° 853 rectifié** (Gardes champêtres - Constat d'infractions en matière de déchets - Habilitation) : p. 13330 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - « Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13342

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13567

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15883 p. 15884

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (21 novembre 2019) - **Article 36** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) : p. 15969

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-695 rectifié ter, n° I-741 rectifié ter et n° I-918 rectifié bis** (Tascom - Nouveaux établissements de stockage et de logistique fermés au public servant à la vente de biens à distance - Application) : p. 16072 p. 16073 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-224 rectifié quater** (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation - Appréciation de la collectivité (commune ou EPCI)) : p. 16078

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16951

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16966 - **État B** : p. 16977

Santé

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17085

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 196 (2019-2020)** : p. 21772 p. 21776 - **Article unique** (Tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Périmètre de l'avis des commissions parlementaires sur les nominations du Président de la République) : p. 21780

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 195 (2019-2020)**.

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21800 - **Article 1er** (art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - **Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations**) : p. 21815 p. 21816 - **Article 3** (art. 6-3 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - **Autres obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière d'information et de coopération avec les autorités**) : p. 21829 p. 21830 - **Article 4** (art. 17-3 [nouveau], 19 et 42-7 de la loi n° 86-1067 relative à

la liberté de communication ; art. 6-1 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - **Nouvelles missions du CSA : surveillance des obligations à la charge des plateformes, recommandations, pouvoirs de contrôle et de sanction ; contrôle du blocage administratif des sites terroristes ou pédopornographiques**) : p. 21834 - **Article 7** (**Observatoire de la haine en ligne**) : p. 21843 p. 21844 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 32** (**Hébergeurs - Contenus illicites - Omission de retrait - Responsabilité pénale ou civile**) : p. 21845 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21847

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis rapporteure le 17 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité le 21 novembre 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation le 16 janvier 2019 ; puis rapporteure du 22 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information sur la gestion des risques climatiques : Catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire [n° 628 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La Délégation sénatoriale aux entreprises poursuit son dialogue sur le terrain avec les entrepreneurs [n° 723 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Transports [n° 144 tome 3 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de de MM. Bertrand Labilloy, directeur général des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur du département

études techniques et réassurances publiques, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Audition de M. Robert Vautard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement - Institut Pierre-Simon Laplace des sciences de l'environnement (LSCE-IPSL).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Jean Merlet-Bonnan, avocat associé du cabinet Exème Action.

Audition de M. Stéphane Pénet, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Patrick Josse, directeur de la climatologie et des services climatiques, Sylvain Mondon, responsable du département des missions institutionnelles et Mme Alima Marie-Malikité, directrice de la communication, de Météo-France.

Audition de Mme Laure Tourjansky, cheffe du service des risques naturels et hydrauliques de la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique et solidaire.

Audition de Mme Odile Mérel, administrateur et membre du bureau et M. Christian Sanchidrian, délégué général, de l'Union nationale des associations de lutte contre les inondations (UNALCI-France-Inondations).

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Stéphane Roy, directeur des actions territoriales, et Pierre Pannet, directeur régional Hauts-de-France, du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Audition de MM. Valéry Laurent, chef du service « normalisation », et Didier Valem, chef du service « qualité-construction », et de Mmes Marina Grosjean, chargée d'études au service « assurance », et Annabelle Lavergne, membre de la direction des relations institutionnelles, de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition commune de MM. Jean-Louis Fenart, président de la Coordination rurale du Pas-de-Calais, Baptiste Gatouillat, vice-président des Jeunes Agriculteurs, et Joël Limouzin, vice-président de la FNSEA, et de Mme Cécile Muret, secrétaire nationale de la Confédération paysanne.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le

Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition commune de MM. Philippe Laurent, maire de Sceaux, secrétaire général de l'AMF, Daniel Benquet, maire de Marmande et président de Val de Garonne agglomération, membre du conseil d'administration de l'AdCF, et Lionel Quillet, vice-président du département de la Charente-Maritime, membre de l'ADF.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Daniel Laurent du déplacement de la délégation en Charente-Maritime et Charente, les 23 et 24 mai 2019.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Désignation d'un rapporteur et examen de la proposition de résolution.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Eric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie politique à l'université de Rouen.

Audition de M. Denis Merville, président, et Mme Véronique Delmas, directrice d'ATMO Normandie.

Audition de M. Yves Blein, président de l'Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (Amaris).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé, directrice de recherche honoraire à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale, M. Martial Mettendorff, directeur général adjoint de Santé publique France, et M. Sébastien Denys, directeur santé-environnement-travail.

Audition de Mme Marie-Christine Prémartin, directrice exécutive de l'expertise et des programmes, et de M. Patrice Philippe, chef du service sites et sols pollués de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Corinne Lepage, avocate spécialiste du droit de l'environnement.

Audition de Mme Delphine Batho, ancienne ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Éric Herbet, président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin, Alain Lucas, vice-président de la communauté Bray-Eawy, et Christian Roussel, président de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle.

Audition de MM. Patrice Liogier, secrétaire général, et Julien Jacquet-Francillon, secrétaire général adjoint, syndicat national des ingénieurs inspecteurs des mines, Julien Boeldieu et Mme Valérie Labatut, syndicat national des inspecteurs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (SNTEFP-CGT), et M. David Romieux, Fédération nationale de l'équipement et de l'environnement, représentant la CGT Dreal Normandie.

Audition de MM. Yvon Robert, maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie, Cyrille Moreau, vice-président chargé de l'environnement, et Frédéric Althabe, directeur général des services.

Audition de représentants des syndicats des personnels de l'industrie chimique.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Programmes « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » « Transports routiers » « Transports maritimes » « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Programmes 113, 159, 174, 181 et 217 et Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Programme 190 - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Patrick Berg, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

Audition de M. Pierre-André Durand, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime.

Audition du colonel Jean-Yves Lagalle, directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76).

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. André-Claude Lacoste, président de l'Institut pour une culture de sécurité industrielle (ICSI).

Audition de M. Raymond Cointe, directeur général de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Audition de MM. Roger Genet, directeur général, Gilles Salvat, directeur général adjoint, et Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition des associations de protection de l'environnement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Christine Gardel, directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition d'avocats spécialisés en droit de l'environnement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques (DGPR) au sein du ministère de la transition écologique et solidaire.

Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, et Olivier Gupta, directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Sylvain Schmitt, président, Normandie Logistique et Christian Boulocher, directeur général, Normandie Logistique.

Audition de Mme Émilie Counil, chargée de recherche à l'institut national d'études démographiques (INED).

Audition de Mme Magali Smets, directrice générale, M. Philippe Prudhon, directeur des affaires techniques de France chimie et de Mme Muryelle Angot-Lebey, déléguée générale de France chimie).

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Isabelle Striga, directrice générale de Lubrizol France et de MM. Laurent Bonvallet, directeur du site Lubrizol de Rouen, et Christophe Piéard, docteur en chimie analytique et environnement, manager-conseil sécurité sûreté environnement de Lubrizol France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'absence de suivi médical post-professionnel des anciens salariés de la Saft-Arts Energy** - (22 janvier 2019) : p. 159 p. 160

- **Question orale sans débat sur le projet de réalisation du lac de Caussade** - (22 janvier 2019) : p. 168

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3279 p. 3280

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 32 rectifié quater, n° 77 rectifié quinquies, n° 94 rectifié ter, n° 284 rectifié et n° 747 rectifié** (*Transports scolaires - Pré-signalisation des arrêts*) : p. 3583

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3649 p. 3651 p. 3656 p. 3657 - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 571-10-2 [nouveau] du code de l'environnement - Évaluation des nuisances sonores ferroviaires) : p. 3668

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (Éducation à la nature et au développement durable) : p. 6438

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des victimes de produits phytosanitaires** - (21 mai 2019) : p. 6771 p. 6772

- **Question orale sans débat sur la pollution des terrains de l'ancienne usine Saft du quartier Saint-Cybard d'Angoulême** - (16 juillet 2019) : p. 11228 p. 11229

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11358

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 4** (Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire) : p. 12457 p. 12459 p. 12461

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la sécurité sociale** - (2 octobre 2019) : p. 12760

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12774

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12804

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des compagnies aériennes françaises** - (23 octobre 2019) : p. 14445 p. 14446

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14728

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16827

BORIES (Pascale)
sénatrice (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 16 janvier 2019 ; secrétaire de la commission jusqu'au 15 janvier 2019.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 13 février 2019.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation le 16 janvier 2019 ; puis vice-présidente du 22 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 622 (2018-2019)] relatif à l'énergie et au climat [n° 646 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Énergie - Environnement - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Stéphane Pénet, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Patrick Josse, directeur de la climatologie et des services climatiques, Sylvain Mondon, responsable du département des missions institutionnelles et Mme Alima Marie-Malikité, directrice de la communication, de Météo-France.

Audition de Mme Laure Tourjansky, cheffe du service des risques naturels et hydrauliques de la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique et solidaire.

Audition de Mme Odile Mérel, administrateur et membre du bureau et M. Christian Sanchidrian, délégué général, de l'Union nationale des associations de lutte contre les inondations (UNALCI-France-Inondations).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Stéphane Roy, directeur des actions territoriales, et Pierre Pannet, directeur régional Hauts-de-France, du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Audition de MM. Valéry Laurent, chef du service « normalisation », et Didier Valem, chef du service « qualité-construction », et de Mmes Marina Grosjean, chargée d'études au service « assurance », et Annabelle Lavergne, membre de la direction des relations institutionnelles, de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition commune de MM. Philippe Laurent, maire de Sceaux, secrétaire général de l'AMF, Daniel Benquet, maire de Marmande et président de Val de Garonne agglomération, membre du conseil d'administration de l'AdCF, et Lionel Quillet, vice-président du département de la Charente-Maritime, membre de l'ADF.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 25 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 16 p. 17
- **Question orale sans débat sur les difficultés de fonctionnement des tribunaux d'instance et de grande instance** - (22 janvier 2019) : p. 174 p. 175
- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 423
- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros) : p. 539
- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 629
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programme financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3200
- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) : p. 3269 - **Articles additionnels après l'article 1er D - Amendements n° 713, n° 886 rectifié bis et n° 994 rectifié bis** (Infrastructures de transports - Règlementation sur la sécurité et la qualité de la construction - Rapport au Parlement) : p. 3314 p. 3315
- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3421
- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié** (Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité) : p. 3562 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (Usage du vélo - Enseignement obligatoire) : p. 3581
- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 395 rectifié** (Transformation des véhicules thermiques en véhicules électriques) : p. 3667
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er bis EA (nouveau)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire) : p. 6414
- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7648
- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11340
- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11410 - **Article 1er quater** (art. L. 311-5-7 [nouveau] du code de l'énergie - Élargissement du champ et publicité du plan stratégique d'EDF) : p. 11438 - **Article 1er octies** (Rapport remis par le Gouvernement sur les incidences positives et négatives du projet de loi de finances sur le réchauffement climatique) : p. 11442 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11446 p. 11447 p. 11448 p. 11449 p. 11450 p. 11451 p. 11452 p. 11453 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des avis du Haut Conseil pour le climat par les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, Sraddet) : p. 11453
- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article 4** (art. L. 122-1 et L. 122-3-4 du code de l'environnement - Réforme de l'autorité environnementale) : p. 11563 p. 11564 p. 11565 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 242** (Programmes soumis à évaluation environnementale - Illégalité - Régularisation - Compétences du juge administratif) : p. 11566 - **Article 4 ter** (art. L. 515-16-1 du code de l'environnement - Implantation d'installations de production d'énergie renouvelable dans le périmètre des plans de prévention des risques technologiques) : p. 11568 - **Article 4 quater (supprimé)** (art. L. 311-13 [nouveau] du code de justice administrative - Contentieux des énergies renouvelables en mer) : p. 11569 - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés) : p. 11604 - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur la contribution des plans climat-air-énergie et des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires aux politiques de transition écologique et énergétique) : p. 11649 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11654
- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis** (Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation ») : p. 12537 - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12562
- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12582
- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13539 p. 13540 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13559 p. 13561

BORNE (Élisabeth)
*ministre auprès du ministre d'État,
 ministre de la transition écologique et
 solidaire, chargée des transports
 (jusqu'au 16 juillet 2019)
 ministre de la transition écologique et
 solidaire
 (à partir du 17 juillet 2019)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2018-1135 du 12 décembre 2018 portant diverses dispositions relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire de voyageurs [n° 359 (2018-2019)] (27 février 2019) - **Société - Transports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-183 du 11 mars 2019 relative au cadre de fixation des redevances liées à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ainsi qu'à l'élaboration et à l'actualisation du contrat entre l'État et SNCF Réseau [n° 540 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 36 p. 38 p. 39 p. 40 p. 41 p. 42 p. 43 p. 44 p. 45 p. 46 p. 47

- **Question orale sans débat sur les inondations dans le département de l'Aude** - (22 janvier 2019) : p. 161

- **Question orale sans débat sur le pôle public d'éradication de l'amiante** - (22 janvier 2019) : p. 161

- **Question orale sans débat sur l'exploitation des carrières de Vingrau** - (22 janvier 2019) : p. 162

- **Question orale sans débat sur le projet de plateforme multimodale sur la Lys** - (22 janvier 2019) : p. 163

- **Question orale sans débat sur les retards de remboursement des primes à la conversion et les bonus écologiques** - (22 janvier 2019) : p. 164

- **Question orale sans débat sur les liaisons ferroviaires et la région Occitanie** - (22 janvier 2019) : p. 165

- **Question orale sans débat sur les conséquences du changement de statut de l'École française André-Malraux de Saint-Petersbourg** - (22 janvier 2019) : p. 166

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préservation des lignes ferroviaires d'aménagement du territoire** - (19 février 2019) : p. 2518

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2575 p. 2576 p. 2587 - **Article 1er** (art. L. 1111-3 du code des transports - Critères de désenclavement des territoires) : p. 2590 - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires) : p. 2591 - **Article 5** (art. L. 3221-4-1 et L. 3221-5-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Adaptation des limitations de vitesses) : p. 2593

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des lignes aériennes** - (7 mars 2019) : p. 2876

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2884 p. 2885 p. 2893 - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2897 p. 2899

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3167 p. 3168 p. 3169 - **Question préalable** : p. 3176 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3194 p. 3195 p. 3196 p. 3197 p. 3198 p. 3199 p. 3200 p. 3201 p. 3202 p. 3203 p. 3204 p. 3205 p. 3206 p. 3207 p. 3208 - **Rapport annexé** : p. 3213 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3215 p. 3216 p. 3217 p. 3218 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3219 p. 3220 p. 3221 p. 3222 p. 3223 p. 3226 p. 3227 p. 3228 p. 3230 p. 3232 p. 3233 p. 3234 p. 3235 p. 3237 p. 3238 p. 3239 p. 3240 p. 3241 p. 3242 p. 3243 p. 3244 p. 3245 p. 3246 p. 3247 p. 3248 p. 3249 p. 3250

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3262 p. 3263 p. 3264 p. 3265 p. 3267 p. 3269 p. 3271 p. 3273 p. 3274 p. 3276 p. 3278 p. 3279 p. 3280 p. 3281 p. 3282 p. 3284 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 108** (Secteur des transports - État des lieux des exonérations fiscales - Rapport au Parlement) : p. 3286 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 391 rectifié ter** (Projet d'aménagement des voies d'accès de l'axe ferroviaire de liaison européenne Lyon-Turin entre Lyon et la section transfrontalière du tunnel - Rapport au Parlement) : p. 3287 - **Articles additionnels après l'article 1 A - Amendements n° 495 rectifié bis et n° 866 rectifié ter** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Ouverture de la gouvernance aux associations de protection de l'environnement) : p. 3289 p. 3290 - **Article 1er B (nouveau)** (Dépenses de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France, AFITF) : p. 3290 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 129** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Taxe additionnelle - Création) : p. 3292 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 127** (Taxe d'aménagement du territoire pour les poids lourds - Augmentation) : p. 3294 p. 3295 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 125** (Remboursement partiel de la TICPE sur le diesel en faveur des poids lourds - Suppression) : p. 3296 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 130** (Poids lourds - Coûts externes induits - Création d'une taxe additionnelle) : p. 3297 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création) : p. 3298 p. 3299 p. 3300 - **Article 1er C (nouveau)** (Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports) : p. 3301 p. 3303 p. 3309 p. 3310 - **Article 1er D (nouveau)** (Renforcement de la priorité donnée par la planification régionale à l'optimisation des infrastructures de transport existantes) : p. 3310 - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 132 rectifié** (Équilibre entre les besoins en déplacement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre - Optimisation des infrastructures existantes) : p. 3311 - **Articles additionnels après l'article 1er D - Amendements n° 323 rectifié ter, n° 464 rectifié bis et n° 645 rectifié ter** (Équipements et réseaux existants dans le domaine ferroviaire - Maintien et développement) : p. 3312 - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 690 rectifié bis** (Donneurs d'ordres de transport - Redevance en fonction de la volumétrie CO2 - Création) : p. 3312 p. 3313 - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 131** (Partenariat public-privé dans le domaine ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 3314 - **Articles additionnels après**

l'article 1er D - Amendements n° 713, n° 886 rectifié bis et n° 994 rectifié bis (*Infrastructures de transports - Règlementation sur la sécurité et la qualité de la construction - Rapport au Parlement*) : p. 3314 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 107** (*Loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire - Abrogation*) : p. 3316 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 175 rectifié** (*Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général*) : p. 3317 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3322 p. 3323 p. 3324 p. 3325 p. 3326 p. 3327 p. 3328 p. 3329 p. 3330 p. 3331 p. 3332 p. 3333 p. 3334 p. 3336 p. 3337 p. 3338 p. 3339 p. 3340 p. 3341 p. 3343 p. 3344 p. 3345 p. 3347 p. 3349 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 141 rectifié** (*Transports publics urbains et interurbains de voyageurs - Baisse de la TVA*) : p. 3351 p. 3352 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 679 rectifié ter** (*Financement de grandes infrastructures - Revalorisation de taxes existantes*) : p. 3353 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42 rectifié** (*Utilisation d'un mode de transport actif - Droit reconnu à chaque personne*) : p. 3355 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Possibilité pour Ile-de-France Mobilités d'avoir recours à la déclaration de projet prévue par le code de l'urbanisme*) : p. 3355

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3370 p. 3372 p. 3373 p. 3375 p. 3378 p. 3383 p. 3384 p. 3385 p. 3386 p. 3398 p. 3399 p. 3400 p. 3401 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 441 rectifié** (*Taxe « AirBnB » - Affectation à l'échelle régionale*) : p. 3403 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Attribution d'une fraction de TICPE au financement des services de mobilité*) : p. 3403 p. 3404 - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3406 p. 3407 p. 3408 p. 3409 p. 3411 p. 3412 p. 3414 p. 3415 p. 3417 p. 3418 p. 3419 p. 3420 p. 3421 p. 3422 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 681 rectifié** (*Schéma national de dessertes ferroviaires - Présentation et vote au Parlement*) : p. 3422 p. 3423 - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité) : p. 3427 p. 3428 p. 3429 p. 3430 p. 3431 p. 3432 p. 3433 p. 3434 p. 3435 p. 3436 p. 3437 p. 3438 p. 3439 p. 3440 p. 3442 p. 3443 p. 3444 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 357 rectifié, n° 657 rectifié bis et n° 266 rectifié bis** (*Emplacements de stationnements sécurisés pour vélos - Localisation dans les plans de mobilités*) : p. 3445 - **Intitulé du chapitre III** : p. 3446 - **Article 6** (art. L. 1215-2, L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1214-1-1 [nouveaux] et art. L. 1241-1 du code des transports - Services de mobilité solidaire et aides individuelles à la mobilité) : p. 3447 p. 3449 p. 3450 - **Article 7** (art. L. 1111-5 du code des transports et art. L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales - Mesures en faveur des personnes handicapées ou à mobilité réduite et de leurs accompagnateurs) : p. 3451 p. 3452 p. 3453 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 746 rectifié et n° 225 rectifié ter** (*Mise en œuvre des schémas directeurs d'accessibilité - Rapport d'étape*) : p. 3454 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 656 rectifié bis** (*Personnes défavorisées - Services de mise à disposition de bicyclettes et de véhicules motorisés - Tarification sociale*) : p. 3455 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements**

n° 31 rectifié ter et n° 92 rectifié ter (*Autorité organisatrice de transport - Mise en place de tarifs solidaires*) : p. 3456 - **Article 8** (art. L. 1802-1, L. 1811-2, L. 1811-3 à L. 1811-5, L. 1831-1 et L. 1841-1 et art. L. 1851-1-1 et L. 1851-5 [nouveaux] du code des transports - Application outre-mer des modifications apportées à la gouvernance) : p. 3458 p. 3459 p. 3460 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 738 rectifié bis** (*Politique de continuité territoriale dans les archipels d'outre-mer*) : p. 3461 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 737 rectifié bis** (*Politique nationale de continuité territoriale outre-mer*) : p. 3461 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3462 - **Article 9** (art. L. 1115-1, L. 1115-2 [nouveau], L. 1115-3 [nouveau], L. 1115-4 [nouveau], L. 1262-4 [nouveau], L. 1263-4, L. 1263-5 [nouveau], L. 1264-7 et L. 3121-11-1 du code des transports - Ouverture des données nécessaires à l'information du voyageur) : p. 3465 p. 3466 p. 3467 p. 3468 p. 3469 p. 3470 p. 3471 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 326 rectifié bis, n° 659 rectifié quater et n° 808** (*Opérateurs de transport - Informations précontractuelles*) : p. 3472 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 798** (*Arrêtés de circulation - Obligation de publication sous forme numérique*) : p. 3474 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales) : p. 3474 p. 3475 p. 3476 p. 3478 p. 3480 - **Article 12** (*Définition, par ordonnance, d'un cadre juridique pérenne applicable au véhicule autonome*) : p. 3480 - **Articles additionnels après l'article 12 - Amendement n° 56 rectifié** (*Expérimentations de véhicules autonomes - Facilitation*) : p. 3481 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 et n° 889 rectifié** (*Impact écologique du développement du véhicule autonome - Rapport au Parlement*) : p. 3482 - **Article 13** : p. 3483 p. 3485 - **Article 14** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour expérimenter des solutions de mobilité dans les zones peu denses*) : p. 3488 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 791 rectifié** (*Autorités organisatrices de mobilité (AOM) - Innovations en matière de mobilité - Prise en compte*) : p. 3489

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées) : p. 3499 p. 3500 p. 3501 p. 3502 p. 3503 p. 3505 p. 3506 p. 3507 p. 3508 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 57 rectifié** (*Voies de circulation réservées sur les autoroutes et les voies express - Création*) : p. 3509 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 318 rectifié bis et n° 471 rectifié** (*Vitesses maximales autorisées sur les routes nationales - Adaptation*) : p. 3510 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (*Vitesses maximales autorisées - Adaptation*) : p. 3511 p. 3512 p. 3514 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales - Tarification de stationnement solidaire) : p. 3515 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 384 rectifié bis** (*Système d'immatriculation des véhicules - Accès élargi*) : p. 3516 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 573 rectifié, n° 21 rectifié bis et n° 704 rectifié bis** (*Forfait de post-stationnement - Transmission de l'avis de paiement au conducteur*) : p. 3518 - **Article 16** (art. L. 130-9-1 [nouveau] du code de la route - Contrôle des voies réservées) : p. 3520 p. 3522 p. 3523 - **Article 17** (art. L. 3132-1 et art. L. 3231-1 [nouveau] du code des transports et habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réguler l'activité des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises - Définition du co-transportage de colis et régulation des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises) : p. 3535 p. 3536 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 794 rectifié bis et n° 892 rectifié ter** (*Profession de transporteur routier de marchandises - Cyclomoteurs et cycles à pédalage assisté - Exclusion*) : p. 3537 - **Article 18** (art. L. 1231-17 [nouveau] du code des transports - Encadrement des services de mobilité en free-floating) : p. 3539 p. 3543 - **Article 19** (art. L. 3120-2-1, 3120-2-2 et art. L. 3123-2 et L. 3123-2-1 [nouveaux] du code

des transports - Encadrement de l'activité des vélotaxis) : p. 3546 - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3548 p. 3550 - **Article additionnel avant l'article 21** - Amendements n° 800 rectifié, n° 162 rectifié, n° 663 rectifié bis, n° 343 rectifié et n° 873 rectifié (Objectifs de mobilité propre - Fixation) : p. 3556 - **Article additionnel avant l'article 21** - Amendements n° 7 rectifié ter, n° 8 rectifié ter, n° 10 rectifié ter et n° 9 rectifié ter (Servitude de marchepied - Restrictions) : p. 3559 - **Article additionnel après l'article 21** - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié (Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité) : p. 3561 - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 118-5-1 [nouveau] du code de la voirie routière - Sécurité des passages piétons) : p. 3563 p. 3564 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3565 p. 3566 p. 3567 p. 3569 p. 3570 p. 3572 p. 3573 p. 3575 p. 3576 p. 3577 - **Article additionnel après l'article 22** - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis (Usage du vélo - Enseignement obligatoire) : p. 3578 p. 3581 - **Article additionnel après l'article 22** - Amendements n° 28 rectifié bis, n° 87 rectifié bis et n° 280 (Politique des transports routiers - Objectifs) : p. 3582 - **Article additionnel après l'article 22** - Amendements n° 32 rectifié quater, n° 77 rectifié quinquies, n° 94 rectifié ter, n° 284 rectifié et n° 747 rectifié (Transports scolaires - Pré-signalisation des arrêts) : p. 3583 - **Article additionnel après l'article 22** - Amendement n° 364 (Angle mort des poids-lourds - Signalisation) : p. 3584 - **Article additionnel après l'article 22** - Amendements n° 504 rectifié bis et n° 917 rectifié (Bâtiments accueillant un service public - Places de stationnement sécurisées) : p. 3585 - **Article additionnel après l'article 22** - Amendements n° 263 rectifié et n° 362 (Vélos - Équipements dans les parties communes d'une copropriété) : p. 3586 - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 1212-3-4 [nouveau] du code des transports ; art. L. 4211-1 et L.4251-1 du code général des collectivités territoriales - Schéma national et itinéraires régionaux de véloroutes) : p. 3588 - **Article additionnel après l'article 22 bis** - Amendements n° 497 rectifié bis et n° 701 rectifié bis (Code de la voirie routière - Définition des véloroutes) : p. 3589 - **Article additionnel après l'article 22 bis** - Amendements n° 265 rectifié bis et n° 956 rectifié bis (Schéma régional des véloroutes - Mise en place) : p. 3590 - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 228-2 du code de l'environnement - Création d'itinéraires cyclables sur les voies interurbaines) : p. 3591

- Suite de la discussion (27 mars 2019) - **Article 23** (art. L. 111-3-3 à L. 111-3-7, L. 334-4 et L. 443-13 [nouveaux] du code de l'énergie - Développement des infrastructures pour la mobilité électrique) : p. 3605 p. 3606 p. 3607 - **Article additionnel après l'article 23 bis** - Amendement n° 393 rectifié (Véhicule électrique - Dispositif mobile de stockage d'électricité) : p. 3607 - **Article 25** (art. L. 453-1 du code de l'énergie - Développement du gaz et du biogaz dans les transports) : p. 3610 p. 3611 - **Article additionnel après l'article 25** - Amendements n° 336 rectifié ter, n° 498 rectifié bis et n° 821 rectifié bis (Gaz naturel pour véhicules (GNV) - Extension aux véhicules légers) : p. 3612 - **Article additionnel après l'article 25** - Amendements n° 884 rectifié bis, n° 54 rectifié sexes et n° 725 rectifié bis (Développement des carburants alternatifs - Déploiement de stations de recharge à hydrogène) : p. 3613 - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 221-1 du code de l'énergie - Mobilisation des certificats d'économie d'énergie en faveur de la mobilité propre) : p. 3615 p. 3616 p. 3617 - **Article additionnel après l'article 25 bis** - Amendement n° n° 64 rectifié quinquies (Carburant alternatif GPL - Exclusion du dispositif des Certificats d'économies d'énergie, CEE) : p. 3617 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendement n° 66 rectifié quinquies

(Verdissement des flottes d'entreprise - Terminologie - Modification) : p. 3618 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 489 rectifié et n° 490 rectifié bis (Verdissement des flottes d'entreprises) : p. 3619 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendements n° 877 rectifié bis, n° 883 rectifié bis, n° 487 rectifié, n° 486 rectifié et n° 488 rectifié (Verdissement des flottes de loueurs, taxis ou VTC) : p. 3621 p. 3622 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendements n° 727 rectifié bis et n° 882 rectifié bis (Durcissement des obligations de verdissement des flottes publiques) : p. 3623 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendement n° 65 rectifié quinquies (Extension au GPL du remboursement partiel de TICPE applicable aux taxis) : p. 3624 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendements n° 33 rectifié bis et n° 434 rectifié bis (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement) : p. 3625 - **Article additionnel avant l'article 26** - Amendements n° 33 rectifié ter et n° 434 rectifié ter (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement) : p. 3627 p. 3628 - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3629 p. 3630 p. 3632 p. 3637 p. 3638 p. 3639 p. 3640 - **Article additionnel après l'article 26** - Amendements n° 166, n° 167 et n° 366 (Prise en charge par les employeurs des frais de transports collectifs) : p. 3641 - **Article 27** (art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air) : p. 3643 p. 3645 p. 3646 p. 3647 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3650 p. 3651 p. 3652 p. 3653 p. 3655 p. 3657 p. 3658 p. 3659 p. 3660 p. 3661 p. 3662 p. 3663 - **Article additionnel après l'article 28** - Amendement n° 244 rectifié bis (Tarif de dissuasion du transit) : p. 3665 - **Article additionnel après l'article 28** - Amendement n° 172 (Dispositifs de contrôle des voies réservées - Rapport au Parlement) : p. 3666 - **Article additionnel après l'article 28 bis** - Amendement n° 395 rectifié (Transformation des véhicules thermiques en véhicules électriques) : p. 3667 - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 571-10-2 [nouveau] du code de l'environnement - Évaluation des nuisances sonores ferroviaires) : p. 3669 - **Article additionnel après l'article 28 ter** - Amendement n° 502 rectifié bis (Nuisances provoquées par les vibrations aux abords des infrastructures de transport ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 3670 - **Article additionnel après l'article 28 ter** - Amendement n° 503 rectifié bis (Mesure des nuisances sonores cumulées des transports - Rapport au Parlement) : p. 3671 - **Article additionnel après l'article 28 ter** - Amendement n° 78 rectifié ter (Impact environnemental du transport par autocar - Rapport au Parlement) : p. 3672 - **Article 29** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour améliorer le contrôle du marché des véhicules et des engins mobiles non routiers à moteur) : p. 3673 - **Article additionnel après l'article 29** - Amendement n° 534 rectifié (Libéralisation du marché des pièces détachées automobiles) : p. 3674 - **Article 30 (supprimé)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2027) : p. 3676 - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3680 p. 3681 p. 3683 p. 3684 - **Article additionnel après l'article 31** - Amendements n° 26 rectifié bis, n° 76 rectifié quater, n° 85 rectifié quater, n° 473 rectifié bis et n° 561 rectifié quinquies (Modalités de récupération de points pour les conducteurs professionnels des transports routiers) : p. 3685 p. 3686 - **Article additionnel après l'article 31** - Amendements n° 97 rectifié ter, n° 392 rectifié, n° 720 et n° 758 rectifié bis (Périmètre géographique de l'agrément délivré aux auto-écoles et aux enseignants de la conduite - Clarification) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 32**

bis - Amendement n° 11 rectifié quinques (Services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - Dispositif des caméras piétons - Pérennisation) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 433 rectifié sexies, n° 432 rectifié octies et n° 554 rectifié quater** (Agents assermentés des exploitants du services de transport - Extension de l'utilisation des caméras piétons) : p. 3692 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 555 rectifié bis** (Modalités de dépôt permanent des images temps réel aux forces de l'ordre - Assouplissement) : p. 3692 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 435 rectifié quinques et n° 302 rectifié** (Entreprise de transport public et de personnes - Entreprise de transport de marchandises dangereuses - Extension du champ des enquêtes administratives) : p. 3693 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 12 rectifié sexies et n° 516 rectifié** (Agents identifiés à risque terroriste - Suppression de l'obligation de reclassement) : p. 3695 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 964 rectifié bis** (Éviction des personnes sans domicile fixe dans les transports conditionnée à une proposition d'hébergement d'urgence) : p. 3696 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 90 rectifié bis** (Rupture du contrat de travail issue d'une enquête administrative du ministère de l'intérieur - Frais de licenciement - Décharge de l'entreprise) : p. 3696 - **Article 33** (art. L. 2251-1-1 du code des transports - Adaptation du périmètre d'intervention du groupe de protection et de sécurisation des réseaux (GPSR) de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3698 p. 3700 p. 3701 - **Article additionnels après l'article 33 - Amendement n° 13 rectifié bis** (Extension aux agents des services internes de sécurité de la SNCF (SUGE) et de la RATP (GPSR) de l'usage de la force armée en cas de « légitime défense élargie » et de « péripète meurtrier ») : p. 3701 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 347 rectifié sexies** (Transfert des pouvoirs de police du maire au président de l'intercommunalité - Ajout des transports publics dans le cadre des lignes de transport en site propre) : p. 3702 - **Article 34** (Adaptation du droit applicable aux installations à câbles et simplification du droit applicable aux remontées mécaniques situées pour partie dans les zones de montagne) : p. 3704 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 61 rectifié** (Infrastructures de transport par câble - Assujettissement à la réglementation acoustique des infrastructures de transport terrestre) : p. 3705 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 836 rectifié quinques** (Élargissement du champ des servitudes aux transports guidés) : p. 3705 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 208 rectifié ter** (Taxation par l'URSSAF des forfaits de ski des salariés des domaines skiables - Suppression) : p. 3706 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 245 rectifié ter** (Modification des périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) - Assouplissement à l'initiative de l'État) : p. 3707 - **Article 35** (art. L. 5312-14-1 [nouveau], L. 5312-18 et L. 5713-1-1 du code des transports et loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire - Conventions de terminal conclues par les grands ports maritimes) : p. 3708 p. 3709 p. 3710 p. 3711 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 941 rectifié** (Développement du pavillon français - Règles de connaissance du français - Assouplissement) : p. 3712 - **Article 36** (ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe - Évolution du statut de la société du Canal Seine-Nord Europe) : p. 3713 p. 3714 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 585 rectifié bis** (Développement du transport fluvial - Prise en compte des voies navigables d'intérêt régional dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) : p. 3715

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental) : p. 3729 p. 3730 p. 3731 p. 3732 p. 3733 p. 3734 - **Article additionnel après l'article 37** -

Amendement n° 70 rectifié sexies, (Bacs fluviaux - Obligations maritimes) : p. 3735 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 268 rectifié bis** (Navires de croisière - Taxe de séjour) : p. 3737 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 268 rectifié ter** (Navires de croisière - Taxe de séjour) : p. 3738 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendements n° 55 rectifié septies, n° 711 rectifié bis et n° 729 rectifié quater** (Transition énergétique des navires) : p. 3740 - **Article 37 bis (nouveau)** (art. L. 4311-1-1 [nouveau] du code des transports - Contrat d'objectifs et de performance de Voies navigables de France) : p. 3742 - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3745 p. 3747 p. 3747 p. 3748 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 596 rectifié bis** (Région Ile de France - Lignes de bus - Ouverture à la concurrence - Expérimentations) : p. 3750 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 697 rectifié ter** (Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris - Composition) : p. 3751 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 1021** (Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières) : p. 3753 - **Article additionnel après l'article 38 - amendement n° 440 rectifié bis** (Taxe Grand Paris - Modulation) : p. 3754 - **Article 38 bis (nouveau)** (ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Possibilité de recourir à un marché global au sens de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour les sites de maintenance et de remisage des services de transport collectif de personnes) : p. 3755 p. 3756 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 59 rectifié quater** (Île-de-France Mobilités - Contrat de service public - Conditions de modification) : p. 3757 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendements n° 174 rectifié et n° 444 rectifié bis** (Liaison rapide ferroviaire Paris - Aéroport Roissy Charles de Gaulle - Abandon du programme) : p. 3758 - **Article 39** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 3111-16-1 [nouveau] du code des transports et art. L. 3316-1 à L. 3316-3 [nouveaux] du chapitre VI [nouveau] du titre unique du livre III de la troisième partie code des transports - Volet social de l'ouverture à la concurrence des réseaux de transport public urbain par autobus de la Régie autonome des transports parisiens) : p. 3760 p. 3761 p. 3762 p. 3764 p. 3765 p. 3766 p. 3767 p. 3768 p. 3769 p. 3770 - **Article 40** (art. L. 130-4, L. 130-7, L. 322-1 et chapitre IX [nouveau] du titre Ier du livre IV du code de la route, article L. 529-6 du code de procédure pénale - Mise en place du péage à flux libre) : p. 3771 p. 3773 p. 3775 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 124 rectifié** (Nouvelles infrastructures autoroutières - Interdiction) : p. 3775 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 316 rectifié** (Marchés passés par les titulaires de contrats de concession autoroutière - Encadrement) : p. 3777 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 337 rectifié** (Autoroutes - Tarifs préférentiels pour véhicules écologiques) : p. 3778 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 223 rectifié bis** (Financement du tourisme - Taxe sur les dividendes versés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Création) : p. 3779 p. 3780 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 315** (Durée de concession autoroutière - Possibilité d'allongement) : p. 3780 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 572 rectifié ter** (Hiérarchisation des voiries) : p. 3782 - **Article 42** (art. L. 1321-2 et L. 3311-1 [nouveau] du code des transports - Sécurisation du protocole d'accord des partenaires sociaux de la branche du transport routier) : p. 3785 - **Article 43** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour préciser les conditions de négociation collective au sein de la branche ferroviaire) : p. 3786 p. 3787 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 602 rectifié bis** (Continuité des droits des salariés transférés) : p. 3787 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 601 rectifié bis** (Ouverture à la concurrence des services publics de transport ferroviaire de voyageurs - Mobilité volontaire des salariés) : p. 3788 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 63 rectifié** (Services publics de transport - Grève - Service normal garanti aux heures de pointe) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 910 rectifié** (Conventions TER - Grèves - Dédommagement des

abonnés) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 673 rectifié bis** (Contrat de performance de la SNCF - Modalités de suivi) : p. 3790 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 558 rectifié bis** (Terminaux ferroviaires urbains - Taxe pour la création de bureaux et commerces en Île-de-France (TCB-IDF) - Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France (TABIF) - Exonération) : p. 3790 - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 1324-7 du code des transports - Déclaration individuelle de participation à une grève) : p. 3791 - **Article 46** (art. L. 2122-2 du code des transports - Exclusion de certaines portions du réseau ferroviaire du champ d'application des règles de gestion des installations de service) : p. 3795 p. 3797 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 211 rectifié bis, n° 275 rectifié bis, n° 310 rectifié ter, n° 449 rectifié, n° 868 rectifié bis, n° 944 et n° 1002 rectifié bis** (Lignes d'intérêt local ou régional à faible trafic du réseau ferré national - Transfert de gestion) : p. 3798 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 228 rectifié bis** (EPIC de tête SNCF - Mission accessibilité - Rétablissement) : p. 3800 - **Article 48** (art. L. 2122-10 du code des transports - Exonération de l'obligation de détenir une licence d'entreprise ferroviaire pour certaines entreprises) : p. 3800 - **Article 49** (art. L. 2123-3-6 du code des transports - Procédure applicable en cas d'imutilité d'une installation de service pendant au moins deux ans) : p. 3801 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 277 rectifié** (Fixation des redevances d'infrastructure liées à l'utilisation du réseau ferré national) : p. 3802 - **Article 50** (art. L. 2221-8 du code des transports - Exonération de l'obligation de détenir une licence pour certains conducteurs) : p. 3803 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 674 rectifié** (Fermeture d'une section de ligne à la circulation publique - Consultation des régions) : p. 3804 p. 3806

- Suite de la discussion (2 avril 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 3827

- Question orale sans débat sur le développement de la méthanisation en Seine-et-Marne - (2 juillet 2019) : p. 10643

- Question orale sans débat sur l'homologation des véhicules agricoles - (2 juillet 2019) : p. 10644

- Question orale sans débat sur l'interdiction de la vente des chauffages au bois non performants - (2 juillet 2019) : p. 10644

- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des pannes à la SNCF et la prise en charge des « naufragés » - (4 juillet 2019) : p. 10884

- Rappel au règlement - (17 juillet 2019) : p. 11401

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11403 p. 11405 p. 11406 p. 11407 p. 11409 p. 11410 p. 11411 p. 11412 p. 11413 p. 11414 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 158** (Programmation pluriannuelle de l'énergie - Compétence du Parlement) : p. 11415 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297** (Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction) : p. 11416 - **Article 1er bis A** (art. L. 100-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie) : p. 11421 p. 11422 p. 11423 p. 11424 p. 11425 p. 11426 p. 11427 p. 11429 p. 11430 - **Article 1er bis B** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - Création d'un budget carbone relatif au transport intranational) : p. 11431 - **Article additionnel après l'article 1er bis B - Amendement n° 176** (Entreprise de commerce en ligne - Tarif de livraison minimum) : p. 11432 - **Article 1er bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 141-1 du code de l'énergie - Modification de la présentation de la programmation

pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11433 - **Article 1er ter** (art. L. 141-2 du code de l'énergie - Modification d'un volet de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11433 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 89 rectifié** (Part du nucléaire - Réduction progressive) : p. 11435 - **Article 1er quater** (art. L. 311-5-7 [nouveau] du code de l'énergie - Élargissement du champ et publicité du plan stratégique d'EDF) : p. 11436 p. 11437 - **Article 1er sexies** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - Création d'un indicateur portant sur « l'empreinte carbone ») : p. 11439 p. 11440 p. 11441 - **Article 1er octies** (Rapport remis par le Gouvernement sur les incidences positives et négatives du projet de loi de finances sur le réchauffement climatique) : p. 11442 - **Article additionnel après l'article 1er octies - Amendement n° 251** (Isolation - Réflectance solaire - Définition) : p. 11443 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11446 p. 11447 p. 11448 p. 11449 p. 11450 p. 11451 p. 11453 - **Article 2 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des avis du Haut Conseil pour le climat par les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, Sraddet) : p. 11453 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11460 p. 11462 p. 11465 p. 11466 p. 11468 p. 11469 p. 11470 p. 11471 p. 11472 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 277** (Biocarburants - Agrocarburants de première génération - Exclusion) : p. 11473 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 147 et n° 276** (Extinction des publicités lumineuses la nuit) : p. 11476 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 292, n° 366 rectifié et n° 402 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - Eclairages intérieurs nocturnes - Limitations) : p. 11477 - **Article 3 bis A** (art. L. 124-5 du code de l'énergie - Modalités d'accès des bénéficiaires du chèque énergie à leurs données de consommation d'électricité et de gaz) : p. 11478 - **Article 3 bis C** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive) : p. 11482 p. 11483 - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 365 rectifié** (Diagnostic de performance énergétique - Confort thermique - Inclusion) : p. 11483 - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 489 rectifié** (Bâtiments des syndicats chargés de la distribution publique d'électricité - Rénovation - Modalités) : p. 11483 - **Article 3 bis** (art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent) : p. 11486 p. 11488 p. 11489 p. 11490 p. 11492 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 271 rectifié** (Passoires thermiques - Bail de location - Interdiction) : p. 11494 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 214 rectifié bis** (Schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid - Mise à jour) : p. 11494

- Rappel au règlement - (18 juillet 2019) : p. 11508

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (18 juillet 2019) - **Article 3 ter** (art. 18 et 23-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Conditionnement de la révision des loyers en zone tendue et de la contribution des locataires aux travaux d'économies d'énergie) : p. 11511 p. 11512 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 293, n° 367 rectifié et n° 403 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - installations de chauffage - Sobriété énergétique en dehors des heures d'activité) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 37 rectifié ter** (Établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat - Rénovation énergétique - Désignation d'un référent) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 64 rectifié bis** (Autorisation préalable à la location - Critères de délivrance - Prise en compte de la performance énergétique) : p. 11514 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 38 rectifié ter, n° 303 rectifié bis et n° 396 rectifié ter** (Aides personnelles au logement - Tiers payant - Respect de critères de performance énergétiques - Condition) :

p. 11515 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 74 rectifié ter** (Modulation du loyer de référence - Niveau de performance énergétique - Prise en compte) : p. 11516 - **Article 3 quater (nouveau)** (art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Conditionnement de la participation des locataires de logements sociaux aux travaux d'économie d'énergie) : p. 11516 p. 11517 - **Article 3 quinquies** (art. L. 134-1 du code de la construction et de l'habitation - Consommation exprimée en énergie primaire et en énergie finale et montant des dépenses réelles et théoriques dans le diagnostic de performance énergétique) : p. 11517 p. 11518 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° 364 rectifié** (Performances énergétiques, environnementales et sanitaires - Définition) : p. 11518 - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11523 p. 11524 p. 11525 p. 11526 p. 11527 - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendement n° 484** (Dispositif d'individualisation des frais de chauffage) : p. 11527 - **Article 3 octies** (art. L. 321-1 au code de la construction et de l'habitation Amélioration de l'information de l'ANAH et de l'ADEME) : p. 11528 - **Article 3 nonies** (Rapport au Parlement sur les objectifs de rénovation énergétique) : p. 11529 - **Article 3 decies** (art. 8 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 - Rapport sur les pistes de modulation des garanties publiques en soutien à l'export des énergies fossiles en fonction de leur impact environnemental) : p. 11530 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° 177 et n° 280**, (Subventions publiques aux énergies fossiles - Rapport au Parlement) : p. 11532 - **Article 3 undecies (supprimé)** (art. L. 229-25 du code de l'environnement - Modification du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)) : p. 11533 p. 11534 - **Article 3 duodecies (supprimé)** (art. L. 310-1-1-3 [nouveau] et L. 385-7-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 511-4-3 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau], L. 533-22-1 et L. 533-22-4 du code monétaire et financier, art. L. 114-46-3 [nouveau], L. 931-3-8 [nouveau] et L. 942-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'obligation de publication d'informations extra-financières applicable aux investisseurs) : p. 11537 p. 11538 p. 11539 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° 437 rectifié** (Publicités en faveur des prestations de transport - Quantité de CO₂ émise - Indication) : p. 11540 - **Article 3 terdecies (nouveau)** (art. L. 314-1 A et L. 446-1 A [nouveaux] du code de l'énergie - Prise en compte du bilan carbone dans tous les dispositifs de soutien à l'électricité et au gaz renouvelables) : p. 11541 p. 11542 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 73 rectifié bis** (Navires les plus polluants - Séjour en port - Interdiction) : p. 11543 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 436 rectifié ter** (Pollution engendrée par les carburants des navires - Calcul des droits de port - Intégration) : p. 11556 p. 11557 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 435 rectifié ter** (Navires de croisière - Redevance de séjour - Création) : p. 11559 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 141 rectifié** (Impact environnemental et sanitaire du stationnement en port des navires de croisière - Rapport au Parlement) : p. 11560 p. 11561 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 72 rectifié bis** (Navires de croisières - Généralisation de l'installation des branchements électriques à quai - Rapport au Parlement) : p. 11561 - **Article 4** (art. L. 122-1 et L. 122-3-4 du code de l'environnement - Réforme de l'autorité environnementale) : p. 11563 p. 11564 p. 11565 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 242** (Programmes soumis à évaluation environnementale - Illégalité - Régularisation - Compétences du juge administratif) : p. 11566 - **Article 4 bis A** (art. L. 121-7 et L. 314-29 du code de l'énergie - Contrat de soutien aux énergies renouvelables électriques innovantes) : p. 11567 - **Article 4 ter** (art. L. 515-16-1 du code de l'environnement - Implantation d'installations de production d'énergie renouvelable dans le périmètre des plans de prévention des risques technologiques) : p. 11568 - **Article 4 quater (supprimé)** (art. L. 311-13 [nouveau] du code de justice administrative - Contentieux des énergies

renouvelables en mer) : p. 11569 - **Article 5** (art. L. 221-1, L. 221-9 [rétabli], L. 211-13 [nouveau], L. 221-11, L. 221-12, L. 222-2, L. 222-2-1 [nouveau], L. 222-5, L. 222-10 [nouveau] du code de l'énergie et L. 561-31 du code monétaire et financier - Lutte contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie, CEE) : p. 11572 p. 11573 p. 11574 p. 11575 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 203 rectifié** (Bâtiments des collectivités locales - Rénovation - Financement par les obligés du dispositif CEE) : p. 11576 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 119 rectifié** (Pôle national des certificats d'économies d'énergie (PNCEE) - Référentiel - Publication référentiel) : p. 11577 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 10 rectifié ter, n° 167, n° 286, n° 370 rectifié et n° 381 rectifié bis** (Dispositif des certificats d'énergie - Information des consommateurs de l'existence du service public) : p. 11578 p. 11579 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 186** (Opportunité et modalités de bonification des certificats d'économie d'énergie - Rapport au Parlement) : p. 11580 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 355 rectifié** (Entités soumises à des obligations d'économie d'énergie - Financement du reboisement) : p. 11582 - **Article 6** (Habilitation du Gouvernement à légiférer pour prendre toutes mesures relevant de la loi nécessaires à la transposition de directives et à l'adaptation du droit, ou à l'entrée en vigueur de règlements) : p. 11583 - **Article 6 bis A** (art. L. 211-3-2 [nouveau] et L. 315-1 à L. 315-7 du code de l'énergie - Modification de dispositions relatives à l'autoconsommation et introduction de la notion de « communautés d'énergie renouvelable ») : p. 11587 p. 11588 p. 11589 p. 11590 p. 11591 p. 11592 p. 11593 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendements n° 46 rectifié, n° 101 rectifié, 211 rectifié bis et n° 404** (Organismes HLM - Projets d'autoconsommation collective) : p. 11595 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendement n° 490** (Sociétés de production d'énergies renouvelables - Communes limitrophes du site de production - Possibilité d'acquisition d'actions) : p. 11595 p. 11596 - **Article 6 bis B** (art. L. 511-6-1 [nouveau] du code de l'énergie - Possibilité d'augmenter la puissance d'une installation hydroélectrique concédée sur décision de l'autorité administrative) : p. 11597 p. 11598 - **Article 6 ter** (art. L. 111-16 du code de l'urbanisme - Facilitation de l'installation de dispositifs d'énergie renouvelable sur les ombrières des aires de stationnement) : p. 11599 p. 11600 - **Article 6 quater** (art. L. 111-18-1 [nouveau] et L. 111-19 du code de l'urbanisme - Obligation d'intégrer un usage bénéfique sur le plan énergétique ou environnemental d'au moins 30 % des toitures pour les nouveaux entrepôts, industries, commerces, parkings couverts de plus de 1 000 m² d'emprise) : p. 11601 - **Article 6 quinquies** (art. L. 152-5 du code de l'urbanisme - Possibilité pour le maire de déroger à certaines règles d'urbanisme pour l'installation d'ombrières d'aires de stationnement dotées de procédés de production d'énergies renouvelables) : p. 11601 p. 11602 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendements n° 58 rectifié et n° 61 rectifié** (Territoires couverts par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) - Développement des énergies renouvelables) : p. 11603 - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés) : p. 11603 p. 11604 p. 11605 p. 11606 - **Article 6 septies** (art. L. 446-1, L. 446-3 [abrogé], L. 446-4 et L. 446-6 à L. 446-10 [nouveaux] du code de l'énergie - Réforme du dispositif des garanties d'origine du biogaz et investissement participatif dans les projets de production de biogaz) : p. 11609 p. 11610 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 499** (Installations d'électricité renouvelables situées sur le territoire communal - Garantie d'origine - Transfert à titre gratuit) : p. 11611 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendements n° 47 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 320 rectifié** (Electricité produite à partir de sources renouvelables - Rémunération liée aux garanties d'origine - Déduction des montants d'aides) : p. 11612 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 447 rectifié** (Méthanisation - Cultures intermédiaires - Fixation d'un seuil maximal) : p. 11613 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 62 rectifié quater** (Co-

méthanisation des boues de station d'épuration avec des bio-déchets - Rapport au Parlement) : p. 11615 - **Article 6 octies** (art. L. 447-I [nouveau] du code de l'énergie - Habilitation à légiférer par ordonnance pour définir le cadre juridique de l'hydrogène et traçabilité de l'hydrogène renouvelable) : p. 11616 - **Article 6 nonies** (art. L. 342-1 du code de l'énergie - Mutualisation des coûts dans le cadre des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables) : p. 11617 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 13 rectifié ter, n° 107 rectifié bis et n° 420** (Réseau de gaz - Réseau de chaleur - Non-concurrence) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 55 rectifié bis et n° 372 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Schémas directeurs des réseaux de chaleur ou de froid - Prise en compte) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 314 rectifié quinquies et n° 431** (Réseaux de chaleur vertueux - Classement - Systématisation) : p. 11619 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendement n° 195** (Biocarburant avancé produit à base de graisses de flottation - Taux réduit de TICPE - Rapport au Parlement) : p. 11620 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendement n° 515** (Nouvelle-Calédonie - Communes - Sociétés de production d'énergie renouvelable - Prise de participations - Autorisation) : p. 11620 - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 133-1 du code de l'énergie - Consolidation d'une procédure applicable au comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS)) : p. 11621 - **Article 7** (art. L. 132-2 du code de l'énergie - Modification de procédures relatives à la Commission de régulation de l'énergie (CRE)) : p. 11622 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 196** (Biocarburant avancé - TICPE - Allègement) : p. 11622 - **Article 7 bis A (nouveau)** (art. L. 121-7 et L. 121-26 du code de l'énergie - Avis de la Commission de régulation de l'énergie sur les décrets relatifs au calcul des charges de service public de l'électricité) : p. 11623 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 156** (Accès régulé à l'énergie nucléaire historique (ARENH) - Suppression) : p. 11624 - **Article 8** (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11628 p. 11629 p. 11630 p. 11631 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 142 rectifié, n° 373 rectifié et n° 432 rectifié** (Projets de réseau de chaleur - Financement participatif - Bonus financier) : p. 11632 - **Article 9** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4 [abrogé], L. 441-5, L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 443-12, L. 445-1 à L. 445-4 [abrogés] du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation, L. 224-31 du code général des collectivités territoriales du code de l'énergie et 1519 HA du code général des impôts - Suppression des tarifs réglementés de vente du gaz) : p. 11637 p. 11638 p. 11639 p. 11640 - **Article 10** (art. L. 121-5, L. 331-1, L. 333-3, L. 333-3-1 [nouveau], L. 337-7 et L. 337-9 du code de l'énergie - Limitation des tarifs réglementés de vente de l'électricité aux ménages, aux microentreprises et aux petites associations et collectivités territoriales) : p. 11644 p. 11646 p. 11647 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 340** (Tarifs réglementés de vente d'électricité - Révision - Information préalable de l'Autorité de la concurrence - Absence d'obligation) : p. 11647 - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur la contribution des plans climat-air-énergie et des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires aux politiques de transition écologique et énergétique) : p. 11650 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 54 rectifié ter, n° 377 rectifié et n° 425** (Transmission des données de consommations d'électricité ou de gaz aux collectivités territoriales - Encadrement) : p. 11651 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 455 rectifié** (Valorisation des stocks de carbones forestiers - Rapport du Gouvernement) : p. 11651 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 78 rectifié** (Territoires du Pacifique - Fonds de prévention des risques naturels majeur - Opportunité de rattachement - Rapport au Parlement) : p. 11652 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11655

- **Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12576 p. 12584 - **Article 1er quater** (Production d'électricité - Autorisation d'exploiter) : p. 12615

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie de Lubrizol à Rouen** - (2 octobre 2019) : p. 12755

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie à Rouen (II)** - (2 octobre 2019) : p. 12760

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12800 p. 12802 p. 12803 p. 12804 p. 12805 p. 12806 p. 12807 p. 12808 p. 12809 p. 12810 p. 12811

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève surprise de la SNCF** - (23 octobre 2019) : p. 14437

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éco-contribution des lignes aériennes d'aménagement des territoires** - (23 octobre 2019) : p. 14445

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des compagnies aériennes françaises** - (23 octobre 2019) : p. 14445

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à la SNCF** - (23 octobre 2019) : p. 14446 p. 14447

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14737

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tremblement de terre dans la Drôme** - (13 novembre 2019) : p. 15182

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet EuropaCity** - (13 novembre 2019) : p. 15185

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les récentes inondations dans le sud de la France** - (27 novembre 2019) : p. 16811

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits du ministère de la transition écologique et solidaire dans le projet de loi de finances pour 2020** - (27 novembre 2019) : p. 16816

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de consigne pour les bouteilles plastiques** - (27 novembre 2019) : p. 16817

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le sud-est** - (27 novembre 2019) : p. 16820

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16838 p. 16839

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16841 p. 16842 p. 16844 p. 16845 p. 16854 p. 16856 p. 16857 p. 16859 p. 16860 p. 16861 p. 16863 p. 16864 p. 16866 p. 16867 p. 16868 p. 16870 p. 16871 p. 16873 p. 16874 p. 16875 - **Article 76** (Reprise par l'État de la dette de SNCF Réseau à hauteur de 25 milliards d'euros) : p. 16877 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-197** (Chèque énergie - Travaux de rénovation énergétique - Financement - Suppression) : p. 16877 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-172 rectifié** (Chèque énergie - Évaluation annuelle) : p. 16878 - **Article additionnel**

après l'article 76 - Amendement n° II-167 rectifié (Prime de rénovation énergétique - Montant - Fixation par les régions) : p. 16878 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-190 (Plan d'investissement climat - Rapport au Parlement) : p. 16880 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-194 (Infrastructures de transport - Financement par l'emprunt - Opportunité - Rapport au Parlement) : p. 16880 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-171 rectifié bis (Énergies fossiles - Subventions publiques - Suppression) : p. 16881 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-196 (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques - Élargissement de l'assiette - Rapport au Parlement) : p. 16882 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-188 (Incitations à l'acquisition de véhicules propres - Rapport au Parlement) : p. 16882 - Article additionnel après l'article 76 - Amendements n° II-174 rectifié et n° II-212 (Gestion des autoroutes - Société anonyme à capitaux publics - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 16883 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-143 (Opérateurs agissant dans le champ de la biodiversité - Effectifs - Évolutions - Rapport au Parlement) : p. 16884 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-189 (Travaux de rénovation énergétique - Assistance à maîtrise

d'ouvrage - Aides au financement - Renforcement - Rapport au Parlement) : p. 16884 - Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-193 (Objectifs de développement durable et mesures budgétaires - Rapport au Parlement) : p. 16885 - Article 76 bis (nouveau) (Report en 2026 de la date de début de perception de la contribution spéciale Charles-de-Gaulle Express) : p. 16886 - Article 76 ter (nouveau) (Mise en place d'un dispositif d'avances fournies par Aéroports de Paris pour accélérer les insonorisations de logement autour de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle) : p. 16886 - Article additionnel après l'article 76 quinquies - Amendement n° II-66 (Réserves naturelles nationales - Rapport au Parlement) : p. 16887

Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - État C

- (27 novembre 2019) : p. 16888

- Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? » - (11 décembre 2019) : p. 21685 p. 21686 p. 21687 p. 21688 p. 21689 p. 21690 p. 21691 p. 21692 p. 21693 p. 21694 p. 21695 p. 21696

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.
Membre de la commission des affaires européennes.
Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.
Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.
Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.
Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.
Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - Agriculture et pêche - Société.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - Économie et finances, fiscalité - Société.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 140 tome 3 annexe 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - Économie et finances, fiscalité - Environnement.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - Travail.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (commission des finances) : Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (commission des finances) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

(mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Audition de MM. Olivier Touvenin, chef du service comptable de l'État à la direction générale des finances publiques du ministère de l'action et des comptes publics, et Charles Simonnet, chef du bureau des dépenses de l'État, rémunérations et recettes non fiscales.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Audition de M. Jacques Garau, directeur général de CMA France.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (commission des affaires européennes) : Transports - Concurrence dans le domaine du transport aérien : communication de MM. Jean Bizet et Claude Kern.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2020 non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) et mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5935
- **Question orale sans débat sur l'homologation des véhicules agricoles** - (2 juillet 2019) : p. 10643
- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13699

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 26** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 16614 - **Article 27** (*art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 16628

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17607

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17750

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17769 p. 17771 p. 17773 p. 17775 p. 17779 p. 17780 p. 17782 p. 17786

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 340 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération en matière de sécurité sanitaire entre le gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco et de l'accord relatif à la coopération en matière de transfusion sanguine entre le gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco [n° 503 (2018-2019)] (15 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à

cette appellation d'origine contrôlée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération en matière de sécurité sanitaire entre le gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco et de l'accord relatif à la coopération en matière de transfusion sanguine entre le gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Déplacement dans les forces armées.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation à Citéco, la Cité de l'économie à Paris, le 16 octobre 2019.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'appellation « Clairette de Die »** - (22 janvier 2019) : p. 169 p. 170

- **Question orale sans débat sur les dessertes de la gare de Valence** - (19 mars 2019) : p. 3139

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (*Vitesses maximales autorisées - Adaptation*) : p. 3513

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5015

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans la Drôme** - (20 juin 2019) : p. 9547 p. 9548

- **Question orale sans débat relative à la comptabilité des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (12 novembre 2019) : p. 15101

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15254 p. 15255 p. 15256

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans la vallée du Rhône** - (20 novembre 2019) : p. 15878

BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline)
sénatrice (Paris)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (17 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création d'un Centre national de la musique (24 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire Conseil supérieur de l'Agence France Presse.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Mondial 2019 : Vive les footballeuses ! Un mois qui fera progresser l'égalité femmes-hommes [n° 556 (2018-2019)] (7 juin 2019) - **Société - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur les mariages forcés et les grossesses précoces.

Réunion du mardi 5 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Audrey Keysers.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur les conservatoires, en présence de Mme Sylvie Tarsot-Gillery, directrice générale de la création artistique du ministère de la culture, de MM. Bertrand Munin, sous-directeur de la diffusion artistique et des publics, Maxime Leschiera, président de l'association Conservatoires de France, de Mmes Isabelle Vincent, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), Martine Mabboux, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoires et écoles de musique, de danse et de théâtre (FNAPEC), et Marie-Claude Valette, vice-présidente.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Nathalie Boy de la Tour, présidente de la Ligue de football professionnel.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marianne Gazeau, présidente de Foot d'Elles.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Henriques, vice-présidente déléguée de la Fédération française de football et vice-présidente du comité d'organisation de la Coupe du monde féminine de la Fifa.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de Notre-Dame de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon, Céline Boulay-Espéronnier, Victoire Jasmin et Christine Prunaud, co-rapporteuses, sur le football féminin et la Coupe du monde féminine 2019.

Réunion du lundi 8 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, après engagement de la procédure accélérée, pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (30 janvier 2019) - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises*) : p. 512 p. 513

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Articles additionnels après l'article 23 - Amendements n° 361 rectifié bis et n° 490 rectifié** (*Ventes à découvert massives - Autorité des marchés financiers - Intervention*) : p. 687

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires** [n° 344 (2018-2019)] - (6 mars 2019) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 2 rectifié bis** (*Prévention des violences éducatives ordinaires - Amélioration de l'information*) : p. 2822 p. 2823 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Prévention des violences éducatives ordinaires - Formation des assistants maternels*) : p. 2823 p. 2824

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la femme (II)** - (7 mars 2019) : p. 2878

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet** [n° 522 (2018-2019)] - (27 mai 2019) - **Article 8** (*Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier*) : p. 7518

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7621

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12806

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique** - *Commission mixte paritaire* [n° 725 (2018-2019)] - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13285

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation** [n° 84 (2019-2020)] - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14682

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la délinquance à Paris** - (6 novembre 2019) : p. 14881 p. 14882

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater vicies A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de

finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16630

Seconde partie :

Culture

- (5 décembre 2019) : p. 17943 p. 17944

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2019) : p. 17963

BOULOUX (Yves)
sénateur (Vienne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 645 (2018-2019)] visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 184 (2019-2020)] (10 décembre 2019) - Justice - Société.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Patrick Josse, directeur de la climatologie et des services climatiques, Sylvain Mondon, responsable du département des missions institutionnelles et Mme Alima Marie-Malikit, directrice de la communication, de Météo-France.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Francesco Gaeta et Salvatore Serravalle, secrétaires généraux adjoints des affaires européennes.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 123

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 259

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2617

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3197 p. 3198 p. 3202 p. 3203 p. 3205 - **Rapport annexé** : p. 3217

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er C (nouveau)** (*Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports*) : p. 3310

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5055

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5939

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7669 p. 7670

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9223 p. 9224

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9263

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 26** : p. 9841 p. 9842

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er bis A** (*art. L. 100-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie*) : p. 11426 p. 11427 p. 11428

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 octobre 2019) : p. 13005

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14733

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p. 15852

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21794

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement du 30 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydro-électrique [n° 479 (2018-2019)] (3 mai 2019) - **Énergie - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydroélectrique [n° 617 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La Délégation sénatoriale aux entreprises poursuit son dialogue sur le terrain avec les entrepreneurs [n° 723 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Économie [n° 141 tome 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

(*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de MM. Julien Tognola, chef du service de l'industrie, et Claude Marchand, chef du bureau des matériaux, à la direction générale des entreprises.

Réunion du mardi 19 février 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Marcel Genet, président-directeur général de Laplace Conseil.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jackie Pierre du déplacement dans les Vosges.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de MM. Jean-

François Carencio, président, Christophe Leininger, directeur des marchés et de la transition énergétique et Mme Olivia Fritzingler, chargée des relations institutionnelles de la Commission de régulation de l'énergie.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Situation et perspectives de l'Office national des forêts - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de dirigeants d'entreprises sidérurgiques de la « Metal'Valley » à Montbard.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation aux entreprises*) : Examen en délégation du rapport d'information sur l'accompagnement de la transition numérique des PME de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation de General Electric et outils de l'État pour mieux anticiper les conséquences économiques des cessions d'entreprises françaises - Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre, entrepreneur.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance-emprunteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Alstom** - (22 janvier 2019) : p. 192

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 396 - **Rappel au règlement** : p. 398 - **Discussion du texte de la commission spéciale** : p. 399 - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1 et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 405 p. 412 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 423 p. 424

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 21** (art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 656 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et des consignations, CDC) : p. 726 p. 727

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 788

p. 789 p. 792 p. 806 p. 810 - **Discussion générale** : p. 813 - **Article 45** (art. L. 6323-2 et L. 6323-4 du code des transports - Cahier des charges d'Aéroports de Paris) : p. 815 - **Article 46** (art. L. 6323-6 du code des transports - Nouvelles dispositions de maîtrise des emprises foncières) : p. 816 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 817 p. 819 - **Article 48** (art. L. 6325-2 du code des transports - Contrat de régulation économique pluriannuel) : p. 823 - **Article 48 bis (nouveau)** (Transformation de l'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires en autorité administrative indépendante, AAI) : p. 825 - **Article 49** (art. 191 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Autorisation et cadre général de la privatisation d'Aéroports de Paris) : p. 827 - **Article 50** (art. L. 6323-1 et L. 6323-7 [nouveau] du code des transports - Contrôle d'Aéroports de Paris et dispositions d'entrée en vigueur de la réforme) : p. 827 - **Article 51 (supprimé)** (Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des jeux) : p. 830 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 901 rectifié** (La Française des Jeux - Fiscalité - Modification) : p. 841

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 859 p. 860 - **Article 54** (art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'État de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration) : p. 878 p. 879 - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des activités stratégiques) : p. 883 p. 884 p. 885 - **Article 55 ter (supprimé)** (art. 6 undecies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Délégation parlementaire à la sécurité économique) : p. 887 p. 888 p. 889 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 900 - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quinquiés - Amendement n° 326 rectifié** (Résolution annuelle sur les rémunérations des hauts dirigeants des grandes entreprises - Avis conforme du comité social et économique) : p. 961 p. 962 - **Article additionnel après l'article 61 quinquiés - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes) : p. 964 p. 965 - **Article 61 septies** (art. L. 210-10 à L. 210-12 [nouveaux] du code de commerce, art. L. 322-26-4-1 [nouveau] du code des assurances, art. L. 110-1-1 [nouveau] du code de la mutualité - Sociétés à mission) : p. 967 - **Article 62** (art. L. 225-27-1 du code de commerce, art. L. 114-16 et L. 114-16-2 [nouveaux] du code de la mutualité - Administrateurs salariés dans les grandes entreprises et dans les organismes régis par le code de la mutualité) : p. 977 p. 978 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendements n° 290 rectifié ter et n° 692 rectifié** (Écart des salaires - Limitation - Codification) : p. 987 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 693 rectifié** (Écarts de rémunération - Encadrement) : p. 989 p. 990 - **Article 62 quater** (art. L. 225-53 et L. 225-58 du code de commerce - Représentation plus équilibrée des femmes dans

les fonctions exécutives des sociétés) : p. 993 - **Article 62 quinquiés A (supprimé)** (art. L. 225-18-1, L. 225-69-1 et L. 226-4-1 du code de commerce - Nullité des délibérations auxquelles a participé un administrateur ou un membre du conseil de surveillance nommé en violation des règles de représentation équilibrée des deux sexes) : p. 994 - **Article 71** (art. L. 214-7-4, L. 214-24-33, L. 214-154, L. 214-165-1, L. 214-169, L. 214-170, L. 214-175-1, L. 524-6, L. 532-9, L. 532-20-1, L. 532-21-3, L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-22, L. 561-25, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-2, L. 561-46, L. 562-3, L. 612-35-1 et L. 621-31 du code monétaire et financier, art. L. 84 D et L. 228 A du livre des procédures fiscales, article 1649 AB du code général des impôts, art. L. 225-100 et L. 824-3 du code de commerce, art. L. 229-38 du code de l'environnement, art. L. 311-11, L. 311-16, L. 311-30, L. 311-53, L. 326-12, L. 326-13, L. 421-9, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 423-5, L. 423-7 et L. 423-8 du code des assurances, art. L. 222-9, L. 431-1, L. 431-2, L. 431-4, L. 431-5, L. 431-7 et L. 431-8 du code de la mutualité, articles L. 931-37 à L. 931-39, L. 931-41, L. 931-42, L. 932-46, L. 951-2 et L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. 2488-6, 2488-10 et 2488-11 du code civil, art. 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. 5 de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - Ratification de vingt-trois ordonnances) : p. 1019 p. 1020

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1102 p. 1103

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2600 p. 2602

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2748

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2769 p. 2774

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (12 mars 2019) : p. 2954

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3268 p. 3275 p. 3276 p. 3277 p. 3278

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3824

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5047 p. 5048 p. 5052 p. 5054

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour une école de la confiance** - (4 avril 2019) : p. 5156 p. 5157

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5411 p. 5414 p. 5415 - **Question préalable** : p. 5422

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5475 p. 5478 p. 5481 p. 5482 p. 5483 p. 5490

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (I)** - (7 mai 2019) : p. 6176

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 147 rectifié ter** (Conventionnement des médecins avec l'Assurance maladie - Installation dans les zones définies par les agences régionales de santé (ARS)) : p. 7850 - **Article additionnel**

après l'article 4 - Amendement n° 232 rectifié quater (*Installation des médecins libéraux - Principe de conventionnement territorial*) : p. 7852 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter (*Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote*) : p. 7860 p. 7863 p. 7864 p. 7868 p. 7869

- Suite de la discussion (11 juin 2019) - Article 28 (nouveau) (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8243

- Déclaration de politique générale du Gouvernement - (12 juin 2019) : p. 9149 p. 9150

- Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote - (13 juin 2019) : p. 9200 p. 9212 p. 9213 p. 9213

- Question orale sans débat sur la problématique de la « fabrication détachée » - (2 juillet 2019) : p. 10647

- Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 598 (2018-2019)] - (2 juillet 2019) - Article 3 (art. L. 112-10, L. 112-11, L. 112-12, L. 112-13 [nouveaux] du code du sport et art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales) : p. 10695

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de General Electric - (4 juillet 2019) : p. 10877 p. 10878

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (III) - (4 juillet 2019) : p. 10879

- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] - (17 juillet 2019) - Article 1er (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11404 p. 11405 p. 11407 p. 11412 p. 11413

- Suite de la discussion (18 juillet 2019) - Article 3 septies (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11521

- Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de non-traitement - (24 septembre 2019) : p. 12408

- Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la sécurité sociale - (2 octobre 2019) : p. 12760

- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] - (8 octobre 2019) - Article 1er (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12905 p. 12906 p. 12907 p. 12908 p. 12909

- Suite de la discussion (10 octobre 2019) - Article 2 (art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral, art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du maire) : p. 13023 p. 13024

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des pompiers - (16 octobre 2019) : p. 13271

- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite) - (16 octobre 2019) - Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis (*Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité*) : p. 13316 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 560 rectifié (*Arrêtés anti-pesticides pris par les maires - Autorisation*) : p. 13319

- Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)] - (23 octobre 2019) - Discussion générale : p. 14471 - Article 4 (*Rapport sur l'impact des lois relatives à l'assurance-emprunteur sur le fonctionnement de ce marché et son degré de concurrence*) : p. 14486 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 14486

- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (26 novembre 2019) - Article additionnel après l'article 26 bis - Amendements n° I-50 rectifié, n° I-446 rectifié, n° I-571 rectifié et n° I-789 (*Collectivités territoriales - Parc automobile - Location longue durée (LLD) - FCTVA - Éligibilité*) : p. 16625 - Article 27 (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16629 p. 16630

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17577 p. 17580 p. 17582 p. 17585

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17590 p. 17592 p. 17594 p. 17595 p. 17596 - Article additionnel après l'article 76 sexies - Amendement n° II-400 (*Filière de la plasturgie - Transition environnementale - Accompagnement - Rapport au Parlement*) : p. 17597

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17712 - État B : p. 17724

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)] - (17 décembre 2019) - Article unique (*Tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Périmètre de l'avis des commissions parlementaires sur les nominations du Président de la République*) : p. 21781

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II) - (18 décembre 2019) : p. 21957

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
 SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Président de la Commission de vérification des fonds spéciaux le 4 avril 2019.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 142 tome 5 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi d'orientation et de programmation sur la solidarité internationale - Audition conjointe d'ONG d'aide au développement (Coordination Sud, CCFD Terre solidaire, Action Santé mondiale, Plan international France, La Chaîne de l'Espoir).

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux et perspectives de la reconstruction de l'Irak - Audition de Mme Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et du monde arabe.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France sur la relation franco-allemande.

Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération en matière de sécurité sanitaire entre le gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco et de l'accord relatif à la coopération en matière de transfusion sanguine entre le gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de

finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. François Geleznikoff, directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA-DAM).

Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bruno Sainjon, président-directeur général de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 1er** (*chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction*) : p. 9796 p. 9797

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 608 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10781

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17643 - **État B** : p. 17658

BOYER (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du Massif central.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larroutourou.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Alexandre, chirurgien, essayiste et entrepreneur.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : «

La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Programmes « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » « Transports routiers » « Transports maritimes » « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 46

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 95

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de vitesse** - (22 janvier 2019) : p. 198 p. 199

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires** [n° 309 (2018-2019)] - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2577 p. 2586

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3188 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3227 p. 3229

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3269 - **Article 1er** (*art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité*) : p. 3325

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (*art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité*) : p. 3380

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (*Usage du vélo - Enseignement obligatoire*) : p. 3580

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement** [n° 425 (2018-2019)] - (11 avril 2019) - **Article 2 bis C** (*art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets*) : p. 5569 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 51 rectifié bis** (*Gardes-nature - Constatation des infractions*) : p. 5572

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5958

- **Projet de loi pour une école de la confiance** [n° 474 (2018-2019)] - (14 mai 2019) - **Article 1er** (*École de la confiance*) : p. 6359 p. 6373 p. 6374

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6442

- **Question orale sans débat sur la dématérialisation des marchés publics** - (4 juin 2019) : p. 7784

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal** [n° 305 (2018-2019)] - (12 juin 2019) - **Article 1er** (*art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales*) : p. 9180 p. 9181

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13689 p. 13690 p. 13698

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** [n° 13 (2019-2020)] - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12855 p. 12863

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation** [n° 84 (2019-2020)] - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14695

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la vitesse sur les routes départementales** - (30 octobre 2019) : p. 14772

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14791

- **Question orale sans débat relative à l'utilisation de la cocarde par les maires** - (12 novembre 2019) : p. 15104

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17759 p. 17762 p. 17763

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17807

BRISSON (Max)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une école de la confiance (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création d'un Centre national de la musique (24 juillet 2019).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 323 (2018-2019)] pour une école de la confiance [n° 473 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Culture - Éducation - Société**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour une école de la confiance [n° 575 (2018-2019)] (13 juin 2019) - **Culture - Éducation - Société**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 643 (2018-2019)] tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 83 (2019-2020)] (23 octobre 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, pour une école de la confiance - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une école de la confiance.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur général de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Claude Atcher, directeur général du groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby France 2023 ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences conjugales avec des représentants des cultes et des courants philosophiques.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les conclusions du Grenelle de lutte contre les violences conjugales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup** » - (16 janvier 2019) : p. 79 p. 80

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3869 p. 3876 p. 3883

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5066 p. 5075

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6343 - **Question préalable** : p. 6346 - **Article 1er** (*École de la confiance*) : p. 6364 p. 6372 p. 6374 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 469 rectifié bis** (*Entrée d'un professeur en classe - Obligation pour les élèves de se lever*) : p. 6375 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (*Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales*) : p. 6377 - **Article 1er bis AA (nouveau)** (*art. L. 111-1 du code de l'éducation - Prise en compte des inégalités territoriales dans la répartition des moyens du service public de l'éducation*) : p. 6389 p. 6390 - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 360 rectifié bis** (*Objectif de mixité sociale - Règles identiques dans les établissements publics et privés*) : p. 6391 - **Article 1er bis A** (*art. L. 111-1-2 [nouveau] du code de l'éducation - Présence obligatoire du drapeau français, du drapeau européen et des paroles du refrain de l'hymne national dans toutes les salles de classe*) : p. 6392 p. 6395 p. 6397 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 237** (*Obligation d'affichage du drapeau tricolore et du drapeau européen sur la façade des établissements - Extension aux établissements scolaires privés hors contrat*) : p. 6398 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendements n° 285 rectifié bis et n° 420 rectifié bis** (*Affichage de la charte de la laïcité dans les établissements publics et privés sous contrat*) : p. 6400 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 123** (*Non intégration de la notion de morale dans le code de l'éducation*) : p. 6401 - **Article 1er bis B (supprimé)** (*art. L. 111-1-3 [nouveau] du code de l'éducation - Affichage obligatoire dans chaque salle de classe d'une carte de la France et de chacun de ses territoires d'outre-mer*) : p. 6404 p. 6406 - **Article 1er bis C** (*art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - Droit de vivre une scolarité sans harcèlement scolaire*) : p. 6407 - **Article additionnel après l'article 1er bis C - Amendements n° 322 rectifié et n° 320 rectifié** (*Violences sexistes et sexuelles - Sensibilisation des élèves*) : p. 6409 - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 384 rectifié bis** (*Dispositions générales du code de l'éducation - Mention de l'égalité entre les femmes et les hommes*) : p. 6411 - **Article 1er bis EA (nouveau)** (*art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire*) : p. 6411 p. 6412 p. 6412 p. 6413

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article 1er bis F** (*art. L. 311-4 du code de l'éducation - Cultures d'outre-mer*) : p. 6424 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 89 rectifié bis** (*Programmes scolaires - Enseignement moral et civique - Référence à l'histoire régionale*) : p. 6425 - **Article additionnel après l'article 1er**

bis F - Amendement n° 331 rectifié (*Programmes scolaires - Apprentissage du codage informatique*) : p. 6427 p. 6429 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 417 rectifié bis** (*Sensibilisation à l'usage d'internet et des réseaux sociaux - Âge début enseignement*) : p. 6431 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 41 rectifié** (*Nouveaux programmes d'histoire du lycée - Enseignement de la défense - Travail de mémoire*) : p. 6432 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 422 rectifié** (*Semaine de la citoyenneté - Introduction*) : p. 6433 p. 6434 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 350 rectifié bis** (*Éducation à l'alimentation - Information sur les risques sanitaires et environnementaux liés aux aliments transformés et aux emballages des aliments*) : p. 6434 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6439 p. 6443 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis** (*Mixité sociale - Établissements privés sous contrat*) : p. 6444 - **Article 1er bis G (supprimé)** (*art. L. 312-13-1 du code de l'éducation - Sensibilisation aux premiers secours par des enseignants*) : p. 6446 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 109 rectifié** (*Dates officielles de la rentrée et des vacances scolaires - Non respect - Sanctions*) : p. 6448 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6451 p. 6455 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 48 rectifié quinquies** (*Prosélytisme - Interdiction*) : p. 6457 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendements n° 416 rectifié bis, n° 116 rectifié ter et n° 117 rectifié ter** (*Programmes scolaires de l'éducation physique et sportive - Minimum d'activités physiques et sportives journalières*) : p. 6458 p. 6459 p. 6460 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 326 rectifié** (*Enseignement pédagogique - Symboles de la République et de l'Union européenne*) : p. 6460 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction*) : p. 6463 p. 6464 p. 6465 p. 6466 p. 6467 p. 6468 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 479 rectifié ter** (*Seuil maximal de 24 élèves par classe de l'école maternelle - Rapport au Gouvernement*) : p. 6468 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 125** (*Scolarisation des enfants de moins de trois ans - Liste des demandes non satisfaites*) : p. 6469 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 327 rectifié** (*Mixité sociale - Rapport au Parlement*) : p. 6471 - **Article 2 bis (supprimé)** (*art. L. 131-5 du code de l'éducation - Inscription d'office par le DASEN*) : p. 6472 - **Article 2 ter** (*art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Visite médicale des enfants de 3-4 ans*) : p. 6473 p. 6475 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 274 rectifié** (*Politique de santé scolaire - Rapport au Parlement*) : p. 6476 - **Article 3** (*art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction*) : p. 6478 p. 6479 p. 6481 p. 6482 p. 6483 p. 6484 - **Article 3 bis** (*art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans*) : p. 6485 p. 6486 p. 6490 p. 6491 p. 6492 p. 6493 p. 6494 - **Article additionnel après l'article 3, ter (supprimé) - Amendement n° 209 rectifié quater** (*Établissements privés sous contrat - Classes de maternelle - Prise en charge par les communes - Dispense*) : p. 6495 - **Article 4** (*Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire*) : p. 6497 p. 6498 p. 6499

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) : p. 6541 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 441 rectifié** (*Abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire -*

Conséquences financières pour les communes - Rapport au Parlement) : p. 6542 - **Article 4 bis** (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 6543 p. 6544 p. 6546 p. 6548 - **Article 5** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille) : p. 6551 p. 6552 p. 6553 p. 6554 p. 6555 p. 6556 p. 6557 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 186** (Enseignement hors contrat - Contrôle du contenu pédagogique) : p. 6558 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 219 rectifié** (Code de la construction - Code de l'éducation - Coordination) : p. 6558 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 220 rectifié** (Écoles privées hors contrat - Évolutions substantielles - Information obligatoire de l'autorité de l'État compétente) : p. 6559 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 408** (Établissement scolaire hors contrat - Atteintes persistantes à l'ordre public - Délit) : p. 6560 - **Article 5 bis C (nouveau)** (art. L. 131-6 du code de l'éducation - Recours aux données des services fiscaux pour le contrôle de l'obligation scolaire) : p. 6561 - **Article 5 bis - Texte non modifié par la commission** (art. L. 131-9 du code de l'éducation - Faculté, pour le maire, de saisir le procureur de la République en cas d'infraction aux règles encadrant l'obligation scolaire) : p. 6561 p. 6562 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 459 rectifié** (Instruction à domicile - Contrôle des connaissances au sein des établissements d'enseignement public) : p. 6562 - **Article 5 quinquies** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6570 p. 6571 p. 6572 p. 6575 p. 6577 p. 6578 p. 6580 p. 6581 p. 6582 p. 6583 p. 6584 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 239** (Élèves intellectuellement précoces - Adaptation de la scolarité) : p. 6584 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 207 rectifié bis** (Besoins en personnel accompagnant les élèves en situation de handicap - Rapport au Parlement) : p. 6585 - **Article 5 sexes** (art. L. 212-4, L. 213-2, L. 214-6 du code de l'éducation, art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des recommandations pour une école inclusive de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement) : p. 6586 p. 6587 p. 6588 - **Article 5 septies** (chapitre II du titre Ier du livre Ier, art. L. 112-1, L. 112-5, L. 123-4-2, L. 312-4, L. 335-1, titre V du livre III et du chapitre II du même titre V, art. L. 351-2, L. 624-2, L. 723-1, L. 112-1, L. 112-2, L. 251-1, L. 351-2, L. 312-15, L. 351-1, L. 712-2 du code de l'éducation - Modifications d'ordre rédactionnel liés au handicap) : p. 6589 - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis** (Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements) : p. 6589 - **Article 5 octies (supprimé)** (Rapport annuel du Gouvernement sur le handicap) : p. 6591 - **Article additionnel après l'article 5 octies - Amendement n° 143** (Élèves handicapés - Contrôle des connaissances - Accessibilité) : p. 6591 - **Article additionnel après l'article 5 undecies - Amendement n° 14 rectifié ter** (Intervention des équipes médico-sociales au sein des établissements scolaires - Renforcement) : p. 6592 - **Article 5 duodecies (nouveau)** (art. L. 331-6 du code de l'éducation - Aménagements en faveur des élèves sportifs) : p. 6593 - **Article additionnel après l'article 5 duodecies - Amendement n° 15 rectifié ter** (Établissements et services médico-sociaux accompagnant les jeunes en situation de handicap - « Dispositif intégré ») : p. 6594 - **Article 6** (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - Établissement public local d'enseignement international) : p. 6599 p. 6601 p. 6602 p. 6603 p. 6604 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 67 rectifié bis et n° 377 rectifié** (Langues et cultures régionales - Socle commun de connaissances - Intégration) : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 69 rectifié ter et n° 372 rectifié** (Enseignement bilingue - Mise en œuvre) : p. 6608 p. 6610

- Suite de la discussion (17 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et**

n° 373 rectifié (Scolarisation en classe bilingue publique hors commune - Prise en charge du forfait scolaire par la commune de résidence) : p. 6644 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 375 rectifié bis et 196 rectifié bis** (Examens, thèses et mémoires - Utilisation possible des langues régionales) : p. 6645 p. 6646 - **Article 6 ter A (nouveau)** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Participation financière d'une commune dont des enfants sont scolarisés dans une école privée sous contrat d'une autre commune dispensant un enseignement de langue régionale) : p. 6647 p. 6648 - **Article 6 ter** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prerogatives du directeur d'école) : p. 6649 p. 6652 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 51 rectifié ter** (Directeur d'école - Statut) : p. 6653 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 146 rectifié bis** (Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) - Rôle de coordination déterminant) : p. 6654 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 286 rectifié quater** (Délégués départementaux de l'éducation nationale - Voix consultative dans les conseils d'administration des établissements du second degré) : p. 6654 p. 6655 - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6659 p. 6662 p. 6667 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 208 rectifié quinquies** (Territoires de montagne - Aménagement scolaire) : p. 6669 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 105 rectifié bis** (Mixité sociale - Caractère contraignant de toute future modification de la carte scolaire) : p. 6669 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 149 rectifié bis et n° 192 rectifié bis** (Révision de la carte scolaire - Concertation préalable avec les communes d'accueil) : p. 6670 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 424 rectifié bis** (Organisation scolaire - Dispositif de la montagne - Extension aux zones très rurales) : p. 6671 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 460 rectifié bis et n° 17 rectifié bis** (Nouvelles fermetures d'écoles - Accord obligatoire du maire) : p. 6672 - **Article additionnel après l'article 6 sexes - Amendement n° 355 rectifié bis** (Inscription d'un enfant dans une autre commune que celle de résidence - Accord préalable du maire de la commune de résidence obligatoire) : p. 6673 - **Article additionnel après l'article 6 sexes - Amendement n° 356 rectifié bis** (Inscription d'un enfant hors de sa commune de résidence - Frais de scolarisation - Refus du maire de la commune de résidence) : p. 6673 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 370** (Application de l'instruction obligatoire à 3 ans en Guyane et à Mayotte - Rapport au Parlement) : p. 6674 - **Article 7 bis (supprimé)** (Rapport du Gouvernement sur Mayotte et la Guyane) : p. 6675 - **Article 8** (art. L. 314-1, L. 314-2 et L. 401-1 du code de l'éducation - L'expérimentation dans les établissements scolaires) : p. 6676 p. 6677 p. 6678 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 299 rectifié** (Expérimentations des rapprochements des collèges et des écoles élémentaires - Rapport au Parlement) : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 253 rectifié** (Établissements privés sous contrat - Mixité sociale - Contractualisations) : p. 6679 - **Article 9** (art. L. 241-12 à L. 241-14 du code de l'éducation - Conseil d'évaluation de l'école) : p. 6682 p. 6686 p. 6688 p. 6689 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 160** (Organes nationaux de consultation en matière d'éducation - Droit de veto) : p. 6690 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 158 rectifié** (Conseil supérieur des programmes (CSP) - Intégration d'enseignants et d'élèves) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 157** (Conseil supérieur des programmes (CSP) - Possibilité d'auto-saisine) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 159** (Organes nationaux de consultation en matière d'éducation - Auditions) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 45** (OPECST - Compétences étendues à l'éducation) : p. 6692 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 305 rectifié** (Conseil scientifique de l'OPECST - Évaluation externe et indépendante des politiques éducatives) : p. 6692 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 341 rectifié** (Égalité entre les femmes et les

hommes - Rapport au Parlement) : p. 6693 - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Participation volontaire des enfants instruits dans la famille aux évaluations conduites par le ministère) : p. 6693 p. 6694 - **Article 9 bis** : p. 6695 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 du code de l'éducation - Création des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation et d'un référentiel de formation) : p. 6696 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 11 rectifié quater et n° 167 (Enfants en situation de handicap - Formation des enseignants)** : p. 6697 - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (intitulés du titre II du livre VII et des chapitres Ier et II du titre II du livre VII et art. L. 683-2-1, L. 713-1, L. 718-8, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 722-1, L. 722-16, L. 722-17, L. 773-3-1, L. 774-3-1, L. 912-1-2 et L. 932-3 du code de l'éducation et art. L. 3321-1, L. 3664-1, L. 4425-29, L. 71-113-3, et L. 72-103-2 du code général des collectivités territoriales - Coordinations relatives à la création des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6699 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 721-3 du code de l'éducation - Gouvernance des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6699 p. 6701 - **Article 12 bis** (art. L. 721-2 du code de l'éducation - Missions des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6702 p. 6703 p. 6705 p. 6706 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 21 rectifié bis et n° 172, (Réseaux d'éducation prioritaire - Affectation d'enseignants expérimentés)** : p. 6707 - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 625-2 [nouveau] du code de l'éducation - Formation initiale continuée) : p. 6709 - **Article 13 bis (supprimé)** (Rapport sur la généralisation d'une visite médicale obligatoire pour les personnels d'éducation) : p. 6710 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 205 rectifié bis (Personnel de l'Éducation nationale - Mise en place d'un service de médecine du travail)** : p. 6710 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 916-1 du code de l'éducation - Élargissement des missions pouvant être confiées à des assistants d'éducation préparant les concours de l'enseignement ou de l'éducation) : p. 6711 p. 6714 p. 6715 p. 6716 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 450 rectifié (Recrutement d'assistants d'éducation - Assouplissement)** : p. 6717 - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 912-1-2 du code de l'éducation - Obligation de formation continue) : p. 6718 p. 6719 - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 912-5 [nouveau] du code de l'éducation - Contrat de mission) : p. 6720 p. 6721 - **Article 14 quater (nouveau)** (art. L. 421-3 du code de l'éducation - Association du chef d'établissement aux décisions d'affectation) : p. 6722 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 174 (Missions des personnels psychologues de l'Éducation nationale - Inscription dans la partie législative du code de l'éducation)** : p. 6723 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Conseil académique restreint présidé par le président de l'université) : p. 6723 - **Article 16 bis** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Travail en équipe des personnels médico-sociaux de l'éducation nationale) : p. 6724 - **Article 16 ter** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Droit de prescription des médecins scolaires) : p. 6724 p. 6725 - **Article 17 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code de l'éducation pour tenir compte de la réorganisation des services académiques) : p. 6727 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code de l'éducation pour simplifier l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Éducation nationale) : p. 6727 p. 6728 - **Article 18 ter (nouveau)** (art. L. 421-3 du code de l'éducation et art. 39 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école - Présidence du conseil d'administration par une personnalité extérieure) : p. 6729 - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 531-4 du code de l'éducation - Modalités de versement des bourses de lycée) : p. 6730 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 111 rectifié bis (Accès à la restauration scolaire dans la limite du nombre de places disponibles)** : p. 6731 - **Article 21 bis (nouveau)** (Dérogation à certaines

règles en matière de construction et de commande publique pour la construction d'écoles en Guyane et à Mayotte) : p. 6732 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 468 (Application de certains articles - Application à Wallis et Futuna)** : p. 6732 - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à réviser par ordonnance les dispositions législatives du code de l'éducation particulières à l'outre-mer) : p. 6733 p. 6734 - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 421-6 du code de l'éducation - Actions de formation par apprentissage dans les lycées privés sous contrat) : p. 6734 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 348 rectifié (Taux d'encadrement minimal pour l'accueil des élèves pendant les temps de pauses - Fixation par décret en Conseil d'État)** : p. 6735 - **Article 24 bis (supprimé)** (Rapport sur l'état du bâti des écoles de Marseille) : p. 6736 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 240 rectifié (Risques sanitaires liés à l'exposition à l'amiante et aux polluants de l'air intérieur - Rapport au Parlement)** : p. 6737 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 464 rectifié (Défis du changement climatique - Adaptation des bâtiments scolaires)** : p. 6737 - **Article 25 (Entrée en vigueur)** : p. 6738 p. 6739 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6739 p. 6740

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 décies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6812

- **Question orale sans débat sur la création d'une unité médico-judiciaire dans le ressort du Tribunal de grande instance de Bayonne** - (4 juin 2019) : p. 7769 p. 7770

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A du code de la santé publique - Délivrance par des pharmaciens de médicaments sur prescription médicale obligatoire) : p. 7993 p. 7994

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9174

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9214

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié (Membres de la fonction publique - Obligation de réserve)** : p. 9337

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9427 - **Article 6** (art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État) : p. 9460 - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11

janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9480 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 199 rectifié bis** (Recrutement sur profil des enseignants - Conditions de développement - Rapport au Parlement) : p. 9486 - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9489 p. 9492 p. 9496 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 484** (Recours au contrat pour besoins temporaires et besoins saisonniers - Distinction et encadrement) : p. 9502

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 10 ter** (art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - « Prime de précarité » dans la fonction publique) : p. 9569 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 266 rectifié** (Fonctionnaires ultramarins - Mutations - Dispositifs de priorité - Rapport au Parlement) : p. 9581 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 202 rectifié bis** (Affectation de personnel enseignant ou d'éducation - Avis du chef d'établissement) : p. 9581 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 201 rectifié bis** (Professeurs agrégés - Affectation - Rapport au Parlement) : p. 9582 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 268 rectifié bis** (Professeurs agrégés - Affectation en collège - Limitation) : p. 9588 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9606

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 203 rectifié bis** (Enseignants du second degré - Temps de service - Annualisation) : p. 9740 p. 9741 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 198 rectifié bis** (Temps de travail effectif des enseignants du 1er et 2d degrés - Rapport au Parlement) : p. 9741 p. 9742

- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10834 p. 10835 p. 10844 - **Article 4 bis** (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 10863 - **Article 11** (intitulés du titre II du livre VII et des chapitres Ier et II du titre II du livre VII et art. L. 683-2-1, L. 713-1, L. 718-8, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 722-1, L. 722-16, L. 722-17, L. 773-3-1, L. 774-3-1, L. 912-1-2 et L. 932-3 du code de l'éducation et art. L. 3321-1, L. 3664-1, L. 4425-29, L. 71-113-3, et L. 72-103-2 du code général des collectivités territoriales) : p. 10863 - **Article 15** (chapitre VIII du titre Ier du livre IX et article L. 918-1 [nouveaux] du code de l'éducation - Dérogations au statut général de la fonction publique concernant certains corps de l'éducation nationale) : p. 10863

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er** (Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale) : p. 10967 p. 10970 p. 10971 p. 10972 p. 10973 p. 10974

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 1er** (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits) : p. 12436

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12677

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12866 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12878

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14662 p. 14663 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14668 - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14680 p. 14687 p. 14689 p. 14690 p. 14691 p. 14696 - **Article 2 (nouveau)** (Application de la loi aux îles Wallis et Futuna) : p. 14697 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 14698

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14905 p. 14910 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14940 p. 14942 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14964

- **Question orale sans débat relative à la pêche du saumon dans l'Adour** - (12 novembre 2019) : p. 15092 p. 15093

- **Question orale sans débat sur l'entretien des églises de l'Oise** - (12 novembre 2019) : p. 15106 p. 15107

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15906

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16896

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17118

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) : p. 17133 - **État B** : p. 17149 p. 17152 p. 17153

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17807

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 77 - Amendement n° II-553 rectifié bis** (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) -

Rééquilibrage) : p. 17823 p. 17824 - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17846

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénatrice (Hérault)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif** [n° 335 (2018-2019)] - (6 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 21** (*Monde associatif - Dirigeant bénévole - Responsabilité pénale*) : p. 2777

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3269 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - *Compétence d'organisation de la mobilité*) : p. 3348

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3420

- **Projet de loi pour une école de la confiance** [n° 474 (2018-2019)] - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6453

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé** [n° 525 (2018-2019)] - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7915

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la canicule** - (4 juillet 2019) : p. 10885

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** [n° 13 (2019-2020)] - (10 octobre 2019) - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13041 p. 13044 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - *Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal*) : p. 13092 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (*Zone d'activité économique - Échelon communautaire - Compétence*) : p. 13101 - **Article 9** (art. L. 5216-11 [rétabli] du code général des collectivités territoriales - *Procédure simplifiée de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération*) : p. 13115 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 313 rectifié** (*Communauté urbaine - Seuil de création démographique - Suppression*) : p. 13117

BRULIN (Céline)
sénatrice (Seine-Maritime)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis vice-présidente le 17 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une école de la confiance (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (17 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire du Haut Conseil à la vie associative le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l' élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur les conservatoires, en présence de Mme Sylvie Tarsot-Gillery, directrice générale de la création artistique du ministère de la culture, de MM. Bertrand Munin, sous-directeur de la diffusion artistique et des publics, Maxime Leschiera, président de l'association Conservatoires de France, de Mmes Isabelle Vincent, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), Martine Mabboux, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoires et écoles de musique, de danse et de théâtre (FNAPEC), et Marie-Claude Valette, vice-présidente.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Frais différenciés d'inscription à l'université pour les étrangers extracommunautaires - Communication de MM. Stéphane Piednoir et Claude Kern.

Parcoursup - Audition de M. Paul Hébert, directeur-adjoint à la direction de la conformité de la CNIL, Mme Émilie Seruga-Cau, cheffe du service des affaires régaliennes et des collectivités territoriales, et Mme Tiphaine Havel, conseillère pour les questions institutionnelles et parlementaires.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Parcoursup et frais différenciés d'inscription à l'université pour les étudiants extracommunautaires - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, pour une

école de la confiance - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes (Arcep).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France, sur le plan stratégique « Radio France 2022 : une nouvelle ambition de service public ».

Avenir des conseillers techniques sportifs - Communication.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une école de la confiance.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur les nouveaux territoires de l'éducation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Claude Atcher, directeur général du groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby France 2023 ».

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Éric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie politique à l'université de Rouen.

Audition de M. Denis Merville, président, et Mme Véronique Delmas, directrice d'ATMO Normandie.

Audition de M. Yves Blein, président de l'Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (Amaris).

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé, directrice de recherche honoraire à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale, M. Martial Mettendorff, directeur général adjoint de Santé publique France, et M. Sébastien Denys, directeur santé-environnement-travail.

Audition de Mme Marie-Christine Prémartin, directrice exécutive de l'expertise et des programmes, et de M. Patrice Philippe, chef du service sites et sols pollués de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Corinne Lepage, avocate spécialiste du droit de l'environnement.

Audition de Mme Delphine Batho, ancienne ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Éric Herbet, président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin, Alain Lucas, vice-président de la communauté Bray-Eawy, et Christian Roussel, président de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle.

Audition de MM. Patrice Liogier, secrétaire général, et Julien Jacquet-Francillon, secrétaire général adjoint, syndicat national des ingénieurs inspecteurs des mines, Julien Boeldieu et Mme Valérie Labatut, syndicat national des inspecteurs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (SNTEFP-CGT), et

M. David Romieux, Fédération nationale de l'équipement et de l'environnement, représentant la CGT Dreal Normandie.

Audition de MM. Yvon Robert, maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie, Cyrille Moreau, vice-président chargé de l'environnement, et Frédéric Althabe, directeur général des services.

Audition de représentants des syndicats des personnels de l'industrie chimique.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Patrick Berg, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

Audition de M. Pierre-André Durand, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime.

Audition du colonel Jean-Yves Lagalle, directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76).

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. André-Claude Lacoste, président de l'Institut pour une culture de sécurité industrielle (ICSI).

Audition de M. Raymond Cointe, directeur général de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Audition des associations de protection de l'environnement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, Jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Christine Gardel, directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, et Olivier Gupta, directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Jérôme Bertin, directeur général de France Victimes, et David Delaunay, directeur général de l'association d'aide aux victimes et d'information sur les problèmes pénaux (Avipp76).

Audition de Mme Émilie Counil, chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED).

Audition de Mme Magali Smets, directrice générale, M. Philippe Prudhon, directeur des affaires techniques de France chimie et de Mme Muryelle Angot-Lebey, déléguée générale de France chimie).

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Isabelle Striga, directrice générale de Lubrizol France et de MM. Laurent Bonvallet, directeur du site Lubrizol de Rouen, et Christophe Piérard, docteur en chimie analytique et environnement, manager-conseil sécurité sûreté environnement de Lubrizol France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup** » - (16 janvier 2019) : p. 77

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (6 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 53 - Amendement n° 589 rectifié** (*Désengagement de l'État - Rapport au Parlement*) : p. 868 p. 869

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 3** (*art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services*) : p. 1147 - **Article 53** (*art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines*) : p. 1232

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2768 p. 2769 - **Article 1er** (*art. L. 651-2 du code de commerce - Atténuation de la responsabilité financière du dirigeant associatif en cas de faute de gestion*) : p. 2776 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 15 rectifié** (*Responsables associatifs - Aménagement de temps de travail*) : p. 2779 - **Article 4 (nouveau)** (*art. L. 124-8 du code de l'éducation - Modification des modalités de calcul de la limite du nombre de stagiaires pouvant être accueillis dans une association*) : p. 2786

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2890

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 78-2-5 [nouveau] du code de procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique*) : p. 2969

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3064

- **Question orale sans débat sur l'état budgétaire des hôpitaux Seine-Marins** - (19 mars 2019) : p. 3148

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 131** (*Partenariat public-privé dans le*

domaine ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 3313 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 175 rectifié (Frete ferroviaire - Déclaration d'intérêt général)** : p. 3316 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3337

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 17** (art. L. 3132-1 et art. L. 3231-1 [nouveau] du code des transports et habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réguler l'activité des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises - Définition du co-transportage de colis et régulation des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises) : p. 3533 - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3548 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3574

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour une école de la confiance** - (4 avril 2019) : p. 5156 p. 5157

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5493

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6340 p. 6351 - **Article 1er** (École de la confiance) : p. 6363 - **Article 1er bis AA (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Prise en compte des inégalités territoriales dans la répartition des moyens du service public de l'éducation) : p. 6388 - **Article 1er bis A** (art. L. 111-1-2 [nouveau] du code de l'éducation - Présence obligatoire du drapeau français, du drapeau européen et des paroles du refrain de l'hymne national dans toutes les salles de classe) : p. 6397

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 48 rectifié quinquies (Prosélytisme - Interdiction)** : p. 6457 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6461 p. 6463 - **Article 2 ter** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Visite médicale des enfants de 3-4 ans) : p. 6476 - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6480 p. 6482 - **Article 3 bis** (art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans) : p. 6485 p. 6486 - **Article 4** (Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire) : p. 6497

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 6543 - **Article 5 quinquies** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6565 p. 6566 p. 6571 p. 6572 p. 6577 p. 6580 - **Article 5 sexes** (art. L. 212-4, L. 213-2, L. 214-6 du code de l'éducation, art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des recommandations pour une école inclusive de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements

d'enseignement) : p. 6587 - **Article additionnel après l'article 5 octies - Amendement n° 143 (Élèves handicapés - Contrôle des connaissances - Accessibilité)** : p. 6591 - **Article 6** (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - Etablissement public local d'enseignement international) : p. 6598 p. 6601

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 ter** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prérogatives du directeur d'école) : p. 6650 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 146 rectifié bis (Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) - Rôle de coordination déterminant)** : p. 6653 - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6661 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 149 rectifié bis et n° 192 rectifié bis (Révision de la carte scolaire - Concertation préalable avec les communes d'accueil)** : p. 6670 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 157 (Conseil supérieur des programmes (CSP) - Possibilité d'auto-saisine)** : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 159 (Organes nationaux de consultation en matière d'éducation - Auditions)** : p. 6691 - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Participation volontaire des enfants instruits dans la famille aux évaluations conduites par le ministère) : p. 6693 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 du code de l'éducation - Création des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation et d'un référentiel de formation) : p. 6696 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 721-3 du code de l'éducation - Gouvernance des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6699 - **Article 12 bis** (art. L. 721-2 du code de l'éducation - Missions des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) : p. 6701 p. 6702

- **Suite de la discussion** (21 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6764

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Article 1er** (Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse) : p. 7368 p. 7373 p. 7378 p. 7384

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 5 (Majoration du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués par les particuliers dans le cadre de la souscription)** : p. 7508 p. 7509 p. 7510

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7622 p. 7623

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 3 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer une procédure de recertification des professionnels de santé)** : p. 7836 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote)** : p. 7860 - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant) : p. 7882

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire)** : p. 7917 - **Article 5 ter** (art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales - Élargissement de la

compétence d'établissement des certificats de décès aux médecins retraités et aux étudiants de troisième cycle) : p. 7931

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8047

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9179

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 13** (art. 29, 29 bis, 29 ter, 30 et 73 undecies [abrogé] du Règlement - Inscriptions à l'ordre du jour du Sénat : Conférence des Présidents et modalités de fixation de l'ordre du jour ; discussion immédiate) : p. 9287

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9327 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 219** (*Formation professionnelle dans la fonction publique territoriale - Retour à une gestion paritaire*) : p. 9344

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6144-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9406 p. 9416

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de General Electric à Belfort** - (25 juin 2019) : p. 9678

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 256** (*ENA - Troisième voie - Profils tournés vers l'intérêt général*) : p. 9820 - **Article 22 bis B** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Contribution financière du CNFPT au développement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale) : p. 9823 - **Article 28** (création d'un art. 14 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires - Création d'un détachement d'office pour les fonctionnaires dont les missions ou services sont externalisés) : p. 9850

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) : p. 9956 p. 9959

- **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 598 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Question préalable** : p. 10679 - **Discussion générale** : p. 10682 - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance relative aux voies olympiques et paralympiques réservées*) : p. 10689 - **Article 3** (art. L. 112-10, L. 112-11, L. 112-12, L. 112-13 [nouveaux] du code du sport et art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales) : p. 10693 p. 10697 p. 10700 p. 10703 p. 10704 p. 10706 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10708

- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10837

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10905 - **Article 1er (supprimé)** (art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable) : p. 10912 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10951

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes quant aux conséquences de la réforme des finances publiques en Seine-Maritime** - (16 juillet 2019) : p. 11237 p. 11238

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297** (*Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction*) : p. 11417 - **Article 1er sexies** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - Création d'un indicateur portant sur « l'empreinte carbone ») : p. 11439 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11450 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11459 p. 11462 - **Article 3 bis** (art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent) : p. 11487

- **Projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Commission mixte paritaire [n° 692 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12358

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12516 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 173 rectifié** (*Vente en vrac en libre-service - Définition*) : p. 12530 - **Article 6** (*Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative*) : p. 12546

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Commission mixte paritaire [n° 738 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12621 p. 12622

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie de Lubrizol à Rouen** - (2 octobre 2019) : p. 12755 p. 12756

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des services d'urgence** - (9 octobre 2019) : p. 12933

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 31 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13006

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire [n° 725 (2018-2019)]** - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13281

- **Débat sur la politique sportive** - (29 octobre 2019) : p. 14718

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14789 p. 14798

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 595** (CSG sur les revenus du capital - Augmentation) : p. 15243

- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 31** (Diminution du tarif de la contribution à l'audiovisuel public, actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public) : p. 16644

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16855

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16894 - **État B** : p. 16903 p. 16907

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (28 novembre 2019) : p. 16925 - **État B** : p. 16933 p. 16935 p. 16936 p. 16938 - **Article 78 unviciés (nouveau)** (art. L. 312-20 du code monétaire et financier - Affectation au fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) d'une partie des avoirs des comptes inactifs des associations déposés à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 16940

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 22 juillet 2019.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; puis vice-président le 17 mai 2019.

Membre de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 268 (2018-2019)] - Rapport [n° 287 tome 1 (2018-2019)] (6 février 2019) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 268 (2018-2019)] - Tableaux comparatifs [n° 287 tome 2 (2018-2019)] (6 février 2019) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 462 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Asile, immigration, intégration et nationalité [n° 146 tome 2 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Table ronde de représentants des avocats, des magistrats et des fonctionnaires de greffe.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de l'association « La Parole libérée » : MM. François Devaux, président, Alexandre Hezez, co-fondateur de l'association, et maîtresse Nadia Debbache, avocate au barreau de Lyon.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de

l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de GENDXXI, association professionnelle des militaires de la gendarmerie.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Julien Boucher, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Communication.

Proposition de loi et proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 9 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les Jeux olympiques et paralympiques de 2024 - Échanges de vues sur une éventuelle saisine pour avis et, le cas échéant, nomination d'un rapporteur pour avis.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le règlement du Sénat - Procédure de législation partielle en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration** - (22 janvier 2019) : p. 193 p. 194

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (31 janvier 2019) - **Article 19 sexies** (art. L. 723-4 du code de commerce - Éligibilité au tribunal de commerce des chefs d'entreprise ayant fait l'objet d'une procédure collective) : p. 614

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1113 p. 1114 - **Question préalable** : p. 1116 - **Article 1er et rapport annexé** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022*) : p. 1144 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 1167 p. 1168 p. 1169 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 1171 p. 1172 - **Article 28** (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 1174 - **Article 29** (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête) : p. 1177 - **Article 30** (art. 16, 18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - Statut et compétence de la police judiciaire) : p. 1178 - **Article 31** (art. 63 et 63-4-3-1 du code de procédure pénale - Simplification du régime de la garde à vue) : p. 1179 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 1182 p. 1183 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 56** (*Perquisition - Présence d'un avocat*) :

p. 1184 - **Article 32 bis** (*Garde à vue - Notification des droits - Dématérialisation*) : p. 1185 - **Article 33** (art. 43 et 60 du code de procédure pénale, art. L. 234-4, L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route - Dispositions diverses de simplification) : p. 1186 - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Droit de correspondance des personnes placées en détention provisoire*) : p. 1189 - **Article 36** (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction) : p. 1191 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 1192 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) : p. 1194 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 1199 - **Article 42 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (*Victimes d'acte de terrorisme - Indemnisation - Parcours procédural - Simplification*) : p. 1201 - **Article 43 bis** (*Étranger coupable de délits ou crimes - Interdiction du territoire*) : p. 1207 - **Article 43 ter** (*Récidive - Aggravation de la peine - Systématisation*) : p. 1208 - **Article 43 quater** (*Sursis - Révocation automatique*) : p. 1209 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 1212 p. 1213 p. 1214 - **Article 45 bis A** (*Réduction de peine - Suppression du crédit automatique*) : p. 1214 - **Article 46** (art. 132-40, 132-41, 132-41-1 [nouveau], 132-42, 132-43, 132-45, 132-47, 132-48, 132-50, 132-52, 132-53 ; art. 132-54 à 132-57 du code pénal et art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création du sursis probatoire) : p. 1218 - **Article 48 bis** (*Libération conditionnelle - Conditions d'octroi*) : p. 1220 - **Article 49 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Structures accompagnant des personnes faisant l'objet d'une mesure de placement à l'extérieur - Conventionnement*) : p. 1220 - **Article 51 ter** (*Visiteurs en détention - Palpations systématiques*) : p. 1224 - **Article 51 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Régime des fouilles en détention*) : p. 1224 - **Article 52** (art. 33 et 40 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Accueil temporaire dans le cadre d'un placement en centre éducatif fermé, droit de visite et d'éloignement des parents d'un enfant placé au pénal et expérimentation d'une mesure éducative d'accueil de jour) : p. 1225 - **Article 52 bis** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de vingt à cinquante euros) : p. 1227 - **Article 52 ter** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 1228 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code

du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 1232 p. 1234 - **Article 55** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour tirer les conséquences de la suppression du tribunal d'instance et de sa fusion au sein du tribunal de grande instance) : p. 1237 - **Article 56** (Modalités particulières d'entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) : p. 1239 - **Article 57** (art. 11-4 [nouveau] de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile, art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 243-1, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-2, L. 245-1 et L. 245-2 du code de la route, art. L. 3826-3 du code de la santé publique, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 44 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Application dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises de certaines dispositions du projet de loi) : p. 1241

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Question préalable** : p. 2947

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3236

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Article 5** (art. L. 273-9 du code électoral - Nombre de candidats au conseil communautaire dans les communes de 1 000 habitants et plus) : p. 6258 - **Article 10 (nouveau)** (art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de

conférence métropolitaine des maires de la métropole de Lyon) : p. 6263 p. 6265 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9** (Conférences territoriales des maires - Renforcement de leur fréquence de réunion) : p. 6267

- **Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 552 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8270

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 366 rectifié bis** (Aide sociale à l'enfance - Personnel - Rattachement à la fonction publique territoriale) : p. 9815

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er (supprimé)** (art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable) : p. 10913

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14921 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 116 rectifié** (Mort d'un enfant de moins d'un an - Autopsie médico-légale systématique) : p. 14953 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 131** (Auteurs de violences conjugales condamnés à une peine criminelle - Indignité successorale) : p. 14953 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 132** (Auteurs de violences conjugales condamnés à une peine correctionnelle - Indignité successorale) : p. 14953

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16964

BUIS (Bernard)
sénateur (Drôme)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement le 30 janvier 2019 ; puis vice-président du 6 février 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (commission des affaires économiques) : Proposition de loi relative aux articles

91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguët, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de dirigeants d'entreprises sidérurgiques de la « Metal'Valley » à Montbard.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de Mme Christel Bories, présidente du comité stratégique de filière « Mines et métallurgie » et présidente-directrice générale d'Eramet.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Baille, président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Bertrand Munch, candidat proposé à la fonction de directeur général de l'Office national des forêts.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 217

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 445

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Rappel au règlement** : p. 548

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (14 février 2019) : p. 2473

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3063

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la polémique sur l'IVG** - (21 mars 2019) : p. 3390 p. 3391

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 2** (art. 2 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires et art. 1er de la proposition de loi n° 231 de M. Gilbert Bouchet et de plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée) : p. 5023

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie nationale de l'autisme** - (4 avril 2019) : p. 5154 p. 5155

- **Question orale sans débat sur l'impossibilité d'effectuer des trajets Die-Gap ou Die-Valence sur la ligne Paris-Briançon** - (14 mai 2019) : p. 6334 p. 6335

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement d'une culture du don en France** - (6 juin 2019) : p. 8062

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9256

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dégâts dans la Drôme** - (20 juin 2019) : p. 9543 p. 9544

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article 17** (*Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics*) : p. 9727 - **Article 19** (art. 12, 12-4, 14, 15, 18-3 [nouveau] et 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Rapport annuel et organisation territoriale du*

Centre national de la fonction publique territoriale - Compétences et organisation des centres de gestion) : p. 9746

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11343 - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11369

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er bis A** (art. L. 100-1 A [nouveau], 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - *Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie*) : p. 11420 p. 11421 p. 11425

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le stage des internes en fin de cycle dans les zones sous-dotées** - (2 octobre 2019) : p. 12763

- **Question orale sans débat sur la tarification et la comptabilité des EHPAD** - (15 octobre 2019) : p. 13130

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14730

- **Débat sur le thème : « Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXIe siècle : opportunité de croissance et de développement », sur les conclusions du rapport : Donner des armes à l'acier français, accompagner la mutation d'une filière stratégique** - (30 octobre 2019) : p. 14777

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tremblement de terre dans la Drôme** - (13 novembre 2019) : p. 15182

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 196 (2019-2020)** : p. 21772

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 195 (2019-2020)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les contreparties aux aides sociales** - (19 février 2019) : p. 2516 p. 2521

- **Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 319 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2727

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la femme (I)** - (7 mars 2019) : p. 2875 p. 2876

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD** - (4 avril 2019) : p. 5153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les EHPAD** - (4 avril 2019) : p. 5160

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (4 avril 2019) : p. 5161

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5484 p. 5488 p. 5493 p. 5494 p. 5495 p. 5500

BUZYN (Agnès)
ministre des solidarités et de la santé

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux et des maternités** - (22 janvier 2019) : p. 191

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de naissance** - (22 janvier 2019) : p. 195

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'épidémie de grippe** - (14 février 2019) : p. 2478

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déclarations relatives aux aides sociales** - (19 février 2019) : p. 2515

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vente de médicaments par la grande distribution** - (11 avril 2019) : p. 5590
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Levothyrox** - (11 avril 2019) : p. 5593
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation des retraités** - (11 avril 2019) : p. 5596
- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5974 - **Demande de priorité** : p. 5984 - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance) : p. 5986 p. 5988 p. 5990
- **Rappel au règlement** - (2 mai 2019) : p. 5992
- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)] (suite)** - (2 mai 2019) - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 932-12, L. 932-12-1 [nouveau], L. 932-19 et L. 932-21 du code de la sécurité sociale - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une institution de prévoyance) : p. 5994 p. 5995 - **Article 3 (supprimé)** (art. L. 221-9, L. 221-10 et L. 221-10-2 [nouveau] du code de la mutualité - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une mutuelle) : p. 5997 - **Article 3 bis AA (nouveau)** (Réseaux de soins - Remboursements différenciés) : p. 6000 - **Article 3 bis** (art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Communication par les organismes complémentaires du taux de reversement des contrats) : p. 6000 p. 6001 - **Article 4** (Date d'entrée en vigueur du droit à résiliation infra-annuelle) : p. 6001
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit des comptes sociaux** - (7 mai 2019) : p. 6181
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des victimes de produits phytosanitaires** - (21 mai 2019) : p. 6771
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Lambert** - (21 mai 2019) : p. 6773
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des données de santé** - (21 mai 2019) : p. 6779
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 7687 - **Question préalable** : p. 7695 - **Discussion générale** : p. 7706 p. 7707 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 293** (Equilibre entre efficacité économique, qualité de soins et qualité de vie au travail - Concertation nationale) : p. 7709 - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie) : p. 7719 p. 7720 p. 7723 p. 7724 p. 7725 p. 7733 - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7738 p. 7745 p. 7752 p. 7754
- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) : p. 7804 p. 7805 p. 7808 p. 7810 p. 7811 p. 7812 p. 7813 p. 7815 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7818 p. 7819 p. 7820 p. 7825 p. 7826 p. 7828 p. 7829 - **Article 2 ter** (art. L. 4131-6 du code de la santé publique - Élargissement aux spécialités autres que la médecine générale de la possibilité d'effectuer leurs stages de troisième cycle auprès de praticiens agréés) : p. 7832 - **Article additionnel après l'article 2 ter** - **Amendements n° 341 rectifié et n° 440** (Stages pratiques des étudiants de troisième cycle de médecine - Outre-mer - Élargissement aux praticiens spécialistes) : p. 7833 - **Article 3** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer une procédure de recertification des professionnels de santé) : p. 7835 p. 7836 p. 7837 - **Article additionnel après l'article 3** - **Amendement n° 616 rectifié** (Formation des professionnels de santé - Enseignement sur les dispositifs de couverture de santé - Situation de pauvreté ou précarité) : p. 7838 - **Article 3 bis A** (art. L. 1110-1-1 du code de la santé publique - Sensibilisation au handicap des professionnels de santé et du secteur médico-social) : p. 7838 - **Article additionnel après l'article 3 bis A** - **Amendement n° 169 rectifié ter** (Professionnels de santé - Formation - Prise en charge des victimes de violences familiales et sexuelles) : p. 7839 - **Article additionnel après l'article 3 bis A** - **Amendement n° 673 rectifié** (Professionnels de santé - Formation à la santé par les plantes) : p. 7839 - **Article 3 bis** (art. L. 1411-1 du code de la santé publique - Objectifs de la politique de santé relatifs à la formation des professionnels) : p. 7840 - **Article 4** (art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Renovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP) : p. 7844 p. 7845 p. 7847 p. 7849 p. 7850 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7857 p. 7869 p. 7872 p. 7873 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales incitative à l'installation rapide des jeunes médecins) : p. 7874 p. 7875 p. 7876 - **Article additionnel après l'article 4 bis** - **Amendements n° 25 rectifié bis, n° 409 rectifié, n° 453 rectifié, n° 3 rectifié quater, n° 148 rectifié ter et n° 149 rectifié quater** (Lutte contre la désertification médicale - Prolongation de l'exercice des médecins retraités - Dispositif d'incitation fiscale) : p. 7879 - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant) : p. 7879 p. 7880 p. 7882
- **Rappel au règlement** - (5 juin 2019) : p. 7904
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire) : p. 7909 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° 187 rectifié ter et n° 758** (Lutte contre la désertification médicale - Jeunes médecins - Exercice ambulatoire - Autorisation temporaire) : p. 7919 - **Article 5** (art. L. 4131-2, L. 4131-2-1 [nouveau], L. 4421-1, L. 4421-1-3, L. 4431-1 et L. 4431-6-1 du code de la santé publique - Recours au statut de médecin adjoint) : p. 7923 p. 7924 - **Article additionnel après l'article 5 bis** - **Amendement n° 14 rectifié** (Offre de soins - Zones sous-denses - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Exonérations) : p. 7926 - **Article 5 ter** (art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales - Élargissement de la compétence d'établissement des certificats de décès aux médecins retraités et aux étudiants de troisième cycle) : p. 7928 p. 7929 p. 7930 p. 7931 - **Article 6** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers) : p. 7934 p. 7935 p. 7936 p. 7937 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendements n° 106 rectifié bis, n° 130 rectifié bis, n° 304 et n° 656 rectifié** (Plan national de santé au travail et de qualité de vie au travail des professionnels hospitaliers) : p. 7939 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 302** (Personnels hospitalo-

universitaires titulaires - Répartition - Amélioration) : p. 7940 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 658 rectifié et n° 709 rectifié** (Postes titulaires hospitaliers - Attractivité - Suppression du plafond d'exonération du temps de travail additionnel) : p. 7941 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 6152-1 du code de la santé publique - Régulation des situations de concurrence entre les activités des praticiens hospitaliers à temps complet) : p. 7943 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 10 rectifié** (Praticiens des établissements de santé privés d'intérêt collectif ((ESPIC) - Exercice d'une activité en libéral - Autorisation) : p. 7944 - **Article additionnel avant l'article 7 A - Amendement n° 152 rectifié bis** (Agences régionales de santé (ARS)- Suppression) : p. 7945 - **Article 7 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-2 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance de la promotion de la santé comme compétence partagée des collectivités territoriales avec l'État) : p. 7946 - **Article 7 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-11-1 du code de la santé publique - Création des équipes de soins spécialisés) : p. 7947 p. 7948 - **Article additionnel après l'article 7 C - Amendement n° 619 rectifié** (Déserts médicaux - Mise en place d'unités de soins mobiles et pluridisciplinaires - Expérimentation) : p. 7949 - **Article 7 D (supprimé)** (art. L. 1434-10 du code de la santé publique - Intégration des parlementaires à la composition des conseils territoriaux de santé) : p. 7949 p. 7950 - **Article additionnel après l'article 7 E - Amendement n° 263 rectifié ter** (Ophtalmologie - Décret n° 2017-136 du 6 février 2017 - Suppression) : p. 7951 - **Article additionnel après l'article 7 E - Amendement n° 455 rectifié** (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) - Association des étudiants) : p. 7952 - **Article additionnel après l'article 7 E - Amendement n° 695** (Protection de l'enfance et lutte contre les violences faites aux femmes - Désignation dans chaque établissement hospitalier d'une médecin référent.e) : p. 7952 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7956 p. 7957 p. 7958 p. 7959 p. 7960 p. 7963 p. 7964 p. 7965 p. 7966 p. 7967 p. 7968 p. 7969 p. 7970 p. 7971 p. 7972 p. 7973 p. 7974 p. 7976 p. 7977 p. 7978 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 262 rectifié bis** (Statut d'assistant territorial de médecine générale orienté vers l'activité libérale - Création) : p. 7978 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 47 rectifié quinquies et n° 48 rectifié quinquies** (Implantation d'une pharmacie supplémentaire - Conditions - Assouplissement) : p. 7979 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 49 rectifié quinquies** (Rachat d'une officine par une autre pour fermeture - Encadrement) : p. 7980 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 118 rectifié** (Responsabilité territoriale des établissements de santé - Accès aux soins - Moyens) : p. 7981 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 666 rectifié bis** (Coordination des parcours de santé - Dispositifs d'appui - Amélioration) : p. 7982 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 51 rectifié quater** (Centres de santé - Autres professionnels - Meilleur encadrement) : p. 7983 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 651 rectifié** (Gouvernance du système de santé - Rapport au Parlement) : p. 7984 - **Article 7 bis** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre) : p. 7985 p. 7986 p. 7988 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendements n° 176, n° 60 rectifié bis, n° 432, n° 606 rectifié et n° 61 rectifié bis** (Conditions d'accès aux masseurs-kinésithérapeutes - Simplification - Amélioration) : p. 7989 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 68 rectifié quater** (Zones sous-denses - Sécurisation des interventions des ostéopathes) : p. 7990 - **Article 7 ter A (nouveau)** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité de désignation d'un infirmier référent) : p. 7991 - **Article additionnel après l'article 7 ter A - Amendement n° 598** (Tarification des soins infirmiers - Forfait journalier - Partage d'honoraires entre infirmiers) : p. 7991 - **Article 7 quater** (art. L. 5125-1-1 A du code de la santé publique et art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Pharmacien correspondant dans le cadre d'un exercice

coordonné) : p. 7992 - **Article 7 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A du code de la santé publique - Délivrance par des pharmaciens de médicaments sur prescription médicale obligatoire) : p. 7992 p. 7993 p. 7994 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendement n° 493 rectifié bis** (Compétences des pharmaciens - Extension au contrôle de la tension artérielle et à la délivrance d'un médicament pour cystite) : p. 7995 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 367 rectifié bis, n° 436 rectifié bis et n° 504 rectifié bis** (Pharmaciens d'officine - Substituts nicotiniques - Autorisation de prescription) : p. 7996 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation) : p. 7997 p. 7998 - **Article 7 sexies A** (art. L. 4151-1 du code de la santé publique - Vaccination des enfants par des sages-femmes) : p. 7999 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 665 rectifié ter et n° 276 rectifié** (Sage-femme référente - Valorisation des compétences) : p. 8001 p. 8002 p. 8003 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 354 rectifié, n° 99 rectifié ter, n° 175 rectifié bis et n° 371 rectifié** (Vaccination - Compétences des infirmiers) : p. 8004 - **Article 7 sexies B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4161-1 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique - Prescription de vaccins par des pharmaciens) : p. 8004 - **Article additionnel après l'article 7 sexies B - Amendements n° 74 rectifié ter, n° 132 rectifié ter, n° 162 rectifié ter, n° 253 et n° 662 rectifié ter** (Vaccination antigrippale - Extension aux biologistes médicaux) : p. 8005 - **Article 7 sexies C (supprimé)** (art. L. 4342-1 du code de la santé publique - Adaptation des prescriptions par des orthoptistes) : p. 8006 - **Article additionnel après l'article 7 bsexies C - Amendements n° 115 rectifié ter, n° 664 rectifié bis et n° 529 rectifié bis** (Profession d'opticien-lunetier - Élargissement des compétences) : p. 8008 - **Article 7 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Substitution d'un médicament en rupture de stock par un pharmacien) : p. 8009 p. 8010 - **Article 7 septies A (nouveau)** (art. L. 162-9, L. 162-12-2 et L. 162-12-9 du code de la sécurité sociale - Possibilité d'une négociation conventionnelle sur la mise en place d'avantages financiers pour les professionnels de santé interrompant leur activité pour cause de maternité ou de paternité) : p. 8010 - **Article 7 septies (supprimé)** (art. L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Proposition d'un médecin traitant dans les zones sous-dotées) : p. 8011 - **Article additionnel après l'article 7 septies - Amendements n° 54, n° 136 rectifié et n° 413 rectifié bis** (Suppression de l'inscription de l'exercice en pratique avancée dans un cadre coordonné par le médecin traitant) : p. 8013 - **Article additionnel après l'article 7 septies - Amendement n° 700** (Délivrance des « autotests VIH » par les infirmiers et médecins généralistes) : p. 8013 - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8018

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8039 p. 8040 p. 8041 p. 8042 p. 8046 p. 8050 p. 8051 p. 8053 p. 8056 p. 8057 p. 8058 p. 8072 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 174 rectifié** (Suivi gynécologique dans un établissement de santé ou un hôpital sous-doté en effectif gynécologues obstétriciens - Habilitation des sages-femmes) : p. 8073 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 406 rectifié** (Conditions de création d'un centre hospitalier universitaire à Orléans - Rapport au Parlement) : p. 8074 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de réformer le régime des autorisations des activités de soins) : p. 8076 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 761** (Établissements publics de santé - État prévisionnel des recettes et des dépenses - Compte de résultat principal - Création de volets spécifiques MCO, psychiatrie et SSR) : p. 8077 - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8082 p. 8083 p. 8084 p. 8085 p. 8086 p. 8087 p. 8088 p. 8089 p. 8090 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 261 rectifié ter**

(Élaboration du projet médical partagé des groupements hospitaliers de territoire - EHPAD publics - Association) : p. 8090 - **Article additionnel après l'article 10 bis A - Amendement n° 740 rectifié** (Conditions de travail des personnels au sein des services d'accueil et d'urgences - Rapport au Parlement) : p. 8091 - **Article 10 ter (supprimé)** (art. L. 6143-5 du code de la santé publique - Participation des parlementaires au conseil de surveillance d'un établissement public de santé) : p. 8092 - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 6143-1 du code de la santé publique - Prérogatives du conseil de surveillance d'un établissement public de santé) : p. 8093 - **Article 10 quinquies (nouveau)** (art. L. 6143-1 du code de la santé publique - Délégation du conseil de surveillance d'un établissement public de santé sur les orientations stratégiques et financières pluriannuelles) : p. 8093 p. 8094 - **Article additionnel après l'article 10 quinquies - Amendement n° 156 rectifié ter** (Conseil de surveillance des établissements hospitaliers - Pouvoir de délibération) : p. 8094 - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé) : p. 8098 p. 8099 p. 8100 p. 8101 p. 8102 p. 8103 p. 8104 p. 8105 p. 8106 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 707** (Données de santé à caractère personnel - Sécurisation et interdiction de la commercialisation) : p. 8107 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 91 rectifié** (Recours à l'intelligence artificielle en matière de santé - Zones d'expérimentation) : p. 8108 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 708** (Opérateurs de prises de rendez-vous médicaux en ligne - Référencement des professionnels de santé) : p. 8109 - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 1110-4-1 et L. 1110-4-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Exigences d'interopérabilité et de sécurité applicables au numérique en santé) : p. 8112 - **Article 12** (art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager) : p. 8115 p. 8116 p. 8117 p. 8118 p. 8119 p. 8120 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 573** (Espace numérique de santé - Rappel des directives anticipées) : p. 8121 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 34 rectifié bis et n° 164 rectifié bis** (Dossier pharmaceutique - Accès du pharmacien biologiste médical) : p. 8122 - **Article 12 quater** (art. L. 1111-14 et L. 1111-21 du code de la santé publique - Ouverture automatique du dossier médical partagé pour les personnes nées à compter du 1er janvier 2021) : p. 8122 p. 8123 - **Article 12 quinquies** (art. L. 1111-15 et L. 1111-18 du code de la santé publique, et art. L. 4624-8 du code du travail - Accès au dossier médical partagé par les professionnels de la santé du travail) : p. 8124 - **Article 12 sexies (nouveau)** (art. L. 1111-21-1 [nouveau] du code de la santé publique - Accès au dossier médical partagé en cas de prise en charge dans un autre État membre de l'Union européenne) : p. 8124 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin) : p. 8127 p. 8128 p. 8129 p. 8130 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 737 et n° 526 rectifié bis** (Médiation numérique en santé) : p. 8131 - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6316-1 du code de la santé publique - Suppression de la prise en compte de certaines zones géographiques dans les conditions de mise en œuvre de la télé-médecine) : p. 8132 p. 8133 - **Article 14** (art. 34 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et art. L. 161-35 et L. 161-35-1 du code de la sécurité sociale - Modernisation du cadre de la prescription dématérialisée) : p. 8134 p. 8135 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 770 rectifié ter** (Technologies d'assistance à la prévention ou d'assistance diagnostique ou thérapeutique et des technologies prédictives dans le domaine médical - Règles de bonnes pratiques - Aide à l'utilisation) : p. 8136 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-14, L. 1441-6, L. 1443-6, L. 5125-10,

L. 6143-7, L. 6152-1-1 et L. 6152-6 du code de la santé publique, art. 2 de la loi n° 2017-220 du 23 février 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Abrogations de dispositions législatives) : p. 8136 p. 8137 p. 8138 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Mesures de sécurisation des établissements de santé) : p. 8139 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 331 et n° 519** (Dépassement d'honoraires des professionnels de santé libéraux - Encadrement) : p. 8140 - **Article 17 bis (supprimé)** (Rapport sur l'amélioration de l'accompagnement au cours de la grossesse) : p. 8141 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 348 rectifié ter** (Interventions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse - Sages-femmes) : p. 8143 - **Article 18** (art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. 142-11 du code de la sécurité sociale - Mesures de simplification) : p. 8146 p. 8147 p. 8149 p. 8150 p. 8151 p. 8152 p. 8153 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 167 rectifié et n° 508 rectifié bis** (Propriété d'une officine de pharmacie - Investisseurs extérieurs - Transmission au conseil de l'ordre des pharmaciens) : p. 8154 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 566** (Pharmacie - Création - Adaptations Mayotte) : p. 8155 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendements n° 18 rectifié et n° 19 rectifié** (Professions médicales - Zones sous-denses - Dérégulation) : p. 8156

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19** (art. L. 1443-1 à L. 1443-8, L. 1446-1, L. 1446-2 [nouveau], L. 1446-3 [nouveau], L. 1447-1 [nouveau], L. 4412-1, L. 5511-5 du code de la santé publique, art. L. 543-1, L. 545-1 et L. 545-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 20-3 et 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Habilitations de simplification) : p. 8173 p. 8174 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 347** (Centres de santé - Statut des professionnels) : p. 8175 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 411 rectifié** (Agences régionales de santé - Contrats de coopération sanitaires ou médico-sociales) : p. 8176 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 568** (Financement de la nouvelle Agence régionale de santé de Mayotte - Rapport au Parlement) : p. 8177 - **Article 19 bis AA (nouveau)** (art. L. 1432-3 du code de la santé publique - Composition et rôle du conseil de surveillance des ARS) : p. 8177 p. 8178 - **Article 19 bis A (supprimé)** (art. L. 1432-3 du code de la santé publique - Participation de parlementaires au conseil de surveillance des ARS) : p. 8179 - **Article 19 ter** (art. L. 4011-1, L. 4011-2, L. 4011-3, L. 4011-4, L. 4011-5, L. 6323-1-1, L. 4113-5 et L. 4444-1 du code de la santé publique, art. L. 161-37, L. 162-31-1, L. 161-1-7-1 et L. 162-1-7-4 du code de la sécurité sociale - Refonte du cadre juridique des protocoles de coopération entre professionnels de santé) : p. 8181 - **Article 19 quater (supprimé)** (art. L. 4161-1 du code de la santé publique - Sécurisation de l'exercice de gestes soignants par des assistants médicaux) : p. 8182 - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-9, L. 3131-9-1, L. 3131-10-1 [nouveau], L. 3131-11, L. 3134-2-1, L. 3135-4 [nouveau], L. 3821-11, L. 4211-5-1 et L. 6143-7 du code de la santé publique - Mesures de renforcement de la préparation du système de santé pour faire face aux situations sanitaires exceptionnelles) : p. 8184 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 745** (Protection des données personnelles - Suppression des informations au fichier SI-VIC) : p. 8185 - **Article 21** (art. L. 4111-2, L. 4221-12 et L. 6152-1 du code de la santé publique, art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Mesures relatives aux praticiens à diplôme hors Union Européenne) : p. 8189 p. 8190 p. 8191 p. 8192 p. 8193 p. 8194 p. 8195 p. 8196 p. 8197 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 165 rectifié** (Patient hospitalisé - Continuité des soins - Choix du professionnel) : p. 8198 -

Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 43 rectifié (*Appartements de coordination thérapeutique - Expérimentation*) : p. 8198 - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 4131-5 du code de la santé publique - *Ouverture d'un accès dérogatoire à l'autorisation d'exercice de la médecine en Martinique et en Guadeloupe*) : p. 8201 p. 8202 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 474** (*Union européenne - Modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles*) : p. 8202 - **Article 22** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale, art. L. 1528-1, L. 1528-2 [nouveau], L. 2445-1, L. 2445-3, L. 2445-5, L. 2446-2 et L. 6431-9 du code de la santé publique - *Ratification de l'ordonnance relative à la Haute Autorité de santé et de l'ordonnance portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé*) : p. 8204 - **Article 22 bis A (nouveau)** (art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - *Suppression de l'avis de la Haute Autorité de santé et de l'union nationale des caisses d'assurance maladie dans la procédure de prise en charge des médicaments expérimentaux ou auxiliaires*) : p. 8205 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8 et L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles - *Compétences de la Haute Autorité de santé en matière d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) : p. 8206 - **Article 23** (art. L. 4122-3, L. 4124-7, L. 4125-8, L. 4233-9, L. 4234-3, L. 4234-4, L. 4234-8 et L. 4321-19 du code de la santé publique, L. 145-6, L. 145-6-2, L. 145-7, L. 145-7-1, L. 145-7-4, L. 146-6 et L. 146-7 du code de la sécurité sociale - *Ratification d'ordonnances et modifications diverses*) : p. 8210 p. 8211 p. 8213 p. 8214 p. 8215 p. 8216 p. 8217 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1453-1 du code de la santé publique - *Encadrement des pratiques commerciales des entreprises du champ sanitaire au travers des « influenceurs »*) : p. 8217 - **Article 26 (supprimé)** (*Rapport sur les perspectives de créer aux Antilles une faculté de médecine de plein exercice*) : p. 8218 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 749** (*Accompagnement et accueil dans les universités de l'hexagone des étudiants ayant effectué leur premier cycle de formation au sein d'une université des outre-mer - Rapport au Parlement*) : p. 8219 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 589** (*Perspectives de transformation du Groupement hospitalier de Territoire de Guyane - Rapport au Parlement*) : p. 8219 - **Article 27 (supprimé)** (*Rapport sur l'accès effectif à l'IVG*) : p. 8221 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 628 rectifié** (*IVG (Interruption volontaire de grossesse) - Délai*) : p. 8222 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 349 et n° 735 rectifié bis** (*Interruption volontaire de grossesse - Claude de conscience - Suppression*) : p. 8225 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 629 rectifié** (*Interruption volontaire de grossesse - Liste des praticiens objecteurs de conscience - Publication sur internet*) : p. 8226 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 748** (*Contraception d'urgence - Information*) : p. 8227

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Seconde délibération** : p. 8238 p. 8239 - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8240

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des urgentistes (I)** - (11 juin 2019) : p. 8250

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des services d'urgences** - (11 juin 2019) : p. 8251

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des urgentistes (II)** - (11 juin 2019) : p. 8252

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève dans les urgences** - (11 juin 2019) : p. 8255

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan canicule** - (25 juin 2019) : p. 9676

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé** - *Commission mixte*

paritaire [n° 441 (2018-2019)] - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10865

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de lait pour bébés allergiques aux protéines de lait de vache** - (4 juillet 2019) : p. 10878

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de médicaments** - (9 juillet 2019) : p. 10919

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ruptures de stocks de médicaments et les officines** - (9 juillet 2019) : p. 10928

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 587 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11257 - **Article 2** (*Etudes de médecine - Deuxième cycle - Réforme*) : p. 11307 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11308

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (18 juillet 2019) : p. 11544

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (18 juillet 2019) : p. 11548

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du centre hospitalier universitaire de Guadeloupe** - (23 juillet 2019) : p. 12224

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inégal remboursement entre infirmiers et pharmaciens de l'acte de vaccination** - (6 novembre 2019) : p. 14884

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Premier ministre sur l'immigration** - (6 novembre 2019) : p. 14886

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020** [n° 98 (2019-2020)] - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15107 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 15120 - **Discussion générale** : p. 15134

Première partie :

- (12 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 777 rectifié bis** (*Secteur hospitalier - Loi d'orientation et de programmation - Opportunité - Rapport au Parlement*) : p. 15137

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 4** (*Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde médicaments pour 2019*) : p. 15149 - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2019*) : p. 15152

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article additionnel après article 7 - Amendement n° 327 rectifié quater** (*Lutte contre la désertification médicale - Étudiants en médecine de troisième année de troisième cycle - Stage d'une année - Incitation*) : p. 15164

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de politique familiale du Gouvernement** - (13 novembre 2019) : p. 15188

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020** [n° 26 (2019-2020)] (suite)

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 339 rectifié bis, n° 437 rectifié bis et n° 722 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux - Installation de zones franches médicales*) : p. 15219 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 586** (*Établissements publics de santé et EHPAD publics - Exonération de taxe sur les*

salaires) : p. 15221 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 343 rectifié bis** (*Augmentation du minimum des retraites agricoles - Taxe additionnelle - Création*) : p. 15252 - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15256

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) : p. 15271 p. 15272 p. 15273 p. 15276 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 45 rectifié bis et n° 90 rectifié** (*Bières à très haut degré d'alcool - Taxation spécifique*) : p. 15283 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (*Bières fortes - Taxation spécifique*) : p. 15285 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 83 rectifié** (*Contribution sur les boissons sucrées - Modification*) : p. 15287 p. 15288 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 89 rectifié** (*Une taxe sur les produits transformés contenant des sucres ajoutés - Instauration*) : p. 15290 p. 15291 p. 15292 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 878 rectifié** (*Produits de charcuterie contenant des additifs nitrés - Contribution spécifique - Création*) : p. 15293

- **Conférence des présidents** - (14 novembre 2019) : p. 15327

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)] (suite)** - (14 novembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15353

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (20 novembre 2019) : p. 15867 p. 15868

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux limites des annonces du Gouvernement sur l'hôpital public face à l'ampleur de la crise sociale** - (20 novembre 2019) : p. 15869

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les produits de santé d'origine naturelle** - (27 novembre 2019) : p. 16818

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17172 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 17177

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'hôpital de Saint-Martin** - (11 décembre 2019) : p. 21663

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
SOCR, puis RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du comité de pilotage de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 322 (2018-2019)] portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 390 (2018-2019)] (20 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte contre la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de M. Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint de la FNSEA, Mme Véronique Le Floch, secrétaire générale de la Coordination rurale, MM. Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et Baptiste Gatouillat, vice-président de Jeunes agriculteurs.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creysse, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Patrick Josse, directeur de la climatologie et des services climatiques, Sylvain Mondon, responsable du département des missions institutionnelles et Mme Alima Marie-Malikité, directrice de la communication, de Météo-France.

Audition de Mme Odile Mérel, administrateur et membre du bureau et M. Christian Sanchidrian, délégué général, de l'Union nationale des associations de lutte contre les inondations (UNALCI-France-Inondations).

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957

interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition commune de MM. Philippe Laurent, maire de Sceaux, secrétaire général de l'AMF, Daniel Benquet, maire de Marmande et président de Val de Garonne agglomération, membre du conseil d'administration de l'AdCF, et Lionel Quillet, vice-président du département de la Charente-Maritime, membre de l'ADF.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre Ier de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 23

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation**

de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] - (23 janvier 2019) - Article unique : p. 264

- Question d'actualité au Gouvernement sur les coopératives agricoles - (5 février 2019) : p. 780

- Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)] - (6 mars 2019) - Discussion générale : p. 2793 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 (Successions - Information des SAFER) : p. 2800 p. 2801 - Article 5 (nouveau) (art. L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER aux bâtiments utilisés pour une activité salicole, désormais reconnue comme agricole) : p. 2801 p. 2802 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 2802

- Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)] - (3 avril 2019) - Discussion générale : p. 5006 p. 5007 - Article 2 (art. 2 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires et art. 1er de la proposition de loi n° 231 de M. Gilbert Bouchet et de plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée) : p. 5022 - Article 4 (art. 4 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires, art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation) : p. 5037 p. 5038 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 33 rectifié ter (Production d'huîtres - Origine du naissain - Étiquetage obligatoire) : p. 5038 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1 rectifié (Matières d'origine végétale - Utilisation de certaines dénominations commerciales associées aux produits d'origine animale - Interdiction) : p. 5039 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié (Vins mis en vente sous forme de bouteille, pichet ou de verre - Indication lisible de la provenance) : p. 5040 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié (Produits vendus sous l'appellation « Rhum » - Indication du pays d'origine des matières premières - Obligation) : p. 5041 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 4 rectifié (Mention « sans glyphosate ») : p. 5042

- Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)] - (10 avril 2019) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019) : p. 5458

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)] - (10 avril 2019) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019).

- Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] - (7 mai 2019) - Discussion générale : p. 6171 p. 6172

- Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)] - (14 mai 2019) - Article 1er (École de la confiance) : p. 6372 p. 6374

- Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des tarifs d'électricité - (6 juin 2019) : p. 8063

- Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] - (12 juin 2019) - Article 3 (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat) : p. 9191

- Question orale sans débat sur le coût de l'instruction des permis de construire pour les petites communes - (2 juillet 2019) : p. 10664

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (I) - (4 juillet 2019) : p. 10875 p. 10876

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de General Electric - (4 juillet 2019) : p. 10878

- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] - (18 juillet 2019) - Article 4 quater (supprimé) (art. L. 311-13 [nouveau] du code de justice administrative - Contentieux des énergies renouvelables en mer) : p. 11569 p. 11569

- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] - (8 octobre 2019) - Discussion générale : p. 12860 p. 12861 - Article 1er (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12892 p. 12895 p. 12914 p. 12915

- Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des agriculteurs - (9 octobre 2019) : p. 12926

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe - (9 octobre 2019) : p. 12957

- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite) - (9 octobre 2019) - Article 1er (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12966 p. 12971 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Mutualisation des services - Point d'information annuel) : p. 12976 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 215 rectifié (EPCI - Projets de territoire) : p. 12978 p. 12978

- Suite de la discussion (10 octobre 2019) - Article 1er ter (nouveau) (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 13009 p. 13010 - Article 4 (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13046 - Article 5 (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13070

- Suite de la discussion (15 octobre 2019) - Article 11 bis (nouveau) (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux) : p. 13200 - Article 13 (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13244 p. 13247

- Suite de la discussion (16 octobre 2019) - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 245 rectifié (Tenue d'une réunion semestrielle du conseil municipal sur

l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale - Obligation) : p. 13341

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 114 et n° 248 rectifié bis** (*Établissements sociaux et médicosociaux - Gestion par les SIVU et SIVOM - Opportunité - Rapport au Parlement*) : p. 13376 p. 13377 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (*Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire*) : p. 13385 p. 13389 p. 13390 - **Article 20** (*art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - « Rescrit » du préfet*) : p. 13405 - **Article 23** (*art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents*) : p. 13420 - **Article 26** (*art. L. 3142-79 du code du travail ; art. L. 5214-8 et L. 5842-21 du code général des collectivités territoriales - Extension du congé électif aux communes de moins de 1 000 habitants - Conditions d'exercice des mandats dans les communautés de communes*) : p. 13437

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à*

caractère musical) : p. 13550 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Définition d'une charte d'organisation des rassemblements visés par l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure*) : p. 13556 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13559

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14793

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16864 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendements n° II-174 rectifié et n° II-212** (*Gestion des autoroutes - Société anonyme à capitaux publics - Opportunité de création - Rapport au Parlement*) : p. 16883

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17753

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21742

CADIC (Olivier)
sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 10 juillet 2019 ; membre de la commission jusqu'au 9 juillet 2019.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Cyberattaque contre « ARIANE » : une expérience qui doit nous servir [n° 299 (2018-2019)] (6 février 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 642 (2018-2019)] autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers [n° 36 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental [n° 142 tome 9 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Gina Miller, présidente de l'association Best for Britain.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, du déplacement de la délégation à Copenhague les 13 et 14 décembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

Échanges sur le programme de la prochaine journée des entreprises.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Hubert Carré, directeur général, et de Mme Émilie Gélard, juriste, du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM) et de M. Thierry Missonnier, directeur du pôle de compétitivité Aquimer.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberattaque de la plateforme ARIANE du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Vincent Pourquery de Boisserin, coordinateur national pour la préparation à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (gestion des flux de personnes et de marchandises), de Mme Isabelle Maître, déléguée permanente auprès de l'Union européenne, et de M. Thierry Grumiaux, délégué de la commission « transport international, douane et logistique », Fédération nationale des transports routiers.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense au ministère des armées.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen en présence de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impacts du Brexit sur le secteur financier : audition de Mme Sylvie Goulard, sous-gouverneure de la Banque de France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux et perspectives de la reconstruction de l'Irak - Audition de Mme Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et du monde arabe.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de MM. Hervé Morin, président de la région Normandie, Alexandre Wahl, directeur de l'Agence de développement Normandie, Patrice Vergriete, maire de Dunkerque, et Mme Christiane Guervilly, maire d'Erquy, sur l'impact régional du Brexit.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au

Venezuela - Audition de M. Lorent Saleh, co-réceptiendaire du Prix Sakharov 2017 pour la liberté de l'esprit (décerné à l'Opposition démocratique au Venezuela).

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Entretien avec une délégation de la Chambre des Lords.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Jordanie, clé de voûte de la stabilité d'un Moyen-Orient en crise - Examen du rapport d'information.

L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN et de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions numériques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 octobre, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le nord-est syrien - Audition de S.E. M. Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, président-directeur général de France Médias Monde.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 122

- **Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 252 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article 4** : p. 208

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises*) : p. 508 p. 514 p. 516 p. 526 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros*) : p. 538 - **Article 13 bis** (*art. L. 123-16, L. 232-1, L. 232-25, L. 232-26 [nouveau] et L. 950-1 du code de commerce et art. L. 524-6-6 du code rural et de la pêche maritime -*

Allègement et simplification de certaines obligations comptables des petites et moyennes entreprises) : p. 574

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 251 rectifié bis** (*Récupération des impayés - Possibilité de désigner une société de recouvrement amiable de créances*) : p. 604 p. 605 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 670-6 du code de commerce - *Suppression de la mention de la liquidation judiciaire au casier judiciaire de l'entrepreneur individuel*) : p. 606 - **Article 18** (art. L. 622-24 du code de commerce - *Modalités de déclaration des créances fiscales dans le cadre des procédures collectives*) : p. 611 - **Article additionnel après l'article 19 septies - Amendements n° 72 rectifié ter et n° 253 rectifié bis** (*Repreneur - Délai de mise en conformité avec la législation et la réglementation*) : p. 618

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - *Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des activités stratégiques*) : p. 882 p. 886 - **Article additionnel après l'article 55 ter - Amendement n° 874** (*Exploitation des équipements de réseaux radioélectriques - Autorisation préalable*) : p. 892 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - *Développement de l'épargne salariale*) : p. 911 - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - *Développement de l'actionnariat salarié*) : p. 921 p. 924 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - *Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être*) : p. 933

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article 61 ter A (nouveau)** (*Renforcement de l'activité de normalisation*) : p. 957 p. 958 - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendement n° 326 rectifié** (*Résolution annuelle sur les rémunérations des hauts dirigeants des grandes entreprises - Avis conforme du comité social et économique*) : p. 961 - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (*Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes*) : p. 965

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rétablissement de l'ordre républicain** - (14 février 2019) : p. 2472

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6518 p. 6519 - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** : p. 6529

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - *Création d'une taxe sur les*

services numériques) : p. 6802 p. 6804 p. 6812 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - *Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019*) : p. 6830

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7679

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8246

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de M. Carlos Ghosn** - (20 juin 2019) : p. 9548

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9693

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 1er** (*chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction*) : p. 9792

- **Commission mixte paritaire [n° 632 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12353

- **Débat sur l'intelligence artificielle** - (2 octobre 2019) : p. 12782 p. 12783

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13567

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)]** - (30 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14801 p. 14802 p. 14808

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application du principe de réciprocité dans les relations commerciales entre la Chine et l'Europe** - (6 novembre 2019) : p. 14877

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 16998

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17031 p. 17032 - **État B** : p. 17043 p. 17045 p. 17046 p. 17048 p. 17050 p. 17053 p. 17054 - **Article additionnel avant l'article 73 A - Amendement n° II-443** (*Postes diplomatiques et consulaires - Droits de visa instruits - Augmentation*) : p. 17055

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17582

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Pyrénées.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement du 31 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Dominique Dhumeaux, président de l'AMR72, maire de la commune Fercé-sur-Sarthe, sur les questions relatives aux collectivités territoriales et à la décentralisation évoquées dans les « cahiers de doléances » réunis par l'Association des maires ruraux de France (AMRF) dans le contexte du mouvement des « gilets jaunes ».

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement, sur l'application du principe « 2 normes retirées pour 1 norme créée ».

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Antoine Lefèvre et Mme Patricia Schillinger « Mieux associer les élus municipaux à la gouvernance des intercommunalités : valoriser les bonnes pratiques ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Mathieu Darnaud « Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes ».

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec l'association France urbaine (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes), sur l'actualité et les enjeux des métropoles et des pôles urbains.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'exploitation des carrières de Vingrau** - (22 janvier 2019) : p. 162

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2746

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9158

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14611 p. 14613 p. 14614

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; puis président le 17 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit, le jour d'après Impact sur la vie économique française [n° 664 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Rapport relatif à l'activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2018 [n° 457 tome 1 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Rapport relatif à l'activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2018 (Actes du colloque) [n° 457 tome 2 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié. : Maroc 1999-2019 : vingt ans de modernisation [n° 155 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 558 (2018-2019)] autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 607 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit : tous perdants [n° 49 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Jean Bizet, adoptée par la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA).

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et Cuba, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Vincent Pourquery de Boisserin, coordinateur national pour la préparation à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (gestion des flux de personnes et de marchandises), de Mme Isabelle Maître, déléguée permanente auprès de l'Union européenne, et de M. Thierry Grumiaux, délégué de la

commission « transport international, douane et logistique », Fédération nationale des transports routiers.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Enjeux de la présidence française du Conseil de sécurité en mars 2019 - Audition de M. Alexis Lamek, directeur des Nations unies au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 février 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de M. Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense au ministère des armées.

Intervention des forces armées françaises au Tchad - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Questions diverses - Mission Colombie.

Réunion du mardi 5 mars 2019 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Service national universel (SNU) - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur le service national universel (SNU).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Situation des Chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Questions diverses - Mission Jordanie.

Situation au Venezuela et ses conséquences internationales - Audition conjointe de Mme Paula Vasquez, chargée de recherche au CNRS et de M. Frédéric Doré, directeur des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (CAMO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 *(groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE)* : Impacts du Brexit sur le secteur financier : audition de Mme Sylvie Goulard, sous-gouverneur de la Banque de France.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Enjeux et perspectives de la reconstruction de l'Irak - Audition de Mme Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et du monde arabe.

Relations transatlantiques et architecture de sécurité en Europe, à l'occasion des 70 ans de l'OTAN - Audition conjointe de Mme Alice Guitton, directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS - ministère des armées) et M. Nicolas

Roche, directeur de la Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement (DAS - ministère de l'Europe et des affaires étrangères).

Réunion du mercredi 10 avril 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France sur la relation franco-allemande.

Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de programmation militaire - Communication.

Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Questions diverses.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mardi 21 mai 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 *(commission des affaires économiques)* : Groupe de travail sur l'espace - Constitution.

Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Rémy Rioux, candidat proposé par le Président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement.

Exportations d'armement - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Nomination d'un rapporteur.

Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Questions diverses.

Vote et dépouillement simultané du scrutin sur la proposition de nomination par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement, au sein des commissions des affaires étrangères des deux assemblées.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation au Venezuela - Audition de M. Lorent Saleh, co-récipiendaire du Prix Sakharov 2017 pour la liberté de l'esprit (décerné à l'Opposition démocratique au Venezuela).

Réunion du mercredi 5 juin 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Émergence de la Colombie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 *(groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE)* : Entretien avec une délégation de la Chambre des Lords.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de

l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Sophia - Audition du contre-amiral Olivier Bodhuin.

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Défense européenne - Examen du rapport d'information.

Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Examen d'une question préalable.

Situation en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) - politique de sécurité et de défense commune (PSDC) d'Helsinki - Désignation des membres participant.

Désignation d'un candidat appelé à siéger au conseil d'administration de Campus France.

Désignation d'un vice-président de la commission.

La Jordanie, clé de voûte de la stabilité d'un Moyen-Orient en crise - Examen du rapport d'information.

L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Mission « Aide publique au développement » à Madagascar - Désignation des membres.

Nomination de rapporteurs.

Projet de loi de finances pour 2020 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Communication.

Désignation de rapporteurs.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN et de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions numériques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Saurat, secrétaire générale pour l'administration du ministère des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le Nord-Est syrien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le nord-est syrien - Audition de S.E. M. Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Situation en Irak et en Syrie - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Déplacement dans les forces armées.

Questions diverses - Financement du surcoût OPEX 2019.

Questions diverses - Missions 2020 de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur l'espace - Examen du rapport d'information sur la politique des lanceurs spatiaux.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur l'espace sur la politique des lanceurs spatiaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Hommage aux militaires morts au Mali.

Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bruno Sainjon, président-directeur général de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA).

Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, président-directeur général de France Médias Monde.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Alstom** - (22 janvier 2019) : p. 192

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les militaires tués** - (16 mai 2019) : p. 6533

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9199

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9688 p. 9689 p. 9699 p. 9700 p. 9701 p. 9702

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 608 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10774 p. 10775 - **Question préalable** : p. 10777

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Kurdes (II)** - (16 octobre 2019) : p. 13266

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13364 p. 13367 p. 13370 - **Article unique** (*Ratification du protocole au traité de l'Atlantique nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord*) : p. 13371

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13527 p. 13531 p. 13536

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13562 p. 13563 p. 13564 p. 13565 p. 13569

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15953

Première partie :

- (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié** (*Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression*) : p. 16142 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1018** (*ISF - Rétablissement*) : p. 16189

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 4 (précédemment réservé)** (*art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes*) : p. 16454

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décès des treize militaires au Mali (II)** - (27 novembre 2019) : p. 16813

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16945 p. 16950 p. 16951

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17028 p. 17032

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (29 novembre 2019) : p. 17062 p. 17063 p. 17065 p. 17066

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17648 p. 17652 p. 17654

- **Débat sur la situation et le rôle de l'OTAN et sur la place de la France en son sein** - (12 décembre 2019) : p. 21720 p. 21721 p. 21723 p. 21725 p. 21728

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 13 février 2019.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 358 (2018-2019)] relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 412 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la commission des lois : La justice prud'homale au milieu du gué [n° 653 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 667 (2018-2019)] (11 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 665 (2018-2019)] visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 683 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Jacques Mézard, candidat proposé par le Président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jackie Pierre du déplacement dans les Vosges.

Intervention de Mme Catherine Troendlé sur la politique de communication du Sénat.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Éric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Denis Merville, président, et Mme Véronique Delmas, directrice d'ATMO Normandie.

Audition de M. Yves Blein, président de l'Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (Amaris).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Éric Herbet, président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin, Alain Lucas, vice-président de la communauté Bray-Eawy, et

Christian Roussel, président de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'arrêt sur les retournements de prairies** - (12 février 2019) : p. 1098

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2798

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 3847 p. 3849 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3851 - **Question préalable** : p. 3855 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3865 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié (Rétablissement de la région Alsace - Sortie de la région Grand Est - Consultation locale)** : p. 3866 - **Article 1er (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales)** : p. 3875 p. 3879 p. 3882 p. 3883

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5061 p. 5069 p. 5070 p. 5071 p. 5072 p. 5073 p. 5075 p. 5076 p. 5077 p. 5080 p. 5083 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 135 rectifié bis (Département de la Haute-Savoie - Coopération transfrontalière)** : p. 5085 - **Article 2 (art. L. 132-1 du code du tourisme et art. L. 3431-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rôle du département d'Alsace en matière de tourisme et de promotion de l'attractivité de son territoire)** : p. 5086 p. 5087 - **Article 2 bis (nouveau) (Expérimentation sur la délégation aux départements de l'octroi d'aides aux entreprises)** : p. 5088 p. 5089 - **Article 3 (Transfert au département d'Alsace des routes nationales et autoroutes non concédées)** : p. 5090

- **Suite de la discussion** (4 avril 2019) : p. 5191 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 146 rectifié ter (Redevance kilométrique poids lourds)** : p. 5192 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter (Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental)** : p. 5194 - **Article 4 (Reprise des personnels des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)** : p. 5198 - **Article 6 (Compensation financière du transfert de la voirie nationale)** : p. 5201 p. 5202 - **Article 7 (Succession du département d'Alsace aux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)** : p. 5204 - **Article 8 (Composition du conseil départemental d'Alsace)** : p. 5206 - **Article 9 (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder aux adaptations rendues nécessaires par la création de la Collectivité européenne d'Alsace)** : p. 5207 - **Article 10 (Habilitation à légiférer par ordonnances dans le domaine routier)** : p. 5208 p. 5209 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5214

- **Question orale sans débat sur les difficultés du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime** - (4 juin 2019) : p. 7796 p. 7797

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9169 p. 9170 - **Article 1er (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales)** : p. 9178 p. 9182 p. 9183 p. 9184 - **Article 2 (art. L. 3142-79 et art. L. 3142-88-1 et L. 3142-88-2 [nouveaux] du code du travail - Disponibilité des candidats et des élus salariés ou agents publics)** : p. 9187 - **Article 3 (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat)** : p. 9191 p. 9192 p. 9193

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9329 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié (Membres de la fonction publique - Obligation de réserve)** : p. 9336

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3 (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon)** : p. 11458

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12213 - **Article 3 (Transfert à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'eumétropole de Strasbourg des routes nationales et des autoroutes non concédées)** : p. 12239

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12249

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12368

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12858

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 31 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13007

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau) (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI)** : p. 13015

- **Question orale sans débat sur les contraintes liées à l'application du règlement départemental de défense incendie et secours** - (15 octobre 2019) : p. 13146 p. 13147

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (15 octobre 2019) - **Article 11 quinquies (nouveau) (art. L. 2113-4 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de la création de communes nouvelles dont le territoire est situé sur deux départements)** : p. 13208

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 556 rectifié bis (Constitution des communes nouvelles - Consultation des comités techniques des communes - Obligation)** : p. 13382 p. 13383 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 555 rectifié bis (Conseillers municipaux - Accès au télétravail - Facilitation)** : p. 13448

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 octobre 2019) : p. 14713

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 28 (2018-2019)] - Rapport [n° 254 tome 1 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 28 (2018-2019)] - Comptes rendus - Liste des personnes entendues [n° 254 tome 2 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 28 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 254 tome 3 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à développer les salles d'amusement familial [n° 276 (2018-2019)] (29 janvier 2019) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 341 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 382 (2018-2019)] relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 415 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à revenir sur le transfert obligatoire de la compétence voirie des communes vers la métropole d'Aix-Marseille-Provence [n° 704 (2018-2019)] (5 août 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : garantir les moyens d'une régulation efficace à l'ère du numérique [n° 90 (2019-2020)] (30 octobre 2019) - **Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 140 tome 3 annexe 10 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des finances*) : Prise en charge financière des victimes du terrorisme - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Dette des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des finances*) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Intervention de Mme Catherine Troendlé sur la politique de communication du Sénat.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Érick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buroalistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle de la recevabilité financière des amendements et des propositions de loi - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Audition commune de MM. Boris Cournède, chef-adjoint de la division des finances publiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Michel Didier, président du comité de direction de Rexecode, Jonathan Goupille-Lebret, chercheur en économie à l'École normale supérieure de Lyon, et Luc Jaillais, co-président de la commission fiscalité du patrimoine de l'Institut des avocats conseils fiscaux (IACF).

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux entreprises*) : Retour sur la Journée des entreprises organisée au Sénat le 28 mars 2019.

(*commission des finances*) : Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects.

Réunion du lundi 29 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2019 à 2022 - Communication.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2018 et sur la certification des comptes de l'État - exercice 2018 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Risque cyber dans les domaines économique et financier - Audition commune de MM. Alain Bouillé, président du CESIN, Christophe Delcamp, directeur-adjoint assurance de dommages et responsabilité de la FFA, Bertrand Peyret, secrétaire général adjoint de l'ACPR, et Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des finances*) : Valorisation internationale de l'ingénierie et des marques culturelles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Table ronde avec les compagnies aériennes opérant des lignes d'aménagement des territoires.

(*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Pierre-Olivier Bandet, directeur général-adjoint d'Air France HOP.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Thomas Juin, président, et Nicolas Paulissen, délégué général de l'Union des aéroports français.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre la fraude et la protection des intérêts financiers de l'Union européenne - Communication.

Pilotage et financement des très grandes infrastructures de recherche - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Inspection du travail - Communication.

Contrôle budgétaire - Lutte contre les feux de forêts - Communication.

Contrôle budgétaire - Mobilisation des financements régionaux en faveur de la recherche - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

(*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de M. Thierry Coquil, directeur des affaires maritimes, commissaire délégué aux transports maritimes et délégué à la mer et au littoral.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des finances*) : Green Budgeting - Audition de M. Dorian Roucher, inspecteur des finances, de Mmes Sylvie Alexandre, ingénieure générale des ponts, des eaux et forêts, et Florence Torjman, inspectrice générale de l'administration et du développement durable.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) accompagné de MM. François Lions, membre du collège, Loïc Dufloy, directeur internet, postes et utilisateurs, et Adrien Laroche, chef de l'unité marchés entreprises.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » (et communication sur son contrôle budgétaire sur la sécurité informatique des pouvoirs publics) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

(*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur le cycle d'auditions conjointes de la délégation aux entreprises et du groupe d'étude sur le numérique sur le thème : « Comment garantir l'accès des PME à des réseaux et services numériques efficaces ? » et adoption du rapport publiant les comptes rendus de ces auditions.

Communication de Mme Elisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances pour 2020 intéressant les entreprises et examen éventuel d'amendements à ce texte.

Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, du déplacement de la délégation dans l'Aisne, le 24 octobre 2019.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition sur la récente circulation de grands chalutiers étrangers dans les eaux françaises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires** [n° 246 (2018-2019)] - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 293

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 382 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 424 p. 427 p. 428 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 447

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 489 - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 508 p. 511 p. 512 p. 514 p. 515 p. 516 p. 518 p. 519 p. 522 p. 524 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 158 rectifié** (Experts comptables - Accompagnement des sociétés en difficulté - Formation) : p. 527 - **Article 9 bis B** (art. L. 822-15 du code de commerce - Levée du secret professionnel entre commissaires aux comptes contrôlant différentes sociétés appartenant à un même groupe non consolidé) : p. 528 - **Article additionnel après l'article 9 bis C - Amendement n° 762 rectifié** (Rapporteur général du H3C - Pouvoirs d'enquête - Extension) : p. 530 - **Article additionnel après l'article 9 bis D - Amendement n° 604** (Plateformes de financement participatif - Commissaire aux comptes chargé du contrôle légal - Nomination) : p. 534 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 305 rectifié bis** (Modernisation de l'exercice de la profession d'expert-comptable - Parlement) : p. 535

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 649 - **Article 21** (art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 666 - **Article 23** (art. L. 211-36, L. 211-40, L. 213-1, L. 214-7-4, L. 214-8-7, L. 214-24, L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-164, L. 214-172, L. 214-175-1, L. 214-190-2, L. 411-3, L. 420-11, L. 421-7-3, L. 421-16, L. 511-84, L. 511-84-1 [nouveau], L. 532-9, L. 532-16, L. 532-28, L. 532-48, L. 532-50, L. 532-52, L. 533-22-2, L. 533-22-3 [nouveau], L. 611-3, L. 612-2, L. 613-34, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-9, L. 621-13-4 et L. 621-20-7, L. 621-20-8, L. 621-20-9 [nouveaux], L. 621-15 et L. 621-21-1 du code monétaire et financier et L. 3334-12 du code du travail - Attractivité de la place financière de Paris) : p. 680

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'Etat du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRIGaz) : p. 854 p. 856 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 897 p. 899 p. 902 p. 904 p. 905 p. 906 p. 907 p. 908 p. 909 p. 910 p. 911 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 827 rectifié bis** (Intéressement dans les entreprises de plus de dix salariés - Création) : p. 912 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 832 rectifié** (Intéressement dans les entreprises de moins de cinquante salariés - Lissage du versement de l'intéressement) : p. 913 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 332** (Entreprises de moins de cinquante salariés - Epargne salariale - Simplification) : p. 913 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 328** (Réserve spéciale de participation - Révision de la formule de calcul) : p. 914 - **Article 57 bis C** (art. L. 3324-5 du code du travail - Abaissement du plafond de salaire pris en compte dans le calcul de la répartition de la participation) : p. 915 - **Article additionnel après l'article 57 bis C - Amendement n° 990** (Entreprises de travail temporaire - Réserve spéciale de participation (RSP) - Adaptation des règles) : p. 916 - **Article 57 bis** (Texte non modifié par la commission) (L. 3332-25 du code du travail - Recours aux sommes du plan d'épargne entreprise pour les levées d'actions de son entreprise) : p. 917 - **Article 58** (art. L. 3334-5 et L. 3332-7-1 [nouveau] du code du travail - Accessibilité des plans d'épargne pour la retraite collectifs et information des bénéficiaires des plans d'épargne entreprise) : p. 917 - **Article 59** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionariat salarié) : p. 918 p. 920 p. 923 p. 925 - **Article 59 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 225-197-1 du code de commerce - Déplacement des attributions d'actions gratuites à capital constant) : p. 926 - **Article additionnel après l'article 59 ter A - Amendement n° 500 rectifié** (Attributions d'options d'achat d'actions - Allègement des conditions d'autorisation) : p. 927 - **Article additionnel après l'article 59 ter A - Amendement n° 501 rectifié** (Attributions gratuites d'actions existantes - Allègement des conditions d'autorisation) : p. 928 - **Article 59 ter** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Exclusion des représentants de l'entreprise lors des opérations de vote au sein des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise) : p. 928 - **Article 59 quater A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Limitation de la présence des représentants de l'entreprise au sein des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise) : p. 929 - **Article 60** (art. 31-2 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Offres réservées aux salariés dans les entreprises publiques) : p. 930 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 932 p. 934 p. 935

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article 61 ter A (nouveau)** (Renforcement de l'activité de normalisation) : p. 957 p. 958 - **Article additionnel après l'article 61 quater - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 137 rectifié quater, n° 652 rectifié bis et 828 rectifié ter** (Produits équitables - Obligation de respect d'un référentiel) : p. 959 - **Article additionnel après l'article 61 quinquiés - Amendement n° 327 rectifié** (Rapport sur les rémunérations

des dirigeants des grandes entreprises - Approbation par l'assemblée générale des actionnaires) : p. 960 - **Article additionnel après l'article 61 quinquiés - Amendement n° 326 rectifié** (Résolution annuelle sur les rémunérations des hauts dirigeants des grandes entreprises - Avis conforme du comité social et économique) : p. 961 - **Article additionnel après l'article 61 quinquiés - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes) : p. 963 p. 966 - **Article 61 septiés** (art. L. 210-10 à L. 210-12 [nouveaux] du code de commerce, art. L. 322-26-4-1 [nouveau] du code des assurances, art. L. 110-1-1 [nouveau] du code de la mutualité - Sociétés à mission) : p. 967 p. 968 - **Article 61 octiés** (art. 787 B du code général des impôts - Fonds de pérennité) : p. 971 p. 972 p. 973 - **Article 62** (art. L. 225-27-1 du code de commerce, art. L. 114-16 et L. 114-16-2 [nouveaux] du code de la mutualité - Administrateurs salariés dans les grandes entreprises et dans les organismes régis par le code de la mutualité) : p. 975 p. 976 p. 977 p. 978 - **Article 62 bis A** (art. L. 225-45 et L. 225-83 du code de commerce, 117 bis, 120, 210 sexies, 223 B du code général des impôts, L. 214-17-1 et L. 214-24-50 du code monétaire et financier - Modification du nom donné à la rémunération des administrateurs prévue à l'article L. 225-45 du code de commerce) : p. 979 - **Article 62 bis** (art. L. 225-23, L. 225-30-2, L. 225-71 et L. 225-80 du code de commerce - Formation des administrateurs salariés) : p. 980 - **Article 62 ter** (art. L. 225-37-3 du code de commerce - Information sur les écarts de rémunération) : p. 981 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 458 rectifié quater** (Statut de dirigeant et de mandataire social - Réforme) : p. 982 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 460 rectifié quater** (Statut de dirigeant et de mandataire social - Réforme) : p. 983 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 459 rectifié ter** (Rémunérations principales des présidents de conseils d'administration et des directeurs généraux de sociétés - Modération) : p. 984 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 333 rectifié** (Transparence des salaires) : p. 985 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 461 rectifié ter** (Stock-options - Modalités d'octroi - Encadrement) : p. 985 p. 986 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 693 rectifié** (Écarts de rémunération - Encadrement) : p. 988 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 462 rectifié ter** (Rémunérations différées - Fiscalité) : p. 991 - **Article 62 quater** (art. L. 225-53 et L. 225-58 du code de commerce - Représentation plus équilibrée des femmes dans les fonctions exécutives des sociétés) : p. 992 - **Article additionnel après l'article 62 quater - Amendement n° 694 rectifié** (Non respect des obligations en matière d'égalité salariale - Suppression des exonérations de cotisations) : p. 993 - **Article 62 quinquiés A (supprimé)** (art. L. 225-18-1, L. 225-69-1 et L. 226-4-1 du code de commerce - Nullité des délibérations auxquelles a participé un administrateur ou un membre du conseil de surveillance nommé en violation des règles de représentation équilibrée des deux sexes) : p. 994 - **Article 62 septiés** (Intitulé de la section 3 du chapitre Ier du titre IV du livre Ier, art. L. 141-23, L. 141-25, intitulé de la section 4 du chapitre Ier du titre IV du livre Ier, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, intitulé de la section 1 du chapitre X du titre III du livre II, L. 23-10-1, L. 23-10-3, intitulé de la section 2 du chapitre X du titre III du livre II, L. 23-10-7, L. 23-10-9 et L. 23-10-11 du code de commerce - Coordination des dispositions du code de commerce relatives au droit d'information préalable des salariés avec les nouvelles règles encadrant le conseil social et économique d'une entreprise) : p. 995 p. 996 - **Article additionnel après l'article 62 septiés - Amendement n° 666 rectifié** (Vente d'entreprise - Droit de préemption des salariés) : p. 998 - **Article 63** (art. 1er, 2, 3-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, art. 221 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [abrogé] - Transposition de la directive 2014/55/UE du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et habilitation à adapter ces dispositions dans les collectivités d'outre-mer) : p. 1002 - **Article 64 (supprimé)** (Habilitation en vue de transposer la future directive relative aux cadres de restructuring préventifs, à la seconde chance et aux mesures à

prendre pour augmenter l'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et d'apurement) : p.1004 - **Article 65** (Transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales, visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États-membres) : p.1004 - **Article 66** (art. L. 533-22, L. 533-22-4 [nouveau] et L. 544-7 à L. 544-9 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 310-1-1-2 [nouveau] et L. 385-7-1 [nouveau] du code des assurances et art. L. 225-37-4, L. 225-40, L. 225-40-2 [nouveau], L. 225-88, L. 225-88-2 [nouveau], L. 225-115, L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-3-1, L. 228-3-3, L. 228-3-4, L. 228-3-5 [nouveau] et L. 228-3-6 [nouveau] du code de commerce - Transposition de la directive (UE) 2017/828 du 17 mai 2017 modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires) : p. 1010 - **Article 67 (Texte non modifié par la commission)** (Transposition de la directive 2016/2341/UE du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle) : p. 1011 - **Article 68** (art. L. 613-30-3 du code monétaire et financier - Transposition de la directive (UE) 2017/2399 du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité) : p. 1012 - **Article 69 (Texte non modifié par la commission)** (Transposition de la directive (UE) 2015/2436 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 rapprochant les législations des États-membres sur les marques et adaptation de notre droit aux dispositions du règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne « Paquet Marques ») : p. 1012 - **Article 69 bis (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à transposer la directive du 30 mai 2018 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme) : p. 1013 - **Article additionnel après l'article 69 bis - Amendement n° 813 rectifié ter** (Obligations en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme - Assujettissement des syndicats - Suppression) : p. 1014 - **Article 70** (Réévaluation comptable des immobilisations corporelles des grands ports maritimes de l'État et de certains ports autonomes) : p. 1014 - **Article 71** (art. L. 214-7-4, L. 214-24-33, L. 214-154, L. 214-165-1, L. 214-169, L. 214-170, L. 214-175-1, L. 524-6, L. 532-9, L. 532-20-1, L. 532-21-3, L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-22, L. 561-25, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-2, L. 561-46, L. 562-3, L. 612-35-1 et L. 621-31 du code monétaire et financier, art. L. 84 D et L. 228 A du livre des procédures fiscales, article 1649 AB du code général des impôts, art. L. 225-100 et L. 824-3 du code de commerce, art. L. 229-38 du code de l'environnement, art. L. 311-11, L. 311-16, L. 311-30, L. 311-53, L. 326-12, L. 326-13, L. 421-9, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 423-5, L. 423-7 et L. 423-8 du code des assurances, art. L. 222-9, L. 431-1, L. 431-2, L. 431-4, L. 431-5, L. 431-7 et L. 431-8 du code de la mutualité, articles L. 931-37 à L. 931-39, L. 931-41, L. 931-42, L. 932-46, L. 951-2 et L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. 2488-6, 2488-10 et 2488-11 du code civil, art. 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. 5 de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - Ratification de vingt-trois ordonnances) : p. 1019 p. 1020 p. 1021 p. 1022 p. 1023 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° 709 rectifié et n° 800 rectifié** (Associations professionnelles représentatives de la profession du courtage d'assurances) : p. 1026 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendement n° 880** (Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO) - Recentrage de la mission) : p. 1026 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendement n° 879** (Responsabilité civile automobile - Code des assurances - Droit de l'Union européenne - Mise en conformité) : p. 1026 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendement n° 916** (Distributeurs d'assurances - Ratification d'une ordonnance) : p. 1027 - **Article 71 bis (supprimé)** (Habilitation en vue de transposer la future directive visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de

concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur et en vue de renforcer l'efficacité des procédures suivies devant l'Autorité de la concurrence) : p. 1028 - **Article additionnel après l'article 71 bis - Amendement n° 1032** (Agents de la DGCCRF et de l'Autorité de la concurrence - Autorisation d'accéder aux données techniques de téléphonie - Encadrement) : p. 1029 - **Article 71 ter** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4, L. 441-5, L. 442-4 [nouveau], L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 445-1 à L. 445-4 du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Mise en conformité des tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz avec le droit européen) : p. 1033 p. 1034 p. 1035 p. 1036 p. 1037 p. 1038 p. 1039 - **Article 71 quater AA (nouveau)** (art. L. 121-5, L. 333-3 et L. 333-3-1 [nouveau] du code de l'énergie - Adaptation du dispositif de fourniture de secours d'électricité) : p. 1039 p. 1040 p. 1042 p. 1043 - **Article 71 quater AB (nouveau)** (art. L. 122-3 et L. 134-15-1 [nouveaux] et L. 134-16 du code de l'énergie - Information des consommateurs sur les offres de fourniture d'énergie et mise en extinction des dispositifs transitoires prévus lors des étapes précédentes d'extinction des tarifs réglementés) : p. 1044 p. 1045 - **Article additionnel après l'article 71 quater AB - Amendement n° 905** (Tarifs réglementés de vente d'électricité - Habilitation à légiférer par ordonnance) : p. 1045 - **Article 71 quater A (Texte non modifié par la commission)** (Transposition de la directive révisant le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre) : p. 1046 - **Article additionnel après l'article 72 bis - Amendement n° 430 rectifié** (Commissaire aux comptes - Dispositif spécifique de suivi et d'évaluation) : p. 1056

- **Question orale sans débat sur la prise en compte de l'enseignement des langues régionales au lycée** - (12 février 2019) : p. 1080

- **Question orale sans débat sur la pêche au bar et le 48e parallèle** - (12 février 2019) : p. 1097 p. 1098

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (12 février 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 1105

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 février 2019) : p. 2606

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2613

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2795

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3278 - **Article additionnel après l'article 1 A - Amendement n° 246 rectifié ter** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Suppression) : p. 3288 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création) : p. 3299 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3329

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales) : p. 3477 p. 3479

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 33 ter (nouveau)** (art. L. 3117-1 [nouveau] du code des transports - Dispositifs de localisation des passages à niveau dans les véhicules de transport collectif) : p. 3703

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 5071
- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5406 - **Question préalable** : p. 5420
- **Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 406 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6025 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié quater** (Instrument de l'infraction - Confiscation) : p. 6032 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2 rectifié quater** (Biens mobiliers et immobiliers - Produits directs ou indirects d'une infraction - Non restitution) : p. 6033 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié quater** (Saisie de parts sociales - Opposabilité aux tiers) : p. 6033 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié quater** (Décisions définitives des juridictions - AGRASC - Transmission sans délai) : p. 6033 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié ter** (AGRASC - Délai de saisie) : p. 6034 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5 rectifié quater** (Biens placés sous main de justice - Possibilité de remise à l'AGRASC) : p. 6034 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié quater** (Rapprochement de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC), de la Plateforme d'identification des avoirs criminels (PIAC) et du Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN) - Rapport au Parlement) : p. 6034
- **Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6039
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 331 rectifié** (Programmes scolaires - Apprentissage du codage informatique) : p. 6428 - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6484
- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6833
- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7665
- **Question orale sans débat sur les relations commerciales au sein des réseaux de distribution dans le secteur du bricolage** - (4 juin 2019) : p. 7790
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7819
- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 7 E - Amendement n° 455 rectifié** (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) - Association des étudiants) : p. 7952 - **Article 7 quinquiés** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5125-1-1 A du code de la santé publique - Délivrance par des pharmaciens de médicaments sur prescription médicale obligatoire) : p. 7993
- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9319
- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9492 p. 9494 p. 9496 p. 9497
- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 62 rectifié ter** (Fonction publique territoriale - Statut d'emploi - Uniformisation - Simplification) : p. 9562 p. 9563 - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Renforcement du régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale) : p. 9594 - **Article 14** (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel) : p. 9600 p. 9601 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9608
- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics) : p. 9727 - **Article 19** (art. 12, 12-4, 14, 15, 18-3 [nouveau] et 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Rapport annuel et organisation territoriale du Centre national de la fonction publique territoriale - Compétences et organisation des centres de gestion) : p. 9747 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 61 rectifié quinquiés** (Centres de gestion de la fonction publique territoriale - Bureau du conseil d'administration - Président - Délégation) : p. 9748 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 60 rectifié sexiés** (Centre national de la fonction publique territoriale - Président - Délégation) : p. 9748
- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Formation des agents publics aux fonctions de management) : p. 9828 - **Article 25** (art. 3-3 et 3-5 [abrogé] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 6 ter [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Recrutement initial par CDI pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale) : p. 9834
- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10009
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ruptures de stocks de médicaments et les officines** - (9 juillet 2019) : p. 10928 p. 10929

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er** (Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale) : p. 10967

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11182

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11377 p. 11379 p. 11381 p. 11382

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er octies** (Rapport remis par le Gouvernement sur les incidences positives et négatives du projet de loi de finances sur le réchauffement climatique) : p. 11442 - **Article additionnel après l'article 1er octies - Amendement n° 251** (Isolation - Réflectance solaire - Définition) : p. 11443 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11466

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11520 - **Article 3 duodécies (supprimé)** (art. L. 310-1-1-3 [nouveau] et L. 385-7-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 511-4-3 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau], L. 533-22-1 et L. 533-22-4 du code monétaire et financier, art. L. 114-46-3 [nouveau], L. 931-3-8 [nouveau] et L. 942-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'obligation de publication d'informations extra-financières applicable aux investisseurs) : p. 11535 p. 11538 p. 11539 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 10 rectifié ter, n° 167, n° 286, n° 370 rectifié et n° 381 rectifié bis** (Dispositif des certificats d'énergie - Information des consommateurs de l'existence du service public) : p. 11578 - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés) : p. 11604 p. 11605 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 447 rectifié** (Méthanisation - Cultures intermédiaires - Fixation d'un seuil maximal) : p. 11614 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 55 rectifié bis et n° 372 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Schémas directeurs des réseaux de chaleur ou de froid - Prise en compte) : p. 11618 - **Article 9** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4 [abrogé], L. 441-5, L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 443-12, L. 445-1 à L. 445-4 [abrogés] du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation, L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales du code de l'énergie et 1519 HA du code général des impôts - Suppression des tarifs réglementés de vente du gaz) : p. 11637 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 54 rectifié ter, n° 377 rectifié et n° 425** (Transmission des données de consommations d'électricité ou de gaz aux collectivités territoriales - Encadrement) : p. 11650 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11654

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12248 p. 12249

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 107 rectifié, n° 292 rectifié ter, 349 rectifié bis et n° 420 rectifié bis** (Durée légale de garantie - Seuil minimal) : p. 12466

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 rectifié bis** (Lutte contre les déchets d'emballages - Concertation avec les

industriels - Décret) : p. 12539 - **Article 6** (Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative) : p. 12543 p. 12544

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12688 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12700 p. 12717 p. 12720 p. 12721

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12972

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 502 rectifié bis** (Élections municipales - Scrutin de liste - Seuil - Abaissement) : p. 13193 - **Article 13** (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13244 p. 13247

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13385 p. 13388 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 504 rectifié et n° 277 rectifié bis** (Compétences du maire - Célébration des mariages - Mairies annexes - Autorisation) : p. 13393 p. 13394

- **Débat sur le thème** : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? » - (29 octobre 2019) : p. 14706

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14908

- **Question orale sans débat sur la pêche et l'obligation de débarquement** - (12 novembre 2019) : p. 15091 p. 15092

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression) : p. 15215 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 60 rectifié et n° 61 rectifié** (Associations agréées de sécurité civile - Emplois salariés de formateur aux premiers secours - Exonération) : p. 15232 - **Article 9** (Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique) : p. 15234

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16709 - **Article 5 et état B annexé** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 16747

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tolérance zéro au volant et la sociabilité dans les territoires non urbains** - (20 novembre 2019) : p. 15875 p. 15876

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15955

Première partie :

- (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019) : p. 16134 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1008 rectifié (IFI - Monuments historiques ouverts au public - Exonération)** : p. 16197 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-636 rectifié (Transmission d'entreprise au sein du cadre familial - Droits de mutation - Exonération totale)** : p. 16239 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-425 rectifié bis (Transmission d'entreprise au sein du cadre familial - Droits de mutation - Exonération)** : p. 16240

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel) : p. 16521 - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) : p. 16575 p. 16577

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16682

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16993

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 16998 p. 17001

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 17010 p. 17012 p. 17013 p. 17014

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17143 p. 17145 - **Article additionnel avant l'article 76 sexdecies - Amendement n° II-470 rectifié bis (Établissements publics à caractères scientifique, culturel et professionnel - Taxes sur les installations nucléaires de base - Exonération)** : p. 17157

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 17 (Circuits financiers et transferts de recettes)** : p. 17221

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 25 (Réforme du financement de la psychiatrie et évolution du modèle-cible de financement des SSR)** : p. 17247 - **Article 42 (Contrat de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins et adaptation du dispositif du financement à la qualité)** : p. 17302 p. 17303 - **Article 49 (Améliorer l'information sur l'accès aux modes d'accueil des jeunes enfants)** : p. 17327

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17765 p. 17776

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17810

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17811 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-390 rectifié bis (Réforme de la fiscalité locale - Répartition des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Rapport au Parlement)** : p. 17867

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » le 30 avril 2019 ; puis président du 14 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Transports aériens : Contribution du transport aérien au désenclavement et à la cohésion des territoires [n° 734 (2018-2019)] (24 septembre 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 140 tome 3 vol. 3 annexe 11 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service de traitement du renseignement et d'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Réunion du lundi 29 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2019 à 2022 - Communication.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Table ronde avec les compagnies aériennes opérant des lignes d'aménagement des territoires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Yves Crozet, professeur émérite (IEP Lyon) et Paul Chiambaretto, professeur à la Montpellier Business School et chercheur associé à Polytechnique, spécialistes du transport aérien.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Patrick Gandil, directeur général de l'aviation civile.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Pierre-Olivier Bandet, directeur général-adjoint d'Air France HOP.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Gestion des ressources humaines dans les armées - Communication.

Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes de circulation et des forfaits de post-stationnement - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Thomas Juin, président, et Nicolas Paulissen, délégué général de l'Union des aéroports français.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Suites données aux rapports sur la modernisation de la navigation aérienne et sur la compétitivité du transport aérien - Communication.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif à la fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » (et articles 79 à 82) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'article 20, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport

conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Projet de loi de finances pour 2020 - Suite de l'examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 395

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 792 p. 801 p. 810 - **Discussion générale** : p. 813 - **Article 47** (*art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris*) : p. 818 - **Article 48** (*art. L. 6325-2 du code des transports - Contrat de régulation économique pluriannuel*) : p. 824

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5164 p. 5171

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5413 p. 5414 p. 5415 - **Question préalable** : p. 5423

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5912

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 31** - **Amendements n° 293 rectifié ter, n° 294 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 433 rectifié bis** (*Élus locaux - Liquidation des droits à la retraite - Faculté de rachat ou de réduction - Rétablissement*) : p. 13487 p. 13488 p. 13489 - **Article additionnel après l'article 31** - **Amendements n° 170 rectifié bis, n° 295 rectifié ter et n° 434 rectifié bis** (*Régime de retraite des élus locaux - Choix entre une retraite par rente ou la perception d'un capital - Autorisation*) : p. 13492 - **Article additionnel après l'article 31** - **Amendement n° 906 rectifié ter** (*Élus locaux - Abondement du fond retraite par la commune - Limitation au seul mandat en cours*) : p. 13493

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendement n° I-1173** (*Logements locatifs intermédiaires - Impôt sur les sociétés - Exonération - Prolongation*) : p. 16048 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendements n° I-266 rectifié quater et n° I-920 rectifié** (*Apiculteurs possédant moins de 50 ruches - Exonération d'impôt*) : p. 16052 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendement n° I-267 rectifié quater** (*Apiculteurs possédant moins de trente ruches - Exonération d'impôt*) : p. 16052 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendements n° I-958 rectifié et n° I-1172** (*Organismes HLM - Fusion - Taux réduit d'impôt sur les sociétés - Maintien*) : p. 16060 p. 16061 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendement n° I-21** (*Sociétés publiques locales (SPL) - Régime fiscal en faveur du mécénat - Application*) : p. 16062 p. 16063

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 3** (*précédemment réservé*) - **Amendements n° I-622 rectifié bis, n° I-776 rectifié et n° I-**

1171 (*Cessions de biens immobiliers au profit d'organismes de logement social - Exonération fiscale - Elargissement*) : p. 16249 - **Article additionnel après l'article 3** (*précédemment réservé*) - **Amendements n° I-46 rectifié bis, n° I-227 et n° I-324 rectifié bis** (*Exploitations agricoles et viticoles familiales - Donations - Successions - Fiscalité - Allègement*) : p. 16258 - **Article 5** (*précédemment réservé*) (*Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code de l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales*) : p. 16280 p. 16292 - **Article 8** (*précédemment réservé*) (*art. 257, 270, 278 sexies, 278 sexies-0 A, 278 sexies A, 279-0 bis A, 284, 1384 A, 1391 E du code général des impôts et art. L. 176 du livre des procédures fiscales - Baisse du taux de la TVA sur certains logements locatifs sociaux dans le cadre du pacte d'investissement pour le logement social*) : p. 16343

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 16 ter (nouveau)** (*précédemment réservé*) (*art. 266 quinquies C du code des douanes - Tarif réduit de taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) pour la fourniture d'électricité aux navires stationnant à quai dans les ports*) : p. 16517 - **Discussion d'article** : p. 16554 - **Article 20** (*précédemment réservé*) (*art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France*) : p. 16573 p. 16579 p. 16581 - **Article additionnel après l'article 20** (*précédemment réservé*) - **Amendements n° I-17 rectifié, n° I-154 rectifié ter, n° I-327 rectifié bis, n° I-728 rectifié et n° I-1189 rectifié** (*Exploitants aéroportuaires - Acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions - Incitation fiscale*) : p. 16583 - **Article additionnel après l'article 20** (*précédemment réservé*) - **Amendements n° I-326 rectifié bis, n° I-333 rectifié et n° I-1184 rectifié** (*Tarifs de la taxe d'aviation civile - Désindexation de l'inflation*) : p. 16584

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16824 p. 16836

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16854 p. 16859 - **Article 76 bis (nouveau)** (*Report en 2026 de la date de début de perception de la contribution spéciale Charles-de-Gaulle Express*) : p. 16885 - **Article 76 ter (nouveau)** (*Mise en place d'un dispositif d'avances fournies par Aéroports de Paris pour accélérer les insonorisations de logement autour de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle*) : p. 16886

Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - État C

- (27 novembre 2019) : p. 16888

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 50** - **Amendements n° II-57 rectifié ter, n° II-600 rectifié, n° II-577 rectifié, n° II-1017 rectifié ter, n° II-547 rectifié, n° II-916 rectifié et n° II-986 rectifié bis** (*Entreprises agricoles - Haute valeur environnementale - Aide à la certification - Crédit d'impôt*) : p. 18163 p. 18166 - **Article 50 undecies (nouveau)** (*Expérimentation dans deux régions d'une possibilité pour les sociétés de tiers-financement de distribuer l'éco-prêt à taux zéro*) : p. 18183 p. 18184

CAPUS (Emmanuel)
sénateur (Maine-et-Loire)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 285 (2018-2019)] (5 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'inspection du travail : un modèle à renforcer [n° 743 (2018-2019)] (25 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Travail et emploi [n° 140 tome 3 annexe 31 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des Chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

(*commission des finances*) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buroliers, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Audition commune de MM. Boris Cournède, chef-adjoint de la division des finances publiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Michel Didier, président du comité de direction de Rexecode, Jonathan Goupille-Lebret, chercheur en économie à l'École normale supérieure de Lyon, et Luc Jaillais, co-président de la commission fiscalité du patrimoine de l'Institut des avocats conseils fiscaux (IACF).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services

numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Inspection du travail - Communication.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » (et articles 79 à 82) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » (et article 76 quindécies), mission « Culture », mission « Médias, livre et industries culturelles » (et article 76 quaterdecies) et compte d'affectation spéciale « Avances à l'audiovisuel public », mission « Justice » (et articles 76 undécies, 76 duodécies et 76 terdecies) et mission « Travail et emploi » (et articles 79, 80, 81 et 82) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 391 p. 392 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 424 p. 428

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 305 rectifié bis** (Modernisation de l'exercice de la profession d'expert-comptable - Parlement) : p. 534 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros) : p. 537 - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 551 - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. 5-1 à 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Généralisation des chambres de métiers et de l'artisanat de région et suppression des chambres régionales, des chambres départementales et des chambres interdépartementales de métiers et de l'artisanat) : p. 560 - **Article 13 bis B** (art. 23-2 et 5-1 du code de l'artisanat ; art. L. 710-1 et art. L. 710-2 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 510-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Mutualisation des missions entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers ayant le même ressort territorial) : p. 568 p. 569 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 148 rectifié** (Établissements publics de coopération intercommunale - Représentant de la chambre de métiers et de l'artisanat - Intervention annuelle) : p. 575

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 247 rectifié et n° 315 rectifié ter** (Plans de sauvegarde - Refus abusif - Sanctions) : p. 602 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 245 rectifié et n° 316 rectifié ter** (Plan de sauvegarde - Non respect par un créancier - Sanctions) : p. 602 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 244 rectifié et n° 314 rectifié ter** (Accord constaté ou homologué - Non respect par un créancier judiciaire - Sanctions) : p. 603 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 670-6 du code de commerce - Suppression de la mention de la liquidation judiciaire au casier judiciaire de l'entrepreneur individuel) : p. 606 - **Article 19 septies** (art. L. 135 ZM [nouveau] du livre des procédures fiscales et L. 144-1 du code monétaire et financier - Informations délivrées aux administrations chargées du soutien des entreprises en difficulté, ainsi qu'au président du tribunal de commerce) : p. 616 p. 617 - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 647

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 862

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 693 rectifié** (Écarts de rémunération - Encadrement) : p. 988 p. 990

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1106 p. 1107

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emprisonnement de Mme Nasrin Sotoudeh** - (21 mars 2019) : p. 3388

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5408 p. 5411 p. 5412
 - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5480
 - **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6789 p. 6790 - **Article 1er (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques)** : p. 6817 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019)** : p. 6830
 - **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7661
 - **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9220 - **Article 1er (Médiateur territorial - Institution - Modalités de saisine)** : p. 9226 p. 9227
 - **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9324
 - **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11180
 - **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12402
 - **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12861
 - **Suite de la discussion (9 octobre 2019) - Article 1er ter (nouveau) (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI)** : p. 12987 p. 12989 p. 12992
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève surprise de la SNCF** - (23 octobre 2019) : p. 14436
 - **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14455 p. 14456
 - **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine [n° 76 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14491 p. 14494
 - **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 66 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 67 (2019-2020)** : p. 14621
 - **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 67 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 66 (2019-2020)**.
 - **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent [n° 73 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14632 p. 14633 p. 14636
 - **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14667
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du risque terroriste en France** - (30 octobre 2019) : p. 14762
 - **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16708 p. 16709 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 16754
 - **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15814
 - **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**
- Première partie :*
- (25 novembre 2019) - **Article 21 (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-17858 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane)** : p. 16386 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-447 rectifié bis (Adoption de l'instruction obligatoire à 3 ans - Compensation des dépenses supplémentaires des communes)** : p. 16393 - **Article 4 (précédemment réservé) (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes)** : p. 16431 p. 16433 p. 16435 p. 16436 p. 16437 p. 16438 p. 16449 p. 16451 p. 16453 p. 16455 p. 16457
 - **Suite de la discussion (26 novembre 2019) - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 16674 p. 16675
 - **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16682 p. 16683
 - **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**
- Seconde partie :*
- Immigration, asile et intégration**
 - (28 novembre 2019) : p. 16966 - **État B** : p. 16974
 - Administration générale et territoriale de l'État**
 - (28 novembre 2019) : p. 16984
 - Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative**
 - (28 novembre 2019) : p. 17002 p. 17004 p. 17006
 - Direction de l'action du Gouvernement**
 - (28 novembre 2019) - **État B** : p. 17012
 - Solidarités, insertion et égalité des chances**
 - (29 novembre 2019) : p. 17105 - **État B** : p. 17118
 - Recherche et enseignement supérieur**
 - (29 novembre 2019) : p. 17131

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17622 p. 17623

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17651 p. 17652

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 sexies (nouveau)** (*Fusion des trois fonds de péréquation départementaux*) : p. 17871 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendements n° II-416 rectifié bis et n° II-431 rectifié bis** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Projets touristiques - Priorités d'investissement*) : p. 17887 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-625 rectifié ter** (*Collectivités membres d'un EPTB ou d'un EPAGE - Contributions versées pour financer des investissements dans le grand cycle de l'eau - Section d'investissement - Imputation*) : p. 17889

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17903

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17976

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18009 p. 18010 p. 18016 p. 18019 - **État B** : p. 18023 p. 18024 p. 18025 - **Article 80** (*art. L. 131-6-4 et L. 613-7 du code de la sécurité sociale - Recentrage de l'aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises sur son public cible*) : p. 18030 - **Article additionnel après l'article 82 - Amendement n° II-1095** (*Haut Conseil du dialogue social - Activité, financement, moyens - Rapport au Parlement*) : p. 18032

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 septies - Amendement n° II-1014 rectifié quater** (*Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Modalités d'application*) : p. 18108 - **Article 49** (*art. 244 quater B, 1729 B du code général des impôts - Abaissement du taux forfaitaire des dépenses de fonctionnement prises en compte pour le crédit d'impôt recherche*) : p. 18141 - **Article 50** (*art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat*) : p. 18153 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° II-57 rectifié ter, n° II-600 rectifié, n° II-577 rectifié, n° II-1017 rectifié ter, n° II-547 rectifié, n° II-916 rectifié et n° II-986 rectifié bis** (*Entreprises agricoles - Haute valeur environnementale - Aide à la certification - Crédit d'impôt*) : p. 18164 p. 18166 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendements n° II-1045, n° II-615 rectifié quinquies, n° II-81 rectifié bis, n° II-743 rectifié bis et n° II-957 rectifié** (*Outre-mer - Aide fiscale à l'investissement - Condition d'application*) : p. 18185 - **Article 51** (*Création d'une taxe forfaitaire sur les contrats à durée déterminée d'usage*) : p. 18199 p. 18200 p. 18201 p. 18202

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18390 p. 18391

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (11 décembre 2019) : p. 21652

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le recouvrement des amendes de circulation et des forfaits de post-stationnement : un système grippé ? [n° 651 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques [n° 140 tome 3 vol. 1 annexe 15 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Compte d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 140 tome 3 vol. 2 annexe 15 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes pénales - Communication.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buralistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2018 et sur la certification des comptes de l'État - exercice 2018 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Risque cyber dans les domaines économique et financier - Audition commune de MM. Alain Bouillé, président du CESIN, Christophe Delcamp, directeur-adjoint assurance de dommages et responsabilité de la FFA, Bertrand Peyret, secrétaire général adjoint de l'ACPR, et Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Missions « Santé » et « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Gestion des ressources humaines dans les armées - Communication.

Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes de circulation et des forfaits de post-stationnement - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Inspection du travail - Communication.

Contrôle budgétaire - Mobilisation des financements régionaux en faveur de la recherche - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Suites données aux rapports sur la modernisation de la navigation aérienne et sur la compétitivité du transport aérien - Communication.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif à la fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » (et communication sur son contrôle budgétaire sur la sécurité informatique des pouvoirs publics) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Examen des amendements de séance sur les articles 1er, 2, 2 bis, 6, 7 et 8, faisant l'objet de la procédure ordinaire.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du lundi 2 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » (et l'article 76 sexies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), mission « Engagements financiers de l'État » et les comptes spéciaux « Participations financières de l'État » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » et mission « Défense » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6792 - **Article 1er** (*art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6800 p. 6808 p. 6823 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6832

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14451 p. 14452 - **Article 6** (*art. 779 du code général des impôts - Augmentation de l'abattement général existant en matière de droits de mutation à titre gratuit*) : p. 14466 - **Article 7 (supprimé)** (*art. 757 B et 990 I du code général des impôts - Modification du régime fiscal appliqué aux transmissions de sommes issues de contrats d'assurance vie*) : p. 14468 - **Article 8 (supprimé)** (*art. 787 B du code général des impôts - Abaissement du taux de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit applicable dans le cadre du « pacte Dutreil »*) : p. 14469 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14471

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16712 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2019*) : p. 16716

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Question préalable** : p. 15942

Discussion générale :

: p. 15953 p. 15954

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article 11 (priorité)** (*art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises*) : p. 16029 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1117 rectifié ter** (*La Poste - Allègements de fiscalité locale - Plafond - Relèvement*) : p. 16069 - **Article additionnel après l'article 13 septies (priorité) - Amendements n° I-547 rectifié bis et n° I-1065 rectifié** (*Exonération partielle d'impôt sur les plus values à long terme sur la cession de filiales et de titres de participation dite « Niche Copé » - Suppression*) : p. 16084 -

Article 6 (précédemment réservé) (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16102

- Suite de la discussion (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-540 rectifié bis et n° I-637 (Tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables - Réforme)** : p. 16236 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-622 rectifié bis, n° I-776 rectifié et n° I-1171 (Cessions de biens immobiliers au profit d'organismes de logement social - Exonération fiscale - Élargissement)** : p. 16249 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-621 rectifié bis et n° I-775 rectifié (Cession d'immobilier - Organisme de foncier solidaire (OFS) - Exonération fiscale)** : p. 16250 - **Article 5 (précédemment réservé)** (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16290 - **Article 7 (précédemment réservé)** (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 16322

- Suite de la discussion (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-17858 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane) : p. 16371 p. 16373 p. 16374 p. 16375 p. 16383 p. 16384 - **Article 22** (art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ; art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 ; art. 40 et 140 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 ; art. 29 et 123 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) : p. 16397 p. 16398 - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 ter, 265 B, 266 quater et 266 quinquies du code des douanes, art. 39 decies E et 39 decies F du code général des impôts, art. L. 3222-1 et L. 3222-2 du code des transports, art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression progressive du tarif réduit de taxe intérieure de consommation sur les carburants sous condition d'emploi) : p. 16486

- Suite de la discussion (26 novembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 16676

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17620

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B

- (2 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 76 octies - Amendement n° II-699 (Compétence comptable - Délégation aux collectivités locales - Abrogation)** : p. 17635

Crédits non répartis - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17636

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article 48 novodecies (nouveau)** (Régime fiscal des sommes versées par le comité d'organisation des jeux Olympiques et paralympiques de 2024 au chronométrateur officiel des compétitions) : p. 18137 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° II-818 rectifié, n° II-911 rectifié bis et n° II-961 rectifié** (Développement de produits de biocontrôle - Crédit d'impôt recherche - Doublement) : p. 18146 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18152 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-968** (Impôt sur les sociétés - Taux à 15 % - Seuil du chiffre d'affaire - Relèvement) : p. 18167

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 52** (Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels) : p. 18221 p. 18222 - **Article 55** (art. 1740 D [nouveau] du code général des impôts et art. L. 16 C et L. 228 du livre des procédures fiscales - Publication de la liste des plateformes qui ne coopèrent pas avec l'administration fiscale) : p. 18238 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-977 rectifié** (Prélèvement à la source - Élargissement du dispositif à d'autres impositions - Rapport au Parlement) : p. 18253 - **Article 58 quater (nouveau)** (art. 150-0 D et 199 terdecies-0 AB [nouveau] du code général des impôts et art. 3332-17-1 du code du travail - Création d'une réduction d'impôt pour les investissements au sein des foncières solidaires chargées d'un service économique d'intérêt général dans le domaine du logement) : p. 18262 - **Article 61** (Unification des modalités de déclaration et de recouvrement de certaines impositions indirectes et amendes) : p. 18303 - **Article 72 bis (nouveau)** (art. 266 quinquies du code des douanes - Augmentation à compter de 2021 des objectifs d'incorporation d'énergies renouvelables dans la filière essence) : p. 18352 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendement n° II-992 rectifié** (Plastiques non recyclables - Instauration d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)) : p. 18362

- Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21974 p. 21975

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture et de l'alimentation et du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire le 25 mars 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité le 21 novembre 2019.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale le 13 février 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur les cotisations sociales des travailleurs indépendants et la gouvernance de leur protection sociale.

Audition commune sur l'intégration du régime social des indépendants au sein du régime général de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de MM. Jean-Claude Barboul, président, et François-Xavier Selleret, directeur général de l'Agirc-Arrco.

Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, MM. Éric Le Jaouen, premier vice-président, Vincent Destival, directeur général, et Pierre Cavard, directeur des études et analyses de l'Unédic.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Yann-Gaël Amghar, directeur, et Alain Gubian, directeur financier, de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour

2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) - Examen du rapport d'information.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 932** (*Loi « Egalim » - Date d'entrée en vigueur*) : p. 482 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 777 rectifié** (*Interdictions de mise sur le marché de certains contenants en plastique à usage unique - Suppression*) : p. 483 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 484 p. 486 - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises*) : p. 502 p. 507

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 15 ter (nouveau)** (*art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 670-6 du code de commerce - Suppression de la mention de la liquidation judiciaire au casier judiciaire de l'entrepreneur individuel*) : p. 606

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 2** (*art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité*) : p. 3373

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019)** : p. 5455 - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5503 p. 5526

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 77 rectifié** (*Chasse - Sécurité*) : p. 5574 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (*Obstruction à la chasse - Délit*) : p. 5575 p. 5576 p. 5577 - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - *Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité*) : p. 5581 p. 5583 p. 5585 p. 5610 p. 5612 p. 5613 p. 5615 p. 5620 p. 5624 - **Article 3 ter (nouveau)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - *Modes de chasse consacrés par des usages traditionnels*) : p. 5632 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 117 rectifié** (*Chasse à tir - Interdiction le mercredi*) : p. 5635 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5642

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 6** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers*) : p. 7933

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019)** : p. 11314 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11335

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13711 - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - *Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13726

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (*Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression*) : p. 13191

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 272 rectifié bis, n° 780 rectifié bis, n° 273 rectifié bis, n° 401 rectifié bis et n° 871 rectifié** (*Dispositif Travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TODE) - Rétablissement*) : p. 15203 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 15208 - **Article 9** (*Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique*) : p. 15235

CARRÈRE (Maryse)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation le 16 janvier 2019 ; puis vice-présidente du 22 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 85 (2018-2019)] visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 245 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de de MM. Bertrand Labilloy, directeur général des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur du département études techniques et réassurances publiques, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Patrick Josse, directeur de la climatologie et des services climatiques, Sylvain Mondon, responsable du département des missions institutionnelles et Mme Alima Marie-Malikité, directrice de la communication, de Météo-France.

Audition de Mme Laure Tourjansky, cheffe du service des risques naturels et hydrauliques de la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris -

Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Guillaume Benoît, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la dotation de solidarité en faveur des collectivités territoriales touchées par des événements climatiques** - (22 janvier 2019) : p. 149 p. 150

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires** [n° 246 (2018-2019)] - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 289 p. 291 - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains) : p. 301 p. 302 p. 303 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accord local de répartition des sièges) : p. 304 p. 305 - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales) : p. 305 p. 306 p. 308 p. 309 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 309 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 310

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 9 bis D - Amendements n° 103 rectifié bis et n° 431 rectifié bis** (*Sociétés gérant des fonds publics - Désignation d'un commissaire aux comptes - Obligation*) : p. 533

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture** [n° 288 (2018-2019)] - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1119 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 1171 - **Article 28** (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 1174 - **Article 29** (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête) : p. 1177 - **Article 52 bis** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de vingt à

cinquante euros) : p. 1227 - **Article 52 ter** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 1228

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2583

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'utilisation des fonds européens** - (7 mars 2019) : p. 2871 p. 2872

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2906

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2963 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2978 p. 2979 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation) : p. 2983 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2995

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3086

- **Question orale sans débat sur le financement des formations sur l'illettrisme** - (19 mars 2019) : p. 3135 p. 3136

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 5065

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5168

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 459 rectifié** (Instruction à domicile - Contrôle des connaissances au sein des établissements d'enseignement public) : p. 6562

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 354 rectifié, n° 99 rectifié ter, n° 175 rectifié bis et n° 371 rectifié** (Vaccination - Compétences des infirmiers) : p. 8003 p. 8004

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8051

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prédation de l'ours** - (6 juin 2019) : p. 8068

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires

relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - **Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique**) : p. 9478

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 1er** (chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction) : p. 9793

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 26** : p. 9838 p. 9838

- **Question orale sans débat sur l'assujettissement aux impôts commerciaux des syndicats informatiques** - (2 juillet 2019) : p. 10648 p. 10649

- **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 598 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Article 3** (art. L. 112-10, L. 112-11, L. 112-12, L. 112-13 [nouveaux] du code du sport et art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales) : p. 10701

- **Proposition de loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires [n° 602 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10716

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le réseau de la Direction générale des finances publiques** - (4 juillet 2019) : p. 10881

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10901 p. 10902 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 36 rectifié bis** (Régime de l'article 200 du code général des impôts - Liste et objet des associations - Annexe annuelle budgétaire) : p. 10935 p. 10936 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 42 rectifié** (Comptes d'emploi d'association ou de fondation - Adhérent ou donateur - Droit de consultation) : p. 10947 p. 10948

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12220

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12371

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 5 bis (nouveau)** (Encadrement de la publicité incitant à la mise au rebut des produits) : p. 12540 - **Article 6 bis (nouveau)** (Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables) : p. 12552

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 227 rectifié ter et n° 392 rectifié bis** (Conseils communautaires - Représentation des petites communes - Rééquilibrage) : p. 13176

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 251 rectifié, n° 687 rectifié bis et n° 688 rectifié bis** (Droit à l'erreur en faveur des collectivités territoriales - Création) : p. 13408 p. 13409 - **Article 24** (art. L. 1111-10 du code général des

collectivités territoriales - Extension à toutes les opérations d'investissement du bloc communal de la faculté pour le préfet d'accorder une dérogation à la participation financière minimale du maître d'ouvrage) : p. 13429 p. 13430 - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 2123-9 et L. 2123-11-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des droits des adjoints au maire dans les communes de moins de 10 000 habitants) : p. 13447 p. 13448 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 237 rectifié bis** (Renforcement de la solidarité territoriale - Orientation de la part écartée du total des rémunérations cumulée vers le Fonds national de péréquation intercommunal et communal) : p. 13466 - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 2123-18 du code général des collectivités territoriales - Modalités de remboursement des frais de déplacement pour l'exécution de mandats spéciaux dans les conseils municipaux) : p. 13470 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 798, n° 238 rectifié bis, n° 799 rectifié, n° 61 rectifié, n° 148 rectifié quinquies, n° 281 rectifié quinquies, n° 420 rectifié et n° 239 rectifié bis** (Formation des élus locaux - Amélioration - Extension à tous les élus) : p. 13485

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14729

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14937 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 115 rectifié** (Violences familiales - Présence de mineurs - Circonstances aggravantes) : p. 14958

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p.15840 p.15841 p.15853

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) - **État B** : p. 16801 p. 16803

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21688 p. 21689

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 196 (2019-2020)** : p. 21775 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** (Président de la République - Pouvoir de nomination - Contrôle parlementaire) : p. 21777 p. 21778

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 195 (2019-2020)**.

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21798 - **Article 2** (art. 6-2 et 6-3 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière de traitement des notifications de contenus haineux en ligne) : p. 21827 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21847

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21985

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 14 mars 2019.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis vice-présidente le 17 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire jusqu'au 24 septembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation le 16 janvier 2019 ; puis vice-présidente du 22 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - Questions sociales et santé.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de de MM. Bertrand Labilloy, directeur général des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur du département études techniques et réassurances publiques, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Stéphane Pénet, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de Mme Odile Mérel, administrateur et membre du bureau et M. Christian Sanchidrian, délégué général, de l'Union nationale des associations de lutte contre les inondations (UNALCI-France-Inondations).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Henriques, vice-présidente déléguée de la Fédération française de football et vice-présidente du comité d'organisation de la Coupe du monde féminine de la Fifa.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition commune de MM. Philippe Laurent, maire de Sceaux, secrétaire général de l'AMF, Daniel Benquet, maire de Marmande et président de Val de Garonne agglomération, membre du conseil d'administration de l'AdCF, et Lionel Quillet, vice-président du département de la Charente-Maritime, membre de l'ADF.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-François Soussana, vice-président de l'INRA, sur les perspectives de l'alimentation en 2050.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du professeur Jean-Marc Ayoubi.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Programmes 113, 159, 174, 181 et 217 et Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Programme 190 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Pierre-André Durand, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie, et Julien Fosse, chef de projet auprès du département « Développement durable et numérique », dans le cadre du rapport « Se nourrir en 2050 ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 34

- **Débat : « Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ? »** - (16 janvier 2019) : p. 63

- **Question orale sans débat sur le devenir des sapeurs-pompiers volontaires** - (22 janvier 2019) : p. 151

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2615 p. 2616

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2791 - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER aux bâtiments utilisés pour une activité salicole, désormais reconnue comme agricole) : p. 2801

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3101

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis (Usage du vélo - Enseignement obligatoire)** : p. 3579

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er (École de la confiance)** : p. 6369 p. 6370 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater (Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales)** : p. 6379 - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 229 rectifié (Objectif de mixité sociale dans les établissements publics ou privés - Réaffirmation)** : p. 6391 - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 360 rectifié bis (Objectif de mixité sociale - Règles identiques dans les établissements publics et privés)** : p. 6391 - **Article 1er bis B (supprimé)** (art. L. 111-1-3 [nouveau] du code de l'éducation - Affichage obligatoire dans chaque salle de classe d'une carte de la France et de chacun de ses territoires d'outre-mer) : p. 6404 - **Article 1er bis EA (nouveau)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire) : p. 6411 p. 6412

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis (Éducation à la nature et au développement durable)** : p. 6438 p. 6442 - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis (Mixité sociale - Établissements privés sous contrat)** : p. 6444 p. 6445 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater (Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires)** : p. 6456 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendements n° 416 rectifié bis, n° 116 rectifié ter et n° 117 rectifié ter (Programmes scolaires de l'éducation physique et sportive - Minimum d'activités physiques et sportives journalières)** : p. 6460 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6467 - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6480 - **Article 4 (Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire)** : p. 6496 p. 6497 p. 6499

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants)** : p. 6543 p. 6545 p. 6549 - **Article 5** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille) : p. 6555 - **Article 5 quinquies** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6572 p. 6578 -

Article 5 sexies (art. L. 212-4, L. 213-2, L. 214-6 du code de l'éducation, art. L. 442-4-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des recommandations pour une école inclusive de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement) : p. 6587 - **Article 6** (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - Établissement public local d'enseignement international) : p. 6602

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6665 - **Article 8** (art. L. 314-1, L. 314-2 et L. 401-1 du code de l'éducation - L'expérimentation dans les établissements scolaires) : p. 6678 - **Article 9** (art. L. 241-12 à L. 241-14 du code de l'éducation - Conseil d'évaluation de l'école) : p. 6684 p. 6686 p. 6687 - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 625-2 [nouveau] du code de l'éducation - Formation initiale continuée) : p. 6708 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 916-1 du code de l'éducation - Élargissement des missions pouvant être confiées à des assistants d'éducation préparant les concours de l'enseignement ou de l'éducation) : p. 6716 - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 912-1-2 du code de l'éducation - Obligation de formation continue) : p. 6719

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7644

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8** (art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission) : p. 9278

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9528

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 100 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 34 D (priorité) - Amendement n° 263 rectifié (Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) - Création d'un corps spécifique - Rapport au Parlement)** : p. 9663 - **Article 34 (priorité)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9665 p. 9666

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de Parcoursup** - (23 juillet 2019) : p. 12228

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre

2019) - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 487 rectifié ter, n° 635 rectifié ter** (*Stratégie de prévention de la production de déchets - Production des emballages plastiques à usage unique - Réduction*) : p. 12423 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 167 rectifié bis** (*Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement*) : p. 12426 - **Article 1er** (*Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits*) : p. 12436

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Reconnaissance de la sensibilisation aux enjeux de l'économie circulaire, parmi les objectifs de l'éducation à l'environnement dès l'école primaire - Enseignement aux techniques de réparation dans les formations technologiques et professionnelles*) : p. 12492 p. 12494 - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12513 p. 12527

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12769

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12967 p. 12971 - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12988 p. 12989

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 31 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13007

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 13013

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13289 - **Article 17** (*art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - « Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et*

possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13346

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 23** (*art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents*) : p. 13422 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 468** (*Relèvement du plafond indemnitaire des maires et adjoint(e)s des communes de moins de 3 500 habitants - Modalités de mise en œuvre d'un fonds public - Rapport au Parlement*) : p. 13435 p. 13436 - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (*Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation*) : p. 13451

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dernières évaluations nationales en CP et CE1** - (6 novembre 2019) : p. 14878

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14904 - **Article 2** (*art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection*) : p. 14926 p. 14930 - **Article 2 bis** (*art. 373-2-10 du code civil - Interdiction pour le juge de proposer une médiation familiale en cas de violences intrafamiliales*) : p. 14947 p. 14948 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 26 rectifié bis**, (*Homicide volontaire par le conjoint - Exercice de l'autorité parentale - Suspension*) : p. 14951 - **Article 5** (*art. 15-3-1 du code de procédure pénale - Information de la victime au moment du dépôt de plainte*) : p. 14956

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16897

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17706

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21689

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21986

CASTANER (Christophe)
ministre de l'intérieur

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le jumelage avec des villes du Haut-Karabagh** - (22 janvier 2019) : p. 150

- **Question orale sans débat sur le devenir des sapeurs-pompier volontaires** - (22 janvier 2019) : p. 151

- **Question orale sans débat sur la délivrance du permis de conduire** - (22 janvier 2019) : p. 152

- **Question orale sans débat sur les contrats de travail à temps partiel et les étudiants** - (22 janvier 2019) : p. 153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude dans l'obtention des visas** - (31 janvier 2019) : p. 637

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2935 p. 2936 p. 2937 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2942 - **Question préalable** : p. 2947 - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-2 du code de la sécurité intérieure - Modalités de déclaration d'une manifestation*) : p. 2967 p. 2968 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 78-2-5 [nouveau]*

du code de procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique) : p. 2970 p. 2971 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2976 p. 2977 p. 2978 p. 2979 p. 2980 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription au fichier des personnes recherchées des mesures d'interdiction de participer à une manifestation) : p. 2981 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Évaluation et contrôle parlementaires des mesures de contrôle judiciaire et d'interdiction administrative de manifester) : p. 2982 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation) : p. 2984 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-8-1 [nouveau], 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation) : p. 2986 p. 2987 - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 138 du code de procédure pénale - Interdiction de manifester dans le cadre d'un contrôle judiciaire) : p. 2988 p. 2989 p. 2990 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-10 du code de la sécurité intérieure - Responsabilité civile pour les dommages causés lors d'une manifestation) : p. 2991 p. 2992 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2993 p. 2994

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux violences sur les Champs-Élysées** - (21 mars 2019) : p. 3388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement des familles de policiers et de gendarmes** - (21 mars 2019) : p. 3394

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5486 p. 5489

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6005 p. 6011 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié (Candidats aux élections - Modalité de recueil de dons)** : p. 6012 - **Article 1er** (art. L. 52-12 et L. 415-1 du code électoral ; art. 19-1 de la loi n° 77-729 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Simplification et clarification des règles applicables aux comptes de campagne) : p. 6013 p. 6014 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié (Comptes de campagne - Intégration des bilans de mandat des exécutifs locaux)** : p. 6014 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 43 rectifié quater et n° 53 rectifié bis (Candidat - Menues dépenses - Règlement direct - Montant)** : p. 6015 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 54 rectifié (Dépenses électorales - Définition)** : p. 6016 - **Article 2** (art. L. 118-3 du code électoral - Clarification de l'inéligibilité pour manquement aux règles de financement des campagnes électorales, élections municipales, départementales, régionales et européennes) : p. 6017 p. 6018 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 52 rectifié (Candidat non inscrit au rôle des contributions directes - Éligibilité)** : p. 6019 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 55 (Élections municipales - Candidats membres du corps préfectoral - Délai de carence)** : p. 6020 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 37 rectifié ter (Affiches électorales - Interdiction de faire figurer d'autres personnes que les candidats)** : p. 6021

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (II)** - (7 mai 2019) : p. 6177 p. 6178

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (III)** - (7 mai 2019) : p. 6179

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la visite du Président de la République à Amboise** - (7 mai 2019) : p. 6182

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations des Français avec les forces de l'ordre** - (7 mai 2019) : p. 6183

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum d'initiative partagée sur la privatisation d'ADP** - (16 mai 2019) : p. 6531

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la résilience alimentaire et la sécurité nationale** - (16 mai 2019) : p. 6535

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les activités caritatives et l'ordre public** - (16 mai 2019) : p. 6538

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services publics en milieu rural** - (16 mai 2019) : p. 6539

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'arrivée de Sri Lankais à Mayotte** - (28 mai 2019) : p. 7635

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recueil des signatures pour le référendum relatif à Aéroports de Paris** - (20 juin 2019) : p. 9545

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le remboursement des frais de sécurité des manifestations sportives et culturelles** - (25 juin 2019) : p. 9680

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assouplissement des 80 kilomètres par heure** - (25 juin 2019) : p. 9686

- **Question orale sans débat sur le rétablissement du conseiller territorial** - (16 juillet 2019) : p. 11242

- **Question orale sans débat sur la fermeture du commissariat de police nationale de Puteaux** - (16 juillet 2019) : p. 11243

- **Question orale sans débat sur les enjeux liés au site des Brotteaux** - (16 juillet 2019) : p. 11244

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences urbaines à Limeil-Brévannes** - (23 juillet 2019) : p. 12222

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux forces de sécurité** - (2 octobre 2019) : p. 12759

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise persistant chez les sapeurs-pompiers** - (2 octobre 2019) : p. 12761

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la qualification politique des candidatures** - (9 octobre 2019) : p. 12929

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (9 octobre 2019) : p. 12930

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12941

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du risque terroriste en France** - (30 octobre 2019) : p. 14762

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la vitesse sur les routes départementales** - (30 octobre 2019) : p. 14772

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues** - (6 novembre 2019) : p. 14875

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les critiques des sénateurs après les débats relatifs au port du voile** - (6 novembre 2019) : p. 14884

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tremblement de terre dans le Sud-Est** - (13 novembre 2019) : p. 15181

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité** - (13 novembre 2019) : p. 15183

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tolérance zéro au volant et la sociabilité dans les territoires non urbains** - (20 novembre 2019) : p. 15876

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16953 p. 16954 p. 16955

Sécurités

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16956 p. 16957 - **Article 78 septdécies (nouveau)** (art. L. 725-5 du code de la sécurité intérieure) : p. 16959

Compte d'affectation spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) - **État D** : p. 16960 p. 16961 - **Article additionnel avant l'article 83 - Amendements n° II-307 rectifié et n° II-309 rectifié** (Objectif d'amélioration du réseau routier - Utilisation des recettes des « amendes radars ») : p. 16963

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16965 p. 16970 p. 16971 - **État B** : p. 16974 p. 16975 p. 16976 p. 16978 p. 16979 p. 16980 p. 16981 - **Article 76 nonies (nouveau)** (Abrogation de dispositions obsolètes du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile relatives à l'aide au retour volontaire) : p. 16982

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16990 - **État B** : p. 16992 p. 16993 p. 16994 - **Article 73 C (nouveau)** (Rapport sur l'utilité du maintien de la carte d'électeur) : p. 16996

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte contre la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

CAZABONNE (Alain)
sénateur (Gironde)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA).

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et Cuba, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi

autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi d'orientation et de programmation sur la solidarité internationale - Audition conjointe d'ONG d'aide au développement (Coordination Sud, CCFD Terre solidaire, Action Santé mondiale, Plan international France, La Chaîne de l'Espoir).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (CAMO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Youssef Chiheb, professeur associé à l'université Paris 13, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accès au numéro fiscal** - (22 janvier 2019) : p. 172

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2599 p. 2600

- **Question orale sans débat sur l'enlèvement des épaves en l'absence de fourrière** - (19 mars 2019) : p. 3163 p. 3164

- **Question orale sans débat sur le mode de scrutin dans les communes de moins de mille habitants** - (2 juillet 2019) : p. 10651

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er** (*art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11403 p. 11404

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13530

- **Question orale sans débat sur le doublement de la réduction de loyer de solidarité** - (12 novembre 2019) : p. 15103 p. 15104

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces de nouvelles coupures électriques sauvages** - (18 décembre 2019) : p. 21958 p. 21959

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 142 tome 1 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Jean Bizet, adoptée par la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberattaque de la plateforme ARIANE du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Intervention des forces armées françaises au Tchad - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux et perspectives de la reconstruction de l'Irak - Audition de Mme Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et du monde arabe.

Relations transatlantiques et architecture de sécurité en Europe, à l'occasion des 70 ans de l'OTAN - Audition conjointe de Mme Alice Guitton, directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS - ministère des armées) et M. Nicolas Roche, directeur de la Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement (DAS - ministère de l'Europe et des affaires étrangères).

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le Nord-Est syrien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le nord-est syrien - Audition de S.E. M. Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak et en Syrie - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 117 p. 118

- Question orale sans débat sur la réglementation de la chasse aux colombidés et du sanglier en Dordogne - (14 mai 2019) : p. 6336

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 567 (2018-2019)] - (20 juin 2019) - Discussion générale : p. 9519

- Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit budgétaire et la dette - (18 juillet 2019) : p. 11554

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)] - (22 octobre 2019) - Discussion générale : p. 13533

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées

par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] - (30 octobre 2019) - Discussion générale : p. 14808

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux - (20 novembre 2019) : p. 15867

- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) : p. 16796

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17026

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 274 (2018-2019)] portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 411 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Pierre Chabrol, chef du bureau Multicom 1 (Politique commerciale, stratégie et coordination) de la Direction générale du Trésor, de Mme Virginie Reiss et de M. François Bazantay, adjoints au chef du bureau.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 392 p. 393

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. 5-1 à 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Généralisation des chambres de métiers et de l'artisanat de région et suppression des chambres régionales, des chambres départementales et des chambres interdépartementales de métiers et de l'artisanat) : p. 558 p. 561 p. 562 p. 565 p. 567 - **Article additionnel après l'article 13 bis B - Amendement n° 45 rectifié bis** (Chambres des métiers et de l'artisanat - Prestations de service unifiées) : p. 570

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des écoles en milieu rural** - (31 janvier 2019) : p. 638 p. 639

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 810

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Arjowiggins** - (14 février 2019) : p. 2481 p. 2482

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019)** : p. 5449 - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5503 p. 5516

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 2 bis C** (art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets) : p. 5569 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 77 rectifié** (Chasse - Sécurité) : p. 5575 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (Obstruction à la chasse - Délit) : p. 5577 - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5604 p. 5619 p. 5625 - **Article 10** (Modalités d'entrée en vigueur de la loi) : p. 5640 p. 5641

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019)**.

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 2** (Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 7494 - **Article 3** (Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 7504

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9208

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet

2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019)** : p. 11318

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12856

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13042 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13084 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 70 rectifié ter** (Communes membres d'une communauté urbaine - Procédure de retrait - Droit commun) : p. 13117 p. 13118

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 149 rectifié ter et n° 870 rectifié quater** (Conseils communautaires - Communes rurales - Représentativité plus importante) : p. 13178 p. 13179 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 869 rectifié bis** (Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) - Parlementaires - Intégration) : p. 13205 p. 13206

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13460

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (20 novembre 2019) : p. 15879

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences des mouvements sociaux sur les transports** - (11 décembre 2019) : p. 21660 p. 21661

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique le 10 avril 2019 ; puis vice-président du 7 mai 2019 au 4 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (26 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (18 décembre 2019).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du massif du Jura.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Sécurité des ponts : éviter un drame [n° 609 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Couverture numérique du territoire : Les objectifs seront ils tenus ? [n° 209 (2019-2020)] (17 novembre 2019) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle des prestataires de services d'envoi de recommandé électronique [n° 168 (2019-2020)] (3 décembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à favoriser la dissolution des sections de commune [n° 182 (2019-2020)] (9 décembre 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Stéphane Pénet, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des

mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen de la motion et des amendements de séance.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Pierre Bellanger, président-directeur général de Skyrock.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport pour avis.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Catherine Guillouard, aux fonctions de présidente-directrice générale de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Benoît Tabaka, secrétaire général adjoint de Google France.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Weiliang Shi, directeur général de Huawei France.

Réunion du lundi 2 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 3 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de MM. Michel Coulomb, responsable des ventes, région sud incl. France, Daniel Matray, responsable App Store Europe, et Erik Neuenschwander, responsable Vie privée des utilisateurs, d'Apple.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Laurent Silvestri, président du Club des dirigeants réseaux et télécoms, et Damien Watine, dirigeant Unyc.

Audition de MM. Yann de Prince, président de KOSC, et Antoine Fournier, directeur général.

Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence, et de M. Étienne Chantrel, rapporteur général adjoint, chef du service des concentrations.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

(*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) accompagné de MM. François Lions, membre du collège, Loïc Dufлот, directeur internet, postes et utilisateurs, et Adrien Laroche, chef de l'unité marchés entreprises.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Antoine Troesch, directeur de l'investissement de la Banque des Territoires, Laurent Depommier-Cotton, directeur du département Transition numérique, Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, et Gael Serandour, responsable du domaine infrastructures numériques.

Audition de MM. Jacques Garau, directeur général de CMA France (Chambre de Métiers et de l'Artisanat), Salim Shadid, directeur du service numérique, et Samuel Deguara, directeur des relations institutionnelles.

Audition de MM. Justin Menezes, associé au sein du cabinet d'audit Mazars, mandataire de contrôle agréé auprès de l'Autorité de la Concurrence, et Philippe Nataf, expert fusions-acquisitions, membre de l'équipe du mandataire.

Audition de MM. Michel Paulin, directeur général d'OVH, et Grégoire Kopp, conseiller spécial et chef de cabinet de M. Octave Klabar, fondateur d'OVH.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de représentants de Bpifrance.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la gouvernance et la performance des ports maritimes - Désignation des membres.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Programmes « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » « Transports routiers » « Transports maritimes » « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi modifiant la loi du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Projet de loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Consultations publiques sur le nouveau cahier des charges du plan France très haut débit et sur les projets d'arrêtés et de décrets relatifs à l'attribution des fréquences 5G - Échange de vues.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (31 janvier 2019) - **Article 19 septies** (art. L. 135 ZM [nouveau] du livre des procédures fiscales et L. 144-1 du code monétaire et financier - Informations délivrées aux administrations chargées du soutien des entreprises en difficulté, ainsi qu'au président du tribunal de commerce) : p. 616

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 54** (art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'État de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration) : p. 877 p. 879 - **Article additionnel après l'article 55 ter - Amendement n° 874** (Exploitation des équipements de réseaux radioélectriques - Autorisation préalable) : p. 891 p. 892

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance de psychiatres au Centre psychothérapeutique de l'Ain** - (12 février 2019) : p. 1088

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2607 p. 2608

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2892 - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2900

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Question préalable** : p. 3175 p. 3176 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3207 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3236 p. 3249

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3335

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3380 p. 3400 - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3406 p. 3407

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3634 p. 3637 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3657 p. 3658 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 395 rectifié** (Transformation des véhicules thermiques en véhicules électriques) : p. 3667 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 97 rectifié ter, n° 392 rectifié, n° 720 et n° 758 rectifié bis** (Périmètre géographique de l'agrément délivré aux auto-écoles et aux enseignants de la conduite - Clarification) : p. 3687

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 40** (art. L. 130-4, L. 130-7, L. 322-1 et chapitre IX [nouveau] du titre Ier du livre IV du code de la route, article L. 529-6 du code

de procédure pénale - Mise en place du péage à flux libre) : p. 3772 p. 3773 p. 3774 p. 3775 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 316 rectifié** (Marchés passés par les titulaires de contrats de concession autoroutière - Encadrement) : p. 3776 p. 3777

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3821 p. 3822

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5016 - **Article 2** (art. 2 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires et art. 1er de la proposition de loi n° 231 de M. Gilbert Bouchet et de plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée) : p. 5024

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5518

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5621 p. 5622

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5961

- **Question orale sans débat sur le maintien des arrêts au niveau des gares de Tenay-Hauteville et de Virieu-le-Grand - Belley** - (14 mai 2019) : p. 6334

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6797 p. 6798

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan France très haut débit** - (6 juin 2019) : p. 8069 p. 8070

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9531 - **Article 2** (Texte non modifié par la commission) (Agence nationale de la cohésion des territoires - Cadre d'intervention - Mission de l'agence) : p. 9534

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 100 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Publication annuelle des hautes rémunérations de la fonction publique*) : p. 9716 p. 9717

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9786 - **Article 1er** (*chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction*) : p. 9799 p. 9800 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur du régime d'autorisation préalable et délai d'adoption des dispositions d'ordre réglementaire*) : p. 9804

- **Question orale sans débat sur les enjeux liés au site des Brotteaux** - (16 juillet 2019) : p. 11244 p. 11245

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 2** (*chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat*) : p. 11451

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Commission mixte paritaire [n° 632 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12346 p. 12351

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 4** (*Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire*) : p. 12462

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis** (*Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation »*) : p. 12536 - **Article 6 bis (nouveau)** (*Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables*) : p. 12552

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12766 p. 12767 p. 12773

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article 11 quinquies (nouveau)** (*art. L. 2113-4 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de la création de communes nouvelles dont le territoire est situé sur deux départements*) : p. 13206 p. 13207 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 400 rectifié bis et n° 900 rectifié quater** (*Élection du maire - Incomplétude partielle du conseil municipal*) : p. 13233 - **Article 13** (*art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des*

compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13248

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 634 rectifié bis** (*Système de vidéo-protection - Mutualisation du personnel et de l'équipement des missions de vidéo-surveillance*) : p. 13297 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 843 rectifié** (*Péril grave et imminent - Pouvoir de police du maire - Extension aux propriétés privées*) : p. 13319 p. 13319 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 577 rectifié** (*Extinction de l'éclairage public la nuit - Autorisation sans mise en cause possible de la responsabilité du maire*) : p. 13326 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 901 rectifié bis** (*Participation à des groupements de commandes - Autorisation accordée aux EPCI*) : p. 13342

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 26 bis - Amendements n° 1-532 rectifié ter et n° 1-284 rectifié bis** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Dépenses exposées au titre de l'utilisation de l'informatique en nuage (« Cloud ») - Éligibilité*) : p. 16624

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16847 p. 16856

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17584

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17587 p. 17588 p. 17589 p. 17591

- **Question orale sans débat sur les conditions d'application du droit d'accueil des élèves en cas de grève des enseignants** - (3 décembre 2019) : p. 17684 p. 17685

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17816

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21695 p. 21696

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'inscription comme trésor national de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 465 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - *Deuxième lecture* [n° 364 (2018-2019)] - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2965

- **Question d'actualité au Gouvernement** sur la délinquance et l'immigration à Paris - (25 juin 2019) : p. 9680 p. 9681

- **Question d'actualité au Gouvernement** sur la sécurité et la préfecture de police de Paris - (23 octobre 2019) : p. 14437 p. 14438

- **Proposition de loi** tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)] - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14668 - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14683

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 24 octobre 2019.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 13 février 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 285 (2018-2019)] (5 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France

compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Emploi des seniors - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur, de la Caisse nationale d'assurances familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Alexandra Benachi, présidente de la Fédération française de centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 88 p. 89

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire** [n° 392 (2017-2018)] - (23 janvier 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 267

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie** [n° 238 (2018-2019)] - (23 janvier 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 269

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 490 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater** (*Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation*) : p. 497 - **Article 13** (*art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 546

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 811

- **Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli** [n° 307 (2018-2019)] - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2648

- **Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de**

mastectomie [n° 319 (2018-2019)] - (5 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2729

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants** - *Deuxième lecture* [n° 362 (2018-2019)] - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3048

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3088

- **Question orale sans débat sur la situation des auxiliaires de soins territoriaux** - (19 mars 2019) : p. 3151 p. 3152

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3199 - **Rapport annexé** : p. 3216 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3225 p. 3227

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5492

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement** [n° 425 (2018-2019)] - (10 avril 2019) - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5514

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des sapeurs-pompiers volontaires** - (11 avril 2019) : p. 5592

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé** [n° 441 (2018-2019)] - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5980 - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5990

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7678

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé** [n° 525 (2018-2019)] - (3 juin 2019) - **Question préalable** : p. 7695 - **Discussion générale** : p. 7700 p. 7701 - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie*) : p. 7713 p. 7718 p. 7720 p. 7733 - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7737 p. 7739 p. 7742 p. 7747

- **Question orale sans débat sur l'avenir des trésoreries** - (4 juin 2019) : p. 7783

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé** [n° 525 (2018-2019)] (*suite*) - (4 juin 2019) - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7805 p. 7807 - **Article 2 bis** (*art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7821 p. 7822

p. 7825 - **Article 4** (art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Rénovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP) : p. 7846 p. 7849 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7866 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales incitative à l'installation rapide des jeunes médecins) : p. 7876 - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant) : p. 7882

- Suite de la discussion (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquièmes, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire) : p. 7912 - **Article 5** (art. L. 4131-2, L. 4131-2-1 [nouveau], L. 4421-1, L. 4421-1-3, L. 4431-1 et L. 4431-6-1 du code de la santé publique - Recours au statut de médecin adjoint) : p. 7922 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7955 p. 7959 p. 7960 p. 7962 p. 7970 p. 7971 p. 7973 p. 7974 - **Article additionnel après l'article 7 quinquièmes - Amendement n° 493 rectifié bis** (Compétences des pharmaciens - Extension au contrôle de la tension artérielle et à la délivrance d'un médicament pour cystite) : p. 7994 p. 7995 - **Article additionnel après l'article 7 quinquièmes - Amendements n° 367 rectifié bis, n° 436 rectifié bis et n° 504 rectifié bis** (Pharmaciens d'officine - Substituts nicotiniques - Autorisation de prescription) : p. 7996 - **Article additionnel après l'article 7 quinquièmes - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation) : p. 7996 - **Article 7 septies (supprimé)** (art. L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Proposition d'un médecin traitant dans les zones sous-dotées) : p. 8011 - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8019

- Suite de la discussion (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8263

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9150

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10868

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11262

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inquiétudes des agriculteurs** - (24 septembre 2019) : p. 12407

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 30 rectifié bis et n° 108 rectifié** (Durée légale de conformité - Allongement - Modulation en fonction de la qualité des biens) : p. 12467 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 31 rectifié bis et n° 109 rectifié** (Durée légale de conformité - Allongement - Modulation en fonction du prix d'achat des biens) : p. 12467

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** -

(1er octobre 2019) - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - Elargissement de la répression du délit d'entrave) : p. 13727

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12965 p. 12966

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14616

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15124

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15195 p. 15196 p. 15200 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 272 rectifié bis, n° 780 rectifié bis, n° 273 rectifié bis, n° 401 rectifié bis et n° 871 rectifié** (Dispositif Travaillleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TODE) - Rétablissement) : p. 15204 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale) : p. 15208 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquièmes, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (Désocialisation et déscalisation des heures supplémentaires - Suppression) : p. 15214 p. 15216 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 400 rectifié ter, n° 230 rectifié ter, n° 341 rectifié ter, n° 395 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 778 rectifié, n° 276 rectifié bis, n° 231 rectifié ter, n° 342 rectifié bis, n° 396 rectifié bis, n° 492 et n° 779 rectifié** (Cumul de l'exonération partielle des jeunes agriculteurs avec la modulation des taux des cotisations maladie et maternité - Autorisation) : p. 15223 p. 15224 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié** (Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG) : p. 15248

- Suite de la discussion (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15274 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (Bières fortes - Taxation spécifique) : p. 15285 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1 rectifié bis** (Emplois ponctuels - Procédures de déclaration - Simplification) : p. 15299 - **Article additionnel après l'article 9 quinquièmes - Amendements n° 465 rectifié bis et n° 760 rectifié bis** (Bénéficiaires d'un contrat responsable - Offre 100 % santé - Tiers payant intégral) : p. 15303 - **Article additionnel après l'article 9 quinquièmes - Amendements n° 324 rectifié bis et n° 464 rectifié ter** (Pratiques de différenciation des remboursements - Restriction) : p. 15304 - **Article 12** (Simplifier et créer un cadre de prise en compte contemporaine des aides en faveur des particuliers employeurs dans le cadre des services à la personne) : p. 15319 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 494 rectifié** (Contrôle social - Désaccords - Possibilité pour le cotisant de recourir à un interlocuteur désigné par l'organisme) : p. 15330 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 38, n° 56 rectifié bis, n° 447 rectifié bis, n° 787 rectifié, n° 111 rectifié, n° 438 rectifié bis, n° 477 rectifié, n° 856 rectifié et n° 478 rectifié** (Grossistes répartiteurs - Taxe sur la vente en gros de médicaments - Réduction) : p. 15337 p. 15337

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (Cartes vitales en surnombre - Causes et coûts - Rapport au Parlement) : p. 15825

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17769 p. 17776 p. 17777 p. 17778 p. 17780

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie le 13 février 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17836

Proposition de loi visant à préserver environ 3 000 emplois [n° 541 (2018-2019)] (3 juin 2019) - **Entreprises - Environnement**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Participations financières de l'État [n° 141 tome 8 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquiaux, directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur - Audition.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 487 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater** (*Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation*) : p. 496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les produits de santé d'origine naturelle** - (27 novembre 2019) : p. 16818

CHAUVIN (Marie-Christine)
sénateur (Jura)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif du Jura.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim,

dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur la robotisation et les emplois de service.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 486

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3276

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur** - (16 mai 2019) : p. 6538 p. 6539

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7669

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article 15 quater (nouveau)** (*art. L. 132-3 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'information du maire sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur le territoire de sa commune*) : p. 13328 p. 13329

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14797

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (*Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive*) : p. 15279 p. 15280

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17761

CHEVROLLIER (Guillaume)
sénateur (Mayenne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (18 décembre 2019).

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Nouvelle-Calédonie : un fort potentiel de développement durable à valoriser [n° 127 (2019-2020)] (18 novembre 2019) - **Aménagement du territoire - Environnement - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Environnement [n° 144 tome 2 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement.

Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'Etat dénommé Voies navigables de France (VNF).

Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes handicapées.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avis sur les mesures fiscales relatives à l'environnement et aux transports du projet de loi de finances pour 2020.

Déplacement d'une délégation de la commission en Nouvelle-Calédonie - Communication.

Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie,

développement et mobilité durables » - Programmes 113, 159, 174, 181 et 217 et Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Programme 190 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-Marie Le Méné, président de la Fondation Jérôme Lejeune.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 17

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Article unique** : p. 264

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées** - (12 février 2019) : p. 1085 p. 1086

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 1er et rapport annexé (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022)** : p. 1143

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3101

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (27 mars 2019) - **Article 27** (*art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air*) : p. 3646 p. 3647 - **Article 28 ter (nouveau)** (*art. L. 571-10-2 [nouveau] du code de l'environnement - Évaluation des nuisances sonores ferroviaires*) : p. 3669 p. 3670

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5497

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5501

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Gouvernement** - (30 avril 2019) : p. 5948 p. 5949

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5963 p. 5964

- **Question orale sans débat sur l'offre de soins dans les hôpitaux publics de la Mayenne** - (4 juin 2019) : p. 7779 p. 7780

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10909

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11112

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019)** : p. 11318

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er bis A** (*art. L. 100-I A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-I B et L. 222-I C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie*) : p. 11419 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 214 rectifié bis** (*Schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid - Mise à jour*) : p. 11494 p. 11495

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13720

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12810 p. 12811

- **Question orale sans débat sur la situation du tribunal de grande instance de Laval** - (15 octobre 2019) : p. 13139 p. 13140

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 923 rectifié** (*Services d'eau potable - Intervention en faveur de la gestion et de la préservation de la ressource - Autorisation*) : p. 13502

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p. 15848

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16828

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 décembre 2019) : p. 21665

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21737

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les résultats de la COP25 (II)** - (18 décembre 2019) : p. 21965 p. 21966

de CIDRAC (Marta)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 16 janvier 2019 ; membre de la commission jusqu'au 15 janvier 2019.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (18 décembre 2019).

Membre titulaire du Conseil national du bruit le 13 février 2019.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 660 (2018-2019)] - *Rapport* [n° 727 tome 1 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 660 (2018-2019)] - *Comptes rendus* [n° 727 tome 2 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 660 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 727 tome 3 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Vingtème anniversaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat [n° 148 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les suites de la table ronde du jeudi 17 janvier 2019 sur la parité dans les intercommunalités.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Dépôt d'une proposition de résolution.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, présidente de la délégation à la communication et à Public Sénat.

Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Fabienne Servan-Schreiber, présidente, et Anne-Sarah Kertudo, directrice, de l'association Droit Pluriel.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Nathalie Boy de la Tour, présidente de la Ligue de football professionnel.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Henriques, vice-présidente déléguée de la Fédération française de football et vice-présidente du comité d'organisation de la Coupe du monde féminine de la Fifa.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance du rapporteur pour avis.

(commission des affaires économiques) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 *(délégation aux droits des femmes)* : Les enjeux du prochain G7 : quelle dynamique mondiale en faveur de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes et des filles ?.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 *(délégation aux droits des femmes)* : Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Échange de vues sur le Plan national d'action visant à éradiquer les mutilations sexuelles féminines.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 *(délégation aux droits des femmes)* : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 *(délégation aux droits des femmes)* : Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 *(délégation aux droits des femmes)* : Audition de Mmes Stéphanie Condon, directrice scientifique, et Sandrine Dauphin, directrice de projet, sur les

premiers résultats de Virage dans les Outre-mer en Guadeloupe et en Martinique.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Désignation des candidats appelés à siéger au sein de l'éventuelle commission mixte paritaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2619

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3109 p. 3110

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - *Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3432 - **Article 9** (art. L. 1115-1, L. 1115-2 [nouveau], L. 1115-3 [nouveau], L. 1115-4 [nouveau], L. 1262-4 [nouveau], L. 1263-4, L. 1263-5 [nouveau], L. 1264-7 et L. 3121-11-1 du code des transports - *Ouverture des données nécessaires à l'information du voyageur*) : p. 3467 p. 3468 p. 3471

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - *Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique*) : p. 3549 p. 3551

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 38 bis (nouveau)** (ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - *Possibilité de recourir à un marché global au sens de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour les sites de maintenance et de remisage des services de transport collectif de personnes*) : p. 3756

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les missions locales** - (4 avril 2019) : p. 5161 p. 5162

- **Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6045 p. 6046

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6277

- **Question orale avec débat sur les supplétifs de statut civil de droit commun** - (14 mai 2019) : p. 6309

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 2** (*Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7496

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9531

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23**

juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 100 (2018-2019)] - (20 juin 2019) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - Discussion générale : p. 12396 p. 12397 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 486 rectifié ter et n° 636 rectifié ter (Stratégie de réduction des déchets ménagers et d'activités économiques - Effort supplémentaire d'ici à 2030)** : p. 12421 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 166 rectifié et n° 664 rectifié bis (Stratégie de prévention des déchets ménagers - Doublement des tonnages orientés vers la réutilisation d'ici à 2030)** : p. 12422 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 686 (Stratégie de prévention de la production de déchets - Cohérence rédactionnelle)** : p. 12422 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 487 rectifié ter, n° 635 rectifié ter (Stratégie de prévention de la production de déchets - Production des emballages plastiques à usage unique - Réduction)** : p. 12423 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 330 rectifié ter (Stratégie de prévention de la production de déchets - Plan national de réduction des plastiques en France - Mise en place)** : p. 12424 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 167 rectifié bis (Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement)** : p. 12425 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 329 rectifié bis (Utilisation d'emballages non recyclables - Interdiction)** : p. 12426 - **Article 1er A (nouveau) (Inscription dans le code de l'environnement de l'objectif de 100 % de plastique recyclé d'ici le 1er janvier 2025)** : p. 12427 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 181 rectifié ter, n° 284 rectifié, n° 442 rectifié et n° 681 (Non-respect de la hiérarchisation des modes de traitement des déchets - Sanction - Création)** : p. 12434 - **Article 1er (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits)** : p. 12441 - **Article 2 (Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques)** : p. 12444 p. 12445 p. 12446 p. 12447 p. 12448 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 574 (Environnement - Impact de la surconsommation - Affichage sur les publicités de produits neufs - Systématisation)** : p. 12449 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 339 rectifié (Professionnels de la réparation - Informations sur la réparation et l'entretien - Meilleure accessibilité)** : p. 12450 - **Article 3 (Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri)** : p. 12451 p. 12453 p. 12454 p. 12455 - **Article 4 (Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire)** : p. 12459 p. 12462 p. 12463 p. 12464 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 114 et n° 564 (Pratiques commerciales trompeuses - Indice de réparabilité - Sanction)** : p. 12465 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 350 rectifié (Durée légale de garantie - Produits onéreux - Allongement)** : p. 12467

- **Suite de la discussion (25 septembre 2019) - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 91 rectifié (Biens d'occasion - Durée légale de conformité - Allongement)** : p. 12482 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 110 rectifié, n° 567, n° 112 rectifié, n° 113 rectifié, n° 568, n° 87 rectifié et n° 88 rectifié (Durée de la garantie légale de conformité - Allongement - Priorité à la réparation sur le remplacement du bien)** : p. 12485 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 111 rectifié, n° 569 et n° 672 rectifié bis (Biens réparés - Garantie légale de six mois - Instauration)** : p. 12487 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 354 rectifié (Définition de tromperie commerciale - Extension)** : p. 12487 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 353 rectifié (Obsolescence programmée - Définition - Précision)** : p. 12488 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 347 rectifié bis et n° 616 (Garantie légale de conformité - Information lors de l'achat du produit)** : p. 12489 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 351 rectifié**

(Droit à la garantie légale - Facilitation) : p. 12489 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 352 rectifié (Lutte contre l'obsolescence programmée des produits manufacturés - Affichage de la durée de vie - Obligation)** : p. 12490 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 106 (Disponibilité des pièces détachées - Mise en place d'une plateforme numérique - Rapport au Parlement)** : p. 12490 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 355 rectifié (Obsolescence logicielle - Rapport au Parlement)** : p. 12491 - **Article 4 bis (nouveau) (Reconnaissance de la sensibilisation aux enjeux de l'économie circulaire, parmi les objectifs de l'éducation à l'environnement dès l'école primaire - Enseignement aux techniques de réparation dans les formations technologiques et professionnelles)** : p. 12493 p. 12495 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 476 rectifié bis (École, collège, lycée - Formation à l'économie circulaire)** : p. 12496 - **Article 4 ter (nouveau) (Rapport sur le compteur d'usage)** : p. 12497 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 418 rectifié bis (Article 70 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Rapport au Parlement)** : p. 12498 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 670 rectifié bis et n° 570 rectifié (Indice de durabilité - Impact social, écologique et économique - Rapport au Parlement)** : p. 12500 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 170 rectifié (Appareils électroniques - Mises à jour correctives et évolutives - Conditions d'information du consommateur)** : p. 12501 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 115 rectifié, n° 348 rectifié bis, n° 565 rectifié et n° 669 rectifié bis (Appareils numériques - Pratiques rendant la réparation impossible - Interdiction)** : p. 12502 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 172 rectifié, n° 268 rectifié ter, n° 291 rectifié ter et n° 419 rectifié bis (Lutte contre l'obsolescence logicielle - Mises à jour correctives du système d'exploitation - Obligation)** : p. 12504 - **Article 4 quater (nouveau) (Régime de sanctions pour les nouvelles obligations en matière d'information du consommateur)** : p. 12505 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 44 rectifié bis (Consommateurs et responsables de la gestion des déchets - Volume de déchets - Efforts de réduction)** : p. 12506 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 116 et n° 417 rectifié bis (Économie circulaire et gestion des déchets - Comités sociaux économiques des entreprises - Consultation)** : p. 12507 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 212 (Don aux associations des aliments consommables mais impropres à la vente - Extension aux centres commerciaux à surface inférieure à 400 m²)** : p. 12508 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 213 (Application loi Garot de 2016 - Sanction pour destruction de denrées alimentaires consommables - Augmentation de l'amende forfaitaire)** : p. 12508 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 199 (Lutte contre le gaspillage alimentaire - Activité de commerce non sédentaire - Distribution des denrées non valorisables - Obligation)** : p. 12509 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 215 (Liste des produits sans date de durabilité minimale - Elargissement)** : p. 12510 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 357 rectifié (Produits non alimentaires non recyclables - Taxe - Création)** : p. 12511 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 214 (Nourriture saisie par les services des douanes aux frontières - Gestion - Rapport au Parlement)** : p. 12512 - **Article 5 (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires)** : p. 12514 p. 12515 p. 12518 p. 12520 p. 12521 p. 12522 p. 12522 p. 12523 p. 12524 p. 12525 p. 12526 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 485 rectifié (Lutte contre le gaspillage alimentaire - Ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire - Obligation)** : p. 12527 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 363 rectifié (Lutte contre le gaspillage du matériel médical - Réemploi après reconditionnement)** : p. 12528 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 368 rectifié (Lutte contre la surproduction)** : p. 12529 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 173 rectifié (Vente en vrac en libre-service - Définition)** : p. 12530 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 221 (Cahiers des charges de signes**

d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) - Vente en vrac - Modalités) : p. 12531 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 120** (Incitation à la vente en vrac en grande surface - Levier de la TVA - Produits alimentaires et non alimentaires) : p. 12532 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 89 rectifié, n° 90 rectifié et n° 365 rectifié** (Incitation à la réparation des produits - Application d'un taux de TVA réduit) : p. 12533 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis** (Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation ») : p. 12535 p. 12536 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 364 rectifié** (Distribution dans les boîtes aux lettres d'imprimés publicitaires contenant des huiles minérales - Interdiction) : p. 12537 p. 12538 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 517 rectifié ter** (Non-respect de la mention « Stop pub » - Sanction - Instauration) : p. 12538 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 rectifié bis** (Lutte contre les déchets d'emballages - Concertation avec les industriels - Décret) : p. 12539 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 366 rectifié** (Bilan sur le tri des déchets dans la restauration rapide - Rapport au Parlement) : p. 12539 - **Article 5 bis (nouveau)** (Encadrement de la publicité incitant à la mise au rebut des produits) : p. 12540 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 168** (Incitation à la réparation - Mention « Pensez à réparer avant de remplacer » - Obligation) : p. 12540 - **Article 6** (Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative) : p. 12542 p. 12543 p. 12544 p. 12545 p. 12546 p. 12547 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 577** (Constructions neuves - Bâti immobilier modélisé - Généralisation) : p. 12548 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 85 rectifié ter** (Achats de l'Etat - Produits d'occasion ou écoconçus - Obligation) : p. 12548 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 122** (Développement des filières des matériaux biosourcés - Encouragement) : p. 12549 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 123** (Développement des alternatives au béton - Développement des filières de construction écologiques - Rapport au Parlement) : p. 12549 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 121** (Économie de la prévention des déchets - Financement - Rapport au Parlement) : p. 12550 - **Article 6 bis (nouveau)** (Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables) : p. 12552 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 45 rectifié bis** (Conventions de partenariats - Collectivités territoriales - Acteurs de l'économie sociale, solidaire et circulaire - Conventions de partenariats) : p. 12553 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 227 rectifié ter, n° 475 rectifié bis, n° 216 rectifié et n° 46 rectifié** (Commande publique - Achat de matériaux issus du réemploi et du recyclage - Incitation) : p. 12555 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 230 rectifié bis et n° 578 rectifié** (Commande publique - Achats de pneumatiques rechapables ou rechapés - Incitation) : p. 12556 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 435 rectifié** (Dispositifs de sensibilisation à l'économie circulaire en milieu scolaire - Rapport au Parlement) : p. 12557 - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12560 p. 12561 p. 12562 p. 12563

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12640 p. 12642 p. 12649 p. 12659 p. 12660 p. 12661 p. 12662 p. 12663 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 538 rectifié** (Produits non désignés - Traitement - Collectivités territoriales - Garantie de recette) : p. 12663 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 130 rectifié** (Emballages réemployables - Standardisation) : p. 12664 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 135** (Dispositifs de consigne volontaire - Encadrement) : p. 12665 - **Article additionnel après l'article 8**

bis (priorité) - Amendement n° 384 rectifié (Développement de l'économie de l'usage et de la fonctionnalité - Rapport au Parlement) : p. 12666 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 522** (Zone Antilles Guyane - Zone Océan indien - Gestion des déchets - Coopération régionale - Pertinence - Rapport au Parlement) : p. 12666 - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12669 p. 12670 p. 12671 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 12 rectifié bis** (Entreprises industrielles du secteur de l'emballage plastique alimentaire et hors alimentaire - Recyclabilité - Développement - Crédit d'impôt recherche, CIR) : p. 12672 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12677 p. 12680 p. 12684 p. 12685 p. 12686 p. 12687 p. 12688 p. 12689 p. 12690 p. 12691 p. 12692 p. 12693 p. 12695 p. 12696 p. 12698 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12699 p. 12700 p. 12701 p. 12702 p. 12703 p. 12704 p. 12705 p. 12706 p. 12707 p. 12708 p. 12709 p. 12710 p. 12711 p. 12712 p. 12713 p. 12715 p. 12718 p. 12720 p. 12721 p. 12722 p. 12723 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 272 rectifié** (Gestion des déchets - Coûts supportés par le service public - Prise en charge par le producteur) : p. 12724 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 300** (Guadeloupe - Éco-organismes - Transport des déchets - Prise en charge financière) : p. 12724 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 614 rectifié ter** (Stratégie nationale de lutte contre les déchets en bord de route - Rapport au Parlement) : p. 12724 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 208 rectifié quater et n° 433 rectifié ter** (Crédit d'impôt sur la réparation - Opportunité - Rapport au Parlement) : p. 12726 - **Article 8 ter (nouveau)** (Réutilisation des eaux usées traitées) : p. 12726 p. 12727 - **Article 8 quater (nouveau)** (Lutte contre la pollution aquatique) : p. 12727 p. 12728 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° 65 rectifié** (Producteur de déchets - Accession à la déchetterie ou au centre d'enfouissement le plus proche de son établissement) : p. 12728 - **Article 9** (Dispositions spécifiques à certaines filières, REP) : p. 12730 p. 12731 p. 12732 p. 12733 p. 12734 p. 12735 p. 12736 p. 12737 p. 12738 p. 12739 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 195 et n° 586** (Éco-organisme - Non respect des objectifs environnementaux - Sanction) : p. 12740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 527 et n° 622** (Résorption et dépollution des décharges sauvages - Rapport au Parlement) : p. 12740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 98 rectifié bis** (Régulation des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Rapport au Parlement) : p. 12741

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel) : p. 12761 p. 12765 p. 12766 p. 12767 p. 12769 p. 12770 p. 12772 p. 12773 p. 12774 p. 12775 p. 12776 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 159 rectifié bis** (Bouteilles en plastique de moins de 50 cl - Mise sur le marché - Interdiction) : p. 12777 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 147 rectifié bis** (Vente des bouteilles en plastique - Interdiction) : p. 12778 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 379 rectifié bis** (Proportion minimale d'emballages de boissons réutilisables) : p. 12779 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 217 rectifié** (Stratégie nationale de réduction du plastique - Actualisation - Rapport au Parlement) : p. 12780 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 186** (Bouteilles en plastique à usage unique - Mises sur le marché - Réduction) : p. 12780 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 392 rectifié** (Lâchers de ballons de baudruche en plastique - Interdiction) : p. 12781 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 396 rectifié** (Micro plastiques - Ajout intentionnel - Interdiction) : p. 12784 - **Article additionnel**

après l'article 10 - Amendement n° 534 rectifié (*Restauration collective - Principe de précaution*) : p. 12784 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 150 rectifié bis** (*Lingettes domestiques non corporelles - Interdiction*) : p. 12785 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 394 rectifié** (*Vente de fruits et de légumes emballés à l'unité - Interdiction*) : p. 12786 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 398 rectifié** (*Suremballage - Limitation*) : p. 12787 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 5 rectifié** (*Granulés de plastiques industriels - Pertes et fuites - Limitation*) : p. 12788 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 25 rectifié bis** (*Étiquetage des vêtements - Plastique - Interdiction*) : p. 12789 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 26 rectifié** (*Colliers de serrage en plastique auto-bloquant - Interdiction*) : p. 12789 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 443 rectifié bis** (*Alvéoles en polypropylène - Fruits - Conditionnement - Interdiction*) : p. 12790 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 452 rectifié bis** (*Vêtements et textiles en polaire - Interdiction*) : p. 12790 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 338 rectifié bis** (*Microplastiques issus des fibres synthétiques - Réduction*) : p. 12791 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 416 rectifié** (*Impacts environnementaux et sociétaux des plastiques biosourcés et biodégradables - Rapport au Parlement*) : p. 12791 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Compostage des boues d'épuration*) : p. 12794 p. 12795 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendements n° 151 rectifié et n° 512 rectifié** (*Déchets verts - Processus de compostage*) : p. 12796 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 655** (*Matières radioactives - Déchets radioactifs ultimes - Requalification par l'autorité administrative*) : p. 12797 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 60 rectifié bis** (*Traitement de déchets - Développement d'installations vertueuses*) : p. 12798 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 61 rectifié** (*Filière des combustibles solides de récupération (CSR) - Développement*) : p. 12798 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 249 rectifié bis et n° 530 rectifié** (*Déchets - Enfouissement - Encadrement*) : p. 12799 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 404 rectifié** (*Collectivités d'outre-mer - Véhicules hors d'usage - Mise en demeure des propriétaires - Compétence des EPCL*) : p. 12799 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 402 rectifié bis** (*Obligations de tri à la source des déchets - Autorité administrative - Modalités de suivi et de contrôle*) : p. 12800 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 256 rectifié ter** (*Lutte contre les dépôts sauvages de déchets*) : p. 12800 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 654** (*Gestion des déchets radioactifs - Stockage à sec en sub-surface*) : p. 12801 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 405 rectifié** (*Reconditionnement - Définition*) : p. 12801 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 408 rectifié bis** (*Mention « Certifié reconditionné »*) : p. 12802 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 406 rectifié bis** (*Collectivités d'outre-mer - Véhicules hors d'usage (VHU) - Gestion*) : p. 12802 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 400 rectifié** (*Transferts transfrontaliers de déchets - Conditions*) : p. 12803 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 401 rectifié** (*Devenir des déchets exportés à l'étranger par la France - Rapport au Parlement*) : p. 12803 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 154 rectifié** (*Cessation d'exportation de déchets vers des pays tiers - Rapport au Parlement*) : p. 12803 p. 12804 - **Article additionnel avant l'article 12 A - Amendements n° 184, n° 463 rectifié, n° 612 rectifié bis et n° 685** (*Lutte contre les dépôts sauvages - Mise en œuvre de l'exécution d'office*) : p. 12805 - **Article additionnel avant l'article 12 A - Amendement n° 70 rectifié** (*Déchets assimilés - Collecte*) : p. 12806 - **Article 12 A (nouveau)** (*Faculté de*

transfert des pouvoirs du maire aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCL) en matière de lutte contre les dépôts sauvages) : p. 12807 - **Article additionnel après l'article 12 A - Amendement n° 283 rectifié** (*Véhicule hors d'usage - Frais d'enlèvement*) : p. 12808 - **Article additionnel après l'article 12 D - Amendement n° 34 rectifié duodecimes** (*Déchets - Dépôts sauvages - Vidéo - Verbalisation*) : p. 12809 - **Article 12 F (nouveau)** (*Obligation de soumettre un certificat de destruction d'un véhicule hors d'usage lors de la déclaration de cessation de l'assurance*) : p. 12809 - **Article 12 G (nouveau)** (*Certificat de traitement des déchets du bâtiment*) : p. 12811 - **Article additionnel après l'article 12 H - Amendements n° 152 rectifié, n° 187, n° 409 rectifié bis et n° 513 rectifié** (*Service public de gestion des déchets - Intégration des missions relatives à la propreté*) : p. 12812 - **Article 12 I (nouveau)** (*Mise en place d'une collecte séparée des biodéchets assimilables à ceux des ménages*) : p. 12813 - **Article additionnel après l'article 12 I - Amendement n° 59 rectifié** (*Déchets assimilés - Limites quantitatives*) : p. 12813 - **Article additionnel après l'article 12 J - Amendement n° 200** (*Installations de prétraitement d'ordures ménagères résiduelles*) : p. 12814 - **Article 12 K (nouveau)** (*Valorisation énergétique des déchets non recyclables*) : p. 12815 - **Article additionnel après l'article 12 K - Amendement n° 607** (*Explosifs déclassés - Régime*) : p. 12815 - **Article additionnel après l'article 12 K - Amendement n° 473 rectifié ter** (*Statut de déchet - Sortie hors des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)*) : p. 12818 - **Article additionnel après l'article 12 K - Amendement n° 523 rectifié** (*Déchets organiques - Épandage - Exigences minimales de qualité*) : p. 12819 - **Article 12 L (nouveau)** (*Faculté du préfet de déroger aux plans de prévention et de gestion des déchets pour l'instruction des autorisations ICPE dans les domaines du traitement et de l'élimination des déchets*) : p. 12820 - **Article additionnel après l'article 12 L - Amendement n° 557** (*Guyane - Gestion des déchets - Dérogation*) : p. 12821 - **Article additionnel après l'article 12 L - Amendements n° 269 rectifié, n° 296 rectifié bis, n° 304 rectifié bis, n° 588 et n° 680** (*Économie circulaire - Agents publics - Élus locaux - Formation*) : p. 12821 - **Article 12** (*Habilitations à légiférer par ordonnance*) : p. 12822 - **Article 13** (*Modalités d'entrée en vigueur*) : p. 12823 p. 12824 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 209 rectifié ter** (*Recyclage des déchets très faiblement radioactifs - Rapport au Parlement*) : p. 12824 - **Article 8 bis (nouveau)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12826 - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12829 p. 12832 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12833 p. 12836

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accès de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13369

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Chanteloup-les-Vignes** - (6 novembre 2019) : p. 14876 p. 14877

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14910 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié** (*Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution*) : p. 14915



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 10 juillet 2019 ; secrétaire de la commission jusqu'au 9 juillet 2019.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (26 juin 2019).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 314 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre [n° 396 (2018-2019)] (20 mars 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La Jordanie, clé de voûte de la stabilité d'un Moyen-Orient en crise [n° 656 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 709 (2018-2019)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger [n° 190 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux de la présidence française du Conseil de sécurité en mars 2019 - Audition de M. Alexis Lamek, directeur des Nations unies au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Intervention des forces armées françaises au Tchad - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (CAMO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exportations d'armement - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Sophia - Audition du contre-amiral Olivier Bodhuin.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Défense européenne - Examen du rapport d'information.

Situation en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Jordanie, clé de voûte de la stabilité d'un Moyen-Orient en crise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le Nord-Est syrien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. François Geleznikoff, directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA-DAM).

Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bruno Sainjon, président-directeur général de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 485 - **Article 13 ter** (*art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - Renforcement des prérogatives de CCI France*) : p. 577 p. 578 p. 579 - **Article 13 sexies** (*art. L. 4251-18 du code général des collectivités territoriales et L. 711-8 du code de commerce - Convention entre la région et la chambre de commerce et d'industrie de région pour la mise en œuvre du SRDEII*) : p. 583

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 53** (*art. 1er A, 1er, 2 et 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Augmentation du nombre de représentants de l'Etat au conseil d'administration de l'établissement public Bpifrance*) : p. 871

- **Question orale sans débat sur la gestion des appels d'urgence** - (12 février 2019) : p. 1083 p. 1084

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 352 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2809 p. 2810

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3069 p. 3070

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Sahel** - (16 mai 2019) : p. 6534

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Article 10** (*art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Elargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel*) : p. 9555 p. 9557

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9787

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 608 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Question préalable** : p. 10778 - **Discussion générale** : p. 10787

- **Question orale sans débat sur la pollution des terrains de l'ancienne usine Saft du quartier Saint-Cybard d'Angoulême** - (16 juillet 2019) : p. 11229

- **Question orale sans débat sur la relance énergétique de la petite hydroélectricité** - (16 juillet 2019) : p. 11232 p. 11233

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 172 rectifié, n° 268 rectifié ter, n° 291 rectifié ter et n° 419 rectifié bis** (*Lutte contre l'obsolescence logicielle - Mises à jour correctives du système d'exploitation - Obligation*) : p. 12503

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise persistant chez les sapeurs-pompiers** - (2 octobre 2019) : p. 12761

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13367

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)]** - (30 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14804

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15200 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 339 rectifié bis, n° 437 rectifié**

bis et n° 722 rectifié (*Lutte contre les déserts médicaux - Installation de zones franches médicales*) : p. 15218 p. 15219 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 60 rectifié et n° 61 rectifié** (*Associations agréées de sécurité civile - Emplois salariés de formateur aux premiers secours - Exonération*) : p. 15231 p. 15232 p. 15233 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 62 rectifié** (*Recrutement de sapeurs-pompiers volontaires par les entreprises et les collectivités territoriales - Exonération de charges patronales - Autorisation*) : p. 15233 p. 15234

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article 16** (**précédemment réservé**) (*art. 265, 265 bis, 265 ter, 265 B, 266 quater et 266 quinquies du code des douanes, art. 39 decies E et 39 decies F du code général des impôts, art. L. 3222-1 et L. 3222-2 du code des transports, art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression progressive du tarif réduit de taxe intérieure de consommation sur les carburants sous condition d'emploi*) : p. 16493

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17645

- **Question orale sans débat sur l'interlocuteur pour les dossiers de carte grise** - (3 décembre 2019) : p. 17675

CLUZEL (Sophie)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées** - (12 février 2019) : p. 1085

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le handicap** - (19 février 2019) : p. 2519

- **Question orale sans débat sur les entreprises adaptées** - (19 mars 2019) : p. 3156

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie nationale de l'autisme** - (4 avril 2019) : p. 5155

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'initiative « DuoDay »** - (16 mai 2019) : p. 6535

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école inclusive** - (20 juin 2019) : p. 9549

- **Question orale sans débat sur la réforme des établissements et services d'aide par le travail** - (15 octobre 2019) : p. 13137

- **Question orale sans débat sur la mission d'évaluation des entreprises et services d'aide par le travail et des entreprises adaptées** - (15 octobre 2019) : p. 13138

- **Question orale sans débat sur l'absence du karaté aux jeux Olympiques de 2024** - (15 octobre 2019) : p. 13139

- **Question orale sans débat sur la situation du tribunal de grande instance de Laval** - (15 octobre 2019) : p. 13140

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (*Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation*) : p. 13450 p. 13451 p. 13452

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces faites par le Gouvernement en ce qui concerne les proches aidants** - (30 octobre 2019) : p. 14771

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14843 - **Article 2** (*Fonds départementaux de compensation*) : p. 14855 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Délais d'instruction des dossiers de demande de la PCH et des décisions relatives à l'attribution de la prestation - Réduction*) : p. 14856

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-présidente le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire de la Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l' élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Vingtème anniversaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat [n° 148 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dispositifs médicaux - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la parité dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Dépôt d'une proposition de résolution.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux

aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif à la prévention, l'efficacité, l'équité et la maîtrise des arrêts de travail - Audition de M. Stéphane Oustric.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, présidente de la délégation à la communication et à Public Sénat.

Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laura Georges, secrétaire générale de la Fédération française de football.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Liens entre la fraude documentaire et la fraude sociale - Communication.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Nathalie Boy de la Tour, présidente de la Ligue de football professionnel.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès

Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Financement public des opérateurs de l'hébergement d'urgence - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Politique de prévention et de prise en charge du VIH - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Échange de vues sur le Plan national d'action visant à éradiquer les mutilations sexuelles féminines.

Échange de vues sur le programme de travail de la délégation pour la session 2019-2020.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes handicapées.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne-Claire Raffleau, porte-parole du collectif inter-urgences.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale -

Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Cécile Martinat, présidente de la Société française de recherche sur les cellules souches, et de M. Marc Peschanski, directeur de l'Institut des cellules souches pour le traitement et l'étude des maladies monogénétiques (I-STEM).

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les conclusions du Grenelle de lutte contre les violences conjugales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup** » - (16 janvier 2019) : p. 82

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 90 p. 91

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux et des maternités** - (22 janvier 2019) : p. 191 p. 192

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 271

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 378 - **Question préalable** : p. 386 - **Discussion générale** : p. 397 - **Discussion du texte de la commission spéciale** : p. 399 - **Article 1er** (*art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1 et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre 1er de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises*) : p. 409 - **Article 4** (*art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans*) : p. 421 p. 422 - **Article 6** (*art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs*) : p. 452 p. 460 - **Article 6 bis** (*art. 44 octies A, 44 quinquies, 239 bis AB, 244 quater E, 1451, 1464 E, 1466 A, 1647 C septies du code général des impôts et art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Limitation des seuils d'effectifs pour des dispositifs fiscaux spécifiques*) : p. 465

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 19 ter** (*art. 22-2 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la protection du commerce et de l'artisanat - Remise d'une attestation d'assurance par les entreprises du bâtiment et des travaux publics*) : p. 612 - **Article 20** (*art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite*) : p. 646 p. 647 p. 648 p. 652 - **Article 21** (*art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau]*,

L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 656 - **Article 22** (art. L. 411-2, L. 412-1, L. 433-4, L. 621-7, L. 621-8 à L. 621-8-2, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Simplification de l'accès des entreprises aux marchés financiers) : p. 670 - **Article 23** (art. L. 211-36, L. 211-40, L. 213-1, L. 214-7-4, L. 214-8-7, L. 214-24, L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-164, L. 214-172, L. 214-175-1, L. 214-190-2, L. 411-3, L. 420-11, L. 421-7-3, L. 421-16, L. 511-84, L. 511-84-1 [nouveau], L. 532-9, L. 532-16, L. 532-28, L. 532-48, L. 532-50, L. 532-52, L. 533-22-2, L. 533-22-2-3 [nouveau], L. 611-3, L. 612-2, L. 613-34, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-9, L. 621-13-4 et L. 621-20-7, L. 621-20-8, L. 621-20-9 [nouveaux], L. 621-15 et L. 621-21-1 du code monétaire et financier et L. 3334-12 du code du travail - Attractivité de la place financière de Paris) : p. 683 p. 684 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 417 rectifié** (Fonds d'investissement de proximité - Zone géographique) : p. 685 - **Article 27 ter** (art. L. 221-32-2 du code monétaire et financier - Ouverture du PEA-PME aux obligations convertibles ou remboursables en actions non cotées et aux parts de fonds professionnels de capital investissement) : p. 711 - **Article 28 bis** (art. L. 225-44 et L. 225-85 du code de commerce et 163 bis G du code général des impôts - Autorisation de rémunération des administrateurs et des membres de conseil de surveillance en bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) : p. 720 - **Article 31** (art. L. 518-7, L. 518-8 et L. 518-9 du code monétaire et financier - Prerogatives de la commission de surveillance) : p. 730 p. 731 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-11 et L. 518-12 du code monétaire et financier - Prerogatives du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, CDC) : p. 732 - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-16 du code monétaire et financier - Fixation par décret du versement annuel de la Caisse des dépôts et consignations à l'État) : p. 736 p. 737

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hypothèse d'un référendum le 26 mai** - (5 février 2019) : p. 777

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 798 p. 801 p. 809 - **Article 45** (art. L. 6323-2 et L. 6323-4 du code des transports - Cahier des charges d'Aéroports de Paris) : p. 815 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 819

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 897 p. 899 p. 900 - **Article 57 bis B** : p. 915 - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920 - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-197-1 du code de commerce - Déplafonnement des attributions d'actions gratuites à capital constant) : p. 925

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 693 rectifié** (Écarts de rémunération - Encadrement) : p. 990 p. 991 - **Article additionnel après l'article 62 quater - Amendement n° 694 rectifié** (Non respect des obligations en matière d'égalité salariale - Suppression des exonérations de cotisations) : p. 993 p. 994 - **Article 62 septies** (Intitulé de la section 3 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er, art. L. 141-23, L. 141-25, intitulé de la section 4 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, intitulé de la section 1 du chapitre X du titre III du livre II, L. 23-10-1, L. 23-10-3, intitulé de la section 2 du chapitre X du titre III du livre II, L. 23-10-7, L. 23-10-9 et

L. 23-10-11 du code de commerce - Coordination des dispositions du code de commerce relatives au droit d'information préalable des salariés avec les nouvelles règles encadrant le conseil social et économique d'une entreprise) : p. 995

- **Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli [n° 307 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2650 p. 2651 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1121-7 du code de la santé publique - Accès des mineurs aux essais cliniques) : p. 2655

- **Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 319 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2730

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** - (7 mars 2019) : p. 2872

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes** - (7 mars 2019) : p. 2873

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2900

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3116 p. 3117

- **Question orale sans débat sur le désamiantage du tribunal de grande instance de Créteil** - (19 mars 2019) : p. 3133 p. 3134

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 129** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Taxe additionnelle - Création) : p. 3291 p. 3292 - **Article 1er C (nouveau)** (Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports) : p. 3301 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 107** (Loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire - Abrogation) : p. 3315 p. 3316 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 141 rectifié** (Transports publics urbains et interurbains de voyageurs - Baisse de la TVA) : p. 3350 p. 3352

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3744 p. 3745 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendements n° 174 rectifié et n° 444 rectifié bis** (Liaison rapide ferroviaire Paris - Aéroport Roissy Charles de Gaulle - Abandon du programme) : p. 3758 - **Article 39** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 3111-16-1 [nouveau] du code des transports et art. L. 3316-1 à L. 3316-3 [nouveaux] du chapitre VI [nouveau] du titre unique du livre III de la troisième partie code des transports - Volet social de l'ouverture à la concurrence des réseaux de transport public urbain par autobus de la Régie autonome des transports parisiens) : p. 3760

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour une école de la confiance** - (4 avril 2019) : p. 5156 p. 5156

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur**

protection [n° 389 (2018-2019)] - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5184

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter** (*Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental*) : p. 5195 - **Article 9** (*Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder aux adaptations rendues nécessaires par la création de la Collectivité européenne d'Alsace*) : p. 5207 - **Article 10** (*Habilitation à légiférer par ordonnances dans le domaine routier*) : p. 5208

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5418

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5475 p. 5483 p. 5485

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences des élections israéliennes** - (11 avril 2019) : p. 5591

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5981 p. 5982 - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5988 p. 5990 - **Article 3 (supprimé)** (*art. L. 221-9, L. 221-10 et L. 221-10-2 [nouveau] du code de la mutualité - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une mutuelle*) : p. 5998 p. 5999

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (I)** - (7 mai 2019) : p. 6177

- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6234

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article 2 ter** (*art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Visite médicale des enfants de 3-4 ans*) : p. 6474 p. 6475

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 186** (*Enseignement hors contrat - Contrôle du contenu pédagogique*) : p. 6558 - **Article 5 quinquies** (*art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive*) : p. 6566

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 quater (supprimé)** (*art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux*) : p. 6662 p. 6663

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (21 mai 2019) : p. 6776

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7674 p. 7676

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Question préalable** : p. 7693 - **Discussion générale** : p. 7707 - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie*) : p. 7711 p. 7712 p. 7715 p. 7717 p. 7719 p. 7723 p. 7730 - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et*

responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7735 p. 7739 p. 7746

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) : p. 7805 p. 7809 p. 7815 - **Article 2 bis** (*art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7816 p. 7817 p. 7824 p. 7825 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° 341 rectifié et n° 440** (*Stages pratiques des étudiants de troisième cycle de médecine - Outre-mer - Élargissement aux praticiens spécialistes*) : p. 7833 p. 7834 - **Article 3** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer une procédure de recertification des professionnels de santé*) : p. 7835 p. 7836 - **Article 4** (*art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Rénovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP*) : p. 7842 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (*Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote*) : p. 7864 p. 7865 p. 7867 p. 7870 p. 7871 - **Article 4 bis (nouveau)** (*art. L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales incitative à l'installation rapide des jeunes médecins*) : p. 7875 - **Article 4 ter (nouveau)** (*art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant*) : p. 7881

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7910 - **Article 6** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers*) : p. 7932 p. 7935 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 302** (*Personnels hospitalo-universitaires titulaires - Répartition - Amélioration*) : p. 7940 - **Article 6 bis A (nouveau)** (*art. L. 6152-1 du code de la santé publique - Régulation des situations de concurrence entre les activités des praticiens hospitaliers à temps complet*) : p. 7942 - **Article 7 D (supprimé)** (*art. L. 1434-10 du code de la santé publique - Intégration des parlementaires à la composition des conseils territoriaux de santé*) : p. 7949 p. 7950 - **Article 7** (*art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7954 p. 7964 p. 7965 p. 7967 p. 7975 - **Article 7 bis** (*art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre*) : p. 7986 p. 7987 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 665 rectifié ter et n° 276 rectifié** (*Sage-femme référente - Valorisation des compétences*) : p. 8001 p. 8002 - **Article 7 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Substitution d'un médicament en rupture de stock par un pharmacien*) : p. 8010 - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8015 p. 8016 p. 8017 p. 8019

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8039 p. 8048 p. 8050 p. 8051 p. 8053 p. 8054 p. 8072 - **Article 10** (*art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 8079 p. 8082 p. 8089 - **Article additionnel après l'article 10 bis A - Amendement n° 740 rectifié** (*Conditions de travail des personnels au sein des services d'accueil et d'urgences - Rapport au Parlement*) : p. 8091 - **Article 10 ter (supprimé)**

(art. L. 6143-5 du code de la santé publique - Participation des parlementaires au conseil de surveillance d'un établissement public de santé) : p. 8092 - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé) : p. 8100 p. 8101 p. 8102 - **Article 12** (art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager) : p. 8115 p. 8120 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin) : p. 8125 - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6316-1 du code de la santé publique - Suppression de la prise en compte de certaines zones géographiques dans les conditions de mise en œuvre de la télémédecine) : p. 8132 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-14, L. 1441-6, L. 1443-6, L. 5125-10, L. 6143-7, L. 6152-1-1 et L. 6152-6 du code de la santé publique, art. 2 de la loi n° 2017-220 du 23 février 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Abrogations de dispositions législatives) : p. 8137 p. 8138 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 330** (Dépassements d'honoraires des professionnels de santé libéraux - Interdiction) : p. 8139 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 331 et n° 519** (Dépassement d'honoraires des professionnels de santé libéraux - Encadrement) : p. 8140 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 348 rectifié ter** (Interventions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse - Sages-femmes) : p. 8142 p. 8143

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19** (art. L. 1443-1 à L. 1443-8, L. 1446-1, L. 1446-2 [nouveau], L. 1446-3 [nouveau], L. 1447-1 [nouveau], L. 4412-1, L. 5511-5 du code de la santé publique, art. L. 543-1, L. 545-1 et L. 545-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 20-3 et 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Habilitations de simplification) : p. 8172 p. 8174 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 347** (Centres de santé - Statut des professionnels) : p. 8174 p. 8175 - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 4131-5 du code de la santé publique - Ouverture d'un accès dérogatoire à l'autorisation d'exercice de la médecine en Martinique et en Guadeloupe) : p. 8199 - **Article 23** (art. L. 4122-3, L. 4124-7, L. 4125-8, L. 4233-9, L. 4234-3, L. 4234-4, L. 4234-8 et L. 4321-19 du code de la santé publique, L. 145-6, L. 145-6-2, L. 145-7, L. 145-7-1, L. 145-7-4, L. 146-6 et L. 146-7 du code de la sécurité sociale - Ratification d'ordonnances et modifications diverses) : p. 8209 p. 8217 - **Article 27 (supprimé)** (Rapport sur l'accès effectif à l'IVG) : p. 8221 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 628 rectifié** (IVG (Interruption volontaire de grossesse) - Délai) : p. 8222 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 349 et n° 735 rectifié bis** (Interruption volontaire de grossesse - Claude de conscience - Suppression) : p. 8223 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 629 rectifié** (Interruption volontaire de grossesse - Liste des praticiens objecteurs de conscience - Publication sur internet) : p. 8226

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Seconde délibération** : p. 8238 p. 8239 - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8242 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8259

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9153 p. 9154

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9257 - **Article 8** (art. 15 ter

[nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission) : p. 9281 p. 9282 - **Article 15** (art. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47 bis, 47 bis-1 A, 47 bis-1 et 47 bis-2 du Règlement - Discussion des projets et des propositions : discussion générale, discussion des articles, irrecevabilités financière et sociale, règles particulières à certains textes (traités, PLF, PLFSS)) : p. 9158 p. 9297

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Question préalable** : p. 9317 - **Discussion générale** : p. 9320

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9475 p. 9477 p. 9479 - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9488 p. 9491 p. 9492 p. 9496 - **Article 9** (art. 3, 4, 6 et 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 16 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Élargissement du recours au contrat pour pourvoir les emplois permanents de l'État) : p. 9498 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 484** (Recours au contrat pour besoins temporaires et besoins saisonniers - Distinction et encadrement) : p. 9501 p. 9502

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2019) : p. 9553

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (20 juin 2019) - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9557 p. 9558 - **Article 10 ter** (art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - « Prime de précarité » dans la fonction publique) : p. 9565 p. 9568

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 (priorité)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9664

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de General Electric à Belfort** - (25 juin 2019) : p. 9678

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (27 juin 2019) - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, FMPE*) : p. 9966 - **Article 29** (art. 6 quater A et 6 septies [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 26-2 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 51 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - *Généralisation des dispositifs de signalement destinés aux victimes d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et mise en place de plans d'action obligatoires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes*) : p. 9971 p. 9974 p. 9975 p. 9978 p. 9979 p. 9980 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 quater de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - *Extension de l'obligation de nominations équilibrées dans les emplois supérieurs et de direction de la fonction publique*) : p. 9985

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10869

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (II)** - (4 juillet 2019) : p. 10876 p. 10877

- **Question orale sans débat sur la fermeture de lits de gériatrie** - (16 juillet 2019) : p. 11250

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11258 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11308

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit de la sécurité sociale** - (2 octobre 2019) : p. 12758

- **Santé en Guyane** - (3 octobre 2019) : p. 12830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la sécurité sur le réseau des chemins de fer** - (23 octobre 2019) : p. 14435

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14667 - **Discussion générale** : p. 14674 - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14692

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (6 novembre 2019) : p. 14879 p. 14880

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié** (*Journée défense et citoyenneté - Égalité entre les femmes et les hommes - Information*) : p. 14912 - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - *Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge*) : p. 14919 p. 14920 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - *Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection*) : p. 14923 p. 14925 p. 14937 p. 14941 p. 14944

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 15119 p. 15120 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 15135 p. 15137

Première partie :

- (12 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 777 rectifié bis** (*Secteur hospitalier - Loi d'orientation et de programmation - Opportunité - Rapport au Parlement*) : p. 15137

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (*Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours*) : p. 15143 p. 15147 - **Article 4** (*Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde médicaments pour 2019*) : p. 15148 - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2019*) : p. 15151 p. 15152

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 15157 p. 15161 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 580** (*Expérimentation « Objectif 32 heures » - Exonération de cotisations pour les salariés qui ont signé un contrat aux 32 heures payées 35 heures - Rapport au Parlement*) : p. 15165

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 15192 - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15196 p. 15200 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 592** (*Taxation des retraites chapeau les plus importantes - Augmentation*) : p. 15207 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 15207 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 581** (*Cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité sociale - Rétablissement*) : p. 15210 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 587 et n° 588** (*Allègement de cotisation patronale d'assurance maladie (ou allègement CICE) - Suppression progressive*) : p. 15210 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter (*Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression*) : p. 15214 p. 15215 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 586** (*Établissements publics de santé et EHPAD publics - Exonération de taxe sur les salaires*) : p. 15221 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 60 rectifié et n° 61 rectifié** (*Associations agréées de sécurité civile - Emplois salariés de formateur aux premiers secours - Exonération*) : p. 15232 p. 15233 - **Article 9** (*Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique*) : p. 15234 p. 15235 p. 15236 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié** (*Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG*) : p. 15249**

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15276 - **Rappel au règlement** : p. 15280 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (*Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive*) : p. 15281 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (*Bières fortes - Taxation spécifique*) : p. 15284 p. 15286 - **Article 10** (*Unification du recouvrement dans la sphère sociale*) : p. 15309 - **Article 12** (*Simplifier et créer un cadre de prise en compte contemporaine des aides en faveur des particuliers employeurs dans le cadre des services à la personne*) : p. 15318 - **Article 14** (*Mesures de lutte contre la fraude*) : p. 15322 p. 15323 p. 15324 - **Article 15** (*Clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2020*) : p. 15334 - **Article 17** (*Circuits financiers et transferts de recettes*) : p. 15340 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 609** (*Contribution de solidarité des actionnaires - Création*) : p. 15340 - **Article 18** (*Approbation*)

du montant de la compensation des exonérations mentionnées à l'annexe 5) : p. 15341 - **Article 19 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes, réparties par catégories dans l'état figurant en annexe C à la présente loi, et le tableau d'équilibre, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du FSV) : p. 15343 - **Article 23 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale - annexe B) : p. 15350 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15351 p. 15353

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (20 novembre 2019) : p. 15868

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux limites des annonces du Gouvernement sur l'hôpital public face à l'ampleur de la crise sociale** - (20 novembre 2019) : p. 15869

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Article unique** (Création de délégations parlementaires aux droits des enfants) : p. 15893 p. 15895

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1126 et n° I-991** (Zones franches d'activité nouvelle génération - Secteur de la santé - Réintégration) : p. 16603

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) : p. 17078 - **État B** : p. 17084 p. 17087 - **Article 78 duodecies (nouveau)** (Refonte du dispositif d'aide médicale d'État) : p. 17096 - **Article 78 terdecies (nouveau)** (Accès des demandeurs d'asile à l'aide médicale d'État) : p. 17099

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17116 p. 17121

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17175 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 17175 p. 17176 - **Discussion générale** : p. 17180

Deuxième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 17193 - **Article 4** (Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde médicaments pour 2019) : p. 17194

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 9** (Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique) : p. 17202 - **Article 10** (Unification du recouvrement dans la sphère sociale) : p. 17209 - **Article 14** (Mesures de lutte contre la fraude) : p. 17214 - **Article 17** (Circuits financiers et transferts de recettes) : p. 17220 - **Article 20** : p. 17226 - **Article 22** : p. 17227 - **Article 23 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 17228 - **Explications de vote**

sur l'ensemble sur l'ensemble de la troisième partie : p. 17234

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24 A** (Visibilité pluriannuelle sur les ressources des établissements de santé) : p. 17235 - **Article 24** (Réforme du financement des hôpitaux de proximité) : p. 17237 p. 17238 - **Article 25** (Réforme du financement de la psychiatrie et évolution du modèle-cible de financement des SSR) : p. 17245 - **Article 28** (Réforme de la prise en charge des dispositifs médicaux) : p. 17260 p. 17261 p. 17263 - **Article 29 bis** (Expérimentation de l'usage médical du cannabis) : p. 17269 p. 17270 - **Article 31** (Transfert du financement de l'ANSP et de l'ANSM vers l'Ondam) : p. 17274 - **Article 34** (Renforcement du dispositif en matière de prévention et de lutte contre les ruptures de stock de médicaments) : p. 17281 - **Article 37** (Faciliter l'accès aux soins pour les femmes enceintes les plus éloignées des maternités) : p. 17288 - **Article 46** (Création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits pesticides) : p. 17321 - **Article 49** (Améliorer l'information sur l'accès aux modes d'accueil des jeunes enfants) : p. 17326 - **Article 52** (Revalorisation différenciée des prestations sociales) : p. 17329 - **Article 53** (Simplification de la transition vers la retraite des bénéficiaires des minima sociaux, AAH et RSA) : p. 17332 - **Article 59** (Ondam et sous-Ondam) : p. 17339 p. 17340 p. 17341 p. 17342 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 17344 p. 17345

- **Question orale sans débat sur le plan d'urgence pour l'hébergement** - (3 décembre 2019) : p. 17693 p. 17694

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18014 p. 18019 - **État B** : p. 18028

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-912 rectifié ter et n° II-967** (Versement transport (VT) - Augmentation) : p. 18093

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (11 décembre 2019) : p. 21653

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (IV)** - (11 décembre 2019) : p. 21658

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences des mouvements sociaux sur les transports** - (11 décembre 2019) : p. 21661

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (18 décembre 2019) : p. 21955 p. 21956

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (18 décembre 2019) : p. 21967

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21986

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique le 10 avril 2019 ; puis vice-président du 7 mai 2019 au 4 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (26 juin 2019).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 13 février 2019.

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Aide publique au développement [n° 140 tome 3 annexe 4 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission - Programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2019 - Communications.

Prise en charge financière des victimes du terrorisme - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des finances*) : Pilotage et financement des très grandes infrastructures de recherche - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Suites données aux rapports sur la modernisation de la navigation aérienne et sur la compétitivité du transport aérien - Communication.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 29 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 73 A), mission « Aide publique au développement » et compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers » (et article 73 D), mission « Santé » (et articles 78 duodécies à sexdécies), mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 78 octodécies à 78 vicies), mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 76 sexdécies et 76 septdécies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) et mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires** [n° 246 (2018-2019)] - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 297 p. 298 - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales*) : p. 306

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (29 janvier 2019) - **Article 2** (*Habilitation à créer par ordonnance un registre dématérialisé des entreprises*) : p. 414

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des GAFAM** - (31 janvier 2019) : p. 635

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture** [n° 288 (2018-2019)] - (12 février 2019) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - *Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné*) : p. 1157

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1 A - Amendement n° 246 rectifié ter** (*Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Suppression*) : p. 3288

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires** [n° 391 (2018-2019)] - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5007

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5477 p. 5478

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5929 p. 5931 p. 5937

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés** [n° 497 (2018-2019)] - (21 mai 2019) - **Article 1er** (art. L. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdécies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - *Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6807

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7657 p. 7671 p. 7672

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé** [n° 525 (2018-2019)] - (5 juin 2019) - **Article 5** (art. L. 4131-2, L. 4131-2-1 [nouveau], L. 4421-1, L. 4421-1-3, L. 4431-1 et L. 4431-6-1 du code de la santé publique - *Recours au statut de médecin adjoint*) : p. 7922

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9153 p. 9155

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique** [n° 571 (2018-2019)] - (19 juin 2019) - **Article 6** (art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - *Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État*) : p. 9463

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des calamités agricoles** - (20 juin 2019) : p. 9544

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles** [n° 580 (2018-2019)] - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9785

- **Mises au point au sujet d'un vote** - (2 octobre 2019) : p. 12766

- **Débat sur l'intelligence artificielle** - (2 octobre 2019) : p. 12778

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** [n° 13 (2019-2020)] - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12860

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12944

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15950

Première partie :

- (21 novembre 2019) - **Article 36** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) : p. 15974

- Suite de la discussion (22 novembre 2019) - Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-429 rectifié bis (TVA sociale - Instauration) : p. 16002 - Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-339 rectifié (Couches pour nourrissons - Application du taux réduit de TVA) : p. 16004 p. 16005 - Article 11 (priorité) (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises) : p. 16030 - Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-164 rectifié bis et n° I-561 rectifié bis (Acteurs du commerce - Équité fiscale et territoriale - Rétablissement) : p. 16064 p. 16067 - Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1117 rectifié ter (La Poste - Allègements de fiscalité locale - Plafond - Relèvement) : p. 16068 - Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1111 rectifié ter (La Poste - Abattements de fiscalité - Assiette - Élargissement) : p. 16069 - Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-693 rectifié et n° I-916 rectifié bis (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation) : p. 16075 - Article 6 (précédemment réservé) (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16107

- Suite de la discussion (23 novembre 2019) - Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-569 rectifié (Elus locaux - Indemnités de fonction - Exonération) : p. 16139 - Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-573 rectifié bis (IFI - Terrains en zone non constructible - Exonération partielle) : p. 16200

- Mise au point au sujet d'un vote - (23 novembre 2019) : p. 16200

- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)

Première partie :

- (23 novembre 2019) - Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-706 et n° I-1205 (Prélèvement forfaitaire unique - Clause anti-abus - Instauration) : p. 16207 - Article additionnel après l'article 2 sexies (précédemment réservé) - Amendement n° I-849 rectifié bis (Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) - Établissements sociaux et médico-sociaux - Exonération) : p. 16211 - Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° I-659 rectifié (Lutte contre la spéculation sur le foncier agricole) : p. 16255 - Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-46 rectifié bis, n° I-227 et n° I-324 rectifié bis (Exploitations agricoles et viticoles familiales -

Donations - Successions - Fiscalité - Allègement) : p. 16258 - Article 5 (précédemment réservé) (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code de l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16290 - Article 8 (précédemment réservé) (art. 257, 270, 278 sexies, 278 sexies-0 A, 278 sexies A, 279-0 bis A, 284, 1384 A, 1391 E du code général des impôts et art. L. 176 du livre des procédures fiscales - Baisse du taux de la TVA sur certains logements locatifs sociaux dans le cadre du pacte d'investissement pour le logement social) : p. 16347 p. 16348 - Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-924 rectifié, (Compléments alimentaires composés en partie d'alcool alcooliques - Droits d'accise sur les alcools et les boissons alcooliques - Exonération) : p. 16352 - Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé) - Amendements n° I-43 rectifié quinquies, n° I-325 rectifié ter, n° I-660 rectifié ter, n° I-833 rectifié, n° I-44 rectifié ter et n° I-663 rectifié bis (Syndicats professionnels - Impôt sur les sociétés et cotisation foncière - Exonération) : p. 16353 p. 16353

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17030 p. 17031 p. 17040

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (29 novembre 2019) : p. 17057

Aide publique au développement - État B

- (29 novembre 2019) : p. 17068

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17710 - État B : p. 17725 p. 17741 p. 17742

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - Article 52 (Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels) : p. 18226 p. 18227 - Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-1150 rectifié (Évaluation des bases des locaux professionnels - Avis des commissions communales et intercommunales des impôts directs (CCID et CIID) - Réintroduction) : p. 18227 p. 18228 - Article 58 quater (nouveau) (art. 150-0 D et 199 terdecies-0 AB [nouveau] du code général des impôts et art. 3332-17-1 du code du travail - Création d'une réduction d'impôt pour les investissements au sein des foncières solidaires chargées d'un service économique d'intérêt général dans le domaine du logement) : p. 18261 - Article additionnel après l'article 58 octies - Amendement n° II-929 rectifié ter (Taux réduit d'impôt sur les sociétés sur la plus-value réalisée lors de la cession de terrains ou de locaux destinés à la construction de logements - Éligibilité de la zone B1) : p. 18269 - Article additionnel après l'article 61 quater - Amendement n° II-1039 rectifié (Passagers en correspondance - Exonération de la taxe d'aéroport) : p. 18313 - Article 68 (art. L. 432-1 du code des assurances - Interdiction de l'octroi de garantie de l'État au commerce extérieur pour la recherche, l'extraction et la production de charbon) : p. 18332

- Suite de la discussion (10 décembre 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 18387

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
CRCE-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Bilan de faillite, chronique d'un naufrage annoncé - Travaux de la délégation [n° 125 tome 1 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Bilan de faillite, chronique d'un naufrage annoncé - Position personnelle du rapporteur [n° 125 tome 2 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 146 tome 1 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Yves Saint-Geours, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Natalie Fricero, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Sandrine Clavel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs

membres et proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen des amendements aux textes de la commission.

Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Actualisation du rapport sur la crise financière de M. Pierre-Yves Collombat - Audition de M. Jean-Michel Naulot.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Bertrand Badie, professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits sur son rapport annuel d'activité pour 2018.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Alexandre, chirurgien, essayiste et entrepreneur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Julien Boucher, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Audition de MM. Michel Badré et Dominique Gillier, membres du Conseil économique social et environnemental, auteurs du rapport « Fractures et transitions : réconcilier la France ».

Échange de vues.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa, médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques.

Échange de vues sur la nomination des rapporteurs et le sort des propositions de loi d'origine sénatoriale.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur l'actualisation du rapport « Une crise en quête de fin - Quand l'Histoire bégaie ».

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la

circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Point sur les travaux en cours et programme de travail du second semestre.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Menaces et agressions auxquelles sont confrontés les maires - Communication.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen, en deuxième lecture, du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-François Soussana, vice-président de l'INRA, sur les perspectives de l'alimentation en 2050.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019 235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code

de l'urbanisme de Saint-Martin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre - Examen de la recevabilité.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport de M. Pierre-Yves Collombat, actualisant son rapport n° 393 (2016-2017), « Une crise en quête de fin. Quand l'Histoire bégaie ».

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen d'un amendement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 90
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (17 janvier 2019) : p. 109
- **Question orale sans débat relative à la circulaire sur le transfert des compétences « eau » et « assainissement »** - (22 janvier 2019) : p. 146 p. 147
- **Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 252 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article 4** : p. 206
- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 288 p. 291 p. 295 p. 296 p. 297 - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains) : p. 300 p. 302 p. 303 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accord local de répartition des sièges) : p. 304 - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales) : p. 307 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 309 p. 310
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum** - (5 février 2019) : p. 776
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation pluriannuelle de la recherche** - (5 février 2019) : p. 782
- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Question préalable** : p. 1115 p. 1116 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1118 - **Article 8** (art. 116, 507, 507-1 et 836 du code civil - Allègement du contrôle a priori du juge des tutelles pour certains actes de gestion du patrimoine de personnes protégées, présumées absentes ou éloignées) : p. 1151 - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 1157
- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.
- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 352 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2806
- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2885 p. 2887 p. 2892 - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2898 p. 2900
- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Question préalable** : p. 2944 p. 2947 p. 2948
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (12 mars 2019) : p. 2954
- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3058
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inégalités d'accès aux services publics** - (21 mars 2019) : p. 3392
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3823
- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3845
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3849 p. 3851 - **Discussion générale** : p. 3857 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié** (Rétablissement de la région Alsace - Sortie de la région Grand Est - Consultation locale) : p. 3866 p. 3867 p. 3868 - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3873 p. 3874 p. 3884
- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5061 p. 5063 p. 5064
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD** - (4 avril 2019) : p. 5153
- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5169 p. 5170 p. 5171 - **Article 1er** (Objet des sociétés publiques locales (SPL) et compétences des collectivités actionnaires) : p. 5174
- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6009 - **Article 1er** (art. L. 52-12 et L. 415-1 du code électoral ; art. 19-1 de la loi n° 77-729 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Simplification et clarification des règles applicables aux comptes de campagne) : p. 6013
- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.
- **Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 476 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6161 p. 6162
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la visite du Président de la République à Amboise** - (7 mai 2019) : p. 6182
- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 449 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6195
- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6244 p. 6246 p. 6248 p. 6249 p. 6251 p. 6252 p. 6253 - **Article 3** (art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral - Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation de fonctions du maire) : p. 6255 p. 6256 - **Article 7 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales, art. L. 273-12 du code électoral - Clarifications rédactionnelles) : p. 6259

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la convocation de journalistes par la Direction générale de la sécurité intérieure** - (28 mai 2019) : p. 7637

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de fermeture du train de fret Perpignan-Rungis** - (6 juin 2019) : p. 8065

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9159 p. 9160 p. 9163 p. 9166 - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9174 p. 9175 p. 9176 p. 9177 p. 9178 p. 9179 p. 9180 p. 9182 p. 9184 p. 9185 - **Article 3** (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat) : p. 9193

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9221

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 250** (« Pantouflage » - Limitation) : p. 9676 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 448 rectifié bis** (« Pantoufle » - Remboursement - Rapport au Parlement) : p. 9708 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 156 rectifié bis** (Hauts fonctionnaire des finances publiques - Pantouflage - Interdiction) : p. 9709 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 246** (Pantouflage - Délai) : p. 9710 p. 9711 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° 247 et n° 418 rectifié quater** (Fonctionnaire exerçant une activité privée - Avantages du statut de la fonction publique - Suppression) : p. 9713 p. 9714 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 248** (Grand corps administratif - Participation à un cabinet - Nomination au tour extérieur - Délai) : p. 9715 - **Article 16 ter** (Texte non modifié par la commission) (Publication annuelle des hautes rémunérations de la fonction publique) : p. 9717 p. 9718

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 21** (Propagande électorale - Utilisation des couleurs bleu, blanc, rouge) : p. 9759 p. 9760 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (Professions de foi et bulletins de vote - Envoi et financement par l'État) : p. 9761 - **Article 5** (art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote) : p. 9766

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11109

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise dans l'éducation nationale** - (9 octobre 2019) : p. 12935

- **Rappel au règlement** - (17 octobre 2019) : p. 13391

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Intercommunalité - Création de « pôles de proximité » - Autorisation) : p. 13398 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la publicité des actes des collectivités territoriales, leur entrée en vigueur, leur conservation et le point de départ du délai de recours contentieux) : p. 13412 p. 13413 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 46** (Dépenses de communication des collectivités - État récapitulatif annexé au compte administratif) : p. 13426 - **Article 24** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Extension à toutes les opérations d'investissement du bloc communal de la faculté pour le préfet d'accorder une dérogation à la participation financière

minimale du maître d'ouvrage) : p. 13430 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 895, n° 791 et n° 47 rectifié bis** (Création d'un véritable statut de l'élu territorial et suppression du caractère bénévole des fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal) : p. 13433 p. 13434 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 415 rectifié** (Ancienneté dans l'entreprise - Suspension du contrat de travail - Prise en compte de la durée du mandat) : p. 13440 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Statut de salarié protégé des élus locaux) : p. 13445 p. 13446 - **Article 27** (art. L. 2123-18-2, L. 2123-18-4, L. 3123-19-1, L. 4135-19-1, L. 6334-4, L. 7125-23 et L. 2573-7 du code général des collectivités territoriales - Prise en charge des frais de garde et d'assistance des élus locaux) : p. 13450 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13459 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° n° 219 rectifié et n° 899 rectifié** (Amendement n° 219 rectifié : Règles de droit commun des traitements et salaires soumis à l'impôt sur le revenu - Indemnités perçues par les élus locaux des Communes de moins de 3 500 habitants - Exclusion - Amendement n° 899 rectifié : Dispositions de l'article 10 du PLF 2017 - Abrogation) : p. 13464 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - Augmentation) : p. 13465

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13524

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la sécurité sur le réseau des chemins de fer** - (23 octobre 2019) : p. 14435

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14610 p. 14617

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 66 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 67 (2019-2020)** : p. 14621 - **Article 2** (art. L. 118-3 du code électoral - Clarification de l'inéligibilité pour manquement aux règles de financement des campagnes électorales, élections municipales, départementales, régionales et européennes) : p. 14628

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 67 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 66 (2019-2020)**.

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14673 - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14684 p. 14685 p. 14689 p. 14690 p. 14691

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le devenir de la ligne Perpignan-Rungis** - (30 octobre 2019) : p. 14766

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (6 novembre 2019) : p. 14879

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage** - (6 novembre 2019) : p. 14880

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p. 15846 p. 15847 p. 15850 p. 15853

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan et les perspectives de la décentralisation** - (20 novembre 2019) : p. 15872

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur de l'hôpital** - (20 novembre 2019) : p. 15873

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les récentes inondations dans le sud de la France** - (27 novembre 2019) : p. 16811

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16978

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16984 p. 16988 - **État B** : p. 16994 - **Article 73 C (nouveau)** (*Rapport sur l'utilité du maintien de la carte d'électeur*) : p. 16996

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 17001 p. 17003 p. 17004 p. 17007 p. 17008

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17800 p. 17801 p. 17810

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17812 p. 17817

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18385 p. 18386

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (11 décembre 2019) : p. 21651

CONCONNE (Catherine)
sénatrice (Martinique)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France le 22 mai 2019 ; puis vice-présidente du 28 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs) : Audition de représentants du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse : M. Alexandre Grosse, chef de service du budget, de la performance et des établissements, et Mme Françoise Pétreault, sous-directrice de la vie scolaire, des établissements et des actions socio-éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesc) ; M. Édouard Geffray, directeur général des ressources humaines (DGRH), et Mme Maryline Genieys, adjointe de la sous-directrice de la gestion des carrières des personnels enseignants de

l'enseignement scolaire (DGRH) ; M. Sébastien Colliat, sous-directeur de l'enseignement privé de la direction des affaires financières (DAF).

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Sébastien Barrault, président, et Mme Ingrid Mareschal, déléguée générale de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV).

Audition de représentants de la direction de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice.

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Olivier Touvenin, chef du service comptable de l'État à la direction générale des finances publiques du ministère de l'action et des comptes publics, et Charles Simonnet, chef du bureau des dépenses de l'État, rémunérations et recettes non fiscales.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Jacques Garau, directeur général de CMA France.

Audition de M. Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale de Guyane.

Audition de Mme Christine de Mazières, Conseillère-maître à la Cour des comptes, rapporteure générale de la formation décentralisée de la gestion des fonds européens.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 427

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 225-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 507

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visas pour les Antilles** - (11 avril 2019) : p. 5595

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6454

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (*Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants*) : p. 6545

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (7 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 745** (*Protection des données personnelles - Suppression des informations au fichier SI-VIC*) : p. 8184 - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 4131-5 du code de la santé publique - Ouverture d'un accès dérogatoire à l'autorisation d'exercice de la médecine en Martinique et en Guadeloupe) : p. 8198 p. 8201 p. 8202

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 22 rectifié, n° 34 et n° 9 rectifié** (*Lutte contre l'habitat indigne en outre-mer - APL accession - Conséquences de suppression - Rapport au Parlement*) : p. 8307 p. 8308 p. 8309

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 27** (art. 62 et art. 62 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 93 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création, pour la fonction publique d'État et la fonction publique hospitalière, d'un dispositif global d'accompagnement pour les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration) : p. 9848 p. 9849

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations) : p. 10918 p. 10930 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA) : p. 10940 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10951

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er** (*Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale*) : p. 10973 - **Article 2** (*Règles de gouvernance du Centre national de la musique*) : p. 10978

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12708

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 392 rectifié** (*Lâchers de ballons de baudruche en plastique - Interdiction*) : p. 12782 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 404 rectifié** (*Collectivités d'outre-mer - Véhicules hors d'usage - Mise en demeure des propriétaires - Compétence des EPCI*) : p. 12799 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 406 rectifié bis** (*Collectivités*)

d'outre-mer - Véhicules hors d'usage (VHU) - Gestion) : p. 12802

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13084 p. 13086 p. 13087

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 546 rectifié** (Procédure de péril imminent - Établissement du procès-verbal définitif d'abandon - Réduction de délai) : p. 13296

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié** (Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution) : p. 14914 - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14916 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14933 p. 14934 p. 14939 p. 14942

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8 quinquiés (nouveau)** (Extension des seuils d'exonération du régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer) : p. 15229 - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15256 p. 15257 p. 15258 p. 15259

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) : p. 15276 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive) : p. 15277 p. 15278 p. 15279 p. 15280 - **Rappel au règlement** : p. 15280 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive) : p. 15281 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (Bières fortes - Taxation spécifique) : p. 15285 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 83 rectifié** (Contribution sur les boissons sucrées - Modification) : p. 15288

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression) : p. 16018 - **Article additionnel après l'article 11 (priorité) - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-649** (Lutte contre les risques climatiques ou sanitaires - Lutte contre le recours aux produits phytopharmaceutiques - Biens acquis par les agriculteurs - Dispositif de suramortissement - Instauration) : p. 16036

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié** (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression) : p. 16142

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17773

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17821 - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17840 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-693** (Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Outre-mer) : p. 17862 p. 17863

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17910 - **État B** : p. 17914 p. 17917 p. 17926 - **Article additionnel après l'article 76 quindecies - Amendement n° II-1090** (Wallis-et-Futuna - Nouvelle-Calédonie - Polynésie française - Fonds d'échanges à but éducatif, culturel ou sportif (FEBCS) - Éligibilité) : p. 17936

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18155 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendements n° II-1045, n° II-615 rectifié quinquiés, n° II-81 rectifié bis, n° II-743 rectifié bis et n° II-957 rectifié** (Outre-mer - Aide fiscale à l'investissement - Condition d'application) : p. 18186 p. 18187 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-750 rectifié bis** (Outre-mer - Croisières régionales - Aide au développement) : p. 18188 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-821 rectifié ter** (Guadeloupe - Martinique - Taxe d'embarquement - Taxe additionnelle - Création) : p. 18196 p. 18197 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-958 rectifié bis** (Collectivités d'outre-mer - Financement des chambres de métiers et d'artisanat - Évolution - Rapport au Parlement) : p. 18197

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 59 terdecies - Amendement n° II-1146 rectifié** (Accès des généalogistes professionnels aux déclarations de successions - Facilitation) : p. 18281 - **Article 59 quindecies (nouveau)** (art. L. 213-9-1 et L. 561-5 du code de l'environnement, art. 106 et 112 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996, art. 40 de la loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000 de finances rectificative pour 2000, art. 142 de la loi n° 2001-420 relative aux nouvelles régulations économiques, art. 128 et 129 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 113 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 14 de la loi n° 2006-888 du 19 juillet 2006 portant règlement définitif du budget de 2005, art. 136 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, art. 108 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, art. 186 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 160 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, art. 23 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes, art. 174 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 206 et 218 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Rassemblement en un article unique de l'ensemble des fondements législatifs des annexes générales dites « jaunes budgétaires » au projet de loi de finances) : p. 18288 - **Article 61** (Unification des modalités de déclaration et de recouvrement de certaines impositions indirectes et amendes) : p. 18302 p. 18303 p. 18306

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21993

CONSTANT (Agnès)
sénatrice (Hérault)
NI, puis LaREM-A

Devenu sénateur le 1er juillet 2019 (remplacement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 11 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

CONWAY-MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 1))
SOCR

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 22, 24, 31 janvier, 14, 19, 20 février, 14, 21, 27 mars, 2, 10 avril, 29 mai, 3, 4, 20, 25 juin, 3, 9, 16 juillet, 26 septembre, 9, 15, 23, 24 octobre, 6, 23 novembre, 3, 5 et 9 décembre 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application « Mon compte formation »** - (27 novembre 2019) : p. 16819

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Défense européenne : le défi de l'autonomie stratégique (version française) [n° 626 tome 1 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : European Defence : The Challenge of Strategic Autonomy [n° 626 tome 2 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Défense : Équipement des forces [n° 142 tome 8 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres et proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Enjeux de la présidence française du Conseil de sécurité en mars 2019 - Audition de M. Alexis Lamek, directeur des Nations unies au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (CAMO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Défense européenne - Examen du rapport d'information.

Situation en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Jordanie, clé de voûte de la stabilité d'un Moyen-Orient en crise - Examen du rapport d'information.

L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN et de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions numériques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak et en Syrie - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bruno Sainjon, président-directeur général de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA).

Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 121 p. 123

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines** [n° 302 (2018-2019)] - (14 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3122

- **Question orale sans débat sur le devenir de la section consulaire du Luxembourg** - (9 avril 2019) : p. 5384 p. 5385

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet** [n° 522 (2018-2019)] - (27 mai 2019) - **Article 1er** (*Lancement d'une souscription nationale*) : p. 7483

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire irlandaise** - (25 juin 2019) : p. 9673

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (23 novembre 2019) - **Article 2 octies (nouveau) (précédemment réservé)** (*art. 182 A, 182 A ter, 197 A, 197 B et 1671 A du code général des impôts - Aménagements à la réforme de l'imposition des revenus des non-résidents issue de la loi de finances initiale pour 2019*) : p. 16213 p. 16214 p. 16217 p. 16218 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservés) - Amendement n° I-541 rectifié bis** (*Taxe sur les transactions financières (TTF) - Élargissement*) : p. 16243 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-543 rectifié bis et n° I-1079 rectifié** (*Taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation*) : p. 16244

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17034 p. 17035 p. 17036 p. 17040 - **État B** : p. 17046 p. 17047 p. 17048 p. 17049 p. 17050 - **Article additionnel avant l'article 73 A - Amendement n° II-443** (*Postes diplomatiques et consulaires - Droits de visa instruits - Augmentation*) : p. 17055

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (29 novembre 2019) : p. 17063 p. 17066

Aide publique au développement - État B

- (29 novembre 2019) : p. 17070

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17641 p. 17642 - **État B** : p. 17658

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la dématérialisation** - (3 décembre 2019) : p. 17694

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Chine** - (3 décembre 2019) : p. 17701

CORBISSEZ (Jean-Pierre)
sénateur (Pas-de-Calais)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement du 30 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 234 (2018-2019)] visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 308 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Transports [n° 144 tome 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur la réunion de Bureau de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants des cultes.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avis sur les mesures fiscales relatives à l'environnement et aux transports du projet de loi de finances pour 2020.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Programmes « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » « Transports routiers » « Transports maritimes » « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 38 p. 39

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 249 p. 255

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 5 (art. 23-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Autorisation de la mise en place d'une contribution conventionnelle obligatoire pour le financement du FNPCA)** : p. 433

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2574 - **Article 1er (art. L. 1111-3 du code des transports - Critères de désenclavement des territoires)** : p. 2590 - **Article 2 (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires)** : p. 2591 - **Article 5 (art. L. 3221-4-1 et L. 3221-5-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Adaptation des limitations de vitesses)** : p. 2593

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2594

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2887

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 794 rectifié bis et n° 892 rectifié ter (Profession de transporteur routier de marchandises - Cyclomoteurs et cycles à pédalage assisté - Exclusion)** : p. 3537 - **Article 18 (art. L. 1231-17 [nouveau] du code des transports - Encadrement des services de mobilité en free-floating)** : p. 3540 p. 3544 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié (Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité)** : p. 3561 - **Article 22 (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares)** : p. 3568 p. 3573 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis (Usage du vélo - Enseignement obligatoire)** : p. 3578

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5048

- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10840

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel avant le titre 1er - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 166 rectifié et n° 664 rectifié bis (Stratégie de prévention des déchets ménagers - Doublement des tonnages orientés vers la réutilisation d'ici à 2030)** : p. 12422

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12771

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14846

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 26 bis - Amendements n° I-50 rectifié, n° I-446 rectifié, n° I-571 rectifié et n° I-789 (Collectivités territoriales - Parc automobile - Location longue durée (LLD) - FCTVA - Éligibilité)** : p. 16625

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16825

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 1er (art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations)** : p. 21814 p. 21816 - **Article 7 (Observatoire de la haine en ligne)** : p. 21844

COSTES (Josiane)
sénatrice (Cantal)
RDSE

Devenu sénateur le 4 mars 2019 (en remplacement de M. Jacques Mézard, nommé membre du Conseil Constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 mars 2019.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 12 mars 2019 ; puis vice-présidente le 29 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » le 30 avril 2019 ; puis rapporteure du 14 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Transports aériens : Contribution du transport aérien au désenclavement et à la cohésion des territoires [n° 734 (2018-2019)] (24 septembre 2019) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 146 tome 9 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Nicolas Portier, délégué général de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), portant notamment sur les résultats de l'enquête nationale de l'association relative à la gouvernance politique des communautés.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits sur son rapport annuel d'activité pour 2018.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Antoine Lefèvre et Mme Patricia Schillinger « Mieux associer les élus municipaux à la gouvernance des intercommunalités : valoriser les bonnes pratiques ».

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Handicap dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Mathieu Darnaud « Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Table ronde avec les compagnies aériennes opérant des lignes d'aménagement des territoires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Yves Crozet, professeur émérite (IEP Lyon) et Paul Chiambaretto, professeur à la Montpellier Business School et chercheur associé à Polytechnique, spécialistes du transport aérien.

(*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Patrick Gandil, directeur général de l'aviation civile.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Pierre-Olivier Bandet, directeur général-adjoint d'Air France HOP.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la thanatopraxie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Thomas Juin, président, et Nicolas Paulissen, délégué général de l'Union des aéroports français.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de Mme Josiane Costes sur les conclusions du rapport « Contribution du transport aérien au désenclavement et à la cohésion des territoires ».

Table ronde avec l'association France urbaine (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes), sur l'actualité et les enjeux des métropoles et des pôles urbains.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2818

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des lignes aériennes** - (7 mars 2019) : p. 2876 p. 2877

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2977 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-8-1 [nouveau], 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation) : p. 2987

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3060

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) - **Rapport annexé** : p. 3218

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3330

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3406

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié bis et n° 434 rectifié bis** (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement) : p. 3626

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 3858

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5491

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des trésoreries** - (7 mai 2019) : p. 6175

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er bis AA (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Prise en compte des inégalités territoriales dans la répartition des moyens du service public de l'éducation) : p. 6389

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis** (Mixité sociale - Établissements privés sous contrat) : p. 6445 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires) : p. 6454

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019**

[n° 499 (2018-2019)] - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6524

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 5** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille) : p. 6555

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7646

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 ter** (art. L. 4131-6 du code de la santé publique - Élargissement aux spécialités autres que la médecine générale de la possibilité d'effectuer leurs stages de troisième cycle auprès de praticiens agréés) : p. 7831

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8082

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation du kérosène** - (11 juin 2019) : p. 8250 p. 8251

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9222

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (18 juillet 2019) - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11521

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 6** (Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative) : p. 12542

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13715

- **Question orale sans débat sur la réforme des établissements et services d'aide par le travail** - (15 octobre 2019) : p. 13137

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 221 rectifié** (Maire - Premier adjoint - Parité) : p. 13165

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13523

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éco-contribution des lignes aériennes d'aménagement des territoires** - (23 octobre 2019) : p. 14444 p. 14445

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Article 4** (Rapport sur l'impact des lois relatives à l'assurance-emprunteur sur le fonctionnement de ce marché et son degré de concurrence) : p. 14486

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14668

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14903 p. 14904 - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de

déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14921 - **Article 2** (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection) : p. 14924 p. 14931 p. 14931 p. 14940 p. 14945 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 118 rectifié bis** (Visites dans un espace de rencontre - Compte rendu - Transmission au juge aux affaires familiales) : p. 14947 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 104 rectifié** (Ordonnance de protection - Divorce par consentement mutuel - Impossibilité) : p. 14951

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15885

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15900 p. 15904

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16968

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16987

- **Question orale sans débat sur la création d'un registre des malformations congénitales et des cancers** - (3 décembre 2019) : p. 17681

- **Question orale sans débat sur les possibles suppressions de lignes de trains** - (3 décembre 2019) : p. 17688 p. 17689

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17726

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-70 rectifié bis, n° II-262 rectifié quater, n° II-285 rectifié quinquies, n° II-333 rectifié bis, n° II-372 rectifié bis, n° II-410 rectifié bis et n° II-634 rectifié** (Dotation de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de la population - Suppression) : p. 17852 - **Article 78 ter (nouveau)** (Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité) : p. 17855 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendements n° II-71 rectifié ter, n° II-411 rectifié bis et n° II-635 rectifié** (Potentiel financier agrégé (PFIA) - Prélèvement - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Déduction) : p. 17860

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17975 p. 17976 p. 17981 - **État B** : p. 17988

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article unique** (Tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Périmètre de l'avis des commissions parlementaires sur les nominations du Président de la République) : p. 21779

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre

2019) - **Article 6 bis AA (nouveau)** (*Obligations de transparence à la charge des régies publicitaires*) : p. 21841 p. 21842

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 19 juillet 2019.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La prévention et l'alerte du risque de tsunami sur les côtes françaises [n° 399 (2018-2019)] (21 mars 2019) - **Environnement**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les notes scientifiques de l'Office publiées de mars 2018 à mars 2019 (nos 1 à 12) [n° 418 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à instaurer un revenu de base [n° 421 (2018-2019)] (29 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydro-électrique [n° 479 (2018-2019)] (3 mai 2019) - **Énergie - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydroélectrique [n° 617 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 711 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser les relations contractuelles entre les partenaires de la filière viticole [n° 712 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à créer un statut de médecin praticien territorial [n° 713 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 714 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences, femmes et handicap : dénoncer l'invisible et agir [n° 14 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique Biodiversité : extinction ou effondrement ? (Jérôme Bignon, sénateur, rapporteur).

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique sur le bilan, dix ans après, des recommandations du rapport de l'Office sur la prévention et l'alerte du risque de tsunami sur les côtes françaises.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Fabienne Servan-Schreiber, présidente, et Anne-Sarah Kertudo, directrice, de l'association Droit Pluriel.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Prévention et alerte du risque de tsunami sur les côtes françaises - Examen des conclusions d'une audition publique.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguët, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation, ouverte à la presse, du rapport annuel pour l'année 2018 de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France, par M. Bernard Doroszczuk, président de l'ASN.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde dans le cadre du suivi de la mise en application des mesures de la loi Égalim.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation devant l'Office des travaux des auditeurs de la promotion 2019 de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST) (huile de palme, justice algorithmique, hydrogène, états modifiés de conscience).

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Situation et perspectives de l'Office national des forêts - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail relatif aux conséquences économiques des violences commises en marge des manifestations des gilets jaunes - Présentation du rapport d'information.

Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes handicapées.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique sur l'hésitation vaccinale, un phénomène multifactoriel : constat, étude et pistes d'évolution.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Bertrand Munch, candidat proposé à la fonction de directeur général de l'Office national des forêts.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Stéphanie Condon, directrice scientifique, et Sandrine Dauphin, directrice de projet, sur les premiers résultats de Virage dans les Outre-mer en Guadeloupe et en Martinique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 9 p. 12

- **Débat : « Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup »** - (16 janvier 2019) : p. 73 p. 78

- **Question orale sans débat sur les inondations dans le département de l'Aude** - (22 janvier 2019) : p. 160 p. 161

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (5 février 2019) - **Article 43 bis (supprimé)** (art. L. 315-2 et L. 315-3 du code de l'énergie - Fixation du périmètre des opérations d'autoconsommation collective par voie réglementaire et suppression du seuil de puissance pour bénéficiaire d'un tarif d'utilisation des réseaux spécifique) : p. 773 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 901 rectifié** (*La Française des Jeux - Fiscalité - Modification*) : p. 841

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Énergie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 855 p. 857

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article 71 ter** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4, L. 441-5, L. 442-4 [nouveau], L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 445-1 à L. 445-4 du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Mise en conformité des tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz avec le droit européen) : p. 1032 p. 1033 p. 1034 p. 1035 - **Article 71 quater AA (nouveau)** (art. L. 121-5, L. 333-3 et L. 333-3-1 [nouveau] du code de l'énergie - Adaptation du dispositif de fourniture de secours d'électricité) : p. 1043 - **Article 71 quater AB (nouveau)** (art. L. 122-3 et L. 134-15-1 [nouveaux] et L. 134-16 du code de l'énergie - Information des consommateurs sur les offres de fourniture d'énergie et mise en extinction des dispositifs transitoires prévus lors des étapes

précédentes d'extinction des tarifs réglementés) : p. 1044 p. 1045

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Article 13 quater (nouveau)** (art. 137 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Statut des agents de l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2432

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2953

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3069 p. 3070

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3096 p. 3098 p. 3099 p. 3104

- **Question orale sans débat sur la pollution en mer Méditerranée** - (19 mars 2019) : p. 3137 p. 3138

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3192

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) : p. 3266 p. 3268 p. 3269

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3652 p. 3653

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5006 p. 5007 p. 5008 p. 5009 p. 5015 p. 5016 - **Article 4** (art. 4 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires, art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation) : p. 5036 p. 5038

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5474 p. 5475 p. 5476

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 avril 2019) : p. 5509

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (11 avril 2019) - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5623 p. 5624 p. 5625

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5953 p. 5961 p. 5962

- **Question orale sans débat sur le risque de tsunami et l'alerte descendante** - (14 mai 2019) : p. 6314 p. 6315

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis,**

n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6437 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 48 rectifié quinquies** (*Prosélytisme - Interdiction*) : p. 6457

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - *Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7963

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8241

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - *Obligation pour les copropriétés de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global*) : p. 8284 p. 8285 p. 8286

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - *Principe de gratuité des fonctions électives locales*) : p. 9174 p. 9184 - **Article 3** (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - *Formation des élus locaux à leur mandat*) : p. 9189

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Réorganisation des commissions administratives paritaires*) : p. 9443 p. 9445

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9696 p. 9697 p. 9698

- **Question orale sans débat sur les zones sous-médicalisées** - (16 juillet 2019) : p. 11249 p. 11250

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Rappel au règlement** : p. 11337 - **Discussion générale** : p. 11339 p. 11340 p. 11345 p. 11351 p. 11352 - **Article additionnel avant l'article 1er** (*Accord de libre-échange - Objectifs environnementaux - Obligation de respect*) : p. 11354 - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11356 p. 11357 p. 11358 p. 11367 p. 11371 p. 11372 p. 11373 p. 11375

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2019) : p. 11401

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (17 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11403 p. 11404 p. 11406 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 158** (*Programmation pluriannuelle de l'énergie - Compétence du Parlement*) : p. 11415 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297** (*Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction*) : p. 11417 - **Article 1er bis A** (art. L. 100-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - *Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie*) : p. 11424 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 89 rectifié** (*Part du nucléaire - Réduction progressive*) : p. 11435 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre 1er du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre 1er du code de

l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11444 p. 11446 p. 11450 p. 11452 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - *Fermeture des dernières centrales électriques au charbon*) : p. 11457 p. 11458 p. 11461 p. 11468 p. 11472 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 277** (*Biocarburants - Agrocarburants de première génération - Exclusion*) : p. 11473 p. 11474 - **Article 3 bis C** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive*) : p. 11479 p. 11482

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2019) : p. 11507 p. 11508

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 293, n° 367 rectifié et n° 403 rectifié** (*Bâtiments non résidentiels - installations de chauffage - Sobriété énergétique en dehors des heures d'activité*) : p. 11513 - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, L. 134-3-1, L. 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs*) : p. 11520 p. 11525 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 436 rectifié ter** (*Pollution engendrée par les carburants des navires - Calcul des droits de port - Intégration*) : p. 11557 - **Article 4 ter** (art. L. 515-16-1 du code de l'environnement - *Implantation d'installations de production d'énergie renouvelable dans le périmètre des plans de prévention des risques technologiques*) : p. 11568 - **Article 4 quater (supprimé)** (art. L. 311-13 [nouveau] du code de justice administrative - *Contentieux des énergies renouvelables en mer*) : p. 11569 - **Article 5** (art. L. 221-1, L. 221-9 [rétabli], L. 211-13 [nouveau], L. 221-11, L. 221-12, L. 222-2, L. 222-2-1 [nouveau], L. 222-5, L. 222-10 [nouveau] du code de l'énergie et L. 561-31 du code monétaire et financier - *Lutte contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie, CEE*) : p. 11571 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 10 rectifié ter, n° 167, n° 286, n° 370 rectifié et n° 381 rectifié bis** (*Dispositif des certificats d'énergie - Information des consommateurs de l'existence du service public*) : p. 11577 p. 11579 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 186** (*Opportunité et modalités de bonification des certificats d'économie d'énergie - Rapport au Parlement*) : p. 11580 - **Article 6** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer pour prendre toutes mesures relevant de la loi nécessaires à la transposition de directives et à l'adaptation du droit, ou à l'entrée en vigueur de règlements*) : p. 11583 - **Article 6 bis A** (art. L. 211-3-2 [nouveau] et L. 315-1 à L. 315-7 du code de l'énergie - *Modification de dispositions relatives à l'autoconsommation et introduction de la notion de « communautés d'énergie renouvelable »*) : p. 11588 p. 11589 - **Article 6 bis B** (art. L. 511-6-1 [nouveau] du code de l'énergie - *Possibilité d'augmenter la puissance d'une installation hydroélectrique concédée sur décision de l'autorité administrative*) : p. 11596 - **Article 6 ter** (art. L. 111-16 du code de l'urbanisme - *Facilitation de l'installation de dispositifs d'énergie renouvelable sur les ombrières des aires de stationnement*) : p. 11598 p. 11599 p. 11600 - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - *Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés*) : p. 11604 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 447 rectifié** (*Méthanisation - Cultures intermédiaires - Fixation d'un seuil maximal*) : p. 11613 p. 11614 - **Article 6 octies** (art. L. 447-1 [nouveau] du code de l'énergie - *Habilitation à légiférer par ordonnance pour définir le cadre juridique de l'hydrogène et traçabilité de l'hydrogène renouvelable*) : p. 11615 p. 11616 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendement n° 195** (*Biocarburant avancé produit à base de graisses de flottation - Taux réduit de TICPE - Rapport au Parlement*) : p. 11620 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 196** (*Biocarburant avancé - TICPE - Allègement*) : p. 11622 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 156** (*Accès régulé à l'énergie nucléaire historique (ARENH) - Suppression*) : p. 11624 - **Article 8** (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - *Accès régulé à l'électricité nucléaire*

historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11625 p. 11628 p. 11629 p. 11630 p. 11631 - **Article 9** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4 [abrogé], L. 441-5, L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 443-12, L. 445-1 à L. 445-4 [abrogés] du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation, L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales du code de l'énergie et 1519 HA du code général des impôts - Suppression des tarifs réglementés de vente du gaz) : p. 11636 p. 11639 p. 11640 - **Article 10** (art. L. 121-5, L. 331-1, L. 333-3, L. 333-3-1 [nouveau], L. 337-7 et L. 337-9 du code de l'énergie - Limitation des tarifs réglementés de vente de l'électricité aux ménages, aux microentreprises et aux petites associations et collectivités territoriales) : p. 11644 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11653

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12398

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration** - (24 septembre 2019) : p. 12406

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)] (suite)** - (24 septembre 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Inscription dans le code de l'environnement de l'objectif de 100 % de plastique recyclé d'ici le 1er janvier 2025) : p. 12427 - **Article 1er** (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits) : p. 12435

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 115 rectifié, n° 348 rectifié bis, n° 565 rectifié et n° 669 rectifié bis** (Appareils numériques - Pratiques rendant la réparation impossible - Interdiction) : p. 12503

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12575 p. 12576 p. 12577 p. 12578 p. 12580 p. 12583

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13709

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12766 p. 12767

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12859 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12875

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 13016

- **Question orale sans débat sur l'arsenic dans la vallée de l'Orbiel** - (15 octobre 2019) : p. 13155 p. 13156

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13223 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 8 rectifié sexies, n° 53 rectifié octies, n° 381 rectifié undecies, n° 424 rectifié quater et n° 930 rectifié sexies** (Conseil municipal incomplet - Élection d'un nouveau maire - Conditions) : p. 13234

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques,**

sociétaux et économiques du XXIe siècle [n° 62 (2019-2020)] - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14450

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14486

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire (II)** - (30 octobre 2019) : p. 14767

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pauvreté et les inégalités sociales** - (30 octobre 2019) : p. 14772 p. 14773

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage** - (6 novembre 2019) : p. 14880

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14900 p. 14902 p. 14907 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié** (Journée défense et citoyenneté - Égalité entre les femmes et les hommes - Information) : p. 14911 p. 14913 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié** (Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution) : p. 14914 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 51 rectifié** (Égalité entre les femmes et les hommes - Sensibilisation dans les établissements scolaires - Rapport au Parlement) : p. 14915 - **Article 1er** (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge) : p. 14916

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15131

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1025, n° I-750 rectifié et n° I-6 rectifié bis** (Dispositif Pinel - Suppression) : p. 16474 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-1116 rectifié et n° I-1143 rectifié** (Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP - déchets) - Harmonisation des règles d'application - Exemption aux déchets destinés à la fabrication de combustibles par traitement thermique) : p. 16507

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (27 novembre 2019) : p. 16820

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16825 p. 16833 p. 16835 p. 16837 p. 16838 p. 16839

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16843 p. 16844 p. 16845 p. 16846 p. 16850 p. 16857 p. 16858 p. 16859 p. 16860 p. 16863 p. 16866 p. 16867 p. 16872 p. 16874 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-197** (Chèque énergie - Travaux de rénovation énergétique - Financement - Suppression) : p. 16877

- **Question orale sans débat sur la ligne à grande vitesse Perpignan-Montpellier** - (3 décembre 2019) : p. 17687 p. 17688

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21686 p. 21688 p. 21692 p. 21693

COURTIAL (Édouard)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 324 (2014-2015)] autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales [n° 394 (2018-2019)] (20 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les bureaux de poste dans les territoires ruraux** - (22 janvier 2019) : p. 145 p. 146

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre** [n° 259 (2018-2019)] - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2914

- **Question orale sans débat sur la fermeture de classes dans l'Oise** - (19 mars 2019) : p. 3159

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3191

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3840 p. 3841 p. 3842

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent** [n° 73 (2019-2020)] - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14635 p. 14636

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants** [n° 113 (2019-2020)] - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15889

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) : p. 16969

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16989

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France le 22 mai 2019 ; puis vice-présidente du 28 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi EGALIM du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de M. Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint de la FNSEA, Mme Véronique Le Floc'h, secrétaire générale de la Coordination rurale, MM. Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et Baptiste Gatouillat, vice-président de Jeunes agriculteurs.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Hugo Bevort, directeur des stratégies territoriales, et Philippe Cichowlaz, chef de la mission des affaires européennes au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. David Le Bras, délégué général de l'Association des directeurs généraux des communautés de France, et Mme Katia Paulin, déléguée générale adjointe.

Audition de MM. Jules Nyssen, délégué général de Régions de France, Pascal Gruselle, conseiller Europe, et Mme Julie Gourden, conseillère Europe et contractualisation.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Baillet, président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 22

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 41

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 219 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 12-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accès des forces de l'ordre aux parties communes des bâtiments du parc social) : p. 220 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 221

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 257 - **Article unique** : p. 264 p. 266

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 291 p. 292 - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains) : p. 300 p. 303

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 378 p. 387 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 273** (Conjoints des chefs d'exploitations agricoles - Protection et statut) : p. 440 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 448

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 543 p. 552 p. 554 p. 555 - **Article 13 bis E** (Transformation par décret de chambres de commerce et d'industrie territoriales en chambres de commerce et d'industrie locales) : p. 572 - **Article 13 ter** (art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - Renforcement des prérogatives de CCI France) : p. 578 - **Article 13 sexies A (nouveau)** (art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail - Adhésion des chambres de commerce et d'industrie à l'assurance-chômage) : p. 583

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hypothèse d'un référendum le 26 mai** - (5 février 2019) : p. 777

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 790 p. 795

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 857 p. 858 p. 860 p. 861 - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4253-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de l'organisation de Bpifrance) : p. 873 - **Article 54** (art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'État de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration) : p. 876 p. 877 - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des

activités stratégiques) : p. 883 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 899

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 43 bis** (Étranger coupable de délits ou crimes - Interdiction du territoire) : p. 1207 - **Article 43 ter** (Récidive - Aggravation de la peine - Systématisation) : p. 1207 - **Article 43 quater** (Sursis - Révocation automatique) : p. 1209

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 298 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2456

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les augmentations du tarif de l'électricité** - (14 février 2019) : p. 2474 p. 2475

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2742

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3084

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3098

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5011 p. 5018 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 35 rectifié bis** (Produits issus de l'agriculture biologique hors Union européenne - Rapport au Parlement) : p. 5025

- **Question orale sans débat sur l'inscription de la verrerie de Givors sur la liste des sites amiantés** - (9 avril 2019) : p. 5394 p. 5395

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5414 p. 5415 p. 5418 - **Question préalable** : p. 5422

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5489 p. 5494

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6242 p. 6249 - **Article 10 (nouveau)** (art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de conférence métropolitaine des maires de la métropole de Lyon) : p. 6264

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 109 rectifié** (Dates officielles de la rentrée et des vacances scolaires - Non respect - Sanctions) : p. 6449 p. 6450 - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6480

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum d'initiative partagée sur la privatisation d'ADP** - (16 mai 2019) : p. 6531

- **Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 552 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8267

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8281 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - Obligation pour les copropriétés de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global) : p. 8286

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9153 p. 9158

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9175 p. 9177 p. 9178 p. 9183 p. 9184 p. 9185 - **Article 3** (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat) : p. 9192

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Question préalable** : p. 9317 - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Principe de participation des fonctionnaires) : p. 9334 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié** (Membres de la fonction publique - Obligation de réserve) : p. 9337

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9488

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (Professions de foi et bulletins de vote - Envoi et financement par l'État) : p. 9761 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 33 rectifié** (Distribution de la propagande électorale - Acheminement - Remboursement) : p. 9763 - **Article 5** (art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote) : p. 9764 p. 9766 p. 9767 p. 9768

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11379 p. 11380

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) : p. 11406 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297** (Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction) : p. 11416 p. 11417 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 147 et n° 276** (Extinction des publicités lumineuses la nuit) : p. 11475 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 292, n° 366 rectifié et n° 402 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - Eclairages intérieurs nocturnes - Limitations) : p. 11477 - **Article 3 bis** (art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent) : p. 11490

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (18 juillet 2019) : p. 11548

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (18 juillet 2019) - **Article 4 ter** (art. L. 515-16-1 du code de l'environnement - Implantation d'installations de

production d'énergie renouvelable dans le périmètre des plans de prévention des risques technologiques) : p. 11568

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12374

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de non-traitement** - (24 septembre 2019) : p. 12408

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 214** (*Nourriture saisie par les services des douanes aux frontières - Gestion - Rapport au Parlement*) : p. 12512 - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12527 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 485 rectifié** (*Lutte contre le gaspillage alimentaire - Ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire - Obligation*) : p. 12527 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 120** (*Incitation à la vente en vrac en grande surface - Levier de la TVA - Produits alimentaires et non alimentaires*) : p. 12532

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (*Dispositif de consignation pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12638 p. 12651 p. 12653

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13693

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13708

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Article unique** (*art. 431-1 du code pénal - Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13725 p. 13726 p. 13727 p. 13730

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12853 p. 12855 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 745 rectifié bis** (*Départements - Division territoriale essentielle - Reconnaissance*) : p. 12872 p. 12873 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 746 rectifié bis** (*Politiques de coopération intercommunale - Évaluation*) : p. 12874 - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12876 p. 12885 p. 12888 p. 12890 p. 12892 p. 12897 p. 12900 p. 12902

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12952

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (9 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12966 p. 12967 p. 12969 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 390 rectifié** (*Métropole de Lyon - Instances*) : p. 12973 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 747** (*Métropole de Lyon - Conseil métropolitain - Communes - Avis contraignants*) : p. 12975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 754** (*EPCI à fiscalité propre - Possibilité de recours au référendum local*) : p. 12978 - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de la conférence métropolitaine rassemblant les maires des communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon*) :

p. 12980 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 717 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Commission permanente - Élection au scrutin proportionnel*) : p. 12981 - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12982 p. 12986 p. 12987 p. 12993

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13013 p. 13016 p. 13019 - **Article 2 ter (nouveau)** (*art. 54 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Abrogation des dispositions prévoyant l'élection des conseillers métropolitains au suffrage universel direct*) : p. 13028 - **Article 3** (*art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions*) : p. 13029 p. 13030 p. 13032 - **Article 4** (*art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13042 p. 13047 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 441** (*Conseils communautaires - Téléconférence*) : p. 13051 - **Article 5 A (nouveau)** (*art. L. 5211-17-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 1636 B octies du code général des impôts - Transfert « à la carte » de compétences facultatives à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13060 - **Article 5 C (nouveau)** (*art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales - Neutralité financière des restitutions de compétences*) : p. 13062 p. 13063 - **Article 5 D (nouveau)** (*art. L. 5211-41-3, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-16-2, L. 5216-5, L. 5216-7, L. 5812-1, L. 5814-1 et L. 5842-22 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la catégorie des compétences optionnelles dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération*) : p. 13066 - **Article 5** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération*) : p. 13069 p. 13073 p. 13074 - **Article 6** (*art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme*) : p. 13082 p. 13085 - **Article 7** (*art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal*) : p. 13090 - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation à la voirie d'intérêt communautaire ou métropolitain du transfert des compétences afférentes dans les communautés urbaines et les métropoles*) : p. 13105 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 769 rectifié bis** (*Établissements publics de coopération intercommunale - Seuil de création*) : p. 13111 p. 13112 - **Article 9** (*art. L. 5216-11 [rétabli] du code général des collectivités territoriales - Procédure simplifiée de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération*) : p. 13114 p. 13116 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 765** (*Communautés urbaines - Métropoles - Procédure de retrait - Droit commun*) : p. 13117

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 10** (*art. L. 5211-5-1 A [nouveau] et L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Scission de communautés de communes et de communautés d'agglomération*) : p. 13159 p. 13161 p. 13162 - **Article 11** (*art. L. 5211-39-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des communes sur les conséquences financières d'une modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale*) : p. 13162 p. 13163 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 173 rectifié** (*Adjoint au*

maire - Vacance de siège - Maintien de la parité) : p. 13168 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 192 rectifié** (Conseils régionaux - Vice-présidents - Parité - Renforcement) : p. 13175 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter** (Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique) : p. 13194 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux) : p. 13199 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13221 p. 13222 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 804 rectifié bis** (Très petites communes - Nombre de conseillers municipaux - Augmentation) : p. 13229 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 44 rectifié ter** (Communes de moins de 500 habitants - Nombre de conseillers municipaux - Seuil minimal) : p. 13232 - **Article 12** (art. L. 123-4 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation - Renforcement des prérogatives de police spéciale du maire pour les immeubles et installations à risques) : p. 13238

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13288 p. 13288 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 306 rectifié bis, n° 306 rectifié ter et n° 777** (Domaine public fluvial - Partage de compétence entre le président de la collectivité territoriale et le représentant de l'État) : p. 13318 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 541-241-32 du code de l'environnement - Renforcement des pouvoirs de police du maire à l'encontre des épaves de véhicules) : p. 13325 - **Article 16** (art. L. 1410-3, L. 1411-51 [nouveau], L. 5111-1, L. 5211-4-4 [nouveau] et L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des règles applicables aux conventions passées par les collectivités territoriales et leurs groupements) : p. 13335 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 302 rectifié bis, n° 302 rectifié ter, n° 379, n° 575 rectifié, n° 673 rectifié bis, n° 917 et n° 673 rectifié bis** (Base potentielle d'actionnaires de l'Agence France locale - Extension aux collectivités territoriales à leurs groupements et aux établissements publics locaux) : p. 13340 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - « Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13343

- **Rappel au règlement** - (17 octobre 2019) : p. 13372

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 299 rectifié ter et n° 781** (Syndicat mixte - Établissement public de gestion et d'aménagement des eaux (EPAGE) ou établissement public territorial de bassin (EPTB) - Reconnaissance - Autorisation) : p. 13374 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 298 rectifié bis et n° 780** (Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) - Délégation de missions aux syndicats de communes - Dérogation - Prolongation) : p. 13375 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13388 p. 13390 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 3 rectifié ter** (Déclaration du lieu de naissance - Choix laissé aux parents - Commune de naissance ou autre commune) : p. 13395 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 785** (Comité d'évaluation des moyens humains et financiers des services déconcentrés de l'État - Expérimentation - Rapport) : p. 13399 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 787 rectifié** (Conséquences de la suppression du principe de territorialisation des demandes de cartes d'identité - Rapport au Parlement) : p. 13401 - **Article 20** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - « Rescrit » du

préfet) : p. 13403 - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 1121-1 et L. 1121-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 132-14 et L. 143-21 du code de l'urbanisme - Conférence de dialogue entre les collectivités territoriales et l'État) : p. 13410 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la publicité des actes des collectivités territoriales, leur entrée en vigueur, leur conservation et le point de départ du délai de recours contentieux) : p. 13413 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 326 rectifié bis** (Règle du quorum - Caractère obligatoire pour les seules questions budgétaires) : p. 13416 - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 1112-24, L. 1823-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales et L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie [nouveau] - Création d'un cadre juridique propre à la médiation territoriale) : p. 13427 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 895, n° 791 et n° 47 rectifié bis** (Création d'un véritable statut de l'élu territorial et suppression du caractère bénévole des fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal) : p. 13434 p. 13435 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 468** (Relèvement du plafond indemnitaire des maires et adjoint(e)s des communes de moins de 3 500 habitants - Modalités de mise en œuvre d'un fonds public - Rapport au Parlement) : p. 13436 - **Article 26** (art. L. 3142-79 du code du travail ; art. L. 5214-8 et L. 5842-21 du code général des collectivités territoriales - Extension du congé électif aux communes de moins de 1 000 habitants - Conditions d'exercice des mandats dans les communautés de communes) : p. 13438 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 792 rectifié** (Lutte contre la crise de l'engagement citoyen - Droit pour tout salarié de participer à la vie locale - Temps libre sur le temps de travail) : p. 13441 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13459 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Arrêt maladie des élus locaux) : p. 13472 - **Article 31** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 613-5 du code de l'éducation - Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les dispositifs de formation des élus locaux - Participation du CNFPT à la formation des élus locaux - Validation des acquis de l'expérience) : p. 13477 p. 13478 p. 13481 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 798, n° 238 rectifié bis, n° 799 rectifié, n° 61 rectifié, n° 148 rectifié quinquies, n° 281 rectifié quinquies, n° 420 rectifié et n° 239 rectifié bis** (Formation des élus locaux - Amélioration - Extension à tous les élus) : p. 13483 p. 13484 p. 13486 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 800 rectifié** (Formations des élus - Application effective par les collectivités locales de leurs obligations - Rapport au Parlement) : p. 13494 - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition) : p. 13496

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13519

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Article 1er bis (nouveau)** (Définition d'une charte d'organisation des rassemblements visés par l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure) : p. 13556 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13560

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14673

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la précarité étudiante (I)** - (13 novembre 2019) : p. 15183

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 26** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 16619

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) : p. 16797 - **État B** : p. 16802

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17718

CUYPERS (Pierre)
sénateur (Seine-et-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » le 30 avril 2019 ; puis vice-président du 14 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17755

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** - *Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]* - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21998

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Les biocarburants : Un atout pour la transition et l'indépendance énergétiques [n° 136 (2019-2020)] (20 novembre 2019) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Paquet d'hiver « Énergie propre pour tous les Européens » : communication de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Travailleurs détachés dans le secteur des transports : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Marija Pejcinovic-Buric, vice-Première ministre de la République de Croatie, ministre des affaires étrangères et européennes.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Place de l'agriculture française dans le monde - Présentation du rapport d'information du groupe d'études « Agriculture et alimentation ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère - Élection présidentielle ukrainienne.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire - Rapport d'information et observations de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Sous-utilisation des fonds structurels européens - Communication de Mmes Laurence Harriby et Colette Mélot.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et des membres français du Parlement européen : réforme de la politique agricole commune.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Filière française des biocarburants - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition par visioconférence de M. Philippe Léglise-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 18

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros) : p. 538

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 42 bis** (art. L. 612-12 du code de la propriété intellectuelle - Examen a priori de l'activité inventive) : p. 768

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5043 p. 5044 p. 5045

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5504

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5605

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5962

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 123** (Non intégration de la notion de morale dans le code de l'éducation) : p. 6402

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des raffineries de sucre** - (20 juin 2019) : p. 9550 p. 9551

- **Question orale sans débat sur le développement de la méthanisation en Seine-et-Marne** - (2 juillet 2019) : p. 10642 p. 10643

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11336

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11356

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 277** (Biocarburants - Agrocarburants de première génération - Exclusion) : p. 11474

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendements n° 46 rectifié, n° 101 rectifié, 211 rectifié bis et n° 404** (Organismes HLM - Projets d'autoconsommation collective) : p. 11594 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 447 rectifié** (Méthanisation - Cultures intermédiaires - Fixation d'un seuil maximal) : p. 11613 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 62 rectifié quater** (Co-méthanisation des boues de station d'épuration avec des biodéchets - Rapport au Parlement) : p. 11614

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consignation pour réemploi ou réutilisation) : p. 12645 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12681 p. 12683 p. 12691 p. 12692 p. 12694 p. 12696 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12706 - **Article 8 quater (nouveau)** (Lutte contre la pollution aquatique) : p. 12727 p. 12728 - **Article 9** (Dispositions spécifiques à certaines filières, REP) : p. 12737 p. 12738 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 527 et n° 622** (Résorption et dépollution des décharges sauvages - Rapport au Parlement) : p. 12740

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié** (Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG) : p. 15248 p. 15249

- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-271 rectifié bis, n° I-666 rectifié, n° I-584 rectifié et n° I-1264 (Dispositif de suramortissement - Application aux véhicules utilisant du B100 de manière exclusive et irréversible)** : p. 16495 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-128 rectifié bis (Acquisition de boitiers de conversions dits "Flexfuel" - Incitation fiscale)** : p. 16497 - **Article 17 (précédemment réservé) (art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel)** : p. 16521 p. 16522 - **Discussion d'article** : p. 16539 p. 16547 - **Article 20 (précédemment réservé) (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France)** : p. 16576 p. 16581 p. 16582 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-336 rectifié et n° I-1187 rectifié (Entreprises de transport aérien - Notion de redevable des taxes - Prévisions)** : p. 16584 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-326 rectifié bis, n° I-333 rectifié et n° I-1184 rectifié (Tarifs de la taxe d'aviation civile - Désindexation de l'inflation)** : p. 16584 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-335 rectifié et n° I-1186 rectifié (Objectif d'allègement de la taxe de solidarité sur les billets d'avion - Affectation du produit de la surtaxe sur les véhicules puissants au fonds de solidarité pour le développement des pays du sud)** : p. 16585

- Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des agriculteurs (I) - (27 novembre 2019) : p. 16815

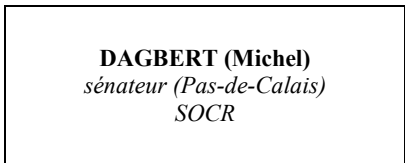
- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 72 bis (nouveau) (art. 266 quinquies du code des douanes - Augmentation à compter de 2021 des objectifs d'incorporation d'énergies renouvelables dans la filière essence)** : p. 18351 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendements n° II-226 rectifié bis, n° II-248 rectifié quater et n° II-1025 rectifié bis (Collectivités territoriales et leurs groupements - Réseaux de chaleur produite à partir de la biomasse - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE))** : p. 18354 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendements n° II-563 rectifié quater et n° II-225 rectifié bis (Collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Méthaniseurs « non agricoles » - Exonération de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises (CFE))** : p. 18357 p. 18358

- Question d'actualité au Gouvernement relative au dernier projet gouvernemental en matière de consigne pour les bouteilles en plastique - (18 décembre 2019) : p. 21963



DAGBERT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 28 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de bassin Artois-Picardie.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Sécurité des ponts : éviter un drame [n° 609 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Nouvelle-Calédonie : un fort potentiel de développement durable à valoriser [n° 127 (2019-2020)] (18 novembre 2019) - **Aménagement du territoire - Environnement - Outre-mer.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Benoît Brocart, préfet de Vendée, et Laurent Touvet, préfet du Haut-Rhin, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, du décret n° 2017-1845 du 29 décembre 2017 relatif au pouvoir de dérogation aux normes des préfets.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Philosophie de la gratuité des transports publics - Audition de MM. Jean-Louis Sagot-Duvaurois, Maxime Huré et Frédéric Héran.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec l'association France urbaine (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes), sur l'actualité et les enjeux des métropoles et des pôles urbains.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 42 p. 43

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - *Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires*) : p. 2592

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2886

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lanceurs d'alerte** - (12 mars 2019) : p. 2961

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3193 - **Rapport annexé** : p. 3213 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3221

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 127** (*Taxe d'aménagement du territoire pour les poids lourds - Augmentation*) : p. 3295 - **Article 1er C (nouveau)** (*Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports*) : p. 3301 p. 3309 - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 690 rectifié bis** (*Donneurs d'ordres de transport - Redevance en fonction de la volumétrie CO2 - Création*) : p. 3313

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - *Versement mobilité*) : p. 3383 - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3408 p. 3413 p. 3414 - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - *Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3436

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - *Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique*) : p. 3549

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Zones à faibles émissions*) : p. 3654 p. 3655 - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - *Mesures relatives à la sécurité routière*) : p. 3684 - **Article 36** (ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à

la Société du Canal Seine-Nord Europe - Évolution du statut de la société du Canal Seine-Nord Europe : p. 3714

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37 bis (nouveau)** (art. L. 4311-1-1 [nouveau] du code des transports - Contrat d'objectifs et de performance de Voies navigables de France) : p. 3742 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 315** (Durée de concession autoroutière - Possibilité d'allongement) : p. 3781 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 674 rectifié** (Fermeture d'une section de ligne à la circulation publique - Consultation des régions) : p. 3805

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3825

- **Question orale sans débat sur la situation des maisons d'arrêt de Béthune et Vendin-le-Vieil** - (4 juin 2019) : p. 7771

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Français condamnés à mort à l'étranger** - (23 juillet 2019) : p. 12230

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 351 rectifié** (Droit à la garantie légale - Facilitation) : p. 12489

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12767

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17813 p. 17818 p. 17819

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) : mieux prévenir les difficultés des organismes de logement social [n° 367 (2018-2019)] (6 mars 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 15 janvier, 13, 19, 27, 28 mars, 3, 30 avril, 2, 9, 15, 17 mai, 6, 12, 18, 26 juin, 9, 18 juillet, 26 septembre, 2, 10, 24, 29 octobre, 14, 28, 29 novembre, 3, 5 et 12 décembre 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » le 6 mars 2019 ; puis vice-président du 2 avril 2019 au 27 septembre 2019.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les sources de financement du logement social [n° 731 (2018-2019)] (18 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 140 tome 3 vol.1 annexe 6 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes pénales - Communication.

Dette des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des finances*) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Situation et perspectives de l'économie française - Audition commune de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. Didier Blanchet, directeur des études et synthèses économiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), et Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Nicolas Portier, délégué général de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), portant notamment sur les résultats de l'enquête nationale de l'association relative à la gouvernance politique des communautés.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des finances*) : Relations financières entre l'État et la sécurité sociale - Audition de MM. Christian Charpy, conseiller maître à la Cour des comptes, et Julien Dubertret, inspecteur général des finances.

Réunion du lundi 29 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2019 à 2022 - Communication.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Audition commune de MM. Giuseppe de Martino, président de l'association des services internet communautaires (ASIC), Julien Pellefigue, économiste, associé au cabinet Taj, Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, et François Soulmagnon, directeur général de l'association française des entreprises privées (AFEP).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Risque cyber dans les domaines économique et financier - Audition commune de MM. Alain Bouillé, président du CESIN, Christophe Delcamp, directeur-adjoint assurance de dommages et responsabilité de la FFA, Bertrand Peyret, secrétaire général adjoint de l'ACPR, et Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Antoine Lefèvre et Mme Patricia Schillinger « Mieux associer les élus municipaux à la gouvernance des intercommunalités : valoriser les bonnes pratiques ».

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités

territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes de circulation et des forfaits de post-stationnement - Communication.

Examen du rapport d'information de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrats de ruralité - Communication.

Réunion du mardi 23 juillet 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 en nouvelle lecture - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sources de financement du logement social - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Inspection du travail - Communication.

Contrôle budgétaire - Mobilisation des financements régionaux en faveur de la recherche - Communication.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission «

Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur la fonction publique territoriale et sur les finances locales.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » (et articles 79 à 82) - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 36.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'amendement sur l'article d'équilibre.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2020 non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) et mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 5 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés aux missions.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » (et article 76 quindecies), mission « Culture », mission « Médias, livre et industries culturelles » (et article 76 quaterdecies) et compte d'affectation spéciale « Avances à l'audiovisuel public », mission « Justice » (et articles 76 undecies, 76 duodecies et 76 terdecies) et mission « Travail et emploi » (et articles 79, 80, 81 et 82) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les niches fiscales** - (5 février 2019) : p. 781

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (7 février 2019) : p. 950

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1101

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (14 février 2019) : p. 2473

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les augmentations du tarif de l'électricité** - (14 février 2019) : p. 2475

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du logement social** - (14 février 2019) : p. 2477 p. 2478

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la fusion de la métropole d'Aix-Marseille Provence et du département des Bouches-du-Rhône** - (19 février 2019) : p. 2513

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2663

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2738 p. 2745

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2774

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage et le paritarisme** - (12 mars 2019) : p. 2959

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nécessaire décentralisation dans le cadre de la prochaine révision constitutionnelle** - (12 mars 2019) : p. 2962

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3168

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (*Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création*) : p. 3300

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (26 mars 2019) : p. 3528

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (27 mars 2019) - **Article 28** (*art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions*) : p. 3649 p. 3653 p. 3655

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 268 rectifié ter** (*Navires de croisière - Taxe de séjour*) : p. 3739

- **Salut en séance aux auditeurs de l'Institut du Sénat** - (28 mars 2019) : p. 3777

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5900 p. 5904 p. 5906 p. 5907 p. 5908 p. 5909 p. 5910 p. 5914 p. 5915

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la soutenabilité budgétaire** - (30 avril 2019) : p. 5942

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5976 p. 5982 p. 5983 - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5987 p. 5990 - **Article 2 (supprimé)** (*art. L. 932-12, L. 932-12-1 [nouveau], L. 932-19 et L. 932-21 du code de la sécurité sociale - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une institution de prévoyance*) : p. 5995 - **Article 3 (supprimé)** (*art. L. 221-9, L. 221-10 et L. 221-10-2 [nouveau] du code de la mutualité - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une mutuelle*) : p. 5998 - **Article 4** (*Date d'entrée en vigueur du droit à résiliation infra-annuelle*) : p. 6001 p. 6002

- **Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 406 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6025

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (II)** - (7 mai 2019) : p. 6177

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6347 - **Article 1er** (*École de la confiance*) : p. 6363 p. 6366 p. 6368 - **Article 1er bis A** (*art. L. 111-1-2 [nouveau] du code de l'éducation - Présence obligatoire du drapeau français, du drapeau européen et des paroles du refrain de l'hymne national dans toutes les salles de classe*) : p. 6395 p. 6397

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6521 p. 6524

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 6** (*art. L. 421-19-1 à L. 421-*

19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - Établissement public local d'enseignement international) : p. 6603

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 ter** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prerogatives du directeur d'école) : p. 6649 p. 6650 p. 6651 p. 6652 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 286 rectifié quater** (Délégués départementaux de l'éducation nationale - Voix consultative dans les conseils d'administration des établissements du second degré) : p. 6655 - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6660 p. 6661 p. 6662 p. 6663 p. 6665

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9152 p. 9155 p. 9156 p. 9158

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de Parcoursup** - (23 juillet 2019) : p. 12228

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12394

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la suppression des exonérations sur les services à la personne pour les seniors** - (24 septembre 2019) : p. 12402

- **Hommage à Jacques Chirac, ancien Président de la République** - (26 septembre 2019) : p. 12636

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Slovaquie** - (2 octobre 2019) : p. 12765

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12844 p. 12847 p. 12850 p. 12861

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 13015 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13047 - **Article 5 C (nouveau)** (art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales - Neutralité financière des restitutions de compétences) : p. 13062

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire (I)** - (30 octobre 2019) : p. 14761

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Autriche** - (14 novembre 2019) : p. 15294

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16703 p. 16708 p. 16709 p. 16710

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (20 novembre 2019) : p. 15879

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15935 - **Question préalable** : p. 15941 p. 15942 p. 15943

Discussion générale :

: p. 15947 - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2020, prévisions d'exécution 2019 et exécution 2018) : p. 15965

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-429 rectifié bis** (TVA sociale - Instauration) : p. 16001 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-252 rectifié** (Livres audio - Tout type de support d'enregistrement - Taux réduit de TVA) : p. 16007 p. 16008 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression) : p. 16016 p. 16017 p. 16018 p. 16020 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendements n° I-982 et n° I-1110 rectifié** (Activités culturelles, ludiques, éducatives ou professionnelles - Droits d'entrée - Taux de TVA réduit) : p. 16023 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1062 rectifié** (Impôt sur les sociétés - Tranches progressives - Instauration) : p. 16027 - **Article 11 (priorité)** (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises) : p. 16029 p. 16030 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-126 rectifié** (Entreprises individuelles - Sociétés relevant du régime fiscal des sociétés de personnes - Provisions pour investissement - Autorisation de constitution) : p. 16049 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-266 rectifié quater et n° I-920 rectifié** (Apiculteurs possédant moins de 50 ruches - Exonération d'impôt) : p. 16052 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-267 rectifié quater** (Apiculteurs possédant moins de trente ruches - Exonération d'impôt) : p. 16052 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-125 rectifié** (Adhérents à un organisme de gestion agréée (OGA)- Bénéfices imposables - Abattement) : p. 16055 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-42 rectifié bis, n° I-321 rectifié bis et n° I-438 rectifié** (Sociétés exerçant une activité agricole prépondérante - Épargne de précaution - Déduction fiscale) : p. 16057 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-45 rectifié bis et n° I-323 rectifié bis** (Secteur viticole - Financement des stocks - Déduction de charges financières) : p. 16061 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-164 rectifié bis et n° I-561 rectifié bis** (Acteurs du commerce - Équité fiscale et territoriale - Rétablissement) : p. 16065 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-694 rectifié ter** (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - « Grands supermarchés » - Majoration) : p. 16079 - **Article additionnel après l'article 13 septies (priorité) - Amendement n° I-258 rectifié** (Reconversion de friches - Facilitation) : p. 16083 - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 231 ter du code général des impôts - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France) : p. 16094 - **Article additionnel après l'article 5 ter (précédemment réservé) - Amendement n° I-47 rectifié bis** (Société civile d'exploitation agricole (SCEA) - Lutte contre l'optimisation fiscale) : p. 16098 - **Article additionnel après l'article 5 ter (précédemment réservé) - Amendement n° I-48 rectifié ter** (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural - Régime fiscal plus favorable - Mise en place) : p. 16099 - **Article 6 (précédemment réservé)** (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septies et 1599 octodécies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du

30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16102 p. 16103 p. 16104

- Suite de la discussion (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019) : p. 16128 p. 16131 p. 16136 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés (précédemment réservé) - Amendement n° I-41 rectifié ter (IFI - Propriétaires de biens ruraux - Location à long terme - Exonération totale)** : p. 16201 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés (précédemment réservé) - Amendement n° I-1195 rectifié bis (IFI - Biens donnés à bail à long terme ou cessible - Exonération partielle)** : p. 16202 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés (précédemment réservé) - Amendement n° I-255 rectifié bis (IFI - Investissement au capital des entreprises solidaires d'utilité sociale - Réduction d'impôt)** : p. 16203 p. 16204 - **Article 2 sexies (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 125-0 A et 200 A du code général des impôts - Aménagements du régime fiscal appliqué aux produits issus des contrats d'assurance vie) : p. 16211 - **Article additionnel après l'article 2 noniés (précédemment réservé) - Amendements n° I-1011 rectifié bis, n° I-254 rectifié bis, n° I-405 rectifié ter et n° I-686 rectifié (IR-PME - Rétablissement)** : p. 16230 - **Article additionnel après l'article 2 noniés (précédemment réservé) - Amendements n° I-256 rectifié ter, n° I-408 rectifié quater et n° I-687 rectifié (Entreprises solidaires à prépondérance immobilière - Droits d'enregistrement - Réduction)** : p. 16231 p. 16232 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-537 rectifié et n° I-1100 (« Exit tax » - Rétablissement)** : p. 16253 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-46 rectifié bis, n° I-227 et n° I-324 rectifié bis (Exploitations agricoles et viticoles familiales - Donations - Successions - Fiscalité - Allègement)** : p. 16257 - **Article 5 (précédemment réservé)** (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16276 p. 16278 p. 16279 p. 16283 p. 16283 p. 16284 p. 16288 p. 16292 p. 16296 p. 16301 p. 16303 p. 16306 - **Article additionnel après l'article 6 quinquiés (précédemment réservé) - Amendement n° I-1224 (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur le produit brut des jeux - Exonération)** : p. 16319 - **Article 7 (précédemment réservé)** (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 16324 p. 16325 p. 16328 - **Article 8 (précédemment réservé)** (art. 257, 270, 278 sexies, 278 sexies-0 A, 278 sexies A, 279-0 bis A, 284, 1384 A, 1391 E du code général des impôts et art. L. 176 du livre des procédures fiscales - Baisse du taux de la TVA sur certains logements locatifs sociaux dans le cadre du pacte d'investissement pour le logement social) : p. 16336 p. 16337 p. 16339 p. 16340 p. 16341 p. 16342 p. 16344 p. 16345 p. 16346 - **Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé) - Amendements n° I-43 rectifié quinquiés, n° I-325 rectifié ter, n° I-660 rectifié ter, n° I-833 rectifié, n° I-44 rectifié ter et n° I-663 rectifié bis (Syndicats professionnels - Impôt sur les sociétés et cotisation foncière - Exonération)** : p. 16353

- Suite de la discussion (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire

au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane) : p. 16372 p. 16377 p. 16378 p. 16380 p. 16382 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-107 et n° I-257 rectifié (Exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties pour la construction de logements sociaux - Compensation intégrale pour les communes)** : p. 16387 p. 16388 p. 16389 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié bis (Organisation des mobilités - Attribution aux communautés de communes d'une fraction de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE))** : p. 16470 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1025, n° I-750 rectifié et n° I-6 rectifié bis (Dispositif Pinel - Suppression)** : p. 16472 p. 16473 p. 16474 - **Article additionnel après l'article 13 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-1020 rectifié (Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Augmentation)** : p. 16477 - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) : p. 16575 p. 16577 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-17 rectifié, n° I-154 rectifié ter, n° I-327 rectifié bis, n° I-728 rectifié et n° I-1189 rectifié (Exploitants aéroportuaires - Acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions - Incitation fiscale)** : p. 16583

- Suite de la discussion (26 novembre 2019) - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quatercivies A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16634 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 16675 p. 16676 p. 16678 p. 16679

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16681 p. 16685

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16995

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - **Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés** :

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17596

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17600

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17700 p. 17715 p. 17716 - **État B** : p. 17721 p. 17729 p. 17730 p. 17733 p. 17736 p. 17737 p. 17738 p. 17740 p. 17743 p. 17744 p. 17745 - **Article 75** (*Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement*) : p. 17746 - **Article additionnel après l'article 75 - Amendement n° II-910** (*Organismes HLM - Titres participatifs - Émission - Collectivités locales - Souscription - Autorisation*) : p. 17748

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17797 p. 17798 p. 17799 p. 17800 p. 17801 p. 17803

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17811 p. 17817 - **Article additionnel après l'article 77 - Amendement n° II-553 rectifié bis** (*Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) - Rééquilibrage*) : p. 17824 - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17834 p. 17835 p. 17843 p. 17844 p. 17845 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-530 rectifié** (*Logements sociaux - Définition - Loi SRU - DSU - Harmonisation*) : p. 17850 p. 17851 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-510 rectifié** (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRF) - Prélèvement - Plafonnement - Modification*) : p. 17865 - **Article 78 octies (nouveau)** (*Prolongation en 2020 du report du transfert de la dotation d'intercommunalité des établissements publics territoriaux à la métropole du Grand Paris et suspension du versement de la dotation de soutien à l'investissement territorial*) : p. 17875 p. 17876

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17909

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (6 décembre 2019) - **Article 45** : p. 18052

Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 B - Amendement n° II-558 rectifié bis** (*Organismes HLM - Associations agréées d'intermédiation locative volontaire - Intervention dans le parc privé - Développement*) : p. 18060 - **Article additionnel après l'article 47 B - Amendement n° II-560 rectifié bis** (*Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) - Périmètre d'activité - Avis du Conseil national de l'habitat*) : p. 18061

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-122 rectifié bis** (*Biens loués par bail à long terme - Baux cessibles - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) - Exonération partielle*) : p. 18068 p. 18069 - **Article 48** (art. 1382 H [nouveau], 1464 F [nouveau] du code général des impôts - Exonération de contribution économique territoriale et de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des activités commerciales situées dans des zones de revitalisation des centres-villes) : p. 18075 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-413 rectifié quater et n° II-732 rectifié bis** (*Départements - Autonomie financière - Garantie*) : p. 18086 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (*Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux*

augmentation) : p. 18086 p. 18088 p. 18089 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-912 rectifié ter et n° II-967** (*Versement transport (VT) - Augmentation*) : p. 18093 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-813 rectifié bis** (*Établissements publics fonciers (EPF) - Taxe foncière - Exonération*) : p. 18113 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-812 rectifié bis** (*Logements intermédiaires - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération - Suppression*) : p. 18113 p. 18114 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-811 rectifié bis** (*Assujettis à la TVA - Acquisitions d'immeubles et de terrains à bâtir - Régime fiscal*) : p. 18116 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-928 rectifié bis** (*Plus-values de cession immobilière - Abattement exceptionnel - Extension*) : p. 18122 - **Article 49** (art. 244 quater B, 1729 B du code général des impôts - Abaissement du taux forfaitaire des dépenses de fonctionnement prises en compte pour le crédit d'impôt recherche) : p. 18139 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18157 - **Article 51** (*Création d'une taxe forfaitaire sur les contrats à durée déterminée d'usage*) : p. 18201

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 52** (*Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels*) : p. 18221 p. 18223 - **Article 57** (*Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme*) : p. 18248 p. 18249 p. 18250 p. 18251 - **Article additionnel après l'article 58 quater - Amendements n° II-1010 rectifié bis et n° II-814 rectifié bis** (*Entreprises solidaires à prépondérance immobilière - Droits d'enregistrement - Réduction*) : p. 18263 - **Article additionnel après l'article 58 octies - Amendements n° II-367 rectifié ter et n° II-815 rectifié ter** (*Acquisition d'un logement neuf en dispositif « Pinel » - Délai d'achèvement - Assouplissement*) : p. 18268 p. 18269 - **Article 58 undecies (nouveau)** (*Expérimentation en Bretagne d'une modulation locale du dispositif de la réduction d'impôt « Pinel »*) : p. 18272 - **Article 67** (*Augmentation maîtrisée de certaines prestations sociales et suppression de l'indexation de la réduction de loyer de solidarité*) : p. 18328 - **Article 68** (art. L. 432-1 du code des assurances - Interdiction de l'octroi de garantie de l'État au commerce extérieur pour la recherche, l'extraction et la production de charbon) : p. 18333 - **Article 72 sexies (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP) : p. 18366 p. 18367 p. 18368

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18384 p. 18385 p. 18386 p. 18387 p. 18388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la réforme des retraites** - (11 décembre 2019) : p. 21656 p. 21657

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du logement en France** - (18 décembre 2019) : p. 21958

- **Projet de loi de finances pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21974 p. 21976

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis secrétaire le 25 juillet 2019.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » le 6 mars 2019 ; puis vice-président du 2 avril 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 158 (2018-2019)] autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part [n° 295 (2018-2019)] (6 février 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 526 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 566 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Turquie - prendre acte d'une relation plus difficile, maintenir un dialogue exigeant et constructif [n° 629 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Désignation d'un rapporteur.

Économie, finances et fiscalité - Fusion Alstom et Siemens Mobility : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2019 : rapport d'information de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Situation en Afghanistan - Audition de M. Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à l'Université Paris 1.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, du déplacement de la délégation à Copenhague les 13 et 14 décembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

Échanges sur le programme de la prochaine journée des entreprises.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement en Turquie du 25 au 28 novembre 2018 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Transports - Projet de loi d'orientation des mobilités : rapport d'information et observations de M. Benoît Huré.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Situation au Venezuela et ses conséquences internationales - Audition conjointe de Mme Paula Vasquez, chargée de recherche au CNRS et de M. Frédéric Doré, directeur des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen en présence de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réforme du cadre européen applicable aux entreprises d'investissement : avis politique de MM. Claude Raynal et Jean-François Rapin.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Relations transatlantiques et architecture de sécurité en Europe, à l'occasion des 70 ans de l'OTAN - Audition conjointe de Mme Alice Guitton, directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS - ministère des armées) et M. Nicolas Roche, directeur de la Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement (DAS - ministère de l'Europe et des affaires étrangères).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exportations d'armement - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Présentation de la directive du 17 avril 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : communication de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire

transfrontalière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Arménie portant application de l'accord signé à Bruxelles le 19 avril 2013 entre l'Union européenne et la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Cadrage du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Recherche - Politique spatiale : rapport d'information, proposition de résolution et avis politique de MM. André Gattolin et Jean-François Rapin.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Communication de Mme Nicole Durantou sur la troisième partie de session.

Environnement - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire - Rapport d'information et observations de M. Pierre Médevielle.

(*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. François Geleznikoff, directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA-DAM).

Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, président-directeur général de France Médias Monde.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Conférence interparlementaire sur les priorités de la politique étrangère de l'Union européenne pour le nouveau cycle institutionnel du 4 décembre 2019 : communication de Mme Gisèle Jourda.

Déplacement en Ukraine dans le cadre du suivi du Partenariat oriental, du 10 au 14 octobre 2019 : communication de Mme Gisèle Jourda.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 708 rectifié bis et n° 933** (*Interdiction de fabrication sur le territoire français de produits destinés à être commercialisés dans des pays situés hors de l'Union européenne où leur utilisation est autorisée - Abrogation*) : p. 492 - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 225-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises*) : p. 502

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Question préalable** : p. 3855 - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3870 p. 3878

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5066 p. 5081

- **Suite de la discussion** (4 avril 2019) - **Article 3** (*Transfert au département d'Alsace des routes nationales et autoroutes non concédées*) : p. 5190 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter** (*Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental*) : p. 5196 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5213

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des**

chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)] - (11 avril 2019) - **Article 3** (*art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité*) : p. 5617

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5934

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9263

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 567 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9514 p. 9515

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9699 p. 9700

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12231

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Elus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13222

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13575

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p. 15836

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 1er** (*art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations*) : p. 21808

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
RDSE-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 17 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Adapter la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050 : urgence déclarée [n° 511 (2018-2019)] (16 mai 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Guillaume Benoît, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Eoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Désignation d'un rapporteur et examen de la proposition de résolution.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol) : Audition de M. Éric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

(commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol) : Audition de MM. Éric Herbet, président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin, Alain Lucas, vice-président de la communauté Bray-Eawy, et Christian Roussel, président de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle.

Audition de MM. Yvon Robert, maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie, Cyrille Moreau, vice-président chargé de l'environnement, et Frédéric Althabe, directeur général des services.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Programmes 113, 159, 174, 181 et 217 et Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Programme 190 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 10

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires) : p. 2592

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3178 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3198 p. 3200 p. 3207 - **Rapport annexé** : p. 3214 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3231 p. 3232

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3273 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 108** (Secteur des transports - État des lieux des exonérations fiscales - Rapport au Parlement) : p. 3286 - **Articles additionnels après l'article 1er A - Amendements n° 495 rectifié bis et n° 866 rectifié ter** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Ouverture de la gouvernance aux associations de protection de l'environnement) : p. 3288 p. 3290 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 127** (Taxe d'aménagement du territoire pour les poids lourds - Augmentation) : p. 3294 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création) : p. 3299

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3372 p. 3381 - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3412 p. 3413

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées) : p. 3505 - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3551 - **Article additionnel avant l'article 21 - Amendements n° 800 rectifié, n° 162 rectifié, n° 663 rectifié bis, n° 343 rectifié et n° 873 rectifié** (Objectifs de mobilité propre - Fixation) : p. 3555 p. 3556 - **Article additionnel avant l'article 21 - Amendements n° 7 rectifié ter, n° 8 rectifié ter, n° 10 rectifié ter et n° 9 rectifié ter** (Servitude de marchepied - Restrictions) : p. 3559 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié** (Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité) : p. 3562 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3570 p. 3571 p. 3572 p. 3574 p. 3575 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 359 et n° 485 rectifié** (Installation d'équipements vélos dans les copropriétés - Majorité simple pour les décisions) : p. 3586 p. 3587 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 497 rectifié bis et n° 701 rectifié bis** (Code de la voirie routière - Définition des véloroutes) : p. 3589

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 393 rectifié** (Véhicule électrique - Dispositif mobile de stockage d'électricité) : p. 3607 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 336 rectifié ter, n° 498 rectifié bis et n° 821 rectifié bis** (Gaz naturel pour véhicules (GNV) - Extension aux véhicules légers) : p. 3611 p. 3612 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 489 rectifié et n° 490 rectifié bis** (Verdissement des flottes d'entreprises) : p. 3619 p. 3620 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 877 rectifié bis, n° 883 rectifié bis, n° 487 rectifié, n° 486 rectifié et n° 488 rectifié** (Verdissement des flottes de loueurs, taxis ou VTC) : p. 3621 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié bis et n° 434 rectifié bis** (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement) : p. 3626 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et

L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3651 p. 3652 p. 3654

- Suite de la discussion (28 mars 2019) - Article 37 (quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental) : p. 3733 - Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 268 rectifié ter (Navires de croisière - Taxe de séjour) : p. 3738 - Article additionnel après l'article 37 - Amendements n° 55 rectifié septies, n° 711 rectifié bis et n° 729 rectifié quater (Transition énergétique des navires) : p. 3740 - Article 46 (art. L. 2122-2 du code des transports - Exclusion de certaines portions du réseau ferroviaire du champ d'application des règles de gestion des installations de service) : p. 3796 - Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 674 rectifié (Fermeture d'une section de ligne à la circulation publique - Consultation des régions) : p. 3804

- Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)] - (10 avril 2019) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019) : p. 5454 - Article 1er (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5501 p. 5503 p. 5504 p. 5508 p. 5510 p. 5512 p. 5517 p. 5519 p. 5520 p. 5521 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 181 rectifié (Comité départemental de la biodiversité - Création) : p. 5527 p. 5528

- Suite de la discussion (11 avril 2019) - Article 2 (art. L. 172-2, L. 172-4, L. 172-11, L. 172-12, L. 172-13 et L. 172-16-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 330-2 du code de la route - Renforcement des pouvoirs de police des inspecteurs de l'environnement) : p. 5552 p. 5556 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié bis (Réserve civile de l'environnement - Création) : p. 5558 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 182 rectifié (Promotion de la non-respect des textes relatifs à la biodiversité - Pénalisation) : p. 5560 - Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 90 et n° 145 (Inspecteurs de l'environnement - Pouvoirs d'enquête) : p. 5565 - Article 3 (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5584 p. 5586 p. 5605 p. 5610 p. 5613 p. 5614 p. 5621 p. 5626 - Article 3 ter (nouveau) (art. L. 424-4 du code de l'environnement - Modes de chasse consacrés par des usages traditionnels) : p. 5631 p. 5632 p. 5633 - Article 3 quater (nouveau) (art. L. 332-8 du code de l'environnement - Gestionnaires des réserves naturelles) : p. 5633 - Article 8 (art. L. 110-3, L. 131-15, L. 132-1, L. 134-1, L. 172-1, L. 213-9-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3, L. 213-10-8, L. 331-8-1, L. 334-4, L. 334-5, L. 334-7, L. 371-3, L. 412-8, L. 437-1, section 2 du chapitre 1er du titre II du livre IV, art. L. 420-4, L. 422-27, L. 423-5, L. 423-6, L. 423-9, L. 423-11, L. 423-18, L. 423-27, L. 425-14, L. 426-5 du code de l'environnement, art. L. 1431-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1519 C et section X du chapitre III du titre III et article 1635 bis N du code général des impôts, art. L. 205-1, L. 205-2, L. 221-5, du code rural et de la pêche maritime, art. L. 317-1 du code de la sécurité intérieure, art. 1248 du code civil, loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 - Coordinations et mises en cohérence) : p. 5637 - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 178 rectifié (Contraventions en matière de formation et conseil à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques - Habilitation police) : p. 5641 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 5642

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)] - (10 avril 2019) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019).

- Question d'actualité au Gouvernement sur la loi biodiversité et les espèces protégées - (7 mai 2019) : p. 6180 p. 6181

- Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)] - (15 mai 2019) - Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis (Éducation à la nature et au développement durable) : p. 6437 p. 6440 - Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis (Mixité sociale - Établissements privés sous contrat) : p. 6445

- Suite de la discussion (16 mai 2019) - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 67 rectifié bis et n° 377 rectifié (Langues et cultures régionales - Socle commun de connaissances - Intégration) : p. 6605 p. 6606 p. 6607 - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 69 rectifié ter et n° 372 rectifié (Enseignement bilingue - Mise en œuvre) : p. 6608 p. 6609

- Suite de la discussion (17 mai 2019) - Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 373 rectifié (Scolarisation en classe bilingue publique hors commune - Prise en charge du forfait scolaire par la commune de résidence) : p. 6644 - Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 375 rectifié bis et 196 rectifié bis (Examens, thèses et mémoires - Utilisation possible des langues régionales) : p. 6645 p. 6646 - Article 6 ter A (nouveau) (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Participation financière d'une commune dont des enfants sont scolarisés dans une école privée sous contrat d'une autre commune dispensant un enseignement de langue régionale) : p. 6647 - Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 464 rectifié (Défis du changement climatique - Adaptation des bâtiments scolaires) : p. 6737 p. 6738

- Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019) : p. 11312 p. 11314

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019).

- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - Discussion générale : p. 11341 p. 11342 - Article 1er (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11374 p. 11375 p. 11376 p. 11377 p. 11378

- Suite de la discussion (17 juillet 2019) : p. 11408 p. 11409 p. 11410 - Article 1er bis A (art. L. 100-1 A [nouveau], 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie) : p. 11420 p. 11425 p. 11428 p. 11429 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 89 rectifié (Part du nucléaire - Réduction progressive) : p. 11434 p. 11435 - Article 1er quater (art. L. 311-5-7 [nouveau] du code de l'énergie - Élargissement du champ et publicité du plan stratégique d'EDF) : p. 11437 - Article 1er sexies (art. L. 222-

I B du code de l'environnement - Création d'un indicateur portant sur « l'empreinte carbone » : p. 11441 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11445 p. 11451 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11462 p. 11466 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 20 rectifié bis, n° 146 rectifié et n° 391 rectifié** (Dispositifs publicitaires numériques - Interdiction) : p. 11474 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 91 rectifié** (Dispositif publicitaire numérique - Interdiction par arrêté - Compétences du maire ou du préfet) : p. 11475 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 147 et n° 276** (Extinction des publicités lumineuses la nuit) : p. 11476 p. 11477 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 292, n° 366 rectifié et n° 402 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - Eclairages intérieurs nocturnes - Limitations) : p. 11477 p. 11478 - **Article 3 bis C** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive) : p. 11480 - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 365 rectifié** (Diagnostic de performance énergétique - Confort thermique - Inclusion) : p. 11483 - **Article 3 bis** (art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent) : p. 11485 p. 11486 p. 11490 p. 11493

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article 3 ter** (art. 18 et 23-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Conditionnement de la révision des loyers en zone tendue et de la contribution des locataires aux travaux d'économies d'énergie) : p. 11510 p. 11511 p. 11512 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 293, n° 367 rectifié et n° 403 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - installations de chauffage - Sobriété énergétique en dehors des heures d'activité) : p. 11513 - **Article 3 quater (nouveau)** (art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Conditionnement de la participation des locataires de logements sociaux aux travaux d'économie d'énergie) : p. 11517 - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11520 p. 11521 p. 11525 - **Article 3 undecies (supprimé)** (art. L. 229-25 du code de l'environnement - Modification du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)) : p. 11533 p. 11534 - **Article 3 duodécies (supprimé)** (art. L. 310-1-1-3 [nouveau] et L. 385-7-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 511-4-3 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau], L. 533-22-1 et L. 533-22-4 du code monétaire et financier, art. L. 114-46-3 [nouveau], L. 931-3-8 [nouveau] et L. 942-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'obligation de publication d'informations extra-financières applicable aux investisseurs) : p. 11535 p. 11538 p. 11539 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 141 rectifié** (Impact environnemental et sanitaire du stationnement en port des navires de croisière - Rapport au Parlement) : p. 11560 - **Article 4** (art. L. 122-1 et L. 122-3-4 du code de l'environnement - Réforme de l'autorité environnementale) : p. 11564 p. 11565 p. 11566 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 10 rectifié ter, n° 167, n° 286, n° 370 rectifié et n° 381 rectifié bis** (Dispositif des certificats d'énergie - Information des consommateurs de l'existence du service public) : p. 11578 - **Article 6 bis A** (art. L. 211-3-2 [nouveau] et L. 315-1 à L. 315-7 du code de l'énergie - Modification de dispositions relatives à l'autoconsommation et introduction de la notion de « communautés d'énergie renouvelable ») : p. 11587 p. 11588 p. 11589 p. 11590 p. 11591 p. 11592 p. 11593 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendements n° 46 rectifié, n° 101 rectifié, 211 rectifié bis et n° 404** (Organismes HLM - Projets d'autoconsommation collective) : p. 11594 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendement n° 490** (Sociétés de production d'énergies renouvelables - Communes limitrophes du site de production - Possibilité d'acquisition d'actions) : p. 11596 - **Article 6 ter** (art. L. 111-16 du code de l'urbanisme - Facilitation de

l'installation de dispositifs d'énergie renouvelable sur les ombrières des aires de stationnement) : p. 11599 p. 11600 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendements n° 47 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 320 rectifié** (Electricité produite à partir de sources renouvelables - Rémunération liée aux garanties d'origine - Déduction des montants d'aides) : p. 11612 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 13 rectifié ter, n° 107 rectifié bis et n° 420** (Réseau de gaz - Réseau de chaleur - Non-concurrence) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 55 rectifié bis et n° 372 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Schémas directeurs des réseaux de chaleur ou de froid - Prise en compte) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 314 rectifié quinquies et n° 431** (Réseaux de chaleur vertueux - Classement - Systématisation) : p. 11619 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendement n° 515** (Nouvelle-Calédonie - Communes - Sociétés de production d'énergie renouvelable - Prise de participations - Autorisation) : p. 11620 - **Article 8** (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11627 p. 11629 - **Article 13** (Texte non modifié par la commission) (Rapport du Gouvernement sur la contribution des plans climat-air-énergie et des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires aux politiques de transition écologique et énergétique) : p. 11649 p. 11650 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11652

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 167 rectifié bis** (Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement) : p. 12425 - **Article 1er** (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits) : p. 12440 p. 12443 - **Article 2** (Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques) : p. 12446 - **Article 4** (Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire) : p. 12458 p. 12459

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 4 bis (nouveau)** (Reconnaissance de la sensibilisation aux enjeux de l'économie circulaire, parmi les objectifs de l'éducation à l'environnement dès l'école primaire - Enseignement aux techniques de réparation dans les formations technologiques et professionnelles) : p. 12494 - **Article 5** (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires) : p. 12516 p. 12519

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12581

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12647 p. 12649 p. 12655 p. 12662 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 538 rectifié** (Produits non déconsignés - Traitement - Collectivités territoriales - Garantie de recette) : p. 12663 p. 12664

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12799 p. 12811

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14695

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendements n° I-364 rectifié bis, n° I-414 rectifié ter, n° I-483 rectifié ter, n° I-493 rectifié et n° I-1061 (Bois énergie de qualité, labellisé - Taux de TVA réduit) :** p. 16009 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1157 rectifié (« Bois-bûche » - Taux réduit de TVA) :** p. 16010 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendements n° I-368 rectifié bis, n° I-431 rectifié, n° I-711 rectifié et n° I-1158 rectifié bis (Réseaux de froid renouvelable - Taux de TVA réduit) :** p. 16011 p. 16012 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendements n° I-281 rectifié, n° I-597 et n° I-811 rectifié bis (Transports publics collectifs de personnes - Taux réduit de TVA) :** p. 16014 p. 16015

Seconde partie :

DARCOS (Laure)
sénatrice (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019 ; nouvelle nomination le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une école de la confiance (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (17 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre le 13 février 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16834

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16855 p. 16867 p. 16869 p. 16870 p. 16871

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 145 tome 5 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Audition de M. Stéphane Bern sur le bilan de la mission sur le patrimoine confiée par le Président de la République.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Guillaume Poitrinal, président de la Fondation du patrimoine.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Décision rendue par le Défenseur des droits sur le fonctionnement de Parcoursup - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'une note scientifique sur les accélérateurs de particules.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Bariza Khiari, vice-présidente du Conseil de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (ALIPH).

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Fabienne Servan-Schreiber, présidente, et Anne-Sarah Kertudo, directrice, de l'association Droit Pluriel.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Intelligence artificielle et données de santé - Examen des conclusions de l'audition publique.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport présentant le bilan des douze premières notes scientifiques de l'Office (Gérard Longuet, sénateur, et Cédric Villani, député, rapporteurs).

Examen d'une première note scientifique sur les technologies quantiques (Cédric Villani, député, rapporteur).

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, pour une école de la confiance - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Sciences et technologies en appui de la restauration de Notre-Dame de Paris - Tables rondes.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restauration et

conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une école de la confiance.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enjeux du prochain G7 : quelle dynamique mondiale en faveur de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes et des filles ?.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du lundi 8 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, après engagement de la procédure accélérée, pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des finances*) : Pilotage et financement des très grandes infrastructures de recherche - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État au numérique.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Mission d'information sur les nouveaux territoires de l'éducation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences conjugales avec des représentants des cultes et des courants philosophiques.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les conclusions du Grenelle de lutte contre les violences conjugales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup » - (16 janvier 2019) : p. 81

- **Question orale sans débat sur la réforme du statut des élus locaux** - (22 janvier 2019) : p. 148 p. 149

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (31 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 27 septies - Amendement n° 858 rectifié** (*Fonds propres des entreprises - Renforcement*) : p. 715

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 43** (*art. 1er, art. 1-1, 2-1 et 2-2 [nouveaux], art. 3 de l'ordonnance n° 2016-1057 du 3 août 2016 relative à l'expérimentation de véhicules à délégation de conduite sur les voies publiques ; art. 37 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Expérimentation des véhicules autonomes*) : p. 772 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 901 rectifié** (*La Française des Jeux - Fiscalité - Modification*) : p. 839

- **Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli [n° 307 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2653

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2994 p. 2995

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 4** (*art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3416 p. 3419 - **Article 5** (*art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3427 p. 3431 p. 3432 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 215 rectifié ter** (*Trains express régionaux (TER) - Augmentation de leur nombre*) : p. 3445 - **Article 11** (*art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales*) : p. 3475 p. 3476 - **Articles additionnels après l'article 12 - Amendement n° 56 rectifié** (*Expérimentations de véhicules autonomes - Facilitation*) : p. 3481 - **Article 13** : p. 3485

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 38 - amendement n° 440 rectifié bis** (*Taxe Grand Paris - Modulation*) : p. 3755 - **Article 39** (*art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 3111-16-1 [nouveau] du code des transports et art. L. 3316-1 à L. 3316-3 [nouveaux] du chapitre VI [nouveau] du titre unique du livre III de la troisième partie code des transports - Volet social de l'ouverture à la concurrence des réseaux de transport public urbain par autobus de la Régie autonome des transports parisiens*) : p. 3769 p. 3770 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 124 rectifié** (*Nouvelles infrastructures autoroutières - Concessions - Interdiction*) : p. 3776 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 228 rectifié bis** (*EPIC de tête SNCF - Mission accessibilité - Rétablissement*) : p. 3799 p. 3800

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la protection maternelle et infantile** - (14 mai 2019) : p. 6320

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 109 rectifié** (*Dates officielles de la rentrée et des vacances scolaires - Non respect - Sanctions*) : p. 6450 - **Article 3 bis** (*art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans*) : p. 6485

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 5** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille*) : p. 6551 p. 6552 p. 6553 p. 6555 - **Article 5 bis - Texte non modifié par la commission** (*art. L. 131-9 du code de l'éducation - Faculté, pour le maire, de saisir le procureur de la République en cas d'infraction aux règles encadrant l'obligation scolaire*) : p. 6561 p. 6562 - **Article 5 quinquies** (*art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive*) : p. 6564 p. 6581 p. 6582

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 ter A (nouveau)** (*art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Participation financière d'une commune dont des enfants sont scolarisés dans une école privée sous contrat d'une autre commune dispensant un enseignement de langue régionale*) : p. 6646 p. 6648 - **Article 6 quater (supprimé)** (*art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux*) : p. 6657 p. 6666

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Article 1er** (*Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse*) : p. 7371 p. 7374 p. 7382

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 2** (*Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7493 - **Article 3** (*Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7501 - **Article 4** (*Possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de participer à la souscription*) : p. 7506 p. 7507 - **Article 8** (*Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier*) : p. 7523 p. 7526 p. 7527

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7624

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie*) : p. 7719

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 76 rectifié quater** (*Fonction publique territoriale - Tableau d'avancement - Taille de la collectivité - Absence de corrélation*) : p. 9588 p. 9589

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Formation des agents publics aux fonctions de management*) : p. 9827 p. 9828

- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10845

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er** (*Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale*) : p. 10966

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12381

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 2** (*Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques*) : p. 12445 p. 12447 p. 12448 - **Article 3** (*Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri*) : p. 12454

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12646 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12679 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12704 p. 12705 p. 12706

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12762 p. 12764 p. 12765 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 6 rectifié** (*Micro plastiques - Ajout intentionnel - Interdiction*) : p. 12783 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 396 rectifié** (*Micro plastiques - Ajout intentionnel - Interdiction*) : p. 12784 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 150 rectifié bis** (*Lingettes domestiques non corporelles - Interdiction*) : p. 12785 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 5 rectifié** (*Granulés de*

plastiques industriels - Pertes et fuites - Limitation) : p. 12788 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Compostage des boues d'épuration*) : p. 12793 p. 12794 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 256 rectifié ter** (*Lutte contre les dépôts sauvages de déchets*) : p. 12800 - **Article 12 A (nouveau)** (*Faculté de transfert des pouvoirs du maire aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de lutte contre les dépôts sauvages*) : p. 12807 - **Article 12 L (nouveau)** (*Faculté du préfet de déroger aux plans de prévention et de gestion des déchets pour l'instruction des autorisations ICPE dans les domaines du traitement et de l'élimination des déchets*) : p. 12819 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12836

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 7** (*art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal*) : p. 13097

- **Question orale sans débat relatif à la souveraineté de la France sur le Tombeau des rois à Jérusalem** - (15 octobre 2019) : p. 13132

- **Question orale sans débat sur la mission de secours aux personnes des sapeurs-pompiers** - (15 octobre 2019) : p. 13134 p. 13135

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 19 rectifié** (*Lutte contre les dépôts sauvages de déchets - Maires et adjoints agissant en qualité d'officier de police judiciaire - Immobilisation et mise en fourrière d'un véhicule de transport des déchets - Autorisation*) : p. 13309

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 18** (*art. L. 1111-10 et L. 3232-1-2, art. L. 3231-2 et L. 3231-3 [rétablis] du code général des collectivités territoriales - Compétences économiques des départements*) : p. 13378 p. 13380 - **Article 20 bis (nouveau)** (*art. L. 1121-1 et L. 1121-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 132-14 et L. 143-21 du code de l'urbanisme - Conférence de dialogue entre les collectivités territoriales et l'Etat*) : p. 13411 - **Article 31** (*art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 613-5 du code de l'éducation - Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les dispositifs de formation des élus locaux - Participation du CNFPT à la formation des élus locaux - Validation des acquis de l'expérience*) : p. 13479

- **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14507

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14908 - **Article 1er** (*art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge*) : p. 14922 - **Article 2** (*art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection*) : p. 14925 p. 14926 p. 14929 p. 14930 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié ter** (*Conjoint violent - Droit de visite encadré - Lieu protégé*) : p. 14946 p. 14947

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24 rectifié** (*Loueurs de meublés - Régime de cotisation - Loueurs de biens meubles - Alignement*) : p. 15316 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 25 rectifié** (*Plateformes de location - Transmission des informations aux URSSAF - Fluidification*) : p. 15317

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (20 novembre 2019) : p. 15878 p. 15879

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17117

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) : p. 17126 - **État B** : p. 17151

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendements n° II-42 rectifié, n° II-537 rectifié et n° II-544 (Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Mise en place - Bilan - Rapport au Parlement)** : p. 17866 p. 17866

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (5 décembre 2019) : p. 17969

Justice

- (5 décembre 2019) - **État B** : p. 17990

Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 B - Amendement n° II-554 rectifié bis (Organismes de logement social - Cessions de biens immobiliers à leur profit - Impôts sur les plus-values - Particuliers - Exonération - Élargissement)** : p. 18059 - **Article additionnel après l'article 47 B - Amendement n° II-558 rectifié bis (Organismes HLM - Associations agréées d'intermédiation locative volontaire - Intervention dans le parc privé - Développement)** : p. 18060 p. 18061 - **Article additionnel après l'article 47 B - Amendement n° II-560 rectifié bis (Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) - Périmètre d'activité - Avis du Conseil national de l'habitat)** : p. 18061

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-122 rectifié bis (Biens loués par bail à long terme - Baux cessibles - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) - Exonération partielle)** : p. 18067 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-52 rectifié bis (Maisons de santé pluri-professionnelles - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération)** : p. 18081 p. 18082 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-413 rectifié quater et n° II-732 rectifié bis (Départements - Autonomie financière - Garantie)** : p. 18086 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié (Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation)** : p. 18088 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-94 rectifié ter (Accord de télétravail - Versement transport - Exonération**

partielle) : p. 18090 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-436 rectifié quater (Taxe affectée à la filière française du cuir - Taux - Modalités de révision)** : p. 18099 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendements n° II-557 rectifié quater et n° II-950 rectifié (Accession à la propriété - Ménages modestes - Droits d'enregistrement - Exonération)** : p. 18117 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendement n° II-1136 rectifié bis (Parcs photovoltaïques - Fiscalité)** : p. 18125 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-1167 rectifié et n° II-1185 rectifié bis (Parcs photovoltaïques - Fiscalité)** : p. 18126 - **Article additionnel après l'article 48 sexdecies - Amendement n° II-117 rectifié bis ("Serrage des récoltes" - Définition)** : p. 18132 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° II-818 rectifié, n° II-911 rectifié bis et n° II-961 rectifié (Développement de produits de biocontrôle - Crédit d'impôt recherche - Doublement)** : p. 18146 - **Article 50 (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat)** : p. 18152 p. 18154 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° II-784 rectifié bis et n° II-1068 rectifié (Dons en faveur des formations musicales de Radio France - Réduction d'impôt)** : p. 18158 - **Article additionnel après l'article 50 nonies - Amendement n° II-434 rectifié ter (Théâtres - Crédit d'impôt spectacles vivants - Extension)** : p. 18180 - **Article additionnel après l'article 50 nonies - Amendements n° II-435 rectifié ter, n° II-576 et n° II-608 rectifié bis (Spectacles d'humour - Variétés - Crédit d'impôt pour le spectacle vivant musical (CISV) - Réintégration)** : p. 18181

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 57 (Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme)** : p. 18249 p. 18250 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° II-555 rectifié bis (Accession à la propriété très sociale - Abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties - Augmentation)** : p. 18254 - **Article 58 quater (nouveau) (art. 150-0 D et 199 terdecies-0 AB [nouveau] du code général des impôts et art. 3332-17-1 du code du travail - Création d'une réduction d'impôt pour les investissements au sein des foncières solidaires chargées d'un service économique d'intérêt général dans le domaine du logement)** : p. 18262 - **Article 61 (Unification des modalités de déclaration et de recouvrement de certaines impositions indirectes et amendes)** : p. 18304 - **Article additionnel après l'article 61 quater - Amendement n° II-93 rectifié bis (Politique de gratuité totale des transports en commun - Diminution du taux du versement transport)** : p. 18314 - **Article 72 sexies (nouveau) (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP)** : p. 18366

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 6 bis AA (nouveau) (Obligations de transparence à la charge des régies publicitaires)** : p. 21840 p. 21841

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'administration numérique et l'illectronisme** - (22 janvier 2019) : p. 197 p. 198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (26 mars 2019) : p. 3525

DARMANIN (Gérald)
ministre de l'action et des comptes
publics

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5490 p. 5491 p. 5495 p. 5496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des trésoreries** - (7 mai 2019) : p. 6175

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7658 p. 7660 p. 7661 p. 7662 p. 7663 p. 7664 p. 7665 p. 7666 p. 7667 p. 7668 p. 7669 p. 7670 p. 7671

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11169 p. 11171 p. 11172 p. 11177 p. 11184 p. 11186 p. 11187

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit budgétaire et la dette** - (18 juillet 2019) : p. 11553 p. 11554

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des trésoreries et la proximité des services publics** - (9 octobre 2019) : p. 12928

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15933 p. 15935 p. 15936 - **Question préalable** : p. 15941 p. 15942

Discussion générale :

: p. 15946 p. 15953 p. 15954 p. 15955 p. 15958 p. 15959 p. 15960 p. 15963 p. 15964 - **Article liminaire (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2020, prévisions d'exécution 2019 et exécution 2018)** : p. 15965

Première partie :

- (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019) : p. 16131 p. 16132 p. 16133 p. 16134 p. 16136 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1016 (« Niches fiscales » - Plafonnement)** : p. 16146 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-357 rectifié (Crédits et réductions d'impôts - Prélèvement à la source - Modulation à la baisse)** : p. 16148 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservés) - Amendement n° I-1119 rectifié (Français établis hors de France - Dividendes - Prélèvement à la source - Abrogation)** : p. 16152 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1212 (Lutte contre les opérations d'arbitrage de dividendes)** : p. 16153 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1018 (ISF - Rétablissement)** : p. 16189 p. 16190 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-745 et n° I-1015 (Prélèvement forfaitaire unique (« flat tax ») - Suppression)** : p. 16192 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservés) - Amendement n° I-161 rectifié bis (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Indexation des tranches)** : p. 16193 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-692 rectifié, n° I-1211 et n° I-820 rectifié bis (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Règle de « de minimis » - Instauration)** : p. 16194 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1210 (Activité opérationnelle - Caractère prépondérant - Application de l'IFI)** : p. 16195 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-487 rectifié ter (IFI - Assiette - Actifs immobiliers - Exclusion - Conditions)** : p. 16196 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-358**

rectifié bis (IFI - Biens professionnels - Exonération) : p. 16199 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-573 rectifié bis (IFI - Terrains en zone non constructible - Exonération partielle)** : p. 16200 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-61 (Donations - Petits-enfants - Abattement - Hausse)** : p. 16243 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1073 rectifié (Assurance-vie - Transmission en exonération totale - Limitation)** : p. 16243 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservés) - Amendement n° I-541 rectifié bis (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Élargissement)** : p. 16243 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-543 rectifié bis et n° I-1079 rectifié (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation)** : p. 16244 - **Article 3 (précédemment réservé) (art. 4 B du code général des impôts - Domiciliation fiscale en France des dirigeants des grandes entreprises françaises)** : p. 16245 p. 16246 p. 16247 p. 16248 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1112 (« Fonds de pérennité » - Traitement fiscal)** : p. 16248 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-622 rectifié bis, n° I-776 rectifié et n° I-1171 (Cessions de biens immobiliers au profit d'organismes de logement social - Exonération fiscale - Élargissement)** : p. 16249 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-621 rectifié bis et n° I-775 rectifié (Cession d'immobilier - Organisme de foncier solidaire (OFS) - Exonération fiscale)** : p. 16250 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-40 rectifié et n° I-240 rectifié (Vente à un établissement public foncier (EPF) - Plus-values - Exonération)** : p. 16251 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° I-586 rectifié ter (Régime spécial des impatriés)** : p. 16251 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-537 rectifié et n° I-1100 (« Exit tax » - Rétablissement)** : p. 16252 p. 16253 - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendements n° I-46 rectifié bis, n° I-227 et n° I-324 rectifié bis (Exploitations agricoles et viticoles familiales - Donations - Successions - Fiscalité - Allègement)** : p. 16258

- **Organisation des travaux** - (25 novembre 2019) : p. 16369

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article 21 (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane)** : p. 16371 p. 16377 p. 16379 p. 16380 p. 16381 p. 16382 p. 16385 p. 16386 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-107 et n° I-257 rectifié (Exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties pour la construction de logements sociaux - Compensation intégrale pour les communes)** : p. 16388 p. 16390 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-312 rectifié bis (Prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Rectification en cas de baisse significative des bases d'imposition)** : p. 16391 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-345 rectifié (Dotations autonomes pour l'exercice des charges d'état civil - Création)** : p. 16392 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-447 rectifié bis (Adoption de l'instruction obligatoire à 3 ans - Compensation des dépenses supplémentaires des communes)** : p. 16393 - **Article 22 (art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ; art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 ; art. 40 et 140 de la loi n° 2013-1278 du 29**

décembre 2013 pour 2014 ; art. 29 et 123 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) : p. 16397 p. 16398 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-615 rectifié bis** (Travaux de défense extérieure contre l'incendie - Compensation par le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) l'année même de leur réalisation) : p. 16399 - **Article 23** (art. L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État (PSR) à destination de la Polynésie française) : p. 16400 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-720 rectifié** (Dotation de compensation de la prise en charge par les communes de la sécurité lors de festivals - Création) : p. 16401 - **Article 24** (art. L. 6211-3 du code du travail - Dispositif d'accompagnement financier des régions au titre de la réforme de l'apprentissage) : p. 16403 - **Article 25** (Recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) et du revenu de solidarité (RSO) à La Réunion et du RSO en Guyane) : p. 16414 p. 16415 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-865 rectifié bis, n° I-866 rectifié bis, n° I-397 rectifié, n° I-398 rectifié, n° I-390 rectifié, n° I-392 rectifié, n° I-391 rectifié et n° I-393 rectifié** (Outre-mer - Parc social - Travaux - Élargissement du champ du crédit d'impôt) : p. 16422

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-454 rectifié bis** (Carte accordée par nécessité de service - Caractérisation comme outil professionnel - Clarification) : p. 18216 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-972** (Chèques vacances - Généralisation à tous les salariés) : p. 18216 - **Article 52** (Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH)

et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels) : p. 18221 p. 18223 p. 18224 p. 18226 p. 18227 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-1150 rectifié** (Évaluation des bases des locaux professionnels - Avis des commissions communales et intercommunales des impôts directs (CCID et CIID) - Réintroduction) : p. 18228 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1024 rectifié** (Produit de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) aux régions - Affectation) : p. 18236 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1186 rectifié** (Article L.64 du Livre des procédures fiscales (LPF) sur la procédure de l'abus de droit - Abrogation) : p. 18237 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-340 rectifié** (État des lieux complet des relations fiscales entre la France et le Luxembourg - Rapport au Parlement) : p. 18237 - **Article 55** (art. 1740 D [nouveau] du code général des impôts et art. L. 16 C et L. 228 du livre des procédures fiscales - Publication de la liste des plateformes qui ne coopèrent pas avec l'administration fiscale) : p. 18238 - **Article 55 ter (nouveau)** (art. L. 166 AA [nouveau] du livre des procédures fiscales - Transmission de l'éligibilité fiscale de l'épargnant au livret d'épargne populaire par l'administration fiscale sur demande des établissements bancaires) : p. 18239 - **Article additionnel après l'article 55 ter - Amendement n° II-679** (Cadre budgétaire et comptable des caisses de crédit municipal (CCM) - Simplification) : p. 18240 - **Article 56** (Mise en œuvre de la facturation électronique dans les relations interentreprises - Rapport au Parlement) : p. 18240 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-1196** (Plateformes de commerce en ligne - Prélèvement de la TVA à la source par le compteur - Autorisation) : p. 18242 - **Article 57** (Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme) : p. 18244 p. 18245 p. 18246 p. 18247 p. 18248 p. 18249 p. 18250 p. 18251 p. 18252 p. 18253 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-977 rectifié** (Prélèvement à la source - Élargissement du dispositif à d'autres impositions - Rapport au Parlement) : p. 18253

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Premier vice-président, chargé de la simplification des normes de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 199 (2018-2019)] portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 292 (2018-2019)] (6 février 2019) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 483 (2018-2019)] (7 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 305 (2018-2019)] créant un statut de l'élu communal [n° 533 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes [n° 560 (2018-2019)] (11 juin 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)] (11 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 666 (2018-2019)] relative à la Polynésie française [n° 680 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 677 (2018-2019)] - Rapport [n° 12 tome 1 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 677 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 12 tome 2 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 203 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement, sur l'application du principe « 2 normes retirées pour 1 norme créée ».

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Nicolas Portier, délégué général de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), portant notamment sur les résultats de l'enquête nationale de l'association relative à la gouvernance politique des communautés.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur la politique de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Audition de MM. Michel Badré et Dominique Gillier, membres du Conseil économique social et environnemental, auteurs du rapport « Fractures et transitions : réconcilier la France ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Mathieu Darnaud « Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes ».

Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales) : p. 306 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 309 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 309

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** : p. 2408 - **Article 1er** (section 2 du titre 1er, art. 6-1 et 6-2 [nouveaux] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Reconnaissance de la contribution de la Polynésie française à la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense de la Nation) : p. 2419 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 9 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Dématérialisation de la procédure de consultation de l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2421 - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Dématérialisation de la procédure de consultation du gouvernement de la Polynésie française) : p. 2422 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 5 rectifié** (Polynésie française - Procédure d'amendes forfaitaires - Adaptation) : p. 2423 - **Article 4** (art. 30-1 et 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Création d'autorités administratives indépendantes par la Polynésie française dans tous ses domaines de compétence - Règles déontologiques, budgétaires et comptables applicables) : p. 2424 p. 2425 - **Article 5** (art. 30-2 [nouveau], 91, 111, 157-2, 157-3 et 172-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Sociétés publiques locales) : p. 2426 p. 2427 - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 91 et 171 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Compétences du conseil des ministres) : p. 2430 - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 126 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Conditions de prise en charge des frais de mission et de transport des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2431 - **Article 13 quater (nouveau)** (art. 137 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Statut des agents de l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2432 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 8 rectifié** (Délais de procédure - Réduction) : p. 2433 - **Article 18 (nouveau)** (art. 173-2 [nouveau] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Régime d'entrée en vigueur et contrôle de légalité des actes des autorités administratives indépendantes polynésiennes) : p. 2435

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 293 (2018-2019)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 294 (2018-2019)** - (13 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié bis** (Cessation des essais nucléaires - Reconversion de l'économie polynésienne - Accompagnement financier de l'État) : p. 2437 - **Article 1er** (art. L. 5842-22, L. 5842-26 et L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales, art. 134 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Compétence des communautés de communes et des communautés d'agglomération en Polynésie française) :

p. 2439 - **Article 3** (art. L. 5843-2 du code général des collectivités territoriales et art. 64 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Syndicats mixtes ouverts ne comprenant ni la Polynésie française ni l'un de ses établissements publics) : p. 2440 - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 1862-1 et L. 1862-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 23 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française - Participation des communes et de leurs groupements aux sociétés d'économie mixte créées par la Polynésie française) : p. 2441 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 3** (Polynésie française - Exploitation des aérodromes) : p. 2443 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 2 rectifié** (Polynésie française - Établissements publics - Libre placement des fonds - Rapport au Parlement) : p. 2443

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** - (19 février 2019) - **Explications de vote communes** : p. 2506

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires) : p. 2592

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3178 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3222 p. 3223 p. 3242 p. 3243

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3280 p. 3281

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 93 rectifié bis** (Réseaux routiers franciliens - Conditions d'ouverture à la concurrence) : p. 3749 - **Article 46** (art. L. 2122-2 du code des transports - Exclusion de certaines portions du réseau ferroviaire du champ d'application des règles de gestion des installations de service) : p. 3796 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 211 rectifié bis, n° 275 rectifié bis, n° 310 rectifié ter, n° 449 rectifié, n° 868 rectifié bis, n° 944 et n° 1002 rectifié bis** (Lignes d'intérêt local ou régional à faible trafic du réseau ferré national - Transfert de gestion) : p. 3798

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3872 p. 3876

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5492

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 422 rectifié** (Semaine de la citoyenneté - Introduction) : p. 6434

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 485 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2018-2019)** : p. 7332

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 484 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 485 (2018-2019)**.

- **Question orale sans débat sur les difficultés créées par la réforme du régime de la taxe de séjour** - (4 juin 2019) : p. 7792 p. 7793

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (6 juin 2019) - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8055 p. 8056

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9161 - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9175 p. 9176 p. 9177 p. 9180 p. 9182 p. 9183 p. 9184 p. 9185 - **Article 2** (art. L. 3142-79 et art. L. 3142-88-1 et L. 3142-88-2 [nouveaux] du code du travail - Disponibilité des candidats et des élus salariés ou agents publics) : p. 9187 p. 9188 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 63** (Communautés de communes - Conseillers communautaires - Temps nécessaire à l'exercice du mandat) : p. 9188 - **Article 3** (art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat) : p. 9190 p. 9191 p. 9192 p. 9193

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9325

- **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 598 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Question préalable** : p. 10679

- **Proposition de loi relative à la Polynésie française [n° 681 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12205 p. 12206

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12847 p. 12871 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12892 p. 12900 p. 12914

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12983 p. 12984 p. 12985 p. 12987 p. 12989 p. 12992

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13014 - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accords locaux de répartition des sièges au sein des conseils communautaires) : p. 13035 - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 5211-17-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 1636 B octies du code général des impôts - Transfert « à la carte » de compétences facultatives à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13057 p. 13059 - **Article 5 C (nouveau)** (art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales - Neutralité financière des restitutions de compétences) : p. 13062 - **Article 5 D (nouveau)** (art. L. 5211-41-3, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-16-2, L. 5216-5, L. 5216-7, L. 5812-1, L. 5814-1 et L. 5842-22 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la catégorie des compétences optionnelles dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération) : p. 13064 p. 13065 p. 13066 - **Article 5** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13069 p. 13071 p. 13072 p. 13073 -

Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 759 rectifié (Accès à l'eau potable - Gratuité) : p. 13075 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement s n° 725 rectifié quater et n° 955** (Tarification sociale de l'eau) : p. 13077 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 211 rectifié** (Communautés d'agglomération - Communautés urbaines - Communautés de communes - Caractère facultatif de certaines compétences) : p. 13078 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 213 rectifié** (Compétence relative aux cimetières) : p. 13078 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal) : p. 13091 p. 13093 p. 13094 p. 13096 p. 13097 p. 13098 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 681 rectifié bis** (Plans d'occupation des sols - Caducité - Report) : p. 13099 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 86 rectifié** (Permis de construire - Droit de timbre) : p. 13099 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 944 rectifié bis** (Opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain - Communes concernées - Avis conforme) : p. 13100 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 946 rectifié bis** (Communes du bassin parisien - Planification et structuration urbaine - Compétence) : p. 13100 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (Zone d'activité économique - Échelon communautaire - Compétence) : p. 13102 - **Article 7 quinques (nouveau)** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Conditions de majorité pour la définition de l'intérêt communautaire) : p. 13106 - **Article additionnel après l'article 7 quinques - Amendement n° 867 rectifié ter** (Règlements locaux de publicité) : p. 13107 - **Article additionnel après l'article 7 quinques - Amendement n° 282 rectifié ter** (Règlement local de publicité - Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Transfert de compétences) : p. 13108

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Mission prospective de la commission locale d'évaluation des charges transférées, CLECT) : p. 13203 - **Article additionnel après l'article 11 quinques - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13223 - **Article additionnel avant l'article 12 - Amendement n° 391 rectifié** (Action de l'État en matière de sécurité et de prévention de la délinquance dans la commune - Chef de circonscription de sécurité publique - Présentation annuelle au conseil municipal) : p. 13236 - **Article additionnel avant l'article 12 - Amendement n° 574 rectifié bis** (Maire - Rôle d'officier de police judiciaire - Renforcement) : p. 13236 - **Article additionnel avant l'article 12 - Amendement n° 596** (Lutte contre l'habitat indigne - Pouvoirs du maire - Renforcement) : p. 13237 - **Article 12** (art. L. 123-4 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation - Renforcement des prérogatives de police spéciale du maire pour les immeubles et installations à risques) : p. 13240 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 841 rectifié** (Lutte contre les décharges privées - Pouvoir de police du maire) : p. 13241 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 886 rectifié** (Obligations légales de débroussaillage (OLD) - Pouvoir du maire) : p. 13241 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 887 rectifié** (Petites communes rurales - Référent de sécurité - Généralisation) : p. 13242 - **Article 13** (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13243 p. 13245 p. 13247 p. 13248

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 581 rectifié** (Protection de l'environnement et des populations - Pouvoirs du maire - Renforcement) : p. 13291 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 561 rectifié** (Lutte contre les dépôts sauvages - Pouvoirs du maire - Accès aux images de vidéosurveillance) : p. 13292 - **Article 14** (art. L. 481-1, L. 481-

2 et L. 481-3 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mesures administratives renforçant l'application du droit de l'urbanisme) : p. 13293 p. 13294 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 686 rectifié** (Cessions de terrains à titre gratuit aux communes - Encadrement) : p. 13294 p. 13295 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 689 rectifié et n° 690 rectifié** (Travaux d'élagage - Pouvoirs du maire - Extension à toutes les voies) : p. 13296 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 546 rectifié** (Procédure de péril imminent - Établissement du procès-verbal définitif d'abandon - Réduction de délai) : p. 13296 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 634 rectifié bis** (Système de vidéo-protection - Mutualisation du personnel et de l'équipement des missions de vidéo-surveillance) : p. 13297 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 94 rectifié bis** (Défrichage d'une partie du territoire de la commune - Consultation du maire) : p. 13298 - **Article 15** (art. L. 2212-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Attribution au maire du pouvoir de dresser des amendes administratives) : p. 13300 p. 13302 p. 13303 p. 13304 p. 13305 p. 13306 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 93 rectifié, n° 611 rectifié, n° 703 rectifié et n° 741 rectifié** (Lutte contre l'affichage publicitaire sauvage - Sanction par une amende civile) : p. 13307 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 610 rectifié, n° 702 rectifié, n° 726 rectifié et n° 92 rectifié bis** (Publicités apposées sans accord du propriétaire - Arrêté de suppression ou de mise en conformité - Réduction de délai) : p. 13308 p. 13309 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 19 rectifié** (Lutte contre les dépôts sauvages de déchets - Maires et adjoints agissant en qualité d'officier de police judiciaire - Immobilisation et mise en fourrière d'un véhicule de transport des déchets - Autorisation) : p. 13309 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 727 rectifié ter, n° 729 rectifié ter et n° 728 rectifié ter** (Location non professionnelle - Limitation de durée fixée par la collectivité - Autorisation) : p. 13311 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 453 rectifié** (Lutte contre l'affichage électoral sauvage - Imputation des frais de nettoyage au candidat concerné) : p. 13312 p. 13313 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 883 rectifié** (Montant des contraventions pour dépôt sauvage - Reversement à la collectivité émettrice) : p. 13313 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 429** (Lutte contre les dépôts sauvages - Exécution d'office - Conditions de mise en œuvre) : p. 13314 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité) : p. 13315 p. 13317 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 306 rectifié bis, n° 306 rectifié ter et n° 777** (Domaine public fluvial - Partage de compétence entre le président de la collectivité territoriale et le représentant de l'État) : p. 13318 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 560 rectifié** (Arrêtés anti-pesticides pris par les maires - Autorisation) : p. 13319 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 843 rectifié** (Péril grave et imminent - Pouvoir de police du maire - Extension aux propriétés privées) : p. 13319 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 597 rectifié** (Identité des personnes résidant dans la commune et inscrites au fichier des personnes recherchées - Communication au maire) : p. 13320 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié** (Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police » - Alignement sur le droit commun des agents de police municipale) : p. 13320 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 691 rectifié** (Création de police municipale mutualisée entre des communes - Obligation de continuité territoriale - Assouplissement) : p. 13324 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 577 rectifié** (Extinction de l'éclairage public la nuit - Autorisation sans mise en cause possible de la responsabilité du maire) : p. 13326 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 719 rectifié** (Voitures abandonnées dans l'espace public - Droit d'accès au système d'immatriculation des véhicules (SIV) à la direction générale des finances publiques) : p. 13327 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 132-3 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'information du maire sur

les suites judiciaires données aux infractions constatées sur le territoire de sa commune) : p. 13328 - **Article 15 sexies (nouveau)** (art. L. 512-2 du code de la sécurité intérieure - Simplification des régimes de mutualisation des polices municipales) : p. 13330 - **Article additionnel après l'article 15 sexies - Amendements n° 314 rectifié bis, n° 814 rectifié et n° 853 rectifié** (Gardes champêtres - Constat d'infractions en matière de déchets - Habilitation) : p. 13331 - **Article 15 septies (nouveau)** (art. L. 522-2 du code de la sécurité intérieure - Mutualisation de gardes-champêtres entre EPCI) : p. 13332 - **Article additionnel après l'article 15 octies - Amendement n° 229 rectifié** (Infraction commise sur une personne dépositaire de l'autorité publique ou sur un membre de sa famille - Simple rappel à la loi - Interdiction) : p. 13333 - **Article additionnel après l'article 15 octies - Amendement n° 231 rectifié** (Lutte contre les incivilités, menaces, violence envers les personnes dépositaires de l'autorité publique - Recevabilité d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par un élu - Délai de trois mois - Suppression) : p. 13333 - **Article additionnel après l'article 15 octies - Amendement n° 230 rectifié** (Lutte contre les incivilités, menaces, violences envers les personnes dépositaires de l'autorité publique - Infraction commise sur une personne dépositaire de l'autorité publique ou sur un membre de sa famille - Traduction du prévenu sur-le-champ) : p. 13334 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - « Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13345

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 299 rectifié ter et n° 781** (Syndicat mixte - Établissement public de gestion et d'aménagement des eaux (ÉPAGE) ou établissement public territorial de bassin (EPTB) - Reconnaissance - Autorisation) : p. 13374 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 298 rectifié bis et n° 780** (Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) - Délégation de missions aux syndicats de communes - Dérogation - Prolongation) : p. 13375 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 114 et n° 248 rectifié bis** (Établissements sociaux et médicosociaux - Gestion par les SIVU et SIVOM - Opportunité - Rapport au Parlement) : p. 13376 - **Article 18** (art. L. 1111-10 et L. 3232-1-2, art. L. 3231-2 et L. 3231-3 [rétablis] du code général des collectivités territoriales - Compétences économiques des départements) : p. 13378 p. 13380 p. 13381 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13389 p. 13390

- **Organisation des travaux** - (17 octobre 2019) : p. 13392

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 437 rectifié ter** (Moyens nécessaires aux maires en matière d'expertise juridique et d'ingénierie - Rapport au Parlement) : p. 13401 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 787 rectifié** (Conséquences de la suppression du principe de territorialisation des demandes de cartes d'identité - Rapport au Parlement) : p. 13401 p. 13402 - **Article 20** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - « Rescrit » du préfet) : p. 13404 p. 13406 p. 13407 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 893** (Principe de libre administration des collectivités territoriales - Rappel) : p. 13408 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 251 rectifié, n° 687 rectifié bis et n° 688 rectifié bis** (Droit à l'erreur en faveur des collectivités territoriales - Création) : p. 13409 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 532 rectifié bis** (Système d'alerte et d'information aux populations (SAIP) - Transmission sans délai des informations du préfet au maire) : p. 13410 - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 1121-1 et L. 1121-2 [nouveaux] du code général des collectivités

territoriales, art. L. 132-14 et L. 143-21 du code de l'urbanisme - Conférence de dialogue entre les collectivités territoriales et l'État) : p. 13411 p. 13412 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 921 rectifié ter** (Commissions départementales de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Parité entre les élus locaux et les représentants des différents organismes et de l'État - Instauration) : p. 13412 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la publicité des actes des collectivités territoriales, leur entrée en vigueur, leur conservation et le point de départ du délai de recours contentieux) : p. 13413 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 551 rectifié** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Élection du président et des deux vice-présidents - Simplification) : p. 13413 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 552 rectifié** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Évaluation de l'impact technique et financier des textes législatifs et réglementaires - Nouvelle mission - Création) : p. 13413 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 550** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Non-prise en compte de ses recommandations - Explications obligatoires par le Gouvernement) : p. 13414 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 695 rectifié** (Développement des communes - Règles départementales de défense extérieure contre l'incendie - Assouplissement) : p. 13414 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13422 p. 13423 p. 13424 - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 1112-24, L. 1823-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales et L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie [nouveau] - Création d'un cadre juridique propre à la médiation territoriale) : p. 13427 - **Article 24** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Extension à toutes les opérations d'investissement du bloc communal de la faculté pour le préfet d'accorder une dérogation à la participation financière minimale du maître d'ouvrage) : p. 13429 p. 13431 - **Article 25** (art. L. 1111-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Publication du plan de financement des opérations d'investissement) : p. 13431 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement 903 rectifié** (Information des interventions aux élus locaux des services d'incendie et de secours (SDIS) sur leur territoire - Obligation) : p. 13431 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 685 rectifié bis** (Ravalement de façades - Application de l'article L. 132-1 du code de la construction - Élargissement à toutes les communes) : p. 13432 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 902 rectifié bis** (Information des collectivités territoriales par l'État sur les nouveaux habitants) : p. 13432 - **Article 25 ter (nouveau)** (art. L. 32-11-2 et L. 41-33-6-1 du code général des collectivités territoriales - Modification en cours de mandat des délégations à la commission permanente) : p. 13433 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 13433 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 438 rectifié bis** (Conditions d'accès aux différentes fonctions publiques et à l'emploi privé pour les anciens élus - Rapport au Parlement) : p. 13435 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 468** (Relèvement du plafond indemnitaire des maires et adjoint(e)s des communes de moins de 3 500 habitants - Modalités de mise en œuvre d'un fonds public - Rapport au Parlement) : p. 13436 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 570 rectifié ter** (Opportunité de la création d'un statut d'agent civique territorial - Rapport au Parlement) : p. 13437 - **Article 26** (art. L. 3142-79 du code du travail ; art. L. 5214-8 et L. 5842-21 du code général des collectivités territoriales - Extension du congé électif aux communes de moins de 1 000 habitants - Conditions d'exercice des mandats dans les communautés de communes) : p. 13438 p. 13439 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 256 rectifié** (Ouverture du dispositif de majoration du crédit d'heures aux exécutifs des syndicats de communes) : p. 13439 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 516 rectifié bis** (Travail à temps partiel de droit pour un salarié membre d'un exécutif local - Instauration) : p. 13440 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 415 rectifié** (Ancienneté dans l'entreprise - Suspension du contrat de travail

- *Prise en compte de la durée du mandat* : p. 13440 - **Article 26 ter (nouveau)** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - *Augmentation des crédits d'heures à la disposition des élus locaux*) : p. 13446 - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 2123-9 et L. 2123-11-1 du code général des collectivités territoriales - *Renforcement des droits des adjoints au maire dans les communes de moins de 10 000 habitants*) : p. 13448 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 555 rectifié bis** (Conseillers municipaux - *Accès au télétravail - Facilitation*) : p. 13448 - **Article 27** (art. L. 2123-18-2, L. 2123-18-4, L. 3123-19-1, L. 4135-19-1, L. 6334-4, L. 7125-23 et L. 2573-7 du code général des collectivités territoriales - *Prise en charge des frais de garde et d'assistance des élus locaux*) : p. 13449 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires*) : p. 13454 p. 13455 p. 13456 p. 13459 p. 13461 p. 13462 p. 13463 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - *Augmentation*) : p. 13465 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 109** (Écrêtement du montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un élu - *Reversement à la personne publique au budget le plus faible*) : p. 13466 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 110** (Conseils régionaux - *Indemnisation des présidents de commission - Autorisation*) : p. 13467 - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 2123-24-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Possibilité, pour les communes de 100 000 habitants et plus, de moduler les indemnités de fonction de leurs membres*) : p. 13467 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 241 rectifié bis** (Mise en œuvre d'une réforme des retraites - *Prise en compte des mandats électifs - Rapport au Parlement*) : p. 13468 - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 5211-12-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Possibilité, pour les établissements publics de coopération intercommunale de 100 000 habitants et plus, de moduler les indemnités de fonction de leurs membres*) : p. 13468 - **Article 29** (art. L. 5211-13 et L. 5842-5 du code général des collectivités territoriales - *Remboursement des frais de déplacement des conseillers communautaires lorsqu'ils perçoivent une indemnité de fonction*) : p. 13470 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 509 rectifié** (Centres de gestion de la fonction publique territoriale - *Délégation à un membre du conseil d'administration - Ouverture d'un droit à indemnité*) : p. 13470 - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 2123-18 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de remboursement des frais de déplacement pour l'exécution de mandats spéciaux dans les conseils municipaux*) : p. 13470 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 418 rectifié bis** (Modalités de remboursement des frais de déplacement des membres du conseil municipal - *Fixation par délibération du conseil municipal*) : p. 13471 - **Article 29 ter (nouveau)** (art. L. 2122-22, L. 3211-2 et L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales - *Possibilité de déléguer au président de l'assemblée délibérante les autorisations de mandat spécial*) : p. 13471 - **Article additionnel après l'article 29 ter - Amendement n° 845 rectifié** (Délégations du centre national de la fonction publique territoriale - *Mise en place des nouveaux conseils d'orientation - Date butoir*) : p. 13472 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - *Arrêt maladie des élus locaux*) : p. 13472 - **Article additionnel après l'article 29 quater - Amendement n° 698 rectifié quater** (Congé maternité d'une élue locale exerçant une activité professionnelle - *Considération du mandat comme une activité autorisée*) : p. 13473 - **Article 30** (art. L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales - *Modification du régime de prise en charge de la protection fonctionnelle des maires*) : p. 13474 p. 13475 p. 13476 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 510 rectifié** (Élus locaux - *Reconversion professionnelle - Financement de formation*) : p. 13476 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 16 rectifié** (Nouveaux pouvoirs confiés aux maires - *Formation*) : p. 13477 - **Article 31** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 613-5 du

code de l'éducation - *Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les dispositifs de formation des élus locaux - Participation du CNFPT à la formation des élus locaux - Validation des acquis de l'expérience*) : p. 13480 p. 13482 p. 13483 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 798, n° 238 rectifié bis, n° 799 rectifié, n° 61 rectifié, n° 148 rectifié quinquies, n° 281 rectifié quinquies, n° 420 rectifié et n° 239 rectifié bis** (Formation des élus locaux - *Amélioration - Extension à tous les élus*) : p. 13485 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 455** (Maire et adjoints - *Formation à l'exercice des prérogatives d'officier de police judiciaire*) : p. 13486 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 906 rectifié ter** (Élus locaux - *Abondement du fond retraite par la commune - Limitation au seul mandat en cours*) : p. 13493 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 456** (Chargés d'enseignement - *Fonction électorale locale - Autorisation*) : p. 13494 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 932 rectifié** (Élus locaux - *Formation facultative sur le budget de la collectivité - Extension aux communes de moins de 3 500 habitants - Rapport au Parlement*) : p. 13494 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 933 rectifié** (Élus locaux - *Opportunité d'ouverture d'un droit individuel à la formation (DIF) dès la prise de fonction et durant l'année qui suit la fin du mandat - Rapport au Parlement*) : p. 13495 - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - *Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition*) : p. 13495 - **Article additionnel après l'article 31 bis - Amendement n° 882 rectifié** (Élus locaux - *Validation des acquis de l'expérience - Autorisation*) : p. 13496 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 278 rectifié quater et n° 538 rectifié** (Intérêt d'une réouverture du cumul des mandats de député ou de sénateur avec le mandat de maire ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale - *Rapport au Parlement*) : p. 13497 - **Article 33** (art. L. 12-1 et L. 18-1 [nouveaux], L. 71, L. 72, L. 79 à L. 82 [nouveaux], L. 387, L. 388 et L. 388-1 [nouveau] du code électoral ; art. 30 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - *Simplification du vote par procuration - Droit de vote des personnes détenues*) : p. 13499 p. 13500 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 461** (Opportunité du maintien ou non de l'interdiction pour les majeurs sous tutelle ou curatelle de ne pas être élus conseillers municipaux - *Appréciation du juge des tutelles*) : p. 13500 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 915 rectifié** (Élection par tirage au sort sur les listes électorales de représentants des citoyens de la commune - *Expérimentation - Autorisation*) : p. 13501 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 923 rectifié** (Services d'eau potable - *Intervention en faveur de la gestion et de la préservation de la ressource - Autorisation*) : p. 13502

- *Suite de la discussion* (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13521 p. 13522

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tremblement de terre dans le Sud-Est** - (13 novembre 2019) : p. 15180

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17710 p. 17711

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17845 p. 17846 p. 17847

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21995

DARRIEUSSECQ (Geneviève)
*secrétaire d'État auprès de la ministre
des armées*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retrait des troupes américaines de Syrie** - (14 février 2019) : p. 2480
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes** - (7 mars 2019) : p. 2873
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la femme (II)** - (7 mars 2019) : p. 2878
- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5180 p. 5187 - **Article unique** : p. 5188

DAUBRESSE (Marc-Philippe)
sénateur (Nord)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

- **Question orale avec débat sur les supplétifs de statut civil de droit commun** - (14 mai 2019) : p. 6309

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Burkina Faso** - (23 octobre 2019) : p. 14441

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) : p. 16799 - **État B** : p. 16801 p. 16803 p. 16804 p. 16805 p. 16806 p. 16807 - **Article additionnel après l'article 73 E - Amendement n° II-185 (Pensions militaires d'invalidité (PMI) - Revalorisation - Rapport au Parlement)** : p. 16808

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention française au Mali** - (27 novembre 2019) : p. 16810 p. 16811

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (III)** - (17 janvier 2019) : p. 105 p. 106

- **Question orale sans débat sur le projet de plateforme multimodale sur la Lys** - (22 janvier 2019) : p. 163 p. 164

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum** - (5 février 2019) : p. 775

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hypothèse d'un référendum le 26 mai** - (5 février 2019) : p. 776

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8244

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dégâts dans la Drôme** - (20 juin 2019) : p. 9544

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du logement en France** - (18 décembre 2019) : p. 21958

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
 SOCR

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019 ; nouvelle nomination le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dispositifs médicaux - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique,

M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (commission des affaires sociales) : Audition commune sur la stratégie thérapeutique face à la borréliose de Lyme : Professeur Christian Perronne, Docteur Raouf Ghozzi, Docteur Pierre Tattevin, Mme Sarah Bonnet, Professeur Olivier Lesens et Professeur Yves Hansmann.

Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Liens entre la fraude documentaire et la fraude sociale - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (commission des affaires sociales) : Audition commune des agences sanitaire sur la borréliose de Lyme.

Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (commission des affaires sociales) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (commission des affaires sociales) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (commission des affaires sociales) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (commission des affaires sociales) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (commission des affaires sociales) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (commission des affaires sociales) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (commission des affaires sociales) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Financement public des opérateurs de l'hébergement d'urgence - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Yann-Gaël Amghar, directeur, et Alain Gubian, directeur financier, de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (commission des affaires sociales) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Politique de prévention et de prise en charge du VIH - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (commission des affaires sociales) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (commission des affaires sociales) : Audition de M. Thierry Breton, en vue du renouvellement de son poste de directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (commission des affaires sociales) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (commission des affaires sociales) : Audition de Mme Anne-Claire Rafflebeau, porte-parole du collectif inter-urgences.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (commission des affaires sociales) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (commission des affaires sociales) : Accès précoce aux médicaments innovants - Communication de Mmes Catherine Deroche et Véronique Guillotin et M. Yves Daudigny.

Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (commission spéciale sur la bioéthique) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Alexandra Benachi, présidente de la Fédération française de centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 19 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune d'associations.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 272

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 490 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 708 rectifié bis et n° 933** (*Interdiction de fabrication sur le territoire français de produits destinés à être commercialisés dans des pays situés hors de l'Union européenne où leur utilisation est autorisée - Abrogation*) : p. 493

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 793 p. 811

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la recrudescence des actes antisémites** - (14 février 2019) : p. 2475

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations -**

Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)] - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester*) : p. 2973

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'orientation dans l'Aisne** - (19 mars 2019) : p. 3160

- **Question orale sans débat sur les sorties pédagogiques des élèves scolarisés en milieu rural** - (9 avril 2019) : p. 5400

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5976 p. 5977 p. 5978 p. 5984 - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5989 p. 5990 - **Article 3 bis AA (nouveau)** (*Réseaux de soins - Remboursements différenciés*) : p. 5999

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 7704 - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7739 p. 7742 p. 7744 p. 7749

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) - **Article 3** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer une procédure de recertification des professionnels de santé*) : p. 7835 - **Article 4** (*art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Rénovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP*) : p. 7850 - **Article 4 bis (nouveau)** (*art. L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales incitative à l'installation rapide des jeunes médecins*) : p. 7876

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7915 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 187 rectifié ter et n° 758** (*Lutte contre la désertification médicale - Jeunes médecins - Exercice ambulatoire - Autorisation temporaire*) : p. 7918 p. 7919 - **Article 6** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers*) : p. 7938 - **Article 7 C (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1411-11-1 du code de la santé publique - Création des équipes de soins spécialisés*) : p. 7947 - **Article 7** (*art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7955 - **Article 7 bis** (*art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre*) : p. 7985 - **Article additionnel après l'article 7 sexies B - Amendements n° 74 rectifié ter, n° 132 rectifié ter, n° 162 rectifié ter, n° 253 et n° 662 rectifié ter** (*Vaccination antigrippale - Extension aux biologistes médicaux*) : p. 8005 - **Article additionnel après l'article 7 bsexies C - Amendements n° 115 rectifié ter, n° 664 rectifié bis et n° 529 rectifié bis** (*Profession d'opticien-lunetter - Elargissement des compétences*) : p. 8008 - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8016

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8047 p. 8056 p. 8058 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de réformer le régime des autorisations des activités de soins*) : p. 8075 -

Article 10 (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8080 p. 8081 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin) : p. 8126 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-14, L. 1441-6, L. 1443-6, L. 5125-10, L. 6143-7, L. 6152-1-1 et L. 6152-6 du code de la santé publique, art. 2 de la loi n° 2017-220 du 23 février 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Abrogations de dispositions législatives) : p. 8138 - **Article 18** (art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. 142-11 du code de la sécurité sociale - Mesures de simplification) : p. 8147 p. 8150

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 21** (art. L. 4111-2, L. 4221-12 et L. 6152-1 du code de la santé publique, art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Mesures relatives aux praticiens à diplôme hors Union Européenne) : p. 8188 - **Article 23** (art. L. 4122-3, L. 4124-7, L. 4125-8, L. 4233-9, L. 4234-3, L. 4234-4, L. 4234-8 et L. 4321-19 du code de la santé publique, L. 145-6, L. 145-6-2, L. 145-7, L. 145-7-1, L. 145-7-4, L. 146-6 et L. 146-7 du code de la sécurité sociale - Ratification d'ordonnances et modifications diverses) : p. 8217

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8245 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8260

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10866

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11259

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12247

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la sécurité sociale** - (2 octobre 2019) : p. 12759 p. 12760

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12876

- **Question orale sans débats sur les suicides des jeunes dans l'Aisne** - (15 octobre 2019) : p. 13154 p. 13155

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15111 p. 15125

Première partie :

- (12 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 777 rectifié bis** (Secteur hospitalier - Loi d'orientation et de programmation - Opportunité - Rapport au Parlement) : p. 15137

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 15143 p. 15145

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales) : p. 15160 p. 15162 - **Article additionnel après article 7 - Amendement n° 327 rectifié quater** (Lutte contre la désertification médicale - Étudiants en médecine de troisième année de troisième cycle - Stage d'une année - Incitation) : p. 15164

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15199 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale) : p. 15209 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression) : p. 15213 - **Article 9** (Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique) : p. 15237 - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15253

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 89 rectifié** (Une taxe sur les produits transformés contenant des sucres ajoutés - Instauration) : p. 15291 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 765 rectifié bis** (Coût des accidents du travail et des maladies professionnelles - Responsabilisation financière des entreprises - Renforcement) : p. 15296 p. 15297 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 194** (Organismes complémentaires d'assurance maladie - Taxe de solidarité additionnelle - Augmentation provisoire) : p. 15302 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° 465 rectifié bis et n° 760 rectifié bis** (Bénéficiaires d'un contrat responsable - Offre 100 % santé - Tiers payant intégral) : p. 15303

- **Conférence des présidents** - (14 novembre 2019) : p. 15327

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)] (suite)**

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 38, n° 56 rectifié bis, n° 447 rectifié bis, n° 787 rectifié, n° 111 rectifié, n° 438 rectifié bis, n° 477 rectifié, n° 856 rectifié et n° 478 rectifié** (Grossistes répartiteurs - Taxe sur la vente en gros de médicaments - Réduction) : p. 15336 p. 15337 - **Article 17** (Circuits financiers et transferts de recettes) : p. 15340

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) : p. 17076 p. 17077 - **État B** : p. 17083 p. 17086 p. 17091 p. 17093

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 17176 p. 17177 - **Discussion générale** : p. 17181

Deuxième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 17193

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 17200 - **Article 17** (*Circuits financiers et transferts de recettes*) : p. 17220 p. 17221 - **Explications de vote sur l'ensemble sur l'ensemble de la troisième partie** : p. 17234

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24** (*Réforme du financement des hôpitaux de proximité*) : p. 17239 - **Article 26 bis** (*Réforme du financement des services d'urgence*) : p. 17252 - **Article 28** (*Réforme de la prise en charge des dispositifs médicaux*) : p. 17259 p. 17262 - **Article 30** (*Accès précoce et soutenabilité financière des ATU*) : p. 17272 p. 17274 - **Article 31** (*Transfert du financement de l'ANSP et de l'ANSM vers l'Ondam*) : p. 17275 - **Article 32** (*Lissage de la fin de droit à la protection complémentaire en matière de santé*) : p. 17277 p. 17278 - **Article 34** (*Renforcement du dispositif en matière de prévention et de lutte contre les ruptures de stock de médicaments*) : p. 17280 p. 17281 p. 17282 p. 17283 - **Article 43** (*Favoriser la pertinence des prescriptions de médicaments à l'aide de plusieurs outils ciblés*) : p. 17306 - **Article 52** (*Revalorisation différenciée des prestations sociales*) : p. 17329 - **Article 59** (*Ondam et sous-Ondam*) : p. 17339 p. 17340 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 17345

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17814 p. 17819

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 72 bis (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Augmentation à compter de 2021 des objectifs d'incorporation d'énergies renouvelables dans la filière essence*) : p. 18350

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 1er** (*art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations*) : p. 21810 p. 21812

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de de MM. Bertrand Labilloy, directeur général des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur du département études techniques et réassurances publiques, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Audition de M. Robert Vautard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement - Institut Pierre-Simon Laplace des sciences de l'environnement (LSCE-IPSL).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Jean Merlet-Bonnan, avocat associé du cabinet Exème Action.

Audition de M. Stéphane Pénet, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Place de l'agriculture française dans le monde - Présentation du rapport d'information du groupe d'études « Agriculture et alimentation ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Mathieu Darnaud « Réduire le poids des normes en aval de leur production : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation et perspectives de l'Office national des forêts - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobile - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les nouvelles formes de commerce - Désignation des membres.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France (EDF).

Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 décembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités territoriales ? ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 9

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 214 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 224

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation

du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 425 p. 426 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 448

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 514

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 42 bis** (art. L. 612-12 du code de la propriété intellectuelle - Examen a priori de l'activité inventive) : p. 765 p. 767 - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 799 p. 801 p. 807

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article additionnel après l'article 55 ter - Amendement n° 874** (Exploitation des équipements de réseaux radioélectriques - Autorisation préalable) : p. 892 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-

1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 903 p. 904 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 934

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 1169

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2822

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 78-2-5 [nouveau] du code de procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique) : p. 2969 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2974

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11404

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14673

DECOOL (Jean-Pierre)
sénateur (Nord)
Les Indépendants-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 285 (2018-2019)] (5 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour la reconnaissance de la biodiversité alimentaire [n° 315 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société.**

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 217 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 223

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les décrets d'application (utilisation des caméras mobiles)** - (14 février 2019) : p. 2476

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2741

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2796

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2888

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L.1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 1212-3-1 [nouveaux] du code des transports - *Compétence d'organisation de la mobilité*) : p. 3349

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 28 rectifié bis, n° 87 rectifié bis et n° 280** (*Politique des transports routiers - Objectifs*) : p. 3582 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 32 rectifié quater, n° 77 rectifié quinquies, n° 94 rectifié ter, n° 284 rectifié et n° 747 rectifié** (*Transports scolaires - Pré-signalisation des arrêts*) : p. 3583

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5012

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5049 p. 5050

- **Question orale sans débat sur l'état de catastrophe naturelle et les fissurations de maisons** - (14 mai 2019) : p. 6311 p. 6312

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er bis A** (art. L. 111-1-2 [nouveau] du code de l'éducation - *Présence obligatoire du drapeau français, du drapeau européen et des paroles du refrain de l'hymne national dans toutes les salles de classe*) : p. 6394

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'unité pour détenus violents de la prison de Sequedin** - (16 mai 2019) : p. 6532

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendements n° 176, n° 60 rectifié bis, n° 432, n° 606 rectifié et n° 61 rectifié bis** (*Conditions d'accès aux masseurs-kinésithérapeutes*

- *Simplification - Amélioration*) : p. 7989 - **Article 7 sexies** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - *Substitution d'un médicament en rupture de stock par un pharmacien*) : p. 8008

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8279 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - *Obligation pour les copropriétés de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global*) : p. 8286 p. 8287

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9782

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de lait pour bébés allergiques aux protéines de lait de vache** - (4 juillet 2019) : p. 10878

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11343 p. 11350 - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11364 p. 11368 p. 11374 p. 11375

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er quater** (art. L. 311-5-7 [nouveau] du code de l'énergie - *Élargissement du champ et publicité du plan stratégique d'EDF*) : p. 11436 p. 11438

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs*) : p. 11522 p. 11525

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) : p. 16793

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17707

del PICCHIA (Robert)
*sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
Les Républicains-R*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Action extérieure de l'État : Diplomatie culturelle et d'influence [n° 142 tome 2 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Sophia - Audition du contre-amiral Olivier Bodhuin.

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 22, 31 janvier, 6, 14, 20 février, 21 mars, 4, 9 avril, 2, 16, 22, 27 mai, 5, 13, 19, 26, 27 juin, 4, 17 juillet, 24, 26, 27 septembre, 1er, 10, 17, 22 octobre, 5, 13, 21, 27, 29, 30 novembre, 2, 6 et 17 décembre 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Défense européenne - Examen du rapport d'information.

Situation en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN et de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions numériques.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9689 p. 9693

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 608 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10780

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi portant refonte de l'impôt sur le revenu [n° 478 (2018-2019)] (3 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Masse salariale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères : maîtriser la dépense en préservant la qualité du réseau [n° 729 (2018-2019)] (18 septembre 2019) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Action extérieure de l'État [n° 140 tome 3 annexe 1 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2018 et sur la certification des comptes de l'État -

exercice 2018 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Masse salariale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Examen des amendements de séance sur les articles 1er, 2, 2 bis, 6, 7 et 8, faisant l'objet de la procédure ordinaire.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'article 20, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 29 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 73 A), mission « Aide publique au développement » et compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers » (et article 73 D), mission « Santé » (et articles 78 duodecies à sexdecies), mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 78 octodecies à 78 vicies), mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 76 sexdecies et 76 septdecies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des tarifs autoroutiers** - (17 janvier 2019) : p. 106 p. 107

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 407

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 12 rectifié bis** (Directive européenne relative à la définition de la période de nuit - Surtransposition - Suppression) : p. 493

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 21** (art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 661 p. 662

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 42 bis** (art. L. 612-12 du code de la propriété intellectuelle - Examen a priori de l'activité inventive) : p. 765 p. 766

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2891 p. 2892

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3059

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Koweït** - (9 avril 2019) : p. 5405

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6814 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019) : p. 6827 p. 6830

- **Souhaits de bienvenue à une délégation étrangère de la République de Macédoine du Nord** - (5 juin 2019) : p. 7918

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7 D (supprimé)** (art. L. 1434-10 du code de la santé publique - Intégration des parlementaires à la composition des conseils territoriaux de santé) : p. 79449

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 78 rectifié** (Fonction publique - Catégorie A+ - Statut) : p. 9439

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° rectifié ter** (Receveur du Trésor Public - Indemnité de conseil - Suppression) : p. 9674 p. 9675

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire égyptienne** - (26 juin 2019) : p. 9765

- **Clôture de la session ordinaire de 2018-2019** - (27 juin 2019) : p. 10012

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11176 p. 11181

- **Question orale sans débat sur le soutien aux collectivités dans le recours aux contrats d'apprentissage** - (16 juillet 2019) : p. 11224 p. 11225

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12303 p. 12304

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXIe siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14456 p. 14457 - **Article 1er** (art. 779, 790 B et 790 G du code général des impôts - Allègement de la fiscalité sur les transmissions au bénéfice des petits-enfants, neveux et nièces) : p. 14461 - **Article 2** (art. 784 et 790 G du code général des impôts - Réduction du délai de rappel fiscal des donations antérieures, et du délai requis entre deux dons familiaux de sommes d'argent pour bénéficiaire d'une exonération de droits de mutation à titre gratuit) : p. 14464 - **Article 6** (art. 779 du code général des impôts - Augmentation de l'abattement général existant en matière de droits de mutation à titre gratuit) : p. 14467 p. 14468 - **Article 8 (supprimé)** (art. 787 B du code général des impôts - Abaissement du taux de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit applicable dans le cadre du « pacte Dutreil ») : p. 14469 p. 14470

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15955

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article 10 (priorité)** (art. 256, 256 bis, 262 ter et 289 B du code général des impôts - Transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 en matière de TVA) : p. 15996 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-429 rectifié bis** (TVA sociale - Instauration) : p. 16000 p. 16001 p. 16002 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression) : p. 16019 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-616 rectifié bis** (Service de presse en ligne - Taux de TVA) : p. 16020 - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendements n° I-982 et n° I-1110 rectifié** (Activités culturelles, ludiques, éducatives ou professionnelles - Droits d'entrée - Taux de TVA réduit) : p. 16023 - **Article 11 (priorité)** (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises) : p. 16032 p. 16033 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-266 rectifié quater et n° I-920 rectifié** (Apiculteurs possédant moins de 50 ruches - Exonération d'impôt) : p. 16052

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019) : p. 16125 p. 16127 p. 16131 p. 16136 p. 16137 - **Article 2 ter (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 80 duodecimes du

code général des impôts - Exonération d'impôt sur le revenu de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle des agents publics) : p. 16150 p. 16151 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservés) - Amendement n° I-161 rectifié bis (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Indexation des tranches)** : p. 16193 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-677 rectifié ter (IFI - Personnes « plafonnées » - Don à une Fondation)** : p. 16204 p. 16205 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1017 (Impôt sur le revenu - Abattement proportionnel sur le montant des dividendes perçus - Réduction)** : p. 16209 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-633 (Droits de mutation par décès - Résidence principale - Abattement - Montant)** : p. 16233 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1214 (Résidence principale du défunt occupée par ses proches - Abattement - Accroissement)** : p. 16234 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-632 et n° I-642 (Donations consenties entre les mêmes personnes - Rappel fiscal - Délai - Abaissement)** : p. 16234 p. 16235 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-540 rectifié bis et n° I-637 (Tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables - Réforme)** : p. 16236 p. 16237 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-641 (Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Tranches du barème - Indexation sur l'inflation)** : p. 16237 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-425 rectifié bis (Transmission d'entreprise au sein du cadre familial - Droits de mutation - Exonération)** : p. 16239 - **Article 3 (précédemment réservé) (art. 4 B du code général des impôts - Domiciliation fiscale en France des dirigeants des grandes entreprises françaises)** : p. 16246 p. 16247 - **Article 5 (précédemment réservé) (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales)** : p. 16276 p. 16277

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 4 (précédemment réservé) (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes)** : p. 16449 p. 16452

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17024 p. 17025 - **État B** : p. 17041 p. 17047 p. 17048 p. 17051 - **Article additionnel avant l'article 73 A - Amendement n° II-131 rectifié bis (Liste des ambassadeurs thématiques - Rapport au Parlement)** : p. 17055 - **Article 73 A (nouveau) (Demande de remise d'un rapport du Gouvernement au Parlement)** : p. 17056

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17621 p. 17625

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17631 p. 17633 - **Article additionnel après l'article 76 octies - Amendement n° II-712 (Majeurs protégés - Possibilité d'ouvrir un compte bancaire personnel - Date de mise en œuvre)** : p. 17635

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF)** : p. 17846

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Royaume hachémite de Jordanie** - (17 décembre 2019) : p. 21792

- **Projet de loi de finances pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21973 p. 21974

DELATTRE (Nathalie)
sénatrice (Gironde)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019 ; puis présidente le 26 novembre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire du conseil d'orientation pour l'emploi le 13 février 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 8 (2018-2019)] tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 365 (2018-2019)] (6 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la commission des lois : La justice prud'homale au milieu du gué [n° 653 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Mézard, candidat proposé par le Président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information relative à la sécurité des sapeurs-pompiers - Audition de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF).

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le règlement du Sénat - Procédure de législation partielle en commission - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des raves-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Audition de M. Youssef Chiheb, professeur associé à l'université Paris 13, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Mohammed Sifaoui, journaliste, écrivain et réalisateur.

Audition de MM. Emmanuel Razavi, fondateur et directeur de GlobalGeoNews, et Alexandre del Valle, géopolitologue, consultant et essayiste.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Bernard Rougier, professeur à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le plan local d'urbanisme et la délivrance d'autorisations d'urbanisme** - (22 janvier 2019) : p. 147

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suppressions d'emplois chez ArianeGroup** - (22 janvier 2019) : p. 196

- **Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 252 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article 4** : p. 207

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 430 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 454

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13 ter** (art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - Renforcement des prérogatives de CCI France) : p. 577 p. 578 p. 579 - **Article 13 sexies** (art. L. 4251-18 du code général des collectivités territoriales et L. 711-8 du code de commerce - Convention entre la région et la chambre de commerce et d'industrie de région pour la mise en œuvre du SRDEII) : p. 583

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 31** (art. 63 et 63-4-3-1 du code de procédure pénale - Simplification du régime de la garde à vue) : p. 1179 p. 1180 - **Article 38** (Texte non modifié par la commission) (art 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) : p. 1194

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 352 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2807

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3054

- **Question orale sans débat sur la sécurisation des établissements scolaires** - (19 mars 2019) : p. 3164

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'Etat dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3190 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3219 p. 3220

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3575 p. 3576 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 504 rectifié bis et n° 917 rectifié** (Bâtiments accueillant un service public - Places de stationnement sécurisées) : p. 3584

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 28 ter - Amendement n° 502 rectifié bis** (Nuisances provoquées par les vibrations aux abords des infrastructures de transport ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 3670 - **Article additionnel après l'article 28 ter - Amendement n° 503 rectifié bis** (Mesure des nuisances sonores cumulées des transports - Rapport au Parlement) : p. 3671

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5182 - **Article unique** : p. 5188

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5486

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 2** (art. L. 172-2, L. 172-4, L. 172-11, L. 172-12, L. 172-13 et L. 172-16-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 330-2 du code de la route - Renforcement des pouvoirs de police des inspecteurs de l'environnement) : p. 5533

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 449 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6196

- **Question orale sans débat sur l'hébergement des travailleurs saisonniers** - (14 mai 2019) : p. 6329 p. 6330

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tuberculose bovine** - (21 mai 2019) : p. 6775

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) -

Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 651 rectifié (Gouvernance du système de santé - Rapport au Parlement) : p. 7983 p. 7984 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 665 rectifié ter et n° 276 rectifié** (Sage-femme référente - Valorisation des compétences) : p. 8000

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9216 - **Article 1er** (Médiateur territorial - Institution - Modalités de saisine) : p. 9225 p. 9226

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8** (art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission) : p. 9279

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9321 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Missions des agents publics) : p. 9338 p. 9339 - **Article 2** (art. 9 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Nouvelle faculté de saisine du Conseil commun de la fonction publique - Représentation des plus grandes communes et de leurs établissements publics intercommunaux au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : p. 9341 p. 9342 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 64 rectifié** (Conseil supérieur de la fonction publique d'État (CSFPE) - Mobilité entre les corps - Incitation) : p. 9343 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 70 rectifié bis** (Conseil supérieur de la fonction publique d'État (CSFPE) - Représentation des contractuels) : p. 9343 p. 9344

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6144-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9416

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 16 bis** (art. 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Conséquences de la fusion de la commission de déontologie et de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, HATVP) : p. 9673

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de l'émission Soir 3** - (25 juin 2019) : p. 9677

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° 157 rectifié quater et n° 450 rectifié ter** (« Pantoufle » - Remboursement - Systématisation) : p. 9706 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 448 rectifié bis** (« Pantoufle » - Remboursement - Rapport au Parlement) : p. 9707 - **Article additionnel après l'article 17 -**

Amendement n° 464 rectifié (*Gardes alternées - Partage systématique du SFT*) : p. 9729

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article 28** (*création d'un art. 14 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires - Création d'un détachement d'office pour les fonctionnaires dont les missions ou services sont externalisés*) : p. 9956 p. 9958 - **Article 29** (art. 6 quater A et 6 septies [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 26-2 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 51 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Généralisation des dispositifs de signalement destinés aux victimes d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et mise en place de plans d'action obligatoires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9972

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 37 rectifié** (*Associations culturelles - Dons par SMS - Suppression*) : p. 10937 - **Article 4** (art. 706-160 du code de procédure pénale - *Confier à des associations d'intérêt général la gestion d'immeubles saisis lors de procédures pénales*) : p. 10942 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'état des lieux de la fiscalité liée aux dons*) : p. 10945

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12247

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 486 rectifié ter et n° 636 rectifié ter** (*Stratégie de réduction des déchets ménagers et d'activités économiques - Effort supplémentaire d'ici à 2030*) : p. 12420 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 487 rectifié ter, n° 635 rectifié ter** (*Stratégie de prévention de la production de déchets - Production des emballages plastiques à usage unique - Réduction*) : p. 12423 - **Article 3** (*Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri*) : p. 12451

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12851 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - *Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12904

- **Mises au point au sujet de votes** - (9 octobre 2019) : p. 12962

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 13017 p. 13018 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 78 rectifié, n° 427 rectifié et n° 737 rectifié bis** (*Conseil communautaire - Suppléant - Élection*) : p. 13024 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13040 p. 13041 p. 13044 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 848 rectifié** (*Conseillers municipaux - Convocations - Envoi dématérialisé*) : p. 13047 p. 13048 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 83 rectifié bis** (*Communes de moins de 3 500 habitants - Note de synthèse - Envoi à tous les membres du conseil municipal*) : p. 13050 - **Article additionnel après l'article 5** -

Amendement s n° 725 rectifié quater et n° 955 (*Tarifification sociale de l'eau*) : p. 13077 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - *Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme*) : p. 13082 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - *Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal*) : p. 13090 p. 13094 p. 13095 p. 13096 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 86 rectifié** (*Permis de construire - Droit de timbre*) : p. 13099 - **Article 7 quinquies (nouveau)** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Conditions de majorité pour la définition de l'intérêt communautaire*) : p. 13106 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 264 rectifié** (*Communauté urbaine - Seuil de création démographique - Abaissement*) : p. 13116 p. 13117

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 5 rectifié et 89 rectifié** (*Communes de moins de 1 000 habitants - Liste des candidats - Pourcentage minimal de femmes*) : p. 13184 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - *Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux*) : p. 13198 p. 13199 - **Article 13** (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - *Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons*) : p. 13243

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 94 rectifié bis** (*Défrichage d'une partie du territoire de la commune - Consultation du maire*) : p. 13298 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 610 rectifié, n° 702 rectifié, n° 726 rectifié et n° 92 rectifié bis** (*Publicités apposées sans accord du propriétaire - Arrêté de suppression ou de mise en conformité - Réduction de délai*) : p. 13308 p. 13309 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 719 rectifié** (*Voitures abandonnées dans l'espace public - Droit d'accès au système d'immatriculation des véhicules (SIV) à la direction générale des finances publiques*) : p. 13327 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 302 rectifié bis, n° 302 rectifié ter, n° 379, n° 575 rectifié, n° 673 rectifié bis, n° 917 et n° 673 rectifié bis** (*Base potentielle d'actionnaires de l'Agence France locale - Extension aux collectivités territoriales à leurs groupements et aux établissements publics locaux*) : p. 13339 p. 13340

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 90 rectifié** (*Commune nouvelle - Augmentation de l'effectif du conseil municipal - Caractère facultatif*) : p. 13393 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents*) : p. 13419 - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 1112-24, L. 1823-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales et L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie [nouveau] - *Création d'un cadre juridique propre à la médiation territoriale*) : p. 13428 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires*) : p. 13454 p. 13462 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 101 rectifié, n° 137 rectifié, n° 155, n° 322 rectifié bis et n° 605 rectifié ter** (*Liberté de choix de mode de fiscalisation des indemnités des élus locaux - Rétablissement*) : p. 13464 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (*Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - Augmentation*) : p. 13465 - **Article**

28 bis (nouveau) (art. L. 2123-24-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité, pour les communes de 100 000 habitants et plus, de moduler les indemnités de fonction de leurs membres) : p. 13467 - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 5211-12-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité, pour les établissements publics de coopération intercommunale de 100 000 habitants et plus, de moduler les indemnités de fonction de leurs membres) : p. 13468 - **Article 29 ter (nouveau)** (art. L. 2122-22, L. 3211-2 et L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales - Possibilité de déléguer au président de l'assemblée délibérante les autorisations de mandat spécial) : p. 13471 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 293 rectifié ter, n° 294 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 433 rectifié bis** (Élus locaux - Liquidation des droits à la retraite - Faculté de rachat ou de réduction - Rétablissement) : p. 13490

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13545 - **Article 1er** (art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à caractère musical) : p. 13552 - **Article 1er bis (nouveau)** (Définition d'une charte d'organisation des rassemblements visés par l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure) : p. 13556 - **Article 3** (art. L. 211-15-1 nouveau du code de la sécurité intérieure - Responsabilité pénale des personnes morales organisatrices d'un rassemblement) : p. 13558

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des vins français par les États-Unis** - (23 octobre 2019) : p. 14439

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éducation en zone rurale** - (6 novembre 2019) : p. 14885

- **Question orale sans débat sur le recouvrement des frais de gestion des épaves de voitures de propriétaires injoignables ou inconnus** - (12 novembre 2019) : p. 15098

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 15145

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales) : p. 15154 p. 15160

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15200 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 272 rectifié bis, n° 780 rectifié bis, n° 273 rectifié bis, n° 401 rectifié bis et n° 871 rectifié** (Dispositif Travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TODE) - Rétablissement) : p. 15202 p. 15203 - **Article 9** (Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique) : p. 15237 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié** (Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG) : p. 15247 p. 15250 - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15255 p. 15258

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) : p. 15272 p. 15273 p. 15275

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21747

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre suppléant du Comité de massif du Massif central.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le contrat : un outil d'avenir pour relever le défi du développement rural [n° 673 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - Justice.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des finances : Sauver les zones de revitalisation rurale (ZRR), un enjeu pour 2020 [n° 41 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 140 tome 3 vol. 2 annexe 6 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - Famille - Société.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de représentants de l'Association des ingénieurs territoriaux de France et du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, des textes récents en matière de simplification des normes.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (commission des finances) : Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (commission des finances) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (commission des finances) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (commission des finances) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur la politique de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (commission des finances) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des ruralistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (commission des finances) : Avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Réunion du lundi 29 avril 2019 (commission des finances) : Projet de programme de stabilité pour les années 2019 à 2022 - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (commission des finances) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (commission des finances) : Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition d'experts sur « Les collectivités territoriales, leviers de développement pour les territoires ruraux ? ».

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (commission des finances) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mardi 11 juin 2019 (mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Audition de Mme Adria Houbairi et M. Jean-Luc Bennahmias, rapporteurs de l'avis sur La réforme des fonds structurels européens, au nom de la section des affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Audition de Mme Martine Marigeaud, présidente de la Commission interministérielle de coordination des contrôles.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (commission des finances) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (commission des finances) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Danemark, en Suède et en Estonie - Compte rendu.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

(mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Audition de MM. Jules Nyssen, délégué général de Régions de France, Pascal Gruselle, conseiller Europe, et Mme Julie Gourden, conseillère Europe et contractualisation.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (mission d'information Sous-utilisation des fonds européens) : Audition de M. Édouard Guillot, conseiller pour les affaires européennes à l'Assemblée des départements de France.

Audition de MM. Francesco Gaeta et Salvatore Serravalle, secrétaires généraux adjoints des affaires européennes.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des finances*) : Examen du rapport d'information de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

(*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Jacques Garau, directeur général de CMA France.

Audition de Mme Christine de Mazières, Conseillère-maître à la Cour des comptes, rapporteure générale de la formation décentralisée de la gestion des fonds européens.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Véronique Gallo, adjointe au sous-directeur Europe et international à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère du travail.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrats de ruralité - Communication.

Contrôle budgétaire - Lutte contre la fraude et la protection des intérêts financiers de l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre les feux de forêts - Communication.

Contrôle budgétaire - Mobilisation des financements régionaux en faveur de la recherche - Communication.

(*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

(*commission des finances*) : Évaluation de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Communication.

Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes

publics, sur la fonction publique territoriale et sur les finances locales.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 36) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2020 non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) et mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la déclinaison des mesures d'urgence du plan « Ma santé 2022 »** - (22 janvier 2019) : p. 155 p. 156

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2585 - **Article 1er** (art. L. 1111-3 du code des transports - Critères de désenclavement des territoires) : p. 2590 - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires) : p. 2592

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2613 p. 2614

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3090

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3200

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2 bis (nouveau)** (Attribution d'une fraction de TICPE au financement des services de mobilité) : p. 3404

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (art. 1er de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime) - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 5020 - **Article 3** (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - Étiquetage des miels) : p. 5028 p. 5030 - **Article 5** (art. 5 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Dates d'entrée en vigueur) : p. 5042 p. 5043

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5907

- **Question orale sans débat sur la baisse des dotations horaires globales et l'impact dans les collèges ruraux** - (14 mai 2019) : p. 6310

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6788 p. 6789 - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6807

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7808 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater,**

n° 116 rectifié ter (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7865

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8084

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6414-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9410

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12883 p. 12889 p. 12896 p. 12904

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) : p. 12970

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 13014 - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendements n° 78 rectifié, n° 427 rectifié et n° 737 rectifié bis** (Conseil communautaire - Suppléant - Élection) : p. 13025

- **Question orale sans débat sur l'accès au gaz de pétrole liquéfié** - (15 octobre 2019) : p. 13144

- **Question orale sans débat sur la ligne Aurillac-Bretenoux-Biars-Brive** - (15 octobre 2019) : p. 13145

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11** - **Amendement n° 173 rectifié** (Adjoint au maire - Vacance de siège - Maintien de la parité) : p. 13168 - **Article additionnel après l'article 11** - **Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13190

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15949 p. 15950

Première partie :

- (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1112** (« Fonds de pérennité » - Traitement fiscal) : p. 16248 - **Article 5 (précédemment réservé)** (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16278 p. 16287 p. 16288 p. 16290

p. 16292 p. 16296 p. 16300 p. 16306 - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé) - Amendement n° I-285 rectifié bis** (Terrains nus rendus constructibles - Taxe sur les cessions à titre onéreux - Modalités) : p. 16307

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane) : p. 16375 p. 16384 p. 16385 p. 16386 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-615 rectifié bis** (Travaux de défense extérieure contre l'incendie - Compensation par le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) l'année même de leur réalisation) : p. 16398 p. 16399 - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes) : p. 16454 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-932, n° I-141 rectifié bis et n° I-156 rectifié ter** (Objectif de réduction du stockage de division par deux des déchets - Réfaction de la TGAP - Création) : p. 16514 - **Article 16 ter (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Tarif réduit de taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) pour la fourniture d'électricité aux navires stationnant à quai dans les ports) : p. 16517 - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel) : p. 16520

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article 26** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 16614 p. 16617 p. 16618 - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16638

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17701 - **État B** : p. 17724 p. 17728 p. 17730 p. 17732 p. 17742

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17832 p. 17847 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-70 rectifié bis, n° II-262 rectifié quater, n° II-285 rectifié quinquies, n° II-333 rectifié bis, n° II-372 rectifié bis, n° II-410 rectifié bis et n° II-634 rectifié** (Dotations de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de la population - Suppression) : p. 17851 - **Article 78 ter (nouveau)** (Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité) : p. 17854 p. 17855 p. 17857

Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 A - Amendement n° II-271** (Plus-values de cessions immobilières - Régime - Réforme) : p. 18058

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-122 rectifié bis** (Biens loués par bail à long terme - Baux cessibles - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) - Exonération partielle) : p. 18068 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-237 rectifié** (DEFI forêt - Avantages fiscaux - Plafonnement - Intégration) : p. 18077 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-281 rectifié et n° II-604 rectifié ter** (Communes d'implantation des éoliennes - Communes voisines - Imposition - Part communale - Partage) : p. 18079 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-912 rectifié ter et n° II-967** (Versement transport (VT) - Augmentation) : p. 18093 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1062 rectifié ter** (Zones franches écologiques - Mise en place - Rapport au Parlement) : p. 18098 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-320 rectifié** (Hébergements touristiques - Taxe de séjour forfaitaire - Plafond possible d'abattement - Relèvement) : p. 18100 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendements n° II-284 rectifié quinquies, n° II-335 rectifié ter, n° II-1065 rectifié et n° II-1126** (Serres en zone de montagne - Taxe d'aménagement - Exemption) : p. 18120 - **Article 48 octodécies (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 7 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2020 du bénéfice du classement en zones de revitalisation rurale pour des communes qui devaient initialement perdre ce bénéfice au 1er juillet 2020) : p. 18133 - **Article additionnels après l'article 48 octodécies - Amendements n° II-777 rectifié quater et n° II-954** (Classement en zone de revitalisation rurale - Dispositifs fiscaux - Prorogation) : p. 18136 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18153 - **Article 50 bis (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du bénéfice du prêt à taux zéro dans le neuf en zones peu tendues) : p. 18168 - **Article 51** (Création d'une taxe forfaitaire sur les contrats à durée déterminée d'usage) : p. 18202

DELEVOYE (Jean-Paul)
*haut-commissaire aux retraites, délégué
auprès de la ministre des solidarités et
de la santé
(du 4 septembre 2019 au 17 décembre
2019)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (24 septembre 2019) : p. 12405

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de la réforme des retraites sur les femmes** - (16 octobre 2019) : p. 13273

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (30 octobre 2019) : p. 14769

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) : p. 15191

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2019) : p. 15875

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2019) : p. 16812
p. 16817

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (IV)** - (11 décembre 2019) : p. 21658

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (V)** - (11 décembre 2019) : p. 21659

DELMONT-KOROPOULIS (Annie)
*sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Évaluation du rapport de synthèse du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé à la suite du débat public organisé sous forme d'états généraux préalablement à la révision de la loi de bioéthique [n° 644 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Stockage de l'électricité - Examen d'une note scientifique.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition du Professeur Gérard Mourou, prix Nobel de physique 2018.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Évaluation des risques sanitaires et environnementaux par les agences - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur l'évaluation, en application de l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique, du rapport de synthèse du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé à la suite du débat public organisé sous forme d'états généraux préalablement à la révision de la loi de bioéthique (Jean-François Eliaou, député, et Annie Delmont-Koropoulis, sénatrice, rapporteurs).

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique sur les enjeux sanitaires du cannabis (Huguette Tiegna, députée, rapporteure).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (7 février 2019) - **Article 71** (*art. L. 214-7-4, L. 214-24-33, L. 214-154, L. 214-165-1, L. 214-169, L. 214-170, L. 214-175-1, L. 524-6, L. 532-9, L. 532-20-1, L. 532-21-3, L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-22, L. 561-25, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-2, L. 561-46, L. 562-3, L. 612-35-1 et L. 621-31 du code monétaire et financier, art. L. 84 D et L. 228 A du livre des procédures fiscales, article 1649 AB du code général des impôts, art. L. 225-100 et L. 824-3 du code de commerce, art. L. 229-38 du code de l'environnement, art. L. 311-11, L. 311-16, L. 311-30, L. 311-53, L. 326-12, L. 326-13, L. 421-9, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 423-5, L. 423-7 et L. 423-8 du code des assurances, art. L. 222-9, L. 431-1, L. 431-2, L. 431-4, L. 431-5, L. 431-7 et L. 431-8 du code de la mutualité, articles L. 931-37 à L. 931-39, L. 931-41, L. 931-42, L. 932-46, L. 951-2 et L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. 2488-6, 2488-10 et 2488-11 du code civil, art. 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. 5 de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - Ratification de vingt-trois ordonnances) : p. 1021*

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (17 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 21 rectifié bis et n° 172, (Réseaux d'éducation prioritaire - Affectation d'enseignants expérimentés)** : p. 6707 p. 6708 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 205 rectifié bis (Personnel de l'Éducation nationale - Mise en place d'un service de médecine du travail)** : p. 6710

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 7705

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) - **Article 4 ter (nouveau)** (*art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant*) : p. 7881

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7** (*art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7965 p. 7971

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 10** (*art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 8084 p. 8085 p. 8088 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 91 rectifié (Recours à l'intelligence artificielle en matière de santé - Zones d'expérimentation)** : p. 8107 - **Article 13** (*art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin*) : p. 8128 - **Article 18** (*art. L. 313-1-1 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1321-2, L. 1321-2-2 [nouveau], L. 1332-8, L. 1432-1 et L. 5141-14-1 du code de la santé publique, art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code*

de l'environnement, art. 142-11 du code de la sécurité sociale - Mesures de simplification) : p. 8152

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Quatrième partie :

DENNEMONT (Michel)
sénateur (La Réunion)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

DENORMANDIE (Julien)
ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-770 du 17 juillet 2019 relative à la partie législative du livre VIII du code de la construction et de l'habitation [n° 46 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

- (30 novembre 2019) - **Article 43** (*Favoriser la pertinence des prescriptions de médicaments à l'aide de plusieurs outils ciblés*) : p. 17304 p. 17305

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Gora Patel, directeur de la chaîne Réunion La 1ère.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général, accompagné de Mmes Anne Chanal, chef du service vulnérabilité et gestion de crise, et Cécile Martin, directrice de la programmation, du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, (Cerema).

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 212 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 221 p. 222 p. 223 p. 224 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 et n° 10 rectifié bis** (*Huissiers de justice - Accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles d'habitation*) : p. 225 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 226

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la construction de logements** - (31 janvier 2019) : p. 636
- **Question orale sans débat sur la consommation des crédits des contrats de plan État-régions** - (12 février 2019) : p. 1069
- **Question orale sans débat sur l'avenir de la ruralité** - (12 février 2019) : p. 1070
- **Question orale sans débat sur la fermeture du bureau de poste des Aldudes** - (12 février 2019) : p. 1071
- **Question orale sans débat sur le dispositif dérogatoire à l'article L. 433-1 du code de l'action sociale et des familles** - (12 février 2019) : p. 1072
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du logement social** - (14 février 2019) : p. 2477
- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2608 p. 2613 p. 2617 p. 2619 p. 2622 p. 2623
- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2737 p. 2738 p. 2739 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2749
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités et la décentralisation** - (4 avril 2019) : p. 5156
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les morts dans la rue** - (4 avril 2019) : p. 5157
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Article 3 (Transfert au département d'Alsace des routes nationales et autoroutes non concédées)** : p. 5190 p. 5191 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 146 rectifié ter (Redevance kilométrique poids lourds)** : p. 5192 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter (Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental)** : p. 5194 p. 5197 - **Article 4 (Reprise des personnels des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)** : p. 5198 - **Article 6 (Compensation financière du transfert de la voirie nationale)** : p. 5201 p. 5201 p. 5202 - **Article 7 (Succession du département d'Alsace aux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)** : p. 5204 - **Article 8 (Composition du conseil départemental d'Alsace)** : p. 5205 p. 5206 - **Article 9 (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder aux adaptations rendues nécessaires par la création de la Collectivité européenne d'Alsace)** : p. 5207 - **Article 10 (Habilitation à légiférer par ordonnances dans le domaine routier)** : p. 5208 p. 5209 p. 5210 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5214
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5485 p. 5486
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation et l'évolution de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (11 juin 2019) : p. 8254
- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8275 p. 8276 - **Article 1er A (nouveau) (art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - Obligation pour les copropriétés de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global)** : p. 8286 p. 8287 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 10 rectifié quater (Plan de mise en vente des logements sociaux - État du bâti et des équipements - Gros travaux)** : p. 8287 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 31 rectifié bis (Vente des logements sociaux - Plan de prévention des risques de dégradation des copropriétés)** : p. 8288 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 27 rectifié (Bénéfice du tiers payant des aides au logement - Production par le bailleur du contrat de location)** : p. 8290 - **Article 1er C (nouveau) (art. 198 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, art. L. 1331-22 à L. 1331-30 et L. 1337-4 [abrogés] du code de la santé publique, art. L. 511-1 à L. 511-7 et L. 511-8 à 511-18 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, art. 25-1 A de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Création d'une police du logement - Harmonisation des procédures de péril et d'insalubrité - Entrée en vigueur accélérée d'une interdiction définitive d'habiter - Raccourcissement du délai d'instruction dans les procédures de péril et d'insalubrité)** : p. 8295 p. 8296 p. 8297 - **Article 1er D (nouveau) (art. L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales - Clarification de la situation des occupants en cas de mise en œuvre des pouvoirs de police générale du maire)** : p. 8298 - **Article additionnel après l'article 1er E - Amendement n° 24 rectifié bis (Habitat - Collectivités locales - Désignation d'un référent « habitat dégradé »)** : p. 8298 - **Article additionnel après l'article 1er E - Amendement n° 13 rectifié quater (Lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Mise en œuvre d'un état de carence - Remise du rapport d'expertise - Réduction des délais)** : p. 8299 - **Article 2 (Expérimentation en matière de délivrance du permis de louer)** : p. 8300 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 26 rectifié (Lutte contre l'habitat indigne - Déclaration de mise en location - Généralisation)** : p. 8302 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 2 rectifié (Autorisation préalable de mise en caducité et renouvellement)** : p. 8302 p. 8303 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 3 rectifié (Protection des occupants de l'habitat indigne - Renforcement - Présomption de bonne foi de l'occupant)** : p. 8304 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 4 rectifié bis (Logement définitif - Deux offres de logement)** : p. 8305 p. 8306 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 22 rectifié, n° 34 et n° 9 rectifié (Lutte contre l'habitat indigne en outre-mer - APL accession - Conséquences de suppression - Rapport au Parlement)** : p. 8309 p. 8310 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 23 (Zones des cinquante pas géométriques en outre-mer - Constructions - Normes - Rapport au Parlement)** : p. 8311 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendements n° 5 rectifié et n° 6 rectifié (Marchands de sommeil - Indemnité représentative des frais engagés pour le relogement - Augmentation)** : p. 8312
- **Question orale sans débat sur le déploiement de la fibre optique en Bretagne et Fonds national pour la société numérique** - (16 juillet 2019) : p. 11239
- **Question orale sans débat sur les difficultés des communes rurales à gérer la compétence « affaires scolaires »** - (16 juillet 2019) : p. 11240
- **Question orale sans débat sur l'adhésion des communes extérieures au Grand Belfort à son service de gardes nature** - (16 juillet 2019) : p. 11241
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la circulaire du Premier ministre sur la lutte contre l'artificialisation des sols** - (24 septembre 2019) : p. 12411
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (30 octobre 2019) : p. 14765
- **Question orale sans débat relative à la prime de vie chère et aux aides au logement en Haute-Savoie** - (12 novembre 2019) : p. 15103
- **Question orale sans débat sur le doublement de la réduction de loyer de solidarité** - (12 novembre 2019) : p. 15104
- **Question orale sans débat relative à l'utilisation de la cocarde par les maires** - (12 novembre 2019) : p. 15104
- **Question orale sans débat sur le fonctionnement du guichet de cohésion numérique et l'aide à l'équipement numérique** - (12 novembre 2019) : p. 15105
- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17714 p. 17715 p. 17716 p. 17717 - **État B** : p. 17730 p. 17731 p. 17732 p. 17734 p. 17736 p. 17737 p. 17738 p. 17740 p. 17742 p. 17743 p. 17744 p. 17745 - **Article 75 (Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement)** : p. 17747 - **Article additionnel après l'article 75 - Amendement n° II-910 (Organismes HLM -**

Titres participatifs - Émission - Collectivités locales - Souscription - Autorisation) : p. 17748 p. 17749

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contemporanéité des aides personnalisées au logement** - (11 décembre 2019) : p. 21660

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du logement en France** - (18 décembre 2019) : p. 21958

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Exposé général [n° 104 tome 1 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Examen des articles [n° 104 tome 2 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Tableau comparatif [n° 104 tome 3 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dispositifs médicaux - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport relatif à la prévention, l'efficacité, l'équité et la maîtrise des arrêts de travail - Audition de M. Stéphane Oustric.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de

la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition de Mme Catherine de Salins, candidate à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Désignation des candidats à la commission mixte paritaire.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne-Claire Rafflebeau, porte-parole du collectif inter-urgences.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Anne Thiebaud, directrice par intérim des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7914 - **Article 7** (*art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7968 - **Article 7 bis** (*art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre*) : p. 7986 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (*Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation*) : p. 7996 p. 7997 p. 7998 p. 7999 - **Article additionnel après l'article 7 sexies B - Amendements n° 74 rectifié ter, n° 132 rectifié ter, n° 162 rectifié ter, n° 253 et n° 662 rectifié ter** (*Vaccination antigrippale - Extension aux biologistes médicaux*) : p. 8005

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8047 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 34 rectifié bis et n° 164 rectifié bis** (*Dossier pharmaceutique - Accès du pharmacien biologiste médical*) : p. 8121 p. 8122 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 167 rectifié et n° 508 rectifié bis** (*Propriété d'une officine de pharmacie - Investisseurs extérieurs - Transmission au conseil de l'ordre des pharmaciens*) : p. 8154

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 165 rectifié** (*Patient hospitalisé - Continuité des soins - Choix du professionnel*) : p. 8197 p. 8198

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8265

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11185

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15114

- **Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 31** (*Transfert du financement de l'ANSP et de l'ANSM vers l'Ondam*) : p. 17274 - **Article 36**

(Mesures en faveur de l'installation des jeunes médecins) : p. 17287 - **Article 44** (Mesures diverses pour le secteur des transports de patients et extension des dérogations prévues à l'article 51 de la LFSS pour 2018) : p. 17308 - **Article 46**

(Création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits pesticides) : p. 17321

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-présidente le 24 octobre 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'institut national du cancer le 21 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Présidente de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs : Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité - rapport [n° 529 tome 1 (2018-2019)] (28 mai 2019) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs : Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité - comptes rendus des auditions [n° 529 tome 2 (2018-2019)] (28 mai 2019) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Pilotage de la dépense de santé : redonner du sens à l'Ondam [n° 40 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Exposé général [n° 104 tome 1 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Examen des articles [n° 104 tome 2 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Tableau comparatif [n° 104 tome 3 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 517 (2018-2019)] tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 116 (2019-2020)] (13 novembre 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de Mme Marie-Louise Kuntz, vice-présidente du conseil départemental de la Moselle, et M. Ludovic Maréchal, adjoint au sous-directeur de l'aide sociale à l'enfance du conseil départemental de la Moselle, représentant l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de Mme Violaine Blain, directrice du Groupement d'intérêt public Enfance en danger (Giped) et de Mme Agnès Gindt-Ducros, directrice de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE).

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) :

Audition de M. Jean-Philippe Viquant, directeur général de la cohésion sociale (DGCS).

Audition du Dr. Jean-Philippe Cano, vice-président, et de Mme Ingrid Bertsch, secrétaire de la Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS).

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition d'associations de défense de l'enfance en danger : Mmes Martine Brousse, présidente de « La voix de l'enfant », Muriel Salmona, présidente de « Mémoire traumatique et victimologie », Homayra Sellier, présidente de « Innocence en danger », Violaine Guérin, présidente, et Muguette Dini, représentante du groupe multidisciplinaire « Politique et institutions », de l'association « Stop aux violences sexuelles.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Vincent Bouba, secrétaire général, et de Maître Francis Lec, avocat-conseil, de la Fédération des autonomes de solidarité laïques (FAS).

Audition de Mme Isabelle Chartier-Siben, présidente de l'association d'aide aux victimes « C'est-à-dire ».

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Olivier Savignac, co-fondateur de l'association « Notre parole aussi libérée », et Maîtres Edmond-Claude et Antoinette Fréty, avocats.

Audition de représentants du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse : M. Alexandre Grosse, chef de service du budget, de la performance et des établissements, et Mme Françoise Pétreault, sous-directrice de la vie scolaire, des établissements et des actions socio-éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco) ; M. Édouard Geffray, directeur général des ressources humaines (DGRH), et Mme Maryline Genieys, adjointe de la sous-directrice de la gestion des carrières des personnels enseignants de l'enseignement scolaire (DGRH) ; M. Sébastien Colliat, sous-directeur de l'enseignement privé de la direction des affaires financières (DAF).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de la fondation catholique « Apprentis d'Auteuil » : M. André Altmeyer, directeur général adjoint, et Mme Émilie Casin-Larretche, responsable des relations extérieures.

Audition de l'association « Colosse aux pieds d'argile » : M. Sébastien Boueilh, directeur-fondateur, et Mme Claire Lailheugue, chargée de communication.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de Mmes Isabelle de Gaulmyn, rédactrice en chef au journal La Croix, Catherine Bonnet, ancien membre de la commission vaticane chargée de lutter contre la pédophilie dans l'Église, Soeur Véronique Margron, théologienne, présidente de la Conférence des religieuses et religieux en France (Corref), Père Stéphane Joulain, père blanc, psychothérapeute spécialisé dans le traitement des abus sexuels, Père Pierre Vignon, prêtre du diocèse de Valence.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Alain Christnacht, président de la commission nationale chargée de conseiller les évêques dans l'évaluation des situations de prêtres ayant commis des actes répréhensibles, Mme Annick Feltz, magistrate honoraire, MM. Jean-Marc Sauvé, président, et Alain Cordier, membre de la commission d'enquête indépendante sur les abus sexuels sur mineurs commis au sein de l'Église catholique.

Audition de l'association « La Parole libérée » : MM. François Devaux, président, Alexandre Hezez, co-fondateur de l'association, et maître Nadia Debbache, avocate au barreau de Lyon.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition des représentants de la Conférence des évêques de France : Mgr Olivier Ribadeau Dumas, secrétaire général et porte-parole, Mgr Luc Crépy, évêque du Puy-en-Velay, président de la Cellule permanente de lutte contre la pédophilie, et Mme Ségolaine Moog, déléguée pour la lutte contre la pédophilie.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de représentants de la Fédération protestante de France : M. François Clavairol, président et Mme Nadine Marchand, présidente de la commission « jeunesse », et secrétaire générale des Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de MM. André Peyrègne, président de la Fédération française de l'enseignement artistique (FFEA), et Maxime Leschiera, président des Conservatoires de France.

Audition de M. Anouar Kbibech, vice-président du Conseil français du culte musulman.

Audition de Me Alex Buchinger, administrateur du Consistoire de Paris et du Consistoire central israélite de France, M. Jérémie Haddad, président, et Mme Karen Allali, commissaire générale, des Éclaireuses et Éclaireurs israélites de France.

Audition de Mmes Sophie Ferry-Bouillon, avocate au barreau de Nancy, élue, Dominique Attias, ancienne vice-bâtonnière du barreau de Paris, et Josine Bitton, membre du groupe « mineurs », du Conseil national des barreaux.

Audition de représentantes du ministère de la culture.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de MM. François Mandil, délégué national communication et relations extérieures, Olivier Mathieu, délégué général, des Scouts et guides de France (SGDF), Saâd Zian, délégué général des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF), Guillaume Légaut, directeur général de l'Union

nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), Mmes Claire Verdier, présidente, Isabelle Nicpon, commissaire générale guide, vice-présidente du conseil d'administration, MM. Michel-Henri Faivre, commissaire général scout, vice-président du conseil d'administration, Grégoire Chataignon, secrétaire général, Mme Marine Delhomme Accary, responsable communication, de l'Association des guides et scouts d'Europe (AGSE), M. Francis Beltran, administrateur national, président de la fédération régionale Normandie, et Mme Aurore Saada, conseillère technique « enfance jeunesse », de la Fédération nationale Familles rurales.

Audition conjointe de Mme Isabelle Debré, présidente, M. Michel Martzoff, secrétaire général de l'association L'Enfant Bleu, et Mme Anne-Marie Clément, présidente de la Fédération des comités Alexis Danan.

Audition de Mme Latifa Bennari, présidente de l'association L'Ange Bleu.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de Mme Agnès Le Brun, maire de Morlaix représentant l'Association des maires de France (AMF).

Audition de Mme Laurie Boussaguet, professeure des universités, politologue, auteure d'une thèse sur le processus d'émergence de la pédophilie comme problème public en France, en Belgique et en Angleterre.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Pascal Cussigh, président de l'association Coup de pouce - Protection de l'enfance.

Audition de Mgr Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims, futur président de la Conférence des évêques de France.

Audition de Mmes Marie Rabatel, cofondatrice et présidente de l'Association francophone de femmes autistes (AFFA), et Muriel Salmona, psychiatre, psychotraumatologue, présidente de l'association « Mémoire traumatique et victimologie ».

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de MM. Hervé Morin, président de la région Normandie, Alexandre Wahl, directeur de l'Agence de développement Normandie, Patrice Vergriete, maire de Dunkerque, et Mme Christiane Guervilly, maire d'Erquy, sur l'impact régional du Brexit.

(*commission des affaires sociales*) : Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de Mmes Pauline Türk,

professeur de droit public à l'université Côte d'Azur et Annie Blandin, professeur à l'IMT Atlantique, membre du Conseil national du numérique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Politique de prévention et de prise en charge du VIH - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, en vue du renouvellement de son poste de directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) - Examen du rapport d'information.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Accès précoce aux médicaments innovants - Communication de Mmes Catherine Deroche et Véronique Guillotin et M. Yves Daudigny.

Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, président, et Mme Karine Lefeuve, vice-présidente du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thomas Wanecq, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directeur général de la Haute Autorité de santé (HAS).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-Marie Le Méné, président de la Fondation Jérôme Lejeune.

Audition de Mme Huguette Mauss, présidente, et de M. Jean-Pierre Bourély, secrétaire général, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP).

(*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (17 janvier 2019) : p. 108 p. 109

- **Question orale sans débat sur le dispositif dérogatoire à l'article L. 433-1 du code de l'action sociale et des familles** - (12 février 2019) : p. 1072

- **Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 319 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2732

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Articles additionnels après l'article 1er D - Amendements n° 713, n° 886 rectifié bis et n° 994 rectifié bis** (*Infrastructures de transports - Règlementation sur la sécurité et la qualité de la construction - Rapport au Parlement*) : p. 3315

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5976 p. 5983

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7640

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 7701 - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7750

- **Question orale sans débat sur la fixation de la prestation de compensation liée à la perte d'autonomie** - (4 juin 2019) : p. 7778 p. 7779

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** (suite) - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7911 p. 7912 - **Article additionnel après l'article 7 E - Amendement n° 264 rectifié ter** (*Evaluation du contrat pour*

les soins visuels - Report en 2022) : p. 7950 - **Article additionnel après l'article 7 E - Amendement n° 263 rectifié ter** (*Ophthalmologie - Décret n° 2017-136 du 6 février 2017 - Suppression*) : p. 7951 - **Article 7 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - *Substitution d'un médicament en rupture de stock par un pharmacien*) : p. 8009

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8053

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8245

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10869

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11265

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12776

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12812 p. 12824

- **Question orale sans débat sur la gestion personnalisée du capital sanguin** - (15 octobre 2019) : p. 13152

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture d'une usine Michelin en Vendée** - (16 octobre 2019) : p. 13274

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15112 p. 15113 p. 15128

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2019*) : p. 15153

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 15209

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15274 p. 15275 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15351

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15809 p. 15813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Carte vitale - Suppression de la photographie*) : p. 15822 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Validité de la carte vitale - Validité des droits de son porteur - Correspondance*) : p. 15823 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (*Cartes vitales en surnombre - Causes et coûts - Rapport au Parlement*) : p. 15824

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (27 novembre 2019) : p. 16816 p. 16817

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17180

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24 A** (*Visibilité pluriannuelle sur les ressources des établissements de santé*) : p. 17235 - **Article 24** (*Réforme du financement des hôpitaux de proximité*) : p. 17238 - **Article 30** (*Accès précoce et soutenabilité financière des ATU*) : p. 17273 - **Article 36** (*Mesures en faveur de l'installation des jeunes médecins*) : p. 17287 - **Article 52** (*Revalorisation différenciée des prestations sociales*) : p. 17330 - **Article 59** (*Ondam et sous-Ondam*) : p. 17340

DEROMEDI (Jacky)
*sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
Les Républicains*

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 57 (2018-2019)] tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 251 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 300 (2018-2019)] visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 68 (2019-2020)] (16 octobre 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres et proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Michel Sappin, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution et chargée de se prononcer par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés et la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des Chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de

vandalisme commis à Paris - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (commission des lois) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (commission des lois) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Didier Lallement, préfet de police de Paris.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice, garde des sceaux.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du maréchal des logis chef Thierry Guerrero, président, et du capitaine Marc Rollang, membre du conseil d'administration de l'association professionnelle nationale Gendarmes et Citoyens.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (commission des lois) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (commission des lois) : Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (commission des lois) : Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 252 (2018-2019)] - (22 janvier 2019) - Article 4 :** p. 203

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] - (6 février 2019) - Article additionnel après l'article 52 quinquies - Amendement n° 296 rectifié ter (Comptes d'épargne - Mobilité réglementée - Facilitation) :** p. 868 - **Article 53 (art. 1er A, 1er, 2 et 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Augmentation du nombre de représentants de l'État au conseil d'administration de l'établissement public Bpifrance) :** p. 872 - **Article additionnel après l'article 59 ter A - Amendement n° 500 rectifié (Attributions d'options d'achat d'actions - Allègement des conditions d'autorisation) :** p. 927 p. 928 - **Article additionnel après l'article 59 ter A - Amendement n° 501 rectifié (Attributions gratuites d'actions existantes - Allègement des conditions d'autorisation) :** p. 928

- **Suite de la discussion (7 février 2019) - Article additionnel après l'article 61 quater - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 137 rectifié quater, n° 652 rectifié bis et 828 rectifié ter (Produits équitables - Obligation de respect d'un référentiel) :** p. 959 - **Article 71 (art. L. 214-7-4, L. 214-24-33, L. 214-154, L. 214-165-1, L. 214-169, L. 214-170, L. 214-175-1, L. 524-6, L. 532-9, L. 532-20-1, L. 532-21-3, L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-22, L. 561-25, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-2, L. 561-46, L. 562-3, L. 612-35-1 et L. 621-31 du code monétaire et financier, art. L. 84 D et**

L. 228 A du livre des procédures fiscales, article 1649 AB du code général des impôts, art. L. 225-100 et L. 824-3 du code de commerce, art. L. 229-38 du code de l'environnement, art. L. 311-11, L. 311-16, L. 311-30, L. 311-53, L. 326-12, L. 326-13, L. 421-9, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 423-5, L. 423-7 et L. 423-8 du code des assurances, art. L. 222-9, L. 431-1, L. 431-2, L. 431-4, L. 431-5, L. 431-7 et L. 431-8 du code de la mutualité, articles L. 931-37 à L. 931-39, L. 931-41, L. 931-42, L. 932-46, L. 951-2 et L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. 2488-6, 2488-10 et 2488-11 du code civil, art. 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. 5 de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - Ratification de vingt-trois ordonnances) : p. 1021 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° 709 rectifié et n° 800 rectifié (Associations professionnelles représentatives de la profession du courtage d'assurances) :** p. 1025 - **Article 71 ter (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4, L. 441-5, L. 442-4 [nouveau], L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 445-1 à L. 445-4 du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Mise en conformité des tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz avec le droit européen) :** p. 1035 p. 1036 p. 1038 p. 1039

- **Question orale sans débat sur la situation des Américains accidentels - (19 mars 2019) :** p. 3157

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] - (28 mars 2019) - Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 277 rectifié (Fixation des redevances d'infrastructure liées à l'utilisation du réseau ferré national) :** p. 3802

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)] - (2 avril 2019) - Exception d'irrecevabilité :** p. 3850 p. 3851

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)] - (9 mai 2019) - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 19 rectifié (Conseil communautaire - Désignation d'un second suppléant) :** p. 6258

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)] - (17 mai 2019) - Article 9 (art. L. 241-12 à L. 241-14 du code de l'éducation - Conseil d'évaluation de l'école) :** p. 6681 p. 6683 p. 6687 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 916-1 du code de l'éducation - Élargissement des missions pouvant être confiées à des assistants d'éducation préparant les concours de l'enseignement ou de l'éducation) :** p. 6714 p. 6715 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission) (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code de l'éducation pour simplifier l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Éducation nationale) :** p. 6727 - **Article 22 (Texte non modifié par la commission) (Habilitation du Gouvernement à réviser par ordonnance les dispositions législatives du code de l'éducation particulières à l'outre-mer) :** p. 6733

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)] - (27 mai 2019) - Article 5 (Majoration du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués par les particuliers dans le cadre de la souscription) :** p. 7512 p. 7513

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] - (27 juin 2019) - Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 271 rectifié ter (Agents contractuels dans les services de l'État à l'étranger - Accès à la fonction publique française par le biais des concours internes) :** p. 9996 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendements n° 306 rectifié, n° 350**

rectifié ter et n° 556 (*Fonction publique territoriale - Durée d'inscription sur liste d'aptitude*) : p. 9999

- **Question orale sans débat sur le vote par internet pour les élections consulaires de 2020** - (2 juillet 2019) : p. 10669 p. 10670

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Français de l'étranger** - (4 juillet 2019) : p. 10883

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (27 septembre 2019) - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12764 p. 12765 p. 12767 p. 12771 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 431 rectifié bis** (*Bouteilles en plastique à usage unique - Mises sur le marché - Réduction*) : p. 12780 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Compostage des boues d'épuration*) : p. 12792 p. 12793 p. 12794 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 249 rectifié bis et n° 530 rectifié** (*Déchets - Enfouissement - Encadrement*) : p. 12799 - **Article additionnel après l'article 12 D - Amendement n° 34 rectifié duodécies** (*Déchets - Dépôts sauvages - Vidéo - Verbalisation*) : p. 12808 p. 12809 - **Article 12 G (nouveau)** (*Certificat de traitement des déchets du bâtiment*) : p. 12810 p. 12811

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des Français de l'étranger** - (2 octobre 2019) : p. 12763

- **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14498 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié** (*Titre de commissaire-priseur - Personne physique - Maison de ventes - Personne morale*) : p. 14509 - **Article 1er** (*Conseil des maisons de vente*) : p. 14513 p. 14514 p. 14515 p. 14516 p. 14517 -

Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 11 rectifié bis (*Inventaires fiscaux - Commissaires-priseurs volontaires - Possibilité de réalisation*) : p. 14518 - **Article 2 (nouveau)** (*Titre de commissaire-priseur*) : p. 14518 - **Article 5 (nouveau)** (*Ventes volontaires réalisées par les notaires et huissiers de justice*) : p. 14519 - **Article 6 (nouveau)** (*Formalisme des ventes de gré à gré*) : p. 14520 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 4** (*Profession d'opérateur de ventes volontaires - Ressortissants des États membres de l'Union - Accès partiel*) : p. 14521

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin [n° 95 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14836

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 435 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 353 rectifié, n° 751 rectifié, n° 15 rectifié bis et n° 352 rectifié** (*Français non-résidents - Exonération du paiement de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) sur les revenus du patrimoine*) : p. 15241

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17037 p. 17038 - **État B** : p. 17045

DE RUGY (François)
*ministre d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire
(jusqu'au 16 juillet 2019)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 6 p. 7 p. 8 p. 9 p. 10 p. 11 p. 12 p. 13 p. 14 p. 15 p. 16 p. 17 p. 18 p. 19

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des tarifs autoroutiers** - (17 janvier 2019) : p. 106 p. 107

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retenue collinaire de Caussade** - (17 janvier 2019) : p. 110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les augmentations du tarif de l'électricité** - (14 février 2019) : p. 2475

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire forestière** - (4 avril 2019) : p. 5154

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5487 p. 5488

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions en faveur de la biodiversité** - (7 mai 2019) : p. 6178

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix des carburants** - (7 mai 2019) : p. 6182 p. 6183

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le discours écologiste et la liste « Renaissance »** - (16 mai 2019) : p. 6532

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des tarifs d'électricité** - (6 juin 2019) : p. 8064

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de fermeture du train de fret Perpignan-Rungis** - (6 juin 2019) : p. 8064 p. 8065

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des petites lignes ferroviaires** - (6 juin 2019) : p. 8066 p. 8067

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prédation de l'ours** - (6 juin 2019) : p. 8068

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la Société nationale de sauvetage en mer** - (11 juin 2019) : p. 8249

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation du kérosène** - (11 juin 2019) : p. 8250 p. 8251

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9148 p. 9149 p. 9150 p. 9151 p. 9152 p. 9153 p. 9154 p. 9155 p. 9156 p. 9157 p. 9158

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre titulaire du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 avril 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences, femmes et handicap : dénoncer l'invisible et agir [n° 14 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) [n° 143 tome 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dispositifs médicaux - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Fabienne Servan-Schreiber, présidente, et Anne-Sarah Kertudo, directrice, de l'association Droit Pluriel.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes handicapées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission

interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 270

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3114

- **Question orale sans débat sur le statut des élus locaux** - (14 mai 2019) : p. 6330 p. 6331

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7673 p. 7674

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7753 p. 7754

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 7 bsexies C - Amendements n° 115 rectifié ter, n° 664 rectifié bis et n° 529 rectifié bis** (*Profession d'opticien-lunetier - Élargissement des compétences*) : p. 8007 p. 8008

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 12** (*art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager*) : p. 8120 - **Article 13** (*art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin*) : p. 8126 p. 8128

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4311-12, L. 4323-4-1, L. 4323-4-2, L. 4344-4-1 et L. 4344-4-2 du code de la santé publique - Développement de l'apprentissage dans la fonction publique hospitalière*) : p. 9822

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage et les intermittents du spectacle** - (23 juillet 2019) : p. 12229

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12821

- **Santé en Guyane** - (3 octobre 2019) : p. 12835

- **Question orale sans débat sur les modalités de formation des maîtres de stage universitaires en médecine générale** - (15 octobre 2019) : p. 13153 p. 13154

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 44 rectifié ter (Communes de moins de 500 habitants - Nombre de conseillers municipaux - Seuil minimal)** : p. 13230

- **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p.15852

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 16999

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17107

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 40 (Mise en place d'un forfait pour un parcours global post-traitement aigu du cancer)** : p. 17295 p. 17296

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21675 - **Article 2 (Lutte contre l'usage détourné par les mineurs du protoxyde d'azote)** : p. 21678 p. 21679 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 21681

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21736

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 268 (2018-2019)] - **Rapport [n° 287 tome 1 (2018-2019)]** (6 février 2019) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 268 (2018-2019)] - **Tableaux comparatifs [n° 287 tome 2 (2018-2019)]** (6 février 2019) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 146 tome 8 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 119 (2019-2020)] modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 194 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Table ronde de représentants des avocats, des magistrats et des fonctionnaires de greffe.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie.

Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Handicap dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Jurisprudence rendue pour l'application des dispositions relatives aux droits des malades et à la fin de vie - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la thanatopraxie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Menaces et agressions auxquelles sont confrontés les maires - Communication.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen des amendements aux textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire** [n° 392 (2017-2018)] - (23 janvier 2019) - **Article unique** : p. 265 p. 266

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture** [n° 288 (2018-2019)] - (12 février 2019) - **Article 1er ter** (*Exécution de la loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Rapport au Parlement*) : p. 1144 - **Article 2** (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends) : p. 1145 p. 1146 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 1147 p. 1148 - **Article 5** (art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les

originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer certains actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : p. 1150 - **Article 8** (art. 116, 507, 507-1 et 836 du code civil - Allègement du contrôle a priori du juge des tutelles pour certains actes de gestion du patrimoine de personnes protégées, présumées absentes ou éloignées) : p. 1151 - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 1154 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 1156 - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 1157 p. 1158 - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 1160 - **Article 21** (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : p. 1165 p. 1166

- **Question orale sans débat sur l'évaluation médicale de l'aptitude à la conduite** - (19 mars 2019) : p. 3144

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace** [n° 413 (2018-2019)] - (2 avril 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3865

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 5067

- **Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes** [n° 476 (2018-2019)] - (7 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6163

- **Projet de loi pour une école de la confiance** [n° 474 (2018-2019)] - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6443

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déremboursement des médicaments homéopathiques** - (6 juin 2019) : p. 8067

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat** [n° 550 (2018-2019)] - (18 juin 2019) - **Article 17** (art. 44 bis [nouveau], 44 ter [nouveau], 46 bis [nouveau], 48 [abrogé], 49 [abrogé] et 50 [abrogé] du Règlement - Conditions de recevabilité formelles et liées à la navette (« cavaliers », règle de l'« entonnoir ») ; discussion des amendements) : p. 9301

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique** [n° 571 (2018-2019)] - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° 247 et n° 418 rectifié quater** (*Fonctionnaire exerçant une activité privée - Avantages du statut de la fonction publique - Suppression*) : p. 9714

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 5** (art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote) : p. 9767 p. 9768

- **Question orale sans débat sur la levée du moratoire relatif aux machines à voter** - (2 juillet 2019) : p. 10652

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11112

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 3** (art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions) : p. 13032

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 195** (Commune - Changement d'intercommunalité) : p. 13183 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13221

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13389 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Intercommunalité - Création de « pôles de proximité » - Autorisation) : p. 13398

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la non-reconduction des prêts à taux zéro sur les logements neufs en zones B2 et rurale** - (23 octobre 2019) : p. 14443

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 nonies (nouveau)** (Stabilisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux en 2020) : p. 17877 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-671 rectifié bis** (DSIL - Commission - Soumission pour avis) : p. 17883

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17974 - **Article 76 terdecies (nouveau)** (Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna) : p. 17993

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 195 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 196 (2019-2020)** : p. 21770 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** (Président de la République - Pouvoir de nomination - Contrôle parlementaire) : p. 21778 - **Article unique** (Tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Périmètre de l'avis des commissions parlementaires sur les nominations du Président de la République) : p. 21779 p. 21780 p. 21781 p. 21782

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 195 (2019-2020)** - (17 décembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (Constitution - Article 13 - Auditions - Publicité) : p. 21784 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 2** (Constitution - Article 13 - Auditions - Absence de droit de réserve) : p. 21785 - **Article 1er** (Tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Coordinations) : p. 21786 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié** (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) - Direction générale - Procédure de nomination - Constitution - Article 13 - Application) : p. 21786 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6** (« L'Autorité de régulation des jeux en ligne » - « L'Autorité nationale des jeux » - Coordination) : p. 21787 - **Article 2** (Prolongation des mandats de six membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, HADOPI) : p. 21787 - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 2102-8, L. 2102-9-1 [nouveau], L. 2111-16 et L. 2133-9 du code des transports - Modalités de nomination des dirigeants de la société nationale SNCF et de SNCF Réseau) : p. 21789

DEVINAZ (Gilbert-Luc)
sénateur (Rhône)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 2 mai 2019.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 462 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 422 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Arménie relatif à l'emploi des membres de la famille des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 505 (2018-2019)] (15 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Colombie : une paix encore fragile [n° 548 (2018-2019)] (5 juin 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 648 (2018-2019)] autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti [n° 34 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Afghanistan - Audition de M. Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à l'Université Paris 1.

Réunion du mardi 5 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel (SNU) - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur le service national universel (SNU).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impact du Brexit sur le secteur du médicament - Audition de MM. Rachid Izzar, président, et Philippe Mourouga, directeur des affaires publiques, des affaires économiques, juridiques et communication - AstraZeneca France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Situation au Venezuela et ses conséquences internationales - Audition conjointe de Mme Paula Vasquez, chargée de recherche au CNRS et de M. Frédéric Doré, directeur des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Louis Gautier, ancien SGDSN, chargé d'une mission sur la défense de l'Europe.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Arménie relatif à l'emploi des membres de la famille des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Émergence de la Colombie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN et de M. Julien Barnu, conseiller pour les questions numériques.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Yves Blein, président de l'Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (Amaris).

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Marie-Christine Prémartin, directrice exécutive de l'expertise et des programmes, et de M. Patrice Philippe, chef du service sites et sols pollués de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Pierre-André Durand, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition des associations de protection de l'environnement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, président-directeur général de France Médias Monde.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, et Olivier Gupta, directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de

Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3234 p. 3235

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 504 rectifié bis et n° 917 rectifié** (*Bâtiments accueillant un service public - Places de stationnement sécurisées*) : p. 3585

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Article 10 (nouveau)** (*art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de conférence métropolitaine des maires de la métropole de Lyon*) : p. 6263 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9** (*Conférences territoriales des maires - Renforcement de leur fréquence de réunion*) : p. 6265 p. 6266

- **Question orale sans débat sur le centre périnatal de proximité de l'Arbresle** - (4 juin 2019) : p. 7781 p. 7782

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir et les moyens du ministère du sport** - (6 juin 2019) : p. 8065

- **Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 552 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8267

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 390 rectifié** (*Métropole de Lyon - Instances*) : p. 12973 p. 12974 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 717 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Commission permanente - Élection au scrutin proportionnel*) : p. 12981

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Premier ministre sur l'immigration** - (6 novembre 2019) : p. 14885 p. 14886

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p.15837

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 75 ter - Amendement n° II-656** (*Loi de programmation militaire - Avis du Haut Conseil des finances publiques*) : p. 17659

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 28 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre titulaire du Comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires le 13 février 2019.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 462 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Donner un nouveau souffle à la politique du handicap dans la fonction publique [n° 520 (2018-2019)] (22 mai 2019) - **Fonction publique.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 532 (2018-2019)] - Rapport [n° 570 tome 1 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Fonction publique.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 532 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 570 tome 2 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Fonction publique.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 633 (2018-2019)] (4 juillet 2019) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Fonction publique [n° 146 tome 6 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de GENDXXI, association professionnelle des militaires de la gendarmerie.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la CFDT.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la FSMI-FO.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Didier Lallement, préfet de police de Paris.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du maréchal des logis chef Thierry Guerrero, président, et du capitaine Marc Rollang, membre du conseil d'administration de l'association professionnelle nationale militaire Gendarmes et Citoyens.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information relative à la sécurité des sapeurs-pompiers - Audition de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF).

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Handicap dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le règlement du Sénat - Procédure de législation partielle en commission - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de transformation de la fonction publique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la

proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Nomination d'un rapporteur sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen, en deuxième lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants de courants de pensée.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-8389 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte** [n° 291 (2018-2019)] - (14 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2470

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3236

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace** [n° 413 (2018-2019)] - (2 avril 2019) - **Question préalable** : p. 3854 p. 3855

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral** [n° 444 (2018-2019)] - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6008

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral** [n° 445 (2018-2019)] - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique** [n° 571 (2018-2019)] - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9313 - **Question préalable** : p. 9316 - **Discussion générale** : p. 9328 p. 9332 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Principe de participation des fonctionnaires*) : p. 9334 p. 9335 p. 9336 - **Article 2** (art. 9 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Nouvelle faculté de saisine du Conseil commun de la fonction publique - Représentation des plus grandes communes et de leurs établissements publics intercommunaux au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) : p. 9340 p. 9341 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 217 rectifié** (*Textes relatifs à la fonction publique - Meilleures informations parlementaires*) : p. 9342 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 70 rectifié bis** (*Conseil supérieur de la fonction publique d'État (CSFPE) - Représentation des contractuels*) : p. 9343 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 219** (*Formation professionnelle dans la fonction publique territoriale - Retour à une gestion paritaire*) : p. 9344

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6414-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - *Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation*) : p. 9410 p. 9413 p. 9414 p. 9416 p. 9417 p. 9418 p. 9419 p. 9420 p. 9421 p. 9422 p. 9423 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 342-19 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un comité social d'administration au sein de l'Agence nationale de contrôle du logement social*) : p. 9435 - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1432-11 du code de la santé publique - *Création d'un comité d'agence et des conditions de travail au sein des agences régionales de santé*) : p. 9436 - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4312-3-2 du code des transports - *Création d'un comité social d'administration central au sein de Voies navigables de France*) : p. 9438 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 317** (*L'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) - Comité*

social d'administration - Organisation) : p. 9441 - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des commissions administratives paritaires) : p. 9444 p. 9445 p. 9446 p. 9447 p. 9448 p. 9449 - **Article 4 bis** (art. L. 953-6 du code de l'éducation - Réorganisation des commissions paritaires d'établissement dans l'enseignement supérieur) : p. 9449 p. 9450 - **Article 4 quater** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mise en place d'une commission consultative paritaire commune dans la fonction publique territoriale) : p. 9451 - **Article 5 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de favoriser la conclusion d'accords négociés dans la fonction publique) : p. 9452 p. 9453 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 226** (Négociation dans la Fonction publique - Demande unanime des syndicats) : p. 9453 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 227** (Entrave à la liberté et au droit syndical - Régime de sanction) : p. 9454 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 228** (Entraves aux instances de représentation du personnel - Régime de sanction - Mise en œuvre) : p. 9455 - **Article 6** (art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État) : p. 9458 p. 9461 p. 9463 p. 9464 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 128 rectifié bis** (Recrutement par contrat - Conditions de diplôme, d'études ou d'expérience professionnelle identiques à celles exigées d'un fonctionnaire) : p. 9469 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6 - Amendement n° 472 rectifié quater** (Mobilité des agents contractuels - Renforcement des droits) : p. 9470 - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction de réserver un emploi aux agents contractuels) : p. 9471 - **Article 6 ter (nouveau)** (art. 32 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Conditions liées à la jouissance des droits civiques ou aux condamnations antérieures pour être recruté en tant qu'agent contractuel de droit public) : p. 9471 p. 9472 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 133 rectifié bis** (Rémunérations - Règle de parité entre les fonctionnaires et les agents contractuels) : p. 9473 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° 134 rectifié bis** (Lutte contre la précarité dans la fonction publique - Contrats de droit public - Double garantie de durée minimum légale de travail et limitation du nombre de renouvellements de contrats à durée déterminée) : p. 9474 - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9477 p. 9481 p. 9482 p. 9484 p. 9485 p. 9486 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 199 rectifié bis** (Recrutement sur profil des enseignants - Conditions de développement - Rapport au Parlement) : p. 9486 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 517** (Indemnité compensatrice pour congé annuel non pris - Mise en place - Rapport au Parlement) : p. 9487 - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9490 p. 9491 p. 9494 p. 9497 - **Article 9** (art. 3, 4, 6 et 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 16 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Élargissement du recours au contrat pour pourvoir les emplois

permanents de l'État) : p. 9498 p. 9500 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 484** (Recours au contrat pour besoins temporaires et besoins saisonniers - Distinction et encadrement) : p. 9501 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 591** (Établissements d'enseignement supérieur - Recrutement de salariés de droit privé dans leurs exploitations agricoles et dans les centres hospitaliers universitaires vétérinaire, CHUV) : p. 9502 - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9503

- Suite de la discussion (20 juin 2019) - **Demande de priorité** : p. 9553 - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9556 p. 9557 p. 9558 p. 9559 p. 9560 - **Article 10 bis** (art. 6 quater de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Remplacement d'agents indisponibles) : p. 9563 p. 9564 - **Article 10 ter** (art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - « Prime de précarité » dans la fonction publique) : p. 9566 p. 9569 - **Article 10 quater (nouveau)** (art. 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Suppression de l'obligation faite aux employeurs publics locaux de nommer en tant que fonctionnaire stagiaire un agent contractuel admis à un concours) : p. 9570 - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9572 p. 9576 p. 9578 p. 9580 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 266 rectifié** (Fonctionnaires ultramarins - Mutations - Dispositifs de priorité - Rapport au Parlement) : p. 9580 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 201 rectifié bis** (Professeurs agrégés - Affectation - Rapport au Parlement) : p. 9582 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 309 rectifié bis et n° 541 rectifié bis** (Fonctionnaires ultramarins - Loi Égalité Réelle Outre-mer - Rapport au Parlement) : p. 9584 - **Article 12** (art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 ter, 6 quinquies, 17 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 55 et 55 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 76 et 125 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 65, 65-1 [abrogé], 65-2 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 813-8 du code rural - Suppression de la notation et généralisation de l'entretien professionnel comme modalité d'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de droit commun) : p. 9586 p. 9587 - **Article 12 bis (nouveau)** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Ratios de promotion interne dans la fonction publique territoriale) : p. 9587 - **Article 13** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 78-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986

portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6152-4 du code de la santé publique - Inscription dans le statut général des principes de fixation de la rémunération des agents contractuels et modification du cadre de la prime d'intéressement collectif dans le versant hospitalier) : p. 9591 p. 9592 - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Renforcement du régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale) : p. 9592 p. 9593 p. 9594 - **Article 14** (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel) : p. 9596 p. 9598 p. 9600 p. 9601 - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 70 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 93 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 88 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Intégration du licenciement pour insuffisance professionnelle parmi les compétences de la commission administrative paritaire en formation ordinaire) : p. 9602 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9604 p. 9605 p. 9606 p. 9607 p. 9608 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 14, 23, 90 bis, 91 [abrogés] et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 14 et 84 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression du recours disciplinaire et des conseils de discipline de recours) : p. 9609 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 435 rectifié bis** (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) - Question disciplinaire - Compétences) : p. 9610

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 A (priorité) (nouveau)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9654 - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics) : p. 9725 - **Article 17 ter** (art. 21 et 32 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 59 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 45 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité ou octroyées à l'occasion de certains événements familiaux) : p. 9734 - **Article 17 quater (nouveau)** : p. 9735 - **Article 18** (art. 7-1 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Suppression des dérogations à la durée hebdomadaire de travail

de 35 heures dans la fonction publique territoriale) : p. 9737 p. 9738 p. 9739 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 203 rectifié bis** (Enseignants du second degré - Temps de service - Annualisation) : p. 9740 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 198 rectifié bis** (Temps de travail effectif des enseignants du 1er et 2d degrés - Rapport au Parlement) : p. 9742 - **Article 18 bis** (art. 65 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Durée de travail dans la fonction publique de l'État) : p. 9742 p. 9743 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 211 rectifié** (Fonction publique - Télétravail) : p. 9744 - **Article 19** (art. 12, 12-4, 14, 15, 18-3 [nouveau] et 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Rapport annuel et organisation territoriale du Centre national de la fonction publique territoriale - Compétences et organisation des centres de gestion) : p. 9745 p. 9746 p. 9747 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 60 rectifié sexies** (Centre national de la fonction publique territoriale - Président - Délégation) : p. 9748

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 594** (Personnel pénitentiaire - Grève - Sanctions disciplinaires - Procédure contradictoire) : p. 9806 p. 9807 - **Article 20 bis** (Habilitation donnée au Gouvernement afin de créer par ordonnance un code général de la fonction publique) : p. 9808 p. 9809 - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9812 p. 9813 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 366 rectifié bis** (Aide sociale à l'enfance - Personnel - Rattachement à la fonction publique territoriale) : p. 9815 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 196 rectifié ter** (Agents du Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) - Statut général de la fonction publique territoriale - Rattachement) : p. 9816 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 334 rectifié ter** (Agents du service public - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Travail en Suisse - Réintégration - Rapport au Parlement) : p. 9831 - **Article 24 ter (nouveau)** (art. 64 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Détachement simultané sur plusieurs emplois à temps partiel) : p. 9832 - **Article 24 quater (nouveau)** (art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 66 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 52 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Double détachement sur emploi fonctionnel et pour accomplir un stage) : p. 9832 - **Article 25** (art. 3-3 et 3-5 [abrogé] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 6 ter [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Recrutement initial par CDI pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale) : p. 9833 p. 9834 - **Article 26** : p. 9836 p. 9837 p. 9838 p. 9839 p. 9840 p. 9841 p. 9842 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 269 rectifié bis** (Agents titulaires et contractuels involontairement privés d'emploi - Allocations chômage) : p. 9843 - **Article additionnel après l'article 26 bis - Amendement n° 598** (Fonctionnaires territoriaux - Mise en disponibilité de droit - Suivi du conjoint - Régime) : p. 9845

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 171 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Emplois fonctionnels de direction - Mobilité - Facilitation) : p. 9963 - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, FMPE) : p. 9965 p. 9966 p. 9967 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 282 rectifié bis** (Fonctionnaire détaché -

Emploi d'origine supprimé - Détachement d'office : p. 9968 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 283 rectifié bis** (*Fonctionnaires privés d'emploi - Dispositif de reclassement - Assouplissement*) : p. 9968 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 284 rectifié bis** (*Reclassement dans un grade d'un niveau hiérarchique inférieur - Autorisation*) : p. 9969 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendements n° 95 rectifié bis et n° 285 rectifié bis** (*Fonctionnaires privés d'emploi - Critères pour l'admission à la retraite à taux plein - Admission à la retraite d'office*) : p. 9970 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendements n° 194 rectifié ter et n° 257 rectifié bis** (*Conditions d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale - Prise en compte de l'ancienneté des collaborateurs parlementaires*) : p. 9994 p. 9995 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 271 rectifié ter** (*Agents contractuels dans les services de l'État à l'étranger - Accès à la fonction publique française par le biais des concours internes*) : p. 9996 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 535 rectifié bis** (*Agents contractuels dans les services de l'État à l'étranger - Accès à la fonction publique française par le biais des troisièmes concours*) : p. 9996 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 265 rectifié** (*Fonction publique de l'État dans les DOM - Organisation de concours à affectation locale - Expérimentation*) : p. 9997 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 491** (*Dispositif expérimental de recrutement dans le premier grade du corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense - Relèvement du plafond de l'expérimentation*) : p. 9998 - **Article 33 quater (nouveau)** (*art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Conditions d'organisation des concours dans la fonction publique territoriale*) : p. 9999 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendements n° 306 rectifié, n° 350 rectifié ter et n° 556** (*Fonction publique territoriale - Durée d'inscription sur liste d'aptitude*) : p. 10000 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 172 rectifié ter** (*Lauréat d'un concours ou d'un examen professionnel de la fonction publique en détachement - Suspension du délai d'inscription sur liste d'aptitude*) : p. 10000 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 173 rectifié ter** (*Lauréat d'un concours ou d'un examen de la fonction publique territoriale en contrat de projet - Suspension du délai d'inscription sur liste d'aptitude*) : p. 10001 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 180 rectifié ter** (*Agents de la fonction territoriale et hospitalière en exercice dans un pays étranger - Personnes à considérer comme fiscalement domiciliées en France*) : p. 10001 - **Article 36** (*Modalités d'entrée en vigueur du projet de loi*) : p. 10004 p. 10005 p. 10006 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10010

- **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse** - *Deuxième*

lecture [n° 582 (2018-2019)] - (3 juillet 2019) - **Article 3** (*Livre II de la première partie du code de la propriété intellectuelle - Création d'un système de gestion collective des droits voisins*) : p. 10804 p. 10805

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12240

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 3** (*art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions*) : p. 13033

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 29 ter - Amendement n° 845 rectifié** (*Délégations du centre national de la fonction publique territoriale - Mise en place des nouveaux conseils d'orientation - Date butoir*) : p. 13472

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14615

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 66 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 67 (2019-2020)** : p. 14622

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 67 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 66 (2019-2020)**.

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17627

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 157 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21987

DINDAR (Nassimah)
sénatrice (La Réunion)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité le 21 novembre 2019.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Outre-mer [n° 143 tome 4 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn - deuxième partie.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Table ronde avec les directrices et les directeurs des stations La 1ère du groupe France Télévisions.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation des travaux de la délégation pour l'année 2019-2020.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 92

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines** [n° 302 (2018-2019)] - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3112

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affectation des fonctionnaires ultramarins** - (4 avril 2019) : p. 5159

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé** [n° 525 (2018-2019)] - (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8262

- **Santé en Guyane** - (3 octobre 2019) : p. 12827 p. 12828

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation** [n° 84 (2019-2020)] - (29 octobre 2019) - **Article 1er (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs))** : p. 14684 p. 14685 p. 14693

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1126 et n° I-991 (Zones franches d'activité nouvelle génération - Secteur de la santé - Réintégration)** : p. 16603 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-380 rectifié, n° I-350, n° I-381 rectifié bis, n° I-862 rectifié bis et n° I-1120 rectifié (Zone**

Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZFANG) - Abattements fiscaux majorés - Secteurs industriels - Intégration : p. 16606 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-455**

(Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZFANG) - Périmètre - Secteur de l'artisanat - Intégration) : p. 16607

DJEBBARI (Jean-Baptiste)
secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports
(à partir du 4 septembre 2019)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-761 du 24 juillet 2019 relative au régulateur des redevances aéroportuaires [n° 44 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la société Thomas Cook** - (24 septembre 2019) : p. 12409
- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12768 p. 12769 p. 12770 p. 12771 p. 12772 p. 12773 p. 12774 p. 12775 p. 12776 p. 12777
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la SNCF** - (30 octobre 2019) : p. 14764
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le devenir de la ligne Perpignan-Rungis** - (30 octobre 2019) : p. 14766
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'écologie, notamment sur la qualité de l'air** - (30 octobre 2019) : p. 14770
- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture [n° 730 (2018-2019)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14820 p. 14830 - **Question préalable** : p. 14832
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés en matière de transports en Guadeloupe** - (6 novembre 2019) : p. 14882
- **Question orale sans débat sur la prolifération des éoliennes dans les Hauts-de-France** - (12 novembre 2019) : p. 15078
- **Question orale sans débat relative à la réalisation d'un réseau express métropolitain dans le département d'Indre-et-Loire** - (12 novembre 2019) : p. 15079
- **Question orale sans débat sur la pollution liée à Metaleurop** - (12 novembre 2019) : p. 15080
- **Question orale sans débat relative à la réforme du code minier** - (12 novembre 2019) : p. 15081
- **Question orale sans débat sur l'organisation territoriale de la distribution publique d'énergie** - (12 novembre 2019) : p. 15082
- **Question orale sans débat relative à la représentation des entreprises du secteur éolien au sein de l'Office franco-allemand pour la transition énergétique** - (12 novembre 2019) : p. 15082

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la ligne ferroviaire Grenoble-Veynes** - (12 novembre 2019) : p. 15083

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'effondrement du pont de Mirepoix-sur-Tarn** - (20 novembre 2019) : p. 15866

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15907 p. 15909

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Discussion d'article** : p. 16539 p. 16541 p. 16542 p. 16546 p. 16547 p. 16553 p. 16554 p. 16555 p. 16556 p. 16561 p. 16564 - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé) - Amendement n° I-432 rectifié bis (Véhicules utilitaires essence - Alignement de la récupération de TVA sur les véhicules utilitaires diesels)** : p. 16564 - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé) - Amendement n° I-585 rectifié bis (Prise en charge des frais pour l'alimentation de véhicules électriques - Plafond de l'exonération d'impôt sur le revenu - Suppression - Contrôle des titres-restaurants et des chèques-vacances - Rapport au Parlement)** : p. 16564 - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé) - Amendements n° I-117 rectifié bis et n° I-850 rectifié (Véhicules privés professionnels de transport des personnes à mobilité réduite - Exonération de TGAP)** : p. 16565 - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé) - Amendement n° I-951 (Exonération de taxe spéciale sur certains véhicules routiers (TSVR) - Reconduction)** : p. 16566 - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1139 rectifié bis (Entreprises décideuses en matière de transport - Paiement d'une éco-contribution)** : p. 16567 - **Article 19 (précédemment réservé) (art. 265 septies du code des douanes et art. L. 3221-2-1 [nouveau] du code des transports - Diminution du remboursement de TICPE applicable au secteur du transport routier de marchandises)** : p. 16569 - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé) - Amendement n° I-604 (Donneurs d'ordre en matière de service de livraison - Paiement d'une redevance en fonction de la volumétrie CO2 du transport)** : p. 16570 - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé) - Amendement n° I-606 (Poids lourds sur le réseau routier non concédé - Redevance d'utilisation de l'infrastructure routière - Instauration)** : p. 16571 - **Article 20 (précédemment réservé) (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France)** : p. 16576 p. 16577 p. 16579 p. 16580 p. 16582 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-17 rectifié, n° I-154 rectifié ter, n° I-327 rectifié bis, n° I-728 rectifié et n° I-1189 rectifié (Exploitants aéroportuaires - Acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions - Incitation fiscale)** : p. 16583 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-336 rectifié et n° I-1187 rectifié (Entreprises de transport aérien - Notion de redevable des taxes - Prévisions)** : p. 16584 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-326 rectifié bis, n° I-333 rectifié et n° I-1184 rectifié (Tarifs de la taxe d'aviation civile - Désindexation de l'inflation)** : p. 16584 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-335 rectifié et n° I-1186 rectifié (Objectif d'allègement de la taxe de solidarité sur les billets d'avion - Affectation du produit de la**

surtaxe sur les véhicules puissants au fonds de solidarité pour le développement des pays du sud) : p.16585 - **Article 32 (précédemment réservé)** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - *Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs »*) : p.16586 - **Article 33 (précédemment réservé)** (art. 56 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - *Suppression du compte d'affectation spéciale*

intitulé « Aides à l'acquisition de véhicules propres » en vue de la reprise de ses recettes et de ses dépenses sur le budget général de l'Etat) : p. 16588

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (27 novembre 2019) : p. 16820

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-présidente le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 185 (2018-2019)] visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 237 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 331 (2017-2018)] relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 388 (2018-2019)] (20 mars 2019) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Maladie de Lyme : quatre tables rondes pour comprendre [n° 453 (2018-2019)] (10 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Exposé général [n° 104 tome 1 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Examen des articles [n° 104 tome 2 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)] - Tableau comparatif [n° 104 tome 3 (2019-2020)] (6 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département «

Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur la stratégie thérapeutique face à la borréliose de Lyme : Professeur Christian Perronne, Docteur Raouf Ghazzi, Docteur Pierre Tattevin, Mme Sarah Bonnet, Professeur Olivier Lesens et Professeur Yves Hansmann.

Financement de la dépendance - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Liens entre la fraude documentaire et la fraude sociale - Communication.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune des agences sanitaires sur la borréliose de Lyme.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de santé publique.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur, de la Caisse nationale d'assurances familiales (CNAF).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Anne Thiebauld, directrice par intérim des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, président, et Mme Karine Lefevre, vice-présidente du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants de courants de pensée.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Cécile Martinat, présidente de la Société française de recherche sur les cellules souches, et de M. Marc Peschanski, directeur de l'Institut des cellules souches pour le traitement et l'étude des maladies monogénétiques (I-Stem).

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune sur les conséquences de

l'extension de l'assistance médicale à la procréation sur le droit de la famille.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Huguette Mauss, présidente, et de M. Jean-Pierre Bourély, secrétaire général, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP).

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 19 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune d'associations.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 268

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (7 février 2019) - **Article 71** (art. L. 214-7-4, L. 214-24-33, L. 214-154, L. 214-165-1, L. 214-169, L. 214-170, L. 214-175-1, L. 524-6, L. 532-9, L. 532-20-1, L. 532-21-3, L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-22, L. 561-25, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-2, L. 561-46, L. 562-3, L. 612-35-1 et L. 621-31 du code monétaire et financier, art. L. 84 D et L. 228 A du livre des procédures fiscales, article 1649 AB du code général des impôts, art. L. 225-100 et L. 824-3 du code de commerce, art. L. 229-38 du code de l'environnement, art. L. 311-11, L. 311-16, L. 311-30, L. 311-53, L. 326-12, L. 326-13, L. 421-9, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 423-5, L. 423-7 et L. 423-8 du code des assurances, art. L. 222-9, L. 431-1, L. 431-2, L. 431-4, L. 431-5, L. 431-7 et L. 431-8 du code de la mutualité, articles L. 931-37 à L. 931-39, L. 931-41, L. 931-42, L. 932-46, L. 951-2 et L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. 2488-6, 2488-10 et 2488-11 du code civil, art. 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. 5 de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - Ratification de vingt-trois ordonnances) : p. 1021 p. 1022

- **Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli [n° 307 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2651

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2816

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5179 p. 5187 - **Article unique** : p. 5188

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5499

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Question préalable** : p. 7696 - **Discussion générale** : p. 7702

p. 7703 - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie) : p. 7729 - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7739 p. 7749

- **Mise au point au sujet de votes** - (4 juin 2019) : p. 7801

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7808 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7822 p. 7823 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7865 - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant) : p. 7881

- **Mise au point au sujet de votes** - (5 juin 2019) : p. 7905

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire) : p. 7913 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 14 rectifié** (Offre de soins - Zones sous-denses - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Exonérations) : p. 7925 p. 7926 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 10 rectifié** (Praticiens des établissements de santé privés d'intérêt collectif ((ESPIC) - Exercice d'une activité en libéral - Autorisation) : p. 7943 p. 7944 - **Article 7 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-11-1 du code de la santé publique - Création des équipes de soins spécialisés) : p. 7948 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7956 p. 7960 p. 7974 p. 7976 p. 7977 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 118 rectifié** (Responsabilité territoriale des établissements de santé - Accès aux soins - Moyens) : p. 7980 p. 7981 - **Article 7 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A du code de la santé publique - Délivrance par des pharmaciens de médicaments sur prescription médicale obligatoire) : p. 7993 - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8019

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements

hospitaliers de territoire) : p. 8081 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin) : p. 8130 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendements n° 18 rectifié et n° 19 rectifié** (Professions médicales - Zones sous-denses - Dérogation) : p. 8156 p. 8157

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19 bis AA (nouveau)** (art. L. 1432-3 du code de la santé publique - Composition et rôle du conseil de surveillance des ARS) : p. 8177

- **Proposition de loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires [n° 602 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10716 p. 10717

- **Question orale sans débat sur la médecine à visée esthétique** - (16 juillet 2019) : p. 11246 p. 11247

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11261

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15116

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16638

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) : p. 17079 - **État B** : p. 17084 p. 17090

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17106 - **État B** : p. 17117

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24** (Réforme du financement des hôpitaux de proximité) : p. 17237 - **Article 36** (Mesures en faveur de l'installation des jeunes médecins) : p. 17287 - **Article 37** (Faciliter l'accès aux soins pour les femmes enceintes les plus éloignées des maternités) : p. 17291 - **Article 44** (Mesures diverses pour le secteur des transports de patients et extension des dérogations prévues à l'article 51 de la LFSS pour 2018) : p. 17308 p. 17308 - **Article 44 bis** (Élargissement du cadre de la pratique de la biologie délocalisée) : p. 17310 p. 17311 - **Article 56** (Assouplissement des conditions de recours au travail aménagé ou à temps partiel et évolution des modalités de versement des indemnités journalières) : p. 17338 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 17344

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

territoriales - Déchets résiduels sans filière de recyclage - Franchise) : p. 18360

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendement n° II-215 rectifié bis** (Collectivités

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Sécurités (Gendarmerie nationale ; Police nationale) [n° 140 tome 3 vol. 1 annexe 28 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle de la recevabilité financière des amendements et des propositions de loi - Communication.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des finances*) : Évaluation de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Communication.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 36) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 42
- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 394 p. 395
- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - *Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 794 p. 799
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - *Versement mobilité*) : p. 3371 p. 3376 p. 3382
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Paris** - (21 mars 2019) : p. 3389
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (28 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 558 rectifié bis** (*Terminaux ferroviaires urbains - Taxe pour la création de bureaux et commerces en Île-de-France (TCB-IDF) - Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France (TABIF) - Exonération*) : p. 3790
- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5415 p. 5416 - **Question préalable** : p. 5423
- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6789 - **Article 1er** (art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - *Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6799
- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 2** (*Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7494 - **Article 3** (*Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7500 p. 7503 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 31 rectifié bis** (*Notre-Dame de Paris - Riverains - Exonération fiscale*) : p. 7515 - **Article 8** (*Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier*) : p. 7524
- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9689
- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié** (*Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police »* -

Alignement sur le droit commun des agents de police municipale) : p. 13321 p. 13322

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 293 rectifié ter, n° 294 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 433 rectifié bis** (*Élus locaux - Liquidation des droits à la retraite - Faculté de rachat ou de réduction - Rétablissement*) : p. 13486 p. 13487 p. 13489 p. 13491 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 170 rectifié bis, n° 295 rectifié ter et n° 434 rectifié bis** (*Régime de retraite des élus locaux - Choix entre une retraite par rente ou la perception d'un capital - Autorisation*) : p. 13493

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie automobile** - (20 novembre 2019) : p. 15876 p. 15877

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (*Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression*) : p. 16016 p. 16019 p. 16020 - **Article 11 (priorité)** (art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - *Aménagement de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises*) : p. 16029 p. 16032 - **Article additionnel après l'article 5 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-802 rectifié** (*Parcs de stationnement commerciaux - Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France (TSB) - Exclusion*) : p. 16095 - **Article additionnel après l'article 5 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-803 rectifié** (*Taxe sur les bureaux à Paris et dans les Hauts-de-Seine - Diminution*) : p. 16096 - **Article 6 (précédemment réservé)** (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodécies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - *Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 16107

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 septies (précédemment réservé) - Amendement n° I-981 rectifié** (*Entreprises étrangères installées en France - Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) - Autorisation d'émission*) : p. 16212 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1200 rectifié** (*PME - ETI - Transmission d'entreprise par donation - Exonération fiscale partielle*) : p. 16238 - **Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1201 rectifié** (*Transmission d'entreprise - Pacte très long terme - Instauration*) : p. 16240 - **Article 3 (précédemment réservé)** (art. 4 B du code général des impôts - *Domiciliation fiscale en France des dirigeants des grandes entreprises françaises*) : p. 16248

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16941 p. 16942

Sécurités

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds national des aides à la pierre jusqu'au 19 juillet 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de M. Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint de la FNSEA, Mme Véronique Le Floch, secrétaire générale de la Coordination rurale, MM. Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et Baptiste Gatouillat, vice-président de Jeunes agriculteurs.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16956 p. 16957

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquialt, directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance-emprunteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 25 p. 26

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié (Loi « Egalim » - Adaptations)** : p. 489 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater (Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation)** : p. 496

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5008

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er (section 2 du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 131-8 à L. 131-13 et**

L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse : p. 5504

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 2** (art. L. 172-2, L. 172-4, L. 172-11, L. 172-12, L. 172-13 et L. 172-16-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 330-2 du code de la route - Renforcement des pouvoirs de police des inspecteurs de l'environnement) : p. 5554 p. 5555 - **Article**

2 bis C (art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets) : p. 5566 p. 5567 p. 5568

DUBOS (Christelle)

secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 86 p. 87 p. 88 p. 89 p. 90 p. 91 p. 92 p. 93 p. 94 p. 95 p. 96 p. 97

- **Question orale sans débat sur la nomenclature des appareils orthopédiques** - (22 janvier 2019) : p. 154

- **Question orale sans débat sur la situation du centre hospitalier de Niort** - (22 janvier 2019) : p. 155

- **Question orale sans débat sur la déclinaison des mesures d'urgence du plan « Ma santé 2022 »** - (22 janvier 2019) : p. 155

- **Question orale sans débat sur la molécule de chlordécone et le cancer de la prostate aux Antilles** - (22 janvier 2019) : p. 156

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médecins pour l'établissement de certificats de décès** - (22 janvier 2019) : p. 157

- **Question orale sans débat sur la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés** - (22 janvier 2019) : p. 158

- **Question orale sans débat sur l'avenir du CHU Pasteur de Nice** - (22 janvier 2019) : p. 159

- **Question orale sans débat sur l'absence de suivi médical post-professionnel des anciens salariés de la Saft-Arts Energy** - (22 janvier 2019) : p. 160

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 268

- **Question orale sans débat sur les risques pour la santé des terrains synthétiques** - (12 février 2019) : p. 1086

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux en Seine-Maritime** - (12 février 2019) : p. 1087

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance de psychiatres au Centre psychothérapique de l'Ain** - (12 février 2019) : p. 1088

- **Question orale sans débat sur la demande statutaire des aides-soignants** - (12 février 2019) : p. 1089

- **Question orale sans débat sur le nombre d'enseignants-chercheurs nommés à la faculté de médecine de Lille** - (12 février 2019) : p. 1089

- **Question orale sans débat sur le financement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (12 février 2019) : p. 1090

- **Question orale sans débat sur le remboursement des actes de biologie médicale innovants** - (12 février 2019) : p. 1091

- **Question orale sans débat sur la contribution fiscale liée aux nouveaux modes de rémunération des médecins** - (12 février 2019) : p. 1092

- **Question orale sans débat sur les soins bucco-dentaires des handicapés dans la Sarthe** - (12 février 2019) : p. 1093

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu universel d'activité** - (12 mars 2019) : p. 2958

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'endométriose** - (12 mars 2019) : p. 2960

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Deuxième lecture [n° 362 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 3046

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la polémique sur l'IVG** - (21 mars 2019) : p. 3391

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (26 mars 2019) : p. 3528

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude à la carte vitale** - (26 mars 2019) : p. 3532

- **Question orale sans débat sur le malaise des personnels de l'hôpital public** - (14 mai 2019) : p. 6318

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la phagothérapie** - (14 mai 2019) : p. 6319

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la protection maternelle et infantile** - (14 mai 2019) : p. 6320

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des détresses respiratoires par les médecins généralistes** - (14 mai 2019) : p. 6321

- **Question orale sans débat sur les jeunes élèves et les organismes à rythme approprié** - (14 mai 2019) : p. 6321

- **Question orale sans débat sur l'ordonnance relative à la coopération agricole** - (14 mai 2019) : p. 6322

- **Question orale sans débat sur le mouvement de protestation des entreprises adaptées dans la région des Hauts-de-France** - (14 mai 2019) : p. 6323

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fichiers de « gilets jaunes »** - (16 mai 2019) : p. 6536

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de cortisone** - (28 mai 2019) : p. 7630

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rémunération des infirmiers** - (28 mai 2019) : p. 7633

- **Question orale sans débat sur la fixation de la prestation de compensation liée à la perte d'autonomie** - (4 juin 2019) : p. 7778

- Question orale sans débat sur l'offre de soins dans les hôpitaux publics de la Mayenne - (4 juin 2019) : p. 7780

- Question orale sans débat sur l'avenir de la médecine homéopathique et de l'homéopathie - (4 juin 2019) : p. 7781

- Question orale sans débat sur le centre périnatal de proximité de l'Arbresle - (4 juin 2019) : p. 7781

- Question orale sans débat sur le devenir des comptables publics - (4 juin 2019) : p. 7782

- Question orale sans débat sur l'avenir des trésoreries - (4 juin 2019) : p. 7783

- Question orale sans débat sur la dématérialisation des marchés publics - (4 juin 2019) : p. 7784

- Question orale sans débat sur le calcul de la dotation de solidarité rurale - (4 juin 2019) : p. 7785

- Question d'actualité au Gouvernement sur le déremboursement des médicaments homéopathiques - (6 juin 2019) : p. 8067

- Question d'actualité au Gouvernement sur la poursuite de la grève dans les services d'urgence - (24 septembre 2019) : p. 12403

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des urgences - (24 septembre 2019) : p. 12405

- Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit de la sécurité sociale - (2 octobre 2019) : p. 12758

- Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la sécurité sociale - (2 octobre 2019) : p. 12760

- Question d'actualité au Gouvernement sur le stage des internes en fin de cycle dans les zones sous-dotées - (2 octobre 2019) : p. 12763

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe - (9 octobre 2019) : p. 12945

- Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des infirmières de bloc opératoire diplômées d'État - (30 octobre 2019) : p. 14770

- Question d'actualité au Gouvernement sur la pauvreté et les inégalités sociales - (30 octobre 2019) : p. 14773

- Question orale sans débat relative à la situation critique du centre d'action médico-social précoce du Mans - (12 novembre 2019) : p. 15086

- Question orale sans débat sur les conditions de travail des personnels hospitaliers - (12 novembre 2019) : p. 15087

- Question orale sans débat relative à l'avenir de la télémédecine - (12 novembre 2019) : p. 15087

- Question orale sans débat sur les campagnes conduites par les industries de l'alcool auprès des très jeunes enfants et adolescents - (12 novembre 2019) : p. 15088

- Question orale sans débat relative à l'avenir de l'hôpital René-Muret de Sevran - (12 novembre 2019) : p. 15089

- Question orale sans débat sur la lutte contre les cancers pédiatriques - (12 novembre 2019) : p. 15090

- Question orale sans débat relative aux urgences pédiatriques - (12 novembre 2019) : p. 15091

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 592** (Taxation des retraites chapeau les plus importantes - Augmentation) : p. 15207 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale) : p. 15207

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15810 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (Carte vitale - Suppression de la photographie) : p. 15822 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (Validité de la carte vitale - Validité des droits de son porteur - Correspondance) : p. 15823 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (Cartes vitales en surnombre - Causes et coûts - Rapport au Parlement) : p. 15824

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15882 p. 15883

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) : p. 17081 - **État B** : p. 17083 p. 17087 p. 17088 p. 17090 p. 17093 p. 17094 p. 17095 - **Article 78 duodécies (nouveau)** (Refonte du dispositif d'aide médicale d'État) : p. 17096 p. 17098 - **Article 78 terdecies (nouveau)** (Accès des demandeurs d'asile à l'aide médicale d'État) : p. 17098 - **Article 78 quindécies (nouveau)** (Rapport sur la politique de prévention et de promotion de la santé) : p. 17100

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17108 - **État B** : p. 17111 p. 17112 p. 17113 p. 17114 p. 17115 p. 17116 p. 17117 p. 17118 p. 17119 p. 17120 p. 17121 - **Article 78 octodécies (nouveau)** (Droits en faveur des Chibanis) : p. 17122 - **Article 78 novodécies (nouveau)** (Allocation supplémentaire d'invalidité - Règles de calcul) : p. 17123

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24 A** (Visibilité pluriannuelle sur les ressources des établissements de santé) : p. 17235 - **Article 24** (Réforme du financement des hôpitaux de proximité) : p. 17237 p. 17239 p. 17240 p. 17241 - **Article 25** (Réforme du financement de la psychiatrie et évolution du modèle-cible de financement des SSR) : p. 17245 p. 17246 p. 17247 - **Article 26 bis** (Réforme du financement des services d'urgence) : p. 17250 p. 17251 - **Article 28** (Réforme de la prise en charge des dispositifs médicaux) : p. 17258 p. 17259 p. 17260 p. 17261 p. 17262 p. 17263 - **Article 29** (Prise en charge et régulation des prix de certains médicaments particuliers) : p. 17267 p. 17268 p. 17269 - **Article 29 bis** (Expérimentation de l'usage médical du cannabis) : p. 17269 p. 17270 - **Article 30** (Accès précoce et soutenabilité financière des ATU) : p. 17273 - **Article 31** (Transfert du financement de l'ANSP et de l'ANSM vers l'Ondam) : p. 17274 p. 17275 - **Article 32** (Lissage de la fin de droit à la protection complémentaire en matière de santé) : p. 17277 - **Article 34** (Renforcement du dispositif en matière de prévention et de lutte contre les ruptures de stock de médicaments) : p. 17281 p. 17282 p. 17283 p. 17284 - **Article 36** (Mesures en faveur de l'installation des jeunes médecins) : p. 17286 p. 17287 - **Article 37** (Faciliter l'accès aux soins pour les femmes enceintes les plus éloignées des maternités) : p. 17288 p. 17289 p. 17290 p. 17291 - **Article 40** (Mise en place d'un forfait pour un parcours global post-traitement aigu du cancer) : p. 17295 p. 17296 p. 17297 - **Article 41** (Simplification des certificats médicaux de non contre-indication au sport) : p. 17300 - **Article 42** (Contrat de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins et adaptation du dispositif du financement

à la qualité) : p. 17302 p. 17303 - **Article 43** (Favoriser la pertinence des prescriptions de médicaments à l'aide de plusieurs outils ciblés) : p. 17305 p. 17306 - **Article 44** (Mesures diverses pour le secteur des transports de patients et extension des dérogations prévues à l'article 51 de la LFSS pour 2018) : p. 17307 p. 17308 p. 17309 - **Article 44 bis** (Élargissement du cadre de la pratique de la biologie délocalisée) : p. 17311 - **Article 45** (Indemnisation du congé proche aidant) : p. 17314 p. 17315 - **Article 45 bis** (Assouplissement des conditions de recours au congé de présence parentale) : p. 17316 - **Article 46** (Création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits pesticides) : p. 17321 - **Article 49** (Améliorer l'information sur l'accès aux modes d'accueil des jeunes enfants) : p. 17326 p. 17327 - **Article 51** (Élargissement des possibilités de créer des caisses communes de sécurité sociale) : p. 17328 - **Article 52** (Revalorisation différenciée des prestations sociales) : p. 17330 - **Article 53** (Simplification de la transition vers la retraite des bénéficiaires des minima sociaux, AAH et RSA) : p. 17332 - **Article 54** (Suppression du dispositif de rachat de

rentes d'accident du travail (AT) ou de maladie professionnelle (MP) et simplification de la notification du taux AT-MP des employeurs) : p. 17335 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 102 rectifié bis** (Arrêt de travail - Activité autorisée - Précisions) : p. 17335 - **Article 56** (Assouplissement des conditions de recours au travail aménagé ou à temps partiel et évolution des modalités de versement des indemnités journalières) : p. 17337 p. 17338 - **Article 59** (Ondam et sous-Ondam) : p. 17340 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 17346

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (18 décembre 2019) : p. 21956 p. 21957

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (18 décembre 2019) : p. 21966 p. 21967

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Coûts de sécurité pour les festivals - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2748 p. 2749

- **Proposition de loi** en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)] - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2773

- **Proposition de loi** visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)] - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10909

- **Proposition de loi** tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)] - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14681

- **Débat sur la politique sportive** - (29 octobre 2019) : p. 14714 p. 14717 p. 14726

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 24 octobre 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou le 5 juin 2019.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - Société.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Guillaume Poitrinal, président de la Fondation du patrimoine.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur les conservatoires, en présence de Mme Sylvie Tarsot-Gillery, directrice générale de la création artistique du ministère de la culture, de MM. Bertrand Munin, sous-directeur de la diffusion artistique et des publics, Maxime Leschiera, président de l'association Conservatoires de France, de Mmes Isabelle Vincent, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), Martine Mabboux, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoires et écoles de musique, de danse et de théâtre (FNAPEC), et Marie-Claude Valette, vice-présidente.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Bariza Khiari, vice-présidente du Conseil de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (ALIPH).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Charles Personnaz, auteur du rapport « Renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine du Moyen-Orient et le soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes de la région ».

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe de M. Peter Boudgoust, président du groupe ARTE, et Mme Véronique Cayla, présidente du directoire d'ARTE France.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de Notre-Dame de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance du 20 mars 2019 relative aux voies

réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain-Pierre Degenne, président de la Fondation Alliance française.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Claude Atcher, directeur général du groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby France 2023 ».

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique touristique** - (7 mars 2019) : p. 2879 p. 2880

- **Question orale sans débat sur le nombre record de cambriolages en 2017** - (19 mars 2019) : p. 3165 p. 3165

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article 18** (*art. L. 1231-17 [nouveau] du code des transports - Encadrement des services de mobilité en free-floating*) : p. 3537

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 5** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille*) : p. 6554 - **Article 5 quinquies** (*art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - Ecole inclusive*) : p. 6572

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 1er** (*Lancement d'une souscription nationale*) : p. 7481 - **Article 2** (*Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7489 - **Article 3** (*Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7502 p. 7503

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7651 p. 7652

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 3** (*Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri*) : p. 12454 p. 12455

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 4 quater (nouveau)** (*Régime de sanctions pour les nouvelles obligations en matière d'information du consommateur*) : p. 12505 - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12516 p. 12517 p. 12519 p. 12522 p. 12523 p. 12525

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12707 p. 12709 p. 12711 p. 12719 p. 12722

- **Question orale sans débat sur l'opportunité de déclarer l'alimentation « Grande cause nationale 2020 »** - (3 décembre 2019) : p. 17683 p. 17684

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-914 rectifié** (*Circulation en droits acquittés des bouteilles de vin sur le territoire métropolitain - Simplification*) : p. 18308

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences des grèves sur les commerces** - (18 décembre 2019) : p. 21962 p. 21963

DUPLOMB (Laurent)
sénateur (Haute-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil national de l'alimentation le 5 juin 2019.

Membre titulaire du Comité de massif du Massif central.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La France, un champion agricole mondial : pour combien de temps encore ? [n° 528 (2018-2019)] (28 mai 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 141 tome 1 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Hubert Carré, directeur général, et de Mme Émilie Gélard, juriste, du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM) et de M. Thierry Missonnier, directeur du pôle de compétitivité Aquimer.

(*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEFF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquialt, directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creysse, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation

d'origine contrôlée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Place de l'agriculture française dans le monde - Présentation du rapport d'information du groupe d'études « Agriculture et alimentation ».

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde dans le cadre du suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation et perspectives de l'Office national des forêts - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail relatif aux conséquences économiques des violences commises en marge des manifestations des gilets jaunes - Présentation du rapport d'information.

Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Baillet, président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, M. Jean-Philippe Viquant, directeur général de la cohésion sociale, Mme Christine Avelin, directrice générale de FranceAgriMer.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance-emprunteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Filière française des biocarburants - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 25 p. 29

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 116

- **Question orale sans débat sur la délivrance du permis de conduire** - (22 janvier 2019) : p. 152

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Article unique** : p. 266

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 410 p. 411 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 456

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 488 - **Article 13 bis B** (art. 23-2 et 5-1 du code de l'artisanat ; art. L. 710-1 et art. L. 710-2 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 510-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Mutualisation des missions entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers ayant le même ressort territorial) : p. 568

p. 569 - **Article 13 bis C** (art. 23 du code de l'artisanat et art. L. 711-8 du code de commerce - Plan des actions ayant vocation à être mutualisées entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat) : p. 571 - **Article 13 ter** (art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - Renforcement des prérogatives de CCI France) : p. 578 - **Article 13 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 712-7 et 712-9 du code de commerce - Renforcement de la tutelle de l'autorité administrative sur les chambres de commerce et d'industrie) : p. 580 - **Article 13 sexies A (nouveau)** (art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail - Adhésion des chambres de commerce et d'industrie à l'assurance-chômage) : p. 581 p. 582

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 648

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2576 - **Article 2** (art. L. 1512-1-1 (nouveau) du code des transports - Adaptation des infrastructures de transport aux caractéristiques des territoires) : p. 2591

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2620

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Question préalable** : p. 3175 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3228 p. 3235

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé programmant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3279 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création) : p. 3298 p. 3300 - **Article 1er C (nouveau)** (Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports) : p. 3303 p. 3304 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3323

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3371 p. 3373 p. 3378 p. 3382

- **Rappel au règlement** - (21 mars 2019) : p. 3397

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (26 mars 2019) : p. 3525

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la labellisation « bio »** - (26 mars 2019) : p. 3530

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3871 p. 3873

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (art. 1er de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime) - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 5019 p. 5021 - **Article additionnel**

après l'article 2 - **Amendement n° 35 rectifié bis** (Produits issus de l'agriculture biologique hors Union européenne - Rapport au Parlement) : p. 5026

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 5063 p. 5065

- **Question orale sans débat sur les aides versées par les agences de l'eau aux communes** - (9 avril 2019) : p. 5376

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5411

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5468 p. 5471 p. 5482

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5511 p. 5517

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (Obstruction à la chasse - Délit) : p. 5577 p. 5578 - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5603 p. 5604 p. 5605

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5928

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6168 p. 6172

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6825 - **Article 1er bis A (nouveau)** (Rapport en cas de défaut de notification préalable de la taxe sur les services numériques à la Commission européenne) : p. 6826 p. 6827 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019) : p. 6828 p. 6829

- **Question orale sans débat sur le calcul de la dotation de solidarité rurale** - (4 juin 2019) : p. 7785 p. 7786

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire) : p. 7915

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8046 p. 8047

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8** (*art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission*) : p. 9275 p. 9279

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9332

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 78 rectifié** (*Fonction publique - Catégorie A+ - Statut*) : p. 9439 p. 9440

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 B (priorité) (nouveau)** (*Expérimentation visant à refonder le modèle de financement du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique*) : p. 9660

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'agriculture française** - (25 juin 2019) : p. 9683

- **Question orale sans débat sur la pollution plastique des océans** - (16 juillet 2019) : p. 11231

- **Question orale sans débat sur la relance énergétique de la petite hydroélectricité** - (16 juillet 2019) : p. 11232 p. 11233

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11348 p. 11351 - **Article 1er** (*art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11362 p. 11365 p. 11367

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12394 p. 12398 - **Article 3** (*Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri*) : p. 12451 p. 12452 - **Article 4** (*Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire*) : p. 12459

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13688 p. 13689 p. 13690 p. 13695 p. 13697

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13717 p. 13719 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 1 rectifié et n° 3 rectifié ter** (*Intrusion dans un bâtiment agricole - Infraction spécifique - Instauration*) : p. 13722

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12867 p. 12870 - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12908

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la bactérie Xylella fastidiosa** - (15 octobre 2019) : p. 13137

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (*Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité*) : p. 13315 p. 13316 p. 13317

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14687

- **Question orale sans débat sur le seuil de dématérialisation des marchés publics** - (12 novembre 2019) : p. 15097

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15195

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15936 - **Question préalable** : p. 15942 p. 15943

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17734

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17751 p. 17752 p. 17755 p. 17762 p. 17763

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17766 p. 17768 p. 17775 p. 17776 p. 17781 p. 17783

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le CETA** - (11 décembre 2019) : p. 21662

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à sanctionner les atterrissages sauvages d'aéronefs dans les zones de montagne [n° 613 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Environnement - Justice**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Michel Sappin, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution et chargée de se prononcer par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés et la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des lois*) : Audition de MM. Michel Badré et Dominique Gillier, membres du Conseil économique social et environnemental, auteurs du rapport « Fractures et transitions : réconcilier la France ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 17 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion plénière « hors les murs » à Mâcon.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de transformation de la fonction publique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (5 février 2019) - **Article 51 (supprimé)** (*Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des jeux*) : p. 831

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2910

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2939 p. 2940 - **Question préalable** : p. 2947 - **Discussion générale** : p. 2952 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester*) : p. 2974 p. 2975 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation*) : p. 2983 - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 138 du code de procédure pénale - Interdiction de manifester dans le cadre d'un contrôle judiciaire*) : p. 2988 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2992 p. 2993 p. 2995

- **Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6035 p. 6036 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Criminalité organisée - Inclusion de la délinquance environnementale*) : p. 6051 - **Article 1er** (*art. 230-1, 230-2, 230-3, 240-1 et 240-2 nouveaux du code pénal - Crimes d'écocide et peines complémentaires*) : p. 6055 p. 6056 p. 6057

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression d'emplois à General Electric (I)** - (28 mai 2019) : p. 7629 p. 7630

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Question préalable** : p. 9318 - **Discussion générale** : p. 9327 p. 9328

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (*art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6414-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation*) : p. 9408 - **Article 4** (*art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des commissions administratives paritaires*) : p. 9443 p. 9445 - **Article 6** (*art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'Etat*) : p. 9455 p. 9459 p. 9460 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 128 rectifié bis** (*Recrutement par contrat - Conditions de diplôme, d'études ou d'expérience professionnelle identiques à celles exigées d'un fonctionnaire*) : p. 9469 - **Article 6 ter (nouveau)** (*art. 32 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Conditions liées à la jouissance des droits civiques ou aux condamnations antérieures pour être recruté en tant qu'agent contractuel de droit public*) : p. 9472 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 133 rectifié bis** (*Rémunérations - Règle de parité entre les fonctionnaires et les agents contractuels*) : p. 9473 - **Article 7** (*art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique*) : p. 9475 p. 9476 - **Article 8** (*art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique*) : p. 9489 p. 9490 p. 9492 p. 9493 p. 9496 p. 9497 - **Article 9** (*art. 3, 4, 6 et 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 16 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Élargissement du recours au contrat pour pourvoir les emplois permanents de l'Etat*) : p. 9500

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 10** (*art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique*)

territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9554 - **Article 10 ter** (art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - « Prime de précarité » dans la fonction publique) : p. 9565 - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9571 p. 9573 p. 9579 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 201 rectifié bis** (Professeurs agrégés - Affectation - Rapport au Parlement) : p. 9582 - **Article 14** (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel) : p. 9596 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9607 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 435 rectifié bis** (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) - Question disciplinaire - Compétences) : p. 9610 - **Article 16** (art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique) : p. 9612 p. 9614 p. 9622 p. 9627 p. 9628

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 16 bis** (art. 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Conséquences de la fusion de la commission de déontologie et de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, HATVP) : p. 9669 p. 9671 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 147 rectifié bis** (Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) - Synthèse des avis et conseils en matière déontologiques - Publication annuelle) : p. 9674 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 148 rectifié bis** (Fonctionnaires - Formation obligatoire préalable à leur titularisation - Rémunération - Obligations déontologiques) : p. 9706 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 156 rectifié bis** (Hauts fonctionnaires des finances publiques - Pantouflage - Interdiction) : p. 9709 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 150 rectifié bis** (Hauts fonctionnaires - Déclaration à la HATVP) : p. 9711 - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics) : p. 9723 - **Article 17 ter** (art. 21 et 32 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 59 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 45 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - utorisations spéciales d'absence liées à la parentalité ou octroyées à l'occasion de certains événements familiaux) : p. 9733 - **Article 18** (art. 7-1 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Suppression des dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale) : p. 9739 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 203 rectifié bis** (Enseignants du second degré - Temps de service - Annualisation) : p. 9740

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article**

4 bis (supprimé) (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme - Suppression du droit de préemption sur les biens cédés à titre gratuit aux associations ayant la capacité de recevoir des libéralités) : p. 10944

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12246

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12891 p. 12892 p. 12894 p. 12907 p. 12912

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) : p. 12966 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12984 p. 12988

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13014 p. 13015 p. 13019

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 490 rectifié** (Maires et adjoints - Élection - Scrutin de liste) : p. 13165 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 173 rectifié** (Adjoint au maire - Vacance de siège - Maintien de la parité) : p. 13167 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13191 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux) : p. 13200 - **Article additionnel après l'article 11 quinquiés - Amendements n° 400 rectifié bis et n° 900 rectifié quater** (Élection du maire - Incomplétude partielle du conseil municipal) : p. 13232 - **Article 13** (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13246

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les attaques contre le vivre ensemble** - (16 octobre 2019) : p. 13270 p. 13271

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13289 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 132-3 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'information du maire sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur le territoire de sa commune) : p. 13328

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13419 p. 13422 p. 13424 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 468** (Relèvement du plafond indemnitaire des maires et adjoint(e)s des communes de moins de 3 500 habitants - Modalités de mise en œuvre d'un fonds public - Rapport au Parlement) : p. 13436 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Statut de salarié protégé des élus locaux) : p. 13443 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13457

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13522 p. 13523

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 octobre 2019) : p. 13539

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13544 p. 13545 p. 13548 - **Article 1er** (art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à caractère musical) : p. 13551 - **Article 2** (art. L. 211-15 du code de la sécurité intérieure - Renforcement des sanctions prévues en cas d'organisation d'un rassemblement non déclaré ou interdit) : p. 13557 - **Article 3** (art. L. 211-15-1 nouveau du code de la sécurité intérieure - Responsabilité pénale des personnes

morales organisatrices d'un rassemblement) : p. 13558 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13559

- **Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 111 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15928 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n°3 rectifié bis** (Atterrissage d'aéronef à des fins de loisirs dans les zones de montagne - Interdiction) : p. 15929

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Pyrénées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydro-électrique [n° 479 (2018-2019)] (3 mai 2019) - **Énergie - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'avenir du secteur hydroélectrique [n° 617 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation et perspectives de l'Office national des forêts - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Bailet,

président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, M. Jean-Philippe Viquant, directeur général de la cohésion sociale, Mme Christine Avelin, directrice générale de FranceAgriMer.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3280

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 318 rectifié bis et n° 471 rectifié** (*Vitesses maximales autorisées sur les routes nationales - Adaptation*) : p. 3509 p. 3510 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (*Vitesses maximales autorisées - Adaptation*) : p. 3511 p. 3514

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7668 p. 7669

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article 17** (*Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics*) : p. 9726

- **Question orale sans débat sur le projet de nouvelle organisation des services des finances publiques** - (16 juillet 2019) : p. 11238

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (*art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11358

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 2** (*Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques*) : p. 12446

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 115 rectifié, n° 348 rectifié bis, n° 565 rectifié et n° 669 rectifié bis** (*Appareils numériques - Pratiques rendant la réparation impossible - Interdiction*) : p. 12502

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12639

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12901

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (20 novembre 2019) : p. 15870

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (17 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création d'un Centre national de la musique (24 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

Membre suppléant du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative jusqu'au 18 décembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 301 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Première partie de la session ordinaire 2019 [n° 356 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Deuxième partie de la session ordinaire 2019 [n° 480 (2018-2019)] (3 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Troisième partie de la session ordinaire 2019 [n° 690 (2018-2019)] (23 juillet 2019) - **Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Quatrième partie de la session ordinaire 2019 [n° 74 (2019-2020)] (17 octobre 2019) - **Union européenne**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Droits de l'homme et démocratie à l'ère numérique - Actes du colloque organisé au Sénat dans le cadre de la présidence française du comité des ministres du conseil de l'Europe (14 novembre 2019) [n° 181 (2019-2020)] (6 décembre 2019) - **Union européenne**.

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Stéphane Bern sur le bilan de la mission sur le patrimoine confiée par le Président de la République.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère - Élection présidentielle ukrainienne.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Communication de Mme Nicole Duranton sur la troisième partie de session.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - 4e partie de session ordinaire de l'APCE du 30 septembre au 4 octobre 2019 - Communication de Mme Nicole Duranton.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 244 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 329

- **Question orale sans débat sur la demande statutaire des aides-soignants** - (12 février 2019) : p. 1088 p. 1089

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2666

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2821

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3105

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3117

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5938

- **Avenir du cinéma français** - (28 mai 2019) : p. 7625

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 7** (*art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique*) : p. 9479 p. 9481 - **Article 8** (*art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique*) : p. 9494 p. 9497

- **Question orale sans débat sur les arrêts maladie des élus municipaux** - (2 juillet 2019) : p. 10657

- **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Deuxième lecture [n° 582 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10800 - **Article 3** (*Livre II de la première partie du code de la propriété intellectuelle - Création d'un système de gestion collective des droits voisins*) : p. 10808 p. 10809

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) -

Discussion générale : p. 10964 p. 10965 - **Article 1er** (*Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale*) : p. 10974 p. 10975

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 44 rectifié bis** (*Consommateurs et responsables de la gestion des déchets - Volume de déchets - Efforts de réduction*) : p. 12506 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 45 rectifié bis** (*Conventions de partenariats - Collectivités territoriales - Acteurs de l'économie sociale, solidaire et circulaire - Conventions de partenariats*) : p. 12553 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 227 rectifié ter, n° 475 rectifié bis, n° 216 rectifié et n° 46 rectifié** (*Commande publique - Achat de matériaux issus du réemploi et du recyclage - Incitation*) : p. 12555

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12706 p. 12713 p. 12715 p. 12716 p. 12720 p. 12723

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12767 p. 12769 p. 12771 p. 12772

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12823

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12991

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 17 rectifié** (*Consultation des maires de communes nouvelles - Rapport au Parlement*) : p. 13400

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13549 - **Article 1er** (*art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à caractère musical*) : p. 13553 - **Article 2** (*art. L. 211-15 du code de la sécurité intérieure - Renforcement des sanctions prévues en cas d'organisation d'un rassemblement non déclaré ou interdit*) : p. 13557 p. 13558

- **Débat sur la politique sportive** - (29 octobre 2019) : p. 14725

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la surpêche** - (13 novembre 2019) : p. 15187

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15890

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16899

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16951 p. 16952

- Question orale sans débat sur l'accessibilité des petits meublés de tourisme - (3 décembre 2019) : p. 17682

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

DUSSOPT (Olivier)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'action et des comptes publics*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la suppression du régime social des indépendants et les conséquences pour les indépendants - (22 janvier 2019) : p. 170

- Question orale sans débat sur le temps de travail autorisé dans l'État de résidence pour les travailleurs transfrontaliers - (22 janvier 2019) : p. 171

- Question orale sans débat sur l'accès au numéro fiscal - (22 janvier 2019) : p. 172

- Question orale sans débat relative à la taxe sur les festivals - (22 janvier 2019) : p. 172

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réorganisation des services de la DGFIP - (31 janvier 2019) : p. 632

- Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source - (5 février 2019) : p. 778

- Question d'actualité au Gouvernement sur le tabagisme en zone frontalière - (5 février 2019) : p. 779

- Question d'actualité au Gouvernement sur les niches fiscales - (5 février 2019) : p. 781

- Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source - (14 février 2019) : p. 2473

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fonction publique - (14 février 2019) : p. 2479

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Arjowiggins - (14 février 2019) : p. 2481

- Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)] - (13 mars 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 3055

- Question d'actualité au Gouvernement sur la grève du zèle des douaniers - (21 mars 2019) : p. 3390

- Question d'actualité au Gouvernement sur les congés bonifiés - (26 mars 2019) : p. 3526 p. 3527

- Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe d'habitation - (4 avril 2019) : p. 5158

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'affectation des fonctionnaires ultramarins - (4 avril 2019) : p. 5159

- Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)] - (4 avril 2019) - Discussion générale : p. 5164 p. 5165 p. 5167 - **Article 1er** (Objet des sociétés

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17803

publiques locales (SPL) et compétences des collectivités actionnaires) : p. 5173 p. 5175 - **Article 2** (Sociétés d'économie mixte locales (SEML)- **Objet social - Compétences des actionnaires)** : p. 5176 - **Article 3 (nouveau)** (Sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) - *SPLA d'intérêt national - Objet social - Compétences des actionnaires)* : p. 5176 - **Article 4 (nouveau)** (Application de la présente proposition de loi aux entreprises publiques locales (EPL) existantes) : p. 5176 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11** (Sociétés d'économie mixte (SEM) - *Dispositions spécifiques - Polynésie française - Nouvelle-Calédonie)* : p. 5177 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5178

- Question orale sans débat sur les conséquences des manifestations pour les commerçants - (9 avril 2019) : p. 5379

- Question orale sans débat sur les délégations de service public et les remontées mécaniques - (9 avril 2019) : p. 5380

- Question orale sans débat sur l'application de l'article 121 de la loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer - (9 avril 2019) : p. 5381

- Question orale sans débat sur le financement du canal Seine-Nord Europe - (9 avril 2019) : p. 5382

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national - (10 avril 2019) : p. 5496 p. 5497 p. 5498

- Question d'actualité au Gouvernement sur la soutenabilité budgétaire - (30 avril 2019) : p. 5942

- Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien des crédits d'impôts, CICE et CIR - (30 avril 2019) : p. 5944

- Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Gouvernement - (30 avril 2019) : p. 5948

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des ressources des collectivités territoriales - (30 avril 2019) : p. 5951

- Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? » - (9 mai 2019) : p. 6236 p. 6237

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - Discussion générale : p. 9307 - **Question préalable** : p. 9317 - Discussion générale : p. 9331 p. 9332 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Principe de participation des fonctionnaires*) : p. 9334 p. 9335 p. 9336 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié** (Membres de la fonction publique - *Obligation de réserve*) : p. 9337 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 11 rectifié bis** (Impartialité des services publics - *Extension aux contractuels*) : p. 9338 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - *Missions des agents publics*) : p. 9339 - **Article 2** (art. 9 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Nouvelle faculté de saisine du Conseil commun de la fonction publique - Représentation des plus grandes communes et de leurs établissements publics intercommunaux au sein du Conseil supérieur de la fonction*

publique territoriale) : p. 9340 p. 9341 p. 9342 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 217 rectifié** (Textes relatifs à la fonction publique - Meilleures informations parlementaires) : p. 9342 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 70 rectifié bis** (Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat (CSFPE) - Représentation des contractuels) : p. 9343 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 219** (Formation professionnelle dans la fonction publique territoriale - Retour à une gestion paritaire) : p. 9344 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Feuille de route des décisions de l'Etat ayant un impact sur la fonction publique territoriale) : p. 9345 p. 9346

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6144-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9409 p. 9410 p. 9412 p. 9413 p. 9414 p. 9416 p. 9417 p. 9418 p. 9419 p. 9420 p. 9421 p. 9422 p. 9423 - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9425 p. 9426 p. 9427 p. 9429 p. 9430 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendements n° 222 rectifié et n° 49** (Conditions de travail des agents territoriaux - Prévention et aides à l'acquisition d'une protection sociale complémentaire) : p. 9431 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 515 rectifié** (Fonction publique territoriale - Communes de 3 500 habitants - Données sur l'avancement du plan de gestion prévisionnelle des emplois et de développement des compétences - Ajout aux annexes) : p. 9433 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 275 rectifié bis** (Fonction publique territoriale - Absentéisme - Mise en place d'un plan de prévention) : p. 9433 - **Article 3 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 342-19 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un comité social d'administration au sein de l'Agence nationale de contrôle du logement social) : p. 9435 - **Article 3 quater** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4312-3-2 du code des transports - Création d'un comité social d'administration central au sein de Voies navigables de France) : p. 9438 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 78 rectifié** (Fonction publique - Catégorie A+ - Statut) : p. 9439 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 317** (L'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) - Comité social d'administration - Organisation) : p. 9441 - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des

commissions administratives paritaires) : p. 9444 p. 9445 p. 9446 p. 9447 p. 9448 p. 9449 - **Article 4 bis** (art. L. 953-6 du code de l'éducation - Réorganisation des commissions paritaires d'établissement dans l'enseignement supérieur) : p. 9449 p. 9450 - **Article 4 quater** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mise en place d'une commission consultative paritaire commune dans la fonction publique territoriale) : p. 9451 - **Article 5 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de favoriser la conclusion d'accords négociés dans la fonction publique) : p. 9452 p. 9453 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 226** (Négociation dans la Fonction publique - Demande unanime des syndicats) : p. 9454 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 227** (Entrave à la liberté et au droit syndical - Régime de sanction) : p. 9454 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 228** (Entraves aux instances de représentation du personnel - Régime de sanction - Mise en œuvre) : p. 9455 - **Article 6** (art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'Etat) : p. 9458 p. 9460 p. 9461 p. 9462 p. 9463 p. 9464 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 128 rectifié bis** (Recrutement par contrat - Conditions de diplôme, d'études ou d'expérience professionnelle identiques à celles exigées d'un fonctionnaire) : p. 9469 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6 - Amendement n° 472 rectifié quater** (Mobilité des agents contractuels - Renforcement des droits) : p. 9470 - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction de réserver un emploi aux agents contractuels) : p. 9470 p. 9471 - **Article 6 ter (nouveau)** (art. 32 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Conditions liées à la jouissance des droits civiques ou aux condamnations antérieures pour être recruté en tant qu'agent contractuel de droit public) : p. 9471 p. 9472 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 133 rectifié bis** (Rémunérations - Règle de parité entre les fonctionnaires et les agents contractuels) : p. 9473 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° 134 rectifié bis** (Lutte contre la précarité dans la fonction publique - Contrats de droit public - Double garantie de durée minimum légale de travail et limitation du nombre de renouvellements de contrats à durée déterminée) : p. 9474 - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Elargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9477 p. 9478 p. 9483 p. 9484 p. 9485 p. 9486 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 199 rectifié bis** (Recrutement sur profil des enseignants - Conditions de développement - Rapport au Parlement) : p. 9486 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 517** (Indemnité compensatrice pour congé annuel non pris - Mise en place - Rapport au Parlement) : p. 9487 - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9491 p. 9494 p. 9495 - **Article 9** (art. 3, 4, 6 et 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 16 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Elargissement du recours au contrat pour pourvoir les emplois permanents de l'Etat) : p. 9499 p. 9500 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 484** (Recours au contrat pour besoins temporaires et besoins saisonniers - Distinction et encadrement) : p. 9501 - **Article additionnel après l'article 9 -**

Amendement n° 591 (Établissements d'enseignement supérieur - Recrutement de salariés de droit privé dans leurs exploitations agricoles et dans les centres hospitaliers universitaires vétérinaire, CHUV) : p. 9502 - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9503

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Demande de priorité** : p. 9554 - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9555 p. 9556 p. 9557 p. 9558 p. 9559 p. 9560 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 237** (Fonction publique territoriale - Recours à des entreprises d'intérim - Abrogation) : p. 9561 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 62 rectifié ter** (Fonction publique territoriale - Statut d'emploi - Uniformisation - Simplification) : p. 9562 - **Article 10 bis** (art. 6 quater de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Remplacement d'agents indisponibles) : p. 9563 p. 9564 - **Article 10 ter** (art. 7 ter [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - « Prime de précarité » dans la fonction publique) : p. 9565 p. 9566 p. 9568 - **Article 10 quater (nouveau)** (art. 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Suppression de l'obligation faite aux employeurs publics locaux de nommer en tant que fonctionnaire stagiaire un agent contractuel admis à un concours) : p. 9570 - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9572 p. 9577 p. 9580 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 266 rectifié** (Fonctionnaires ultramarins - Mutations - Dispositifs de priorité - Rapport au Parlement) : p. 9581 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 201 rectifié bis** (Professeurs agrégés - Affectation - Rapport au Parlement) : p. 9582 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 309 rectifié bis et n° 541 rectifié bis** (Fonctionnaires ultramarins - Loi Égalité Réelle Outre-mer - Rapport au Parlement) : p. 9584 - **Article 12** (art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 ter, 6 quinquies, 17 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 55 et 55 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 76 et 125 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 65, 65-1 [abrogé], 65-2 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L 813-8 du code rural - Suppression de la notation et généralisation de l'entretien professionnel comme modalité d'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de droit commun) : p. 9586 p. 9587 - **Article 12 bis (nouveau)** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Ratios de promotion interne dans la fonction publique territoriale) : p. 9587 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 268 rectifié bis** (Professeurs agrégés - Affectation en collège - Limitation) : p. 9588 - **Article**

additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 76 rectifié quater (Fonction publique territoriale - Tableau d'avancement - Taille de la collectivité - Absence de corrélation) : p. 9589 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 92 rectifié** (Cour des comptes - Nomination au tour extérieur) : p. 9590 - **Article 13** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 78-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6152-4 du code de la santé publique - Inscription dans le statut général des principes de fixation de la rémunération des agents contractuels et modification du cadre de la prime d'intéressement collectif dans le versant hospitalier) : p. 9591 p. 9592 - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Renforcement du régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale) : p. 9592 p. 9593 p. 9594 - **Article 14** (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel) : p. 9597 p. 9598 p. 9600 p. 9601 - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 70 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 93 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 88 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Intégration du licenciement pour insuffisance professionnelle parmi les compétences de la commission administrative paritaire en formation ordinaire) : p. 9602 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9604 p. 9605 p. 9607 p. 9608 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 14, 23, 90 bis, 91 [abrogés] et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 14 et 84 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression du recours disciplinaire et des conseils de discipline de recours) : p. 9609 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 435 rectifié bis** (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) - Question disciplinaire - Compétences) : p. 9610 - **Article 16** (art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique) : p. 9613 p. 9615 p. 9616 p. 9617 p. 9618 p. 9619 p. 9620 p. 9622 p. 9623 p. 9624 p. 9625 p. 9626 p. 9627 p. 9628

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 A (priorité) (nouveau)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de

finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9656 p. 9658 - **Article 34 B (priorité) (nouveau)** (Expérimentation visant à refonder le modèle de financement du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) : p. 9659 - **Article 34 D (priorité) (nouveau)** (Expérimentation pour permettre la titularisation des apprentis en situation de handicap) : p. 9661 p. 9661 - **Article additionnel après l'article 34 D (priorité) - Amendement n° 263 rectifié** (Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) - Création d'un corps spécifique - Rapport au Parlement) : p. 9662 - **Article 34 (priorité)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9665 p. 9666 p. 9667 - **Article 16 bis** (art. 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Conséquences de la fusion de la commission de déontologie et de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, HATVP) : p. 9670 p. 9671 p. 9673 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 147 rectifié bis** (Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) - Synthèse des avis et conseils en matière déontologiques - Publication annuelle) : p. 9674 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° rectifié ter** (Receveur du Trésor Public - Indemnité de conseil - Suppression) : p. 9675 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 250** (« Pantouflage » - Limitation) : p. 9676

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de General Electric à Belfort** - (25 juin 2019) : p. 9678

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 253** (« Pantoufle » - Remboursement - Systématisation) : p. 9707 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 448 rectifié bis** (« Pantoufle » - Remboursement - Rapport au Parlement) : p. 9707 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 149 rectifié bis** (Fonction publique - Lutte contre les conflits d'intérêt) : p. 9709 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 156 rectifié bis** (Hauts fonctionnaires des finances publiques - Pantouflage - Interdiction) : p. 9709 p. 9710 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 246** (Pantouflage - Délai) : p. 9710 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 150 rectifié bis** (Hauts fonctionnaires - Déclaration à la HATVP) : p. 9711 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 251** (Haute fonction publique - Déontologie incompatibilités) : p. 9712 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° 247 et n° 418 rectifié quater** (Fonctionnaire exerçant une activité privée - Avantages du statut de la fonction publique - Suppression) : p. 9713 p. 9714 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 248** (Grand corps administratif - Participation à un cabinet - Nomination au tour extérieur - Délai) : p. 9715 - **Article 16 ter AA (nouveau)** (art. 18-5 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Règles applicables aux agents publics devenus représentants d'intérêts) : p. 9715 - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (Publication annuelle des hautes rémunérations de la fonction publique) : p. 9716 p. 9717 p. 9718 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 287 rectifié** (Rémunération des hauts fonctionnaires - Contrôle annuel par la Cour des comptes) : p. 9719 - **Article 16 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives

indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Limite d'âge pour les présidents des autorités publiques et administratives indépendantes) : p. 9720 - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics) : p. 9723 p. 9724 p. 9725 p. 9728 p. 9729 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 464 rectifié** (Gardes alternées - Partage systématique du SFT) : p. 9730 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 335 rectifié ter** (Fonctionnaire - Temps partiel - Congé maladie - Émoluments) : p. 9730 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 539** (Agents des collectivités territoriales - Deuxièmes carrières) : p. 9731 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 377** (Anciens militaires victimes d'une rechute d'accident de service - Ministère des armées - Compensation de la perte de revenu) : p. 9732 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 379** (Code des pensions civiles et militaires - Retraite pour invalidité d'origine professionnelle - Actualisation) : p. 9732 - **Article 17 bis** (art. L. 412-55 et L. 421-56 [nouveau] du code des communes - Avancement des fonctionnaires de police municipale en cas de décès ou de blessure grave en service) : p. 9733 - **Article 17 ter** (art. 21 et 32 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 59 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 45 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité ou octroyées à l'occasion de certains événements familiaux) : p. 9734 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 151 rectifié bis** (Fonction publique - Congés pour décès familial) : p. 9735 - **Article 17 quater (nouveau)** : p. 9735 - **Article 18** (art. 7-1 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Suppression des dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale) : p. 9737 p. 9738 p. 9739 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 203 rectifié bis** (Enseignants du second degré - Temps de service - Annualisation) : p. 9740 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 198 rectifié bis** (Temps de travail effectif des enseignants du 1er et 2d degrés - Rapport au Parlement) : p. 9742 - **Article 18 bis** (art. 65 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Durée de travail dans la fonction publique de l'État) : p. 9743 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 211 rectifié** (Fonction publique - Télétravail) : p. 9744 - **Article 19** (art. 12, 12-4, 14, 15, 18-3 [nouveau] et 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Rapport annuel et organisation territoriale du Centre national de la fonction publique territoriale - Compétences et organisation des centres de gestion) : p. 9745 p. 9746 p. 9747 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 60 rectifié sexies** (Centre national de la fonction publique territoriale - Président - Délégation) : p. 9748

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 594** (Personnel pénitentiaire - Grève - Sanctions disciplinaires - Procédure contradictoire) : p. 9806 p. 9807 - **Article 20 bis** (Habilitation donnée au Gouvernement afin de créer par ordonnance un code général de la fonction publique) : p. 9807 p. 9808 - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 521** (Collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants - Organes délibérants - Organisation et temps de travail des services - Débat) : p. 9809 - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9812 p. 9813 p. 9814 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 366 rectifié bis** (Aide sociale à l'enfance - Personnel - Rattachement à la fonction publique territoriale) : p. 9815 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 196 rectifié ter** (Agents du Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) - Statut général de la fonction publique territoriale - Rattachement) : p. 9816 - **Article 21** (art. 22 quater de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. 2-1 de la loi n° 84-594 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi du 26

janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 6323-3 du code du travail - Garantie de la portabilité des droits liés au compte personnel de formation en cas de mobilité entre secteur public et secteur privé) : p. 9818 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les modalités de recrutement et de formation des fonctionnaires) : p. 9819 p. 9820 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 256** (ENA - Troisième voie - Profils tournés vers l'intérêt général) : p. 9820 - **Article 22 bis AA (nouveau)** (art. L. 511-6-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Dérogation à la formation obligatoire des agents de police municipale au titre de la reconnaissance de l'expérience professionnelle) : p. 9821 - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4311-12, L. 4323-4-1, L. 4323-4-2, L. 4344-4-1 et L. 4344-4-2 du code de la santé publique - Développement de l'apprentissage dans la fonction publique hospitalière) : p. 9822 p. 9823 - **Article 22 bis B** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Contribution financière du CNFPT au développement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale) : p. 9824 p. 9825 p. 9827 - **Article additionnel après l'article 22 bis B - Amendement n° 410** (Fonction publique - Apprentissage - Développement) : p. 9827 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Formation des agents publics aux fonctions de management) : p. 9828 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 396** (Fonction publique d'Etat - Mécénat de compétences auprès d'associations d'intérêt général - Expérimentation - Rapport au Parlement) : p. 9829 - **Article 24 bis** (art. L. 4138-2, L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1, L. 4371-1 du code de la défense - Faciliter la mobilité des personnels militaires) : p. 9830 p. 9831 - **Article 24 ter (nouveau)** (art. 64 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Détachement simultané sur plusieurs emplois à temps partiel) : p. 9831 - **Article 24 quater (nouveau)** (art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 66 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 52 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Double détachement sur emploi fonctionnel et pour accomplir un stage) : p. 9832 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (art. L. 237-1 du code électoral - Suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et l'exercice d'un emploi salarié d'une commune membre) : p. 9832 - **Article 25** (art. 3-3 et 3-5 [abrogé] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 6 ter [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - Recrutement initial par CDI pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale) : p. 9833 p. 9834 - **Article 26** : p. 9836 p. 9837 p. 9838 p. 9839 p. 9840 p. 9841 p. 9842 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 269 rectifié bis** (Agents titulaires et contractuels involontairement privés d'emploi - Allocations chômage) : p. 9843 - **Article 27** (art. 62 et art. 62 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 93 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création, pour la fonction publique d'Etat et la fonction publique hospitalière, d'un dispositif global d'accompagnement pour les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration) : p. 9847 p. 9848 p. 9849 - **Article 28** (création d'un art. 14 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires - Création d'un détachement d'office pour les fonctionnaires dont les missions ou services sont externalisés) : p. 9852

- Suite de la discussion (27 juin 2019) : p. 9958 p. 9960 p. 9961 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 171 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Emplois fonctionnels de direction - Mobilité - Facilitation) : p. 9963 - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 97 de la loi n° 84-53

du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, FMPE) : p. 9965 p. 9966 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 282 rectifié bis** (Fonctionnaire détaché - Emploi d'origine supprimé - Détachement d'office) : p. 9968 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 283 rectifié bis** (Fonctionnaires privés d'emploi - Dispositif de reclassement - Assouplissement) : p. 9968 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 284 rectifié bis** (Reclassement dans un grade d'un niveau hiérarchique inférieur - Autorisation) : p. 9969 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendements n° 95 rectifié bis et n° 285 rectifié bis** (Fonctionnaires privés d'emploi - Critères pour l'admission à la retraite à taux plein - Admission à la retraite d'office) : p. 9970 - **Article 29** (art. 6 quater A et 6 septies [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 26-2 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 51 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Généralisation des dispositifs de signalement destinés aux victimes d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et mise en place de plans d'action obligatoires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9972 p. 9973 p. 9975 p. 9976 p. 9977 p. 9978 p. 9979 p. 9980 p. 9981 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 523** (Recours effectif au mécanisme de signalement de l'article 40 du code de procédure pénale - Facilitation) : p. 9981 - **Article 29 bis** (art. 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Ajout de l'état de grossesse aux critères ne permettant aucune distinction entre fonctionnaires) : p. 9982 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 quater de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension de l'obligation de nominations équilibrées dans les emplois supérieurs et de direction de la fonction publique) : p. 9983 p. 9984 p. 9985 p. 9986 p. 9987 - **Article 31** (art. 16 ter et 16 quater [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 20 bis, 26 bis et 56 bis [abrogés] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 42 [abrogé] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 30-1 et 35 dernier alinéa [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et art. 55 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Harmonisation des règles de composition équilibrée des jurys et comités de sélection et assouplissement du principe de présidence alternée) : p. 9988 p. 9989 - **Article 33** : p. 9991 - **Article 33 bis** (art. L. 4138-14, L. 4138-16, L. 4138-17 [nouveau], L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 du code de la défense - Maintien des droits à avancement pour les militaires bénéficiant de congés parentaux ou pour élever un enfant) : p. 9992 - **Article 33 ter** (art. 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 1er de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française - Organisation des concours dans la fonction publique d'Etat - Carrières dans les corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, CEAPF) : p. 9992 p. 9993 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendements n° 194 rectifié ter et n° 257 rectifié bis** (Conditions d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale - Prise en compte de l'ancienneté des collaborateurs parlementaires) : p. 9994 p. 9995 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 535 rectifié bis** (Agents contractuels dans les services de l'Etat à

l'étranger - Accès à la fonction publique française par le biais des troisièmes concours) : p. 9996 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 265 rectifié** (Fonction publique de l'État dans les DOM - Organisation de concours à affectation locale - Expérimentation) : p. 9997 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 491** (Dispositif expérimental de recrutement dans le premier grade du corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense - Relèvement du plafond de l'expérimentation) : p. 9997 - **Article 33 quater (nouveau)** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Conditions d'organisation des concours dans la fonction publique territoriale) : p. 9999 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendements n° 306 rectifié, n° 350 rectifié ter et n° 556** (Fonction publique territoriale - Durée d'inscription sur liste d'aptitude) : p. 10000 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 172 rectifié ter** (Lauréat d'un concours ou d'un examen professionnel de la fonction publique en détachement - Suspension du délai d'inscription sur liste d'aptitude) : p. 10000 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 173 rectifié ter** (Lauréat d'un concours ou d'un examen de la fonction publique territoriale en contrat de projet - Suspension du délai d'inscription sur liste d'aptitude) : p. 10001 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 180 rectifié ter** (Agents de la fonction territoriale et hospitalière en exercice dans un pays étranger - Personnes à considérer comme fiscalement domiciliées en France) : p. 10001 - **Article 36** (Modalités d'entrée en vigueur du projet de loi) : p. 10004 p. 10005 p. 10006 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 267** (Gel du point d'indice depuis l'année 2008 - Rapport au Parlement) : p. 10006 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 444 rectifié quinquies et n° 446 rectifié quinquies** (Prime spécifique d'installation et disparités de traitement entre les territoires ultramarins - Indemnité temporaire de retraite (ITR) et dispositif substitutif - Rapport au Parlement) : p. 10008 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10011

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action publique** - (9 juillet 2019) : p. 10925 p. 10926

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12242 p. 12243 p. 12249

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12298 p. 12303

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des Français de l'étranger** - (2 octobre 2019) : p. 12764

- **Question orale sans débat sur la situation des boulangers et pâtisseries** - (15 octobre 2019) : p. 13127

- **Question orale sans débat sur l'impact de la révision des valeurs locatives sur l'hôtellerie de plein air du Var** - (15 octobre 2019) : p. 13128

- **Question orale sans débat sur l'assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties des associations propriétaires de musées** - (15 octobre 2019) : p. 13129

- **Question orale sans débat sur la tarification et la comptabilité des EHPAD** - (15 octobre 2019) : p. 13130

- **Question orale sans débat sur la restructuration des finances publiques dans les Hauts-de-Seine** - (15 octobre 2019) : p. 13131

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14449 p. 14450 p. 14451 p. 14458 - **Article 1er** (art. 779, 790 B et 790 G du code général des impôts - Allègement de la fiscalité sur les

transmissions au bénéfice des petits-enfants, neveux et nièces) : p. 14461 p. 14462 p. 14463 - **Article 2** (art. 784 et 790 G du code général des impôts - Réduction du délai de rappel fiscal des donations antérieures, et du délai requis entre deux dons familiaux de sommes d'argent pour bénéficiaire d'une exonération de droits de mutation à titre gratuit) : p. 14464 p. 14465 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 775 septies [nouveau]- Déduction de l'actif successoral des droits de mutation versés par le défunt lors d'une succession ou donation antérieure) : p. 14465 - **Article 6** (art. 779 du code général des impôts - Augmentation de l'abattement général existant en matière de droits de mutation à titre gratuit) : p. 14468 - **Article 7 (supprimé)** (art. 757 B et 990 I du code général des impôts - Modification du régime fiscal appliqué aux transmissions de sommes issues de contrats d'assurance vie) : p. 14469 - **Article 8 (supprimé)** (art. 787 B du code général des impôts - Abaissement du taux de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit applicable dans le cadre du « pacte Dutreil ») : p. 14470

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la fiscalité locale** - (6 novembre 2019) : p. 14879

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15109 p. 15111 p. 15133 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 15135 p. 15136

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 15144 p. 15146 p. 15147 p. 15148

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales) : p. 15158 p. 15160 p. 15161 p. 15162 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 578** (Revenus financiers des sociétés financières et des sociétés non financières - Contribution d'assurance vieillesse - Assujettissement) : p. 15163 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 580** (Expérimentation « Objectif 32 heures » - Exonération de cotisations pour les salariés qui ont signé un contrat aux 32 heures payées 35 heures - Rapport au Parlement) : p. 15165

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité transfrontalière avec le Luxembourg** - (13 novembre 2019) : p. 15191

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)] (suite)**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15198 p. 15201 p. 15202 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 272 rectifié bis, n° 780 rectifié bis, n° 273 rectifié bis, n° 401 rectifié bis et n° 871 rectifié** (Dispositif Travaillleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TODE) - Rétablissement) : p. 15204 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 355 rectifié bis** (Carte accordée aux salariés des opérateurs de transports publics urbains - Exonération de cotisations sociales) : p. 15206 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 587 et n° 588** (Allègement de cotisation patronale d'assurance maladie (ou allègement CICE) - Suppression progressive) : p. 15211 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 832 rectifié** (Allègements des cotisations mixtes entre EHPAD des secteurs privé et public - Harmonisation) : p. 15211 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 589 et n° 830 rectifié** (Allègement de cotisations patronales familiales - Limitation aux seuls bas salaires) : p. 15212 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression) : p. 15214 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 877 rectifié**

quater (*Régime social des élus locaux - Double cotisation - Suppression*) : p. 15217 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 337 rectifié quater** (*Remboursement accru des frais de transport publics à leurs salariés par les employeurs - Autorisation*) : p. 15220 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 535 rectifié** (*Évaluation de l'impact des mesures d'exonération en matière d'emploi, de salaires et d'investissements - Rapport au Parlement*) : p. 15222 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 400 rectifié ter, n° 230 rectifié ter, n° 341 rectifié ter, n° 395 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 778 rectifié, n° 276 rectifié bis, n° 231 rectifié ter, n° 342 rectifié bis, n° 396 rectifié bis, n° 492 et n° 779 rectifié** (*Cumul de l'exonération partielle des jeunes agriculteurs avec la modulation des taux des cotisations maladie et maternité - Autorisation*) : p. 15225 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 749 rectifié** (*Nature du contrat liant un journaliste professionnel et une entreprise de presse française - Affirmation*) : p. 15226 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° 561 rectifié** (*Secteur du bâtiment et des travaux publics - Abaissement des charges*) : p. 15227 - **Article 8 quinquies (nouveau)** (*Extension des seuils d'exonération du régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer*) : p. 15228 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 560 rectifié** (*Associations luttant contre les violences faites aux femmes et intrafamiliales - Régime des exonérations de charges sociales patronales applicables Outre-mer - Barème de « compétitivité renforcée » - Bénéfice*) : p. 15231 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 60 rectifié et n° 61 rectifié** (*Associations agréées de sécurité civile - Emplois salariés de formateur aux premiers secours - Exonération*) : p. 15232 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 62 rectifié** (*Recrutement de sapeurs-pompiers volontaires par les entreprises et les collectivités territoriales - Exonération de charges patronales - Autorisation*) : p. 15233 - **Article 9** (*Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique*) : p. 15236 p. 15237 p. 15238 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 435 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 353 rectifié, n° 751 rectifié, n° 15 rectifié bis et n° 352 rectifié** (*Français non-résidents - Exonération du paiement de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) sur les revenus du patrimoine*) : p. 15242 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 595** (*CSG sur les revenus du capital - Augmentation*) : p. 15243 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 596** (*Pensions de retraite et d'invalidité - Augmentation du taux de la CSG - Suppression*) : p. 15244 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 79 rectifié ter, n° 837 rectifié bis et n° 354 rectifié** (*Retraités - Hausse du taux de CSG - Suppression*) : p. 15245 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié** (*Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG*) : p. 15248 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 597** (*Actions gratuites - Allègement de la fiscalité - Suppression*) : p. 15250 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 31 rectifié** (*Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression*) : p. 15251 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 343 rectifié bis** (*Augmentation du minimum des retraites agricoles - Taxe additionnelle - Création*) : p. 15252 - **Article 9 bis (nouveau)** (*Exclusion du dédommagement du proche aidant d'un bénéficiaire de la prestation de compensation du handicap de l'assiette de l'impôt sur le revenu, de la CSG et de la CRDS*) : p. 15252 p. 15253

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15275 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (*Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié*) : Outre-mer - **Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive**) : p. 15278 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 96 rectifié, n° 677 et n° 710** (*Bières fortes - Taxation spécifique*) : p. 15286 - **Article additionnel**

après article 9 ter - Amendement n° 84 rectifié (*Taxe applicable aux sodas - Rapport au Parlement*) : p. 15293

- **Rappel au règlement** - (14 novembre 2019) : p. 15294

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]** (suite)

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 653 rectifié bis et n° 839 rectifié ter** (*Entreprises présentant une sinistralité anormalement élevée - Taux de cotisations auprès de la branche AT-MP - Relèvement*) : p. 15296 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 765 rectifié bis** (*Coût des accidents du travail et des maladies professionnelles - Responsabilisation financière des entreprises - Renforcement*) : p. 15297 - **Article 9 quater (nouveau)** (*Exclusion de l'assiette de la CSG d'une fraction des rémunérations perçues par les détenus exerçant une activité dans le cadre pénitentiaire*) : p. 15297 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Emplois ponctuels - Procédures de déclaration - Simplification*) : p. 15298 p. 15299 - **Article 9 quinquies (nouveau)** (*Exonération de la contribution sur les avantages de préretraite du dispositif de reconnaissance de la pénibilité et de cessation anticipée d'activité de la branche des ports et de la manutention portuaire*) : p. 15299 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 232 rectifié bis** (*Pratique sportive en entreprise - Avantages fournis par l'employeur - Absence d'avantages en nature*) : p. 15300 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 704 rectifié** (*ASPA - Remboursement sur succession - Suppression*) : p. 15301 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 194** (*Organismes complémentaires d'assurance maladie - Taxe de solidarité additionnelle - Augmentation provisoire*) : p. 15302 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° 324 rectifié bis et n° 464 rectifié ter** (*Pratiques de différenciation des remboursements - Restriction*) : p. 15304 p. 15305 - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 44 rectifié quater** (*Restaurateur - Repas pris dans son établissement - Montant de l'avantage en nature*) : p. 15305 - **Article 10** (*Unification du recouvrement dans la sphère sociale*) : p. 15309 p. 15310 p. 15311 p. 15313 - **Article 11** (*Simplifier les démarches déclaratives et les modalités de recouvrement des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants*) : p. 15315 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24 rectifié** (*Loueurs de meublés - Régime de cotisation - Loueurs de biens meublés - Alignement*) : p. 15316 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 25 rectifié** (*Plateformes de location - Transmission des informations aux URSSAF - Fluidification*) : p. 15317 - **Article 12** (*Simplifier et créer un cadre de prise en compte contemporaine des aides en faveur des particuliers employeurs dans le cadre des services à la personne*) : p. 15319 - **Article 13** (*Simplifications pour les cotisants et renforcement de la sécurité juridique*) : p. 15321 - **Article 14** (*Mesures de lutte contre la fraude*) : p. 15323 p. 15324

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16702 p. 16703 p. 16715 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 1 rectifié bis et n° 2 rectifié bis** (*Périmètre d'intérêt général (PIG) - Metaleurop Nord - Taxe foncière - Abattement - Compensation*) : p. 16718 - **Article 5 et état B annexé** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 16738 p. 16739 p. 16740 p. 16742 p. 16746 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 6 et n° 3** (*Privatisation - Campagne de promotion - Conditions*) : p. 16752 - **Demande de coordination** : p. 16752 - **Article 4 (pour coordination)** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 16754

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (20 novembre 2019) : p. 15870 p. 15879

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 septies (priorité) - Amendement n° I-258 rectifié (Reconversion de friches - Facilitation)** : p. 16083 - **Article additionnel après l'article 13 septies (priorité) - Amendements n° I-547 rectifié bis et n° I-1065 rectifié (Exonération partielle d'impôt sur les plus values à long terme sur la cession de filiales et de titres de participation dite « Niche Copé » - Suppression)** : p. 16084 - **Article 13 octies (nouveau) (priorité) (art. 219 du code général des impôts - Quote-part pour frais et charges applicable aux plus-values de cession de long terme devant être intégrées au résultat - Augmentation)** : p. 16084 - **Article additionnel après l'article 13 octies (priorité) - Amendement n° I-1002 (Exploitants réalisant des bénéfices agricoles (BA) ou des bénéfices non commerciaux (BNC) - Passage d'un régime réel d'imposition à un régime de microentreprise ou inversement - Neutralité fiscale)** : p. 16085 - **Article 15 (priorité) (art. 1600, 1602 A, 1639 A, 1641, 1647 du code général des impôts - Baisse de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie - TFC)** : p. 16087 p. 16089 p. 16090 - **Article additionnel après l'article 15 (priorité) - Amendement n° I-504 rectifié ter (Taux de la taxe sur les excédents de provision (« Bonis ») - Taux de l'intérêt de retard - Alignement)** : p. 16090 - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 231 ter du code général des impôts - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France)** : p. 16094 - **Article additionnel après l'article 5 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-803 rectifié (Taxe sur les bureaux à Paris et dans les Hauts-de-Seine - Diminution)** : p. 16096 - **Article 5 ter (nouveau) (précédemment réservé)** : p. 16097 - **Article additionnel après l'article 5 ter (précédemment réservé) - Amendement n° I-47 rectifié bis (Société civile d'exploitation agricole (SCEA) - Lutte contre l'optimisation fiscale)** : p. 16098 - **Article additionnel après l'article 5 ter (précédemment réservé) - Amendement n° I-48 rectifié ter (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural - Régime fiscal plus favorable - Mise en place)** : p. 16099 - **Article additionnel après l'article 5 ter (précédemment réservé) - Amendement n° I-718 rectifié bis (Échanges d'immeubles ruraux - Neutralisation des incidences fiscales - Condition de proximité géographique - Suppression)** : p. 16099 - **Article 6 (précédemment réservé) (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement)** : p. 16103 p. 16105 p. 16106 p. 16107 p. 16108

- **Suite de la discussion (23 novembre 2019) - Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-643 (Fonctionnaires internationaux - Contribution de solidarité - Instauration - Affectation - Rapport au Parlement)** : p. 16137 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendements n° I-567 rectifié et n° I-568 rectifié (Élus locaux - Indemnités de fonction - Exonération)** : p. 16140 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression)** :

p. 16141 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-588 (Transports en commun - Frais d'abonnement - Déduction fiscale)** : p. 16143 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-987 (Société coopérative ouvrière de production (Scop) - Souscription en numéraire - Réduction d'impôt)** : p. 16144 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-726 rectifié (Formation aux premiers secours - Réduction de l'impôt sur le revenu)** : p. 16145 - **Article 2 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 4 B du code général des impôts - Domiciliation fiscale des agents territoriaux exerçant leurs fonctions à l'étranger)** : p. 16149 p. 16150 - **Article 2 ter (nouveau) (précédemment réservé) (art. 80 duodecies du code général des impôts - Exonération d'impôt sur le revenu de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle des agents publics)** : p. 16150 p. 16151 - **Article 2 quater (nouveau) (précédemment réservé) (art. 81 du code général des impôts, art. L. 3262-6 du code du travail - Révision des modalités d'indexation des titres-restaurants)** : p. 16151 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-983 rectifié bis (IFI - Monuments historiques - Exonération - Modalités)** : p. 16199 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1195 rectifié bis (IFI - Biens donnés à bail à long terme ou cessible - Exonération partielle)** : p. 16202 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-994 rectifié bis (IFI - Locations dans le cadre d'une convention avec l'ANAH - Exonération partielle)** : p. 16202 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-704 et n° I-1207 (IFI - Réduction au titre des dons - Plafond - Augmentation)** : p. 16203 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-255 rectifié bis (IFI - Investissement au capital des entreprises solidaires d'utilité sociale - Réduction d'impôt)** : p. 16204 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-677 rectifié ter (IFI - Personnes « plafonnées » - Don à une Fondation)** : p. 16204 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-703 (IFI - Très hauts patrimoines - Plafonnement du plafonnement)** : p. 16205 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-707 et n° I-1204 (IFI - Plus-values de cessions mobilières - Abattements - Pérennisation)** : p. 16206 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1014 rectifié (Prélèvement forfaitaire unique - Clause anti-abus - Instauration)** : p. 16208 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1206 (« Carried interest » - Imposition des gains - Conditions - Assouplissement)** : p. 16209 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1017 (Impôt sur le revenu - Abattement proportionnel sur le montant des dividendes perçus - Réduction)** : p. 16209 - **Article 2 sexies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 125-0 A et 200 A du code général des impôts - Aménagements du régime fiscal appliqué aux produits issus des contrats d'assurance vie)** : p. 16211 - **Article additionnel après l'article 2 sexies (précédemment réservé) - Amendement n° I-849 rectifié bis (Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) - Établissements sociaux et médico-sociaux - Exonération)** : p. 16211 - **Article 2 septies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 163 bis G du code général des impôts - Aménagement des modalités de détermination du prix d'acquisition des bons de souscription de parts de créateur)** : p. 16212 - **Article additionnel après l'article 2 septies (précédemment réservé) - Amendement n° I-981 rectifié (Entreprises étrangères installées en France - Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) - Autorisation d'émission)** : p. 16212 - **Article 2 octies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 182 A, 182 A ter, 197 A, 197 B et 1671 A du code général des impôts - Aménagements à la réforme de l'imposition des revenus des non-résidents issue de la loi de finances initiale pour 2019)** : p. 16215 p. 16216 p. 16217 p. 16218 p. 16219 p. 16220 - **Article additionnel après l'article 2 octies (précédemment**

réservé) - Amendements n° I-359 rectifié et n° I-813 (Personnes résidant dans un États tiers - Statut de non-résident Schumacker - Extension) : p. 16221 - Article additionnel après l'article 2 octies (précédemment réservé) - Amendement n° I-360 rectifié (Contribuables non-résidents - Pensions alimentaires - Déductibilité fiscale) : p. 16221 - Article additionnel après l'article 2 octies (précédemment réservé) - Amendements n° I-814, n° I-361 rectifié et n° I-362 rectifié (Contribuables non-résidents - Prestations compensatoires - Déductibilité fiscale) : p. 16222 - Article additionnel après l'article 2 octies (précédemment réservé) - Amendements n° I-538 rectifié et n° I-815 (Non-résidents - Absence de revenu de source étrangère - Décote - Application) : p. 16222 - Article additionnel après l'article 2 octies (précédemment réservé) - Amendement n° I-539 rectifié (Enfants scolarisés dans des établissements français d'enseignement à l'étranger - Frais de scolarité - Réduction d'impôt) : p. 16224 - Article additionnel après l'article 2 octies (précédemment réservé) - Amendement n° I-938 rectifié (Cotisations payées à la Caisse des Français de l'étranger (CFE) - Déductibilité fiscale) : p. 16224 - Article 2 nonies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Prorogation d'une année du taux renforcé de la réduction d'impôt « Madelin ») : p. 16225 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-939 (Contribuables résidant dans une zone déconseillée aux voyageurs - Résidence détenue en France - Résidence principale - Assimilation) : p. 16225 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-1011 rectifié bis, n° I-254 rectifié bis, n° I-405 rectifié ter et n° I-686 rectifié (IR-PME - Rétablissement) : p. 16230 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-376 rectifié (Contribuables dépendants accueillis dans un établissement - Déductibilité fiscale - Plafond) : p. 16230 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-351 rectifié ter (Contribuables dépendants accueillis dans un établissement - Déductibilité fiscale - Plafond - Hausse) : p. 16231 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-256 rectifié ter, n° I-408 rectifié quater et n° I-687 rectifié (Entreprises solidaires à prépondérance immobilière - Droits d'enregistrement - Réduction) : p. 16232 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-635 rectifié bis (Séparation de conjoints - Droit de partage - Abaissement) : p. 16233 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1214 (Résidence principale du défunt occupée par ses proches - Abattement - Accroissement) : p. 16234 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-632 et n° I-642 (Donations consenties entre les mêmes personnes - Rappel fiscal - Délai - Abaissement) : p. 16235 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-540 rectifié bis et n° I-637 (Tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables - Réforme) : p. 16237 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-641 (Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Tranches du barème - Indexation sur l'inflation) : p. 16237 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1200 rectifié (PME - ETI - Transmission d'entreprise par donation - Exonération fiscale partielle) : p. 16238 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-425 rectifié bis (Transmission d'entreprise au sein du cadre familial - Droits de mutation - Exonération) : p. 16240 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1201 rectifié (Transmission d'entreprise - Pacte très long terme - Instauration) : p. 16241 - Article additionnel après l'article 2 nonies (précédemment réservé) - Amendements n° I-133 rectifié bis et n° I-134 rectifié bis (Lutte contre l'effet de « double succession ») : p. 16242 - Article 5 (précédemment réservé) (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences

principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16281 p. 16282 p. 16283 p. 16284 p. 16285 p. 16287 p. 16289 p. 16290 p. 16291 p. 16292 p. 16293 p. 16294 p. 16295 p. 16296 p. 16297 p. 16298 p. 16299 p. 16300 p. 16303 p. 16304 p. 16305 p. 16306 - Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé) - Amendement n° I-285 rectifié bis (Terrains nus rendus constructibles - Taxe sur les cessions à titre onéreux - Modalités) : p. 16307 - Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1035 (Logements vacants - Taxation - Renforcement) : p. 16308 - Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1252 (Taxe de publicité foncière (TPF) - Exonération - Conditions) : p. 16308 - Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé) - Amendement n° I-936 rectifié ter (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Tarification incitative - Développement) : p. 16309 - Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 130 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances - Abrogation de la taxe sur les cessions de logements par les organismes de logement social) : p. 16309 - Article additionnel après l'article 6 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-1003 (Déduction « Cosse » - Période d'application - Prorogation) : p. 16310 - Article additionnel après l'article 6 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-1000 (Éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) - Travaux - Justification - Délais - Modulation) : p. 16311 - Article additionnel après l'article 6 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-1005 (Logements anciens réhabilités - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération) : p. 16312 - Article 6 ter (nouveau) (précédemment réservé) : p. 16313 p. 16314 p. 16315 - Article 6 quinquies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 302 bis ZL du code général des impôts - Mesure de coordination relative au prélèvement sur les paris sportifs) : p. 16317 - Article additionnel après l'article 6 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1224 (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur le produit brut des jeux - Exonération) : p. 16319 - Article additionnel après l'article 6 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-225 rectifié bis (Athlètes français ayant obtenu un titre olympique ou paralympique - Primes versées par l'État - Exonération complète et permanente) : p. 16320 - --- Discussion d'article : Article additionnel après l'article 6 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-181 rectifié bis (Agence nationale du sport - Budget - Augmentation) : p. 16320 - Article additionnel après l'article 6 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-613 rectifié (Bénéficiaires du Livret de développement durable et solidaire - Élargissement - Relèvement du plafond) : p. 16321 - Article 7 (précédemment réservé) (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 16322 p. 16323 p. 16324 p. 16325 p. 16326 p. 16327 p. 16328 p. 16329 - Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé) - Amendement n° I-678 rectifié (Médecins - Installation en zone de revitalisation rurale (ZRR) - Avantages fiscaux - Limitation) : p. 16330 - Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé) - Amendement n° I-988 rectifié (Entreprises - Transformation en Scop - Facilités) : p. 16331 - Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé) - Amendement n° I-986 rectifié (Transformation en Scop - Crédit d'impôt - Création) : p. 16331 - Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé) - Amendement n° I-967 rectifié bis (Crédit d'impôt famille - Extension) : p. 16332 - Article 8 (précédemment réservé) (art. 257, 270, 278 sexies, 278 sexies-0 A, 278 sexies A, 279-0 bis A, 284, 1384 A, 1391 E du code général des impôts et art. L. 176 du livre des procédures fiscales - Baisse du taux de la TVA sur certains logements locatifs sociaux dans le cadre du pacte d'investissement pour le logement social) : p. 16338 p. 16339 p. 16340 p. 16344 p. 16345 p. 16346 p. 16347 p. 16348 p. 16349 p. 16350 - Article 8 bis (nouveau) (précédemment réservé) (Extension aux pharmaciens du bénéfice de l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée sur les soins dispensés) : p. 16351 - Article 16 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 158 quater du code des douanes, art. 302 C) du code général des impôts - Transposition de la directive (UE) 2019/475 du Conseil du 18 février 2019 en ce qui concerne l'inclusion de la

municipalité italienne de Campione d'Italia et des eaux italiennes du lac de Lugano dans le territoire douanier de l'Union et dans le champ d'application territorial du régime général d'accise) : p. 16351 - **Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-924 rectifié**, (*Compléments alimentaires composés en partie d'alcool alcooliques - Droits d'accise sur les alcools et les boissons alcooliques - Exonération*) : p. 16352 - **Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé) - Amendements n° I-43 rectifié quinquies, n° I-325 rectifié ter, n° I-660 rectifié ter, n° I-833 rectifié, n° I-44 rectifié ter et n° I-663 rectifié bis** (*Syndicats professionnels - Impôt sur les sociétés et cotisation foncière - Exonération*) : p. 16353 p. 16354

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié bis** (*Organisation des mobilités - Attribution aux communes de communes d'une fraction de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)*) : p. 16469 - **Article 13 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 39 decies C du code général des impôts - Modification du suramortissement en faveur de l'achat de navires utilisant des énergies propres)** : p. 16476 - **Article additionnel après l'article 13 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-1020 rectifié** (*Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Augmentation*) : p. 16477 - **Article additionnel après l'article 13 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-138 rectifié bis et n° I-137 rectifié bis** (*Filière de déconstruction des bateaux de plaisance hors d'usage - Financement des écosystèmes*) : p. 16478 p. 16479 - **Article 16 (précédemment réservé) (art. 265, 265 bis, 265 ter, 265 B, 266 quater et 266 quinquies du code des douanes, art. 39 decies E et 39 decies F du code général des impôts, art. L. 3222-1 et L. 3222-2 du code des transports, art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression progressive du tarif réduit de taxe intérieure de consommation sur les carburants sous condition d'emploi)** : p. 16485 p. 16486 p. 16488 p. 16489 p. 16490 p. 16491 p. 16492 p. 16493 p. 16494 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-271 rectifié bis, n° I-666 rectifié, n° I-584 rectifié et n° I-1264** (*Dispositif de suramortissement - Application aux véhicules utilisant du B100 de manière exclusive et irréversible*) : p. 16495 p. 16496 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-602** (*Dispositif de déduction fiscale - Amélioration par les véhicules équipés d'une motorisation électrique ou à pile à hydrogène, CNV/bioGNV*) : p. 16496 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-142 rectifié bis et n° I-157 rectifié ter** (*Développement des investissements utilisant des matières recyclées - Invitation fiscale*) : p. 16497 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-128 rectifié bis** (*Acquisition de boîtiers de conversions dits "Flexfuel" - Incitation fiscale*) : p. 16497 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservés) - Amendement n° I-1192 rectifié** (*Entités soumises à des obligations d'économies d'énergie - Participation à la captation de carbone - Financement d'opérations de reboisement ou de restauration d'espaces naturels*) : p. 16498 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-143 rectifié bis** (*TVA perçue par l'État sur la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)*) : p. 16499 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1060 rectifié** (*Taxes et contributions sur l'énergie - Assujettissement à la TVA - Suppression*) : p. 16500 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-603 rectifié et n° I-1076 rectifié** (*Taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants - Création*) : p. 16501 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1121 rectifié** (*Taxe spéciale sur les huiles - Suppression - Remplacement*) : p. 16503 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-263 rectifié, n° I-409 rectifié ter, n° I-516, n° I-985 rectifié et n° I-291 rectifié ter** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)*) : p. 16504 - **Article additionnel après l'article**

16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-600, n° I-791 rectifié, n° I-881 et n° I-931 rectifié (*Produits non fermentescibles et non couverts par la responsabilité élargie des producteurs (REP) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Mise en place*) : p. 16506 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-1116 rectifié et n° I-1143 rectifié** (*Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP - déchets) - Harmonisation des règles d'application - Exemption aux déchets destinés à la fabrication de combustibles par traitement thermique*) : p. 16507 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-680 rectifié et n° I-758 rectifié** (*Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur les grains minéraux - Suppression*) : p. 16508 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1162 rectifié** (*Production de gaz - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)*) : p. 16508 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-598, n° I-792 rectifié et n° I-793 rectifié** (*Collectivités - Produits sans filière de recyclage - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)*) : p. 16510 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-159 rectifié** (*Bois déchets en fin de vie - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)*) : p. 16510 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-933 rectifié** (*Objectif de division par deux du stockage des déchets des collectivités - Mise en œuvre de la réfaction de la TGAP - Simplification*) : p. 16511 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-932, n° I-141 rectifié bis et n° I-156 rectifié ter** (*Objectif de réduction du stockage de division par deux des déchets - Réfaction de la TGAP - Création*) : p. 16514 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-1193 rectifié bis et n° I-560 rectifié quater** (*Territoires outre-mer - Taux actuel de la TGAP - Maintien*) : p. 16515 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-365 rectifié ter et n° I-922 rectifié bis** (*Objets publicitaires à usage unique dits goodies - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Instauration*) : p. 16515

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-394 rectifié** (*Logement social - Financement - Crédit d'impôt - Modalités*) : p. 16598 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-378 rectifié et n° I-396 rectifié** (*Outre-mer - Réhabilitation de logements - Incitation fiscale - Rétablissement*) : p. 16601 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1126 et n° I-991** (*Zones franches d'activité nouvelle génération - Secteur de la santé - Réintégration*) : p. 16602 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-506** (*Saint-Martin - Rénovation hôtelière - Incitation fiscale - Augmentation*) : p. 16603 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-382 rectifié** (*Investissements réalisés Outre-mer - SCS (Société en Commandite Simple) - Extension*) : p. 16605 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-992** (*Guyane - Mayotte - Bureaux d'études - Allègement de cotisations sociales*) : p. 16605 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-455** (*Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZFANG) - Périmètre - Secteur de l'artisanat - Intégration*) : p. 16607 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-379 rectifié, n° I-349 et n° I-863 rectifié bis** (*Zones franches d'activité nouvelle génération - Périmètre - Nautisme - Intégration*) : p. 16608 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-861 rectifié** (*Zones franches d'activités nouvelle génération (ZFANG) - Périmètre - Consultation juridique aux entreprises - Inclusion*) : p. 16609 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-395 rectifié et n° I-868 rectifié bis** (*Outre-mer - Organismes HLM - Taxe foncière sur la propriété bâtie (TFPB) - Exonération - Conditions*) : p. 16609 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-386** (*Outre-mer - Logement neuf - Acquisition - Réduction d'impôt - Mutation professionnelle - Maintien*) : p. 16610 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-864 rectifié bis** (*Outre-mer - Construction de logements neufs - Taux de*

rétrocession - Augmentation) : p. 16611 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1123** (*Outre-mer - Fiscalité applicable aux biens culturels - Allègement*) : p. 16612 - **Article 26** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 16619 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-37 rectifié bis** (*Communes fondatrices d'une commune nouvelle - Mandat en cours - Dotation « élu local » - Maintien*) : p. 16622 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des réseaux*) : p. 16623 - **Article additionnel après l'article 26 bis - Amendements n° I-532 rectifié ter et n° I-284 rectifié bis** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Dépenses exposées au titre de l'utilisation de l'informatique en nuage (« Cloud ») - Éligibilité*) : p. 16624 - **Article additionnel après l'article 26 bis - Amendements n° I-50 rectifié, n° I-446 rectifié, n° I-571 rectifié et n° I-789** (*Collectivités territoriales - Parc automobile - Location longue durée (LLD) - FCTVA - Éligibilité*) : p. 16625 - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - *Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 16629 p. 16630 p. 16631 p. 16632 p. 16633 p. 16634 p. 16635 p. 16637 p. 16638 p. 16639 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-831** (*Transferts de biens, droits et obligations entre les opérateurs de compétences (OPCO) - Exonération fiscale - Prorogation*) : p. 16639 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-452 rectifié et n° I-1007** (*Travailleurs indépendants - Fonds d'assurances formation (FAF) - Excédents financiers - France compétences - Versement*) : p. 16640 - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 1609 octotricies du code général des impôts - *Instauration d'une contribution à l'accès au droit et à la justice*) : p. 16641 - **Article 31** (*Diminution du tarif de la contribution à l'audiovisuel public, actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public*) : p. 16643 p. 16646 - **Article 33 ter (nouveau)** (*Versement au budget général par l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) d'une partie des sommes saisies lors de procédures pénales engagées entre 2011 et 2015*) : p. 16647 - **Article 34** (art. 12 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - *Clôture du fonds d'urgence pour le logement - FUL*) : p. 16648 - **Article 35** (*Relations financières entre l'État et la sécurité sociale*) : p. 16649 p. 16650 - **Article 36 (précédemment examiné)** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) : p. 16650 - **Article 37 et état A annexé** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 16669 p. 16672

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16680 p. 16681

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17173

Deuxième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 3** (*Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours*) : p. 17192 p. 17193 - **Article 4** (*Modification du seuil de*

déclenchement de la clause de sauvegarde médicaments pour 2019) : p. 17194 - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2019*) : p. 17196

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 17198 p. 17199 - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 17200 - **Article 8 quinquies** (*Extension des seuils d'exonération du régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer*) : p. 17201 - **Article 9** (*Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique*) : p. 17203 - **Article 9 ter** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 17204 p. 17205 - **Article 10** (*Unification du recouvrement dans la sphère sociale*) : p. 17209 - **Article 11** (*Simplifier les démarches déclaratives et les modalités de recouvrement des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants*) : p. 17211 - **Article 13** (*Simplifications pour les cotisants et renforcement de la sécurité juridique*) : p. 17213 - **Article 15** (*Clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2020*) : p. 17216 p. 17217 - **Article 17** (*Circuits financiers et transferts de recettes*) : p. 17221 p. 17222 - **Article 18** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionnées à l'annexe 5*) : p. 17222 p. 17223 - **Article 23 et annexe B** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)*) : p. 17228 p. 17234

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 76 sexies - Amendement n° II-672** (*Écoles françaises à l'étranger - Projets immobiliers - Rapport au Parlement*) : p. 17613

Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - État D

- (2 décembre 2019) : p. 17614 - **Article additionnel après l'article 84 - Amendement n° II-646** (*Participations de l'État - Risque de pertes financières - Rapport au Parlement*) : p. 17615

Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - État D

- (2 décembre 2019) : p. 17617 p. 17618

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2019) : p. 17628

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17630 p. 17631 p. 17632 p. 17633 p. 17634 - **Article additionnel après l'article 76 octies - Amendement n° II-19** (*Fonction publique - Congés maladie - Délai de carence - Augmentation*) : p. 17635 - **Article additionnel après l'article 76 octies - Amendement n° II-699** (*Compétence comptable - Délégation aux collectivités locales -*

Abrogation) : p. 17635 - **Article additionnel après l'article 76 octies - Amendement n° II-712** (*Majeurs protégés - Possibilité d'ouvrir un compte bancaire personnel - Date de mise en œuvre*) : p. 17635

Crédits non répartis - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17636

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2019) - **Article 83 (nouveau)** (*art. L. 711-1 du code de l'éducation - Extension aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de la possibilité de recourir à des contrats et formes de sociétés publiques ou commerciales*) : p. 17637

Régimes sociaux et de retraite - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17638

Compte d'affectation spéciale : pensions

- (2 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 84 - Amendement n° II-733** (*Pensions servies par la FSPOEIE et la CNRACL - Décristallisation*) : p. 17639

- **Question orale sans débat sur la situation du petit commerce en France et les manifestations** - (3 décembre 2019) : p. 17669

- **Question orale sans débat sur les difficultés pour les collectivités soumises à la contractualisation de mener leurs actions de coopération décentralisée** - (3 décembre 2019) : p. 17670

- **Question orale sans débat sur la réorganisation du réseau et les effectifs de la direction générale des finances publiques** - (3 décembre 2019) : p. 17671

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le chômage en Loire-Atlantique** - (3 décembre 2019) : p. 17672

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° II-818 rectifié, n° II-911 rectifié bis et n° II-961 rectifié** (*Développement de produits de biocontrôle - Crédit d'impôt recherche - Doublement*) : p. 18146 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° II-765 rectifié bis** (*Prêts étudiants - Intérêts - Suppression*) : p. 18147 - **Article 49 bis (nouveau)** (*art. 220 quaterdecies du code général des impôts - Augmentation du taux du crédit d'impôt pour la production de films et œuvre audiovisuelles étrangers pour les œuvres de fiction intensives en effets visuels*) : p. 18148 - **Article 50** (*art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat*) : p. 18155 p. 18156 p. 18157 p. 18158 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° II-784 rectifié bis et n° II-1068 rectifié** (*Dons en faveur des formations musicales de Radio France - Réduction d'impôt*) : p. 18159 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-97 rectifié** (*Spectacle sportif - Champ du mécénat - Inclusion*) : p. 18159 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-96 rectifié** (*Sportifs de haut-niveau - Pacte de performance - Mécénat d'entreprises - Ouverture*) : p. 18160 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-489 rectifié** (*« Fair-play » fiscal*) : p. 18160 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-1171 rectifié** (*Entreprises produisant ou transformant des produits issus de l'agriculture biologique - Suramortissement - Application*) : p. 18161 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-1057** (*Jeux de loterie et les paris sportifs - Prélèvements - Assiette*) : p. 18162 - **Article additionnel après l'article 50 -**

Amendements n° II-57 rectifié ter, n° II-600 rectifié, n° II-577 rectifié, n° II-1017 rectifié ter, n° II-547 rectifié, n° II-916 rectifié et n° II-986 rectifié bis (*Entreprises agricoles - Haute valeur environnementale - Aide à la certification - Crédit d'impôt*) : p. 18165 p. 18166 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-968** (*Impôt sur les sociétés - Taux à 15 % - Seuil du chiffre d'affaire - Relèvement*) : p. 18167 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° II-402** (*Petites et moyennes entreprises - Outil de production - Verdissement - Recours à des prestations de conseil - Crédit d'impôt*) : p. 18168 - **Article 50 ter (nouveau)** (*art. 35 bis, 39 terdecies, 206, 239 octies, 279 et 794 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales*) : p. 18169 - **Article 50 quater (nouveau)** (*art. 39 decies A du code général des impôts - Inclusion des véhicules bi-carburants équipés d'un moteur dual fuel de type 1 A dans le suramortissement des poids lourds*) : p. 18170 - **Article additionnel après l'article 50 quater - Amendement n° II-1049** (*Véhicules automobiles - Poids élevé - Malus*) : p. 18171 - **Article additionnel après l'article 50 quater - Amendement n° II-1094** (*Véhicule poids-lourd - Particuliers - Usage occasionnel - Taxe à l'essieu - Régime journalier - Rétablissement*) : p. 18171 - **Article 50 quinquies (nouveau)** (*art. 64 bis, 72 ter [nouveau], 93 A et 102 ter du code général des impôts - Neutralisation des transitions entre régimes de microentreprise et régimes réels pour les bénéficiaires agricoles et non commerciaux*) : p. 18172 - **Article 50 sexies (nouveau)** (*art. 75-O C du code général des impôts - Facilitation du passage d'un régime d'imposition agricole au régime de l'impôt sur les sociétés*) : p. 18172 - **Article 50 octies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A et 199 terdecies-0 AA du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin »*) : p. 18173 p. 18174 p. 18179 - **Article 50 nonies (nouveau)** (*art. 220 sexies et 220 quaterdecies du code général des impôts - Plafonnement de dépenses éligibles aux crédits d'impôt cinéma*) : p. 18180 - **Article additionnel après l'article 50 nonies - Amendement n° II-434 rectifié ter** (*Théâtres - Crédit d'impôt spectacles vivants - Extension*) : p. 18180 - **Article additionnel après l'article 50 nonies - Amendements n° II-435 rectifié ter, n° II-576 et n° II-608 rectifié bis** (*Spectacles d'humour - Variétés - Crédit d'impôt pour le spectacle vivant musical (CISV) - Réintégration*) : p. 18181 - **Article additionnel après l'article 50 decies - Amendement n° II-913 rectifié bis** (*Entreprises de restauration du patrimoine - Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art (CIMA) - Extension*) : p. 18182 - **Article additionnel après l'article 50 decies - Amendement n° II-1027 rectifié bis** (*Sociétés de tiers-financement - Collectivités territoriales - Actionnariat majoritaire - Éco-prêt à taux zéro*) : p. 18183 - **Article 50 undecies (nouveau)** (*Expérimentation dans deux régions d'une possibilité pour les sociétés de tiers-financement de distribuer l'éco-prêt à taux zéro*) : p. 18184 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-291 rectifié bis** (*Outre-mer - Maisons de retraite - Aide fiscale à l'investissement - Application*) : p. 18184 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendements n° II-1045, n° II-615 rectifié quinquies, n° II-81 rectifié bis, n° II-743 rectifié bis et n° II-957 rectifié** (*Outre-mer - Aide fiscale à l'investissement - Condition d'application*) : p. 18186 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-750 rectifié bis** (*Outre-mer - Croisières régionales - Aide au développement*) : p. 18188 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendements n° II-746 rectifié bis, n° II-745 rectifié bis et n° II-80 rectifié ter** (*Outre-mer - Organismes de logements sociaux (OLS) non bailleurs sociaux - Dispositif d'incitation fiscale à l'investissement - Rétablissement*) : p. 18190 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendements n° II-292 rectifié ter, n° II-290 rectifié ter et n° II-288 rectifié bis** (*Amendements n° II-292 rectifié ter et n° II-290 rectifié ter : Nouvelle-Calédonie - Wallis et Futuna - Polynésie française - Investissements dans le logement intermédiaire - Incitation fiscale - Plafond - Relèvement - Amendement n° II-288 rectifié bis : Collectivités d'outre-mer - Entreprises - Investissements - Incitations fiscales*) : p. 18192 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-816 rectifié** (*Outre-mer - Opérations de démolition en vue de la construction de nouveaux logements sociaux - Crédit d'impôt*) : p. 18192

p. 18193 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-917 rectifié** (*Outre-mer - Logements locatifs sociaux - Augmentation*) : p. 18193 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-1075 rectifié bis** (*Outre-mer - Centrales géothermiques électrogènes - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Assujettissement*) : p. 18194 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-821 rectifié ter** (*Guadeloupe - Martinique - Taxe d'embarquement - Taxe additionnelle - Création*) : p. 18196 - **Article additionnel après l'article 50 duodecies - Amendement n° II-958 rectifié bis** (*Collectivités d'outre-mer - Financement des chambres de métiers et d'artisanat - Évolution - Rapport au Parlement*) : p. 18197 - **Article 51** (*Création d'une*

taxe forfaitaire sur les contrats à durée déterminée d'usage) : p. 18200 p. 18201 p. 18202 p. 18203

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18393

- **Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21969 p. 21972 - **Question préalable** : p. 21979

ÉBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOCR

NOMINATIONS

Président de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018 (11 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La valorisation internationale de l'ingénierie et des marques culturelles : le cas des musées nationaux [n° 568 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) : un premier bilan [n° 42 tome 1 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) : un premier bilan [n° 42 tome 2 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Culture [n° 140 tome 3 annexe 8 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service de traitement du renseignement et d'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission - Programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2019 - Communications.

Prise en charge financière des victimes du terrorisme - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Questions diverses - Actualisation du programme de contrôle budgétaire de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes pénales - Communication.

Contrôle budgétaire - Service militaire adapté - Communication.

Dettes des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des finances*) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication.

Questions diverses.

Situation et perspectives de l'économie française - Audition commune de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. Didier Blanchet, directeur des études et synthèses économiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), et Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen en présence de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des finances*) : Relations financières entre l'État et la sécurité sociale - Audition de MM. Christian Charpy, conseiller maître à la Cour des comptes, et Julien Dubertret, inspecteur général des finances.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buroalistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle de la recevabilité financière des amendements et des propositions de loi - Communication.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption - Examen des amendements de séance.

Questions diverses - Actualisation du programme de contrôle budgétaire de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Audition commune de MM. Boris Cournède, chef-adjoint de la division des finances publiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Michel Didier, président du comité de direction de Rexecode, Jonathan Goupille-Lebret, chercheur en économie à l'École normale supérieure de Lyon, et Luc Jaillais, co-président de la commission fiscalité du patrimoine de l'Institut des avocats conseils fiscaux (IACF).

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects.

Réunion du lundi 29 avril 2019 (*commission des finances*) : Application des lois - Communication.

Projet de programme de stabilité pour les années 2019 à 2022 - Communication.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Audition commune de MM. Giuseppe de Martino, président de l'association des services internet communautaires (ASIC), Julien Pellefigue, économiste, associé au cabinet Taj, Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, et François Soulmagnon, directeur général de l'association française des entreprises privées (AFEP).

Restauration et conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris - Demande de saisine pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Nomination d'un rapporteur pour avis.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2018 et sur la certification des comptes de l'État - exercice 2018 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Risque cyber dans les domaines économique et financier - Audition commune de MM. Alain Bouillé, président du CESIN, Christophe Delcamp, directeur-adjoint assurance de dommages et responsabilité de la FFA, Bertrand Peyret, secrétaire général adjoint de l'ACPR, et Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la

cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des finances*) : Valorisation internationale de l'ingénierie et des marques culturelles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Danemark, en Suède et en Estonie - Compte rendu.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Missions « Santé » et « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Actualisation du programme de contrôle budgétaire de la commission.

Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recouvrement des amendes de circulation et des forfaits de post-stationnement - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2018.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrats de ruralité - Communication.

Contrôle budgétaire - Lutte contre la fraude et la protection des intérêts financiers de l'Union européenne - Communication.

Pilotage et financement des très grandes infrastructures de recherche - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 23 juillet 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 en nouvelle lecture - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Masse salariale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Contrôle budgétaire - Sources de financement du logement social - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre les feux de forêts - Communication.

Contrôle budgétaire - Mobilisation des financements régionaux en faveur de la recherche - Communication.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

(*commission des finances*) : Évaluation de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Communication.

Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des finances*) : Green Budgeting - Audition de M. Dorian Roucher, inspecteur des finances, de Mmes Sylvie Alexandre, ingénieure générale des ponts, des eaux et forêts, et Florence Tordjman, inspectrice générale de l'administration et du développement durable.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Suites données aux rapports sur la modernisation de la navigation aérienne et sur la compétitivité du transport aérien - Communication.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif à la fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » (et communication sur son contrôle budgétaire sur la sécurité informatique des pouvoirs publics) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne et de la semaine parlementaire du semestre européen.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » (et articles 79 à 82) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et articles 76 nonies et 76 decies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2019.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'article 20, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de missions précédemment examinées et réservées (« Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 73 E), « Défense » (et article 75 ter)) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 78 octodécies à 78 vicies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de la mission précédemment examinée et réservée « Pouvoirs publics ».

Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 36.

Réunion du vendredi 22 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 25 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen de l'amendement sur l'article d'équilibre.

Projet de loi de finances pour 2020 - Examen du sous-amendement à l'amendement I-1268.

Réunion du lundi 2 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » (et l'article 76 sexies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), mission « Engagements financiers de l'État » et les comptes spéciaux « Participations financières de l'État » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » et mission « Défense » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2020 non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) et mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2020 - Modification de la composition de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 5 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés aux missions.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » (et article 76 quindecies), mission « Culture », mission « Médias, livre et industries culturelles » (et article 76 quaterdecies) et compte d'affectation spéciale « Avances à l'audiovisuel public », mission « Justice » (et articles 76 undecies, 76 duodecies et 76 terdecies) et mission « Travail et emploi » (et articles 79, 80, 81 et 82) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Projet de loi de finances pour 2020 - Suite de l'examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le débat national et le pluralisme dans les médias** - (5 février 2019) : p. 780

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (7 février 2019) : p. 953

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 1102

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien de l'ordre lors des manifestations** - (21 mars 2019) : p. 3394

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5477 p. 5481 p. 5489 p. 5490

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5901 p. 5904

- **Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 406 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6028

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6792 - **Article 1er** (*art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6798

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 7480 - **Article 1er** (*Lancement d'une souscription nationale*) : p. 7481 p. 7484

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7667

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11171 p. 11173 p. 11184 p. 11187

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13564

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14456 p. 14458

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage** - (6 novembre 2019) : p. 14880

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16706 - **Article 5 et état B annexé** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 16741 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 16754

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (20 novembre 2019) : p. 15867

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15933 p. 15937 p. 15938 p. 15939 - **Question préalable** : p. 15942 - **Organisation des travaux** : p. 15943

Discussion générale :

: p. 15953 p. 15954 p. 15957

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 (priorité) - Amendement n° I-1069 rectifié** (*Paquebots de croisière - Exonération de TICPE - Suppression*) : p. 16016 - **Article 11 (priorité)** (*art. 182 B, 187, 219, 244 bis, 244 bis A et 244 bis B du code général des impôts, art. 4 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Aménagement de la trajectoire de baisse de la taxe normale de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises*) : p. 16030 - **Motion d'ordre** : p. 16067 - **Article 6**

(précédemment réservé) (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16108

- Suite de la discussion (23 novembre 2019) - **Motion d'ordre** : p. 16121 - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. 196B, 197 et 204 H du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu à compter des revenus de l'année 2020, anticipation contemporaine de cette baisse dans le calcul des taux de prélèvement à la source et indexation du barème applicable aux revenus de l'année 2019) : p. 16131 p. 16132 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-461 rectifié** (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression) : p. 16142 p. 16143 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-987** (Société coopérative ouvrière de production (Scop) - Souscription en numéraire - Réduction d'impôt) : p. 16145 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1212** (Lutte contre les opérations d'« arbitrage de dividendes ») : p. 16153 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-1106 et n° I-744** (ISF - Rétablissement) : p. 16175 p. 16176 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1018** (ISF - Rétablissement) : p. 16189 p. 16190

- Président de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-487 rectifié ter** (IFI - Assiette - Actifs immobiliers - Exclusion - Conditions) : p. 16197 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-983 rectifié** (IFI - Monuments historiques - Exonération - Modalités) : p. 16197 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-860 rectifié bis** (IFI - Collectivités d'outre-mer - Monuments historiques - Exonération) : p. 16199 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-704 et n° I-1207** (IFI - Réduction au titre des dons - Plafond - Augmentation) : p. 16203 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-705 et n° I-1208** (IFI - Plafonnement - Modalités de calcul) : p. 16204 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-703** (IFI - Très hauts patrimoines - Plafonnement du plafonnement) : p. 16205 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-707 et n° I-1204** (IFI - Plus-values de cessions mobilières - Abatements - Pérennisation) : p. 16205 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-706 et n° I-1205** (Prélèvement forfaitaire unique - Clause anti-abus - Instauration) : p. 16207 - **Article 2 sexies (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 125-0 A et 200 A du code général des impôts - Aménagements du régime fiscal appliqué aux produits issus des contrats d'assurance vie) : p. 16211 - **Article 2 octies (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 182 A, 182 A ter, 197 A, 197 B et 1671 A du code général des impôts

- Aménagements à la réforme de l'imposition des revenus des non-résidents issue de la loi de finances initiale pour 2019) : p. 16218 p. 16220 - **Organisation des travaux** : p. 16283 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies (précédemment réservé)** - **Amendement n° I-1224** (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur le produit brut des jeux - Exonération) : p. 16319 - **Article 16 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 158 quater du code des douanes, art. 302 C du code général des impôts - Transposition de la directive (UE) 2019/475 du Conseil du 18 février 2019 en ce qui concerne l'inclusion de la municipalité italienne de Campione d'Italia et des eaux italiennes du lac de Lugano dans le territoire douanier de l'Union et dans le champ d'application territorial du régime général d'accise) : p. 16351 - **Article additionnel après l'article 16 bis (précédemment réservé)** - **Amendements n° I-43 rectifié quinquies, n° I-325 rectifié ter, n° I-660 rectifié ter, n° I-833 rectifié, n° I-44 rectifié ter et n° I-663 rectifié bis** (Syndicats professionnels - Impôt sur les sociétés et cotisation foncière - Exonération) : p. 16354

- **Organisation des travaux** - (25 novembre 2019) : p. 16369 p. 16369

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - président de la commission des finances - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes) : p. 16462 - **Organisation des travaux** : p. 16515

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quatercivies A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 16639 - **Article 36 (précédemment examiné)** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) : p. 16650 - **Article 37 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 16673 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 16676 p. 16677 p. 16679

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16862

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17586

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17600

Seconde partie :

- (5 décembre 2019) : p. 17899

Culture

- (5 décembre 2019) : p. 17936 p. 17944 p. 17948 - **État B** : p. 17950 p. 17951 p. 17952 p. 17953 p. 17955

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17975

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18020

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation) : p. 18089 - **Article 48 novodécies (nouveau)** (Régime fiscal des sommes versées par le comité d'organisation des jeux Olympiques et paralympiques de 2024 au chronométrateur officiel des compétitions) : p. 18137 - **Article 49** (art. 244 quater B, 1729 B du code général des impôts - Abaissement du taux forfaitaire des dépenses de fonctionnement prises en compte pour le crédit d'impôt recherche) : p. 18141 p. 18145 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18150 - **Article additionnel après l'article 50 quater - Amendement n° II-1093** (Véhicule poids-lourd - Particulier - Usage occasionnel - Taxe à l'essieu - Exonération) : p. 18171 - **Article additionnel après l'article**

50 quater - Amendement n° II-1094 (Véhicule poids-lourd - Particuliers - Usage occasionnel - Taxe à l'essieu - Régime journalier - Rétablissement) : p. 18171

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 52** (Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels) : p. 18224 p. 18225 - **Article 58 septies (nouveau)** (art. 199 terdecies du code général des impôts - Prorogation jusqu'en 2022 de la réduction d'impôt pour la restauration immobilière dans certains quartiers anciens dégradés) : p. 18266 p. 18267 - **Article additionnel après l'article 59 terdecies - Amendement n° II-1146 rectifié** (Accès des généalogistes professionnels aux déclarations de successions - Facilitation) : p. 18281 - **Article 64** (Compensation des revalorisations exceptionnelles du revenu de solidarité active, RSA) : p. 18325 - **Article 67** (Augmentation maîtrisée de certaines prestations sociales et suppression de l'indexation de la réduction de loyer de solidarité) : p. 18328 p. 18329 - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-945 rectifié** (Contribution à l'audiovisuel public - Maintien de son niveau de 2019 en 2021) : p. 18347 - **Article 72 sexies (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP) : p. 18366 p. 18371 - **Demande de coordination** : p. 18371

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18386 p. 18392

- **Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21972 p. 21974

ÉMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2019 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Réforme de l'OMC - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 260

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater** (*Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation*) : p. 496 p. 497 p. 497

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 février 2019) : p. 812

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (6 février 2019) - **Article 52** (*art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'Etat du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz*) : p. 856 - **Article 54** (*art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'Etat de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration*) : p. 875 p. 876 p. 879

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (19 février 2019) - **Explications de vote communes** : p. 2509

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2995

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3091

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (*Vitesses maximales autorisées - Adaptation*) : p. 3512

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5007 - **Article 1er** (*art. 1er de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de*

l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime) - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 5020 p. 5022 - **Article 3** (*art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - Étiquetage des miels*) : p. 5030

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Question préalable** : p. 5424

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5932

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 331 rectifié** (*Programmes scolaires - Apprentissage du codage informatique*) : p. 6429

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des calamités agricoles** - (20 juin 2019) : p. 9544

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13691

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des agriculteurs** - (2 octobre 2019) : p. 12762

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conséquence de l'incendie de l'usine Lubrizol pour les agriculteurs** - (9 octobre 2019) : p. 12937

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13520

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13576

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 272 rectifié bis, n° 780 rectifié bis, n° 273 rectifié bis, n° 401 rectifié bis et n° 871 rectifié** (*Dispositif Travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TODE) - Rétablissement*) : p. 15204

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17759

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21749

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des finances : Sauver les zones de revitalisation rurale (ZRR), un enjeu pour 2020 [n° 41 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Économie [n° 140 tome 3 annexe 12 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 388

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13 bis C** (art. 23 du code de l'artisanat et art. L. 711-8 du code de commerce - *Plan des actions ayant vocation à être mutualisées entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat*) : p. 571 - **Article additionnel après l'article 13 quater A - Amendement n° 317 rectifié bis** (*Financement des CCI territoriales*) : p. 580 - **Article 13 sexies** (art. L. 4251-18 du code général des collectivités territoriales et L. 711-8 du code de commerce - *Convention entre la région et la chambre de commerce et d'industrie de région pour la mise en œuvre du SRDEII*) : p. 583

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 13 octies (nouveau)** (*Constitution de fonds de commerce sur le domaine public en vertu de titres antérieurs à la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises*) : p. 598 - **Article 14** (art. L. 631-11 et L. 641-11 du code de commerce - *Maintien de la rémunération du dirigeant d'une entreprise en redressement judiciaire*) : p. 600 - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - *Réforme de l'épargne retraite*) : p. 625 p. 645 p. 650 - **Article 22** (art. L. 411-2, L. 412-1, L. 433-4, L. 621-7, L. 621-8 à L. 621-8-2, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - *Simplification de l'accès des entreprises aux marchés financiers*) : p. 669 - **Article 23** (art. L. 211-36, L. 211-40, L. 213-1, L. 214-7-4, L. 214-8-7, L. 214-24, L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-164, L. 214-172, L. 214-175-1, L. 214-190-

2, L. 411-3, L. 420-11, L. 421-7-3, L. 421-16, L. 511-84, L. 511-84-1 [nouveau], L. 532-9, L. 532-16, L. 532-28, L. 532-48, L. 532-50, L. 532-52, L. 533-22-2, L. 533-22-2-3 [nouveau], L. 611-3, L. 612-2, L. 613-34, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-9, L. 621-13-4 et L. 621-20-7, L. 621-20-8, L. 621-20-9 [nouveau], L. 621-15 et L. 621-21-1 du code monétaire et financier et L. 3334-12 du code du travail - Attractivité de la place financière de Paris) : p. 679 p. 682 - **Article 28 bis** (art. L. 225-44 et L. 225-85 du code de commerce et 163 bis G du code général des impôts - Autorisation de rémunération des administrateurs et des membres de conseil de surveillance en bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) : p. 720 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et des consignations, CDC) : p. 727 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-13, L. 518-15-1, L. 518-15-2 et L. 518-15-3 du code monétaire et financier - Application des règles de gestion comptable et commerciale à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 733 - **Article 35** (art. L. 518-15-2 et L. 518-15-3 du code monétaire et financier - Règles prudentielles applicables à la Caisse des dépôts et consignations et supervision par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) : p. 735

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 802 - **Discussion générale** : p. 813

- **Question orale sans débat sur la fermeture du bureau de poste des Aldudes** - (12 février 2019) : p. 1071

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et

d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3872 p. 3873

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17574

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17587 p. 17588 p. 17592

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendements n° II-934 rectifié ter et n° II-956 rectifié bis** (Cabanes pastorales - Régime applicable en matière d'urbanisme et de fiscalité) : p. 18119 - **Article 48 octodécies (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 7 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2020 du bénéfice du classement en zones de revitalisation rurale pour des communes qui devaient initialement perdre ce bénéfice au 1er juillet 2020) : p. 18134 - **Article additionnels après l'article 48 octodécies - Amendements n° II-777 rectifié quater et n° II-954** (Classement en zone de revitalisation rurale - Dispositifs fiscaux - Prorogation) : p. 18136 - **Article 50 bis (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du bénéfice du prêt à taux zéro dans le neuf en zones peu tendues) : p. 18168

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Alpes.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 175 (2018-2019)] relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 241 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 229 (2018-2019)] visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 325 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 535 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La Délégation sénatoriale aux entreprises poursuit son dialogue sur le terrain avec les entrepreneurs [n° 723 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 456 (2018-2019)] visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 747 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Cohésion des territoires (Logement) [n° 141 tome 6 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Jean Merlet-Bonnan, avocat associé du cabinet Exème Action.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des finances*) : Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Eric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Eric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de MM. David MonnerEAU, président, et David Bossard, sauveteur bénévole de la station SNSM des Sables-d'Olonne.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Bertrand Munch, candidat proposé à la fonction de directeur général de l'Office national des forêts.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Bernard Rougier, professeur à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 89

- **Question orale sans débat sur l'avenir du CHU Pasteur de Nice** - (22 janvier 2019) : p. 158 p. 159

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 211 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 223 p. 224 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 et n° 10 rectifié bis** (Huissiers de justice - Accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles d'habitation) : p. 225 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 226

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 256

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 8** (art. L. 310-3 du code de commerce - Réduction de la durée des soldes) : p. 468 p. 469

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 553 p. 554 p. 555

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 42 bis** (art. L. 612-12 du code de la propriété intellectuelle - Examen a priori de l'activité inventive) : p. 764 - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 800 p. 809

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2735 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2749

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1 et article L. 142-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER pour les activités conchylicoles) : p. 2799

- **Question orale sans débat sur les agréments des auto-écoles** - (19 mars 2019) : p. 3140

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien de l'ordre lors des manifestations** - (21 mars 2019) : p. 3393

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (27 mars 2019) - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3680 p. 3681 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 97 rectifié ter, n° 392 rectifié, n° 720 et n° 758 rectifié bis** (Périmètre géographique de l'agrément délivré aux auto-écoles et aux enseignants de la conduite - Clarification) : p. 3687 p. 3688

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 3** (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions

et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - Étiquetage des miels) : p. 5034

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 5059

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5499

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse) : p. 5513 p. 5525 p. 5526

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6814

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7643 p. 7644

- **Question orale sans débat sur l'impact de la réforme du baccalauréat dans l'apprentissage des langues régionales** - (4 juin 2019) : p. 7794 p. 7795

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7871 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales incitative à l'installation rapide des jeunes médecins) : p. 7875

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets de communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7973 - **Article 7 bis** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre) : p. 7985 p. 7987 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 665 rectifié ter et n° 276 rectifié** (Sage-femme référente - Valorisation des compétences) : p. 8000 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 354 rectifié, n° 99 rectifié ter, n° 175 rectifié bis et n° 371 rectifié** (Vaccination - Compétences des infirmiers) : p. 8003 p. 8004

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8273 p. 8274 p. 8276 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - Obligation pour les copropriétaires de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global) : p. 8287 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 10 rectifié quater** (Plan de mise en vente des logements sociaux - État du bâti et des équipements - Gros travaux) : p. 8287 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 31 rectifié bis** (Vente des logements sociaux -

Plan de prévention des risques de dégradation des copropriétés) : p. 8288 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 27 rectifié** (*Bénéfice du tiers payant des aides au logement - Production par le bailleur du contrat de location*) : p. 8290 - **Article 1er C (nouveau)** (art. 198 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, art. L. 1331-22 à L. 1331-30 et L. 1337-4 [abrogés] du code de la santé publique, art. L. 511-1 à L. 511-7 et L. 511-8 à 511-18 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, art. 25-1 A de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Création d'une police du logement - Harmonisation des procédures de péril et d'insalubrité - Entrée en vigueur accélérée d'une interdiction définitive d'habiter - Raccourcissement du délai d'instruction dans les procédures de péril et d'insalubrité) : p. 8295 p. 8296 p. 8297 - **Article 1er D (nouveau)** (art. L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales - Clarification de la situation des occupants en cas de mise en œuvre des pouvoirs de police générale du maire) : p. 8298 - **Article additionnel après l'article 1er E - Amendement n° 24 rectifié bis** (*Habitat - Collectivités locales - Désignation d'un référent « habitat dégradé »*) : p. 8298 - **Article additionnel après l'article 1er E - Amendement n° 13 rectifié quater** (*Lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Mise en œuvre d'un état de carence - Réduction du rapport d'expertise - Réduction des délais*) : p. 8299 - **Article 2** (*Expérimentation en matière de délivrance du permis de louer*) : p. 8300 p. 8301 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 26 rectifié** (*Lutte contre l'habitat indigne - Déclaration de mise en location - Généralisation*) : p. 8301 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 2 rectifié** (*Autorisation préalable de mise en caducité et renouvellement*) : p. 8302 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 3 rectifié** (*Protection des occupants de l'habitat indigne - Renforcement - Présomption de bonne foi de l'occupant*) : p. 8304 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 4 rectifié bis** (*Logement définitif - Deux offres de relogement*) : p. 8305 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 22 rectifié, n° 34 et n° 9 rectifié** (*Lutte contre l'habitat indigne en outre-mer - APL accession - Conséquences de suppression - Rapport au Parlement*) : p. 8308 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 23** (*Zones des cinquante pas géométriques en outre-mer - Constructions - Normes - Rapport au Parlement*) : p. 8311 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendements n° 5 rectifié et n° 6 rectifié** (*Marchands de sommeil - Indemnité représentative des frais engagés pour le relogement - Augmentation*) : p. 8311

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9206 p. 9207 p. 9208

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3 bis C** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive*) : p. 11479 p. 11481 - **Article 3 bis** (art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Définition du logement décent*) : p. 11491 p. 11493

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (18 juillet 2019) : p. 11551

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 6 bis (nouveau)** (*Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables*) : p. 12551

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13704 p. 13705

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12867

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (9 octobre 2019) : p. 12929 p. 12930

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** (suite) - (10 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendement n° 867 rectifié ter** (*Règlements locaux de publicité*) : p. 13107

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la bactérie Xylella fastidiosa** - (15 octobre 2019) : p. 13136

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13534

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p. 15835

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Discussion d'article** : p. 16553

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17702 - **État B** : p. 17727 - **Article additionnel après l'article 75 - Amendement n° II-910** (*Organismes HLM - Titres participatifs - Émission - Collectivités locales - Souscription - Autorisation*) : p. 17748

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]** - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21201

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline)
sénatrice (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 23 juillet 2019.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019 ; puis rapporteure le 26 novembre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre titulaire du conseil scientifique sur les processus de radicalisation le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 259 (2018-2019)] visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 345 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunales [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 410 (2018-2019)] visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 599 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale (DGCS).

Audition du Dr. Jean-Philippe Cano, vice-président, et de Mme Ingrid Bertsch, secrétaire de la Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAUS).

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de l'association « La Parole libérée » : MM. François Devaux, président, Alexandre Hezez, co-fondateur de l'association, et maître Nadia Debbache, avocate au barreau de Lyon.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) :

Audition de M. Anouar Kbibeche, vice-président du Conseil français du culte musulman.

Audition de Me Alex Buchinger, administrateur du Consistoire de Paris et du Consistoire central israélite de France, M. Jérémie Haddad, président, et Mme Karen Allali, commissaire générale, des Éclaireuses et Éclaireurs israélites de France.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Debré, présidente, M. Michel Martzoff, secrétaire général de l'association L'Enfant Bleu, et Mme Anne-Marie Clément, présidente de la Fédération des comités Alexis Danan.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Didier Lallement, préfet de police de Paris.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice, garde des sceaux.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Échange de vues sur le Plan national d'action visant à éradiquer les mutilations sexuelles féminines.

Échange de vues sur le programme de travail de la délégation pour la session 2019-2020.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Audition de M. Youssef Chiheb, professeur associé à l'université Paris 13, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Mohammed Sifaoui, journaliste, écrivain et réalisateur.

Audition de MM. Emmanuel Razavi, fondateur et directeur de GlobalGeoNews, et Alexandre del Valle, géopolitologue, consultant et essayiste.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Bernard Rougier, professeur à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national** - (22 janvier 2019) : p. 196 p. 197

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (*Mayotte - Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification*) : p. 2487

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2903 p. 2904 - **Article 1er** (*Usage des lanceurs de balles de défense - Interdiction*) : p. 2915

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (*École de la confiance*) : p. 6360 p. 6370

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 289 rectifié bis et n° 381 rectifié bis** (*Mixité sociale - Établissements privés sous contrat*) : p. 6444 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 109 rectifié** (*Dates officielles de la rentrée et des vacances scolaires - Non respect - Sanctions*) : p. 6448 p. 6449 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6451 p. 6453 p. 6455 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 48 rectifié quinquiés** (*Prosélytisme - Interdiction*) : p. 6456 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 125** (*Scolarisation des enfants de moins de trois ans - Liste des demandes non satisfaites*) : p. 6470

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 5** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille*) : p. 6552 p. 6557 - **Article 5 quinquiés** (*art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive*) : p. 6571

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10900 p. 10901 p. 10903 - **Article 1er (supprimé)** (*art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable*) : p. 10912 p. 10913 - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations*) : p. 10916

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'islam et le rôle des préfets** - (9 juillet 2019) : p. 10927

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** (suite) - (9 juillet 2019) - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations*) : p. 10931 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 2 rectifié** (*Don sur les successions - Allongement du délai*) : p. 10931 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 4 rectifié quater** (*Associations - Subventions publiques - Obligation de comptabilité*) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié quater** (*Associations culturelles - Obligations financières*) : p. 10933 p. 10934 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 36 rectifié bis** (*Régime de l'article 200 du code général des impôts - Liste et objet des associations - Annexe annuelle budgétaire*) : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 37 rectifié** (*Associations culturelles - Dons par SMS - Suppression*) : p. 10937 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 32 rectifié ter** (*Compte de campagne - Excédent - Reversement à des associations*) : p. 10938 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 31 rectifié ter** (*Compte de campagne - Excédent - Reversement à des associations*) : p. 10938 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA*) : p. 10939 p. 10941 - **Article 4** (*art. 706-160 du code de procédure pénale - Confier à des associations d'intérêt général la gestion d'immeubles saisis lors de procédures pénales*) : p. 10942 p. 10943 - **Article 4 bis (supprimé)** (*art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme - Suppression du droit de préemption sur les biens cédés à titre gratuit aux associations ayant la capacité de recevoir des libéralités*) : p. 10944 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'état des lieux de la fiscalité liée aux dons*) : p. 10945 - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 123-16-2, L. 822-14 et L. 950-1 du code de commerce ; art. L. 241-2 et L. 719-13 du code de l'éducation ; art. L. 111-9 et L. 143-2 du code des juridictions financières ; art. 19-8 et 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ; art. 3, 3 bis et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles ; art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ; art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Mesures de cohérence juridique*) : p. 10947 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 42 rectifié** (*Comptes d'emploi d'association ou de fondation - Adhérent ou donateur - Droit de consultation*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 41 rectifié** (*Comptes des fondations et associations - Publication en ligne*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 43 rectifié** (*Organisme soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes - Contrôle de la publication sincère des comptes*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 40 rectifié** (*Fonds de dotation - Rapports de commissaires aux comptes - Obligation de publication*) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 23 rectifié** (*Fondations - Activité d'enseignement de la conduite*) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 14 rectifié bis** (*Associations titulaires de l'agrément de jeunesse et d'éducation populaire - Taux réduit de TVA*) : p. 10950 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 8** (*Fichier centralisé des présidents et trésoriers associatifs - Création - Rapport au Parlement*) : p. 10950 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 10950 p. 10951

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12683

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le port du voile** - (16 octobre 2019) : p. 13269 p. 13270

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14661 p. 14662 p. 14664 p. 14674 - **Article 1er (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs))** : p. 14684 p. 14694 p. 14697 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14700

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** -

(20 novembre 2019) - **Article unique (Création de délégations parlementaires aux droits des enfants)** : p. 15894

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2019) : p. 17980

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 141 tome 1 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 746 (2018-2019)] visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 171 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi EGalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de M. Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint de la FNSEA, Mme Véronique Le Floch, secrétaire générale de la Coordination rurale, MM. Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et Baptiste Gatouillat, vice-président de Jeunes agriculteurs.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cotté, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Place de l'agriculture française dans le monde - Présentation du rapport d'information du groupe d'études « Agriculture et alimentation ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire** [n° 392 (2017-2018)] - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 257

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 806

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers** [n° 352 (2018-2019)] - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2805

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (27 mars 2019) - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3636 p. 3638

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires** [n° 391 (2018-2019)] - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5009 p. 5014 p. 5015 -

Article 3 (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - *Étiquetage des miels*) : p. 5029 p. 5029 p. 5031 p. 5032

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5178 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5188

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - *Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5461

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5960

- **Question orale sans débat sur l'effectivité de la possibilité d'effectuer des stages d'observation pour les élèves de moins de 14 ans** - (14 mai 2019) : p. 6311

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - *Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction*) : p. 6478

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article 17** (*Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics*) : p. 9727

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11077

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11339 -

Article 1er (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11357

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13690 p. 13696 p. 13703

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13709

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - *Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12894

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des agriculteurs** - (23 octobre 2019) : p. 14442

- **Question orale sans débat sur le décret d'application de l'article 144 de la loi du 17 août 2015** - (3 décembre 2019) : p. 17686

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17752

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17782 p. 17783 p. 17785

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21735

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21744 p. 21745 p. 21752 p. 21754 p. 21755

FÉRAUD (Rémi)
sénateur (Paris)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou le 5 juin 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Masse salariale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères : maîtriser la dépense en préservant la qualité du réseau [n° 729 (2018-2019)] (18 septembre 2019) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Action extérieure de l'État [n° 140 tome 3 annexe 1 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 septembre 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Masse salariale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport

conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 29 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 73 A), mission « Aide publique au développement » et compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers » (et article 73 D), mission « Santé » (et articles 78 duodecimes à sexdecies), mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 78 octodécimes à 78 vicies), mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 76 sexdecies et 76 septdecies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retrait des troupes américaines de Syrie** - (14 février 2019) : p. 2479 p. 2480

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3416

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées) : p. 3501 p. 3506 p. 3507 - **Article 16** (art. L. 130-9-1 [nouveau] du code de la route - Contrôle des voies réservées) : p. 3520 - **Article 19** (art. L. 3120-2-1, 3120-2-2 et art. L. 3123-2 et L. 3123-2-1 [nouveaux] du code des transports - Encadrement de l'activité des vélotaxis) : p. 3545

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3659 - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3679 p. 3680

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants) : p. 6544 - **Article 6** (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - Établissement public local d'enseignement international) : p. 6602

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6787 - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6807 p. 6815 p. 6816

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les campements de migrants et l'hébergement d'urgence** - (18 juillet 2019) : p. 11550 p. 11551

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12301

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Kurdes (I)** - (16 octobre 2019) : p. 13265

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 727 rectifié ter, n° 729 rectifié ter et n° 728 rectifié ter** (*Location non professionnelle - Limitation de durée fixée par la collectivité - Autorisation*) : p. 13312 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié** (*Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police » - Alignement sur le droit commun des agents de police municipale*) : p. 13321 p. 13322

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13536

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Article 3** (art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - *Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique »*) : p. 16719 - **Article 4 et état A annexé** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 16731 - **Article 5 et état B annexé** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 16743 p. 16747

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15957 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2020, prévisions d'exécution 2019 et exécution 2018*) : p. 15964

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 231 ter du code général des impôts - *Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France*) : p. 16095 - **Article 6 (précédemment réservé)** (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - *Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 16108

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2019) - **Discussion d'article** : p. 16538 - **Article 28 (précédemment réservé)**

(art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - *Affectation de recettes d'enchères de quotas d'émission au fonds pour l'innovation institué par la directive établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union européenne*) : p. 16585 - **Article 32 (précédemment réservé)** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - *Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs »*) : p. 16586 - **Article 33 (précédemment réservé)** (art. 56 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - *Suppression du compte d'affectation spéciale intitulé « Aides à l'acquisition de véhicules propres » en vue de la reprise de ses recettes et de ses dépenses sur le budget général de l'Etat*) : p. 16587

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article 35** (*Relations financières entre l'État et la sécurité sociale*) : p. 16649

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17025 - **État B** : p. 17043 p. 17044 p. 17045 p. 17046 p. 17050 p. 17053 - **Article additionnel avant l'article 73 A - Amendement n° II-443** (*Postes diplomatiques et consulaires - Droits de visa instruits - Augmentation*) : p. 17054

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 quinquies (nouveau)** (*Augmentation des montants alloués au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France, FSRIF*) : p. 17863 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-510 rectifié** (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Prélèvement - Plafonnement - Modification*) : p. 17864 p. 17865 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-508** (*Dispositifs de péréquation - Information du contribuable*) : p. 17865 - **Article 78 sexies (nouveau)** (*Fusion des trois fonds de péréquation départementaux*) : p. 17870 - **Article additionnel après l'article 78 sexies - Amendement n° II-507** (*Collectivités territoriales - Fonds de concours - Possibilité de création*) : p. 17873

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (*Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation*) : p. 18086 p. 18087 p. 18087 p. 18089 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-501** (*Collectivités territoriales - Usage abusif du domaine public - Contraventions - Modalités de perception et possibilité d'augmentation - Rapport au Parlement*) : p. 18095 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-984** (*Taxe de séjour - Plafonnement applicable aux hébergements non classés - Relèvement*) : p. 18100 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-937 rectifié bis** (*Taxe de séjour - Tarif par défaut - Reconduction*) : p. 18101 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendements n° II-74 rectifié bis, n° II-973 et n° II-1117** (*Logements vacants - Résidences secondaires - Taxation équivalente*) : p. 18110 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-982 rectifié** (*Résidences secondaires - Taxe d'habitation - Majoration*) : p. 18112 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-949 rectifié** (*Logements locatifs sociaux - Démolition-reconstruction - Convention ANRU - Taxe foncière - Exonération*) : p. 18114 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-969 rectifié bis** (*Zones tendues - Immeubles neufs - Taxe de publicité foncière - Droit*

d'enregistrement - Assujettissement à taux plein : p. 18116 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendements n° II-557 rectifié quater et n° II-950 rectifié** (*Accession à la propriété - Ménages modestes - Droits d'enregistrement - Exonération*) : p. 18117 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-951 rectifié** (*Intervention des organismes HLM dans le parc privé - Accès au logement des personnes démunies - Exonération fiscale facultative*) : p. 18118 - **Article additionnel après 48 quaterdecies - Amendements n° II-347 rectifié ter et n° II-985 rectifié** (*Loi de programmation de la fiscalité écologique - Création*) : p. 18130 p. 18131 - **Article 50 octies (nouveau)** (*art. 199*

terdecies-0 A et 199 terdecies-0 AA du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin ») : p. 18179

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 59 ter - Amendements n° II-627 rectifié quater et n° II-1035 rectifié ter** (*Financement des établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) - Amélioration*) : p. 18276

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 28 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 13 février 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la commission des lois : La justice prud'homale au milieu du gué [n° 653 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur le sauvetage en mer : Sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision [n° 81 (2019-2020)] (22 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport relatif à la prévention, l'efficacité, l'équité et la maîtrise des arrêts de travail - Audition de M. Stéphane Oustric.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, en vue du renouvellement de son poste de directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de M. Yves Lyon-Caen, président de la Fédération des industries nautiques.

Audition de MM. Serge Pallares, président, et Gilbert Le Corre, délégué général de la Fédération des ports de plaisance.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de M. Thierry Coquil, directeur des affaires maritimes, commissaire délégué aux transports maritimes et délégué à la mer et au littoral.

(*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Audition de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Audition de MM. David Monnereau, président, et David Bossard, sauveteur bénévole de la station SNSM des Sables-d'Olonne.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur la fonction publique territoriale et sur les finances locales.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences du Brexit sur l'économie de la région Normandie** - (12 février 2019) : p. 1082

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes** - (7 mars 2019) : p. 2873

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3191

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5185

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6276

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er bis EA (nouveau)** (*art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire*) : p. 6412

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article 3 bis** (*art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans*) : p. 6493

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 5 quinquies** (*art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive*) : p. 6570 p. 6576 p. 6578

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 ter** (*art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prérogatives du directeur d'école*) : p. 6650 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 146 rectifié bis** (*Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) - Rôle de coordination déterminant*) : p. 6653 p. 6654 - **Article 6 quater (supprimé)** (*art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux*) : p. 6662

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7648

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du*

27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7738

- **Question orale sans débat sur les projets de fermetures de gares et guichets de la SNCF dans le Calvados** - (4 juin 2019) : p. 7789 p. 7790

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8244

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6144-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9412 - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9428 - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des commissions administratives paritaires) : p. 9443 p. 9444

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique sociale** - (24 septembre 2019) : p. 12410

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8

octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12878

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 192 rectifié** (Conseils régionaux - Vice-présidents - Parité - Renforcement) : p. 13175 - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Mission prospective de la commission locale d'évaluation des charges transférées, CLECT) : p. 13202 p. 13203

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15132

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 15324

- **Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17183 p. 17185 - **Article 17** (Circuits financiers et transferts de recettes) : p. 17220

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 37** (Faciliter l'accès aux soins pour les femmes enceintes les plus éloignées des maternités) : p. 17289 - **Article 52** (Revalorisation différenciée des prestations sociales) : p. 17330 - **Article 54** (Suppression du dispositif de rachat de rentes d'accident du travail (AT) ou de maladie professionnelle (MP) et simplification de la notification du taux AT-MP des employeurs) : p. 17333 - **Article 60** (Dotation au Fiva, au Fcaata et transfert au titre de la compensation de la sous-déclaration des AT-MP) : p. 17343 - **Article 61** (Objectif de dépenses de la branche AT-MP) : p. 17343

- **Question orale sans débat sur les bateaux-usines et la surpêche dans la Manche** - (3 décembre 2019) : p. 17698

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18017 p. 18018 - **État B** : p. 18023 p. 18025 p. 18026 p. 18028 - **Article additionnel après l'article 82 - Amendement n° II-1095** (Haut Conseil du dialogue social - Activité, financement, moyens - Rapport au Parlement) : p. 18031 p. 18032

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21671

FESNEAU (Marc)
ministre auprès du Premier ministre,
chargé des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (I)** - (17 janvier 2019) : p. 102

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (III)** - (17 janvier 2019) : p. 106

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la liberté de la presse** - (17 janvier 2019) : p. 110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonctionnement des services du Premier ministre** - (22 janvier 2019) : p. 200

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la justice** - (31 janvier 2019) : p. 631 p. 632

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coopératives agricoles** - (5 février 2019) : p. 780 p. 781

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le débat national** - (14 février 2019) : p. 2480
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique touristique** - (7 mars 2019) : p. 2880
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la nécessaire décentralisation dans le cadre de la prochaine révision constitutionnelle** - (12 mars 2019) : p. 2962
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative aux déclarations du Gouvernement sur les retraites** - (21 mars 2019) : p. 3392 p. 3393
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les missions locales** - (4 avril 2019) : p. 5162
 - **Question orale sans débat sur le transfert des biens des communes dans le cadre de la création d'une commune nouvelle** - (4 juin 2019) : p. 7795
 - **Question orale sans débat sur les difficultés du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime** - (4 juin 2019) : p. 7796
 - **Question orale sans débat sur l'interdiction d'exercer une fonction élective pendant un arrêt maladie** - (4 juin 2019) : p. 7797
 - **Question orale sans débat relative à la taxe sur les droits de passage des opérateurs de télécommunications pour le domaine public routier** - (4 juin 2019) : p. 7798
 - **Question orale sans débat sur l'avenir des zonages** - (4 juin 2019) : p. 7799
 - **Question orale sans débat sur l'avenir des grands syndicats d'eau et d'assainissement** - (4 juin 2019) : p. 7800
 - **Question orale sans débat sur les difficultés de l'office public de l'habitat de la métropole de Bordeaux** - (4 juin 2019) : p. 7800
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des missions locales** - (6 juin 2019) : p. 8069
 - **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9522 p. 9532 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Agence nationale de la cohésion des territoires - Cadre d'intervention - Mission de l'agence*) : p. 9534 p. 9536 - **Article 3 (Conseil d'administration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) - Composition - Fonctionnement)** : p. 9538 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*ANCT - Fonctionnement local*) : p. 9539
 - **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 100 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019)**.
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise dans le Golfe** - (20 juin 2019) : p. 9543
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les bandes organisées de mineurs** - (20 juin 2019) : p. 9551
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'agriculture française** - (25 juin 2019) : p. 9683
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la création d'un commandement militaire de l'espace** - (18 juillet 2019) : p. 11553
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les inquiétudes des agriculteurs** - (24 septembre 2019) : p. 12407
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des agriculteurs** - (2 octobre 2019) : p. 12762
 - **Éloge funèbre de Philippe Madrelle, sénateur de la Gironde** - (8 octobre 2019) : p. 12842
 - **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14703 p. 14704 p. 14705 p. 14706 p. 14707 p. 14708 p. 14709 p. 14710 p. 14711
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du monde agricole** - (30 octobre 2019) : p. 14768
 - **Débat relatif à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations** - (19 novembre 2019) : p.15842 p.15843 p.15844 p.15845 p.15846 p.15847 p.15848 p.15849 p.15850 p.15851 p.15852 p.15853
 - **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**
- Seconde partie :*
- Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative**
- (28 novembre 2019) : p. 17007 p. 17008
- Direction de l'action du Gouvernement**
- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 17012 p. 17014
- Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :*
- Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir**
- (2 décembre 2019) : p. 17609 p. 17610
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation personnelle du haut-commissaire aux retraites démissionnaire** - (18 décembre 2019) : p. 21961

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 392 (2017-2018)] relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 239 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km-h sur le réseau secondaire - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Bertrand Badie, professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information relative à la sécurité des sapeurs-pompiers - Audition de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF).

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Yves Crozet, professeur émérite (IEP Lyon) et Paul Chiambaretto, professeur à la Montpellier Business School et chercheur associé à Polytechnique, spécialistes du transport aérien.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Pierre-Olivier Bandet, directeur général-adjoint d'Air France HOP.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la thanatopraxie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-François Soussana, vice-président de l'INRA, sur les perspectives de l'alimentation en 2050.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*mission commune d'information sur le sauvetage en mer*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur la robotisation et les emplois de service.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés** - (22 janvier 2019) : p. 158

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 250 p. 251 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié ter (Permis de conduire - Retrait de points - Délai de prescription)** : p. 261 - **Article unique** : p. 266

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (5 février 2019) - **Article 44 (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris)** : p. 801

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (4 avril 2019) : p. 5160 p. 5161

- **Question orale sans débat sur la prescription de compléments alimentaires** - (9 avril 2019) : p. 5387 p. 5388

- **Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 476 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6161

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales)** : p. 9180

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11110

- **Question orale sans débat sur la mission d'évaluation des entreprises et services d'aide par le travail et des entreprises adaptées** - (15 octobre 2019) : p. 13137 p. 13138

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis (Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité)** : p. 13317

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent [n° 73 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14633 - **Titre 1er (Conditions d'intervention et responsabilité du sauveteur occasionnel et bénévole)** : p. 14636 p. 14637 - **Article 1er (art. L. 721-1 du code de la sécurité intérieure) Conditions d'intervention et régime de responsabilité du sauveteur occasionnel et bénévole** : p. 14638

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14678

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

FILLEUL (Martine)
sénatrice (Nord)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique du 10 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement du 30 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16952

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi visant à limiter les inégalités liées à la maternité au travail [n° 175 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Famille - Société - Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la parité dans les intercommunalités.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les suites de la table ronde du jeudi 17 janvier 2019 sur la parité dans les intercommunalités.

Examen du rapport d'information sur les mariages forcés et les grossesses précoces.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mardi 5 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Audrey Keysers.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris et projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France.

(*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, présidente de la délégation à la communication et à Public Sénat.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Philippe Darmayan, président de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) et d'ArcelorMittal France.

Audition de M. Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Table ronde avec les syndicats.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Philippe Crouzet, président du directoire de VALLOUREC.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M.

François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général de l'IGN.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Loïc Rivière, délégué général de Tech in France.

Audition de MM. Laurent Giovachini et Christian Nibourel, pour le « Comité souveraineté et sécurité des entreprises françaises » du Medef et le Syntec numérique.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences faites aux femmes dans les territoires en crise et les zones de conflits.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 37 p. 38

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médecins pour l'établissement de certificats de décès** - (22 janvier 2019) : p. 157

- **Question orale sans débat sur la suppression de l'enquête publique pour l'autorisation environnementale** - (19 mars 2019) : p. 3138 p. 3139

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3186 - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3202 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3223

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3415 p. 3415 - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - *Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3428 p. 3430

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 17** (art. L. 3132-1 et art. L. 3231-1 [nouveau] du code des transports et habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réguler l'activité des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises - *Définition du co-transportage de colis et régulation des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises*) : p. 3536

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Zones à faibles émissions*) : p. 3649 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 244 rectifié bis** (*Tarif de dissuasion du transit*) : p. 3665 - **Article 35** (art. L. 5312-14-1 [nouveau], L. 5312-18 et L. 5713-1-1 du code des transports et loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire - *Conventions de terminal conclues par les grands ports maritimes*) : p. 3709 p. 3710 p. 3711 - **Article 36** (ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe - *Évolution du statut de la Société du Canal Seine-Nord Europe*) : p. 3712 p. 3713 p. 3714 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 585 rectifié bis** (*Développement du transport fluvial - Prise en compte des voies navigables d'intérêt régional dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) : p. 3715

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (quatrième et cinquième parties du code des transports - *Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental*) : p. 3730 p. 3733 p. 3734

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 360 rectifié bis** (*Objectif de mixité sociale - Règles identiques dans les établissements publics et privés*) : p. 6391

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 350 rectifié bis** (*Éducation à l'alimentation - Information sur les risques sanitaires et environnementaux liés aux aliments transformés et aux emballages des aliments*) : p. 6434

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 169 rectifié ter** (*Professionnels de santé - Formation - Prise en charge des victimes de violences familiales et sexuelles*) : p. 7839 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (*Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote*) : p. 7864

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - *Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7966 p. 7975

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9149

- **Question orale sans débat sur l'aide à domicile** - (2 juillet 2019) : p. 10658

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° 177 et n° 280**, (*Subventions publiques aux énergies fossiles - Rapport au Parlement*) : p. 11531

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 1er** (*Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits*) : p. 12439 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 339 rectifié** (*Professionnels de la réparation - Informations sur la réparation et l'entretien - Meilleure accessibilité*) : p. 12450

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12517 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 368 rectifié** (*Lutte contre la surproduction*) : p. 12528 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 85 rectifié ter** (*Achats de l'État - Produits d'occasion ou écoconçus - Obligation*) : p. 12548

- **Débat sur le thème : « Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXIe siècle : opportunité de croissance et de développement », sur les conclusions du rapport : Donner des armes à l'acier français, accompagner la mutation d'une filière stratégique** - (30 octobre 2019) : p. 14783

- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture [n° 730 (2018-2019)]** - (5 novembre 2019) - **Question préalable** : p. 14832

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15905

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (27 novembre 2019) : p. 16820

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16848 p. 16850 p. 16851 p. 16852

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante des assistants de régulation médicale** - (3 décembre 2019) : p. 17682

FORISSIER (Michel)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre titulaire du Comité de bassin Rhône-Méditerranée.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 462 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Travail et emploi [n° 143 tome 8 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Travail**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport relatif à la prévention, l'efficacité, l'équité et la maîtrise des arrêts de travail - Audition de M. Stéphane Oustric.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jackie Pierre du déplacement dans les Vosges.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par M. Sébastien Meurant, du déplacement de la délégation dans le Val-d'Oise le 14 mars 2019.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Philosophie de la gratuité des transports publics - Audition de MM. Jean-Louis Sagot-Duvaurox, Maxime Huré et Frédéric Héran.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition de MM. Jacques Rapoport, président, et Grégoire Marlot, co-rapporteur, du groupe d'experts sur le thème de la gratuité des transports publics en Île-de-France.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, de la réunion du bureau de la délégation du 22 mai 2019.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur les cotisations sociales des travailleurs indépendants et la gouvernance de leur protection sociale.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Table ronde internationale.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement public des opérateurs de l'hébergement d'urgence - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation aux entreprises*) : Examen en délégation du rapport d'information sur l'accompagnement de la transition numérique des PME de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Accès précoce aux médicaments innovants - Communication de Mmes Catherine Deroche et Véronique Guillotin et M. Yves Daudigny.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Cadre juridique de l'exercice du droit de retrait - Communication.

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3271

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 20** (*art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique*) : p. 3546 p. 3551

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7650 p. 7651

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7679

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (*art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales*) : p. 9176

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12889

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18011 - **État B** : p. 18027 - **Article 80** (*art. L. 131-6-4 et L. 613-7 du code de la sécurité sociale - Recentrage de l'aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises sur son public cible*) : p. 18030

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme de l'apprentissage** - (11 décembre 2019) : p. 21664 p. 21665

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3231

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 13 mars 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 285 (2018-2019)] (5 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 303 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris et projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 26

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 40

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 252 p. 255 p. 256 p. 257 p. 261 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié ter (Permis de conduire - Retrait de points - Délai de prescription)** : p. 262 - **Article unique** : p. 265

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retour des djihadistes** - (31 janvier 2019) : p. 640

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (31 janvier 2019) - **Moderniser la gouvernance de la Caisse des dépôts et consignations pour améliorer ses actions en faveur des territoires - Sous-section 2** : p. 724 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et des consignations, CDC) : p. 726

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 798 p. 799 p. 800

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 1155 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 1168 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 1198 p. 1199 - **Article 42 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (Victimes d'acte de terrorisme - Indemnisation - Parcours procédural - Simplification) : p. 1201

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2580 p. 2582 p. 2583 - **Article 5** (art. L. 3221-4-1 et L. 3221-5-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Adaptation des limitations de vitesses) : p. 2593

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2600

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2614

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures d'accompagnement des entreprises en difficulté** - (12 mars 2019) : p. 2955

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2974

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Question préalable** : p. 3177 - **Discussion générale** : p. 3184 p. 3185 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé

prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3189

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis (Vitesses maximales autorisées - Adaptation)** : p. 3512 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis (Usage du vélo - Enseignement obligatoire)** : p. 3579 - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 228-2 du code de l'environnement - Création d'itinéraires cyclables sur les voies interurbaines) : p. 3591

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié bis et n° 434 rectifié bis (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement)** : p. 3624 p. 3625 p. 3626 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié ter et n° 434 rectifié ter (Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement)** : p. 3627 - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3632 p. 3633 - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3682 p. 3684 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 26 rectifié bis, n° 76 rectifié quater, n° 85 rectifié quater, n° 473 rectifié bis et n° 561 rectifié quinquies (Modalités de récupération de points pour les conducteurs professionnels des transports routiers)** : p. 3685 p. 3686 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 11 rectifié quinquies (Services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - Dispositif des caméras piétons - Pérennisation)** : p. 3689 p. 3690 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 433 rectifié sexies, n° 432 rectifié octies et n° 554 rectifié quater (Agents assermentés des exploitants des services de transport - Extension de l'utilisation des caméras piétons)** : p. 3691 p. 3692 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 435 rectifié quinquies et n° 302 rectifié (Entreprise de transport public et de personnes - Entreprise de transport de marchandises dangereuses - Extension du champ des enquêtes administratives)** : p. 3693 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 12 rectifié sexies et n° 516 rectifié (Agents identifiés à risque terroriste - Suppression de l'obligation de reclassement)** : p. 3694 p. 3695 - **Article 33** (art. L. 2251-1-1 du code des transports - Adaptation du périmètre d'intervention du groupe de protection et de sécurisation des réseaux (GPSR) de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3699 - **Article additionnels après l'article 33 - Amendement n° 13 rectifié bis (Extension aux agents des services internes de sécurité de la SNCF (SUGE) et de la RATP (GPSR) de l'usage de la force armée en cas de « légitime défense élargie » et de « périple meurtrier »)** : p. 3701 p. 3702

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5168 p. 5169

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 8 (Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier)** : p. 7521 p. 7526 - **Article 9 (supprimé)** (Habilitation à déroger pour faciliter la réalisation de la restauration de Notre-Dame de Paris) : p. 7532

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements**

n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7916

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9150

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture** [n° 562 (2018-2019)] - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9527

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire** [n° 100 (2018-2019)] - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le remboursement des frais de sécurité des manifestations sportives et culturelles** - (25 juin 2019) : p. 9680

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations** [n° 600 (2018-2019)] - (9 juillet 2019) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission) (art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA)** : p. 10939 p. 10940 p. 10941 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10952

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique** [n° 612 (2018-2019)] - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10958

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les 80 km/h** - (23 juillet 2019) : p. 12225

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des prisons** - (23 juillet 2019) : p. 12227

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** [n° 728 (2018-2019)] - (26 septembre 2019) - **Article 8 (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP)** : p. 12713 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 527 et n° 622 (Résorption et dépollution des décharges sauvages - Rapport au Parlement)** : p. 12740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 98 rectifié bis (Régulation des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Rapport au Parlement)** : p. 12741

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10 (Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel)** : p. 12770

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux** [n° 748 (2018-2019)] - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13709

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12770

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire** [n° 725 (2018-2019)] - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13282

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs** [n° 71 (2019-2020)] - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13542 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 (Rassemblements - Pouvoirs du maire - Élargissement - Récupération des frais de services d'ordre)** : p. 13555

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14732

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale** [n° 639 (2018-2019)] - (30 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14801 p. 14802 p. 14804

- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture** [n° 730 (2018-2019)] - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14823 - **Question préalable** : p. 14833

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues** - (6 novembre 2019) : p. 14875

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020** [n° 26 (2019-2020)]

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive)** : p. 15280

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 72 - Amendements n° II-276 rectifié, n° II-360 rectifié ter et n° II-1021 rectifié quater (Déchets grandes agglomérations - Mise en place de la redevance incitative sur une partie de leur territoire - Autorisation)** : p. 18343 p. 18344 - **Article additionnel après l'article 72 - Amendements n° II-361 rectifié bis et n° II-1022 rectifié ter (Déchets - Tarification incitative - Prolongation de l'expérimentation)** : p. 18344 - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1202 (Permis de chasser en Guyane - Demande de la gratuité)** : p. 18347 - **Article additionnel après l'article 72 ter - Amendements n° II-563 rectifié quater et n° II-225 rectifié bis (Collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Méthaniseurs « non agricoles » - Exonération de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises (CFE))** : p. 18357 - **Article 72 sexies (nouveau) (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP)** : p. 18367 p. 18369

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 156 (2018-2019)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 247 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Jean Bizet, adoptée par la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Venezuela - Audition de M. Lorent Saleh, co-récipiendaire du Prix Sakharov 2017 pour la liberté de l'esprit (décerné à l'Opposition démocratique au Venezuela).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak** [n° 156 (2018-2019)] - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 178

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises** [n° 255 (2018-2019)] - (31 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 243 rectifié** (*Administrateur judiciaire - Acte de gestion courante - Délai de réponse*) : p. 601

- **Question orale sans débat sur la non-conformité d'un service intercommunal de cuisine centrale** - (12 février 2019) : p. 1095 p. 1096

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3091

- **Question orale sans débat sur le malaise des personnels de l'hôpital public** - (14 mai 2019) : p. 6318 p. 6319

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Lambert** - (21 mai 2019) : p. 6773

- **Débat sur la situation et le rôle de l'OTAN et sur la place de la France en son sein** - (12 décembre 2019) : p. 21719

FOURNIER (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation

des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jackie Pierre du déplacement dans les Vosges.

Intervention de Mme Catherine Troendlé sur la politique de communication du Sénat.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par M. Sébastien Meurant, du déplacement de la délégation dans le Val-d'Oise le 14 mars 2019.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Daniel Laurent du déplacement de la délégation en Charente-Maritime et Charente, les 23 et 24 mai 2019.

(*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition sur la récente circulation de grands chalutiers étrangers dans les eaux françaises.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Cadre juridique de l'exercice du droit de retrait - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 267

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Question préalable** : p. 386 - **Discussion du texte de la commission spéciale** : p. 398 p. 399

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Rappel au règlement** : p. 481

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 650

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 40** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 515-2 [nouveau], L. 611-2, L. 612-14, L. 612-15 et L. 811-1-1 du code de la propriété intellectuelle - Modernisation du certificat d'utilité) : p. 749 - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'aéroports de Paris) : p. 797 p. 798 - **Discussion générale** : p. 812 p. 813

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendement n° 326 rectifié** (Résolution annuelle sur les rémunérations des hauts dirigeants des grandes entreprises - Avis conforme du comité social et économique) : p. 961

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève du zèle des douaniers** - (21 mars 2019) : p. 3390

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3553

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3840

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Question préalable** : p. 5422 p. 5424

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6481

- **Question orale sans débat sur la mission de contrôle de l'obligation scolaire** - (4 juin 2019) : p. 7793 p. 7794

- **Question orale sans débat sur le transfert des biens des communes dans le cadre de la création d'une commune nouvelle** - (4 juin 2019) : p. 7795 p. 7796

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés du financement de l'apprentissage** - (9 juillet 2019) : p. 10923

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12896 p. 12897

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Article 8** (supprimé) (art. 787 B du code général des impôts - Abaissement du taux de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit applicable dans le cadre du « pacte Dutreil ») : p. 14470

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales) : p. 15156 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 578** (Revenus financiers des sociétés financières et des sociétés non financières - Contribution d'assurance vieillesse - Assujettissement) : p. 15163

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de la pêche industrielle sur l'écosystème** - (13 novembre 2019) : p. 15187

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]** (suite)

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 337 rectifié quater** (Remboursement accru des frais de transport publics à leurs salariés par les employeurs - Autorisation) : p. 15219 p. 15220

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 72 sexies (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements

franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP) : p. 18368

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21674 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21681

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique du 10 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 645 (2018-2019)] visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 197 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres et proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des lois*) : Communication sur les prochains travaux de la commission et nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Accord d'association entre l'Union européenne et la principauté de Monaco - Communication de MM. Jean Bizet, Simon Sutour et Christophe-André Frassa.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 252 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article 4** : p. 205

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21792 - **Article additionnel**

avant l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié (*Lutte contre les contenus haineux sur internet - Proposition de loi - Champ d'application - Presse - Exclusion*) : p. 21806 - **Article 1er** (*art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations*) : p. 21811 p. 21812 p. 21814 p. 21815 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 53** (*Contenus à caractère terroriste ou pédopornographiques - Délai de retrait*) : p. 21816 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 22 rectifié** (*Diffusion de contenus haineux sur internet - Agents publics - Victime - Protection*) : p. 21817 - **Article 1er ter A** (*art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Simplification du formalisme des notifications prévues par la LCEN pour engager de la responsabilité des hébergeurs à raison de contenus illicites*) : p. 21818 - **Article 1er ter B** (*art. 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Notification de contenus haineux par une association de protection de l'enfance saisie par un mineur*) : p. 21819 p. 21820 - **Article 2** (*art. 6-2 et 6-3 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière de traitement des notifications de contenus haineux en ligne*) : p. 21823 p. 21826 p. 21827 p. 21828 - **Article 3** (*art. 6-3 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Autres obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière d'information et de coopération avec les autorités*) : p. 21829 p. 21831 - **Article 4** (*art. 17-3 [nouveau], 19 et 42-7 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication ; art. 6-1 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Nouvelles missions du CSA : surveillance des obligations à la charge des plateformes, recommandations, pouvoirs de contrôle et de sanction ; contrôle du blocage administratif des sites terroristes ou pédopornographiques*) : p. 21834 p. 21836 p. 21837 p. 21838 - **Article 6 (supprimé)** (*Simplification de la procédure de blocage et de déréférencement des sites haineux (directement auprès des FAI, sans subsidiarité ; sur injonction administrative contre les sites ou serveurs miroirs)*) : p. 21840 - **Article 6 bis AA (nouveau)** (*Obligations de transparence à la charge des régies publicitaires*) : p. 21841 p. 21842 - **Article 6 bis B** (*art. 138 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 131-4-1 du code pénal - Possibilité de prononcer une interdiction d'adresser des messages électroniques à une victime*) : p. 21842 - **Article 7** (*Observatoire de la haine en ligne*) : p. 21844 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 32** (*Hébergeurs - Contenus illicites - Omission de retrait - Responsabilité pénale ou civile*) : p. 21845 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 21 rectifié** (*Diffusion de contenus haineux sur internet visant les forces de l'ordre - Conséquence - Rapport au Parlement*) : p. 21845 p. 21846

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la Commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.

FROGIER (Pierre)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de

GABOUTY (Jean-Marc)
sénateur (Haute-Vienne)
RDSE

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 29, 30 janvier, 6, 13 février, 7, 12, 20, 27, 28 mars, 3, 10, 29 avril, 9, 14, 16, 27 mai, 4, 6, 20, 25, 27 juin, 16 juillet, 24, 25 septembre, 3, 16, 23, 29 octobre, 6, 12, 21, 25, 26, 29, 30 novembre, 4, 12 et 18 décembre 2019.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

vandalisme commis à Paris - Audition de M. Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique en Nouvelle-Calédonie** - (6 juin 2019) : p. 8061

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Sécurité (Sécurité et éducation routières) [n° 140 tome 3 vol. 2 annexe 28 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Dette des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des finances*) : Financement des infrastructures de transport - Audition commune de MM. Jean Abèle, secrétaire général de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Yves Crozet, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Lyon, et Philippe Duron, président du conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Situation et perspectives de l'économie française - Audition commune de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. Didier Blanchet, directeur des études et synthèses économiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), et Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buralistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle de la recevabilité financière des amendements et des propositions de loi - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Audition commune de MM. Boris Cournède, chef-adjoint de la division des finances publiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Michel Didier, président du comité de direction de Rexecode, Jonathan Goupille-Lebret, chercheur en économie à l'École normale supérieure de Lyon, et Luc Jaillais, co-président de la commission fiscalité du patrimoine de l'Institut des avocats conseils fiscaux (IACF).

Réunion du lundi 29 avril 2019 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2019 à 2022 - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Elisabeth Lamure, de la réunion du bureau de la délégation du 22 mai 2019.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du Stade de France - Communication.

Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des finances*) : Évaluation de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » (et communication sur son contrôle budgétaire sur la sécurité informatique des pouvoirs publics) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » (et articles 79 à 82) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (I)** - (17 janvier 2019) : p. 102

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 390 p. 391 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 422 p. 423 p. 428

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 490 - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 506 p. 514

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 650 - **Article additionnel après l'article 27 quinquies - Amendement n° 882 rectifié** (Crédit interentreprise - Règles de certification) : p. 712 - **Article additionnel après l'article 27 septies - Amendement n° 858 rectifié** (Fonds propres des entreprises - Renforcement) : p. 715 - **Article 29** (Texte non modifié par la commission) (art. 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, art. L. 3332-17-1 du code du travail - Modernisation de l'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale - ESUS ») : p. 723

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 41** (art. L. 114-3-3, art. L. 531-1, art. L. 531-3 à L. 531-12, art. L. 531-12-1 [nouveau], art. L. 531-13, art. L. 531-14 à L. 531-16 [nouveaux], art. L. 533-1, art. L. 545-1, L. 546-1 et L. 547-1 du code de la recherche - Chercheurs entrepreneurs) : p. 757 - **Article 42 bis** (art. L. 612-12 du code de la propriété intellectuelle - Examen a priori de l'activité inventive) : p. 765 - **Article additionnel après l'article 42 bis - Amendement n° 896 rectifié** (Actions en contrefaçon et nullité - Imprescriptibilité) : p. 770

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des activités stratégiques) : p. 883 p. 885 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 896 p. 899 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 827 rectifié bis** (Intéressement dans les entreprises de plus de dix salariés - Création) : p. 911 p. 912 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 832 rectifié** (Intéressement dans les entreprises de moins de cinquante salariés - Lissage du versement de l'intéressement) : p. 913 - **Article 57 bis C** (art. L. 3324-5 du code du travail - Abaissement du plafond de salaire pris en compte dans le calcul de la répartition de la participation) : p. 916 - **Article 59** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920 - **Article additionnel après l'article 59 ter A - Amendement n° 500 rectifié** (Attributions d'options d'achat d'actions - Allègement des conditions d'autorisation) : p. 927 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 933

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1103 p. 1104

- **Souhaits de bienvenue à une délégation polynésienne** - (13 février 2019) : p. 2405

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26 rectifié bis** (Congé engagement - Extension aux bénévoles responsables d'activités) : p. 2778

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3226 p. 3249

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3273 p. 3274

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 et n° 889 rectifié** (Impact écologique du développement du véhicule autonome - Rapport au Parlement) : p. 3482 - **Article 13 bis (nouveau)** (Accès des gestionnaires d'infrastructures routières et des autorités organisatrices de la mobilité aux données des véhicules connectés) : p. 3487

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail -

Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3552

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3884

- **Souhaits de bienvenue à de jeunes citoyens de l'Hérault** - (3 avril 2019) : p. 5009

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)] (suite)** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 5067

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5412

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5495

- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6230 p. 6231

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6787 - **Article 1er** (*Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6819 p. 6820 p. 6824 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019*) : p. 6829

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7664 p. 7665

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7 septies (supprimé)** (*art. L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Proposition d'un médecin traitant dans les zones sous-dotées*) : p. 8011 p. 8012

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation et l'évolution de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (11 juin 2019) : p. 8254 p. 8255

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations*) : p. 10915 p. 10930 p. 10931

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11111

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Commission mixte paritaire [n° 616 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11158

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Royaume-Uni** - (16 juillet 2019) : p. 11255

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Irak** - (16 juillet 2019) : p. 11262

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunales [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13707

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 83 rectifié bis** (*Communes de moins de 3 500 habitants - Note de synthèse - Envoi à tous les membres du conseil municipal*) : p. 13050 - **Article 5 A (nouveau)** (*art. L. 5211-17-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 1636 B octies du code général des impôts - Transfert « à la carte » de compétences facultatives à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13056 p. 13057 - **Article 5 C (nouveau)** (*art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales - Neutralité financière des restitutions de compétences*) : p. 13062 - **Article 5 D (nouveau)** (*art. L. 5211-41-3, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-16-2, L. 5216-5, L. 5216-7, L. 5812-1, L. 5814-1 et L. 5842-22 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la catégorie des compétences optionnelles dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération*) : p. 13065 - **Article 5** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération*) : p. 13073 p. 13074 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 211 rectifié** (*Communautés d'agglomération - Communautés urbaines - Communautés de communes - Caractère facultatif de certaines compétences*) : p. 13078 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 213 rectifié** (*Compétence relative aux cimetières*) : p. 13078 p. 13079 - **Article 6** (*art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme*) : p. 13082 - **Article 7** (*art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal*) : p. 13093 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (*Zone d'activité économique - Échelon communautaire - Compétence*) : p. 13102

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter** (*Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique*) : p. 13196

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Arménie** - (16 octobre 2019) : p. 13282

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXIe siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14452 - **Article 6** (*art. 779 du code général des impôts - Augmentation de l'abattement général existant en matière de droits de mutation à titre gratuit*) : p. 14467 p. 14468 - **Article 8 (supprimé)** (*art. 787 B du code général des impôts - Abaissement du taux de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit applicable dans le cadre du « pacte Dutreil »*) : p. 14470

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15957

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Discussion d'article** : p. 16547 p. 16556 - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) : p. 16578 p. 16579 p. 16581 - **Article 32 (précédemment réservé)** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») : p. 16587

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16942

Compte d'affectation spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) - **État D** : p. 16960 p. 16961 - **Article additionnel avant l'article 83 - Amendements n° II-307 rectifié et n° II-309 rectifié** (Objectif d'amélioration du réseau routier - Utilisation des recettes des « amendes radars ») : p. 16962

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 17002

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-122 rectifié bis** (Biens loués par bail à long terme - Baux cessibles - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) - Exonération partielle) : p. 18069 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-237 rectifié** (DEFI forêt - Avantages fiscaux - Plafonnement - Intégration) : p. 18077 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1174 rectifié bis** (Produits alimentaires - Taxe sur les dépenses publicitaires - Création) : p. 18078 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-61 rectifié, n° II-761 rectifié bis et n° II-1143 rectifié** (Sites mobiles construits en montagne - IFER - Exemption - Prorogation) : p. 18083 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-59 rectifié, n° II-922 et n° II-1140 rectifié** (Station radioélectrique 5G - IFER mobile - Exemption) : p. 18084 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-923 et n° II-1183 rectifié** (IFER mobile - Plafonnement) : p. 18085 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-413 rectifié quater et n° II-732 rectifié bis** (Départements - Autonomie financière - Garantie) : p. 18085 p. 18086 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-946 rectifié, n° II-43 rectifié bis, n° II-538 rectifié, n° II-731 rectifié bis et n° II-996 rectifié** (Taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (DMTO) - Taux augmentation) : p. 18087 p. 18089 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° II-912 rectifié ter et n° II-967** (Versement transport (VT) - Augmentation) : p. 18092 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1062 rectifié ter** (Zones franches écologiques - Mise en place - Rapport au Parlement) : p. 18098

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
*sénateur (Français établis hors de France (Série I))
Les Républicains*

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
- Membre de la commission des affaires européennes.
- Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.
- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) le 13 février 2019.
- Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel le 13 février 2019.
- Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**
- Proposition de résolution* en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**
- Proposition de loi* visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**
- Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 273 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine relatif à l'emploi des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif au libre exercice des activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique des missions officielles [n° 392 (2018-2019)] (20 mars 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**
- Proposition de loi* visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître et mieux encadrer la pratique des soins de support en ville en cas de longue maladie [n° 701 (2018-2019)] (26 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 676 (2018-2019)] autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord [n° 38 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde et TV5 Monde [n° 142 tome 10 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Jean Bizet, adoptée par la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Gina Miller, présidente de l'association Best for Britain.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Stratégie de l'Union européenne pour l'intelligence artificielle : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Uzoulias et Cyril Pellevat.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Hubert Carré, directeur général, et de Mme Émilie Gélard, juriste, du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM) et de M. Thierry Missonnier, directeur du pôle de compétitivité Aequimer.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Projet de loi autorisant la ratification de la décision (UE, Euratom) 2018-994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76-787-CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Vincent Pourquery de Boisserin, coordinateur national pour la préparation à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (gestion des flux de personnes et de marchandises), de Mme Isabelle Maître, déléguée permanente auprès de l'Union européenne, et de M. Thierry Grumiaux, délégué de la commission « transport international, douane et logistique », Fédération nationale des transports routiers.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense au ministère des armées.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat, présidente de la délégation à la communication et à Public Sénat.

Échange de vues sur la célébration du vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi

d'orientation et de programmation sur la solidarité internationale - Audition conjointe d'ONG d'aide au développement (Coordination Sud, CCFD Terre solidaire, Action Santé mondiale, Plan international France, La Chaîne de l'Espoir).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine relatif à l'emploi des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif au libre exercice des activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique des missions officielles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux et perspectives de la reconstruction de l'Irak - Audition de Mme Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et du monde arabe.

Relations transatlantiques et architecture de sécurité en Europe, à l'occasion des 70 ans de l'OTAN - Audition conjointe de Mme Alice Guitton, directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS - ministère des armées) et M. Nicolas Roche, directeur de la Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement (DAS - ministère de l'Europe et des affaires étrangères).

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Impact du Brexit sur l'industrie européenne - Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide S.A. et ancien président de l'European Round Table.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Venezuela - Audition de M. Lorent Saleh, co-récipiendaire du Prix Sakharov 2017 pour la liberté de l'esprit (décerné à l'Opposition démocratique au Venezuela).

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Entretien avec une délégation de la Chambre des Lords.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère - Élection présidentielle ukrainienne.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Sophia - Audition du contre-amiral Olivier Bodhuin.

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Education - Audition de M. Jean Arthuis,

président de la commission des budgets au Parlement européen, sur l'Erasmus des apprentis.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Défense européenne - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Teemu Tanner, ambassadeur de Finlande en France, dans le cadre de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne.

Transports - Concurrence dans le domaine du transport aérien : communication de MM. Jean Bizet et Claude Kern.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Saurat, secrétaire générale pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak et en Syrie - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, président-directeur général de France Médias Monde.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les conclusions du Grenelle de lutte contre les violences conjugales.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Conférence interparlementaire sur les priorités de la politique étrangère de l'Union européenne pour le nouveau cycle institutionnel du 4 décembre 2019 : communication de Mme Gisèle Jourda.

Déplacement en Ukraine dans le cadre du suivi du Partenariat oriental, du 10 au 14 octobre 2019 : communication de Mme Gisèle Jourda.

Proposition de résolution européenne de M. Richard Yung et les membres du groupe La République En Marche sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais : rapport de Mme Véronique Guillotin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ?** » - (16 janvier 2019) : p. 69

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 113 p. 121 p. 124

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 184 p. 188

- **Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 252 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article 4** : p. 205 p. 206

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (17 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 208 rectifié quinquies (Territoires de montagne - Aménagement scolaire)** : p. 6669

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 3 (Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription)** : p. 7504 - **Article 8 (Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier)** : p. 7518

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13362 p. 13363 p. 13365 p. 13368

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13527

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'OTAN** - (13 novembre 2019) : p. 15189 p. 15190

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15885 p. 15887 p. 15889 - **Article unique (Création de délégations parlementaires aux droits des enfants)** : p. 15892 p. 15893 p. 15894 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15896

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Culture

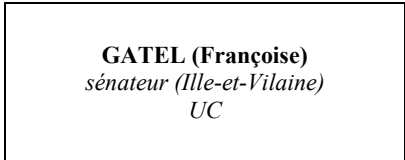
- (5 décembre 2019) : p. 17948

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2019) : p. 17956 p. 17957 p. 17966

- (5 décembre 2019) : p. 17972 p. 17973

Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public - État D



Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 157 (2018-2019)] d'orientation des mobilités [n° 347 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Transports**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 677 (2018-2019)] - Rapport [n° 12 tome 1 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 677 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 12 tome 2 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 203 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Dominique Dhumeaux, président de l'AMR72, maire de la commune Fercé-sur-Sarthe, sur les questions relatives aux collectivités territoriales et à la décentralisation évoquées dans les « cahiers de doléances » réunis par l'Association des maires ruraux de France (AMRF) dans le contexte du mouvement des « gilets jaunes ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de représentants de l'Association des ingénieurs territoriaux de France et du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales, sur l'impact, pour les collectivités territoriales, des textes récents en matière de simplification des normes.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Projet de loi d'orientation des mobilités - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Bilan de l'application des lois promulguées au cours de l'année parlementaire 2017-2018 - Communication.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Communication.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Lluansi, délégué aux territoires d'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales : « Quelle approche pour accélérer le développement des territoires d'industrie ? ».

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marianne Gazeau, présidente de Foot d'Elles.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Antoine Lefèvre et Mme Patricia Schillinger « Mieux associer les élus municipaux à la gouvernance des intercommunalités : valoriser les bonnes pratiques ».

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition d'experts sur « Les collectivités territoriales, leviers de développement pour les territoires ruraux ? ».

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 17 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion plénière « hors les murs » à Mâcon.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec l'association France urbaine (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes), sur l'actualité et les enjeux des métropoles et des pôles urbains.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur la fonction publique territoriale et sur les finances locales.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 289 p. 292 p. 293 p. 295 p. 298 -

Article 1er (art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains) : p. 301 p. 303 - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales) : p. 306 p. 307 p. 308 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 309

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 487 p. 490 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 385 rectifié sexies** (Fermeture hebdomadaire obligatoire des points de vente par arrêté préfectoral - Avis conforme du maire) : p. 497 p. 498 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 308 rectifié et 367 rectifié** (Ouvertures dominicales - Encadrement) : p. 499

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 51 (supprimé)** (Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des jeux) : p. 834 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 901 rectifié** (La Française des Jeux - Fiscalité - Modification) : p. 840

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 861 p. 862 - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 934 p. 935

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1102

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Article 1er** (section 2 du titre 1er, art. 6-1 et 6-2 [nouveaux] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Reconnaissance de la contribution de la Polynésie française à la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense de la Nation) : p. 2419

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2907 p. 2910

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2995 p. 2996 p. 2997

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3172 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3227

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3332

p. 3334 p. 3336 p. 3338 p. 3339 p. 3349 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42 rectifié** (*Utilisation d'un mode de transport actif - Droit reconnu à chaque personne*) : p. 3355

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - *Versement mobilité*) : p. 3374 p. 3379

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la francophonie** - (21 mars 2019) : p. 3396

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (21 mars 2019) - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - *Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3441 p. 3442 - **Article 13** : p. 3485

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 16** (art. L. 130-9-1 [nouveau] du code de la route - *Contrôle des voies réservées*) : p. 3522 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié** (*Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité*) : p. 3562 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (*Usage du vélo - Enseignement obligatoire*) : p. 3579 p. 3580

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Zones à faibles émissions*) : p. 3660 - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - *Mesures relatives à la sécurité routière*) : p. 3681 p. 3683

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 40** (art. L. 130-4, L. 130-7, L. 322-1 et chapitre IX [nouveau] du titre Ier du livre IV du code de la route, article L. 529-6 du code de procédure pénale - *Mise en place du péage à flux libre*) : p. 3773 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 572 rectifié ter** (*Hiérarchisation des voies*) : p. 3782 - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 1324-7 du code des transports - *Déclaration individuelle de participation à une grève*) : p. 3792 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 674 rectifié** (*Fermeture d'une section de ligne à la circulation publique - Consultation des régions*) : p. 3805

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5213 p. 5214

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5406 p. 5410 p. 5411 - **Question préalable** : p. 5423

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5480

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - *Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5517

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6007

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6246 p. 6249 p. 6251 p. 6253 - **Article 3** (art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral - *Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du maire*) : p. 6256 - **Article 9 (nouveau)** (art. L. 5211-10-1 A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Conférence des maires*) : p. 6262 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9** (*Conférences territoriales des maires - Renforcement de leur fréquence de réunion*) : p. 6266 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Transparence - Établissement d'une feuille de route*) : p. 6268 p. 6269

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er bis A** (art. L. 111-1-2 [nouveau] du code de l'éducation - *Présence obligatoire du drapeau français, du drapeau européen et des paroles du refrain de l'hymne national dans toutes les salles de classe*) : p. 6393 p. 6394

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendements n° 353 rectifié bis, n° 319 rectifié bis, n° 452 rectifié bis, n° 471 rectifié ter, n° 472 rectifié ter, n° 351 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 410 rectifié bis, n° 467 rectifié bis et n° 330 rectifié bis** (*Éducation à la nature et au développement durable*) : p. 6442 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6454 p. 6455 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendements n° 416 rectifié bis, n° 116 rectifié ter et n° 117 rectifié ter** (*Programmes scolaires de l'éducation physique et sportive - Minimum d'activités physiques et sportives journalières*) : p. 6459 - **Article 4** (*Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire*) : p. 6497 p. 6498 p. 6499

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (*Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants*) : p. 6546 p. 6547 - **Article 5** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille*) : p. 6550 p. 6555 p. 6556 p. 6557 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 219 rectifié** (*Code de la construction - Code de l'éducation - Coordination*) : p. 6558 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 220 rectifié** (*Écoles privées hors contrat - Évolutions substantielles - Information obligatoire de l'autorité de l'État compétente*) : p. 6559 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 408** (*Établissement scolaire hors contrat - Atteintes persistantes à l'ordre public - Délit*) : p. 6560 - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis** (*Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements*) : p. 6590 - **Article 5 duodecies (nouveau)** (art. L. 331-6 du code de l'éducation - *Aménagements en faveur des élèves sportifs*) : p. 6593 - **Article 6** (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - *Établissement public local d'enseignement international*) : p. 6600 p. 6602

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 ter** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - *Prérogatives du directeur d'école*) : p. 6649 p. 6650 p. 6651 - **Article 6 quater**

(supprimé) (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6659 p. 6661 p. 6662

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8245

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9176 p. 9177 p. 9185

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9223 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 9230

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9313 p. 9325

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1 et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6144-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9410 p. 9411 - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9429 - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9497

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Article 22 bis B** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Contribution financière du CNFPT au développement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale) : p. 9826

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié quater** (Associations culturelles - Obligations financières) : p. 10935 - **Article 3 bis** (Texte non modifié par la

commission) (art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA) : p. 10941

- **Question orale sans débat sur l'ouverture des grandes surfaces le dimanche** - (16 juillet 2019) : p. 11233 p. 11234

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11463 p. 11467

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12297

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Deuxième lecture [n° 684 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12372 p. 12373 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12381

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 167 rectifié bis** (Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement) : p. 12425

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12845 p. 12848 - **Article additionnel avant le titre 1er - Amendement n° 745 rectifié bis** (Départements - Division territoriale essentielle - Reconnaissance) : p. 12872 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 744 rectifié** (Loi NOTRe - Abrogation) : p. 12873 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 746 rectifié bis** (Politiques de coopération intercommunale - Évaluation) : p. 12874 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12881 p. 12882 p. 12883 p. 12886 p. 12887 p. 12890 p. 12893 p. 12894 p. 12897 p. 12902 p. 12903 p. 12904 p. 12905 p. 12909 p. 12910 p. 12913 p. 12914 p. 12915

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) : p. 12963 p. 12964 p. 12965 p. 12968 p. 12971 p. 12972 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 390 rectifié** (Métropole de Lyon - Instances) : p. 12973 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 747** (Métropole de Lyon - Conseil métropolitain - Communes - Avis contraignants) : p. 12975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67** (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Mutualisation des services - Point d'information annuel) : p. 12977 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 754** (EPCI à fiscalité propre - Possibilité de recours au référendum local) : p. 12978 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 215 rectifié** (EPCI - Projets de territoire) : p. 12978 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de la conférence métropolitaine rassemblant les maires des communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon) : p. 12979 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 493 rectifié bis** (Métropole de Lyon - Pacte de cohérence métropolitain) : p. 12981 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 717 rectifié bis** (Métropole de Lyon - Commission permanente - Élection au scrutin proportionnel) : p. 12981 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12983 p. 12985 p. 12992 p. 12993

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13010 p. 13013 p. 13016 p. 13017 p. 13018 p. 13019 - **Article 2** (art. L. 273-3,

L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral, art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du maire) : p. 13021 p. 13023 p. 13024 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 78 rectifié, n° 427 rectifié et n° 737 rectifié bis** (Conseil communautaire - Suppléant - Élection) : p. 13025 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 255 rectifié** (Remplacement d'un conseiller communautaire démissionnaire - Modalités) : p. 13025 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L. 237-1 du code électoral - Suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et l'exercice d'un emploi salarié au sein d'une commune membre) : p. 13026 - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 54 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Abrogation des dispositions prévoyant l'élection des conseillers métropolitains au suffrage universel direct) : p. 13028 - **Article 3** (art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions) : p. 13029 p. 13030 p. 13031 p. 13033 - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accords locaux de répartition des sièges au sein des conseils communautaires) : p. 13035 p. 13038 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13039 p. 13040 p. 13041 p. 13042 p. 13043 p. 13044 p. 13045 p. 13046 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 848 rectifié** (Conseillers municipaux - Convocations - Envoi dématérialisé) : p. 13048 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 466** (Élus municipaux - Droit à l'information - Élargissement) : p. 13049 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 616 rectifié** (Conseillers municipaux - Note explicative de synthèse - Mise à disposition sur une plateforme électronique sécurisée) : p. 13049 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 83 rectifié bis** (Communes de moins de 3 500 habitants - Note de synthèse - Envoi à tous les membres du conseil municipal) : p. 13050 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 441** (Conseils communautaires - Téléconférence) : p. 13051 p. 13052 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 470** (Conseillers municipaux - Syndicat mixte fermé - Droit d'information) : p. 13052 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 460** (EPCI - Rapport annuel d'activité - Débat en conseil municipal) : p. 13052 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 31** (EPCI - Rapport annuel d'activité - Détail des actions par commune) : p. 13053 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 30** (Organisation des conseils municipaux - Simplification) : p. 13053 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 679 rectifié** (EPCI - Président - Bilan annuel - Présentation) : p. 13054 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 106** (EPCI - Habitants - Modalités d'information et de participation) : p. 13054 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 3633-5 du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux des communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon) : p. 13055 - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 5211-17-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 1636 B octies du code général des impôts - Transfert « à la carte » de compétences facultatives à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13057 p. 13059 p. 13060 - **Article 5 C (nouveau)** (art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales - Neutralité financière des restitutions de compétences) : p. 13061 p. 13063 p. 13064 - **Article 5 D (nouveau)** (art. L. 5211-41-3, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-16-2, L. 5216-5, L. 5216-7, L. 5812-1, L. 5814-1 et L. 5842-22 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la catégorie des compétences optionnelles dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération) : p. 13065 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du

tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13081 p. 13085 p. 13086 p. 13087 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation à la voirie d'intérêt communautaire ou métropolitain du transfert des compétences afférentes dans les communautés urbaines et les métropoles) : p. 13104 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendement n° 867 rectifié ter** (Règlements locaux de publicité) : p. 13107 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 235 rectifié** (Commune - Cellule de base de la démocratie locale) : p. 13108 - **Article 8** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de révision sexennale du schéma départemental de la coopération intercommunale) : p. 13109 p. 13110 p. 13111 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 769 rectifié bis** (Établissements publics de coopération intercommunale - Seuil de création) : p. 13112 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 682 rectifié** (Nouvel EPCI - Adhésion des communes - Cadre du droit commun) : p. 13114 - **Article 9** (art. L. 5216-11 [rétabli] du code général des collectivités territoriales - Procédure simplifiée de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération) : p. 13115 p. 13116 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 264 rectifié** (Communauté urbaine - Seuil de création démographique - Abaissement) : p. 13116 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 313 rectifié** (Communauté urbaine - Seuil de création démographique - Suppression) : p. 13117 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 70 rectifié ter** (Communes membres d'une communauté urbaine - Procédure de retrait - Droit commun) : p. 13118

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 10** (art. L. 5211-5-1 A [nouveau] et L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Scission de communautés de communes et de communautés d'agglomération) : p. 13159 p. 13160 p. 13161 - **Article 11** (art. L. 5211-39-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des communes sur les conséquences financières d'une modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale) : p. 13162 p. 13163 p. 13164 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 173 rectifié** (Adjoint au maire - Vacance de siège - Maintien de la parité) : p. 13166 p. 13168 p. 13169 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 683 rectifié bis** (Maire - Délégations aux adjoints) : p. 13170 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 39** (Adjoint au maire - Décision de maintien - Scrutin secret) : p. 13171 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 192 rectifié** (Conseils régionaux - Vice-présidents - Parité - Renforcement) : p. 13173 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 149 rectifié ter et n° 870 rectifié quater** (Conseils communautaires - Communes rurales - Représentativité plus importante) : p. 13178 p. 13180 p. 13181 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 195** (Commune - Changement d'intercommunalité) : p. 13182 p. 13183 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13187 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter** (Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique) : p. 13193 p. 13196 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux) : p. 13198 p. 13199 p. 13200 p. 13201 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 140 rectifié ter**, (Syndicat intercommunal - Représentants des communes - Désignation d'un délégué non élu - Possibilité) : p. 13201 - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Mission prospective de la commission locale d'évaluation des charges transférées, CLECT) : p. 13202 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° 166 rectifié** (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Attribution de

compensation) : p. 13203 - **Article 11 quater (nouveau)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) : p. 13205 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 869 rectifié bis** (Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) - Parlementaires - Intégration) : p. 13205 p. 13206 - **Article 11 quinquies (nouveau)** (art. L. 2113-4 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de la création de communes nouvelles dont le territoire est situé sur deux départements) : p. 13206 p. 13208 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 247 rectifié** (Meilleure représentation - Communes déléguées - Communes nouvelles) : p. 13215 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13217 p. 13218 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 274 rectifié bis** (Syndicats mixtes - Fusions - Faculté de retrait) : p. 13223 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 382 rectifié ter et n° 537 rectifié bis** (Intercommunalités - Instances de décision - Représentations des communes touristiques - Rapport au Parlement) : p. 13224 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 530 rectifié bis** (Commune de Seyssel (Ain) - Rattachement au département de la Haute-Savoie) : p. 13225 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 768 rectifié** (Métropole du Grand Paris - Conseillers territoriaux et métropolitains - Modalités de désignation) : p. 13226 p. 13227 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 44 rectifié ter** (Communes de moins de 500 habitants - Nombre de conseillers municipaux - Seuil minimal) : p. 13231 p. 13232 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 400 rectifié bis et n° 900 rectifié quater** (Élection du maire - Incomplétude partielle du conseil municipal) : p. 13233 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 927 rectifié quater** (Conseil municipal incomplet - Élection d'un nouveau maire - Conditions) : p. 13235

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13289 - **Article 16** (art. L. 1410-3, L. 1411-51 [nouveau], L. 5111-1, L. 5211-4-4 [nouveau] et L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des règles applicables aux conventions passées par les collectivités territoriales et leurs groupements) : p. 13335 p. 13336 p. 13336 p. 13337 p. 13338 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 302 rectifié bis, n° 302 rectifié ter, n° 379, n° 575 rectifié, n° 673 rectifié bis, n° 917 et n° 673 rectifié bis** (Base potentielle d'actionnaires de l'Agence France locale - Extension aux collectivités territoriales à leurs groupements et aux établissements publics locaux) : p. 13340 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 245 rectifié** (Tenue d'une réunion semestrielle du conseil municipal sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale - Obligation) : p. 13341 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 901 rectifié bis** (Participation à des groupements de commandes - Autorisation accordée aux EPCI) : p. 13342 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - « Sécabilité » des compétences déléguées entre collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13342 p. 13343 p. 13344 p. 13345 p. 13346 p. 13347

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article 18** (art. L. 1111-10 et L. 3232-1-2, art. L. 3231-2 et L. 3231-3 [rétablis] du code général des collectivités territoriales - Compétences économiques des départements) : p. 13378 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 45 rectifié bis** (Promotion pour le compte de collectivités territoriales - Recours aux influenceurs - Encadrement) : p. 13382 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 556 rectifié bis** (Constitution des communes nouvelles - Consultation des comités techniques des communes - Obligation) : p. 13383 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et**

n° 505 rectifié ter (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13385 p. 13386 p. 13387 p. 13390 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 90 rectifié** (Commune nouvelle - Augmentation de l'effectif du conseil municipal - Caractère facultatif) : p. 13393 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 504 rectifié et n° 277 rectifié bis** (Compétences du maire - Célébration des mariages - Mairies annexes - Autorisation) : p. 13394 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 876** (Mécanismes de mutualisation des services applicables des communes et des EPCI - Application aux départements) : p. 13394 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 3 rectifié ter** (Déclaration du lieu de naissance - Choix laissé aux parents - Commune de naissance ou autre commune) : p. 13395 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 220 rectifié** (Déclaration de naissance d'un enfant dans la commune de résidence - Autorisation) : p. 13396 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Intercommunalité - Création de « pôles de proximité » - Autorisation) : p. 13398 p. 13399 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 785** (Comité d'évaluation des moyens humains et financiers des services déconcentrés de l'État - Expérimentation - Rapport) : p. 13399 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 17 rectifié** (Consultation des maires de communes nouvelles - Rapport au Parlement) : p. 13400 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 451 rectifié bis** (Bilan de la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle concernant l'informatisation des données de l'état civil et les perspectives de réforme - Rapport au Parlement) : p. 13400 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 326 rectifié bis** (Règle du quorum - Caractère obligatoire pour les seules questions budgétaires) : p. 13416 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13417 p. 13421 p. 13422 p. 13423 p. 13424 p. 13425 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 46** (Dépenses de communication des collectivités - État récapitulatif annexé au compte administratif) : p. 13426 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - Augmentation) : p. 13465 - **Article 33** (art. L. 12-1 et L. 18-1 [nouveaux], L. 71, L. 72, L. 79 à L. 82 [nouveaux], L. 387, L. 388 et L. 388-1 [nouveau] du code électoral ; art. 30 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Simplification du vote par procuration - Droit de vote des personnes détenues) : p. 13500

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13521 p. 13522 p. 13523

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14610

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14682 p. 14692 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14699

- **Débat sur la politique sportive** - (29 octobre 2019) : p. 14714 p. 14722

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 877 rectifié quater** (Régime social des élus locaux - Double cotisation - Suppression) : p. 15217

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 26** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 16615 p. 16616 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-37 rectifié bis** (*Communes fondatrices d'une commune nouvelle - Mandat en cours - Dotation « élu local » - Maintien*) : p. 16622

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17799 p. 17802 p. 17803 p. 17808

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17811 - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17830 p. 17831 p. 17833 p. 17834 p. 17835 p. 17836 p. 17846 p. 17848

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** - *Commission mixte paritaire [n° 13 (2019-2020)]* - (18 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21994 p. 21995 p. 21997 p. 21998 p. 21200 p. 21201

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique le 10 avril 2019 ; puis vice-président du 7 mai 2019 au 4 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (28 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création d'un Centre national de la musique (24 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie le 13 février 2019.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Vice-président de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les investissements dans l'intelligence artificielle en Europe [n° 280 (2018-2019)] - **Intelligence artificielle : l'urgence d'une ambition européenne [n° 279 (2018-2019)]** (31 janvier 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les investissements dans l'intelligence artificielle en Europe [n° 280 (2018-2019)] (31 janvier 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique spatiale de l'Union européenne [n° 637 (2018-2019)] - **Politique spatiale 2021-2027 : l'Europe sur le pas de tir ? [n° 636 (2018-2019)]** (4 juillet 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique spatiale de l'Union européenne [n° 637 (2018-2019)] (4 juillet 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais [n° 147 (2019-2020)] (20 novembre 2019) - **Famille.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Audition de M. Stéphane Bern sur le bilan de la mission sur le patrimoine confiée par le Président de la République.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Stratégie de l'Union européenne pour l'intelligence artificielle : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ozoulians et Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Godechot, candidat désigné par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et vote sur la proposition de nomination.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Maurice Gourdauld-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen en présence de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Sénat des Pays-Bas.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne, en présence du groupe interparlementaire d'amitié France-Allemagne.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe de M. Peter Boudgoust, président du groupe ARTE, et Mme Véronique Cayla, présidente du directoire d'ARTE France.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la

modernisation de la distribution de la presse - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

(*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conférence interparlementaire de Bucarest en vue du sommet européen de Sibiu : communication de M. André Gattolin et de Mme Gisèle Jourda.

Justice et affaires intérieures - Coopération pénale européenne et Parquet européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Jacques Bigot et Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de Notre-Dame de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restauration et conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Thierry Breton.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Henri Verdier, ambassadeur du numérique.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Présentation de la directive du 17 avril 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : communication de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France, sur le plan stratégique « Radio France 2022 : une nouvelle ambition de service public ».

(*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Éric Léandri, président et cofondateur de Qwant.

Audition de MM. Thomas Courbe, directeur général des entreprises et commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économique, et Mathieu Weill, chef du service de l'économie numérique à la direction générale des entreprises (DGE).

Audition de Mme Claire Mathieu, directrice de recherche au CNRS, spécialiste des algorithmes.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion plénière de la LXIe conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) du 23 au 25 juin à Bucarest - Communication de M. Jean Bizet.

Recherche - Politique spatiale : rapport d'information, proposition de résolution et avis politique de MM. André Gattolin et Jean-François Ropin.

Réunion du lundi 8 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, après engagement de la procédure accélérée, pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Communication de Mme Nicole Duranton sur la troisième partie de session.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État au numérique.

Réunion du lundi 2 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission d'enquête Souveraineté numérique*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Communication de Mme Anne-Catherine Loisier sur l'accord tripartite entre la France, l'Irlande et le Royaume-Uni sur la filière équine.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 octobre, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Sous-utilisation des fonds structurels européens - Communication de Mmes Laurence Harribey et Colette Mélot.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Reykjavik à l'occasion de l'Arctic Circle - Communication du président Jean Bizet et de M. André Gattolin, vice-président.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - Action européenne pour le climat : communication de M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Médias, Livre et industries

culturelles » - Crédits « Presse » et « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Proposition de résolution européenne de M. Richard Yung et les membres du groupe La République En Marche sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais : rapport de Mme Véronique Guillotin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (III)** - (17 janvier 2019) : p. 105

- **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 244 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 323 p. 324

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation pluriannuelle de la recherche** - (5 février 2019) : p. 782

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2773

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (26 mars 2019) : p. 3525

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3837 p. 3842

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget européen** - (11 avril 2019) : p. 5589

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5927 p. 5929 p. 5937

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 445 (2018-2019)** : p. 6009 p. 6011

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 444 (2018-2019)**.

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6169

- **Projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 [n° 499 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6525
 - **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Motion d'ordre** : p. 7352 p. 7353 p. 7354 - **Article 1er (Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse)** : p. 7372
 - **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 7474 p. 7475 - **Article 1er (Lancement d'une souscription nationale)** : p. 7482 - **Article 8 (Habilitation à créer par ordonnance un établissement public chargé de la conduite du chantier)** : p. 7520 - **Article 9 (supprimé) (Habilitation à déroger pour faciliter la réalisation de la restauration de Notre-Dame de Paris)** : p. 7532 p. 7533
 - **Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 552 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8270
 - **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9150
 - **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8 (art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission)** : p. 9275 p. 9277 p. 9278 p. 9280
 - **Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Deuxième lecture [n° 582 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10793 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10809
 - **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10864 p. 10865
 - **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10956 p. 10957 p. 10959
 - **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11078 p. 11079 p. 11080 - **Article 2 (Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription)** : p. 11089
 - **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12218
 - **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire [n° 725 (2018-2019)]** - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13278 p. 13280 p. 13281
 - **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13568 p. 13570
 - **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine [n° 76 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14492 p. 14496
 - **Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 69 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14501
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Cambodge** - (13 novembre 2019) : p. 15189
 - **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**
- Première partie :*
- (21 novembre 2019) - **Article 36 (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** : p. 15970 p. 15971
- Seconde partie :*
- Recherche et enseignement supérieur**
- (29 novembre 2019) : p. 17129 - **État B** : p. 17140
- Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**
- (5 décembre 2019) : p. 17961
- Médias, livre et industries culturelles - État B**
- (5 décembre 2019) : p. 17969
- Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés**
- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1174 rectifié bis (Produits alimentaires - Taxe sur les dépenses publicitaires - Création)** : p. 18078 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1013 rectifié quater (Zone de revitalisation rurale - Zones franches écologiques - Remplacement)** : p. 18097 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1062 rectifié ter (Zones franches écologiques - Mise en place - Rapport au Parlement)** : p. 18097 p. 18098
- Articles non rattachés**
- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1202 (Permis de chasser en Guyane - Demande de la gratuité)** : p. 18347
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement des ménages dans leurs travaux de rénovation énergétique** - (18 décembre 2019) : p. 21959
 - **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019** - (18 décembre 2019) : p. 22040 p. 22048

GAY (Fabien)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (26 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement le 30 janvier 2019 ; puis vice-président du 6 février 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Affaire des « faux steaks hachés » : les défaillances de l'État doivent être corrigées [n° 695 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

(commission spéciale transformation entreprises) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Sébastien Guérémy, conseiller Industrie et Innovation au cabinet du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Politique des lanceurs spatiaux - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques de MM. André-Hubert Roussel, président exécutif d'ArianeGroup, et Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales.

(mission d'information enjeux de la filière sidérurgique) : Audition de MM. Jean-François Carenco, président, Christophe Leininger, directeur des marchés et de la transition énergétique et Mme Olivia Fritzingler, chargée des relations institutionnelles de la Commission de régulation de l'énergie.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Table ronde avec les syndicats.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Audition de M. Philippe Crouzet, président du directoire de VALLOUREC.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobile - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Bailet, président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, M. Jean-Philippe Viquant, directeur général de la cohésion sociale, Mme Christine Avelin, directrice générale de FranceAgriMer.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*mission d'information enjeux de la filière sidérurgique*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France (EDF).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Bertrand Munch, candidat proposé à la fonction de directeur général de l'Office national des forêts.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 8 p. 9

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 218 p. 219 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 221 p. 222

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 380 - **Question préalable** : p. 384 - **Discussion générale** : p. 394 p. 395 p. 397 p. 398 - **Rappel au règlement** : p. 398 - **Discussion du texte de la commission spéciale** : p. 399 - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 401 p. 402 p. 403 p. 404 p. 408 - **Article 2** (Habilitation à créer par ordonnance un registre dématérialisé des entreprises) : p. 414 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er, 2, 3 et 6 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, art. 1397 du code civil, art. L. 141-12, L. 143-6, L. 141-18, L. 141-21, L. 144-6, 470-2 et L. 526-2 du code de commerce, art. L. 122-15 du code de l'aviation civile, art. L. 202-5, L. 212-4 et L. 212-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 331-19 du code forestier, art. 201 du code général des impôts, art. L. 1425-1 et L. 2411-12-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 135-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 6 et 7 de la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales, art. 4

et 7 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, art. 10 de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, art. 8 de la loi du 1er juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, art. 3 de la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, art. 18 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, art. 6 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, art. 2 de la loi n° 57-18 du 9 janvier 1957 tendant à protéger les intérêts des médecins et chirurgiens-dentistes rappelés sous les drapeaux, art. 2 de la loi n° 57-1422 du 31 décembre 1957 tendant à protéger les intérêts des docteurs vétérinaires et vétérinaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, art. 20 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Modification du régime d'encadrement des journaux d'annonces légales) : p. 418 p. 419 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 423 p. 424 p. 428 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 445 p. 448 p. 449 p. 450 p. 451 p. 452 p. 453 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 1233-3, L. 1233-61, L. 1233-87, intitulé du paragraphe 1 de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre Ier, L. 2143-3, L. 2143-5, intitulé du paragraphe 2 de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre Ier, L. 2143-6, L. 2143-13, L. 2232-10-1, intitulé du paragraphe 2 de la sous-section 3 du chapitre II du titre III du livre II, L. 2232-23-1, intitulé du paragraphe 3 de la sous-section 3 du chapitre II du titre III du livre II, L. 2232-24, L. 2232-25, L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, intitulé des sections 2 et 3 du chapitre II du titre Ier du livre III, L. 2312-8, L. 2315-7, intitulé des sections 2 et 3 du chapitre V du titre Ier du livre III, L. 2315-63, L. 3121-45, L. 3312-2, L. 3322-2, L. 4162-1, L. 6323-13, intitulé de la section 3 du chapitre II du titre III du livre III de la sixième partie et L. 6332-17 du code du travail - Relèvement à 100 des seuils fixés à 50 salariés dans le code du travail) : p. 462 p. 463 - **Article 8** (art. L. 310-3 du code de commerce - Réduction de la durée des soldes) : p. 467

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Rappel au règlement** : p. 480 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 485 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 3122-3, L. 3122-4 et L. 3122-15-1 [nouveau] du code de commerce - Travail en soirée dans les commerces alimentaires) : p. 494 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater** (Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation) : p. 496 p. 497 - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-

10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 502 p. 509 p. 510 p. 513 p. 519 p. 520 p. 525 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 603 et n° 604** (Commissaires aux comptes chargé du contrôle légal - Nomination obligatoire) : p. 534 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros) : p. 536 p. 537 p. 538 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 et 654 rectifié** (Salarié-patron d'une micro-entreprise - Régime de cumul d'activité - Limitation dans le temps) : p. 539 p. 540 p. 548 - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 549 p. 553 - **Article 13 bis** (art. L. 123-16, L. 232-1, L. 232-25, L. 232-26 [nouveau] et L. 950-1 du code de commerce et art. L. 524-6-6 du code rural et de la pêche maritime - Allègement et simplification de certaines obligations comptables des petites et moyennes entreprises) : p. 574

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 14** (art. L. 631-11 et L. 641-11 du code de commerce - Maintien de la rémunération du dirigeant d'une entreprise en redressement judiciaire) : p. 600 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 670-6 du code de commerce - Suppression de la mention de la liquidation judiciaire au casier judiciaire de l'entrepreneur individuel) : p. 605 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1929 quater du code général des impôts et art. 379 bis du code des douanes - Modification des modalités de publicité du privilège du Trésor) : p. 609 p. 610 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 33332-10 et L.3332-16 du code du travail - Assouplissement des dispositions relatives aux fonds communs de placement d'entreprise, FCPE) : p. 611 - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 622 p. 624 p. 644 p. 652 - **Article 21** (art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 655 p. 656 p. 657 - **Article 22** (art. L. 411-2, L. 412-1, L. 433-4, L. 621-7, L. 621-8 à L. 621-8-2, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Simplification de l'accès des entreprises aux marchés financiers) : p. 668 - **Article 23** (art. L. 211-36, L. 211-40, L. 213-1, L. 214-7-4, L. 214-8-7, L. 214-24, L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-164, L. 214-172, L. 214-175-1, L. 214-190-2, L. 411-3, L. 420-11, L. 421-7-3, L. 421-16, L. 511-84, L. 511-84-1 [nouveau], L. 532-9, L. 532-16, L. 532-28, L. 532-48, L. 532-50, L. 532-52, L. 533-22-2, L. 533-22-3 [nouveau], L. 611-3, L. 612-2, L. 613-34, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-9, L. 621-13-4 et L. 621-20-7, L. 621-20-8, L. 621-20-9 [nouveaux], L. 621-15 et L. 621-21-1 du code monétaire et financier et L. 3334-12 du code du travail - Attractivité de la place financière de Paris) : p. 677 p. 678 p. 679 - **Article 25** (art. L. 330-1, L. 330-2, L. 440-1, L. 440-2, L. 612-2 et L. 632-17 du code monétaire et financier - Infrastructures des marchés financiers) : p. 692 - **Article 26** (art. L. 312-23, L. 341-1, L. 500-1, L. 541-1, L. 551-1 [nouveau], L. 551-2 [nouveau], L. 551-3 [nouveau], L. 551-4 [nouveau], L. 551-5 [nouveau], L. 552-1 [nouveau], L. 552-2 [nouveau], L. 552-3 [nouveau], L. 552-4 [nouveau], L. 552-5 [nouveau], L. 552-6 [nouveau], L. 552-7 [nouveau], L. 561-2, L. 561-36, L. 573-8, L. 621-5-3, L. 621-7, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Création d'un régime français des offres de jetons) : p. 695 p. 696 - **Article 27 ter A** (art. L. 221-32 du code monétaire et financier) Maintien du PEA ou du PEA-PME en cas de retrait

après cinq ans et suppression du blocage des nouveaux versements en cas de retrait après huit ans) : p. 709 - **Article 27 sexies** (art. L. 548-1 du code monétaire et financier - Élargissement du champ des opérations pouvant être financées par des prêts participatifs) : p. 713 - **Article 30 A (supprimé)** (art. L. 518-2 du code monétaire et financier - Intervention de la Caisse des dépôts et des consignations en faveur des transitions énergétique et numérique) : p. 725 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et des consignations, CDC) : p. 725 p. 727 p. 728 - **Article 31** (art. L. 518-7, L. 518-8 et L. 518-9 du code monétaire et financier - Prerogatives de la commission de surveillance) : p. 731 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-11 et L. 518-12 du code monétaire et financier - Prerogatives du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, CDC) : p. 732 p. 733 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-13, L. 518-15-1, L. 518-15-2 et L. 518-15-3 du code monétaire et financier - Application des règles de gestion comptable et commerciale à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 733 p. 734 - **Article 34** (art. L. 518-15 du code monétaire et financier - Certification des comptes de la Caisse des dépôts et consignations) : p. 734

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 515-2 [nouveau], L. 611-2, L. 612-14, L. 612-15 et L. 811-1-1 du code de la propriété intellectuelle - Modernisation du certificat d'utilité) : p. 750 - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 788 p. 798 p. 799 p. 800 v p. 805 p. 806 - **Article 45** (art. L. 6323-2 et L. 6323-4 du code des transports - Cahier des charges d'Aéroports de Paris) : p. 815 - **Article 46** (art. L. 6323-6 du code des transports - Nouvelles dispositions de maîtrise des emprises foncières) : p. 816 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 817 p. 820 - **Article 48** (art. L. 6325-2 du code des transports - Contrat de régulation économique pluriannuel) : p. 823 - **Article 48 bis (nouveau)** (Transformation de l'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires en autorité administrative indépendante, AAI) : p. 825 - **Article 49** (art. 191 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Autorisation et cadre général de la privatisation d'Aéroports de Paris) : p. 827 - **Article 50** (art. L. 6323-1 et L. 6323-7 [nouveau] du code des transports - Contrôle d'Aéroports de Paris et dispositions d'entrée en vigueur de la réforme) : p. 827 - **Article 51 (supprimé)** (Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des jeux) : p. 831 - **Article 51 bis (supprimé)** (art. 5 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard - Renforcement de la prévention du jeu des mineurs) : p. 842

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 588** (Libéralisation du secteur énergétique - Rapport au Parlement) : p. 853 p. 854 - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 854 p. 856 p. 861 p. 862 - **Article 52 bis A** (Déploiement expérimental de réseaux et d'infrastructures électriques intelligents) : p. 863 - **Article 52 bis (Texte non modifié par la commission)** (Intitulé de la section 4 du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er, art. L. 111-48, L. 111-49, L. 111-69, L. 111-70, L. 111-71, L. 121-46 et L. 133-4 du code de l'énergie - Dénomination d'Engie dans le code de l'énergie) : p. 866 - **Article additionnel avant l'article 53 - Amendement n° 589 rectifié** (Désengagement de l'État - Rapport au Parlement) : p. 869 - **Article 53** (art. 1er A, 1er, 2 et 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Augmentation du nombre de représentants de l'État au conseil d'administration de l'établissement public Bpifrance) : p. 871 - **Article 53 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Modification du conseil d'administration de

Bpifrance) : p. 873 - **Article 54** (art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'État de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration) : p. 874 p. 875 - **Article 55 ter (supprimé)** (art. 6 undecies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Délégation parlementaire à la sécurité économique) : p. 889 - **Article additionnel après l'article 55 ter - Amendement n° 874** (Exploitation des équipements de réseaux radioélectriques - Autorisation préalable) : p. 892 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 896 p. 898 - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 919 p. 921 p. 923 p. 924 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 931 p. 934 p. 935

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quater - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 137 rectifié quater, n° 652 rectifié bis et 828 rectifié ter** (Produits équitables - Obligation de respect d'un référentiel) : p. 959 - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendement n° 326 rectifié** (Résolution annuelle sur les rémunérations des hauts dirigeants des grandes entreprises - Avis conforme du comité social et économique) : p. 961 p. 962 - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendements n° 334 rectifié et n° 576 rectifié** (Versement des dividendes - Interdiction d'endettement) : p. 962 - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes) : p. 964 - **Article 62** (art. L. 225-27-1 du code de commerce, art. L. 114-16 et L. 114-16-2 [nouveaux] du code de la mutualité - Administrateurs salariés dans les grandes entreprises et dans les organismes régis par le code de la mutualité) : p. 977 - **Article 62 ter** (art. L. 225-37-3 du code de commerce - Information sur les écarts de rémunération) : p. 981 p. 982 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 691 rectifié** (Écarts de rémunération au sein d'une même entreprise - Encadrement) : p. 986 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 693 rectifié** (Écarts de rémunération - Encadrement) : p. 988 p. 989 p. 990 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 462 rectifié ter** (Rémunérations différées - Fiscalité) : p. 991 - **Article additionnel après l'article 62 septies - Amendement n° 666 rectifié** (Vente d'entreprise - Droit de préemption des salariés) : p. 997 - **Article 65** (Transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États-membres) : p. 1004 - **Article 67 (Texte non modifié par la commission)** (Transposition de la directive 2016/2341/UE du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle) : p. 1011 - **Article 68** (art. L. 613-30-3 du code monétaire et financier - Transposition de la directive (UE) 2017/2399 du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité) : p. 1012 - **Article 69 (Texte non modifié par la commission)**

(Transposition de la directive (UE) 2015/2436 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 rapprochant les législations des États-membres sur les marques et adaptation de notre droit aux dispositions du règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne « Paquet Marques ») : p. 1012 p. 1013 - **Article 71** (art. L. 214-7-4, L. 214-24-33, L. 214-154, L. 214-165-1, L. 214-169, L. 214-170, L. 214-175-1, L. 524-6, L. 532-9, L. 532-20-1, L. 532-21-3, L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-22, L. 561-25, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-2, L. 561-46, L. 562-3, L. 612-35-1 et L. 621-31 du code monétaire et financier, art. L. 84 D et L. 228 A du livre des procédures fiscales, article 1649 AB du code général des impôts, art. L. 225-100 et L. 824-3 du code de commerce, art. L. 229-38 du code de l'environnement, art. L. 311-11, L. 311-16, L. 311-30, L. 311-53, L. 326-12, L. 326-13, L. 421-9, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 423-5, L. 423-7 et L. 423-8 du code des assurances, art. L. 222-9, L. 431-1, L. 431-2, L. 431-4, L. 431-5, L. 431-7 et L. 431-8 du code de la mutualité, articles L. 931-37 à L. 931-39, L. 931-41, L. 931-42, L. 932-46, L. 951-2 et L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. 2488-6, 2488-10 et 2488-11 du code civil, art. 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. 5 de l'ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - Ratification de vingt-trois ordonnances) : p. 1019 - **Article 71 ter** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4, L. 441-5, L. 442-4 [nouveau], L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 445-1 à L. 445-4 du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Mise en conformité des tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz avec le droit européen) : p. 1032 p. 1033

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1101 p. 1102 - **Proclamation du résultat du scrutin public solennel** : p. 1109

- **Débat sur le thème** : « L'hydrogène, une énergie d'avenir » - (20 février 2019) : p. 2596

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** - (7 mars 2019) : p. 2872

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2896 p. 2897 p. 2898

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (12 mars 2019) : p. 2954

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cotisations des artisans** - (12 mars 2019) : p. 2961

- **Débat sur la précarité énergétique des ménages** - (14 mars 2019) : p. 3095 p. 3096 p. 3108

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3231 p. 3232 p. 3233 p. 3238

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3373 p. 3374

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux déclarations du Gouvernement sur les retraites** - (21 mars 2019) : p. 3393

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (21 mars 2019) - **Article 6** (art. L. 1215-2,

L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1214-1-1 [nouveaux] et art. L. 1241-1 du code des transports - Services de mobilité solidaire et aides individuelles à la mobilité) : p. 3448 - **Article 9** (art. L. 1115-1, L. 1115-2 [nouveau], L. 1115-3 [nouveau], L. 1115-4 [nouveau], L. 1262-4 [nouveau], L. 1263-4, L. 1263-5 [nouveau], L. 1264-7 et L. 3121-11-1 du code des transports - Ouverture des données nécessaires à l'information du voyageur) : p. 3464 p. 3465 p. 3470 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales) : p. 3476 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 et n° 889 rectifié** (Impact écologique du développement du véhicule autonome - Rapport au Parlement) : p. 3482

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (26 mars 2019) : p. 3525

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (26 mars 2019) - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3547 p. 3550 p. 3551

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 27** (art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air) : p. 3644

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental) : p. 3730 - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3746 p. 3747 - **Article 38 bis (nouveau)** (ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Possibilité de recourir à un marché global au sens de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour les sites de maintenance et de remisage des services de transport collectif de personnes) : p. 3755 - **Article 43** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour préciser les conditions de négociation collective au sein de la branche ferroviaire) : p. 3786

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (art. 1er de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime) - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 5020

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5409 p. 5410 p. 5417 p. 5418

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5489 p. 5490 p. 5494

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6171

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (II)** - (7 mai 2019) : p. 6177

- **Question orale sans débat sur les travaux et investissements dans les transports en Île-de-France** - (14 mai 2019) : p. 6332 p. 6333

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 125** (Scolarisation des enfants de moins de trois ans - Liste des demandes non satisfaites) : p. 6469 p. 6470 - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6481

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6663

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6799 p. 6801 p. 6815 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019) : p. 6831

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet dit de la « Montagne d'or »** - (28 mai 2019) : p. 7633 p. 7634

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (7 juin 2019) - **Article 21** (art. L. 4111-2, L. 4221-12 et L. 6152-1 du code de la santé publique, art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Mesures relatives aux praticiens à diplôme hors Union Européenne) : p. 8191

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - Obligation pour les copropriétés de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global) : p. 8285 p. 8286 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 22 rectifié, n° 34 et n° 9 rectifié** (Lutte contre l'habitat indigne en outre-mer - APL accession - Conséquences de suppression - Rapport au Parlement) : p. 8309

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9155

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 15** (art. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47 bis, 47 bis-1 A, 47 bis-1 et 47 bis-2 du Règlement - Discussion des projets et des propositions : discussion générale, discussion des articles, irrecevabilités financière et sociale, règles particulières à certains textes (traités, PLF, PLFSS)) : p. 9297 - **Article 17** (art. 44 bis [nouveau], 44 ter [nouveau], 46 bis [nouveau], 48 [abrogé], 49 [abrogé] et 50 [abrogé] du Règlement - Conditions de recevabilité formelles et liées à la navette (« cavaliers », règle de l'« entonnoir ») ; discussion des amendements) : p. 9299 p. 9300

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Principe de participation des fonctionnaires) : p. 9335

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3** (art. 9 ter, 12, 13, 15, 15 bis, 15 ter [nouveaux], 16 [abrogé], 17, 21, 34 et 80 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 7-1, 8, 12, 23, 32, 32-1 [nouveau], 33, 33-1, 33-2 [nouveau], 49, 57, 88, 97, 100-1

et 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 11, 25, 41, et 104 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 3641-4, L. 3651-3, L. 5111-1, L. 5111-7, L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5217-2 et L. 5219-12 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6133-7, L. 6135-1, L. 6143-2-1, L. 6143-5, L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2, L. 6144-4, L. 6144-5, L. 6144-6-1 et L. 6144-2 du code de la santé publique, art. L. 14-10-2 et L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 951-1-1 et L.952-2-2 [nouveau] du code de l'éducation, art. L. 313-6 et L. 811-9-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 2221-3 du code des transports, art. 29-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 et art. L. 232-3 du code de justice administrative - Fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en une instance unique de concertation) : p. 9409 p. 9410 p. 9411 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 342-19 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un comité social d'administration au sein de l'Agence nationale de contrôle du logement social) : p. 9434 - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des commissions administratives paritaires) : p. 9446

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recueil des signatures pour le référendum relatif à Aéroports de Paris** - (20 juin 2019) : p. 9545

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] (suite)** - (20 juin 2019) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9572 p. 9574 p. 9575 - **Article 15** (art. 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 89, 90 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 81 et 83 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois versants de la fonction publique) : p. 9604

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation de barrages hydrauliques** - (25 juin 2019) : p. 9685

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9704

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles [n° 580 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9784 p. 9785 - **Article 1er** (chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction) : p. 9791 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 12 rectifié** (Déploiement 4G et 5G - Rapport au Parlement) : p. 9805

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4311-12, L. 4323-4-1, L. 4323-4-2, L. 4344-4-1 et L. 4344-4-2 du code de la santé publique - Développement de l'apprentissage dans la fonction publique hospitalière) : p. 9822 - **Article 28** (création d'un art. 14 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires - Création d'un détachement d'office pour les fonctionnaires dont les missions ou services sont externalisés) : p. 9851

- **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 598 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance relative aux voies olympiques et paralympiques réservées) : p. 10689

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (II)** - (4 juillet 2019) : p. 10876

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de General Electric** - (4 juillet 2019) : p. 10877

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11344 p. 11345 - **Article additionnel avant l'article 1er** (Accord de libre-échange - Objectifs environnementaux - Obligation de respect) : p. 11353 p. 11354 - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11356 p. 11357 p. 11364 p. 11368 p. 11370 p. 11371 p. 11373 p. 11380

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) : p. 11404 p. 11406 p. 11407 p. 11414 - **Article 1er bis A** (art. L. 100-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie) : p. 11421 p. 11428 - **Article additionnel après l'article 1er bis B - Amendement n° 176** (Entreprise de commerce en ligne - Tarif de livraison minimum) : p. 11432 - **Article 1er ter** (art. L. 141-2 du code de l'énergie - Modification d'un volet de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11433 - **Article 1er quater** (art. L. 311-5-7 [nouveau] du code de l'énergie - Élargissement du champ et publicité du plan stratégique d'EDF) : p. 11435 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11444 p. 11450 p. 11451 p. 11452 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11458 p. 11461 p. 11467 p. 11468 p. 11469 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 277** (Biocarburants - Agrocarburants de première génération - Exclusion) : p. 11473 p. 11474 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 275** (Installation de dispositifs de publicité lumineuse - Interdiction) : p. 11475 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 147 et n° 276** (Extinction des publicités lumineuses la nuit) : p. 11477 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 292, n° 366 rectifié et n° 402 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - Eclairages intérieurs nocturnes - Limitations) : p. 11477 - **Article 3 bis C** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive) : p. 11481 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 271 rectifié** (Passoires thermiques - Bail de location - Interdiction) : p. 11493

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2019) : p. 11507

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2019) : p. 11508

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (18 juillet 2019) - **Article 3 ter** (art. 18 et 23-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Conditionnement de la révision des loyers en zone tendue et de la contribution des locataires aux travaux d'économies d'énergie) : p. 11509 p. 11510 - **Article 3 decies** (art. 8 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 - Rapport sur les pistes de modulation des garanties publiques en soutien à l'export des énergies fossiles en fonction de leur impact environnemental) : p. 11530 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° 177 et n° 280**, (Subventions publiques aux énergies fossiles - Rapport au Parlement) : p. 11532 - **Article 3 duodécies (supprimé)** (art. L. 310-1-1-3 [nouveau] et L. 385-7-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 511-4-3 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau], L. 533-22-1 et L. 533-22-4 du code monétaire et financier, art. L. 114-46-3 [nouveau], L. 931-3-8 [nouveau] et L. 942-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'obligation de publication d'informations extra-financières applicable aux investisseurs) : p. 11538 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 436 rectifié ter** (Pollution engendrée

par les carburants des navires - Calcul des droits de port - Intégration) : p. 11556 - **Article 4** (art. L. 122-1 et L. 122-3-4 du code de l'environnement - Réforme de l'autorité environnementale) : p. 11562 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 156** (Accès régulé à l'énergie nucléaire historique (ARENH) - Suppression) : p. 11624 - **Article 8** (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11625 p. 11627 p. 11628 - **Article 9** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4 [abrogé], L. 441-5, L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 443-12, L. 445-1 à L. 445-4 [abrogés] du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation, L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales du code de l'énergie et 1519 HA du code général des impôts - Suppression des tarifs réglementés de vente du gaz) : p. 11637 - **Article 10** (art. L. 121-5, L. 331-1, L. 333-3, L. 333-3-1 [nouveau], L. 337-7 et L. 337-9 du code de l'énergie - Limitation des tarifs réglementés de vente de l'électricité aux ménages, aux microentreprises et aux petites associations et collectivités territoriales) : p. 11643 p. 11644 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11653 p. 11654

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Commission mixte paritaire [n° 632 (2018-2019)]** - (24 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12347

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 5** (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires) : p. 12518 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 120** (Incitation à la vente en vrac en grande surface - Levier de la TVA - Produits alimentaires et non alimentaires) : p. 12531 p. 12532 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 123** (Développement des alternatives au béton - Développement des filières de construction écologiques - Rapport au Parlement) : p. 12549 p. 12550 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 121** (Économie de la prévention des déchets - Financement - Rapport au Parlement) : p. 12550

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12579 p. 12584 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12616

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 135** (Dispositifs de consigne volontaire - Encadrement) : p. 12665 p. 12665

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 150 rectifié bis** (Lingettes domestiques non corporelles - Interdiction) : p. 12784 p. 12785

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13693 p. 13695

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12953

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 768 rectifié** (Métropole du Grand Paris - Conseillers territoriaux et métropolitains - Modalités de désignation) : p. 13226 p. 13227 - **Article 13** (art. L. 3332-15 du code de la santé publique ; art. L. 332-1 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle répartition des compétences du préfet et du maire pour la fermeture des débits de boissons) : p. 13245 p. 13247

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 211-5 du code de la sécurité intérieure - Renforcement de l'encadrement des rassemblements festifs à caractère musical) : p. 13553 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (Rassemblements - Pouvoirs du maire - Élargissement - Récupération des frais de services d'ordre) : p. 13554 p. 13555 - **Article 1er bis (nouveau)** (Définition d'une charte d'organisation des rassemblements visés par l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure) : p. 13556 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13559

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des agriculteurs** - (23 octobre 2019) : p. 14443

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14476

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14667 p. 14668 - **Discussion générale** : p. 14673 - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14684 p. 14685

- **Débat sur le thème : « Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXIe siècle : opportunité de croissance et de développement », sur les conclusions du rapport : Donner des armes à l'acier français, accompagner la mutation d'une filière stratégique** - (30 octobre 2019) : p. 14778 p. 14779

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2019) - **Article 13** (Simplifications pour les cotisants et renforcement de la sécurité juridique) : p. 15320 p. 15321 - **Article 14** (Mesures de lutte contre la fraude) : p. 15324

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel) : p. 16526 - **Discussion d'article** : p. 16550 p. 16554 - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) : p. 16577

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17085

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17113 p. 17114

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17579 p. 17585 p. 17586

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17744 - **Article 75** (Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement) : p. 17746

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contemporanéité des aides personnalisées au logement** - (11 décembre 2019) : p. 21660

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21686 p. 21689 p. 21690 p. 21692

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et**

la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21733 p. 21734

- **Disposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21748

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (18 décembre 2019) : p. 21967

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au 1er janvier 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 140 tome 3 annexe 2 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 13** (*art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 547

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 799

- **Question orale sans débat sur les aides versées par les agences de l'eau aux communes** - (9 avril 2019) : p. 5376 p. 5377

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5494 p. 5495

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (11 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (*Obstruction à la chasse - Délit*) : p. 5576 p. 5577

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 bis** (*art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7822 p. 7827

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des petites lignes ferroviaires** - (6 juin 2019) : p. 8066 p. 8067

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9153 p. 9156

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 6** (*art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État*) : p. 9458

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12986 p. 12988 p. 12989 p. 12992

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 2** (*art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral, art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du maire*) : p. 13021 p. 13022 - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. L. 237-1 du code électoral - Suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et l'exercice d'un emploi salarié au sein d'une commune membre*) : p. 13027 - **Article 4** (*art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13040 p. 13042

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 11 bis (nouveau)** (*art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux*) : p. 13198 p. 13200

- **Question orale sans débat relative au statut des forestiers-sapeurs** - (12 novembre 2019) : p. 15099 p. 15100

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17836

GERBAUD (Frédérique)
sénatrice (Indre)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2738 p. 2739 p. 2743

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Marseille** - (26 mars 2019) : p. 3531 p. 3532

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (*École de la confiance*) : p. 6366 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 469 rectifié bis** (*Entrée d'un professeur en classe - Obligation pour les élèves de se lever*) : p. 6375 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (*Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales*) : p. 6378 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 123** (*Non intégration de la notion de morale dans le code de l'éducation*) : p. 6401 - **Article 1er bis B (supprimé)** (*art. L. 111-1-3 [nouveau] du code de l'éducation - Affichage obligatoire dans chaque salle de classe d'une carte de la France et de chacun de ses territoires d'outre-mer*) : p. 6406 - **Article 1er bis C** (*art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - Droit de vivre une scolarité sans harcèlement scolaire*) : p. 6408

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 331 rectifié** (*Programmes scolaires - Apprentissage du codage informatique*) : p. 6426 p. 6427 p. 6428 p. 6429

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 5 quinquies** (*art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive*) : p. 6566

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 ter** (*art. L. 411-1 du code de l'éducation - Prérogatives du directeur d'école*) : p. 6651 - **Article 6 quater (supprimé)** (*art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux*) : p. 6663 p. 6669 - **Article 12 bis** (*art. L. 721-2 du code de l'éducation - Missions des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation*) : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 348 rectifié** (*Taux d'encadrement minimal pour l'accueil des élèves pendant les temps de pauses - Fixation par décret en Conseil d'État*) : p. 6735 p. 6736 - **Article 24 bis (supprimé)** (*Rapport sur l'état du bâti des écoles de Marseille*) : p. 6736

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7649 p. 7650

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8244

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8274 p. 8282 - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 731-4 du code de la construction et de l'habitation - Obligation pour les copropriétés de plus de 15 ans de réaliser le diagnostic technique global*) : p. 8285 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 17 rectifié** (*Sous-utilisation de la procédure de suspension du versement des aides financières pour insalubrité - Rapport au Parlement*) : p. 8290 - **Article 2** (*Expérimentation en matière de délivrance du permis de louer*) : p. 8301 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 15** (*Relogement des victimes de l'habitat insalubre - Principe de « logement adapté aux besoins et aux possibilités » - Définition*) : p. 8305 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 4 rectifié bis** (*Logement définitif - Deux offres de relogement*) : p. 8306 p. 8307

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3** (*art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon*) : p. 11463 - **Article 3 bis C** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive*) : p. 11481 - **Article 3 bis** (*art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent*) : p. 11490 p. 11491

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 64 rectifié bis** (*Autorisation préalable à la location - Critères de délivrance - Prise en compte de la performance énergétique*) : p. 11514 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 73 rectifié bis** (*Navires les plus polluants - Séjour en port - Interdiction*) : p. 11543

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité et la Coupe d'Afrique des nations** - (18 juillet 2019) : p. 11546

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite)** - (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 436 rectifié ter** (*Pollution engendrée par les carburants des navires - Calcul des droits de port - Intégration*) : p. 11555 p. 11556 p. 11557 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 435 rectifié ter** (*Navires de croisière - Redevance de séjour - Création*) : p. 11559 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 141 rectifié** (*Impact environnemental et sanitaire du stationnement en port des navires de croisière - Rapport au Parlement*) : p. 11560 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 72 rectifié bis** (*Navires de croisières - Généralisation de l'installation des branchements électriques au quai - Rapport au Parlement*) : p. 11561

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14667 p. 14668 - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14686

GILLÉ (Hervé)
sénateur (Gironde)
NI, puis SOCR

Devenu sénateur le 28 août 2019 (en remplacement de M. Madrelle Philippe décédé le 27 août 2019).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 20 septembre 2019.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 12 décembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des trésoreries et la proximité des services publics** - (9 octobre 2019) : p. 12928

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs** [n° 71 (2019-2020)] - (22 octobre 2019) - **Article 1er bis (nouveau)** (*Définition d'une charte d'organisation des rassemblements visés par l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure*) : p. 13555

- **Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux** [n° 111 (2019-2020)] - (21 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15920

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16875 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-190** (*Plan d'investissement climat - Rapport au Parlement*) : p. 16879 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-194** (*Infrastructures de transport - Financement par l'emprunt - Opportunité - Rapport au Parlement*) : p. 16880 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-196** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques - Élargissement de l'assiette - Rapport au Parlement*) : p. 16881 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-188** (*Incitations à l'acquisition de véhicules propres - Rapport au Parlement*) : p. 16882

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17740

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 143 tome 1 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (5 février 2019) : p. 778

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux** [n° 229 (2018-2019)] - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2733

- **Projet de loi d'orientation des mobilités** [n° 369 (2018-2019)] - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3263 p. 3264

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux** [n° 536 (2018-2019)] - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8271 p. 8281 p. 8282

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) : p. 16792

GINESTA (Jordi)
sénateur (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrouturnou.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Table ronde avec les compagnies aériennes opérant des lignes d'aménagement des territoires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Yves Crozet, professeur émérite (IEP Lyon) et Paul Chiambaretto, professeur à la Montpellier Business School et chercheur associé à Polytechnique, spécialistes du transport aérien.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

GIRARDIN (Annick)
ministre des outre-mer

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin [n° 594 (2018-2019)] (25 juin 2019) - Justice - Logement et urbanisme - Outre-mer.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-361 du 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques [n° 595 (2018-2019)] (25 juin 2019) - Questions sociales et santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (13 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** : p. 2406 - **Article 1er** (section 2 du titre 1er, art. 6-1 et 6-2 [nouveaux] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Reconnaissance de la contribution de la Polynésie française à la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense de la Nation) : p. 2418 p. 2419 p. 2420 - **Article 2** (art. 7 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Application de plein droit en Polynésie française des dispositions législatives et réglementaires relatives aux agents publics de l'État) : p. 2421 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 9 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Dématérialisation de la procédure de consultation de l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2421 - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Dématérialisation de la procédure de consultation du gouvernement de la Polynésie française) : p. 2422 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 5 rectifié** (Polynésie française - Procédure d'amendes forfaitaires - Adaptation) : p. 2423 - **Article 4** (art. 30-1 et 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Création d'autorités administratives indépendantes par la Polynésie française dans tous ses domaines de compétence - Règles déontologiques, budgétaires et comptables applicables) : p. 2424 p. 2425 - **Article 5** (art. 30-2 [nouveau], 91, 111, 157-2, 157-3 et 172-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Sociétés publiques locales) : p. 2426 p. 2427 - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 91 et 171 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Compétences du conseil des ministres) : p. 2430 - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 126 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Conditions de prise en charge des frais de mission et de transport des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2431 - **Article 13 quater (nouveau)** (art. 137 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Statut des agents de l'assemblée de la Polynésie française) : p. 2432 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 8 rectifié** (Délais de procédure - Réduction) : p. 2433 - **Article 18 (nouveau)** (art. 173-2 [nouveau] de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la

Polynésie française - Régime d'entrée en vigueur et contrôle de légalité des actes des autorités administratives indépendantes polynésiennes) : p. 2435

- **Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 293 (2018-2019)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 294 (2018-2019)**. - (13 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Cessation des essais nucléaires - Reconversion de l'économie polynésienne - Accompagnement financier de l'État*) : p. 2437 - **Article 1er** (art. L. 5842-22, L. 5842-26 et L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales, art. 134 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Compétence des communautés de communes et des communautés d'agglomération en Polynésie française) : p. 2439 - **Article 3** (art. L. 5843-2 du code général des collectivités territoriales et art. 64 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Syndicats mixtes ouverts ne comprenant ni la Polynésie française ni l'un de ses établissements publics) : p. 2440 - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 1862-1 et L. 1862-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. 23 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française - Participation des communes et de leurs groupements aux sociétés d'économie mixte créées par la Polynésie française) : p. 2441 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 3** (Polynésie française - Exploitation des aérodromes) : p. 2443 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 2 rectifié** (Polynésie française - Établissements publics - Libre placement des fonds - Rapport au Parlement) : p. 2443

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 293 (2018-2019)** - (19 février 2019) - **Vote sur l'ensemble du projet de loi** : p. 2511

- **Commission mixte paritaire [n° 485 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2018-2019)** : p. 7333

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique en Nouvelle-Calédonie** - (6 juin 2019) : p. 8061

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'air austral** - (25 juin 2019) : p. 9682

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cas de suicides d'Amérindiens** - (4 juillet 2019) : p. 10881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le quotidien France-Antilles** - (16 octobre 2019) : p. 13273 p. 13274

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin [n° 95 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14834 p. 14840

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17903 p. 17910 p. 17913 - **État B** : p. 17920 p. 17923 p. 17924 p. 17925 p. 17926 p. 17927 p. 17929 p. 17930 p. 17931 p. 17932 p. 17934 p. 17935 - **Article additionnel après l'article 76 quindecies - Amendement n° II-1090** (Wallis-et-Futuna - Nouvelle-Calédonie - Polynésie française - Fonds d'échanges à but éducatif, culturel ou sportif (FEBECS) - Éligibilité) : p. 17935

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées jusqu'au 20 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

GOLD (Éric)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (18 décembre 2019).

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à attribuer le titre de reconnaissance de la Nation aux vétérans des essais nucléaires [n° 250 (2018-2019)] (17 janvier 2019) - **Anciens combattants - Défense - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 303 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les incivilités, menaces et violences envers les personnes dépositaires de l'autorité publique, chargées d'une mission de service public ou investies d'un mandat électif public [n° 2 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Table ronde avec les compagnies aériennes opérant des lignes d'aménagement des territoires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Thomas Juin, président, et Nicolas Paulissen, délégué général de l'Union des aéroports français.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : « La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 13 ter** (art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - Renforcement des prérogatives de CCI France) : p. 576

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préservation des lignes ferroviaires d'aménagement du territoire** - (19 février 2019) : p. 2518

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3066

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3204 p. 3205 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3228 p. 3241 p. 3242

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3344

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inégalités d'accès aux services publics** - (21 mars 2019) : p. 3391

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (27 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 25** - **Amendements n° 884 rectifié bis, n° 54 rectifié sexies et n° 725 rectifié bis** (Développement des carburants

alternatifs - Déploiement de stations de recharge à hydrogène : p. 3612 - **Article additionnel avant l'article 26** - **Amendements n° 877 rectifié bis, n° 883 rectifié bis, n° 487 rectifié, n° 486 rectifié et n° 488 rectifié** (Verdissement des flottes de loueurs, taxis ou VTC) : p. 3620 - **Article additionnel avant l'article 26** - **Amendements n° 727 rectifié bis et n° 882 rectifié bis** (Durcissement des obligations de verdissement des flottes publiques) : p. 3622 p. 3623 - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3637 - **Article 27** (art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air) : p. 3643 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3650 - **Article additionnel après l'article 31** - **Amendements n° 26 rectifié bis, n° 76 rectifié quater, n° 85 rectifié quater, n° 473 rectifié bis et n° 561 rectifié quinquies** (Modalités de récupération de points pour les conducteurs professionnels des transports routiers) : p. 3685

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 37** - **Amendement n° 885 rectifié bis** (Transition énergétique des navires) : p. 3739 - **Article additionnel après l'article 37** - **Amendements n° 55 rectifié septies, n° 711 rectifié bis et n° 729 rectifié quater** (Transition énergétique des navires) : p. 3741

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3826

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (11 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 bis** - **Amendement n° 51 rectifié bis** (Gardes-nature - Constatation des infractions) : p. 5571 p. 5572

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5956

- **Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 406 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6029

- **Question orale sans débat sur l'interdiction d'exercer une fonction élective pendant un arrêt maladie** - (4 juin 2019) : p. 7797 p. 7798

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7955

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8277 - **Article additionnel après l'article 1er B** - **Amendement n° 27 rectifié** (Bénéfice du tiers payant des aides au logement - Production par le bailleur du contrat de location) : p. 8289 p. 8290 - **Article 1er C (nouveau)** (art. 198 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, art. L. 1331-22 à L. 1331-30 et L. 1337-4 [abrogés] du code de la santé publique, art. L. 511-1 à L. 511-7 et L. 511-8 à 511-18 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, art. 25-1 A de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Création d'une police du logement - Harmonisation des procédures de péril et d'insalubrité - Entrée en vigueur accélérée d'une interdiction définitive d'habiter - Raccourcissement du délai d'instruction dans les procédures de péril et d'insalubrité) : p. 8296 p. 8297 - **Article additionnel après l'article 1er E** - **Amendement n° 24 rectifié bis** (Habitat - Collectivités locales - Désignation d'un

réfèrent « habitat dégradé ») : p. 8298 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 26 rectifié** (*Lutte contre l'habitat indigne - Déclaration de mise en location - Généralisation*) : p. 8301 p. 8302

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 6** (*art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État*) : p. 9463 p. 9464

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10867

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11347 - **Article 1er** (*art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11366 p. 11378 p. 11379

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article 1er bis A** (*art. L. 100-1 A [nouveau], 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie*) : p. 11430 - **Article 3 bis C** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive*) : p. 11483 - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 365 rectifié** (*Diagnostic de performance énergétique - Confort thermique - Inclusion*) : p. 11483 - **Article 3 bis** (*art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent*) : p. 11487 p. 11489

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 37 rectifié ter** (*Etablissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat - Rénovation énergétique - Désignation d'un réfèrent*) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 38 rectifié ter, n° 303 rectifié bis et n° 396 rectifié ter** (*Aides personnelles au logement - Tiers payant - Respect de critères de performance énergétiques - Condition*) : p. 11515 - **Article 3 septies** (*art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs*) : p. 11522 p. 11526

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12399 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 181 rectifié ter, n° 284 rectifié, n° 442 rectifié et n° 681** (*Non-respect de la hiérarchisation des modes de traitement des déchets - Sanction - Création*) : p. 12434 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 107 rectifié, n° 292 rectifié ter, 349 rectifié bis et n° 420 rectifié bis** (*Durée légale de garantie - Seuil minimal*) : p. 12466

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 172 rectifié, n° 268 rectifié ter, n° 291 rectifié ter et n° 419 rectifié bis** (*Lutte contre l'obsolescence logicielle - Mises à jour correctives du système d'exploitation - Obligation*) : p. 12504 - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12513 p. 12515 p. 12518 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis** (*Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation »*) : p. 12535 - **Article 6** (*Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative*) : p. 12546 - **Article 6 bis (nouveau)** (*Schéma de promotion des achats publics*

socialement et écologiquement responsables) : p. 12551 p. 12552 p. 12553 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 230 rectifié bis et n° 578 rectifié** (*Commande publique - Achats de pneumatiques rechapables ou rechapés - Incitation*) : p. 12556

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12642 p. 12656 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12687 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12708 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 272 rectifié** (*Gestion des déchets - Coûts supportés par le service public - Prise en charge par le producteur*) : p. 12724 - **Article 9** (*Dispositions spécifiques à certaines filières, REP*) : p. 12733 p. 12735

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12772 p. 12774 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 159 rectifié bis** (*Bouteilles en plastique de moins de 50 cl - Mise sur le marché - Interdiction*) : p. 12777

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12804 p. 12805

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 13009 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 255 rectifié** (*Remplacement d'un conseiller communautaire démissionnaire - Modalités*) : p. 13025 p. 13026

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 247 rectifié** (*Meilleure représentation - Communes déléguées - Communes nouvelles*) : p. 13215 p. 13216

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 93 rectifié, n° 611 rectifié, n° 703 rectifié et n° 741 rectifié** (*Lutte contre l'affichage publicitaire sauvage - Sanction par une amende civile*) : p. 13307 - **Article additionnel après l'article 15 octies - Amendement n° 229 rectifié** (*Infraction commise sur une personne dépositaire de l'autorité publique ou sur un membre de sa famille - Simple rappel à la loi - Interdiction*) : p. 13333 - **Article additionnel après l'article 15 octies - Amendement n° 231 rectifié** (*Lutte contre les incivilités, menaces, violence envers les personnes dépositaires de l'autorité publique - Recevabilité d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par un élu - Délai de trois mois - Suppression*) : p. 13333 - **Article additionnel après l'article 15 octies - Amendement n° 230 rectifié** (*Lutte contre les incivilités, menaces, violences envers les personnes dépositaires de l'autorité publique - Infraction commise sur une personne dépositaire de l'autorité publique ou sur un membre de sa famille - Traduction du prévenu sur-le-champ*) : p. 13334

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets [n° 664 (2018-2019)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14613 p. 14614

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (30 octobre 2019) : p. 14765

- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture [n° 730 (2018-2019)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14825

- **Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 111 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15921 - **Article 1er** (*Extension du pouvoir général de police du maire à la protection de l'environnement*) : p. 15929 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (*Agents assermentés des parcs naturels régionaux - Constat d'infractions - Décret en attente*) : p. 15930 p. 15931

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17722

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17798

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17815 p. 17821

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 196 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié** (*Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) - Direction générale - Procédure de nomination - Constitution - Article 13 - Application*) : p. 21786

GONTARD (Guillaume)
sénateur (Isère)
CRCE-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (18 décembre 2019).

Membre suppléant de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation le 16 janvier 2019 ; puis vice-président du 22 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » le 6 mars 2019 ; puis rapporteur du 2 avril 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 249 (2018-2019)] relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 336 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Gratuité des transports collectifs : La gratuité totale des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? [n° 744 (2018-2019)] (25 septembre 2019) - **Transports.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Robert Vautard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement - Institut Pierre-Simon Laplace des sciences de l'environnement (LSCE-IPSL).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de MM. Stéphane Roy, directeur des actions territoriales, et Pierre Pannet, directeur régional Hauts-de-France, du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Philosophie de la gratuité des transports publics - Audition de MM. Jean-Louis Sagot-Duvaurox, Maxime Huré et Frédéric Héran.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition de MM. Jacques Rapoport, président, et Grégoire Marlot, co-rapporteur, du groupe d'experts sur le thème de la gratuité des transports publics en Île-de-France.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé -

Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

(mission d'information Gratuité des transports collectifs) : Audition commune autour de Mme Elodie Trauchessec, chargée des mobilités émergentes au service Transports et Mobilité (Ademe), et de M. Dominique Mignot, directeur du département Transport, Santé et Sécurité (Ifsttar).

Réunion du mercredi 22 mai 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Audition de M. Pierre Messulam, directeur général adjoint à la direction générale Transilien, et Mme Anne Bosche-Lenoir, directrice déléguée à la direction générale TER, de SNCF Mobilités.

Audition de Mmes Claire Spitzmuller, chargée d'études économiques transport, Nathalie Melin, chargée d'études développement, et M. John-David Nahon, chargé des affaires parlementaires et institutionnelles, de la RATP.

Réunion du mardi 28 mai 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Audition de M. Frédéric Baverez, directeur exécutif France, et Mme Anne Lieure, directrice des relations institutionnelles, de Keolis.

Audition de MM. Édouard Hénaut, directeur général France, et Laurent Mazille, directeur des relations institutionnelles, de Transdev Group.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 6 juin 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Audition commune de l'Assemblée des communautés de France et de France Urbaine.

Réunion du mardi 18 juin 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Audition de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, de la Fédération nationale des transports de voyageurs, du Groupement des autorités responsables de transport et de l'Union des transports publics et ferroviaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Audition de M. Christophe Najdovski, adjoint à la maire de Paris, en charge des transports, de la voirie, des déplacements et de l'espace public.

Réunion du mardi 25 juin 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Table ronde internationale.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

(mission d'information Gratuité des transports collectifs) : Cadrage du rapport de la mission.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* :

Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 *(mission d'information sur la gestion des risques climatiques)* : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 *(mission d'information Gratuité des transports collectifs)* : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Avis sur les mesures fiscales relatives à l'environnement et aux transports du projet de loi de finances pour 2020.

Proposition de loi tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (*Loi « Egalim » - Adaptations*) : p. 489 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 308 rectifié et 367 rectifié** (*Ouvertures dominicales - Encadrement*) : p. 500 - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 225-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises*) : p. 504 p. 518 p. 520 - **Article 9 bis C** (*art. L. 822-20 et L. 823-10-2 [nouveaux] du code de commerce - Possibilité pour les commissaires aux comptes de fournir des services autres que la certification des comptes et d'établir des attestations*) : p. 529 - **Article 13** (*art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 544

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 800

- **Question orale sans débat sur le transfert de la contribution climat-énergie aux collectivités locales** - (12 février 2019) : p. 1093 p. 1094

- **Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 309 (2018-2019)]** - (20 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2579

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2609 p. 2610

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2883 p. 2894 - **Article 1er** (*Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes*) : p. 2899

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester*) : p. 2971

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3181 - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3200 p. 3204 - **Rapport annexé** : p. 3217 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3222 p. 3247

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3264 p. 3265 p. 3272 p. 3282 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 125** (*Remboursement partiel de la TICPE sur le diesel en faveur des poids lourds - Suppression*) : p. 3296 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 130** (*Poids lourds - Coûts externes induits - Création d'une taxe additionnelle*) : p. 3297 - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 132 rectifié** (*Équilibre entre les besoins en déplacement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre - Optimisation des infrastructures existantes*) : p. 3311 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 175 rectifié** (*Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général*) : p. 3317 - **Article 1er** (*art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité*) : p. 3321 p. 3326 p. 3339

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (*art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité*) : p. 3385

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction des pesticides** - (21 mars 2019) : p. 3386

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (21 mars 2019) - **Article 4** (*art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3418 - **Article 5** (*art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3426 p. 3428

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (*art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées*) : p. 3499 p. 3500 p. 3506 p. 3507 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 44 rectifié, 285 rectifié ter, n° 823, n° 985 et n° 988 rectifié** (*Publicités pour la mobilité routière - Obligation de promotion de certaines formes de mobilité*) : p. 3560 p. 3561 - **Article 22** (*art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares*) : p. 3566 p. 3571 p. 3573 p. 3576 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (*Usage du vélo - Enseignement obligatoire*) : p. 3577 p. 3580 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 364** (*Angle mort des poids-lourds - Signalisation*) : p. 3584 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 263 rectifié et n° 362** (*Vélos - Équipements dans les parties communes d'une copropriété*) : p. 3586 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 265 rectifié bis et n° 956 rectifié bis** (*Schéma régional des véloroutes - Mise en place*) : p. 3589 p. 3590 - **Article 22 ter (nouveau)** (*art. L. 228-2 du code de l'environnement - Création d'itinéraires cyclables sur les voies interurbaines*) : p. 3591

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (26 mars 2019) : p. 3592
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (27 mars 2019) - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 491 rectifié, n° 489 rectifié et n° 490 rectifié bis** (*Verdissement des flottes d'entreprises*) : p. 3618 p. 3620 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié bis et n° 434 rectifié bis** (*Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement*) : p. 3626 - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - *Forfait mobilités durables*) : p. 3628 p. 3635 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 166, n° 167 et n° 366** (*Prise en charge par les employeurs des frais de transports collectifs*) : p. 3640 p. 3641 - **Article 27** (art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - *Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air*) : p. 3642 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Zones à faibles émissions*) : p. 3650 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 172** (*Dispositifs de contrôle des voies réservées - Rapport au Parlement*) : p. 3666 - **Article 29** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour améliorer le contrôle du marché des véhicules et des engins mobiles non routiers à moteur*) : p. 3673 - **Article 34** (*Adaptation du droit applicable aux installations à câbles et simplification du droit applicable aux remontées mécaniques situées pour partie dans les zones de montagne*) : p. 3704
- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (*quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental*) : p. 3730 p. 3732 - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - *Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP*) : p. 3748 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 177** (*Transports en Ile de France - Ouverture à la concurrence - Dates butoirs de libéralisation*) : p. 3749 - **Article 39** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 3111-16-1 [nouveau] du code des transports et art. L. 3316-1 à L. 3316-3 [nouveaux] du chapitre VI [nouveau] du titre unique du livre III de la troisième partie code des transports - *Volet social de l'ouverture à la concurrence des réseaux de transport public urbain par autobus de la Régie autonome des transports parisiens*) : p. 3762 p. 3763 p. 3767 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 223 rectifié bis** (*Financement du tourisme - Taxe sur les dividendes versés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Création*) : p. 3779
- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 3** (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - *Étiquetage des miels*) : p. 5030
- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019)** : p. 5452 - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - *Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5463 p. 5502 p. 5507 p. 5513 p. 5515 p. 5520 p. 5525
- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 2** (art. L. 172-2, L. 172-4, L. 172-11, L. 172-12, L. 172-13 et L. 172-16-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 330-2 du code de la route - *Renforcement des pouvoirs de police des inspecteurs de l'environnement*) : p. 5554 p. 5556 - **Article 2 bis C** (art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - *Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets*) : p. 5570 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 77 rectifié** (*Chasse - Sécurité*) : p. 5575 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 148 rectifié et n° 191 rectifié** (*Obstruction à la chasse - Délit*) : p. 5575 - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - *Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité*) : p. 5583 p. 5587 p. 5602 p. 5613 p. 5616 p. 5620
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019)**.
- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5955
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 5 quinquies** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - *École inclusive*) : p. 6573 p. 6579 - **Article 6** (art. L. 421-19-1 à L. 421-19-13, L. 421-19-14 à L. 421-19-16 [nouveaux] du code de l'éducation et L. 3214-2 du code général des collectivités territoriales - *Établissement public local d'enseignement international*) : p. 6598
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8015
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 567 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9515 p. 9516
- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9529 - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*Agence nationale de la cohésion des territoires - Cadre d'intervention - Mission de l'agence*) : p. 9537
- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 100 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019)**.
- **Question orale sans débat sur la situation précaire des mineurs étrangers non accompagnés** - (2 juillet 2019) : p. 10652 p. 10653
- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 591 (2018-2019)]** - (16 juillet

2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 593 (2018-2019)** : p. 11315

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 593 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 591 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11370

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297** (*Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction*) : p. 11416 - **Article 1er quinquiés** (art. L. 131-3 du code de l'environnement - *Inscription de la lutte contre le changement climatique dans les missions de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie*) : p. 11438 - **Article 1er octies** (*Rapport remis par le Gouvernement sur les incidences positives et négatives du projet de loi de finances sur le réchauffement climatique*) : p. 11441 - **Article 2** (chapitre II du titre III du livre 1er du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre 1er du code de l'énergie - *Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat*) : p. 11444 p. 11448 p. 11451 p. 11452 p. 11453 - **Article 3 bis C** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive*) : p. 11481 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 214 rectifié bis** (*Schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid - Mise à jour*) : p. 11495

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs*) : p. 11525

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12413 - **Article additionnel avant le titre 1er - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 166 rectifié et n° 664 rectifié bis** (*Stratégie de prévention des déchets ménagers - Doublement des tonnages orientés vers la réutilisation d'ici à 2030*) : p. 12421 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 167 rectifié bis** (*Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement*) : p. 12424 p. 12426 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 181 rectifié ter, n° 284 rectifié, n° 442 rectifié et n° 681** (*Non-respect de la hiérarchisation des modes de traitement des déchets - Sanction - Création*) : p. 12434 - **Article 1er** (*Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits*) : p. 12438 p. 12439 p. 12440 - **Article 4** (*Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire*) : p. 12458 p. 12461 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 107 rectifié, n° 292 rectifié ter, 349 rectifié bis et n° 420 rectifié bis** (*Durée légale de garantie - Seuil minimal*) : p. 12466 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 30 rectifié bis et n° 108 rectifié** (*Durée légale de conformité - Allongement - Modulation en fonction de la qualité des biens*) : p. 12467 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 31 rectifié bis et n° 109 rectifié** (*Durée légale de conformité - Allongement - Modulation en fonction du prix d'achat des biens*) : p. 12467

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 110 rectifié, n° 567, n° 112 rectifié, n° 113 rectifié, n° 568, n° 87 rectifié et n° 88 rectifié** (*Durée de la garantie légale de conformité - Allongement - Priorité à la réparation sur le remplacement du bien*) : p. 12483 p. 12484 p. 12484 p. 12485 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 111 rectifié, n° 569 et n° 672 rectifié bis** (*Biens réparés - Garantie légale de*

six mois - Instauration) : p. 12486 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 106** (*Disponibilité des pièces détachées - Mise en place d'une plateforme numérique - Rapport au Parlement*) : p. 12490 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Reconnaissance de la sensibilisation aux enjeux de l'économie circulaire, parmi les objectifs de l'éducation à l'environnement dès l'école primaire - Enseignement aux techniques de réparation dans les formations technologiques et professionnelles*) : p. 12494 p. 12495 - **Article 4 ter (nouveau)** (*Rapport sur le compteur d'usage*) : p. 12496 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 170 rectifié** (*Appareils électroniques - Mises à jour correctives et évolutives - Conditions d'information du consommateur*) : p. 12500 p. 12501 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 172 rectifié, n° 268 rectifié ter, n° 291 rectifié ter et n° 419 rectifié bis** (*Lutte contre l'obsolescence logicielle - Mises à jour correctives du système d'exploitation - Obligation*) : p. 12504 - **Article 4 quater (nouveau)** (*Régime de sanctions pour les nouvelles obligations en matière d'information du consommateur*) : p. 12505 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 116 et n° 417 rectifié bis** (*Économie circulaire et gestion des déchets - Comités sociaux économiques des entreprises - Consultation*) : p. 12506 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 214** (*Nourriture saisie par les services des douanes aux frontières - Gestion - Rapport au Parlement*) : p. 12512 - **Article 5** (*Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires*) : p. 12526 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 174** (*Lutte contre les déchets d'emballages - Service dans un contenant apporté par le consommateur*) : p. 12529 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 173 rectifié** (*Vente en vrac en libre-service - Définition*) : p. 12530 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 221** (*Cahiers des charges de signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) - Vente en vrac - Modalités*) : p. 12530 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 120** (*Incitation à la vente en vrac en grande surface - Levier de la TVA - Produits alimentaires et non alimentaires*) : p. 12532 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis** (*Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation »*) : p. 12535 p. 12536 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 168** (*Incitation à la réparation - Mention « Pensez à réparer avant de remplacer » - Obligation*) : p. 12540 p. 12541 - **Article 6** (*Diagnostic déchets sur certaines opérations de démolition et de réhabilitation significative*) : p. 12542 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 122** (*Développement des filières des matériaux biosourcés - Encouragement*) : p. 12548 p. 12549

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12648 p. 12649 p. 12657 p. 12659 p. 12663 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 130 rectifié** (*Emballages réemployables - Standardisation*) : p. 12664 - **Article 7** (*Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets*) : p. 12669 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12682 p. 12690 p. 12694 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12712 p. 12717 - **Article 9** (*Dispositions spécifiques à certaines filières, REP*) : p. 12730 p. 12731 p. 12735

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12760 p. 12762 p. 12766 p. 12772 p. 12773 p. 12774 p. 12775 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 147 rectifié bis** (*Vente des bouteilles en*

plastique - Interdiction) : p. 12778 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 129 rectifié bis** (*Proportion minimale d'emballages de boissons réutilisables*) : p. 12778 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 217 rectifié** (*Stratégie nationale de réduction du plastique - Actualisation - Rapport au Parlement*) : p. 12780 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 148** (*Micro plastiques - Ajout intentionnel - Interdiction*) : p. 12783 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 396 rectifié** (*Micro plastiques - Ajout intentionnel - Interdiction*) : p. 12784 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 138 rectifié** (*Fruits et légumes - Établissements de vente au détail - Emballage en plastique - Interdiction*) : p. 12785 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 394 rectifié** (*Vente de fruits et de légumes emballés à l'unité - Interdiction*) : p. 12786 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendements n° 151 rectifié et n° 512 rectifié** (*Déchets verts - Processus de compostage*) : p. 12796 - **Article additionnel avant l'article 12 A - Amendements n° 184, n° 463 rectifié, n° 612 rectifié bis et n° 685** (*Lutte contre les dépôts sauvages - Mise en œuvre de l'exécution d'office*) : p. 12805 - **Article 12 K (nouveau)** (*Valorisation énergétique des déchets non recyclables*) : p. 12814 - **Article additionnel après l'article 12 L - Amendements n° 269 rectifié, n° 296 rectifié bis, n° 304 rectifié bis, n° 588 et n° 680** (*Économie circulaire - Agents publics - Élus locaux - Formation*) : p. 12821 - **Article 12 (Habilitations à légiférer par ordonnance)** : p. 12822 - **Article 8 bis (nouveau)** (*Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation*) : p. 12826 p. 12827 - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12830 p. 12832 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12832 p. 12833

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12801 p. 12802

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12990

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13011

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 403 rectifié et n° 859 rectifié** (*Exécutifs locaux - Fonctions de président et de premier vice-président - Parité*) : p. 13173

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (*Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire*) : p. 13390

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14684

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14731

- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture [n° 730 (2018-2019)]** - (5 novembre 2019) - **Question préalable** : p. 14833

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p. 15826 p. 15827

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux limites des annonces du Gouvernement sur l'hôpital public face à l'ampleur de la crise sociale** - (20 novembre 2019) : p. 15869 p. 15870

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15902

- **Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 111 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15923

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16830

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16856 p. 16862 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-128** (*Plan d'investissement climat - Rapport au Parlement*) : p. 16878 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-129** (*Création d'un EPIC « Routes de France » - Opportunité - Rapport au Parlement*) : p. 16882 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendements n° II-174 rectifié et n° II-212** (*Gestion des autoroutes - Société anonyme à capitaux publics - Opportunité de création - Rapport au Parlement*) : p. 16883

de la GONTRIE (Marie-Pierre)
sénatrice (Paris)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis secrétaire le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (18 décembre 2019).

Vice-présidente de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 261 (2018-2019)] visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 343 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 168 (2018-2019)] relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires [n° 601 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Éducation - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Yves Saint-Geours, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de Mmes Isabelle de Gaulmyn, rédactrice en chef au journal La Croix, Catherine Bonnet, ancien membre de la commission vaticane chargée de lutter contre la pédophilie dans l'Église, Soeur Véronique Margron, théologienne, présidente de la Conférence des religieuses et religieux en France (Corref), Père Stéphane Joulain, père blanc, psychothérapeute spécialisé dans le traitement des abus sexuels, Père Pierre Vignon, prêtre du diocèse de Valence.

(*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de l'association « La Parole libérée » : MM. François Devaux, président, Alexandre Hezez, co-fondateur de l'association, et maître Nadia Debbache, avocate au barreau de Lyon.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition des représentants de la Conférence des évêques de France : Mgr Olivier Ribadeau Dumas, secrétaire général et porte-parole, Mgr Luc Crépy, évêque du Puy-en-Velay, président de la Cellule permanente de lutte contre la pédophilie, et Mme Ségolaine Moog, déléguée pour la lutte contre la pédophilie.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. François Pillet, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Jacques Mézard, candidat proposé par le Président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Didier Lallement, préfet de police de Paris.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de la justice, garde des sceaux.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Communication.

Proposition de loi et proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de Mgr Eric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims, futur président de la Conférence des évêques de France.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Menaces et agressions auxquelles sont confrontés les maires - Communication.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi et proposition de loi organique, modifiées par l'Assemblée nationale, visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à agir contre les violences au sein de la famille - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille - Désignation des candidats pour faire partie de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la perquisition dans les locaux de Mediapart** - (5 février 2019) : p. 784

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'antisémitisme** - (19 février 2019) : p. 2517

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2811 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 2 rectifié bis** (*Prévention des violences éducatives ordinaires - Amélioration de l'information*) : p. 2823 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Prévention des violences éducatives ordinaires - Formation des assistants maternels*) : p. 2823

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2905 p. 2912 p. 2913 - **Article 3** (*Maintien de l'ordre - Différentes doctrines - Rapport au Parlement*) : p. 2916

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2937 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2942 p. 2943 - **Question préalable** : p. 2945 p. 2946 - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-2 du code de la sécurité intérieure - Modalités de déclaration d'une manifestation*) : p. 2967 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 78-2-5 [nouveau] du code de procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique*) : p. 2969 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester*) : p. 2972 p. 2975 p. 2976 p. 2979 - **Organisation des travaux** : p. 2981 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation*) : p. 2983

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (II)** - (7 mai 2019) : p. 6177

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fichiers de « gilets jaunes »** - (16 mai 2019) : p. 6536

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Seconde délibération** : p. 8238 p. 8239

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9215

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 20 bis** (*Habilitation donnée au Gouvernement afin de créer par ordonnance un code général de la fonction publique*) : p. 9807 p. 9809 - **Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter** (*Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations*) : p. 9813 p. 9814 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 196 rectifié ter** (*Agents du Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) - Statut*)

général de la fonction publique territoriale - Rattachement) : p. 9816

- **Proposition de loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires [n° 602 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10712

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la disparition de Steve Canço à Nantes** - (18 juillet 2019) : p. 11549

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les campements de migrants et l'hébergement d'urgence** - (18 juillet 2019) : p. 11550

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12819 p. 12820 p. 12821

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Algérie** - (9 octobre 2019) : p. 12936

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 93 rectifié, n° 611 rectifié, n° 703 rectifié et n° 741 rectifié (Lutte contre l'affichage publicitaire sauvage - Sanction par une amende civile)** : p. 13307 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 610 rectifié, n° 702 rectifié, n° 726 rectifié et n° 92 rectifié bis (Publicités apposées sans accord du propriétaire - Arrêté de suppression ou de mise en conformité - Réduction de délai)** : p. 13308 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 727 rectifié ter, n° 729 rectifié ter et n° 728 rectifié ter (Location non professionnelle - Limitation de durée fixée par la collectivité - Autorisation)** : p. 13311 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié (Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police » - Alignement sur le droit commun des agents de police municipale)** : p. 13320 p. 13322 p. 13323

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14679

- **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14712

- **Rappel au règlement** - (6 novembre 2019) : p. 14898

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) -

Discussion générale : p. 14902 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié (Journée défense et citoyenneté - Égalité entre les femmes et les hommes - Information)** : p. 14912 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié (Violences conjugales - Main courante - Dépôt de plainte - non-substitution)** : p. 14914 - **Article 1er (art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge)** : p. 14918 p. 14919 p. 14921 - **Article 2 (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection)** : p. 14924 p. 14925 p. 14926 p. 14929 p. 14938 p. 14939 p. 14940 p. 14942 p. 14944

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article 57 (Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme)** : p. 18243 p. 18244 p. 18246 p. 18250 p. 18251 p. 18252

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21797 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié (Lutte contre les contenus haineux sur internet - Proposition de loi - Champ d'application - Presse - Exclusion)** : p. 21806 p. 21807 - **Article 1er (art. 6 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus manifestement illicites ; liste des contenus et répression pénale des manquements ; exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les discriminations)** : p. 21812 p. 21813 p. 21816 - **Article 2 (art. 6-2 et 6-3 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière de traitement des notifications de contenus haineux en ligne)** : p. 21823 p. 21826 - **Article 3 (art. 6-3 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Autres obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière d'information et de coopération avec les autorités)** : p. 21830 p. 21831

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des solidarités et de la santé et du ministre de l'action et des comptes publics le 28 mai 2019.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019 ; puis vice-présidente le 26 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance juridique du Conseil de rédaction [n° 721 (2018-2019)] (12 septembre 2019) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 22 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Engagements financiers de l'État [n° 140 tome 3 annexe 13 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission - Programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2019 - Communications.

Prise en charge financière des victimes du terrorisme - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Dette des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des finances*) : Relations financières entre l'État et la sécurité sociale - Audition de MM. Christian Charpy, conseiller maître à la Cour des comptes, et Julien Dubretret, inspecteur général des finances.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Érick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buroliers, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle de la recevabilité financière des amendements et des propositions de loi - Communication.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Risque cyber dans les domaines économique et financier - Audition commune de MM. Alain Bouillé, président du CESIN, Christophe Delcamp, directeur-adjoint assurance de dommages et responsabilité de la FFA, Bertrand Peyret, secrétaire général adjoint de l'ACPR, et Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du lundi 27 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2020 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Pouvoirs publics » (et communication sur son contrôle budgétaire sur la sécurité informatique des pouvoirs publics) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Point d'étape sur le contrôle budgétaire sur la réforme des retraites entre universalité, solidarité et équité : quelles incidences sur les régimes spéciaux et des fonctionnaires civils et militaires de l'État ? ».

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et articles 76 nonies et 76 decies) - Examen du rapport spécial.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2019.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 36.

Réunion du lundi 2 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » (et l'article 76 sexies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et

l'article 85), mission « Engagements financiers de l'État » et les comptes spéciaux « Participations financières de l'État » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » et mission « Défense » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des articles de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2020 non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

(*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Audition de M. Youssef Chiheb, professeur associé à l'université Paris 13, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Bernard Rougier, professeur à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 298 - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains) : p. 301 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accord local de répartition des sièges) : p. 305 - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales) : p. 306 p. 307 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 310

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 377 p. 393 - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 402 p. 405 p. 412

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 487 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater** (Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation) : p. 496 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 385 rectifié sexies** (Fermeture hebdomadaire obligatoire des points de vente par arrêté préfectoral - Avis conforme du maire) : p. 498

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 670-6 du code de commerce - Suppression de la mention de la liquidation judiciaire au casier judiciaire de

l'entrepreneur individuel) : p. 605 - **Article 16** (*Habilitation à réformer par ordonnance le droit des sûretés*) : p. 608 - **Article 17** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 1929 quater du code général des impôts et art. 379 bis du code des douanes - Modification des modalités de publicité du privilège du Trésor*) : p. 610

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude dans l'obtention des visas** - (31 janvier 2019) : p. 637

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Arjowiggins** - (14 février 2019) : p. 2481

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Article 1er bis** (*art. L. 223-1 du code de la consommation - Obligations fixées aux professionnels de mise en conformité de leurs fichiers de démarchage téléphonique et de respect de normes déontologiques*) : p. 2674 - **Article 2** (*Mise à disposition des données essentielles de l'organisme gérant la liste d'opposition au démarchage téléphonique en open data*) : p. 2675

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation en prison** - (7 mars 2019) : p. 2879

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Article 1er** (*Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes*) : p. 2900

- **Question orale sans débat sur la suppression d'arrêts de trains en Seine-Maritime** - (19 mars 2019) : p. 3144

- **Question orale sans débat sur l'évaluation médicale de l'aptitude à la conduite** - (19 mars 2019) : p. 3144 p. 3145

- **Question orale sans débat sur les attributions de numéros de sécurité sociale aux personnes étrangères ou françaises nées hors de France** - (19 mars 2019) : p. 3153 p. 3154

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (27 mars 2019) - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 33 rectifié bis et n° 434 rectifié bis** (*Soutien public à l'émergence de filières françaises de biocarburants aéronautiques - Rapport au Parlement*) : p. 3626 - **Article 26** (*art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables*) : p. 3631

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 3** (*art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monter et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - Étiquetage des miels*) : p. 5030 p. 5032 p. 5034 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 33 rectifié ter** (*Production d'huîtres - Origine du naissain - Étiquetage obligatoire*) : p. 5038

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5408

- **Mise au point au sujet de votes** - (10 avril 2019) : p. 5445

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 449 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6197 p. 6198 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié** (*Règlement du Sénat - Commission d'enquête - Mission d'information - Durée*) : p. 6201 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié** (*Mise en œuvre des traités et conventions internationales - Commission des affaires*

étrangères, de la défense et des forces armées - Contrôle) : p. 6201 p. 6202

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Article 9** (**nouveau**) (*art. L. 5211-10-1 A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conférence des maires*) : p. 6262 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9** (*Conférences territoriales des maires - Renforcement de leur fréquence de réunion*) : p. 6266 p. 6267 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Transparence - Établissement d'une feuille de route*) : p. 6268

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6273

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les activités caritatives et l'ordre public** - (16 mai 2019) : p. 6537 p. 6538

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6789 - **Article 1er** (*Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 décies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6825 - **Article 1er bis A** (**nouveau**) (*Rapport en cas de défaut de notification préalable de la taxe sur les services numériques à la Commission européenne*) : p. 6827 - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019*) : p. 6830

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Motion d'ordre** : p. 7355 - **Article 1er** (*Réaffirmation du principe de liberté de la diffusion de la presse*) : p. 7362

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Article 1er** (*Lancement d'une souscription nationale*) : p. 7484 - **Article 2** (*Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7487 p. 7493 - **Article 3** (*Modalités de collecte des dons recueillis dans le cadre de la souscription*) : p. 7498 p. 7501

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7660 p. 7661 p. 7672

- **Rappel au règlement** - (4 juin 2019) : p. 7801

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (7 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 347** (*Centres de santé - Statut des professionnels*) : p. 8175 - **Article 19 bis AA** (**nouveau**) (*art. L. 1432-3 du code de la santé publique - Composition et rôle du conseil de surveillance des ARS*) : p. 8177 p. 8178 - **Article 19 quater** (**supprimé**) (*art. L. 4161-1 du code de la santé publique - Sécurisation de l'exercice de gestes soignants par des assistants médicaux*) : p. 8182 - **Article 27** (**supprimé**) (*Rapport sur l'accès effectif à l'IVG*) : p. 8221 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 628 rectifié** (*IVG (Interruption volontaire de grossesse) - Délai*) : p. 8222

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9162 p. 9170

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10901 p. 10902 p. 10903 p. 10908 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 4**

rectifié quater (*Associations - Subventions publiques - Obligation de comptabilité*) : p. 10932 p. 10933 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié quater** (*Associations culturelles - Obligations financières*) : p. 10933 p. 10934 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 36 rectifié bis** (*Régime de l'article 200 du code général des impôts - Liste et objet des associations - Annexe annuelle budgétaire*) : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 37 rectifié** (*Associations culturelles - Dons par SMS - Suppression*) : p. 10937 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA) : p. 10939 p. 10940 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 8** (*Fichier centralisé des présidents et trésoriers associatifs - Création - Rapport au Parlement*) : p. 10950 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 10950 p. 10951 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10951

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11118

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Commission mixte paritaire [n° 616 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11166

- **Rappel au règlement** - (27 septembre 2019) : p. 12791

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (27 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 256 rectifié ter** (*Lutte contre les dépôts sauvages de déchets*) : p. 12800 - **Article additionnel avant l'article 12 A - Amendements n° 184, n° 463 rectifié, n° 612 rectifié bis et n° 685** (*Lutte contre les dépôts sauvages - Mise en œuvre de l'exécution d'office*) : p. 12805 - **Article additionnel après l'article 12 L - Amendements n° 269 rectifié, n° 296 rectifié bis, n° 304 rectifié bis, n° 588 et n° 680** (*Economie circulaire - Agents publics - Élus locaux - Formation*) : p. 12821 p. 12822 - **Rappel au règlement** : p. 12825 - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12830 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12833

- **Rappel au règlement** - (10 octobre 2019) : p. 13027

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux) : p. 13199 p. 13201

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération antiterroriste avec la Grande-Bretagne** - (16 octobre 2019) : p. 13272

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 298 rectifié bis et n° 780** (*Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) - Délégation de missions aux syndicats de communes - Dérogation - Prolongation*) : p. 13375 - **Article 18** (art. L. 1111-10 et L. 3232-1-2, art. L. 3231-2 et L. 3231-3 [rétablis] du code général des collectivités territoriales - Compétences économiques des départements) : p. 13378 -

Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 45 rectifié bis (*Promotion pour le compte de collectivités territoriales - Recours aux influenceurs - Encadrement*) : p. 13382 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 3 rectifié ter** (*Déclaration du lieu de naissance - Choix laissé aux parents - Commune de naissance ou autre commune*) : p. 13395 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 451 rectifié bis** (*Bilan de la loi de modernisation de la justice du XXIe siècle concernant l'informatisation des données de l'état civil et les perspectives de réforme - Rapport au Parlement*) : p. 13400 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 893** (*Principe de libre administration des collectivités territoriales - Rappel*) : p. 13407 p. 13408 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Statut de salarié protégé des élus locaux) : p. 13445 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (*Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - Augmentation*) : p. 13465 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 509 rectifié** (*Centres de gestion de la fonction publique territoriale - Délégation à un membre du conseil d'administration - Ouverture d'un droit à indemnité*) : p. 13470

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13518

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 66 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 67 (2019-2020)** : p. 14623

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral - Deuxième lecture [n° 67 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 66 (2019-2020)**.

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent [n° 73 (2019-2020)]** - (24 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14633

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 592** (*Taxation des retraites chapeau les plus importantes - Augmentation*) : p. 15207 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 15208

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15274 p. 15275 p. 15276 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 83 rectifié** (*Contribution sur les boissons sucrées - Modification*) : p. 15288 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Emplois ponctuels - Procédures de déclaration - Simplification*) : p. 15298 p. 15299 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 232 rectifié bis** (*Pratique sportive en entreprise - Avantages fournis par l'employeur - Absence d'avantages en nature*) : p. 15301 - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 44 rectifié quater** (*Restaurateur - Repas pris dans son établissement - Montant de l'avantage en nature*) : p. 15305 p. 15306 - **Article 10** (*Unification du recouvrement dans la sphère sociale*) : p. 15311 p. 15312 - **Article 14** (*Mesures de lutte contre la fraude*) : p. 15323 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 338 et n° 552 rectifié** (*URSSAF - Profils de fraudeurs détectés - Mesures conservatoires préventives*) : p. 15329 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Domicile social - Définition*) : p. 15331 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15351

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16708 p. 16713

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15809 p. 15810 p. 15811 p. 15812 p. 15814 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 (Carte vitale - Suppression de la photographie)** : p. 15822 p. 15823 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 (Validité de la carte vitale - Validité des droits de son porteur - Correspondance)** : p. 15823 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 (Cartes vitales en surnombre - Causes et coûts - Rapport au Parlement)** : p. 15824

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15935 p. 15950 p. 15958

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-657 rectifié (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Majoration - Suppression)** : p. 16078 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-694 rectifié ter (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - « Grands supermarchés » - Majoration)** : p. 16079 - **Article 13 quater (nouveau) (priorité) (art. 206 du code général des impôts - Plafond des recettes d'exploitation des organismes non lucratifs non assujettis à l'impôt sur les sociétés - Relèvement)** : p. 16080 p. 16081 - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé) (art. 231 ter du code général des impôts - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France)** : p. 16093

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-643 (Fonctionnaires internationaux - Contribution de solidarité - Instauration - Affectation - Rapport au Parlement)** : p. 16137 - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendement n° I-461 rectifié (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Non-imposition - Plafond - Suppression)** : p. 16142 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° I-1212 (Lutte contre les opérations d'« arbitrage de dividendes »)** : p. 16153 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies (précédemment réservé) - Amendements n° I-692 rectifié, n° I-1211 et n° I-820 rectifié bis (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Règle de « de minimis » - Instauration)** : p. 16194 p. 16195 - **Article 5 (précédemment réservé) (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales)** : p. 16288 p. 16291 p. 16302 p. 16306 - **Article 6 ter (nouveau) (précédemment réservé)** : p. 16314 - **Article 6 quinquies (nouveau) (précédemment réservé) (art. 302 bis ZL du code général des impôts - Mesure de coordination relative au prélèvement sur les paris sportifs)** : p. 16317 - **Article 7 (précédemment réservé) (art. 995, 1020, 1052, 1080, 1087 du code général des impôts - Limitation dans le temps de dépenses fiscales afin d'en garantir l'évaluation et suppression de dépenses fiscales inefficaces)** : p. 16329 - **Article 8 (précédemment réservé) (art. 257, 270, 278 sexies, 278 sexies-0 A, 278 sexies A, 279-0 bis A, 284, 1384 A, 1391 E du code général des impôts et art. L. 176 du livre des procédures fiscales - Baisse du taux de la TVA sur certains logements locatifs sociaux dans le cadre du pacte d'investissement pour le logement social)** : p. 16346

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2019) - **Article 26 (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)** : p. 16621

Seconde partie :

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2019) : p. 16948

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16974 p. 16977

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16985

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 16998 p. 17000 p. 17003

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17051 p. 17052 - **Article additionnel avant l'article 73 A - Amendement n° II-443 (Postes diplomatiques et consulaires - Droits de visa instruits - Augmentation)** : p. 17055 - **Article additionnel avant l'article 73 A - Amendement n° II-131 rectifié bis (Liste des ambassadeurs thématiques - Rapport au Parlement)** : p. 17055 p. 17056

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 9 ter (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »)** : p. 17204 - **Article 14 (Mesures de lutte contre la fraude)** : p. 17214

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24 (Réforme du financement des hôpitaux de proximité)** : p. 17236 p. 17241 - **Article 25 (Réforme du financement de la psychiatrie et évolution du modèle-cible de financement des SSR)** : p. 17247 - **Article 28 (Réforme de la prise en charge des dispositifs médicaux)** : p. 17259 - **Article 29 (Prise en charge et régulation des prix de certains médicaments particuliers)** : p. 17268 - **Article 31 (Transfert du financement de l'ANSP et de l'ANSM vers l'Ondam)** : p. 17275 - **Article 46 (Création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits pesticides)** : p. 17321 - **Article 59 (Ondam et sous-Ondam)** : p. 17342 - **Article 60 (Dotation au Fiva, au Fcaata et transfert au titre de la compensation de la sous-déclaration des AT-MP)** : p. 17343

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17579 p. 17582 p. 17583 p. 17585

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17588 p. 17589

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17600 p. 17601 p. 17603 p. 17605 p. 17607 p. 17610 - **Article additionnel après l'article 76 sexies - Amendement n° II-672 (Écoles françaises à l'étranger - Projets immobiliers - Rapport au Parlement)** : p. 17612

Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - État D

- (2 décembre 2019) : p. 17617 p. 17618

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° II-1062 rectifié ter (Zones franches écologiques - Mise en place - Rapport au Parlement)** : p. 18098 - **Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-1059 (Tourisme - Détaxe - Seuils - Modification)** : p. 18106 - **Article 48 octodécies (nouveau) (art. 27 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 7 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2020 du bénéfice du classement en zones de revitalisation rurale pour des communes qui devaient initialement perdre ce bénéfice au 1er juillet 2020)** : p. 18135 - **Article 49 (art. 244 quater B, 1729 B du code général des impôts - Abaissement du taux forfaitaire des dépenses de fonctionnement prises en compte pour le crédit d'impôt recherche)** : p. 18142 p. 18144 - **Article 50 (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat)** : p. 18156

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-1196 (Plateformes de commerce en ligne - Prélèvement de la TVA à la source par le compteur - Autorisation)** : p. 18242 - **Article 57 (Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme)** : p. 18247 p. 18249 - **Article additionnel après l'article 58 undécies - Amendement n° II-1001 (Réduction d'impôt sur le revenu - Dispositif « Censi-**

Bouvard » - *Prise en compte des modifications apportées aux modalités de reconnaissance des services prestataires par la loi Adaptation de la société au vieillissement (ASV)* : p. 18274 - **Article 59 sexies (nouveau) (art. 302 bis K et 302 bis K bis du code général des impôts - Généralisation des téléprocédures pour les taxes aéronautiques)** : p. 18278 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendements n° II-1000 rectifié et n° II-948 rectifié (Régime juridique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable à certains produits de l'alimentation humaine ou animale - Sécurisation et clarification)** : p. 18299 - **Article 61 (Unification des modalités de déclaration et de recouvrement de certaines impositions indirectes et amendes)** : p. 18302 p. 18303 p. 18306 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-1141 rectifié et n° II-569 (Vente à distance de produits soumis à accises - Simplification des formalités administratives)** : p. 18307 - **Article additionnel après l'article 61 quater - Amendement n° II-944 rectifié (Impact financier de l'abandon du projet Europacity sur l'aménagement du Triangle de Gonesse - Rapport au Parlement)** : p. 18316 - **Article 72 sexies (nouveau) (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Prélèvement sur les recettes des droits de mutation à titre onéreux des départements franciliens au profit de la Société du Grand Paris, SGP)** : p. 18371

- **Suite de la discussion (10 décembre 2019) - Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18383 p. 18384

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] - (12 décembre 2019) - Discussion générale** : p. 21756

- **Rappel au règlement - (17 décembre 2019)** : p. 21768

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)] - (17 décembre 2019) - Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié (Lutte contre les contenus haineux sur internet - Proposition de loi - Champ d'application - Presse - Exclusion)** : p. 21807

GOURAULT (Jacqueline)
ministre de la cohésion des territoires et
des relations avec les collectivités
territoriales

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation [n° 248 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Logement et urbanisme.**

Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 358 (2018-2019)] (27 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 677 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 677 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-770 du 17 juillet 2019 relative à la partie législative du livre VIII du code de la construction et de l'habitation [n° 46 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les bureaux de poste dans les territoires ruraux - (22 janvier 2019)** : p. 145 p. 146

- **Question orale sans débat relative à la proposition de loi sur les chemins ruraux - (22 janvier 2019)** : p. 146

- **Question orale sans débat relative à la circulaire sur le transfert des compétences « eau » et « assainissement » - (22 janvier 2019)** : p. 147

- **Question orale sans débat sur le plan local d'urbanisme et la délivrance d'autorisations d'urbanisme - (22 janvier 2019)** : p. 148

- **Question orale sans débat sur la réforme du statut des élus locaux - (22 janvier 2019)** : p. 148 p. 149

- **Question orale sans débat sur la dotation de solidarité en faveur des collectivités territoriales touchées par des événements climatiques - (22 janvier 2019)** : p. 149 p. 150

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de revitalisation rurale** - (22 janvier 2019) : p. 193
- **Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires [n° 246 (2018-2019)]** - (24 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 291 p. 292 p. 299 - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Répartition des sièges de droit commun au sein des conseils communautaires et métropolitains) : p. 301 p. 302 p. 304 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Accord local de répartition des sièges) : p. 304 p. 305 - **Article 2** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des conseillers municipaux sur les affaires intercommunales) : p. 305 p. 306 p. 308 p. 309 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 309 p. 309 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 310
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la fusion de la métropole d'Aix-Marseille Provence et du département des Bouches-du-Rhône** - (19 février 2019) : p. 2513
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le gazoduc en Corse** - (7 mars 2019) : p. 2875
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les communes nouvelles** - (7 mars 2019) : p. 2880
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inégalités d'accès aux services publics** - (21 mars 2019) : p. 3392
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accès à un internet de qualité** - (26 mars 2019) : p. 3526
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 3845 p. 3846 p. 3847 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3851 - **Question préalable** : p. 3855 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3865 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié** (Rétablissement de la région Alsace - Sortie de la région Grand Est - Consultation locale) : p. 3866 - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3875 p. 3877 p. 3879 p. 3883 p. 3884
- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5061 p. 5062 p. 5064 p. 5066 p. 5067 p. 5069 p. 5070 p. 5072 p. 5073 p. 5075 p. 5076 p. 5077 p. 5078 p. 5079 p. 5080 p. 5083 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 135 rectifié bis** (Département de la Haute-Savoie - Coopération transfrontalière) : p. 5085 - **Article 2** (art. L. 132-1 du code du tourisme et art. L. 3431-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rôle du département d'Alsace en matière de tourisme et de promotion de l'attractivité de son territoire) : p. 5086 p. 5087 - **Article 2 bis (nouveau)** (Expérimentation sur la délégation aux départements de l'octroi d'aides aux entreprises) : p. 5088 - **Article 3** (Transfert au département d'Alsace des routes nationales et autoroutes non concédées) : p. 5090
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5480 p. 5491 p. 5492 p. 5493 p. 5498
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de services au public** - (7 mai 2019) : p. 6180
- **Question orale sans débat sur l'avenir du programme européen de développement de l'économie rurale** - (14 mai 2019) : p. 6324
- **Question orale sans débat sur les établissements à objet social et le recensement des logements sociaux** - (14 mai 2019) : p. 6325
- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements du réseau internet et téléphonique dans l'Aude** - (14 mai 2019) : p. 6326
- **Question orale sans débat sur les enjeux de la mobilité** - (14 mai 2019) : p. 6326
- **Question orale sans débat sur les indemnités de fonction des exécutifs des syndicats intercommunaux et mixtes** - (14 mai 2019) : p. 6327
- **Question orale sans débat sur la réalité d'une réparation promise par le Gouvernement à la ville de Lure** - (14 mai 2019) : p. 6328
- **Question orale sans débat sur l'état de vétusté du parc immobilier de Montréjeau** - (14 mai 2019) : p. 6328 p. 6329
- **Question orale sans débat sur l'hébergement des travailleurs saisonniers** - (14 mai 2019) : p. 6329 p. 6330
- **Question orale sans débat sur le statut des élus locaux** - (14 mai 2019) : p. 6330 p. 6331
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation** - (16 mai 2019) : p. 6531
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de services au public** - (28 mai 2019) : p. 7636 p. 7637
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan France très haut débit** - (6 juin 2019) : p. 8070
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12214 p. 12215 p. 12217 p. 12218 p. 12219 - **Article 3** (Transfert à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'eurométropole de Strasbourg des routes nationales et des autoroutes non concédées) : p. 12239
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agenda rural** - (2 octobre 2019) : p. 12754
- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12843 p. 12844 p. 12859
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (9 octobre 2019) : p. 12930
- **Question orale sans débat sur le transfert de la compétence voirie aux communes des Bouches-du-Rhône** - (15 octobre 2019) : p. 13146
- **Question orale sans débat sur les contraintes liées à l'application du règlement départemental de défense incendie et secours** - (15 octobre 2019) : p. 13147
- **Question orale sans débat sur la réglementation relative aux dépôts de cerueils dans des dépositoires** - (15 octobre 2019) : p. 13148
- **Question orale sans débat sur le devenir de la taxe d'aménagement lors d'un passage de communauté d'agglomération en communauté urbaine** - (15 octobre 2019) : p. 13149
- **Question orale sans débat sur la présence des services publics dans l'Eure** - (15 octobre 2019) : p. 13150
- **Question orale sans débat sur les problèmes de constructibilité dans les zones rurales à faible densité de population** - (15 octobre 2019) : p. 13151
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autonomie financière de plus en plus restreinte des conseils départementaux** - (23 octobre 2019) : p. 14438

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le congrès des départements de France** - (23 octobre 2019) : p. 14441 p. 14442

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la non-reconduction des prêts à taux zéro sur les logements neufs en zones B2 et rurale** - (23 octobre 2019) : p. 14443

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des départements** - (13 novembre 2019) : p. 15185

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'engagement et la proximité** - (20 novembre 2019) : p. 15868 p. 15869

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (20 novembre 2019) : p. 15879

- **Question orale sans débat sur la couverture de la Sarthe en téléphonie mobile** - (3 décembre 2019) : p. 17689

- **Question orale sans débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (3 décembre 2019) : p. 17690

- **Question orale sans débat sur la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations** - (3 décembre 2019) : p. 17691

- **Question orale sans débat sur le retraitement des dépenses d'éducation du département d'Ille-et-Vilaine** - (3 décembre 2019) : p. 17692

- **Question orale sans débat relative à l'annulation du décret sur les unités touristiques nouvelles** - (3 décembre 2019) : p. 17693

- **Question orale sans débat sur le plan d'urgence pour l'hébergement** - (3 décembre 2019) : p. 17694

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17797 p. 17800 p. 17808 p. 17809 p. 17810

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17810 p. 17811 p. 17812 p. 17816 p. 17820 p. 17821 p. 17822 - **Article additionnel après l'article 77 - Amendement n° II-553 rectifié bis** (*Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) - Rééquilibrage*) : p. 17823 - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17830 p. 17831 p. 17832 p. 17833 p. 17836 p. 17837 p. 17838 p. 17839 p. 17840 p. 17841 p. 17842 p. 17844 p. 17846 p. 17848 p. 17849 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-530 rectifié** (*Logements sociaux - Définition - Loi SRU - DSU - Harmonisation*) : p. 17850 p. 17851 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-70 rectifié bis, n° II-262 rectifié quater, n° II-285 rectifié quinquies, n° II-333 rectifié bis, n° II-372 rectifié bis, n° II-410 rectifié bis et n° II-634 rectifié** (*Dotation de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de la population - Suppression*) : p. 17852 - **Article 78 ter (nouveau)** (*Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité*) : p. 17853 p. 17854 p. 17856 p. 17857 - **Article 78 quater (nouveau)** (*Extension pour 2020 de la garantie dérogatoire accordée au titre d'une perte de l'éligibilité au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC*) : p. 17858 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendements n° II-709 rectifié et n° II-710 rectifié** (*Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) - Potentiel fiscal - Montant - Minoration*) : p. 17859 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-711 rectifié** (*FPIC - Montant - Diminution*) : p. 17860 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendements n° II-71 rectifié ter, n° II-411 rectifié**

bis et n° II-635 rectifié (*Potentiel financier agrégé (PFIA) - Prélèvement - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Déduction*) : p. 17860 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-371 rectifié bis** (*Communes touristiques - Calcul de la DGF - Nombre d'habitants par résidence secondaire - Majoration*) : p. 17861 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-429 rectifié bis** (*Petites communes à dimension touristique - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modulation*) : p. 17861 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-693** (*Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Outre-mer*) : p. 17862 - **Article 78 quinquies (nouveau)** (*Augmentation des montants alloués au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France, FSRIF*) : p. 17864 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-510 rectifié** (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France (FSRIF) - Prélèvement - Plafonnement - Modification*) : p. 17864 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-508** (*Dispositifs de péréquation - Information du contribuable*) : p. 17865 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendements n° II-42 rectifié, n° II-537 rectifié et n° II-544** (*Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Mise en place - Bilan - Rapport au Parlement*) : p. 17866 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-390 rectifié bis** (*Réforme de la fiscalité locale - Répartition des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Rapport au Parlement*) : p. 17867 - **Article 78 sexies (nouveau)** (*Fusion des trois fonds de péréquation départementaux*) : p. 17870 p. 17871 - **Article additionnel après l'article 78 sexies - Amendements n° II-365 rectifié bis et n° II-366 rectifié bis** (*Amendement n° II-365 rectifié bis : Établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre - Financement par des fonds de concours - Possibilité et amendement n° II-366 rectifié bis : Ensemble des syndicats communaux - Fonds de concours - Possibilité de recours*) : p. 17872 - **Article additionnel après l'article 78 sexies - Amendement n° II-507** (*Collectivités territoriales - Fonds de concours - Possibilité de création*) : p. 17873 - **Article 78 septies (nouveau)** (*Évolution des règles applicables à la dotation de solidarité communautaire, DSC*) : p. 17874 p. 17875 - **Article 78 octies (nouveau)** (*Prolongation en 2020 du report du transfert de la dotation d'intercommunalité des établissements publics territoriaux à la métropole du Grand Paris et suspension du versement de la dotation de soutien à l'investissement territorial*) : p. 17876 - **Article 78 nonies (nouveau)** (*Stabilisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux en 2020*) : p. 17877 p. 17878 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-324** (*Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Attribution de subvention - Consultation des présidents de conseils départementaux - Information du public*) : p. 17880 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-328** (*Dotation de soutien à l'investissement des départements - Code général des collectivités territoriales - Modification*) : p. 17880 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-458 rectifié bis** (*Dotation d'équipement des territoires ruraux - Fonctionnement - Transparence - Amélioration*) : p. 17883 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-327** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Instance de suivi - Création*) : p. 17885 p. 17886 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendements n° II-416 rectifié bis et n° II-431 rectifié bis** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Projets touristiques - Priorités d'investissement*) : p. 17887 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-543** (*Dotation politique de la ville (DPV) - Éligibilité - Quatrième critère - Instauration*) : p. 17888 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-325** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Respect du « contrat de Cahors » - Encadrement du bonus*) : p. 17889 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-625 rectifié ter** (*Collectivités membres d'un EPTB ou d'un EPAGE - Contributions versées pour financer des investissements dans le*

grand cycle de l'eau - Section d'investissement - Imputation : p. 17889 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-730** (Communes de moins de 3 500 habitants - Protection fonctionnelle pour les maires - Contrat d'assurances - Compensation des charges) : p. 17890 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-630**

(Communes d'outre-mer - Refonte de la fiscalité locale - Conséquences - Rapport au Parlement) : p. 17890

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UC, puis NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 10 juillet 2019 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 9 juillet 2019.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre le 14 novembre 2019 ; puis vice-présidente le 26 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur et ancien directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (CAMO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux et perspectives de la reconstruction de l'Irak - Audition de Mme

Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et du monde arabe.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Réforme de l'OMC - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Jordanie, clé de voûte de la stabilité d'un Moyen-Orient en crise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République française de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Saurat, secrétaire générale pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le nord-est syrien - Audition de S.E. M. Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak et en Syrie - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre,

secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Mohammed Sifaoui, journaliste, écrivain et réalisateur.

Audition de MM. Emmanuel Razavi, fondateur et directeur de GlobalGeoNews, et Alexandre del Valle, géopolitologue, consultant et essayiste.

Réunion du mardi 17 décembre 2019 (*commission d'enquête Combattre la radicalisation islamiste*) : Audition de M. Bernard Rougier, professeur à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 249 p. 250 p. 251 p. 253 p. 255 p. 256 p. 257 p. 260 - **Article unique** : p. 263 p. 265

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié (Loi « Egalim » - Adaptations)** : p. 486 p. 487 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater (Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation)** : p. 495

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2769 p. 2772 p. 2773 p. 2774

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2948
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3263 p. 3271 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 391 rectifié ter** (*Projet d'aménagement des voies d'accès de l'axe ferroviaire de liaison européenne Lyon-Turin entre Lyon et la section transfrontalière du tunnel - Rapport au Parlement*) : p. 3287 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (*Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création*) : p. 3300
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux violences sur les Champs-Élysées** - (21 mars 2019) : p. 3388
- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5015 - **Article 2** (*art. 2 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires et art. 1er de la proposition de loi n° 231 de M. Gilbert Bouchet et de plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée*) : p. 5023 p. 5024 - **Article 3** (*art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - Étiquetage des miels*) : p. 5029 p. 5033 p. 5035 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 29 rectifié** (*Produits agricoles et élémentaires transformés - Mention du pays d'origine sur l'étiquette*) : p. 5035 p. 5036
- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (11 avril 2019) - **Article 2 bis C** (*art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets*) : p. 5569
- **Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 476 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6160 p. 6161 p. 6162
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (*Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales*) : p. 6380
- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 422 rectifié** (*Semaine de la citoyenneté - Introduction*) : p. 6433 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6452
- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 4 bis** (*Délivrance, à titre dérogatoire et pour les seules années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, de l'instruction obligatoire dans les jardins d'enfants*) : p. 6545 - **Article 5** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille*) : p. 6551
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 bis** (*art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7822 - **Article 2 ter** (*art. L. 4131-6 du code de la santé publique - Élargissement aux spécialités autres que la médecine générale de la possibilité d'effectuer leurs stages de troisième cycle auprès de praticiens agréés*) : p. 7832
- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8043 p. 8047
- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9163 - **Article 1er** (*art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales*) : p. 9179 - **Article 3** (*art. L. 2123-12, art. L. 2123-12-1 A [nouveau] et art. L. 2123-14 du code général des collectivités territoriales - Formation des élus locaux à leur mandat*) : p. 9192
- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 5** (*art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote*) : p. 9767
- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10837 p. 10840 p. 10843
- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 3 bis** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA*) : p. 10941
- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11076
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la liberté de la presse** - (23 juillet 2019) : p. 12230 p. 12231
- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12890 p. 12892 p. 12894 p. 12896
- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter** (*Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique*) : p. 13195 - **Article 11 bis (nouveau)** (*art. 43 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Possibilité pour tout citoyen de représenter les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions au sein des comités syndicaux*) : p. 13200 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13221
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13527
- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs**

organisateurs [n° 71 (2019-2020)] - (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13560

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs))** : p. 14685

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Article 2 (Fonds départementaux de compensation)** : p. 14854 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14857

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8 (Ajustement du calcul des allègements généraux)** : p. 15198 p. 15200 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié (Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale)** : p. 15208 p. 15209

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15812 p. 15813

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 26 (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)** : p. 16615 p. 16620

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16860 p. 16861

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17818 p. 17820

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à revenir sur le transfert obligatoire de la compétence voirie des communes vers la métropole d'Aix-Marseille-Provence [n° 704 (2018-2019)] (5 août 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 142 tome 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de la décision (UE, Euratom) 2018-994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76-787-CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 et n° 10 rectifié bis** (*Huissiers de justice - Accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles d'habitation*) : p. 225 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 226

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (*art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans*) : p. 422

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 21** (*Monde associatif - Dirigeant bénévole - Responsabilité pénale*) : p. 2777 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 23** (*Associations - Souscription pour le règlement de dommages-intérêts*) : p. 2777 p. 2778 - **Article 1er bis A (nouveau)** : p. 2779 - **Article additionnel après l'article 1er bis -**

Amendement n° 20 rectifié (*Demandeur d'emploi - Bénévolat dans une association ex-employeur - Autorisation*) : p. 2782 - **Article 2** (*art. L. 312-15, L. 371-1, L. 373-1 et L. 374-1 du code de l'éducation - Sensibilisation des élèves à la vie associative et promotion des liens entre associations et établissements scolaires*) : p. 2785 - **Article 5 (nouveau)** (*art. 6 bis [nouveau] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et article 79-V [nouveau] du code civil applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) : p. 2788

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-1 et article L. 142-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER pour les activités conchylicoles*) : p. 2799

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2885 p. 2892 - **Article 1er** (*Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes*) : p. 2899 p. 2900

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2910 - **Article 1er** (*Usage des lanceurs de balles de défense - Interdiction*) : p. 2915 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Règles de dispersion des attroupements - Obligation d'information par les organisateurs*) : p. 2915

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2937 - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-2 du code de la sécurité intérieure - Modalités de déclaration d'une manifestation*) : p. 2967 p. 2968 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 78-2-5 [nouveau] du code de procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique*) : p. 2970 p. 2971

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3245

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3266 p. 3268 p. 3269 p. 3270 p. 3272

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 573 rectifié, n° 21 rectifié bis et n° 704 rectifié bis** (*Forfait de post-stationnement - Transmission de l'avis de paiement au conducteur*) : p. 3517 p. 3518 - **Article 22** (*art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares*) : p. 3575 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (*Usage du vélo - Enseignement obligatoire*) : p. 3578

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 70 rectifié sexies**, (*Bacs fluviaux - Obligations maritimes*) : p. 3735 p. 3736 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 315** (*Durée de concession autoroutière - Possibilité d'allongement*) : p. 3780

p. 3781 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 572 rectifié ter** (Hiérarchisation des voiries) : p. 3781 p. 3782 - **Article 46** (art. L. 2122-2 du code des transports - Exclusion de certaines portions du réseau ferroviaire du champ d'application des règles de gestion des installations de service) : p. 3796 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 211 rectifié bis, n° 275 rectifié bis, n° 310 rectifié ter, n° 449 rectifié, n° 868 rectifié bis, n° 944 et n° 1002 rectifié bis** (Lignes d'intérêt local ou régional à faible trafic du réseau ferré national - Transfert de gestion) : p. 3798

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié** (Produits équitables - Critères de définition) : p. 5024 - **Article 3** (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - **Étiquetage des miels**) : p. 5027 p. 5028 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1 rectifié** (Matières d'origine végétale - Utilisation de certaines dénominations commerciales associées aux produits d'origine animale - Interdiction) : p. 5039 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié** (Vins mis en vente sous forme de bouteille, pichet ou de verre - Indication lisible de la provenance) : p. 5040 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 4 rectifié** (Mention « sans glyphosate ») : p. 5041 p. 5042

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Question préalable** : p. 5421

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - **Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse**) : p. 5503

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (École de la confiance) : p. 6363 p. 6365 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales) : p. 6379 - **Article 1er bis C** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - **Droit de vivre une scolarité sans harcèlement scolaire**) : p. 6407 p. 6408 - **Article 1er bis EA (nouveau)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - **Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire**) : p. 6411 p. 6412

- **Suite de la discussion** (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis F - Amendement n° 41 rectifié** (Nouveaux programmes d'histoire du lycée - Enseignement de la défense - Travail de mémoire) : p. 6432 - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendements n° 416 rectifié bis, n° 116 rectifié ter et n° 117 rectifié ter** (Programmes scolaires de l'éducation physique et sportive - Minimum d'activités physiques et sportives journalières) : p. 6459 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code de l'éducation - **Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction**) : p. 6462 p. 6464 - **Article 3 bis** (art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - **Obligation de formation de seize à dix-huit ans**) : p. 6491 p. 6492 p. 6493 - **Article 4** (Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire) : p. 6498 p. 6499

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - **Principe de gratuité des fonctions**

électives locales) : p. 9179 - **Article 2** (art. L. 3142-79 et art. L. 3142-88-1 et L. 3142-88-2 [nouveaux] du code du travail - **Disponibilité des candidats et des élus salariés ou agents publics**) : p. 9188

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 juin 2019) : p. 9686

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 21** (Propagande électorale - Utilisation des couleurs bleu, blanc, rouge) : p. 9760 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 33 rectifié** (Distribution de la propagande électorale - Acheminement - Remboursement) : p. 9762 p. 9763 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 32 rectifié** (Affichage électoral sauvage - Sanction - Non-remboursement des frais d'impression - Interdiction) : p. 9770 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 31 rectifié** (Titre de la liste électorale) : p. 9771 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 30 rectifié** (Communes de plus de 1 000 habitants - Candidats ressortissants des États membres de l'Union européenne - Absence de mention de la nationalité sur les bulletins de vote - Non remboursement des frais d'impression) : p. 9771

- **Proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 445 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié** (Élections municipales - Bulletin de vote - Absence de mention de la nationalité des candidats européens - Absence de nullité) : p. 9776

- **Rappel au règlement** - (3 juillet 2019) : p. 10772

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - **Délai de paiement des subventions accordées aux associations**) : p. 10931 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 2 rectifié** (Don sur les successions - Allongement du délai) : p. 10931 p. 10932

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - **Élargissement de la répression du délit d'entrave**) : p. 13726

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - **Pacte de gouvernance - Conférence des maires**) : p. 12880 p. 12884 p. 12886 p. 12889 p. 12900

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12952

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (9 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - **Pacte de gouvernance - Conférence des maires**) : p. 12964 p. 12966 p. 12967 p. 12969 p. 12972 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67** (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Mutualisation des services - Point d'information annuel) : p. 12976 p. 12977 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - **Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI**) : p. 12983

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 2** (art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral, art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - **Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du**

maire) : p. 13021 p. 13022 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L. 237-1 du code électoral - Suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et l'exercice d'un emploi salarié au sein d'une commune membre) : p. 13026 p. 13027 - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 54 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Abrogation des dispositions prévoyant l'élection des conseillers métropolitains au suffrage universel direct) : p. 13028 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13041 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 31** (EPCI - Rapport annuel d'activité - Détail des actions par commune) : p. 13052 p. 13053 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 30** (Organisation des conseils municipaux - Simplification) : p. 13053 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 106** (EPCI - Habitants - Modalités d'information et de participation) : p. 13054 - **Article 5** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13072 p. 13073 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal) : p. 13093 p. 13094 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation à la voirie d'intérêt communautaire ou métropolitain du transfert des compétences afférentes dans les communautés urbaines et les métropoles) : p. 13104

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 11** (art. L. 5211-39-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Information des communes sur les conséquences financières d'une modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale) : p. 13163 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 38** (Adjoint au maire - Décision de maintien - Scrutin secret) : p. 13171 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13223

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 482, n° 630 et n° 812 rectifié bis** (Collecte des déchets ménagers - Transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité) : p. 13315

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 114 et n° 248 rectifié bis** (Établissements sociaux et médicosociaux - Gestion par les SIVU et SIVOM - Opportunité - Rapport au Parlement) : p. 13376 p. 13377 - **Article 18** (art. L. 1111-10 et L. 3232-1-2, art. L. 3231-2 et L. 3231-3 [rétablis] du code général des collectivités territoriales - Compétences économiques des départements) : p. 13381 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 45 rectifié bis** (Promotion pour le compte de collectivités territoriales - Recours aux influenceurs - Encadrement) : p. 13382 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13420 p. 13425 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 46** (Dépenses de communication des collectivités - État récapitulatif annexé au compte administratif) : p. 13425 p. 13426 - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 1112-24, L. 1823-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales et L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie [nouveau] - Création d'un cadre juridique propre à la médiation territoriale) : p. 13427 p. 13428 - **Article 24** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Extension à toutes les opérations

d'investissement du bloc communal de la faculté pour le préfet d'accorder une dérogation à la participation financière minimale du maître d'ouvrage) : p. 13428 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendements n° 895, n° 791 et n° 47 rectifié bis** (Création d'un véritable statut de l'élu territorial et suppression du caractère bénévole des fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal) : p. 13434 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13453 p. 13454 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 109** (Ecrêtement du montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un élu - Reversement à la personne publique au budget le plus faible) : p. 13466 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 110** (Conseils régionaux - Indemnisation des présidents de commission - Autorisation) : p. 13467 - **Article 31** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 613-5 du code de l'éducation - Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les dispositifs de formation des élus locaux - Participation du CNFPT à la formation des élus locaux - Validation des acquis de l'expérience) : p. 13482 p. 13483 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 798, n° 238 rectifié bis, n° 799 rectifié, n° 61 rectifié, n° 148 rectifié quinquies, n° 281 rectifié quinquies, n° 420 rectifié et n° 239 rectifié bis** (Formation des élus locaux - Amélioration - Extension à tous les élus) : p. 13485 p. 13486 - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition) : p. 13495 - **Article 32** (art. L. 12-1 et L. 18-1 [nouveaux], L. 71, L. 72, L. 79 à L. 82 [nouveaux], L. 387, L. 388 et L. 388-1 [nouveau] du code électoral ; art. 30 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Simplification du vote par procuration - Droit de vote des personnes détenues) : p. 13499 p. 13500

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (Rassemblements - Pouvoirs du maire - Élargissement - Récupération des frais de services d'ordre) : p. 13553 p. 13554 p. 13555

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 6 rectifié sexies et 12** (Changement d'assurance emprunteur - Acceptation tacite par le prêteur - Délai de dix jours ouvrés) : p. 14481 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié** (Contrat d'assurance - Remboursement du prêt - Présentation distincte dans l'offre) : p. 14481 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (Changement d'assureur - Refus - Obligation de présenter l'intégralité des motifs) : p. 14482

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 18 rectifié bis** (Menace de mariage forcé - Ordonnance de protection - Délivrance en urgence) : p. 14946 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 48 rectifié** (Parent condamné pour homicide volontaire sur l'autre parent - Obligation alimentaire pour les enfants - Décharge) : p. 14950 - **Article 5** (art. 15-3-1 du code de procédure pénale - Information de la victime au moment du dépôt de plainte) : p. 14956 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 45 rectifié** (Intimidation en vue d'éviter le dépôt d'une plainte - Peines encourues - Aggravation) : p. 14957 - **Article 7 ter (supprimé)** (art. L. 441-2-2 du code de la construction et de l'habitation - Attribution en urgence par le préfet d'un logement de droit commun pris sur le contingent de logements réservés de l'État aux femmes victimes de violences) : p. 14959 - **Article additionnel après l'article 10 B -**

Amendement n° 49 rectifié bis (*Violences conjugales - Suicide forcé - Circonstance aggravante*) : p. 14961 p. 14962

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p.15839

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16837 p. 16838

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2019) : p. 17027

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17579

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17592

GRÉAUME (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 24 janvier 2019.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 23 janvier 2019.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)] (16 janvier 2019) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)] (12 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à clarifier les modalités de fonctionnement et de rétribution de la haute administration publique de l'État [n° 353 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Fonction publique - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir la justice fiscale en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 355 (2018-2019)] (22 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de cyanure dans l'exploitation minière aurifère et argentifère [n° 374 (2018-2019)] (11 mars 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique [n° 553 (2018-2019)] (6 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité [n° 688 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à allonger le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse [n° 702 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)] (11 septembre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux [n° 24 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement, sur l'application du principe « 2 normes retirées pour 1 norme créée ».

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction

mammaire en cas de mastectomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfonds et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur la stratégie thérapeutique face à la borréliose de Lyme : Professeur Christian Perronne, Docteur Raouf Ghozzi, Docteur Pierre Tattevin, Mme Sarah Bonnet, Professeur Olivier Lesens et Professeur Yves Hansmann.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition de Mme Catherine de Salins, candidate à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Antoine Lefèvre et Mme Patricia Schillinger « Mieux associer les élus municipaux à la gouvernance des intercommunalités : valoriser les bonnes pratiques ».

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur les cotisations sociales des travailleurs indépendants et la gouvernance de leur protection sociale.

Audition commune sur l'intégration du régime social des indépendants au sein du régime général de la sécurité sociale.

Réunion du lundi 17 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion plénière « hors les murs » à Mâcon.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de MM. Jean-Claude Barboul, président, et François-Xavier Selleret, directeur général de l'Agirc-Arrco.

Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, MM. Éric Le Jaouen, premier vice-président, Vincent Destival, directeur général, et Pierre Cavard, directeur des études et analyses de l'Unédic.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Financement public des opérateurs de l'hébergement d'urgence - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne-Claire Rafflegeau, porte-parole du collectif inter-urgences.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) - Examen du rapport d'information.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1 et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 404 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 431 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 459
- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 919 - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-197-1 du code de commerce - Déplacement des attributions d'actions gratuites à capital constant) : p. 926 p. 927
- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Article 36** (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction) : p. 1190 - **Article 51 ter (Visiteurs en détention - Palpations systématiques)** : p. 1223
- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux [n° 311 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2662
- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Évaluation et contrôle parlementaires des mesures de contrôle judiciaire et d'interdiction administrative de manifester) : p. 2982
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3208
- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 126 (Infrastructures de transport - Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les transactions financières)** : p. 3292 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3328
- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3375
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (26 mars 2019) : p. 3528
- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5047
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 5074
- **Question orale sans débat sur le procès pénal de l'amiante** - (9 avril 2019) : p. 5398
- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance) : p. 5988
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article 3** (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6483 - **Article 3 bis** (art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans) : p. 6492
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 293 (Équilibre entre efficacité économique, qualité de soins et qualité de vie au travail - Concertation nationale)** : p. 7708 - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maternité, odontologie et pharmacie) : p. 7711 p. 7721
- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7805 p. 7806 p. 7815 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7818 - **Article 4** (art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Renovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP) : p. 7842 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422,**

n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7863 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales incitative à l'installation rapide des jeunes médecins) : p. 7874

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 6** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers) : p. 7933 p. 7937 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7957 p. 7959 - **Article 7 bis** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre) : p. 7987 - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8017

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8037 p. 8047 p. 8049 - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8081 - **Article 10 ter (supprimé)** (art. L. 6143-5 du code de la santé publique - Participation des parlementaires au conseil de surveillance d'un établissement public de santé) : p. 8092 - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé) : p. 8102 - **Article 12 quinquies** (art. L. 1111-15 et L. 1111-18 du code de la santé publique, et art. L. 4624-8 du code du travail - Accès au dossier médical partagé par les professionnels de la santé du travail) : p. 8123 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 331 et n° 519** (Dépassement d'honoraires des professionnels de santé libéraux - Encadrement) : p. 8139

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19 bis A (supprimé)** (art. L. 1432-3 du code de la santé publique - Participation de parlementaires au conseil de surveillance des ARS) : p. 8179 - **Article 21** (art. L. 4111-2, L. 4221-12 et L. 6152-1 du code de la santé publique, art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Mesures relatives aux praticiens à diplôme hors Union Européenne) : p. 8197 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 628 rectifié** (IVG (Interruption volontaire de grossesse) - Délai) : p. 8223

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Article 1er** (art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales) : p. 9177 p. 9179 p. 9183 - **Article 2** (art. L. 3142-79 et art. L. 3142-88-1 et L. 3142-88-2 [nouveaux] du code du travail - Disponibilité des candidats et des élus salariés ou agents publics) : p. 9186

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8** (art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission) : p. 9282 - **Article 14** (art. 31 bis [abrogé], 32, 33, 34 [abrogé], 35, 35 bis [nouveau], 36, 37, 38, 38 bis [nouveau], 39, 40 [abrogé] et 41 [abrogé] du Règlement - Tenue des séances : temps de parole en séance publique ; publicité des débats et jours de séance chaque semaine ; comité secret ; prérogatives du président de séance ; lecture de l'ordre du jour de la prochaine séance ; demandes de congé ; rapport

préalable réalisé par une commission ; collaborateurs au banc ; déclarations du Gouvernement) : p. 9289

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 217 rectifié** (Textes relatifs à la fonction publique - Meilleures informations parlementaires) : p. 9342

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9428 - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1432-11 du code de la santé publique - Création d'un comité d'agence et des conditions de travail au sein des agences régionales de santé) : p. 9436 - **Article 4** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14 et 14 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 28 et 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 20-1, 21, 46, 87 et 119 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Réorganisation des commissions administratives paritaires) : p. 9444 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 228** (Entraves aux instances de représentation du personnel - Régime de sanction - Mise en œuvre) : p. 9455 - **Article 6** (art. 6 bis A [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Publicité des créations et vacances d'emplois dans la fonction publique de l'État) : p. 9457 - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9476 - **Article 10** (art. 3-3, 25 et 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Élargissement du recours au contrat dans la fonction publique territoriale - Assouplissement des conditions d'emploi de fonctionnaires territoriaux à temps partiel) : p. 9503

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 18** (art. 7-1 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Suppression des dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale) : p. 9737 - **Article 19** (art. 12, 12-4, 14, 15, 18-3 [nouveau] et 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Rapport annuel et organisation territoriale du Centre national de la fonction publique territoriale - Compétences et organisation des centres de gestion) : p. 9746

- **Question orale sans débat sur les agressions de sapeurs-pompiers** - (2 juillet 2019) : p. 10654

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 2** (Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques) : p. 12448

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2

[nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12879 p. 12885 p. 12915

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) : p. 12964 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 754** (EPCI à fiscalité propre - Possibilité de recours au référendum local) : p. 12977

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 3** (art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions) : p. 13029 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13040 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 803** (Élus municipaux - Droit à l'information - Élargissement) : p. 13049 - **Article 5** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13074 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13081 - **Article 7** (art. L. 151-3, L. 153-15, L. 153-21, L. 153-27, L. 153-45, et L. 153-47 du code de l'urbanisme - Renforcement du rôle des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal) : p. 13092 p. 13097 p. 13098

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 650 et n° 770 rectifié** (Élections municipales - Scrutin proportionnel - Seuil - Abaissement) : p. 13187 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression) : p. 13191 - **Article 12** (art. L. 123-4 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation - Renforcement des prérogatives de police spéciale du maire pour les immeubles et installations à risques) : p. 13239 p. 13240

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article 14** (art. L. 481-1, L. 481-2 et L. 481-3 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mesures administratives renforçant l'application du droit de l'urbanisme) : p. 13293 - **Article 15** (art. L. 2212-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Attribution au maire du pouvoir de dresser des amendes administratives) : p. 13302

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 784 rectifié bis, n° 533 rectifié bis, n° 132 rectifié bis, n° 208 rectifié ter, n° 218 rectifié bis, n° 662 et n° 505 rectifié ter** (Création d'une commune nouvelle - Référendum préalable obligatoire) : p. 13384 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la publicité des actes des collectivités territoriales, leur entrée en vigueur, leur conservation et le point de départ du délai de recours contentieux) : p. 13412 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13417 - **Article 26 ter (nouveau)** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - Augmentation des crédits d'heures à la disposition des élus locaux) : p. 13446 - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation) : p. 13452

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 15145 - **Article 4** (Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde médicaments pour 2019) : p. 15149

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales) : p. 15154

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15194 p. 15199 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 592** (Taxation des retraites chapeau les plus importantes - Augmentation) : p. 15206 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression) : p. 15213 p. 15215 p. 15216 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 337 rectifié quater** (Remboursement accru des frais de transport publics à leurs salariés par les employeurs - Autorisation) : p. 15220 - **Article 9** (Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique) : p. 15237 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 596** (Pensions de retraite et d'invalidité - Augmentation du taux de la CSG - Suppression) : p. 15243 p. 15244 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 79 rectifié ter, n° 837 rectifié bis et n° 354 rectifié** (Retraités - Hausse du taux de CSG - Suppression) : p. 15246

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 653 rectifié bis et n° 839 rectifié ter** (Entreprises présentant une sinistralité anormalement élevée - Taux de cotisations auprès de la branche AT-MP - Relèvement) : p. 15295 p. 15296 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 232 rectifié bis** (Pratique sportive en entreprise - Avantages fournis par l'employeur - Absence d'avantages en nature) : p. 15301 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 704 rectifié** (ASPA - Remboursement sur succession - Suppression) : p. 15301 - **Article 13** (Simplifications pour les cotisants et renforcement de la sécurité juridique) : p. 15320 - **Article 14** (Mesures de lutte contre la fraude) : p. 15323

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15811 p. 15812 p. 15813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (Validité de la carte vitale - Validité des droits de son porteur - Correspondance) : p. 15823

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Solidarités, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2019) : p. 17107

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17178

Deuxième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 3** (Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours) : p. 17191

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 17200 - **Article 13** (*Simplifications pour les cotisants et renforcement de la sécurité juridique*) : p. 17213 - **Article 15** (*Clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2020*) : p. 17216 - **Article 18** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionnées à l'annexe 5*) : p. 17223

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24** (*Réforme du financement des hôpitaux de proximité*) : p. 17236 p. 17237 - **Article 25** (*Réforme du financement de la psychiatrie et évolution du modèle-cible de financement des SSR*) : p. 17246 - **Article 28** (*Réforme de la prise en charge des dispositifs médicaux*) : p. 17260 - **Article 31** (*Transfert du financement de l'ANSP et de l'ANSM vers l'Ondam*) : p. 17274 - **Article 33** (*Prise en charge*

intégrale des frais liés à la contraception pour l'ensemble des mineures) : p. 17278 - **Article 38** (*Financement par la CNSA des établissements à l'étranger accueillant des adultes handicapés français*) : p. 17292 - **Article 41** (*Simplification des certificats médicaux de non contre-indication au sport*) : p. 17297 p. 17298 - **Article 45** (*Indemnisation du congé proche aidant*) : p. 17313 - **Article 48** (*Création du service public de versement des pensions alimentaires*) : p. 17325 - **Article 53** (*Simplification de la transition vers la retraite des bénéficiaires des minima sociaux, AAH et RSA*) : p. 17331 - **Article 56** (*Assouplissement des conditions de recours au travail aménagé ou à temps partiel et évolution des modalités de versement des indemnités journalières*) : p. 17337

GRELET-CERTENAIS (Nadine)
sénatrice (Sarthe)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission

(article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne-Claire Raffleau, porte-parole du collectif inter-urgences.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thomas Wanecq, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directeur général de la Haute Autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 91

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décret relatif aux droits et aux obligations des demandeurs d'emploi** - (17 janvier 2019) : p. 108

- **Question orale sans débat sur les soins bucco-dentaires des handicapés dans la Sarthe** - (12 février 2019) : p. 1092 p. 1093

- **Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 319 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2731

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Deuxième lecture [n° 362 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3050

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article 22** (*art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares*) : p. 3568

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28 ter (nouveau)** (*art. L. 571-10-2 [nouveau] du code de l'environnement - Évaluation des nuisances sonores ferroviaires*) : p. 3669

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7811

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7** (*art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la*

santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7958

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé) : p. 8104 p. 8105 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 707** (Données de santé à caractère personnel - Sécurisation et interdiction de la commercialisation) : p. 8106 p. 8107 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 708** (Opérateurs de prises de rendez-vous médicaux en ligne - Référencement des professionnels de santé) : p. 8109 - **Article 12** (art. L. 1111-13, L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Ouverture d'un espace numérique de santé pour chaque usager) : p. 8115 p. 8117 p. 8118 p. 8120 - **Article 12 quater** (art. L. 1111-14 et L. 1111-21 du code de la santé publique - Ouverture automatique du dossier médical partagé pour les personnes nées à compter du 1er janvier 2021) :

p. 8122 - **Article 13** (art. L. 6316-1 et L. 6316 2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-14-1, L. 162-15-15 [nouveau], L. 162-16-1 et L. 162-16-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Définition du télésoin) : p. 8130 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 737 et n° 526 rectifié bis** (Médiation numérique en santé) : p. 8131

- **Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11266

- **Débat sur l'intelligence artificielle** - (2 octobre 2019) : p. 12788

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des services d'urgence** - (9 octobre 2019) : p. 12932

- **Question orale sans débat relative à la situation critique du centre d'action médico-social précoce du Mans** - (12 novembre 2019) : p. 15085 p. 15086

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15815

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Vosges.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France le 22 mai 2019 ; puis vice-président du 28 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] - PAC : arrêter l'engrenage conduisant à sa déconstruction d'ici 2027 [n° 317 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 169 (2018-2019)] pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 327 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 316 (2018-2019)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 378 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 622 (2018-2019)] - Rapport [n° 657 tome 1 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 699 (2018-2019)] (25 juillet 2019) - **Énergie - Environnement - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Loi Egalim un an après : le compte n'y est pas [n° 89 (2019-2020)] (30 octobre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Écologie, développement et mobilité durables (Énergie) [n° 141 tome 2 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Énergie - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de M. Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint de la FNSEA, Mme Véronique Le Floc'h, secrétaire générale de la Coordination rurale, MM. Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et Baptiste Gatouillat, vice-président de Jeunes agriculteurs.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Robert Vautard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement - Institut Pierre-Simon Laplace des sciences de l'environnement (LSCE-IPSL).

(*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquialt, directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Stéphane Pénet, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

(*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creysel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunelé, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Action récente de l'Autorité de la concurrence notamment à l'égard des problématiques du numérique et de la distribution - Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Situation d'Orano et avenir de l'énergie nucléaire - Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'Orano.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition commune de MM. Jean-Louis Fenart, président de la Coordination rurale du Pas-de-Calais, Baptiste Gatouillat, vice-président des Jeunes Agriculteurs, et Joël Limouzin, vice-président de la FNSEA, et de Mme Cécile Muret, secrétaire nationale de la Confédération paysanne.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : La 5G et les travaux récents de l'Arcep - Audition de M. Sébastien Soriano, président, et de Mme Joëlle Cottenye, membre du collège de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur, autour de MM. Pedro Novo, directeur exécutif en charge des activités export de Bpifrance, Pierre Goguet, président de CCI France et Henri Baïssas, directeur général délégué Réseau France de Business France.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

(*commission des affaires économiques*) : Place de l'agriculture française dans le monde - Présentation du rapport d'information du groupe d'études « Agriculture et alimentation ».

Présentation du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 ».

(*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde dans le cadre du suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation et perspectives de l'Office national des forêts - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail relatif aux conséquences économiques des violences commises en marge des manifestations des gilets jaunes - Présentation du rapport d'information.

Table ronde sur la refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur.

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*commission des affaires économiques*) : Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de MM. Jacques Bailet, président du réseau des Banques alimentaires, Olivier Grinon, membre du bureau national du Secours populaire français, Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, et Mme Anne Bideau, directrice des activités bénévoles et de l'engagement de la Croix-Rouge française.

Qualité frauduleuse des steaks hachés fournis aux associations caritatives - Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale, Mme Christine Avelin, directrice générale de FranceAgriMer.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Situation de General Electric et outils de l'État pour mieux anticiper les conséquences économiques des

cessions d'entreprises françaises - Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre, entrepreneur.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) - Présentation du rapport d'information.

Refonte du dispositif public d'appui au commerce extérieur - Audition.

Réunion du jeudi 25 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'énergie et au climat.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, et de Thierry Bolloré, directeur général du groupe Renault.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance-emprunteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Eric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et des membres français du Parlement européen : réforme de la politique agricole commune.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la loi Egalim, dressant un bilan du titre 1er de la loi Egalim un an après sa promulgation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - Action européenne pour le climat : communication de M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale, M. Martial Mettendorff, directeur

général adjoint de Santé publique France, et M. Sébastien Denys, directeur santé-environnement-travail.

Audition de Mme Marie-Christine Prémartin, directrice exécutive de l'expertise et des programmes, et de M. Patrice Philippe, chef du service sites et sols pollués de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Corinne Lepage, avocate spécialiste du droit de l'environnement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Éric Herbet, président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin, Alain Lucas, vice-président de la communauté Bray-Eawy, et Christian Roussel, président de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Filière française des biocarburants - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition des associations de protection de l'environnement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Castaing, directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Bertrand Munch, candidat proposé à la fonction de directeur général de l'Office national des forêts.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et

accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 12 p. 13

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 27

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 422 p. 426 - **Article 5 ter** (art. L. 526-5-1 [nouveau], L. 526-6, L. 526-7, L. 526-8, L. 526-8 -1 [nouveau], L. 526-9, L. 526-10, L. 526-11, L. 526-12, L. 526-13, L. 526-14, L. 526-15, L. 526-17, L. 526-19 et L. 653-3 du code de commerce - Clarification et simplification du régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, EIRL) : p. 436 p. 437 - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 445 p. 455

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 545 - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. 5-1 à 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Généralisation des chambres de métiers et de l'artisanat de région et suppression des chambres régionales, des chambres départementales et des chambres interdépartementales de métiers et de l'artisanat) : p. 566 - **Article 13 bis B** (art. 23-2 et 5-1 du code de l'artisanat ; art. L. 710-1 et art. L. 710-2 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 510-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Mutualisation des missions entre chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers ayant le même ressort territorial) : p. 568 - **Article 13 ter** (art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - Renforcement des prérogatives de CCI France) : p. 577 - **Article 13 sexies A (nouveau)** (art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail - Adhésion des chambres de commerce et d'industrie à l'assurance-chômage) : p. 582

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 13 septies** (art. L. 2224-18-1 du code général des collectivités territoriales - Droit de présentation des titulaires d'autorisations d'occupation temporaire de halle ou de marché au bénéfice des personnes inscrites au registre des actifs agricoles) : p. 596 - **Article additionnel après l'article 13 septies - Amendements**

n° 850 et n° 404 rectifié bis (Commerçant titulaire d'une autorisation d'occupation dans une halle ou un marché - Droit du conjoint survivant) : p. 597 - **Article additionnel après l'article 13 septies - Amendement n° 405 rectifié bis** (Repreneur d'un fonds dans une halle ou un marché - Accompagnement par le cédant) : p. 597 p. 598 - **Article additionnel après l'article 13 septies - Amendement n° 406 rectifié bis** (Titre d'occupation d'une dépendance du domaine public dans les halles et marchés - Délivrance à l'amiable) : p. 598 - **Article additionnel après l'article 13 octies - Amendement n° 865 rectifié** (Certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques) : p. 599

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 54** (art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'État de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration) : p. 880 - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des activités stratégiques) : p. 885 - **Article 57** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale ; L. 3311-1, L. 3312-2, L. 3312-6, L. 3312-9, L. 3314-6, L. 3314-8, L. 3315-2, L. 3315-3, L. 3321-1, L. 3322-1, L. 3322-2, L. 3322-4, L. 3322-9, L. 3312-3, L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 3334-7, L. 3335-1 du code du travail - Développement de l'épargne salariale) : p. 904

- **Question orale sans débat sur les risques pour la santé des terrains synthétiques** - (12 février 2019) : p. 1086

- **Débat sur le thème : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »** - (20 février 2019) : p. 2603

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2622

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2790 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1 et article L. 142-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER pour les activités conchylicoles) : p. 2799 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 (Successions - Information des SAFER)** : p. 2800 - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER aux bâtiments utilisés pour une activité salicole, désormais reconnue comme agricole) : p. 2801 p. 2802

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3277 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création) : p. 3299 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3325 p. 3331 p. 3349

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3570 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 32 rectifié**

quater, n° 77 rectifié quinquies, n° 94 rectifié ter, n° 284 rectifié et n° 747 rectifié (*Transports scolaires - Pré-signalisation des arrêts*) : p. 3582

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 393 rectifié** (*Véhicule électrique - Dispositif mobile de stockage d'électricité*) : p. 3607 - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 221-1 du code de l'énergie - *Mobilisation des certificats d'économie d'énergie en faveur de la mobilité propre*) : p. 3617 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Zones à faibles émissions*) : p. 3661

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3871

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5009 - **Article 1er** (art. 1er de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime) - *Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation*) : p. 5021 p. 5022 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** (*Loi EGALIM - Article 48 - Abrogation*) : p. 5025 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 35 rectifié bis** (*Produits issus de l'agriculture biologique hors Union européenne - Rapport au Parlement*) : p. 5025 p. 5026 - **Article 3** (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - *Étiquetage des miels*) : p. 5027 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1 rectifié** (*Matières d'origine végétale - Utilisation de certaines dénominations commerciales associées aux produits d'origine animale - Interdiction*) : p. 5039

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 5062 p. 5067 p. 5068 p. 5070 p. 5071 - **Article 2** (art. L. 132-1 du code du tourisme et art. L. 3431-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Rôle du département d'Alsace en matière de tourisme et de promotion de l'attractivité de son territoire*) : p. 5086 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Expérimentation sur la délégation aux départements de l'octroi d'aides aux entreprises*) : p. 5088

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - *Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5501 p. 5504 p. 5507 p. 5512 p. 5513 p. 5515 p. 5521 p. 5524 - **Article 2** (art. L. 172-2, L. 172-4, L. 172-11, L. 172-12, L. 172-13 et L. 172-16-1 [nouveau] du code de l'environnement, art. L. 330-2 du code de la route - *Renforcement des pouvoirs de police des inspecteurs de l'environnement*) : p. 5531 p. 5532 p. 5533

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article 3** (art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de

l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité) : p. 5602

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame de Paris** - (30 avril 2019) : p. 5947

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 113-15-2 du code des assurances - *Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5990

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6165

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7670

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8017 p. 8019

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8044 p. 8045 p. 8049

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 334 rectifié ter** (*Agents du service public - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Travail en Suisse - Réintégration - Rapport au Parlement*) : p. 9831

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec le Mercosur (III)** - (4 juillet 2019) : p. 10879

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11339 p. 11340 p. 11342 - **Article additionnel avant l'article 1er** (*Accord de libre-échange - Objectifs environnementaux - Obligation de respect*) : p. 11353 - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11362 p. 11365 p. 11366 p. 11368 p. 11369 p. 11370 p. 11372 p. 11373 p. 11374 p. 11376 p. 11377 p. 11378 p. 11379 p. 11380 p. 11381 p. 11382

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) : p. 11402 p. 11403 p. 11405 p. 11407 p. 11409 p. 11411 p. 11412 p. 11413 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 158** (*Programmation pluriannuelle de l'énergie - Compétence du Parlement*) : p. 11415 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 297** (*Code de l'énergie - Nouvelle centrale nucléaire - Interdiction*) : p. 11416 - **Article 1er bis A** (art. L. 100-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3 et L. 141-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 B et L. 222-1 C du code de l'environnement, art. 206 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - *Création d'une loi quinquennale dans les domaines du climat et de l'énergie*) : p. 11421 p. 11422 p. 11423 p. 11424 p. 11425 p. 11426 p. 11427 p. 11429 p. 11430 - **Article 1er bis B** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - *Création d'un budget carbone relatif au transport intrnational*) : p. 11431 - **Article additionnel après l'article 1er bis B - Amendement n° 176** (*Entreprise de commerce en ligne - Tarif de livraison minimum*) : p. 11431 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 du code de l'énergie - *Modification de la présentation de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11433 - **Article 1er ter** (art. L. 141-2 du code de l'énergie - *Modification d'un volet de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE*) : p. 11434 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 89 rectifié** (*Part du nucléaire - Réduction progressive*) : p. 11434 p. 11435 - **Article 1er quater** (art. L. 311-5-7 [nouveau] du code de l'énergie - *Élargissement du champ et publicité du plan*

stratégique d'EDF) : p. 11436 p. 11437 - **Article 1er sexies** (art. L. 222-1 B du code de l'environnement - Création d'un indicateur portant sur « l'empreinte carbone ») : p. 11439 p. 11440 p. 11441 - **Article additionnel après l'article 1er octies - Amendement n° 251** (Isolation - Réflectance solaire - Définition) : p. 11443 - **Article 3** (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11460 p. 11464 p. 11466 p. 11468 p. 11469 p. 11470 p. 11471 p. 11472 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 277** (Biocarburants - Agrocaburants de première génération - Exclusion) : p. 11473 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 147 et n° 276** (Extinction des publicités lumineuses la nuit) : p. 11476 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 292, n° 366 rectifié et n° 402 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - Eclairages intérieurs nocturnes - Limitations) : p. 11477 - **Article 3 bis A** (art. L. 124-5 du code de l'énergie - Modalités d'accès des bénéficiaires du chèque énergie à leurs données de consommation d'électricité et de gaz) : p. 11478 - **Article 3 bis C** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur la notion de bâtiment à consommation énergétique excessive) : p. 11482 p. 11483 - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 365 rectifié** (Diagnostic de performance énergétique - Confort thermique - Inclusion) : p. 11483 - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 489 rectifié** (Bâtiments des syndicats chargés de la distribution publique d'électricité - Rénovation - Modalités) : p. 11484 - **Article 3 bis** (art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Définition du logement décent) : p. 11485 p. 11488 p. 11489 p. 11490 p. 11491 p. 11492 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 271 rectifié** (Passoires thermiques - Bail de location - Interdiction) : p. 11494 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 214 rectifié bis** (Schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid - Mise à jour) : p. 11494

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article 3 ter** (art. 18 et 23-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Conditionnement de la révision des loyers en zone tendue et de la contribution des locataires aux travaux d'économies d'énergie) : p. 11510 p. 11511 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 293, n° 367 rectifié et n° 403 rectifié** (Bâtiments non résidentiels - installations de chauffage - Sobriété énergétique en dehors des heures d'activité) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 37 rectifié ter** (Etablissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat - Rénovation énergétique - Désignation d'un référent) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 64 rectifié bis** (Autorisation préalable à la location - Critères de délivrance - Prise en compte de la performance énergétique) : p. 11514 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 38 rectifié ter, n° 303 rectifié bis et n° 396 rectifié ter** (Aides personnelles au logement - Tiers payant - Respect de critères de performance énergétiques - Condition) : p. 11515 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 74 rectifié ter** (Modulation du loyer de référence - Niveau de performance énergétique - Prise en compte) : p. 11516 - **Article 3 quater (nouveau)** (art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Conditionnement de la participation des locataires de logements sociaux aux travaux d'économie d'énergie) : p. 11516 p. 11517 - **Article 3 quinquies** (art. L. 134-1 du code de la construction et de l'habitation - Consommation exprimée en énergie primaire et en énergie finale et montant des dépenses réelles et théoriques dans le diagnostic de performance énergétique) : p. 11518 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° 364 rectifié** (Performances énergétiques, environnementales et sanitaires - Définition) : p. 11518 - **Article 3 septies** (art. L. 111-10-4, articles L. 134-3, 134-3-1, 721-1 du code de la construction et de l'habitation et art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Norme de performance énergétique des habitations et information des propriétaires et des bailleurs) : p. 11523 p. 11524 p. 11525 p. 11526 p. 11527 - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendement n° 484** (Dispositif d'individualisation des frais de chauffage) : p. 11527 - **Article 3 octies** (art. L. 321-1 au code de la construction et de

l'habitation Amélioration de l'information de l'ANAH et de l'ADEME) : p. 11528 - **Article 3 nonies** (Rapport au Parlement sur les objectifs de rénovation énergétique) : p. 11529 - **Article 3 decies** (art. 8 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 - Rapport sur les pistes de modulation des garanties publiques en soutien à l'export des énergies fossiles en fonction de leur impact environnemental) : p. 11530 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° 177 et n° 280**, (Subventions publiques aux énergies fossiles - Rapport au Parlement) : p. 11532 - **Article 3 undecies (supprimé)** (art. L. 229-25 du code de l'environnement - Modification du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)) : p. 11533 - **Article 3 duodecies (supprimé)** (art. L. 310-1-1-3 [nouveau] et L. 385-7-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 511-4-3 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau], L. 533-22-1 et L. 533-22-4 du code monétaire et financier, art. L. 114-46-3 [nouveau], L. 931-3-8 [nouveau] et L. 942-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'obligation de publication d'informations extra-financières applicable aux investisseurs) : p. 11538 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° 437 rectifié** (Publicités en faveur des prestations de transport - Quantité de CO2 émise - Indication) : p. 11540 - **Article 3 terdecies (nouveau)** (art. L. 314-1 A et L. 446-1 A [nouveaux] du code de l'énergie - Prise en compte du bilan carbone dans tous les dispositifs de soutien à l'électricité et au gaz renouvelables) : p. 11541 p. 11542 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 73 rectifié bis** (Navires les plus polluants - Séjour en port - Interdiction) : p. 11543 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 436 rectifié ter** (Pollution engendrée par les carburants des navires - Calcul des droits de port - Intégration) : p. 11556 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 435 rectifié ter** (Navires de croisière - Redevance de séjour - Création) : p. 11559 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 141 rectifié** (Impact environnemental et sanitaire du stationnement en port des navires de croisière - Rapport au Parlement) : p. 11560 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 72 rectifié bis** (Navires de croisières - Généralisation de l'installation des branchements électriques à quai - Rapport au Parlement) : p. 11561 - **Article 4 bis A** (art. L. 121-7 et L. 314-29 du code de l'énergie - Contrat de soutien aux énergies renouvelables électriques innovantes) : p. 11567 - **Article 5** (art. L. 221-1, L. 221-9 [rétabli], L. 211-13 [nouveau], L. 221-11, L. 221-12, L. 222-2, L. 222-2-1 [nouveau], L. 222-5, L. 222-10 [nouveau] du code de l'énergie et L. 561-31 du code monétaire et financier - Lutte contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie, CEE) : p. 11572 p. 11573 p. 11574 p. 11575 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 203 rectifié** (Bâtiments des collectivités locales - Rénovation - Financement par les obligés du dispositif CEE) : p. 11576 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 119 rectifié** (Pôle national des certificats d'économies d'énergie (PNCEE) - Référentiel - Publication référentiel) : p. 11577 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 10 rectifié ter, n° 167, n° 286, n° 370 rectifié et n° 381 rectifié bis** (Dispositif des certificats d'énergie - Information des consommateurs de l'existence du service public) : p. 11578 p. 11579 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 186** (Opportunité et modalités de bonification des certificats d'économie d'énergie - Rapport au Parlement) : p. 11580 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 355 rectifié** (Entités soumises à des obligations d'économie d'énergie - Financement du reboisement) : p. 11581 - **Article 6** (Habilitation du Gouvernement à légiférer pour prendre toutes mesures relevant de la loi nécessaires à la transposition de directives et à l'adaptation du droit, ou à l'entrée en vigueur de règlements) : p. 11583 - **Article 6 bis A** (art. L. 211-3-2 [nouveau] et L. 315-1 à L. 315-7 du code de l'énergie - Modification de dispositions relatives à l'autoconsommation et introduction de la notion de « communautés d'énergie renouvelable ») : p. 11587 p. 11588 p. 11589 p. 11590 p. 11591 p. 11592 p. 11593 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendements n° 46 rectifié, n° 101 rectifié, 211 rectifié bis et n° 404** (Organismes HLM - Projets d'autoconsommation collective) : p. 11594 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendement**

n° 490 (Sociétés de production d'énergies renouvelables - Communes limitrophes du site de production - Possibilité d'acquisition d'actions) : p. 11596 - **Article 6 bis B** (art. L. 511-6-1 [nouveau] du code de l'énergie - Possibilité d'augmenter la puissance d'une installation hydroélectrique concédée sur décision de l'autorité administrative) : p. 11597 - **Article 6 bis** (art. L. 111-7 du code de l'urbanisme - Construction d'infrastructures photovoltaïques le long des autoroutes) : p. 11598 - **Article 6 ter** (art. L. 111-16 du code de l'urbanisme - Facilitation de l'installation de dispositifs d'énergie renouvelable sur les ombrières des aires de stationnement) : p. 11600 - **Article 6 quater** (art. L. 111-18-1 [nouveau] et L. 111-19 du code de l'urbanisme - Obligation d'intégrer un usage bénéfique sur le plan énergétique ou environnemental d'au moins 30 % des toitures pour les nouveaux entrepôts, industries, commerces, parkings couverts de plus de 1 000 m² d'emprise) : p. 11601 - **Article 6 quinquies** (art. L. 152-5 du code de l'urbanisme - Possibilité pour le maire de déroger à certaines règles d'urbanisme pour l'installation d'ombrières d'aires de stationnement dotées de procédés de production d'énergies renouvelables) : p. 11602 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendements n° 58 rectifié et n° 61 rectifié** (Territoires couverts par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) - Développement des énergies renouvelables) : p. 11602 - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés) : p. 11603 p. 11605 p. 11606 - **Article additionnel après l'article 6 sexies A - Amendement n° 198 rectifié bis** (Zone littorale - Installations solaires - Simplification) : p. 11607 - **Article 6 septies** (art. L. 446-1, L. 446-3 [abrogé], L. 446-4 et L. 446-6 à L. 446-10 [nouveaux] du code de l'énergie - Réforme du dispositif des garanties d'origine du biogaz et investissement participatif dans les projets de production de biogaz) : p. 11609 p. 11610 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 499** (Installations d'électricité renouvelables situées sur le territoire communal - Garantie d'origine - Transfert à titre gratuit) : p. 11611 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendements n° 47 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 320 rectifié** (Electricité produite à partir de sources renouvelables - Rémunération liée aux garanties d'origine - Déduction des montants d'aides) : p. 11612 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 447 rectifié** (Méthanisation - Cultures intermédiaires - Fixation d'un seuil maximal) : p. 11613 - **Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 62 rectifié quater** (Cométhanisation des boues de station d'épuration avec des biodéchets - Rapport au Parlement) : p. 11615 - **Article 6 octies** (art. L. 447-1 [nouveau] du code de l'énergie - Habilitation à légiférer par ordonnance pour définir le cadre juridique de l'hydrogène et traçabilité de l'hydrogène renouvelable) : p. 11616 - **Article 6 nonies** (art. L. 342-1 du code de l'énergie - Mutualisation des coûts dans le cadre des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables) : p. 11617 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 13 rectifié ter, n° 107 rectifié bis et n° 420** (Réseau de gaz - Réseau de chaleur - Non-concurrence) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 55 rectifié bis et n° 372 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Schémas directeurs des réseaux de chaleur ou de froid - Prise en compte) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 314 rectifié quinquies et n° 431** (Réseaux de chaleur vertueux - Classement - Systématisation) : p. 11619 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendement n° 195** (Biocarburant avancé produit à base de graisses de flottation - Taux réduit de TICPE - Rapport au Parlement) : p. 11620 - **Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendement n° 515** (Nouvelle-Calédonie - Communes - Sociétés de production d'énergie renouvelable - Prise de participations - Autorisation) : p. 11620 - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 133-1 du code de l'énergie - Consolidation d'une procédure applicable au comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS)) : p. 11621 - **Article 7** (art. L. 132-2 du code de l'énergie - Modification de procédures relatives à la Commission de régulation de l'énergie (CRE)) : p. 11622 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 196** (Biocarburant avancé - TICPE -

Allègement) : p. 11622 - **Article 7 bis A (nouveau)** (art. L. 121-7 et L. 121-26 du code de l'énergie - Avis de la Commission de régulation de l'énergie sur les décrets relatifs au calcul des charges de service public de l'électricité) : p. 11623 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 156** (Accès régulé à l'énergie nucléaire historique (ARENH) - Suppression) : p. 11624 - **Article 8** (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11628 p. 11629 p. 11631 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 142 rectifié, n° 373 rectifié et n° 432 rectifié** (Projets de réseau de chaleur - Financement participatif - Bonus financier) : p. 11632 - **Article 9** (art. L. 111-88, L. 121-32, L. 121-46, L. 131-4 [nouveau], L. 441-4 [abrogé], L. 441-5, L. 443-6, L. 443-9-1 et L. 443-9-2 [nouveaux], L. 443-12, L. 445-1 à L. 445-4 [abrogés] du code de l'énergie, L. 224-3 du code de la consommation, L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales du code de l'énergie et 1519 HA du code général des impôts - Suppression des tarifs réglementés de vente du gaz) : p. 11637 p. 11638 p. 11639 p. 11640 - **Article 10** (art. L. 121-5, L. 331-1, L. 333-3, L. 333-3-1 [nouveau], L. 337-7 et L. 337-9 du code de l'énergie - Limitation des tarifs réglementés de vente de l'électricité aux ménages, aux microentreprises et aux petites associations et collectivités territoriales) : p. 11643 p. 11644 p. 11647 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 340** (Tarifs réglementés de vente d'électricité - Révision - Information préalable de l'Autorité de la concurrence - Absence d'obligation) : p. 11647 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 54 rectifié ter, n° 377 rectifié et n° 425** (Transmission des données de consommations d'électricité ou de gaz aux collectivités territoriales - Encadrement) : p. 11651 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 455 rectifié** (Valorisation des stocks de carbones forestiers - Rapport du Gouvernement) : p. 11651 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 78 rectifié** (Territoires du Pacifique - Fonds de prévention des risques naturels majeur - Opportunité de rattachement - Rapport au Parlement) : p. 11652 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11655

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (24 septembre 2019) - **Article 3** (Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri) : p. 12452 - **Article 4** (Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire) : p. 12464

- **Suite de la discussion** (25 septembre 2019) - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12561 p. 12562

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12575 - **Article 1er quater** (Production d'électricité - Autorisation d'exploiter) : p. 12615

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12640 p. 12641 p. 12645 p. 12646 p. 12648 p. 12657

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13692

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 3** (art. L. 5211-40-1 du code général des collectivités territoriales - Remplacement d'un conseiller communautaire par un autre conseiller municipal de la même commune au sein des commissions) : p. 13032

- **Question orale sans débat sur l'assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties des associations propriétaires de musées** - (15 octobre 2019) : p. 13129

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 8 rectifié sexies, n° 53 rectifié octies, n° 381 rectifié undecies, n° 424 rectifié quater et n° 930 rectifié sexies (Conseil municipal incomplet - Élection d'un nouveau maire - Conditions)** : p. 13235 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 927 rectifié quater (Conseil municipal incomplet - Élection d'un nouveau maire - Conditions)** : p. 13235

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des agriculteurs** - (23 octobre 2019) : p. 14442 p. 14443

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14479

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié (Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG)** : p. 15247 p. 15248

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article 4 (précédemment réservé) (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes)** : p. 16429 p. 16432 p. 16433 p. 16441 p. 16442 p. 16450 p. 16451 p. 16453 p. 16454 p. 16458 p. 16459 p. 16461 - **Article 16 (précédemment réservé) (art. 265, 265 bis, 265 ter, 265 B, 266 quater et 266 quindecies du code des douanes, art. 39 decies E et 39 decies F du code général des impôts, art. L. 3222-1 et L. 3222-2 du code des transports, art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression progressive du tarif réduit de taxe intérieure de consommation sur les carburants sous condition d'emploi)** : p. 16485 p. 16490 p. 16494 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservés) - Amendement n° I-1192 rectifié (Entités soumises à des obligations d'économies d'énergie -**

Participation à la captation de carbone - Financement d'opérations de reboisement ou de restauration d'espaces naturels) : p. 16498 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1162 rectifié (Production de gaz - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP))** : p. 16508 p. 16509 - **Article 17 (précédemment réservé) (art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel)** : p. 16522 p. 16524 p. 16525 - **Article 19 (précédemment réservé) (art. 265 septies du code des douanes et art. L. 3221-2-1 [nouveau] du code des transports - Diminution du remboursement de TICPE applicable au secteur du transport routier de marchandises)** : p. 16569 - **Article 32 (précédemment réservé) (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs »)** : p. 16586 p. 16587

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16825

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16844 p. 16847 p. 16856 p. 16865 p. 16866 p. 16867

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17760

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17775 p. 17779 p. 17783 p. 17785

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21693

GRIVEAUX (Benjamin)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement (jusqu'au 27 mars 2019)

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les discours haineux sur internet** - (19 février 2019) : p. 2516

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (12 mars 2019) : p. 2954

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage et le paritarisme** - (12 mars 2019) : p. 2959

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démocratie représentative** - (19 février 2019) : p. 2514

GROSDIDIER (Français)
sénateur (Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES) le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement le 30 janvier 2019 ; puis vice-président du 6 février 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Yves Saint-Geours, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Sandrine Clavel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 kilomètres-heure sur le réseau secondaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites communes au sein des conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres et proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km-h sur le réseau secondaire - Examen des amendements.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le

Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement, sur l'application du principe « 2 normes retirées pour 1 norme créée ».

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits sur son rapport annuel d'activité pour 2018.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de la FSMI-FO.

Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie.

Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des lois*) : Moyens mis en place pour faire face aux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Communication.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôler l'application et d'évaluer les lois - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Lluansi, délégué aux territoires d'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales : « Quelle approche pour accélérer le développement des territoires d'industrie ? ».

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information relative à la sécurité des sapeurs-

pompier - Audition de la Fédération nationale des sapeurs-pompier de France (FNSPF).

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant un statut de l'élu communal - Examen des amendements.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, de la Fédération nationale des transports de voyageurs, du Groupement des autorités responsables de transport et de l'Union des transports publics et ferroviaires.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer la trésorerie des associations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des maires dans l'exercice de leur mandat - Audition de M. Jean-Marie Bockel, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

(*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Menaces et agressions auxquelles sont confrontés les maires - Communication.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, à la suite de l'attaque survenue à la Préfecture de police le 3 octobre 2019.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre - Examen de la recevabilité.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres

juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du Sénat et du CESE** - (17 janvier 2019) : p. 111

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 1101

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les décrets d'application (utilisation des caméras mobiles)** - (14 février 2019) : p. 2477

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement pénitentiaire** - (7 mars 2019) : p. 2871

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation en prison** - (7 mars 2019) : p. 2879

- **Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre [n° 259 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2904 p. 2906 p. 2910 p. 2912 p. 2913 p. 2914 p. 2915 - **Article 3** (*Maintien de l'ordre - Différentes doctrines - Rapport au Parlement*) : p. 2916

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2939 p. 2940 p. 2942 p. 2943 - **Question préalable** : p. 2945 p. 2946 p. 2947 p. 2948 - **Discussion générale** : p. 2951 p. 2952 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 78-2-5 [nouveau] du code de procédure pénale - Contrôles lors des manifestations se déroulant sur la voie publique*) : p. 2969 p. 2970 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester*) : p. 2972 - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 138 du code de procédure pénale - Interdiction de manifester dans le cadre d'un contrôle judiciaire*) : p. 2988 p. 2989 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-10 du code de la sécurité intérieure - Responsabilité civile pour les dommages causés lors d'une manifestation*) : p. 2991 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2992 p. 2993 p. 2996

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la centrale Émile-Huchet de Saint-Avold** - (19 mars 2019) : p. 3145

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Paris** - (21 mars 2019) : p. 3389

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3849 p. 3850 - **Discussion générale** : p. 3864 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3864

- **Suite de la discussion** (4 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 146 rectifié ter** (*Redevance kilométrique poids lourds*) : p. 5192 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter** (*Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental*) : p. 5195 - **Article 6** (*Compensation financière du transfert de la voirie nationale*) : p. 5202 - **Article 10** (*Habilitation à légiférer*

par ordonnances dans le domaine routier) : p. 5208 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5212 p. 5213

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5467 p. 5473

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cantines en zones rurales** - (11 avril 2019) : p. 5594

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame de Paris** - (30 avril 2019) : p. 5947

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations du 1er mai (II)** - (7 mai 2019) : p. 6178

- **Mise au point au sujet de votes** - (21 mai 2019) : p. 6780

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Seconde délibération** : p. 8239 - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8243

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation et l'évolution de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (11 juin 2019) : p. 8254

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8283 p. 8284

- **Question orale sans débat sur le décrochage de Metz dans l'université de Lorraine** - (2 juillet 2019) : p. 10670

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations*) : p. 10917 p. 10918

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit budgétaire et la dette** - (18 juillet 2019) : p. 11554

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12214 p. 12215 p. 12218 p. 12219 p. 12220

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des prisons** - (23 juillet 2019) : p. 12227

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)] (suite)** - (23 juillet 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12239

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux forces de sécurité** - (2 octobre 2019) : p. 12759

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendement n° 867 rectifié ter** (*Règlements locaux de publicité*) : p. 13107

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13525

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la sécurité sur le réseau des chemins de fer** - (23 octobre 2019) : p. 14434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Chanteloup-les-Vignes** - (6 novembre 2019) : p. 14876

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'engagement et la proximité** - (20 novembre 2019) : p. 15868

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan et les perspectives de la décentralisation** - (20 novembre 2019) : p. 15872

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tolérance zéro au volant et la sociabilité dans les territoires non urbains** - (20 novembre 2019) : p. 15876

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une école de la confiance (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (17 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement le 13 février 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'École nationale d'administration (ENA) le 29 mars 2019.

Membre titulaire du Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur jusqu'au 20 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 45 (2019-2020)] (9 octobre 2019) - **Famille - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômés [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Enseignement scolaire [n° 145 tome 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Audition de M. Stéphane Bern sur le bilan de la mission sur le patrimoine confiée par le Président de la République.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur la lutte contre le dopage - Mme Valérie Fourneyron, présidente de l'Autorité de contrôle indépendante, Agence mondiale antidopage ; et de MM. Alain Calmat, président de la commission médicale, Comité national olympique et sportif français ; Skander Karaa, conseiller spécial de la ministre des sports ; Antoine Marcelaud, directeur des affaires juridiques et institutionnelles et Damien Ressiot, directeur des contrôles, Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de MM. Guillaume Gellé, président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle, et Philippe Raimbault, président de la commission juridique de la Conférence des présidents d'université.

Décision rendue par le Défenseur des droits sur le fonctionnement de Parcoursup - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 5 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel (SNU) - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur le service national universel (SNU).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Charles Personnaz, auteur du rapport « Renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine du Moyen-Orient et le soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes de la région ».

Frais différenciés d'inscription à l'université pour les étrangers extra-communautaires - Communication de MM. Stéphane Piednoir et Claude Kern.

Parcoursup - Audition de M. Paul Hébert, directeur-adjoint à la direction de la conformité de la CNIL, Mme Émilie Seruga-Cau, cheffe du service des affaires régaliennes et des collectivités territoriales, et Mme Tiphaine Havel, conseillère pour les questions institutionnelles et parlementaires.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audiovisuel extérieur - Audition de M. Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de la culture et de la communication.

Parcoursup et frais différenciés d'inscription à l'université pour les étudiants extracommunautaires - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, pour une école de la confiance - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une école de la confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi pour une école de la confiance - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, pour une école de la confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Parcoursup - Audition de M. Bastien Brillet, rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), et de Mme Christelle Guichard, secrétaire générale.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France, sur le plan stratégique « Radio France 2022 : une nouvelle ambition de service public ».

Avenir des conseillers techniques sportifs - Communication.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une école de la confiance.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Algorithmes locaux dans Parcoursup - Communication.

Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du CSA.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M.

Alain-Pierre Degenne, président de la Fondation Alliance française.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Mission d'information sur les nouveaux territoires de l'éducation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Claude Atcher, directeur général du groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby France 2023 ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, Jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat** : « **Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ?** » - (16 janvier 2019) : p. 66 p. 67

- **Débat** : « **Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup** » - (16 janvier 2019) : p. 74

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le débat national et le pluralisme dans les médias** - (5 février 2019) : p. 780

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Rapport annexé (suite)** : p. 3243

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6354 - **Article 1er (École de la confiance)** : p. 6361 p. 6371 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater (Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales)** : p. 6377 p. 6380 - **Article 1er bis B**

(supprimé) (art. L. 111-1-3 [nouveau] du code de l'éducation - Affichage obligatoire dans chaque salle de classe d'une carte de la France et de chacun de ses territoires d'outre-mer) : p. 6403 p. 6404 p. 6406

- Suite de la discussion (15 mai 2019) - Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater (Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires) : p. 6453 p. 6454 p. 6455 - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6467 - Article 2 ter (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Visite médicale des enfants de 3-4 ans) : p. 6473 - Article 3 (art. L. 113-1, L. 131-5, L. 131-8, L. 132-1, L. 212-2-1 [nouveau], L. 312-9-2, L. 442-3, L. 442-5-1, L. 442-5-2 et L. 452-2 du code de l'éducation, art. 58 de la loi n° 2017-56 du 28 février 2017 - Coordinations liées à l'abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction) : p. 6481 p. 6482 - Article 3 bis (art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans) : p. 6488

- Suite de la discussion (16 mai 2019) - Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis (Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements) : p. 6590

- Suite de la discussion (17 mai 2019) - Article 6 quater (supprimé) (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6656 p. 6668 - Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 460 rectifié bis et n° 17 rectifié bis (Nouvelles fermetures d'écoles - Accord obligatoire du maire) : p. 6671 p. 6672 - Article 9 (art. L. 241-12 à L. 241-14 du code de l'éducation - Conseil d'évaluation de l'école) : p. 6684 - Article 14 bis (nouveau) (art. L. 912-1-2 du code de l'éducation - Obligation de formation continue) : p. 6719 - Article 16 ter (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Droit de prescription des médecins scolaires) : p. 6724 p. 6725

- Suite de la discussion (21 mai 2019) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 6762

- Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup - (21 mai 2019) : p. 6776

- Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel - (28 mai 2019) : p. 7640

- Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)] - (4 juillet 2019) - Discussion générale : p. 10844 p. 10846

- Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)] - (9 juillet 2019) - Article 1er (supprimé) (art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable) : p. 10913

- Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - Discussion générale : p. 11256

- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - Discussion générale : p. 11351

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la suppression des exonérations sur les services à la personne pour les seniors - (24 septembre 2019) : p. 12402

- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] - (8 octobre 2019) - Article 1er (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12899 p. 12907

- Suite de la discussion (9 octobre 2019) - Article 1er ter (nouveau) (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12993

- Suite de la discussion (10 octobre 2019) - Article 2 (art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral, art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Renouveau des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du maire) : p. 13024 - Article 4 (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13045

- Question orale sans débat sur le devenir de la taxe d'aménagement lors d'un passage de communauté d'agglomération en communauté urbaine - (15 octobre 2019) : p. 13148 p. 13149

- Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)] - (29 octobre 2019) - Discussion générale : p. 14669 p. 14679 - Article 1er (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14683 p. 14687

- Débat sur la politique sportive - (29 octobre 2019) : p. 14725 p. 14726

- Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire - (29 octobre 2019) : p. 14728

- Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs - (19 novembre 2019) : p. 15838

- Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (27 novembre 2019) : p. 16891

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (28 novembre 2019) : p. 16927

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité du patrimoine - (18 décembre 2019) : p. 21964

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019 ; nouvelle nomination le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre le 13 février 2019.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] - PAC : arrêter l'engrenage conduisant à sa déconstruction d'ici 2027 [n° 317 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs étrangers isolés [n° 357 (2018-2019)] (26 février 2019) - **Éducation - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant adaptations législatives aux spécificités des territoires d'outre-mer soumis à une pression migratoire importante [n° 459 (2018-2019)] (12 avril 2019) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 572 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Accompagnement de la transition numérique des pme : comment la France peut-elle rattraper son retard ? [n° 635 (2018-2019)] (4 juillet 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la commission des lois : La justice prud'homale au milieu du gué [n° 653 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Pour un service universel de santé au travail [n° 10 (2019-2020)] (2 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi renforçant le télétravail [n° 88 (2019-2020)] (28 octobre 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection de l'enfant [n° 128 (2019-2020)] (19 novembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral pour interdire aux citoyens français fichés pour radicalisation à caractère terroriste de se présenter aux élections [n° 167 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, du déplacement de la délégation à Copenhague les 13 et 14 décembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport relatif à la prévention, l'efficacité, l'équité et la maîtrise des arrêts de travail - Audition de M. Stéphane Oustric.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Daniel Laurent du déplacement de la délégation en Charente-Maritime et Charente, les 23 et 24 mai 2019.

Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, de la réunion du bureau de la délégation du 22 mai 2019.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur les cotisations sociales des travailleurs indépendants et la gouvernance de leur protection sociale.

Audition commune sur l'intégration du régime social des indépendants au sein du régime général de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Hugo Bevort, directeur des stratégies territoriales, et Philippe Cichowlaz, chef de la mission des affaires européennes au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. David Le Bras, délégué général de l'Association des directeurs généraux des communautés de France, et Mme Katia Paulin, déléguée générale adjointe.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la visite du Salon de l'aéronautique du Bourget du 19 juin 2019.

Examen en délégation du rapport d'information sur l'accompagnement de la transition numérique des PME de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Christine de Mazières, Conseillère-maître à la Cour des comptes, rapporteure générale de la formation décentralisation de la gestion des fonds européens.

(*commission des lois*) : Justice prud'homale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Daniel Prieur, secrétaire adjoint de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la chambre interdépartementale d'agriculture du Doubs-Territoire de Belfort.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Yann de Prince, président de KOSC, et Antoine Fournier, directeur général.

Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence, et de M. Étienne Chantrel, rapporteur général adjoint, chef du service des concentrations.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) accompagné de MM. François Lions, membre du collège, Loïc Dufлот, directeur internet, postes et utilisateurs, et Adrien Laroche, chef de l'unité marchés entreprises.

(*commission des affaires sociales*) : Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Éric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie politique à l'université de Rouen.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Audition de représentants de Bpifrance.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur le cycle d'auditions conjointes de la délégation aux entreprises et du groupe d'étude sur le numérique sur le thème : « Comment garantir l'accès des PME à des réseaux et services numériques efficaces ? » et adoption du rapport publiant les comptes rendus de ces auditions.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances pour 2020 intéressant les entreprises et examen éventuel d'amendements à ce texte.

Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation à Citéco, la Cité de l'économie à Paris, le 16 octobre 2019.

Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, du déplacement de la délégation dans l'Aisne, le 24 octobre 2019.

Questions diverses.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Patrice Liogier, secrétaire général, et Julien Jacquet-Francillon, secrétaire général adjoint, syndicat national des ingénieurs inspecteurs des mines, Julien Boeldieu et Mme Valérie Labatut, syndicat national des inspecteurs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (SNTEFP-CGT), et M. David Romieux, Fédération nationale de l'équipement et de l'environnement, représentant la CGT Dreal Normandie.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition d'avocats spécialisés en droit de l'environnement.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Sylvain Schmitt, président, Normandie Logistique et Christian Boulocher, directeur général, Normandie Logistique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 41 et n° 69 rectifié quater** (*Commerces de détail alimentaire - Zones commerciales ou touristiques - Ouverture le dimanche - Autorisation*) : p. 495 - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135,*

L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 503 p. 509

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 19 septies - Amendements n° 72 rectifié ter et n° 253 rectifié bis** (*Repreneur - Délai de mise en conformité avec la législation et la réglementation*) : p. 617 p. 618

- **Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 344 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2820

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (12 mars 2019) : p. 2956 p. 2957

- **Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne** - (3 avril 2019) : p. 5053

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5473

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6165

- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7666

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7680

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 2 bis** (*art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7826

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 10** (*art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 8083 p. 8084

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 8** (*art. 15 ter [nouveau], 16, 16 bis [nouveau], 17, 17 bis [nouveau], 23 [abrogé], 28 ter [abrogé] et 28 quater [abrogé] du Règlement - Travaux des commissions : publicité des travaux, saisines des commissions permanentes et des commissions spéciales, saisines pour avis, établissement du texte de la commission*) : p. 9277

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 335 rectifié ter** (*Fonctionnaire - Temps partiel - Congé maladie - Émoluments*) : p. 9731

- **Suite de la discussion** (26 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 269 rectifié bis** (*Agents titulaires et contractuels involontairement privés d'emploi - Allocations chômage*) : p. 9843 p. 9844

- **Question orale sans débat sur les hôpitaux du sud de l'Oise** - (2 juillet 2019) : p. 10659

- **Question orale sans débat sur l'hôpital Saint-Claude à Saint-Quentin** - (2 juillet 2019) : p. 10659 p. 10660

- **Proposition de loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires [n° 602 (2018-2019)]** - (2 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10714

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conséquence de l'incendie de l'usine Lubrizol pour les agriculteurs** - (9 octobre 2019) : p. 12937 p. 12938

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Article 26 ter (nouveau)** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - Augmentation des crédits d'heures à la disposition des élus locaux) : p. 13446

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13579

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14678

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14852

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14905

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales) : p. 15159

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 272 rectifié bis, n° 780 rectifié bis, n° 273 rectifié bis, n° 401 rectifié bis et n° 871 rectifié** (Dispositif Travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TODÉ) - Rétablissement) : p. 15204

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1 rectifié bis** (Emplois ponctuels - Procédures de déclaration - Simplification) : p. 15298 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 232 rectifié bis** (Pratique sportive en entreprise - Avantages fournis par l'employeur - Absence d'avantages en nature) : p. 15300 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 313 rectifié**

bis (Recouvrement - Procès-verbal - Contreseing du directeur de l'organisme de recouvrement) : p. 15329 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 307 rectifié bis** (Action en recouvrement - Motivation du rejet) : p. 15329 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 314 rectifié bis** (Médiation - Faculté de mise en œuvre - Information au cours de la procédure) : p. 15330 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 305 rectifié bis** (Cotisations et contributions sociales - Prescription - Délais) : p. 15330 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 310 rectifié bis** (URSSAF - Entretien de fin de contrôle) : p. 15330 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 304 rectifié bis** (Redressement social - Renseignements obtenus de tiers - Organisme de recouvrement - Information du cotisant sur l'origine des renseignements) : p. 15330 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 333 rectifié bis** (Attestation de vigilance - Refus de délivrance - Délai) : p. 15331 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 309 rectifié bis** (Période contradictoire - Mise en demeure - Délai suspensif) : p. 15331 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 317 rectifié bis** (Cotisants de la MSA - Redressement social - Débat contradictoire) : p. 15331 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 331 rectifié bis** (Cotisant de la MSA - Recouvrement social - Possibilité de se faire assister d'un conseil de choix) : p. 15331 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 332 rectifié bis** (Cotisant de la MSA - Recouvrement social - Possibilité de se faire assister d'un conseil de choix) : p. 15332

- **Question orale sans débat sur la situation des sapeurs-pompiers de l'Aisne** - (3 décembre 2019) : p. 17679 p. 17680

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21753 p. 21754

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 198 (2019-2020)]** - (17 décembre 2019) - **Article 4** (art. 17-3 [nouveau], 19 et 42-7 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication ; art. 6-1 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Nouvelles missions du CSA : surveillance des obligations à la charge des plateformes, recommandations, pouvoirs de contrôle et de sanction ; contrôle du blocage administratif des sites terroristes ou pédopornographiques) : p. 21835

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019** - (18 décembre 2019) : p. 22046

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire du Comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La métropole de Lyon : une affaire d'hommes et de circonstances [n° 442 (2018-2019)] (10 avril 2019) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des critères de péregration innovants en Italie : les « besoins de financement standard » [n° 137 (2019-2020)] (20 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 140 tome 3 annexe 25 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Nicolas Portier, délégué général de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), portant notamment sur les résultats de l'enquête nationale de l'association relative à la gouvernance politique des communautés.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon - Communication.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Lluansi, délégué aux territoires d'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la cohésion des territoires et des

relations avec les collectivités territoriales : « Quelle approche pour accélérer le développement des territoires d'industrie ? ».

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Le patrimoine historique et culturel des collectivités territoriales ».

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur la fonction publique territoriale et sur les finances locales.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Point d'étape sur le contrôle budgétaire sur la réforme des retraites entre universalité, solidarité et équité : quelles incidences sur les régimes spéciaux et des fonctionnaires civils et militaires de l'État ? ».

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Communication sur le suivi du contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 sexdecies) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et communication sur le suivi du

contrôle budgétaire sur la réforme des « besoins de financement standard » des collectivités italiennes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 77 et 78 à 78 nonies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles** - (14 mars 2019) : p. 3089 p. 3090

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (27 septembre 2019) - **Article 10 ter (nouveau)** (*Compostage des boues d'épuration*) : p. 12794

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12888 p. 12898 p. 12903

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12986

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13014 - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. L. 237-1 du code électoral - Suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et l'exercice d'un emploi salarié au sein d'une commune membre*) : p. 13027

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1117 rectifié ter** (*La Poste - Allègements de fiscalité locale - Plafond - Relèvement*) : p. 16069

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé) - Amendements n° I-567 rectifié et n° I-568 rectifié** (*Elus locaux - Indemnités de fonction - Exonération*) : p. 16140

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17796

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p.17811 p.17815 - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17830 p. 17831 p. 17836 p. 17838 p. 17840 p. 17841 p. 17842 p. 17843 - **Article 78 ter (nouveau)** (*Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité*) : p. 17853 p. 17854 p. 17855 p. 17856 p. 17857 - **Article 78 quater (nouveau)** (*Extension pour 2020 de la garantie dérogatoire accordée au titre d'une perte de l'éligibilité au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC*) : p. 17858 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendements n° II-709 rectifié et n° II-710 rectifié** (*Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) - Potentiel fiscal - Montant - Minoration*) : p. 17859 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-711 rectifié** (*FPIC - Montant - Diminution*) : p. 17859 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendements n° II-71 rectifié ter, n° II-411 rectifié bis et n° II-635 rectifié** (*Potentiel financier agrégé (PFIA) - Prélèvement - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Déduction*) : p. 17860 - **Article additionnel après l'article 78 quater - Amendement n° II-693** (*Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Outre-mer*) : p. 17862 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendements n° II-42 rectifié, n° II-537 rectifié et n° II-544** (*Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Mise en place - Bilan - Rapport au Parlement*) : p. 17866 - **Article 78 sexies (nouveau)** (*Fusion des trois fonds de péréquation départementaux*) : p. 17870 p. 17871 - **Article 78 nonies (nouveau)** (*Stabilisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux en 2020*) : p. 17877 p. 17878 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-324** (*Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Attribution de subvention - Consultation des présidents de conseils départementaux - Information du public*) : p. 17879 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-328** (*Dotation de soutien à l'investissement des départements - Code général des collectivités territoriales - Modification*) : p. 17880 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-327** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Instance de suivi - Création*) : p. 17884 p. 17885 p. 17886 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendements n° II-416 rectifié bis et n° II-431 rectifié bis** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Projets touristiques - Priorités d'investissement*) : p. 17887 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-543** (*Dotation politique de la ville (DPV) - Éligibilité - Quatrième critère - Instauration*) : p. 17888 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-625 rectifié ter** (*Collectivités membres d'un EPTB ou d'un EPAGE - Contributions versées pour financer des investissements dans le grand cycle de l'eau - Section d'investissement - Imputation*) : p. 17889 p. 17889 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-730** (*Communes de moins de 3 500 habitants - Protection fonctionnelle pour les maires - Contrat d'assurances - Compensation des charges*) : p. 17890

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Innovation de défense : dépasser l'effet de mode [n° 655 (2018-2019)] (10 juillet 2019) - **Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)] (26 septembre 2019) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense au ministère des armées.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le Nord-Est syrien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Offensive turque dans le nord-est syrien - Audition de S.E. M. Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne** - (17 janvier 2019) : p. 119

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes** [n° 608 (2018-2019)] - (3 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10783 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10788

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13532 p. 13533

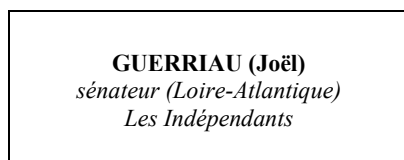
- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 14669

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17646



Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 13 février 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » le 30 avril 2019 ; puis vice-président du 14 mai 2019 au 4 octobre 2019.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer le 26 juin 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 285 (2018-2019)] (5 février 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une philanthropie à la française [n° 403 (2018-2019)] (25 mars 2019) - **Culture - Entreprises - Société.**

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Colombie : une paix encore fragile [n° 548 (2018-2019)] (5 juin 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 523 (2018-2019)] autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Arménie portant application de l'accord signé à Bruxelles le 19 avril 2013 entre l'Union européenne et la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier [n° 564 (2018-2019)] (12 juin 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 619 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale de La Réunion [n° 623 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 689 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'établissement de la preuve d'une procuration en matière électorale [n° 1 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Défense : Soutien de la politique de défense [n° 142 tome 7 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 647 (2018-2019)] autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part [n° 188 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Europe face au risque de chaos géopolitique : quelle architecture de sécurité ? » - Audition de M. Hubert Védrine.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gygas Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA).

Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Olivier Bonnet de Paillerets, commandant de la cyberdéfense.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberattaque de la plateforme ARIANE du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Communication.

Enjeux géopolitiques de la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherches à l'IRSEM.

Projet de loi autorisant la ratification de la décision (UE, Euratom) 2018-994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76-787-CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Michel Friedling, commandant du Commandement interarmées de l'Espace.

Enjeux de la présidence française du Conseil de sécurité en mars 2019 - Audition de M. Alexis Lamek, directeur des Nations unies au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 5 mars 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel

(SNU) - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur le service national universel (SNU).

Réunion du mercredi 6 mars 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation au Venezuela et ses conséquences internationales - Audition conjointe de Mme Paula Vasquez, chargée de recherche au CNRS et de M. Frédéric Doré, directeur des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi d'orientation et de programmation sur la solidarité internationale - Audition conjointe d'ONG d'aide au développement (Coordination Sud, CCFD Terre solidaire, Action Santé mondiale, Plan international France, La Chaîne de l'Espoir).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Colombie - Audition de M. Daniel Pécaut, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 10 avril 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Ratification du traité d'Aix-la-Chapelle - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne sur la relation franco-allemande.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation humanitaire au Moyen Orient et action du CICR - Audition de M. Fabrizio Carboni, directeur Moyen Orient du Comité international de la Croix Rouge.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation au Venezuela - Audition de M. Lorent Saleh, co-récipiendaire du Prix Sakharov 2017 pour la liberté de l'esprit (décerné à l'Opposition démocratique au Venezuela).

Réunion du mercredi 5 juin 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Émergence de la Colombie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 *(mission d'information Transports aériens)* : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Arménie portant application de l'accord signé à Bruxelles le 19 avril 2013 entre l'Union européenne et la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Opération Sophia - Audition du contre-amiral Olivier Bodhuin.

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Défense européenne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : L'innovation et la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Isabelle Saurat, secrétaire générale pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du jeudi 10 octobre 2019 *(mission commune d'information sur le sauvetage en mer)* : Audition de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Réunion du mardi 15 octobre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Offensive turque dans le nord-est syrien - Audition de S.E. M. Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation en Irak et en Syrie - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

(mission commune d'information sur le sauvetage en mer) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* :

Audition de M. François Geleznikoff, directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA-DAM).

Situation au Moyen-Orient et action de la France - Audition de M. Christophe Farnaud, directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 187

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire** - (5 février 2019) : p. 774

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déploiement de la 5G par des entreprises chinoises** - (26 mars 2019) : p. 3524

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (29 avril 2019) : p. 5907

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5933

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article 3 bis** (*art. L. 114-1 [nouveau] et L. 122-2 du code de l'éducation, art. L. 5312-1 et L. 5314-2 du code du travail - Obligation de formation de seize à dix-huit ans*) : p. 6485 p. 6490 - **Article 4** (*Compensation de la charge résultant pour les communes de l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire*) : p. 6495

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) : p. 6541 - **Article 5** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'instruction dans la famille*) : p. 6555

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la simplification des procédures sur les embargos et l'extraterritorialité du droit américain** - (11 juin 2019) : p. 8252

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9170 - **Article 1er** (*art. L. 1111-1-2 [nouveau] et art. L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales - Principe de gratuité des fonctions électives locales*) : p. 9178 p. 9179

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 567 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9519

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes [n° 608 (2018-2019)]** - (3 juillet 2019) - **Question préalable** : p. 10779 - **Discussion générale** : p. 10784

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10903 p. 10904 - **Article 1er (supprimé)** (*art. 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Permettre aux associations de conserver un excédent raisonnable*) : p. 10910 - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Délai de paiement des subventions accordées aux associations*) : p. 10916 p. 10930 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 32 rectifié ter** (*Compte de campagne - Excédent - Reversement à des associations*) : p. 10937 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 31 rectifié ter** (*Compte de campagne - Excédent - Reversement à des associations*) : p. 10938 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 27 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Présence de parlementaires dans chaque collège départemental consultatif de la commission régionale du Fonds pour le développement de la vie associative, FDVA*) : p. 10941 - **Article 4 bis (supprimé)** (*art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme - Suppression du droit de préemption sur les biens cédés à titre gratuit aux associations ayant la capacité de recevoir des libéralités*) : p. 10943 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'état des lieux de la fiscalité liée aux dons*) : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 23 rectifié** (*Fondations - Activité d'enseignement de la conduite*) : p. 10949

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés - Deuxième lecture [n° 604 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11108

- **Débat sur l'intelligence artificielle** - (2 octobre 2019) : p. 12782

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12989

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire [n° 725 (2018-2019)]** - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13282

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 686 rectifié** (*Cessions de terrains à titre gratuit aux communes - Encadrement*) : p. 13295

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13366

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 9 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13529

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 26 bis - Amendements n° I-50 rectifié, n° I-446 rectifié, n° I-571 rectifié et n° I-789 (Collectivités territoriales - Parc automobile - Location longue durée (LLD) - FCTVA - Éligibilité)** : p. 16625 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-452 rectifié et n° I-1007 (Travailleurs indépendants - Fonds d'assurances formation (FAF) - Excédents financiers - France compétences - Versement)** : p. 16640 -

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi : p. 16674

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17644

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21670

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux systèmes d'alerte et d'information des populations** - (18 décembre 2019) : p. 21957

- **Projet de loi de finances pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 212 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2019) : p. 21973

GUIDEZ (Jocelyne)
sénatrice (Essonne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'institut national du cancer le 21 novembre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (30 avril 2019).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 167 (2018-2019)] visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli [n° 306 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Les outre-mer dans l'audiovisuel public (Rapport d'information et annexes) [n° 439 tome 1 (2018-2019)] (9 avril 2019) - **Culture - Outre-mer - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Les outre-mer dans l'audiovisuel public (Comptes rendus des auditions) [n° 439 tome 2 (2018-2019)] (9 avril 2019) - **Culture - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face au numérique [n° 99 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Famille - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 438 (2018-2019)] tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 169 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant diverses mesures pour lutter contre la fraude fiscale [n° 207 (2019-2020)] (16 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président, Mmes Mémona Hintermann-Afféjee et Nathalie Sonnac, membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Déplacement au siège du pôle outre-mer de France Télévisions.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Gérald Pruffer, directeur de la station Polynésie La 1ère.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans

l'audiovisuel public - Audition de M. Gora Patel, directeur de la chaîne Réunion La 1ère.

Réunion du mardi 5 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de Mme Yolaine Poletti-Duffo, directrice de la station Martinique La 1ère.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition des représentants du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du mardi 12 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Emmanuel Kessler, président de Public Sénat.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Bertrand Delais, président de La chaîne parlementaire Assemblée nationale (LCP AN).

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Table ronde avec les directrices et les directeurs des stations La 1ère du groupe France Télévisions.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Wallès Kotra, directeur exécutif en charge de l'outre-mer à France Télévisions.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Jean-Marc Mompelat, directeur adjoint et délégué outre-mer, accompagné de MM. Nicolas Taillefer, chef du service Risques sismiques et volcaniques, et Goneri Le Cozannet, expert changement climatique, direction des risques et prévention, du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur les cotisations sociales des travailleurs indépendants et la gouvernance de leur protection sociale.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Politique de prévention et de prise en charge du VIH - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mmes Stéphanie Condon, responsable

scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mmes Sandrine Dauphin, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la LFSS pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, en vue du renouvellement de son poste de directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Stéphanie Condon, directrice scientifique, et Sandrine Dauphin, directrice de projet, sur les premiers résultats de Virage dans les Outre-mer en Guadeloupe et en Martinique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'effacement facultatif du casier judiciaire d'un jeune engagé dans un centre du Service militaire volontaire** - (22 janvier 2019) : p. 173

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 273

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1^{er}, 2, 3 et 6 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, art. 1397 du code civil, art. L. 141-12, L. 143-6, L. 141-18, L. 141-21, L. 144-6, 470-2 et L. 526-2 du code de commerce, art. L. 122-15 du code de l'aviation civile, art. L. 202-5, L. 212-4 et L. 212-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 331-19 du code forestier, art. 201 du code général des impôts, art. L. 1425-1 et L. 2411-12-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 135-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 6 et 7 de la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales, art. 4 et 7 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, art. 10 de la loi du 1^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, art. 8 de la loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, art. 3 de la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, art. 18 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, art. 6 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, art. 2 de la loi n° 57-18 du 9 janvier 1957 tendant à protéger les intérêts des médecins et chirurgiens-dentistes rappelés sous les drapeaux, art. 2 de la loi n° 57-1422 du 31 décembre 1957 tendant à protéger les intérêts des docteurs vétérinaires et vétérinaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, art. 20 de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - **Modification du régime d'encadrement des journaux d'annonces légales**) : p. 420

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 670-6 du code de commerce - **Suppression de la mention de la liquidation judiciaire au casier judiciaire de l'entrepreneur individuel**) : p. 607

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'épidémie de grippe** - (14 février 2019) : p. 2478

- **Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli [n° 307 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2645 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2656

- **Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 319 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2728 p. 2729

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Deuxième lecture [n° 362 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3051 p. 3052

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (21 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 746 rectifié et n° 225 rectifié ter** (*Mise en œuvre des schémas directeurs d'accessibilité - Rapport d'étape*) : p. 3454 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - **Services locaux d'information et de billetterie multimodales**) : p. 3476

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 389 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5186

- **Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité** - (9 mai 2019) : p. 6275

- **Question orale sans débat sur les établissements à objet social et le recensement des logements sociaux** - (14 mai 2019) : p. 6324

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article 5 quinquies** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6564

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 16 bis** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Travail en équipe des personnels médico-sociaux de l'éducation nationale) : p. 6724

- **Débat sur le cannabis, un enjeu majeur de santé publique** - (29 mai 2019) : p. 7677

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 390 rectifié bis** (Formation pratique des étudiants en médecine - Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) - Accueil de stagiaires - Facilitation) : p. 7829 p. 7830 - **Article 2 ter** (art. L. 4131-6 du code de la santé publique - Élargissement aux spécialités autres que la médecine générale de la possibilité d'effectuer leurs stages de troisième cycle auprès de praticiens agréés) : p. 7830

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 6** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers) : p. 7933 p. 7935 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 47 rectifié quinquies et n° 48 rectifié quinquies** (Implantation d'une pharmacie supplémentaire - Conditions - Assouplissement) : p. 7979 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 49 rectifié quinquies** (Rachat d'une officine par une autre pour fermeture - Encadrement) : p. 7980 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 51 rectifié quater** (Centres de santé - Autres professionnels - Meilleur encadrement) : p. 7983 - **Article 7 bis** (art. L. 4311-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les infirmiers d'adapter la posologie de certains traitements et de prescrire certains produits en vente libre) : p. 7984 p. 7985

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le scandale des faux steaks hachés** - (11 juin 2019) : p. 8257

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 199** (Lutte contre le gaspillage alimentaire - Activité de commerce non sédentaire - Distribution des denrées non valorisables - Obligation) : p. 12509

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12893 p. 12894 p. 12895

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13044 p. 13045 - **Article 5** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes - Suppression

du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13071 p. 13072

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Rappel au règlement** : p. 13288

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation) : p. 13452 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires) : p. 13455 p. 13456 p. 13458

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXIe siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Article 1er** (art. 779, 790 B et 790 G du code général des impôts - Allègement de la fiscalité sur les transmissions au bénéfice des petits-enfants, neveux et nièces) : p. 14460

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 92 (2019-2020)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14850

- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements des services postaux dans le département de l'Essonne** - (12 novembre 2019) : p. 15102

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15129

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 9** (Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique) : p. 15235 p. 15236

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive) : p. 15279 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendements n° 45 rectifié bis et n° 90 rectifié** (Bières à très haut degré d'alcool - Taxation spécifique) : p. 15282 p. 15283 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 38, n° 56 rectifié bis, n° 447 rectifié bis, n° 787 rectifié, n° 111 rectifié, n° 438 rectifié bis, n° 477 rectifié, n° 856 rectifié et n° 478 rectifié** (Grossistes réparateurs - Taxe sur la vente en gros de médicaments - Réduction) : p. 15336 - **Article additionnel avant l'article 17 - Amendements n° 483 rectifié ter et n° 728 rectifié bis** (Allocation journalière du proche aidant (AJPA) - Financement) : p. 15337

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane) : p. 16377 p. 16382 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-54 rectifié bis, n° I-316 rectifié bis et n° I-418 rectifié bis** (Collectivités ayant adopté un Plan Climat-Air-Energie territorial - Attribution

d'une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) : p. 16465

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (27 novembre 2019) : p. 16793

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17184

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 15** (*Clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2020*) : p. 17216 p. 17217

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 45** (*Indemnisation du congé proche aidant*) : p. 17314 p. 17315 - **Article 45 bis** (*Assouplissement des conditions de recours au congé de présence parentale*) : p. 17316

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

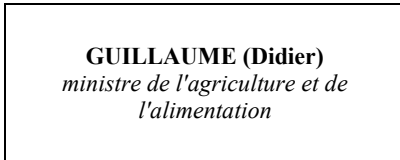
Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-70 rectifié bis, n° II-262 rectifié quater, n° II-285 rectifié quinquies, n° II-333 rectifié bis, n° II-372 rectifié bis, n° II-410 rectifié bis et n° II-634 rectifié** (*Dotation de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de la population - Suppression*) : p. 17851 - **Article 78 ter (nouveau)** (*Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité*) : p. 17855

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) : p. 17901

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21667 p. 21668 - **Article 2** (*Lutte contre l'usage détourné par les mineurs du protoxyde d'azote*) : p. 21677 p. 21678 p. 21679 p. 21680 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 21681 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21683



DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-59 du 30 janvier 2019 relative à l'exercice et au transfert, à titre expérimental, de certaines missions dans le réseau des chambres d'agriculture [n° 466 (2018-2019)] (24 avril 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-361 du 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques [n° 595 (2018-2019)] (25 juin 2019) - **Questions sociales et santé**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-363 du 24 avril 2019 étendant les pouvoirs de police judiciaire des agents mentionnés à l'article L. 205-1 du code rural et de la pêche maritime et à l'article L. 511-3 du code de la consommation [n° 630 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Agriculture et pêche - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 25 p. 30 p. 32

- **Question orale sans débat sur la retraite des vétérinaires sanitaires** - (22 janvier 2019) : p. 167

- **Question orale sans débat sur le projet de réalisation du lac de Caussade** - (22 janvier 2019) : p. 168

- **Question orale sans débat sur les conditions de repli entre appellations d'origine** - (22 janvier 2019) : p. 169

- **Question orale sans débat sur l'appellation « Clairette de Die »** - (22 janvier 2019) : p. 169

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction du glyphosate** - (22 janvier 2019) : p. 194

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fièvre porcine** - (31 janvier 2019) : p. 638

- **Question orale sans débat sur la pêche au bar et le 48e parallèle** - (12 février 2019) : p. 1097

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'arrêté sur les retournements de prairies** - (12 février 2019) : p. 1098

- **Question orale sans débat sur le Fonds d'accompagnement à la succession et à la transmission** - (12 février 2019) : p. 1099

- **Proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale [n° 328 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2790 p. 2791 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-1 et article L. 142-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER pour les activités conchylicoles*) : p. 2799 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1** (*Successions - Information des SAFER*) : p. 2800 - **Article 5 (nouveau)** (*art. L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des SAFER aux bâtiments utilisés pour une activité salicole, désormais reconnue comme agricole*) : p. 2801 p. 2802

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'utilisation des fonds européens** - (7 mars 2019) : p. 2871

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de sites sucriers** - (7 mars 2019) : p. 2874

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (12 mars 2019) : p. 2956

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la labellisation « bio »** - (26 mars 2019) : p. 3530

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 391 (2018-2019)]** - (3 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5007 p. 5008 p. 5018 - **Article 1er** (art. 1er de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime) - *Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation*) : p. 5020 p. 5022 - **Article 2** (art. 2 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires et art. 1er de la proposition de loi n° 231 de M. Gilbert Bouchet et de plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée) : p. 5023 p. 5024 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié** (*Produits équitables - Critères de définition*) : p. 5024 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** (*Loi EGALIM - Article 48 - Abrogation*) : p. 5025 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 35 rectifié bis** (*Produits issus de l'agriculture biologique hors Union européenne - Rapport au Parlement*) : p. 5026 - **Article 3** (art. 3 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires (art. L. 412-4 du code de la consommation) - *Étiquetage des miels*) : p. 5029 p. 5030 p. 5032 p. 5034 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 29 rectifié** (*Produits agricoles et élémentaires transformés - Mention du pays d'origine sur l'étiquette*) : p. 5035 p. 5036 - **Article 4** (art. 4 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires, art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation) : p. 5037 p. 5038 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 33 rectifié ter** (*Production d'huîtres - Origine du naissain - Étiquetage obligatoire*) : p. 5038 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1 rectifié** (*Matières d'origine végétale - Utilisation de certaines dénominations commerciales associées aux produits d'origine animale - Interdiction*) : p. 5039 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié** (*Vins mis en vente sous forme de bouteille, pichet ou de verre - Indication lisible de la provenance*) : p. 5040 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié** (*Produits vendus sous l'appellation « Rhum » - Indication du pays d'origine des matières premières - Obligation*) : p. 5041 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 4 rectifié** (*Mention « sans glyphosate »*) : p. 5042 - **Article 5** (art. 5 de la proposition de loi n° 322 de Mme Monier et des membres du groupe socialiste et républicain portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires - *Dates d'entrée en vigueur*) : p. 5042 p. 5043
- **Question orale sans débat sur les sorties pédagogiques des élèves scolarisés en milieu rural** - (9 avril 2019) : p. 5401
- **Question orale sans débat sur l'extension de l'obligation scolaire** - (9 avril 2019) : p. 5401
- **Question orale sans débat sur la nécessité de l'enseignement du clitoris dans les programmes scolaires** - (9 avril 2019) : p. 5402
- **Question orale sans débat sur le paiement des aides de la politique agricole commune** - (9 avril 2019) : p. 5403
- **Question orale sans débat sur le programme leader 2014-2020** - (9 avril 2019) : p. 5404
- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)]** - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6167 p. 6168 p. 6192
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur** - (16 mai 2019) : p. 6539
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tuberculose bovine** - (21 mai 2019) : p. 6775
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le clip du rappeur Nick Conrad** - (21 mai 2019) : p. 6778
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre les communes forestières et l'Office national des forêts** - (28 mai 2019) : p. 7638
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dégâts dans la Drôme** - (20 juin 2019) : p. 9544
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des calamités agricoles** - (20 juin 2019) : p. 9545
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans la Drôme** - (20 juin 2019) : p. 9547
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des raffineries de sucre** - (20 juin 2019) : p. 9550 p. 9551
- **Question orale sans débat sur l'arboretum national des Barres** - (2 juillet 2019) : p. 10667
- **Question orale sans débat sur la gestion des prairies et le retournement des terres à Anor et dans la Sambre-Avesnois** - (2 juillet 2019) : p. 10668
- **Question orale sans débat sur la prédation des troupeaux** - (2 juillet 2019) : p. 10669
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction des serres chauffantes** - (9 juillet 2019) : p. 10926
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (18 juillet 2019) : p. 11551
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécheresse** - (23 juillet 2019) : p. 12221
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux impacts de la sécheresse sur le monde agricole et les mesures à prendre** - (23 juillet 2019) : p. 12223
- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13690 p. 13691 p. 13692 p. 13693 p. 13694 p. 13695 p. 13696 p. 13697 p. 13698 p. 13699 p. 13700 p. 13701 p. 13702
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des agriculteurs** - (9 octobre 2019) : p. 12927
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les injonctions gouvernementales contradictoires en matière de ressources en eau** - (9 octobre 2019) : p. 12930 p. 12931
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie d'adaptation de nos forêts au changement climatique** - (9 octobre 2019) : p. 12934
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conséquence de la sécheresse** - (9 octobre 2019) : p. 12937
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conséquence de l'incendie de l'usine Lubrizol pour les agriculteurs** - (9 octobre 2019) : p. 12937 p. 12938
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des vins français par les États-Unis** - (23 octobre 2019) : p. 14440
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des agriculteurs** - (23 octobre 2019) : p. 14442 p. 14443

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du loup en France** - (23 octobre 2019) : p. 14444

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour l'enseignement agricole ? »** - (30 octobre 2019) : p. 14789 p. 14791 p. 14794 p. 14796 p. 14798

- **Question orale sans débat sur la pêche et l'obligation de débarquement** - (12 novembre 2019) : p. 15091

- **Question orale sans débat relative à la pêche du saumon dans l'Adour** - (12 novembre 2019) : p. 15092

- **Question orale sans débat sur la crise de la filière forestière en Moselle et dans le Grand Est** - (12 novembre 2019) : p. 15093

- **Question orale sans débat relative à la prise en charge des mineurs en situation de handicap** - (12 novembre 2019) : p. 15094

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (20 novembre 2019) : p. 15877

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la forêt française** - (27 novembre 2019) : p. 16813

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des agriculteurs (I)** - (27 novembre 2019) : p. 16814 p. 16815

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des agriculteurs (II)** - (27 novembre 2019) : p. 16815

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17758 p. 17759 p. 17761 p. 17762 p. 17763

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17765 p. 17767 p. 17769 p. 17770 p. 17771 p. 17772 p. 17773 p. 17774 p. 17775 p. 17776 p. 17777 p. 17779 p. 17780 p. 17781 p. 17782 p. 17783 p. 17784 p. 17786

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21730 p. 21739

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21745 p. 21754 p. 21756



GUILLEMOT (Annie)
sénatrice (Rhône)
SOCR

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » le 6 mars 2019 ; puis vice-présidente du 2 avril 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales [n° 462 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Cohésion des territoires (Politique de la ville) [n° 141 tome 7 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 2 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Bernard Lévy, candidat proposé à la fonction de président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition de M. Frédéric Baverez, directeur exécutif France, et Mme Anne Lieure, directrice des relations institutionnelles, de Keolis.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Éric Lombard directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 73, 74 et 75) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 242 (2018-2019)]** - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 213 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application rétroactive de la clause résolutoire du bail pour troubles de voisinage) : p. 223

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 379

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 799 p. 800 p. 802 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 819

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2747

- **Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires [n° 471 (2018-2019)]** - (9 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6253 - **Article 8 (nouveau)** (art. 54 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Abrogation des dispositions prévoyant l'élection des conseillers métropolitains au suffrage universel direct) : p. 6259 p. 6260 - **Article 10 (nouveau)** (art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de conférence métropolitaine des maires de la métropole de Lyon) : p. 6264 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9** (Conférences territoriales des maires - Renforcement de leur fréquence de réunion) : p. 6266 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 6269

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (École de la confiance) : p. 6364 p. 6369 p. 6374 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié quater** (Lutte contre l'absentéisme scolaire - Retenue sur les allocations familiales) : p. 6381

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 8277 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 10 rectifié quater** (Plan de mise en vente des logements sociaux - État du bâti et des équipements - Gros travaux) : p. 8287 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 31 rectifié bis** (Vente des logements sociaux - Plan de prévention des risques de dégradation des copropriétés) : p. 8289 - **Article 1er C (nouveau)** (art. 198 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de

l'aménagement et du numérique, art. L. 1331-22 à L. 1331-30 et L. 1337-4 [abrogés] du code de la santé publique, art. L. 511-1 à L. 511-7 et L. 511-8 à 511-18 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, art. 25-1 A de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Création d'une police du logement - Harmonisation des procédures de péril et d'insalubrité - Entrée en vigueur accélérée d'une interdiction définitive d'habiter - Raccourcissement du délai d'instruction dans les procédures de péril et d'insalubrité) : p. 8295 - Article 2 (Expérimentation en matière de délivrance du permis de louer) : p. 8300 - Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 2 rectifié (Autorisation préalable de mise en caducité et renouvellement) : p. 8302 p. 8303 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 3 rectifié (Protection des occupants de l'habitat indigne - Renforcement - Présomption de bonne foi de l'occupant) : p. 8304 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 4 rectifié bis (Logement définitif - Deux offres de relogement) : p. 8305 p. 8306 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 22 rectifié, n° 34 et n° 9 rectifié (Lutte contre l'habitat indigne en outre-mer - APL accession - Conséquences de suppression - Rapport au Parlement) : p. 8310 - Article additionnel avant l'article 7 - Amendements n° 5 rectifié et n° 6 rectifié (Marchands de sommeil - Indemnité représentative des frais engagés pour le relogement - Augmentation) : p. 8311 p. 8312

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (18 juillet 2019) - **Article 3 nonies (Rapport au Parlement sur les objectifs de rénovation énergétique)** : p. 11529 - **Article 3 duodécies (supprimé) (art. L. 310-1-1-3 [nouveau] et L. 385-7-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 511-4-3 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau], L. 533-22-1 et L. 533-22-4 du code monétaire et financier, art. L. 114-46-3 [nouveau], L. 931-3-8 [nouveau] et L. 942-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'obligation de publication d'informations extra-financières applicable aux investisseurs)** : p. 11538

- **Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 748 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13706

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12867

- **Suite de la discussion (9 octobre 2019) - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 390 rectifié (Métropole de Lyon - Instances)** : p. 12974 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 747 (Métropole de Lyon -**

Conseil métropolitain - Communes - Avis contraignants) : p. 12976 - **Article 1er bis (nouveau) (art. L. 3633-2 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des prérogatives de la conférence métropolitaine rassemblant les maires des communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon)** : p. 12980 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 717 rectifié bis (Métropole de Lyon - Commission permanente - Élection au scrutin proportionnel)** : p. 12981

- **Suite de la discussion (10 octobre 2019) - Article 1er ter (nouveau) (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI)** : p. 13012 p. 13020

- **Suite de la discussion (15 octobre 2019) - Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 875 rectifié bis (Adjoint au maire - Vacance de siège - Nouvelle élection de l'ensemble des adjoints)** : p. 13166 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 192 rectifié (Conseils régionaux - Vice-présidents - Parité - Renforcement)** : p. 13174 - **Article additionnel avant l'article 12 - Amendement n° 723 rectifié (Lutte contre l'habitat indigne - Pouvoirs du maire - Renforcement)** : p. 13237 - **Article additionnel avant l'article 12 - Amendement n° 596 (Lutte contre l'habitat indigne - Pouvoirs du maire - Renforcement)** : p. 13237 p. 13238

- **Suite de la discussion (16 octobre 2019) - Article 15 (art. L. 2212-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Attribution au maire du pouvoir de dresser des amendes administratives)** : p. 13302

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]** - (14 novembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15353

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée des droits de l'enfant** - (20 novembre 2019) : p. 15874 p. 15875

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17703 p. 17711 p. 17712 p. 17716 - **État B** : p. 17726 p. 17733 p. 17734 p. 17735 p. 17736 p. 17737 p. 17738 p. 17743 - **Article additionnel après l'article 75 - Amendement n° II-910 (Organismes HLM - Titres participatifs - Émission - Collectivités locales - Souscription - Autorisation)** : p. 17749

GUILLOTIN (Véronique)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis vice-présidente le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 263 (2018-2019)] (23 janvier 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'identification, le contrôle et le suivi de l'instruction à domicile [n° 313 (2018-2019)] (13 février 2019) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'accès effectif et direct des petites et moyennes entreprises à la commande publique [n° 436 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale [n° 588 (2018-2019)] (20 juin 2019) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager diverses mesures pour intensifier la lutte et la prévention contre l'inceste et à demander sa surqualification pénale [n° 751 (2018-2019)] (30 septembre 2019) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion [n° 3 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation éthique de la recherche impliquant la personne humaine [n° 105 (2019-2020)] (7 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 147 (2019-2020)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais [n° 216 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de la fondation catholique « Apprentis d'Auteuil » : M. André Altmeyer, directeur général adjoint, et Mme Émilie Casin-Larretche, responsable des relations extérieures.

Audition de l'association « Colosse aux pieds d'argile » : M. Sébastien Boueilh, directeur-fondateur, et Mme Claire Lailheugue, chargée de communication.

(*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Stratégie de l'Union européenne pour l'intelligence artificielle : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

Réunion du mardi 19 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de représentants du ministère des sports.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Sébastien Barrault, président, et Mme Ingrid Mareschal, déléguée générale de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV).

(*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Organisation territoriale de la santé - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Réunion du jeudi 27 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Education - Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission des budgets au Parlement européen, sur l'Erasmus des apprentis.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Accès précoce aux médicaments innovants - Communication de Mmes Catherine Deroche et Véronique Guillotin et M. Yves Daudigny.

Déplacement en Espagne sur le système de santé et de sécurité sociale - Communication.

Réunion du jeudi 24 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Alexandra Benachi, présidente de la Fédération française de centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Proposition de résolution européenne de M. Richard Yung et les membres du groupe La République En Marche sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais : rapport de Mme Véronique Guillotin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie [n° 238 (2018-2019)]** - (23 janvier 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 273

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tabagisme en zone frontalière** - (5 février 2019) : p. 778 p. 779

- **Question orale sans débat sur le remboursement des actes de biologie médicale innovants** - (12 février 2019) : p. 1091

- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2611

- **Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli [n° 307 (2018-2019)]** - (21 février 2019) - **Discussion générale** : p. 2647

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Deuxième lecture [n° 362 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3051

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Question préalable** : p. 3855

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 5065 p. 5074 p. 5078

- **Question orale sans débat sur le double cursus médecine-sciences** - (9 avril 2019) : p. 5399

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rémunération des infirmiers** - (28 mai 2019) : p. 7632

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie*) : p. 7717 - **Article 2** (*art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7740 p. 7749 p. 7753

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) : p. 7803 - **Article 2 ter** (*art. L. 4131-6 du code de la santé publique - Élargissement aux spécialités autres que la médecine générale de la possibilité d'effectuer leurs stages de troisième cycle auprès de praticiens agréés*) : p. 7832 - **Article 4 ter (nouveau)** (*art. L. 4131-2 du code de la santé publique - Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant*) : p. 7880

- **Mise au point au sujet de votes** - (5 juin 2019) : p. 7905

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)] (suite)** - (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) :

p. 7911 - **Article 5 ter** (art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement de la compétence d'établissement des certificats de décès aux médecins retraités et aux étudiants de troisième cycle*) : p. 7926 p. 7927 p. 7928 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 106 rectifié bis, n° 130 rectifié bis, n° 304 et n° 656 rectifié** (*Plan national de santé au travail et de qualité de vie au travail des professionnels hospitaliers*) : p. 7939 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 658 rectifié et n° 709 rectifié** (*Postes titulaires hospitaliers - Attractivité - Suppression du plafond d'exonération du temps de travail additionnel*) : p. 7941 - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - *Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé*) : p. 7962 p. 7964 p. 7970 p. 7972 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 666 rectifié bis** (*Coordination des parcours de santé - Dispositifs d'appui - Amélioration*) : p. 7982 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 367 rectifié bis, n° 436 rectifié bis et n° 504 rectifié bis** (*Pharmaciens d'officine - Substituts nicotiniques - Autorisation de prescription*) : p. 7995 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (*Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation*) : p. 7997 - **Article additionnel après l'article 7 sexies A - Amendements n° 354 rectifié, n° 99 rectifié ter, n° 175 rectifié bis et n° 371 rectifié** (*Vaccination - Compétences des infirmiers*) : p. 8003 p. 8004 - **Article additionnel après l'article 7 sexies B - Amendements n° 74 rectifié ter, n° 132 rectifié ter, n° 162 rectifié ter, n° 253 et n° 662 rectifié ter** (*Vaccination antigrippale - Extension aux biologistes médicaux*) : p. 8005 - **Article additionnel après l'article 7 bsexies C - Amendements n° 115 rectifié ter, n° 664 rectifié bis et n° 529 rectifié bis** (*Profession d'opticien-lunetier - Élargissement des compétences*) : p. 8007 - **Article 7 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - *Substitution d'un médicament en rupture de stock par un pharmacien*) : p. 8009

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 8** (*Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité »*) : p. 8037 p. 8039 p. 8040 - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 8080 p. 8086

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8261

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9691

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (25 juin 2019) - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Publication annuelle des hautes rémunérations de la fonction publique*) : p. 9717

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des travailleurs frontaliers sur la convention fiscale avec le Grand-Duché du Luxembourg** - (16 juillet 2019) : p. 11234 p. 11235

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Commission mixte paritaire [n° 587 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11260

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 13013

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019** - (22 octobre 2019) : p. 13567

- **Mises au point au sujet de votes** - (30 octobre 2019) : p. 14774

- **Débat sur le thème : « Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXIe siècle : opportunité de croissance et de développement », sur les conclusions du rapport : Donner des armes à l'acier français, accompagner la mutation d'une filière stratégique** - (30 octobre 2019) : p. 14782

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 15157 p. 15161

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 339 rectifié bis, n° 437 rectifié bis et n° 722 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux - Installation de zones franches médicales*) : p. 15218 p. 15219 - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15253

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) : p. 17076

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) : p. 17128

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]** - (30 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 17182

Deuxième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 3** (*Correction des affectations de recettes à la sécurité sociale pour l'exercice en cours*) : p. 17193

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 17198 p. 17199 - **Article 9** (*Non-assujettissement aux cotisations et contributions sociales des indemnités spécifiques de rupture conventionnelle dans la fonction publique*) : p. 17203 - **Article 17** (*Circuits financiers et transferts de recettes*) : p. 17220

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 24 A** (*Visibilité pluriannuelle sur les ressources des établissements de santé*) : p. 17235 - **Article 24** (*Réforme du financement des hôpitaux de proximité*) : p. 17237 - **Article 36** (*Mesures en faveur de l'installation des jeunes médecins*) : p. 17286 - **Article 37** (*Faciliter l'accès aux soins pour les femmes enceintes les plus éloignées des maternités*) : p. 17289 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 17344

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21672

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la vaccination contre le papillomavirus** - (18 décembre 2019) : p. 21960

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019** - (18 décembre 2019) : p. 22039

HARRIBEY (Laurence)
sénatrice (Gironde)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire du Comité de bassin Adour-Garonne.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France le 22 mai 2019 ; puis présidente du 28 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles ou alimentaires [n° 322 (2018-2019)] (19 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Sous-utilisation des fonds européens : Pour une mobilisation plus ambitieuse des fonds européens au service des territoires [n° 745 (2018-2019)] (25 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*commission des lois*) : Audition de M. Yves Saint-Geours, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement en Turquie du 25 au 28 novembre 2018 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Sénat des Pays-Bas.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Adria Houbairi et M. Jean-Luc Bennahmias, rapporteurs de l'avis sur La réforme des fonds structurels européens, au nom de la section des affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Martine Marigeaud, présidente de la Commission interministérielle de coordination des contrôles.

Réunion du jeudi 13 juin 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Hugo Bevert, directeur des stratégies territoriales, et Philippe Cichowlaz, chef de la mission des affaires européennes au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. David Le Bras, délégué général de l'Association des directeurs généraux des communautés de France, et Mme Katia Paulin, déléguée générale adjointe.

Audition de MM. Jules Nyssen, délégué général de Régions de France, Pascal Gruselle, conseiller Europe, et Mme Julie Gourden, conseillère Europe et contractualisation.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Édouard Guillot, conseiller pour les affaires européennes à l'Assemblée des départements de France.

Audition de MM. Francesco Gaeta et Salvatore Serravalle, secrétaires généraux adjoints des affaires européennes.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Olivier Touvenin, chef du service comptable de l'État à la direction générale des finances publiques du ministère de l'action et des comptes publics, et Charles Simonnet, chef du bureau des dépenses de l'État, rémunérations et recettes non fiscales.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Raymond Vall, sénateur du Gers, président de l'Association nationale des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des pays, Michael Restier, directeur, et Mme Julie Frère, directrice du Pays de Bray.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Jacques Garau, directeur général de CMA France.

Audition de M. Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale de Guyane.

Audition de Mme Christine de Mazières, Conseillère-maître à la Cour des comptes, rapporteure générale de la formation décentralisation de la gestion des fonds européens.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition commune de Mme Marie Agnès Vibert, cheffe du service de la gouvernance et de la gestion de la PAC, et M. Yves Auffret, sous-directeur de la gestion des aides de la PAC, et de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture, Andreas Selier, adjoint au sous-directeur de l'aquaculture et de l'économie des pêches, et Pierre Hébert, chef du bureau de la

politique structurelle et des concours publics, au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 16 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Daniel Prieur, secrétaire adjoint de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la chambre interdépartementale d'agriculture du Doubs-Territoire de Belfort.

Audition de MM. Étienne Desplanques, sous-directeur des politiques publiques à la direction générale des outre-mer, Arnaud Martrenchar, adjoint au sous-directeur, et Oudi Serva, adjoint au chef du bureau des politiques européennes, de l'insertion régionale et de la valorisation des outre-mer.

Audition de Mme Véronique Gallo, adjointe au sous-directeur Europe et international à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère du travail.

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

(*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Accord-cadre institutionnel entre l'Union européenne et la Confédération suisse - Communication de Mme Laurence Harribey et M. Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne tendant à garantir, au sein de la politique agricole commune, le système d'autorisation préalable de plantation viticole jusqu'en 2050 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Sous-utilisation des fonds structurels européens - Communication de Mmes Laurence Harribey et Colette Mélot.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des lois*) : Critères d'évolution de la carte judiciaire - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition par visioconférence de M. Philippe Léglise-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle** - (7 mars 2019) : p. 2877
- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 366 (2018-2019)]** - (13 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3059
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3852 - **Discussion générale** : p. 3858 - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3879
- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5076
- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9221 p. 9222 - **Article 1er** (*Médiateur territorial - Institution - Modalités de saisine*) : p. 9228 p. 9229 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Médiateurs territoriaux - Obligations déontologiques*) : p. 9229
- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)]** - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13719 - **Article unique** (*art. 431-1 du code pénal - Elargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13725 p. 13727

HASSANI (Abdallah)
sénateur (Mayotte)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet relatif à la reconstruction et à la résilience des territoires et des populations) - **Rapport [n° 122 tome 1 (2019-2020)]** (14 novembre 2019) - **Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet relatif à la reconstruction et à la résilience des territoires et des populations) - **Auditions [n° 122 tome 2 (2019-2020)]** (14 novembre 2019) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé**.

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 27** (*art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 302 bis ZB, 1001, 1604, 1609 quater viciés A du code général des impôts, art. L. 423-19 et L. 423-27 du code de l'environnement, L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 6131-1 du code du travail, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 16638

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (28 novembre 2019) : p. 16986 - **État B** : p. 16993

Pouvoirs publics, Conseil et contrôle de l'État, Direction de l'action du Gouvernement et Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2019) : p. 17005

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Laurent Montador, directeur général adjoint, Antoine Quantin, directeur des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur adjoint des réassurances et des fonds publics, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Frédéric Pichonnat, directeur outre-mer, et Jean Fabre-Mons, chargé de mission auprès du directeur général et responsable des relations institutionnelles, de la Croix-Rouge française.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Stéphanie Defossez, maître de conférences en géographie à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de MM. Charles Giusti, adjoint au directeur général des outre-mer, et Alexis Bevilard, directeur de cabinet du directeur général des outre-mer, ministère des outre-mer.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Table ronde sur la problématique assurantielle : M. Stéphane Pénet, directeur du pôle assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance (FFA) ; Mme Gorette Plana, directrice d'Allianz outre-mer ; MM. Emmanuel Gombault, directeur technique incendie, accidents et risques divers (IARD) outre-mer, Allianz ; Jean-Louis Charluteau, directeur de la réassurance et des risques naturels, pilotage des projets techniques, Generali ; Franck Offredi, directeur des assurances ; et Pierre Lacoste, directeur de la réassurance, Groupama.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. François Adam, directeur, Mmes Marie-Christine Roger, chargée de mission outre-mer, et Géraldine Sanaur, adjointe au chef du bureau de la réhabilitation du parc d'évaluation économique et outre-mer, direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), ministère de la transition écologique et solidaire.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général, accompagné de Mmes Anne Chanal, chef du service vulnérabilité et gestion de crise, et Cécile Martin, directrice de la programmation, du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, (Cerema).

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de Mme Virginie Duvat, professeure de géographie à l'Université de La Rochelle, MM. Raphaël Billé, coordonnateur, Jean-Baptiste Marre, coordonnateur adjoint du projet RESCCUE (Résilience des écosystèmes et des sociétés face au changement climatique), et Olivier Auguin, conseiller en planification, au secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS).

Réunion du mardi 2 juillet 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition de M. Frédéric Mortier, délégué interministériel aux

risques majeurs outre-mer auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Bertrand Willocquet, directeur du département « Trois Océans » de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Rencontre avec les élus locaux d'outre-mer : présentation des conclusions et recommandations sur les deux volets de l'étude relative aux risques naturels majeurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Mayotte - Délai de rétention administrative*) : p. 2484

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'air austral** - (25 juin 2019) : p. 9682

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] - PAC : arrêter l'engrenage conduisant à sa déconstruction d'ici 2027 [n° 317 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais [n° 147 (2019-2020)] (20 novembre 2019) - **Famille.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 24 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Fusion Alstom et Siemens Mobility : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire - Rapport d'information et observations de M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne tendant à garantir, au sein de la politique agricole commune, le système d'autorisation préalable de plantation viticole jusqu'en 2050 - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak** [n° 156 (2018-2019)] - (22 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 181

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3834 p. 3835

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du**

Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) [n° 316 (2018-2019)] - (7 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6164

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9694

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la création d'un commandement militaire de l'espace** - (18 juillet 2019) : p. 11553

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Seconde partie :

Défense

- (2 décembre 2019) : p. 17647

HENNO (Olivier)
sénateur (Nord)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis rapporteur le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (2 mai 2019).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité le 13 février 2019.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Secrétaire de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 184 (2018-2019)] visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 361 (2018-2019)] (6 mars 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à revenir sur le transfert obligatoire de la compétence voirie des communes vers la métropole d'Aix-Marseille-Provence [n° 704 (2018-2019)] (5 août 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à interdire la chasse des oiseaux à la glu [n° 23 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) : communication de Mme Fabienne Keller et M. Claude Raynal.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Procédure de législation en commission

(article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Enjeux de la réforme du système européen de surveillance financière : avis politique de MM. Claude Raynal et Jean-François Rapin.

Économie, finances et fiscalité - Réforme du cadre européen applicable aux entreprises d'investissement : avis politique de MM. Claude Raynal et Jean-François Rapin.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Étude confiée à la Fondation Robert Schuman sur les attentes des citoyens européens envers l'Union européenne : présentation par M. Jean-Dominique Giuliani, président, et Mme Pascale Joannin, directrice générale.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur l'intégration du régime social des indépendants au sein du régime général de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Communication de Mme Anne-Catherine Loisier sur l'accord tripartite entre la France, l'Irlande et le Royaume-Uni sur la filière équine.

Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne tendant à garantir, au sein de la politique agricole commune, le système d'autorisation préalable de plantation viticole jusqu'en 2050 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique,

en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, président, et Mme Karine Lefeuve, vice-présidente du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants de courants de pensée.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants de la Fédération française des CECOS (centres d'étude et de conservation des oeufs et du sperme humain) et de la Fédération des BLEFCO (biologistes des laboratoires d'étude de la fécondation et de l'oeuf).

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune sur l'assistance médicale à la procréation.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune sur les conséquences de l'extension de l'assistance médicale à la procréation sur le droit de la famille.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune d'associations.

Audition de Mme Alexandra Benachi, présidente de la Fédération française de centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal.

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Auditions de M. Guillaume Drago, président, et de Me Geoffroy de Vries, délégué général, de l'Institut Famille et République.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Huguette Mauss, présidente, et de M. Jean-Pierre Bourély, secrétaire général, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP).

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 19 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune d'associations.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 225-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2

[nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 504 p. 509

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'État du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 860 - **Article 52 bis A** (Déploiement expérimental de réseaux et d'infrastructures électriques intelligents) : p. 864 p. 865 - **Article 55** (art. L. 151-3, L. 151-3-1, L. 151-3-2 [nouveaux] et L. 151-4 du code monétaire et financier - Renforcement des pouvoirs de sanction et de police administrative du ministre dans le cadre du régime d'autorisation préalable des investissements étrangers dans des activités stratégiques) : p. 884

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (27 mars 2019) - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3684 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 347 rectifié sexies** (Transfert des pouvoirs de police du maire au président de l'intercommunalité - Ajout des transports publics dans le cadre des lignes de transport en site propre) : p. 3702 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 836 rectifié quinquies** (Élargissement du champ des servitudes aux transports guidés) : p. 3705 p. 3705

- **Question orale sans débat sur l'extension de l'obligation scolaire** - (9 avril 2019) : p. 5401

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit (I)** - (11 avril 2019) : p. 5588 p. 5589

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5979

- **Débat sur le thème : « La caducité du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »** - (9 mai 2019) : p. 6231 p. 6232

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (6 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 761** (Établissements publics de santé - État prévisionnel des recettes et des dépenses - Compte de résultat principal - Création de volets spécifiques MCO, psychiatrie et SSR) : p. 8077 - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8082

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Commission mixte paritaire [n° 441 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10867

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Nouvelle lecture [n° 641 (2018-2019)]** - (10 juillet 2019) - **Article 2** (Encadrement de l'utilisation des fonds recueillis dans le cadre de la souscription) : p. 11090

- **Question orale sans débat sur les opérations d'évacuation de migrants à Grande-Synthe** - (15 octobre 2019) : p. 13133 p. 13134

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15125 p. 15126

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article 7** (*Reconduction du versement d'une prime exceptionnelle exonérée de contributions et de cotisations sociales*) : p. 15155 p. 15158 p. 15161

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 584, n° 811 rectifié, n° 125 rectifié quinquies, n° 223 rectifié sexies, n° 300 rectifié quater et n° 473 rectifié ter** (*Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires - Suppression*) : p. 15215 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 877 rectifié quater** (*Régime social des élus locaux - Double cotisation - Suppression*) : p. 15217 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 435 rectifié bis, n° 113 rectifié bis, n° 353 rectifié, n° 751 rectifié, n° 15 rectifié bis et n° 352 rectifié** (*Français non-résidents - Exonération du paiement de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) sur les revenus du patrimoine*) : p. 15240

p. 15241 - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15256

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) : p. 15274 - **Article 14** (*Mesures de lutte contre la fraude*) : p. 15324 p. 15329 - **Article 15** (*Clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2020*) : p. 15335

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (26 novembre 2019) - **Article 31** (*Diminution du tarif de la contribution à l'audiovisuel public, actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public*) : p. 16645

HERVÉ (Loïc)
sénateur (Haute-Savoie)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre de la commission d'enquête sur la souveraineté numérique du 10 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de transformation de la fonction publique (20 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (2 juillet 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (21 novembre 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (28 novembre 2019).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) jusqu'au 13 novembre 2019.

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du massif des Alpes.

Membre titulaire de l'Office franco-québécois pour la jeunesse le 13 février 2019.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » du 6 mars 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 91 (2018-2019)] relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 351 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 303 (2018-2019)] tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 408 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration de récolte et à l'autorisation de cession de variétés de semences [n° 419 (2018-2019)] (28 mars 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour des institutions plus équilibrées et plus efficaces [n° 435 (2018-2019)] (4 avril 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 532 (2018-2019)] - **Rapport [n° 570 tome 1 (2018-2019)]** (12 juin 2019) - **Fonction publique**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 532 (2018-2019)] - **Tableau comparatif [n° 570 tome 2 (2018-2019)]** (12 juin 2019) - **Fonction publique**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 633 (2018-2019)] (4 juillet 2019) - **Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 706 (2018-2019)] (30 août 2019) - **Défense**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 146 tome 12 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Vingtième anniversaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat [n° 148 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Violences contre les sapeurs-pompiers : 18 propositions pour que cesse l'inacceptable [n° 193 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du lundi 21 janvier 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la Présidence de la République.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les suites de la table ronde du jeudi 17 janvier 2019 sur la parité dans les intercommunalités.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission des lois*) : Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Marie-Laure Denis aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à interdire l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre du maintien de l'ordre et à engager une réflexion sur les stratégies de désescalade et les alternatives pacifiques possibles à l'emploi de la force publique dans ce cadre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Nathalie Boy de la Tour, présidente de la Ligue de football professionnel.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des lois*) : Mission d'information relative à la sécurité des sapeurs-pompiers - Audition de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF).

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de transformation de la fonction publique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de transformation de la fonction publique.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des maires dans l'exercice de leur mandat - Audition de M. Jean-Marie Bockel, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des lois*) : Sécurité des sapeurs-pompiers - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles** - (15 janvier 2019) : p. 32

- **Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)]** - (23 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 256 p. 257

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (5 février 2019) : p. 778

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les niches fiscales** - (5 février 2019) : p. 781

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (6 février 2019) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié*) : p. 924

- **Question orale sans débat sur le maintien du service météorologique de Chamonix-Mont-Blanc** - (12 février 2019) : p. 1073 p. 1074

- **Question orale sans débat sur la modernisation du réseau ferroviaire en Haute-Savoie** - (12 février 2019) : p. 1076

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1106

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Nouvelle lecture [n° 288 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 289 (2018-2019)** : p. 1112

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Nouvelle lecture [n° 289 (2018-2019)]** - (12 février 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 288 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte [n° 291 (2018-2019)]** - (14 février 2019) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Mayotte - Délai de rétention administrative*) : p. 2486 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (*Mayotte - Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification*) : p. 2486

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 352 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2803 p. 2806 p. 2809 p. 2810 p. 2811

- **Rappel au règlement** - (12 mars 2019) : p. 2935

- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2937 - **Exception d'irrecevabilité** :

p. 2940 - **Discussion générale** : p. 2948 p. 2950 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 2973 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription au fichier des personnes recherchées des mesures d'interdiction de participer à une manifestation) : p. 2981

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)]** - (14 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3117 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3122

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (26 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 57 rectifié** (Voies de circulation réservées sur les autoroutes et les voies express - Création) : p. 3509 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 318 rectifié bis et n° 471 rectifié** (Vitesses maximales autorisées sur les routes nationales - Adaptation) : p. 3510 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (Vitesses maximales autorisées - Adaptation) : p. 3511

- **Suite de la discussion** (2 avril 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3820

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019** - (2 avril 2019) : p. 3838 p. 3839

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3873 p. 3874 p. 3875 p. 3884

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5061 p. 5062 p. 5064 p. 5065 p. 5066 p. 5067 p. 5078 p. 5081 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 135 rectifié bis** (Département de la Haute-Savoie - Coopération transfrontalière) : p. 5085

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire forestière** - (4 avril 2019) : p. 5154

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte [n° 409 (2018-2019)]** - (4 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5165 p. 5170 - **Article 1er** (Objet des sociétés publiques locales (SPL) et compétences des collectivités actionnaires) : p. 5174 p. 5175 - **Article 2** (Sociétés d'économie mixte locales (SEM)- Objet social - Compétences des actionnaires) : p. 5176 - **Article 3 (nouveau)** (Sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) - SPLA d'intérêt national - Objet social - Compétences des actionnaires) : p. 5176 - **Article 4 (nouveau)** (Application de la présente proposition de loi aux entreprises publiques locales (EPL) existantes) : p. 5177 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11** (Sociétés d'économie mixte (SEM) - Dispositions spécifiques - Polynésie française - Nouvelle-Calédonie) : p. 5177

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5411 p. 5414

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 5976

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 109 rectifié** (Dates officielles de la rentrée et des vacances scolaires - Non respect - Sanctions) : p. 6450

- **Suite de la discussion** (21 mai 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6764

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 116 rectifié ter** (Lutte contre la désertification médicale - Transposition aux médecins libéraux du mécanisme de conventionnement applicable aux infirmiers libéraux) : p. 7856

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire) : p. 7908

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (12 juin 2019) : p. 9152 p. 9157

- **Proposition de loi créant un statut de l'élu communal [n° 305 (2018-2019)]** - (12 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9160

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9259 p. 9262

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9313 p. 9314 - **Question préalable** : p. 9315 p. 9316 p. 9316 - **Discussion générale** : p. 9319 p. 9320 p. 9323 p. 9324 p. 9325 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié** (Membres de la fonction publique - Obligation de réserve) : p. 9337 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 11 rectifié bis** (Impartialité des services publics - Extension aux contractuels) : p. 9338 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Missions des agents publics) : p. 9339 - **Article 2** (art. 9 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Nouvelle faculté de saisine du Conseil commun de la fonction publique - Représentation des plus grandes communes et de leurs établissements publics intercommunaux au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : p. 9340 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 219** (Formation professionnelle dans la fonction publique territoriale - Retour à une gestion paritaire) : p. 9344 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Feuille de route des décisions de l'État ayant un impact sur la fonction publique territoriale) : p. 9345 p. 9346

- **Suite de la discussion** (19 juin 2019) - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9425 p. 9427 p. 9429 p. 9430 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendements n° 222 rectifié et n° 49** (Conditions de travail des agents territoriaux - Prévention et aides à l'acquisition d'une protection sociale complémentaire) : p. 9431 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 515 rectifié** (Fonction publique territoriale - Communes de 3 500 habitants - Données sur l'avancement du plan de gestion prévisionnelle des emplois et de développement des compétences - Ajout aux annexes) : p. 9432 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement**

n° 275 rectifié bis (*Fonction publique territoriale - Absentéisme - Mise en place d'un plan de prévention*) : p. 9433 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 78 rectifié** (*Fonction publique - Catégorie A+ - Statut*) : p. 9439 - **Article 8** (art. 7 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 3 et 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 9-4 [nouveau] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrat de projet dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9491 p. 9492

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 567 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9515 p. 9516 p. 9518 p. 9521

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 237** (*Fonction publique territoriale - Recours à des entreprises d'intérim - Abrogation*) : p. 9561 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 62 rectifié ter** (*Fonction publique territoriale - Statut d'emploi - Uniformisation - Simplification*) : p. 9562 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 268 rectifié bis** (*Professeurs agrégés - Affectation en collège - Limitation*) : p. 9588 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 76 rectifié quater** (*Fonction publique territoriale - Tableau d'avancement - Taille de la collectivité - Absence de corrélation*) : p. 9588 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 92 rectifié** (*Cour des comptes - Nomination au tour extérieur*) : p. 9590 - **Article 16** (art. 14 bis, 25 ter, 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Renforcement des contrôles déontologiques dans la fonction publique) : p. 9612 p. 9614 p. 9615 p. 9617 p. 9618 p. 9619 p. 9620 p. 9621 p. 9622 p. 9624 p. 9625 p. 9626 p. 9627 p. 9628

- **Suite de la discussion** (25 juin 2019) - **Article 34 A (priorité) (nouveau)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9658 - **Article 34 B (priorité) (nouveau)** (*Expérimentation visant à refonder le modèle de financement du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique*) : p. 9659 - **Article 34 D (priorité) (nouveau)** (*Expérimentation pour permettre la titularisation des apprentis en situation de handicap*) : p. 9661 - **Article additionnel après l'article 34 D (priorité) - Amendement n° 263 rectifié** (*Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) - Création d'un corps spécifique - Rapport au Parlement*) : p. 9662 - **Article 34 (priorité)** (art. 9 ter [abrogé] et art. 33 à 40 [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. L. 323-2 à L. 323-8-8 de l'ancien code du travail [abrogés] ; art. 68 et 72 à 74 [abrogés] de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; art. 5 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ; art. 712-6-1 du code de l'éducation ; art. 208 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ; art. 122 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Clarification et modernisation du droit du handicap dans la fonction publique) : p. 9665 p. 9666 p. 9667 - **Article 16 bis** (art. 19, 20 et 23 de la

loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Conséquences de la fusion de la commission de déontologie et de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, HATVP) : p. 9669 p. 9670 p. 9671 p. 9672 p. 9673 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° rectifié ter** (*Receveur du Trésor Public - Indemnité de conseil - Suppression*) : p. 9674 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 250** (« *Pantouflage* » - *Limitation*) : p. 9675 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 253** (« *Pantoufle* » - *Remboursement - Systématisation*) : p. 9707 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 448 rectifié bis** (« *Pantoufle* » - *Remboursement - Rapport au Parlement*) : p. 9707 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 149 rectifié bis** (*Fonction publique - Lutte contre les conflits d'intérêt*) : p. 9709 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 156 rectifié bis** (*Hauts fonctionnaires des finances publiques - Pantouflage - Interdiction*) : p. 9709 p. 9710 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 246** (*Pantouflage - Délai*) : p. 9710 p. 9711 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 150 rectifié bis** (*Hauts fonctionnaires - Déclaration à la HATVP*) : p. 9711 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 251** (*Haute fonction publique - Déontologie incompatibilités*) : p. 9712 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° 247 et n° 418 rectifié quater** (*Fonctionnaire exerçant une activité privée - Avantages du statut de la fonction publique - Suppression*) : p. 9713 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 248** (*Grand corps administratif - Participation à un cabinet - Nomination au tour extérieur - Délai*) : p. 9715 - **Article 16 ter AA (nouveau)** (art. 18-5 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Règles applicables aux agents publics devenus représentants d'intérêts) : p. 9715 - **Article 16 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Publication annuelle des hautes rémunérations de la fonction publique*) : p. 9716 p. 9717 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 287 rectifié** (*Rémunération des hauts fonctionnaires - Contrôle annuel par la Cour des comptes*) : p. 9719 - **Article 16 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 5 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Limite d'âge pour les présidents des autorités publiques et administratives indépendantes) : p. 9720 p. 9721 - **Article 17** (*Habilitation à légiférer par ordonnances afin de simplifier et de moderniser diverses dispositions relatives à la protection sociale des agents publics*) : p. 9723 p. 9724 p. 9726 p. 9728 p. 9729 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 464 rectifié** (*Gardes alternées - Partage systématique du SFT*) : p. 9730 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 335 rectifié ter** (*Fonctionnaire - Temps partiel - Congé maladie - Emoluments*) : p. 9730 p. 9731 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 539** (*Agents des collectivités territoriales - Deuxièmes carrières*) : p. 9731 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 377** (*Anciens militaires victimes d'une rechute d'accident de service - Ministère des armées - Compensation de la perte de revenu*) : p. 9732 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 379** (*Code des pensions civiles et militaires - Retraite pour invalidité d'origine professionnelle - Actualisation*) : p. 9732 - **Article 17 bis** (art. L. 412-55 et L. 421-56 [nouveau] du code des communes - *Avancement des fonctionnaires de police municipale en cas de décès ou de blessure grave en service*) : p. 9733 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 151 rectifié bis** (*Fonction publique - Congés pour décès familial*) : p. 9735

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [n° 444 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 5** (art. L. 52-3 du code électoral - *Contenu des bulletins de vote*) : p. 9766 p. 9767

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (26 juin 2019) - **Article 21** (art. 22 quater de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et

obligations des fonctionnaires ; art. 2-1 de la loi n° 84-594 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 6323-3 du code du travail - Garantie de la portabilité des droits liés au compte personnel de formation en cas de mobilité entre secteur public et secteur privé) : p. 9818 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les modalités de recrutement et de formation des fonctionnaires) : p. 9819 p. 9820 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 256** (ENA - Troisième voie - Profils tournés vers l'intérêt général) : p. 9820 - **Article 22 bis AA (nouveau)** (art. L. 511-6-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Dérogation à la formation obligatoire des agents de police municipale au titre de la reconnaissance de l'expérience professionnelle) : p. 9821 - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4311-12, L. 4323-4-1, L. 4323-4-2, L. 4344-4-1 et L. 4344-4-2 du code de la santé publique - Développement de l'apprentissage dans la fonction publique hospitalière) : p. 9822 p. 9823 - **Article 22 bis B** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Contribution financière du CNFPT au développement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale) : p. 9824 p. 9825 - **Article additionnel après l'article 22 bis B - Amendement n° 410** (Fonction publique - Apprentissage - Développement) : p. 9827 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Formation des agents publics aux fonctions de management) : p. 9828 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 396** (Fonction publique d'Etat - Mécénat de compétences auprès d'associations d'intérêt général - Expérimentation - Rapport au Parlement) : p. 9829 - **Article 24 bis** (art. L. 4138-2, L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1, L. 4371-1 du code de la défense - Faciliter la mobilité des personnels militaires) : p. 9830 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (art. L. 237-1 du code électoral - Suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et l'exercice d'un emploi salarié d'une commune membre) : p. 9832 - **Article 27** (art. 62 et art. 62 bis [nouveau] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 93 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création, pour la fonction publique d'Etat et la fonction publique hospitalière, d'un dispositif global d'accompagnement pour les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration) : p. 9847 p. 9848 p. 9849 - **Article 28** (création d'un art. 14 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires - Création d'un détachement d'office pour les fonctionnaires dont les missions ou services sont externalisés) : p. 9852

- **Suite de la discussion** (27 juin 2019) : p. 9958 p. 9960 p. 9961 - **Article 29** (art. 6 quater A et 6 septies [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 26-2 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 51 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Généralisation des dispositifs de signalement destinés aux victimes d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et mise en place de plans d'action obligatoires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9972 p. 9973 p. 9974 p. 9975 p. 9977 p. 9978 p. 9979 p. 9980 p. 9981 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 523** (Recours effectif au mécanisme de signalement de l'article 40 du code de procédure pénale - Facilitation) : p. 9981 - **Article 29 bis** (art. 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Ajout de l'état de grossesse aux critères ne permettant aucune distinction entre fonctionnaires) : p. 9982 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 quater de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant

droits et obligations des fonctionnaires - Extension de l'obligation de nominations équilibrées dans les emplois supérieurs et de direction de la fonction publique) : p. 9983 p. 9984 p. 9985 p. 9986 p. 9987 - **Article 31** (art. 16 ter et 16 quater [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 20 bis, 26 bis et 56 bis [abrogés] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 42 [abrogé] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 30-1 et 35 dernier alinéa [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et art. 55 [abrogé] de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Harmonisation des règles de composition équilibrée des jurys et comités de sélection et assouplissement du principe de présidence alternée) : p. 9988 - **Article 33** : p. 9991 - **Article 33 bis** (art. L. 4138-14, L. 4138-16, L. 4138-17 [nouveau], L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 du code de la défense - Maintien des droits à avancement pour les militaires bénéficiant de congés parentaux ou pour élever un enfant) : p. 9992 - **Article 33 ter** (art. 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 1er de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française - Organisation des concours dans la fonction publique d'Etat - Carrières dans les corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, CEAPF) : p. 9992 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendements n° 194 rectifié ter et n° 257 rectifié bis** (Conditions d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale - Prise en compte de l'ancienneté des collaborateurs parlementaires) : p. 9995 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 267** (Gel du point d'indice depuis l'année 2008 - Rapport au Parlement) : p. 10006 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 444 rectifié quinquies et n° 446 rectifié quinquies** (Prime spécifique d'installation et disparités de traitement entre les territoires ultramarins - Indemnité temporaire de retraite (ITR) et dispositif substitutif - Rapport au Parlement) : p. 10007

- **Projet de loi pour une école de la confiance - Commission mixte paritaire [n° 576 (2018-2019)]** - (4 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10840

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 600 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10907 p. 10908 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié quater** (Associations culturelles - Obligations financières) : p. 10933 p. 10934

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)]** - (11 juillet 2019) - **Débat commun** : p. 11182

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la scolarisation des enfants suisses en France** - (18 juillet 2019) : p. 11552

- **Proposition de loi relative à la Polynésie française [n° 681 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12209

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Commission mixte paritaire [n° 668 (2018-2019)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12217

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 2018 (634-635)]** - (23 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 12241 p. 12244 p. 12245 p. 12246 p. 12249

- **Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à**

l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] - (1er octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13716 p. 13718 p. 13719 p. 13720 - **Article unique** (art. 431-1 du code pénal - *Élargissement de la répression du délit d'entrave*) : p. 13729

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12809

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12867 p. 12871 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - *Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12880 p. 12882 p. 12885 p. 12908 p. 12912

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe** - (9 octobre 2019) : p. 12954 p. 12955 p. 12960

- **Mises au point au sujet de votes** - (10 octobre 2019) : p. 13028

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)] (suite)** - (10 octobre 2019) - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Accords locaux de répartition des sièges au sein des conseils locaux*) : p. 13037 - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 13042 p. 13043 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 848 rectifié** (*Conseillers municipaux - Convocations - Envoi matérialisé*) : p. 13048 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - *Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme*) : p. 13083 p. 13084 p. 13086 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 681 rectifié bis** (*Plans d'occupation des sols - Caducité - Report*) : p. 13098 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 143 rectifié bis, n° 607 rectifié, n° 873 rectifié ter et n° 892 rectifié bis** (*Zone d'activité économique - Échelon communautaire - Compétence*) : p. 13102 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendement n° 282 rectifié ter** (*Règlement local de publicité - Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Transfert de compétences*) : p. 13108 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 769 rectifié bis** (*Établissements publics de coopération intercommunale - Seuil de création*) : p. 13112 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 682 rectifié** (*Nouvel EPCI - Adhésion des communes - Cadre du droit commun*) : p. 13113 p. 13114

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article 10** (art. L. 5211-5-1 A [nouveau] et L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Scission de communautés de communes et de communautés d'agglomération*) : p. 13159 p. 13160 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 874** (*Communes de moins de 1 000 habitants - Déclaration de candidature - Suppression*) : p. 13188 p. 13189 - **Article 11 quinquies (nouveau)** (art. L. 2113-4 du code général des collectivités territoriales - *Facilitation de la création de communes nouvelles dont le territoire est situé sur deux départements*) : p. 13207 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendements n° 382 rectifié ter et n° 537 rectifié bis** (*Intercommunalités - Instances de décision - Représentations des communes touristiques - Rapport au Parlement*) : p. 13224

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 731 rectifié** (*Pouvoirs de police des « agents de la Ville de Paris chargés d'un service de police » - Alignement sur le droit commun des agents de police municipale*) : p. 13321 p. 13322 p. 13323 - **Article 17** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - *« Sécabilité » des compétences déléguées entre*

collectivités territoriales et possibilité pour les EPCI de déléguer leurs compétences aux départements et aux régions) : p. 13343

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Macédoine du Nord [n° 39 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13362

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 935 rectifié bis** (*Intercommunalité - Création de « pôles de proximité » - Autorisation*) : p. 13398 - **Article 20** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *« Rescrit » du préfet*) : p. 13404 p. 13405 p. 13406 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents*) : p. 13418 p. 13421 p. 13424 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 685 rectifié bis** (*Ravalement de façades - Application de l'article L. 132-1 du code de la construction - Élargissement à toutes les communes*) : p. 13432 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 468** (*Relèvement du plafond indemnitaire des maires et adjoint(e)s des communes de moins de 3 500 habitants - Modalités de mise en œuvre d'un fonds public - Rapport au Parlement*) : p. 13436 - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - *Statut de salarié protégé des élus locaux*) : p. 13444 p. 13445 - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (*Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation*) : p. 13451 - **Article 28** (art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires*) : p. 13456 p. 13459 - **Article 28 quater (nouveau)** (art. L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales ; art. 2 de la loi n° 2016-341 du 23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes - *Régime indemnitaire des présidents et des vice-présidents des syndicats de communes et des syndicats mixtes*) : p. 13469 - **Article additionnel après l'article 29 quater - Amendement n° 698 rectifié quater** (*Congé maternité d'une élue locale exerçant une activité professionnelle - Considération du mandat comme une activité autorisée*) : p. 13473 - **Article 31** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. L. 613-5 du code de l'éducation - *Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les dispositifs de formation des élus locaux - Participation du CNFPT à la formation des élus locaux - Validation des acquis de l'expérience*) : p. 13480 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 293 rectifié ter, n° 294 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 433 rectifié bis** (*Élus locaux - Liquidation des droits à la retraite - Faculté de rachat ou de réduction - Rétablissement*) : p. 13487

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13520 p. 13521

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 71 (2019-2020)]** - (22 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13543 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Rassemblements - Pouvoirs du maire - Élargissement - Récupération des frais de services d'ordre*) : p. 13554

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14688

- **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14702 p. 14703

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14905 p. 14907 - **Article 2 (art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection)** : p. 14939

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15126

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p.15827 p.15834 p.15835

- **Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler « l'hyper-fréquentation » dans les sites naturels et culturels patrimoniaux [n° 111 (2019-2020)]** - (21 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié bis (Atterrissage d'aéronef à des fins de loisirs dans les zones de montagne - Interdiction)** : p. 15930

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17797 p. 17798 p. 17799 p. 17800 p. 17803 p. 17807 p. 17809

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF)** : p. 17829 p. 17830 p. 17831 p. 17834 p. 17835 p. 17842 p. 17843 p. 17844 p. 17847 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-70 rectifié bis, n° II-262 rectifié quater, n° II-285 rectifié quinquies, n° II-333 rectifié bis, n° II-372 rectifié bis, n° II-410 rectifié bis et n° II-634 rectifié (Dotations de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de la population - Suppression)** : p. 17852 - **Article 78 ter (nouveau) (Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité)** : p. 17855 - **Article additionnel après l'article 78**

quater - Amendements n° II-71 rectifié ter, n° II-411 rectifié bis et n° II-635 rectifié (Potentiel financier agrégé (PFLA) - Prélèvement - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Déduction) : p. 17860 - **Article 78 nonies (nouveau) (Stabilisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux en 2020)** : p. 17877 p. 17878 p. 17879 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-324 (Dotations de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Attribution de subvention - Consultation des présidents de conseils départementaux - Information du public)** : p. 17879 p. 17880 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-328 (Dotations de soutien à l'investissement des départements - Code général des collectivités territoriales - Modification)** : p. 17880 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-326 (Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Subventions - Attribution par le préfet du département - Commission départementale des investissements locaux - Création)** : p. 17882 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-327 (Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Instance de suivi - Création)** : p. 17884 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-325 (Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Respect du « contrat de Cahors » - Encadrement du bonus)** : p. 17889

Articles non rattachés

- (9 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-454 rectifié bis (Carte accordée par nécessité de service - Caractérisation comme outil professionnel - Clarification)** : p. 18215 p. 18216 - **Article 57 (Possibilité pour les administrations fiscale et douanière de collecter et exploiter les données rendues publiques sur les sites internet des réseaux sociaux et des opérateurs de plateforme)** : p. 18243 p. 18244 p. 18245 p. 18246 p. 18248 p. 18249 p. 18251 p. 18252

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18384 p. 18388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des pompiers** - (11 décembre 2019) : p. 21661 p. 21662

HERZOG (Christine)
sénatrice (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations autorisant pour cause de rituel religieux l'égorgement sans étourdissement préalable des animaux de boucherie [n° 284 (2018-2019)] (4 février 2019) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à restreindre le droit du sol pour l'obtention de la nationalité française, à rétablir le principe de l'expulsion des étrangers condamnés pour crime ou délit et à supprimer la gratuité des soins médicaux pour les étrangers en situation irrégulière [n° 304 (2018-2019)] (11 février 2019) - **Justice - Police et sécurité - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à rétablir les conseillers territoriaux, le même élu exerçant à la fois les fonctions de conseiller régional et celles de conseiller départemental [n° 555 (2018-2019)] (7 juin 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique tendant à mettre en œuvre les dispositions organiques résultant du rétablissement des conseillers territoriaux exerçant à la fois les fonctions de conseiller régional et celles de conseiller départemental [n° 621 (2018-2019)] (1er juillet 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'utilisation des dépositaires funéraires déjà existants [n° 21 (2019-2020)] (7 octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire le port de vêtements du type burkini dans les piscines ouvertes au public et à y interdire toute discrimination entre les sexes pour les horaires d'ouverture [n° 54 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Société.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assouplissement des 80 kilomètres par heure** - (25 juin 2019) : p. 9685 p. 9686
- **Question orale sans débat sur le rétablissement du conseiller territorial** - (16 juillet 2019) : p. 11242 p. 11243
- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 11342

Houllegatte (Jean-Michel)
sénateur (Manche)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (22 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse (22 mai 2019).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 202 rectifié bis et n° 677 rectifié ter (Élections municipales - Communes de moins de 3 500 habitants - Candidats - Nuance politique)** : p. 13193

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique gouvernementale** - (16 octobre 2019) : p. 13275

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces armées alliées et notamment des forces armées américaines, qui ont participé au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie [n° 539 (2018-2019)] (29 mai 2019) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - **Environnement [n° 144 tome 2 (2019-2020)]** (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : **Projet de pacte finance-climat européen** - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larrourou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : **Grand Paris et projet de loi d'orientation des mobilités** - Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : **Projet de loi d'orientation des mobilités** - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mardi 2 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Table ronde avec les compagnies aériennes opérant des lignes d'aménagement des territoires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de MM. Yves Crozet, professeur émérite (IEP Lyon) et Paul Chiambaretto, professeur à la Montpellier Business School et chercheur associé à Polytechnique, spécialistes du transport aérien.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Pierre-Olivier Bandet, directeur général-adjoint d'Air France HOP.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Réunion du mercredi 11 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Virginie Schwarz, candidate proposée aux fonctions de présidente-directrice générale de Météo France, en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 8 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen - Désignation d'un rapporteur et examen de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Déplacement d'une délégation de la commission en Nouvelle-Calédonie - Communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Programmes 113, 159, 174, 181 et 217 et Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Programme 190 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi modifiant la loi du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Projet de loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 I du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 547

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 809 - **Article 51 (supprimé)** (Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des jeux) : p. 831

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Question préalable** : p. 3177 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) - **Rapport annexé** : p. 3214

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 127** (Taxe d'aménagement du territoire pour les poids lourds - Augmentation) : p. 3294

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales -

Versement mobilité) : p. 3373 p. 3380 p. 3399 - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3410 p. 3411

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 18** (art. L. 1231-17 [nouveau] du code des transports - Encadrement des services de mobilité en free-floating) : p. 3542 p. 3544 - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3551 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3571

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 31** (art. L. 121-3, L. 211-0-1 [nouveau], L. 211-1, L. 224-1, L. 224-2, L. 224-3, L. 224-7, L. 224-8, L. 224-13, L. 225-1, L. 234-2, L. 234-8, L. 234-13, L. 234-14, L. 234-16, L. 235-1, L. 235-3, L. 325-1-2, L. 330-2, L. 343-2 [nouveau], L. 344-1-1 [nouveau] du code de la route, art. L. 511-13 du code de la consommation, art. L. 712-2 du code pénal - Mesures relatives à la sécurité routière) : p. 3683 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 26 rectifié bis, n° 76 rectifié quater, n° 85 rectifié quater, n° 473 rectifié bis et n° 561 rectifié quinquies** (Modalités de récupération de points pour les conducteurs professionnels des transports routiers) : p. 3686 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 11 rectifié quinquies** (Services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - Dispositif des caméras piétons - Pérennisation) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 12 rectifié sexies et n° 516 rectifié** (Agents identifiés à risque terroriste - Suppression de l'obligation de reclassement) : p. 3695 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendement n° 964 rectifié bis** (Eviction des personnes sans domicile fixe dans les transports conditionnée à une proposition d'hébergement d'urgence) : p. 3696 - **Article 33** (art. L. 2251-1-1 du code des transports - Adaptation du périmètre d'intervention du groupe de protection et de sécurisation des réseaux (GPSR) de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3697 p. 3698 p. 3700 - **Article 35** (art. L. 5312-14-1 [nouveau], L. 5312-18 et L. 5713-1-1 du code des transports et loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire - Conventions de terminal conclues par les grands ports maritimes) : p. 3708

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance, de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental) : p. 3732 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 268 rectifié ter** (Navires de croisière - Taxe de séjour) : p. 3738 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 596 rectifié bis** (Région Ile de France - Lignes de bus - Ouverture à la concurrence - Expérimentations) : p. 3750 - **Article 39** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 3111-16-1 [nouveau] du code des transports et art. L. 3316-1 à L. 3316-3 [nouveaux] du chapitre VI [nouveau] du titre unique du livre III de la troisième partie code des transports - Volet social de l'ouverture à la concurrence des réseaux de transport public urbain par autobus de la Régie autonome des transports parisiens) : p. 3760 p. 3763 p. 3766 p. 3767 p. 3768 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 602 rectifié bis** (Continuité des droits des salariés transférés) : p. 3787 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 601 rectifié bis** (Ouverture à la concurrence des services publics de transport ferroviaire de voyageurs - Mobilité volontaire des salariés) : p. 3788 - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 1324-7 du code des transports - Déclaration individuelle de participation à

une grève) : p. 3791 p. 3792 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 674 rectifié** (*Fermeture d'une section de ligne à la circulation publique - Consultation des régions*) : p. 3804

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 426 (2018-2019)** : p. 5453 - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5502 p. 5504 p. 5519 p. 5522

- **Suite de la discussion** (11 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 103 rectifié bis** (*Organismes publics concernant l'environnement - Comités des pêches - Comités de la conchyliculture - CONAPPED - Intégration*) : p. 5559 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 90 et n° 145** (*Inspecteurs de l'environnement - Pouvoirs d'enquête*) : p. 5564 - **Article 3** (*art. L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-11-1, L. 421-14, L. 422-3, L. 422-5, L. 422-7, L. 422-8, L. 422-18, L. 422-25, L. 422-25-1 [nouveau], L. 423-1, L. 423-2, L. 423-4, L. 424-8, L. 424-11, L. 425-5, L. 425-8 et L. 425-10, L. 425-15-1 à L. 425-18 [nouveaux], L. 426-5, L. 429-1, L. 429-31 du code de l'environnement - Mesures relatives à la chasse en lien avec la création de l'Office français de la biodiversité*) : p. 5612

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 426 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2018-2019)**.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 avril 2019) : p. 5645

- **Débat sur la zone euro** - (30 avril 2019) : p. 5931

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et de recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »** - (30 avril 2019) : p. 5965

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Nouvelle lecture [n° 562 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 9530

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 100 (2018-2019)]** - (20 juin 2019) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 562 (2018-2019)**.

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (17 juillet 2019) - **Article 3** (*art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon*) : p. 11467

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter** -

Amendements n° 172 rectifié, n° 268 rectifié ter, n° 291 rectifié ter et n° 419 rectifié bis (*Lutte contre l'obsolescence logicielle - Mises à jour correctives du système d'exploitation - Obligation*) : p. 12505

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12707

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 392 rectifié** (*Lâchers de ballons de baudruche en plastique - Interdiction*) : p. 12781 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 655** (*Matières radioactives - Déchets radioactifs ultimes - Requalification par l'autorité administrative*) : p. 12797 - **Article 10** (*Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel*) : p. 12831

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12772 p. 12773

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p. 15835 p. 15836

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-195** (*Énergies fossiles - Subventions publiques - Rapport au Parlement*) : p. 16881

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) : p. 17126

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Économie - État B

- (2 décembre 2019) : p. 17588 p. 17593

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17734

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17816 - **Article 78 quater (nouveau)** (*Extension pour 2020 de la garantie dérogatoire accordée au titre d'une perte de l'éligibilité au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC*) : p. 17858

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21694

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à clarifier le contenu des affiches électorales [n° 379 (2018-2019)] (13 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les retards de paiement [n° 527 (2018-2019)] (27 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à laisser la liberté de choix à toute femme enceinte quant à la conservation du cordon ombilical lors de l'accouchement [n° 703 (2018-2019)] (29 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 124 (2019-2020)] (14 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 140 tome 3 annexe 3 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des finances*) : Prise en charge financière des victimes du terrorisme - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Réforme du recouvrement fiscal et social - Audition de M. Alexandre Gardette, administrateur général des finances publiques, et de Mme Lauren Turfait, inspectrice principale des finances publiques.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buralistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2020 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission «

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des finances*) : Point d'étape sur le contrôle budgétaire sur la réforme des retraites entre universalité, solidarité et équité : quelles incidences sur les régimes spéciaux et des fonctionnaires civils et militaires de l'État ? ».

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » et communication relative au contrôle budgétaire sur la prise en compte de la performance dans le financement des universités, et articles 76 sexdecies et 76 septdecies - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 9** (*art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises*) : p. 517 p. 521 p. 523

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (*Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines*) : p. 8242

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1^{er} octobre 2019) : p. 13701

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (9 octobre 2019) - **Article 1^{er} ter (nouveau)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI*) : p. 12991

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (*Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme*) : p. 13221

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 16 rectifié** (*Nouveaux pouvoirs confiés aux maires - Formation*) : p. 13477 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 798, n° 238 rectifié bis, n° 799 rectifié, n° 61 rectifié, n° 148 rectifié quinquies, n° 281 rectifié quinquies, n° 420 rectifié et n° 239 rectifié bis** (*Formation des élus locaux - Amélioration - Extension à tous les élus*) : p. 13485

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 59 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 1^{er} - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 6 rectifié sexies et 12** (*Changement d'assurance emprunteur - Acceptation tacite par le prêteur - Délai de dix jours ouvrés*) : p. 14481 - **Article 2** (*art. L. 313-46-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'information de l'assuré par l'assureur de la date limite d'exercice du droit de résiliation, autorisation de résiliation immédiate en cas de manquement à cette obligation, détermination des sanctions*) : p. 14484 p. 14485

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)) : p. 14681

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-224 rectifié ter** (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation) : p. 16075 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-693 rectifié et n° I-916 rectifié bis** (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation) : p. 16076 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-224 rectifié quater** (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation - Appréciation de la collectivité (commune ou EPCI)) : p. 16077 - **Article 13 quater (nouveau) (priorité)** (art. 206 du code général des impôts - Plafond des recettes d'exploitation des organismes non lucratifs non assujettis à l'impôt sur les sociétés - Relèvement) : p. 16081 - **Article 6 (précédemment réservé)** (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique,

art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16104

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° I-586 rectifié ter** (Régime spécial des impatriés) : p. 16251 - **Article 5 (précédemment réservé)** (Diverses dispositions du code général des impôts, du code général des collectivités territoriales, du code de la construction et de l'habitat, du code de la défense, du code l'action sociale et des familles et du livre des procédures fiscales - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales) : p. 16278

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17749

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17765 p. 17767 p. 17770 p. 17772 p. 17774 p. 17777 p. 17781 p. 17784 p. 17786

HUGONET (Jean-Raymond)
sénateur (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (28 mai 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (17 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création d'un Centre national de la musique (24 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (24 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 381 (2018-2019)] (15 mars 2019) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 482 (2018-2019)] relative à la création du Centre national de la musique [n° 611 (2018-2019)] (26 juin 2019) - **Culture**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 724 (2018-2019)] (17 septembre 2019) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société**.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition conjointe sur les conservatoires, en présence de Mme Sylvie Tarsot-Gillery, directrice générale de la création artistique du ministère de la culture, de MM. Bertrand Munin, sous-directeur de la diffusion artistique et des publics, Maxime Leschiera, président de l'association Conservatoires de France, de Mmes Isabelle Vincent, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), Martine Mabboux, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoires et écoles de musique, de danse et de théâtre (FNAPEC), et Marie-Claude Valette, vice-présidente.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Bertrand Badie, professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Alexandre, chirurgien, essayiste et entrepreneur.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laura Georges, secrétaire générale de la Fédération française de football.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Coûts de sécurité pour les festivals - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Parcoursup - Audition de M. Bastien Brillet, rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), et de Mme Christelle Guichard, secrétaire générale.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibylle Veil, présidente-directrice générale de Radio France, sur le plan stratégique « Radio France 2022 : une nouvelle ambition de service public ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la création du Centre national de la musique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, relative à la création d'un Centre national de la musique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Claude Atcher, directeur général du groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby France 2023 ».

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Dominique Boutonnat, président du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du jeudi 31 octobre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » et « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport de M. Pierre-Yves Collombat, actualisant son rapport n° 393 (2016-2017), « Une crise en quête de fin. Quand l'Histoire bégaie ».

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur la robotisation et les emplois de service.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie, et Julien Fosse, chef de projet auprès du département « Développement durable et numérique », dans le cadre du rapport « Se nourrir en 2050 ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 93

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 395 p. 396 - **Article 6** (*art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs*) : p. 447

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 44** (*art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris*) : p. 806

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendement n° 326 rectifié** (*Résolution annuelle sur les rémunérations des hauts dirigeants des grandes entreprises - Avis conforme du comité social et économique*) : p. 961 p. 962 - **Article additionnel après l'article 61 quinquies - Amendements n° 335 rectifié et n° 577 rectifié** (*Licenciements économiques - Interdiction de verser des dividendes*) : p. 965 - **Article additionnel après l'article 62 ter - Amendement n° 693 rectifié** (*Écarts de rémunération - Encadrement*) : p. 990

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2774

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Article 1er** (*Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes*) : p. 2897

- **Débat sur la juste mesure du bénévolat dans la société française** - (13 mars 2019) : p. 3070

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Question préalable** : p. 3177

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 28** (*art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions*) : p. 3654

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5414 p. 5415 p. 5418

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (11 avril 2019) - **Article 2 bis C** (*art. L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, art. L. 541-3 du code de l'environnement - Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets*) : p. 5570

- **Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé [n° 441 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 113-15-2 du code des assurances - Résiliation infra-annuelle d'un contrat de complémentaire santé proposé par une société d'assurance*) : p. 5987

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (16 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis** (*Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements*) : p. 6590

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 quater (supprimé)** (*art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux*) : p. 6663

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse [n° 502 (2018-2019)]** - (22 mai 2019) - **Motion d'ordre** : p. 7353

- **Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet [n° 522 (2018-2019)]** - (27 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 7477

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (5 juin 2019) - **Article additionnel avant l'article 7 A - Amendement n° 152**

rectifié bis (*Agences régionales de santé (ARS)- Suppression*) : p. 7945

- **Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 547 (2018-2019)]** - (13 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 9224

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (27 juin 2019) - **Article 28** (*création d'un art. 14 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires - Création d'un détachement d'office pour les fonctionnaires dont les missions ou services sont externalisés*) : p. 9959

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique [n° 612 (2018-2019)]** - (9 juillet 2019) - **Discussion générale** : p. 10955 p. 10956 - **Article 1er** (*Création d'un établissement public chargé d'une série de missions de soutien à l'ensemble de la filière musicale*) : p. 10966 p. 10967 p. 10968 p. 10969 p. 10970 p. 10971 p. 10972 p. 10973 p. 10974 - **Article 2** (*Règles de gouvernance du Centre national de la musique*) : p. 10976 p. 10977 p. 10978 p. 10979 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10980

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12777

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12865 p. 12870 - **Article 1er** (*art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires*) : p. 12890

- **Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique - Commission mixte paritaire [n° 725 (2018-2019)]** - (16 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 13277 p. 13278

- **Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 62 (2019-2020)]** - (23 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 14457

- **Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 84 (2019-2020)]** - (29 octobre 2019) - **Article 1er** (*Soumission au principe de neutralité - Extension aux sorties scolaires (classe hors les murs)*) : p. 14690

- **Débat sur le thème : « Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ? »** - (29 octobre 2019) : p. 14704

- **Débat sur la politique sportive** - (29 octobre 2019) : p. 14723

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre** - (6 novembre 2019) : p. 14886 p. 14887

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 113 (2019-2020)]** - (20 novembre 2019) - **Article unique** (*Création de délégations parlementaires aux droits des enfants*) : p. 15893 p. 15894

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) - **Article 78** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) : p. 17833 p. 17835

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (20 mars 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » du 30 avril 2019 au 4 octobre 2019.

Membre de la mission d'information sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France du 22 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur le projet de loi d'orientation des mobilités [n° 157 (2018-2019)] - Observations sur la transposition du droit européen par le projet de loi d'orientation des mobilités [n° 350 (2018-2019)] (21 février 2019) - **Transports**.

Proposition de loi visant à étendre le périmètre d'implantation des casinos aux communes comportant un élément de patrimoine singulier [n° 430 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi visant à simplifier la procédure de modification des charges d'un legs accepté par une collectivité territoriale [n° 494 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 687 (2018-2019)] (19 juillet 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie [n° 53 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larroustourou.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Table ronde avec les associations d'élus locaux.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Stratégie de l'Union européenne pour l'intelligence artificielle : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Vincent Pourquery de Boisserin, coordinateur national pour la préparation à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (gestion des flux de personnes et de marchandises), de Mme

Isabelle Maître, déléguée permanente auprès de l'Union européenne, et de M. Thierry Grumiaux, délégué de la commission « transport international, douane et logistique », Fédération nationale des transports routiers.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement en Turquie du 25 au 28 novembre 2018 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Retrait des contenus terroristes en ligne : communication de MM. André Reichardt et Jacques Bigot.

Transports - Projet de loi d'orientation des mobilités : rapport d'information et observations de M. Benoît Huré.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes, des avis motivés et des avis politiques : rapport d'information de M. Jean Bizet.

Transports - Travailleurs détachés dans le secteur des transports : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Réunion du jeudi 11 avril 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec une délégation du Sénat italien.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finance et fiscalité - Wifi pour tous : communication de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Étude confiée à la Fondation Robert Schuman sur les attentes des citoyens européens envers l'Union européenne : présentation par M. Jean-Dominique Giuliani, président, et Mme Pascale Joannin, directrice générale.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Huillard, président-directeur général, et Pierre Coppey, directeur général adjoint du groupe Vinci.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de Mme Adria Houbairi et M. Jean-Luc Bennahmias, rapporteurs de l'avis sur La réforme des fonds structurels européens, au nom de la section des affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de MM. Hugo Bevert, directeur des stratégies territoriales, et Philippe Cichowlaz, chef de la mission des affaires européennes au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, en présence de Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Morgan Larhant, sous-directeur Europe et agriculture à la direction du budget du ministère de l'action et des comptes publics, et Mme Anne-Céline Didier, cheffe du bureau Finances et politiques de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale de Guyane.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités.

Réunion du jeudi 11 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Teemu Tanner, ambassadeur de Finlande en France, dans le cadre de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne.

Transports - Concurrence dans le domaine du transport aérien : communication de MM. Jean Bizet et Claude Kern.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire - Rapport d'information et observations de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mardi 23 juillet 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Audition de M. Stéphane Le Moing, président-directeur général de l'Agence de services et de paiement, et de Mme Valérie Isabelle, directrice du développement rural et de la pêche.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*mission d'information Sous-utilisation des fonds européens*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et des membres français du Parlement européen : réforme de la politique agricole commune.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Yves Le Breton, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avis sur les mesures fiscales relatives à l'environnement et aux transports du projet de loi de finances pour 2020.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Programmes 113, 159, 174, 181 et 217 et Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Programme 190 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement.

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Michel Colombier, membre du Haut Conseil pour le climat, directeur scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Id드리).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3173

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3383

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6782

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter** (*Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote*) : p. 7869

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019** - (25 juin 2019) : p. 9700 p. 9701

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Rapporteur de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises jusqu'au 23 mai 2019.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol le 16 octobre 2019 ; puis vice-président le 17 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (12 février 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (5 juin 2019).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 (15 novembre 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2020 (6 décembre 2019).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de bassin Rhin-Meuse.

Membre titulaire du Conseil national de l'air le 13 février 2019.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 28 (2018-2019)] - **Rapport [n° 254 tome 1 (2018-2019)]** (17 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 28 (2018-2019)] - **Comptes rendus - Liste des personnes entendues [n° 254 tome 2 (2018-2019)]** (17 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 28 (2018-2019)] - **Tableau comparatif [n° 254 tome 3 (2018-2019)]** (17 janvier 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 341 (2018-2019)] (20 février 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 382 (2018-2019)] relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 415 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 438 (2018-2019)] (5 avril 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un bulletin de vote unique [n° 25 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer un bulletin de vote unique pour l'élection du Président de la République [n° 26 (2019-2020)] (8 octobre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 140 tome 3 vol. 1 annexe 11 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service de traitement du renseignement et d'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN).

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des finances*) : Prise en charge financière des victimes du terrorisme - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de M. Stéphane Pénét, directeur des assurances de dommages et de responsabilité de la Fédération française de l'assurance.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des finances*) : Dette des entités publiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Réunion du jeudi 21 février 2019 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des finances*) : Dématérialisation des moyens de paiement - Audition commune de MM. Tony Blanco, secrétaire général et membre du Directoire de la Banque Postale, Olivier Gayraud, juriste à l'association consommation, logement et cadre de vie (CLCV), et Érick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Mme Sophie Lejeune, secrétaire générale de la Confédération des buralistes, et M. Jérôme Reboul, sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général à la direction générale du Trésor.

(*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*commission spéciale transformation entreprises*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2018 et sur la certification des comptes de l'État - exercice 2018 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Saurat, directrice de l'immobilier de l'État.

Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires ».

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, sur l'exécution des crédits de la mission « Relations avec les collectivités

territoriales » et du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des finances*) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Danemark, en Suède et en Estonie - Compte rendu.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de La Française des jeux.

Réunion du mardi 1er octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des finances*) : Green Budgeting - Audition de M. Dorian Roucher, inspecteur des finances, de Mmes Sylvie Alexandre, ingénieure générale des ponts, des eaux et forêts, et Florence Tordjman, inspectrice générale de l'administration et du développement durable.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle - Texte examiné conformément à la procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif à la fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Éric Schnur, président-directeur général du groupe Lubrizol.

Réunion du mardi 29 octobre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie politique à l'université de Rouen.

Audition de M. Denis Merville, président, et Mme Véronique Delmas, directrice d'ATMO Normandie.

Audition de M. Yves Blein, président de l'Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (Amaris).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Économie » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Delphine Batho, ancienne ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de MM. Yvon Robert, maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie, Cyrille Moreau, vice-président chargé de l'environnement, et Frédéric Althabe, directeur général des services.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 76, 76 bis, 76 ter, 76 quater et 76 quinquies) et comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

(*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, dans le cadre du cycle d'auditions sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission d'enquête Incendie de l'usine Lubrizol*) : Audition d'avocats spécialisés en droit de l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (15 janvier 2019) : p. 12 p. 14 p. 15

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le grand débat national (III)** - (17 janvier 2019) : p. 106

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Discussion générale** : p. 381 - **Question préalable** : p. 384 - **Article 1er** (art. L. 123-9-1 et L. 123-32, L. 123-33, L. 123-34, L. 123-35 [nouveaux] et L. 711-3 du code de commerce ; art. L. 16-0 BA, L. 169, L. 174 et L. 176 du code des procédures fiscales ; art. L. 214-6-2, L. 214-8-1, L. 215-10, L. 311-2, L. 311-2-1, L. 311-3, L. 331-5 et L. 511-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 622-1 et L. 624-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 381-1, L. 613-4, L. 613-5 et L. 613-6 du code de la sécurité sociale ; titre Ier de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, article 19-1 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Création d'un guichet unique électronique pour l'accomplissement des formalités liées à la création et à la vie des entreprises) : p. 405 - **Article 4** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, art. 118 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 et art. 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'obligation de stage préalable à l'installation des artisans) : p. 428 - **Article 5 quater** (art. L. 121-4 du code

de commerce - Obligation de déclaration du conjoint du chef d'entreprise) : p. 439 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 453 rectifié** (Reprise d'entreprise - Simplification) : p. 441 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 498 rectifié** (Entreprises - Applicabilité des dispositions relatives aux entreprises - Dates anniversaire) : p. 441

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 310 rectifié** (Loi « Egalim » - Adaptations) : p. 486 p. 491 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-10 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'obligation d'un compte bancaire dédié pour les micro-entrepreneurs au chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 000 euros) : p. 538 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 et 654 rectifiés** (Salarié-patron d'une micro-entreprise - Régime de cumul d'activité - Limitation dans le temps) : p. 540 - **Article 13** (art. L. 710-1, L. 711-3, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-16, L. 712-6, L. 712-11, L. 712-11-1 [nouveau], L. 713-11, L. 713-12, L. 713-15, L. 713-17, L. 713-18, L. 722-6-1, L. 723-1, L. 723-2, L. 723-4 et L. 723-9 du code de commerce ; art. L. 2341 1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 135 Y du livre des procédures fiscales - Modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie) : p. 545 - **Article 13 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 712-7 et 712-9 du code de commerce - Renforcement de la tutelle de l'autorité administrative sur les chambres de commerce et d'industrie) : p. 580 - **Article 13 sexies A (nouveau)** (art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail - Adhésion des chambres de commerce et d'industrie à l'assurance-chômage) : p. 582

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2019) - **Article 20** (art. L. 224-1 à L. 224-8 du code monétaire et financier - Réforme de l'épargne retraite) : p. 623 p. 624 p. 625 p. 626 p. 627 p. 628 p. 629 p. 644 p. 645 p. 646 p. 649 p. 651 p. 652 - **Article 21** (art. L. 113-3, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 132-21-1, L. 134-1 et L. 134-3 du code des assurances, art. 125-0 A du code général des impôts, art. L. 223-2, L. 223-2-1 [nouveau] et L. 223-25-4 du code de la mutualité - Développement du fonds eurocroissance et autres mesures relatives aux produits d'assurance-vie) : p. 656 p. 658 p. 659 p. 661 p. 662 p. 663 p. 664 p. 666 - **Article 22** (art. L. 411-2, L. 412-1, L. 433-4, L. 621-7, L. 621-8 à L. 621-8-2, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Simplification de l'accès des entreprises aux marchés financiers) : p. 669 p. 670 - **Articles additionnels après l'article 22 - Amendements n° 67 rectifié bis et n° 81 rectifié** (Actionnaires responsables d'abus de majorité ou de minorité - Conditions de sortie) : p. 672 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 68 rectifié ter et n° 82 rectifié** (Conditions de sortie des actionnaires) : p. 673 - **Article 23** (art. L. 211-36, L. 211-40, L. 213-1, L. 214-7-4, L. 214-8-7, L. 214-24, L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-164, L. 214-172, L. 214-175-1, L. 214-190-2, L. 411-3, L. 420-11, L. 421-7-3, L. 421-16, L. 511-84, L. 511-84-1 [nouveau], L. 532-9, L. 532-16, L. 532-28, L. 532-48, L. 532-50, L. 532-52, L. 533-22-2, L. 533-22-2-3 [nouveau], L. 611-3, L. 612-2, L. 613-34, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-9, L. 621-13-4 et L. 621-20-7, L. 621-20-8, L. 621-20-9 [nouveau], L. 621-15 et L. 621-21-1 du code monétaire et financier et L. 3334-12 du code du travail - Attractivité de la place financière de Paris) : p. 678 p. 679 p. 680 p. 681 p. 682 p. 683 p. 684 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 417 rectifié** (Fonds d'investissement de proximité - Zone géographique) : p. 685 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 30 rectifié ter** (Fonds d'épargne régional) : p. 686 - **Articles additionnels après l'article 23 - Amendements n° 361 rectifié bis et n° 490 rectifié** (Ventes à découvert massives - Autorité des marchés financiers - Intervention) : p. 687 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 336 rectifié** (Rémunérations différées - Fiscalité) : p. 688 - **Article 23 bis A (nouveau)** (art. 11 de la loi n° 47 1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et art. L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Possibilité pour les sociétés coopératives d'intérêt collectif constituées sous la forme d'une société anonyme de procéder à une offre au public de

leurs parts sociales) : p. 688 - **Article 25** (art. L. 330-1, L. 330-2, L. 440-1, L. 440-2, L. 612-2 et L. 632-17 du code monétaire et financier - Infrastructures des marchés financiers) : p. 693 - **Article 26** (art. L. 312-23, L. 341-1, L. 500-1, L. 541-1, L. 551-1 [nouveau], L. 551-2 [nouveau], L. 551-3 [nouveau], L. 551-4 [nouveau], L. 551-5 [nouveau], L. 552-1 [nouveau], L. 552-2 [nouveau], L. 552-3 [nouveau], L. 552-4 [nouveau], L. 552-5 [nouveau], L. 552-6 [nouveau], L. 552-7 [nouveau], L. 561-2, L. 561-36, L. 573-8, L. 621-5-3, L. 621-7, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Création d'un régime français des offres de jetons) : p. 695 p. 696 p. 696 - **Article 26 bis A** (art. L. 54-10-1 [nouveau], L. 54-10-2 [nouveau], L. 54-10-3 [nouveau], L. 54-10-4 [nouveau], L. 54-10-5 [nouveau], L. 500-1, L. 561-2, L. 561-36, L. 561-36-1, L. 572-23 [nouveau], L. 572-24 [nouveau], L. 572-25 [nouveau], L. 621-7, L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Prestataires de services sur actifs numériques) : p. 700 p. 701 p. 702 - **Article 26 bis B (nouveau)** (art. L. 341-1, L. 341-3, L. 341-8, L. 341-10, L. 341-14, L. 341-15, L. 341-16, L. 341-17, L. 353-1 et L. 353-2 du code monétaire et financier et art. L. 222-16-1 et 222-16-2 du code de la consommation - Interdiction du démarchage, de la publicité en ligne, du parrainage et du mécénat pour les offres sur actifs numériques non régulées) : p. 704 - **Article 27** (art. L. 221-32-1 et L. 221-32-2 du code monétaire et financier - Élargissement des instruments éligibles au plan d'épargne en actions - PME) : p. 705 p. 706 - **Article 27 bis A** (Plan d'épargne en actions jeunes - Création) : p. 707 p. 708 - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-32 du code monétaire et financier - Retrait avant huit ans sans clôture du PEA ou PEA-PME et plafonnement des frais) : p. 708 p. 709 - **Article 27 ter A** (art. L. 221-32 du code monétaire et financier) Maintien du PEA ou du PEA-PME en cas de retrait après cinq ans et suppression du blocage des nouveaux versements en cas de retrait après huit ans) : p. 710 - **Article 27 ter** (art. L. 221-32-2 du code monétaire et financier - Ouverture du PEA-PME aux obligations convertibles ou remboursables en actions non cotées et aux parts de fonds professionnels de capital investissement) : p. 711 p. 712 - **Article additionnel après l'article 27 quinquies - Amendement n° 882 rectifié** (Crédit interentreprise - Règles de certification) : p. 712 - **Article 27 sexies** (art. L. 548-1 du code monétaire et financier - Élargissement du champ des opérations pouvant être financées par des prêts participatifs) : p. 713 - **Article 27 septies** (art. L. 519-1, L. 519-2, L. 519-3-2, L. 519-3-4, L. 548-2 et L. 548-6 du code monétaire et financier - Cumul et articulation entre les activités des intermédiaires en financement participatif, IFP, et les activités des intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement, IOBSP) : p. 714 - **Article additionnel après l'article 27 septies - Amendement n° 858 rectifié** (Fonds propres des entreprises - Renforcement) : p. 715 - **Article 27 nonies (supprimé)** (Expérimentation de financement participatif sous forme de prêts portant intérêt au sein d'une communauté professionnelle) : p. 716 - **Article 28** (art. L. 227-2-1, L. 228-11, L. 228-12, L. 228-15 et L. 228-98 du code de commerce - Assouplissement du régime des actions de référence) : p. 717 p. 718 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 817** (Obligation de déclaration auprès du greffe du tribunal de commerce - Suppression) : p. 719 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 820 rectifié** (Assemblée générale extraordinaire d'une société absorbante - Recours aux délégations de compétence et de pouvoirs en matière de fusion) : p. 719 - **Article 28 bis** (art. L. 225-44 et L. 225-85 du code de commerce et 163 bis G du code général des impôts - Autorisation de rémunération des administrateurs et des membres de conseil de surveillance en bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) : p. 720 p. 721 - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, art. L. 3332-17-1 du code du travail - Modernisation de l'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale - ESUS ») : p. 722 p. 723 - **Moderniser la gouvernance de la Caisse des dépôts et consignations pour améliorer ses actions en faveur des territoires - Sous-section 2** : p. 724 - **Article 30 A (supprimé)** (art. L. 518-2 du code monétaire et financier - Intervention de la Caisse des dépôts et des consignations en faveur des transitions énergétique et numérique) : p. 725 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-

4 du code monétaire et financier - Composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et des consignations, CDC) : p. 726 p. 727 p. 728 - **Article 31** (art. L. 518-7, L. 518-8 et L. 518-9 du code monétaire et financier - Prerogatives de la commission de surveillance) : p. 730 p. 731 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-11 et L. 518-12 du code monétaire et financier - Prerogatives du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, CDC) : p. 732 p. 733 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-13, L. 518-15-1, L. 518-15-2 et L. 518-15-3 du code monétaire et financier - Application des règles de gestion comptable et commerciale à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 733 p. 734 - **Article 34** (art. L. 518-15 du code monétaire et financier - Certification des comptes de la Caisse des dépôts et consignations) : p. 734 - **Article 35** (art. L. 518-15-2 et L. 518-15-3 du code monétaire et financier - Règles prudentielles applicables à la Caisse des dépôts et consignations et supervision par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) : p. 735 p. 736 - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 518-16 du code monétaire et financier - Fixation par décret du versement annuel de la Caisse des dépôts et consignations à l'Etat) : p. 736 p. 737 p. 738 - **Article 37** (art. L. 518-24-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement juridique des mandats de gestion de fonds par la Caisse des dépôts et consignations pour le compte de personnes publiques) : p. 739 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-3 et L. 131-2-1 du code des juridictions financières - Coordination avec l'application de la comptabilité commerciale à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 739

- **Suite de la discussion** (5 février 2019) - **Article 43 bis (supprimé)** (art. L. 315-2 et L. 315-3 du code de l'énergie - Fixation du périmètre des opérations d'autoconsommation collective par voie réglementaire et suppression du seuil de puissance pour bénéficier d'un tarif d'utilisation des réseaux spécifique) : p. 773

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le débat national et le pluralisme dans les médias** - (5 février 2019) : p. 780

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)] (suite)** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports - Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris) : p. 787 p. 788 p. 806 - **Discussion générale** : p. 813 - **Article 45** (art. L. 6323-2 et L. 6323-4 du code des transports - Cahier des charges d'Aéroports de Paris) : p. 815 - **Article 46** (art. L. 6323-6 du code des transports - Nouvelles dispositions de maîtrise des emprises foncières) : p. 817 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 817 p. 819 p. 821 - **Rappel au règlement** : p. 821 p. 822 p. 823 - **Article 48** (art. L. 6325-2 du code des transports - Contrat de régulation économique pluriannuel) : p. 823 p. 824 p. 825 - **Article 48 bis (nouveau)** (Transformation de l'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires en autorité administrative indépendante, AAI) : p. 825 - **Article 49** (art. 191 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Autorisation et cadre général de la privatisation d'Aéroports de Paris) : p. 827 - **Article 50** (art. L. 6323-1 et L. 6323-7 [nouveau] du code des transports - Contrôle d'Aéroports de Paris et dispositions d'entrée en vigueur de la réforme) : p. 827 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendements n° 736 et n° 737 (Aéroport de Paris - Protection des riverains)** : p. 828 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 718 rectifié bis (Transports - Dispositif anti-concentration)** : p. 829 - **Article 51 (supprimé)** (Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des jeux) : p. 830 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 901 rectifié (La Française des Jeux - Fiscalité - Modification)** : p. 839 - **Article 51 bis (supprimé)** (art. 5 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard - Renforcement de la prévention du jeu des mineurs) : p. 842

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 588 (Libéralisation du secteur énergétique - Rapport au Parlement)** : p. 854 - **Article 52** (art. L. 111-49 et L. 111-68 [abrogé] du code de l'énergie - Suppression du seuil minimal de détention par l'Etat du capital d'Engie et allègement de la contrainte de détention du capital de GRTgaz) : p. 857 p. 858 - **Article 52 bis A (Déploiement expérimental de réseaux et d'infrastructures électriques intelligents)** : p. 863 p. 864 p. 865 p. 866 - **Article 52 bis (Texte non modifié par la commission)** (Intitulé de la section 4 du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er, art. L. 111-48, L. 111-49, L. 111-69, L. 111-70, L. 111-71, L. 121-46 et L. 133-4 du code de l'énergie - Dénomination d'Engie dans le code de l'énergie) : p. 866 p. 867 - **Article additionnel après l'article 52 quinquies - Amendement n° 296 rectifié ter (Comptes d'épargne - Mobilité réglementée - Facilitation)** : p. 868 - **Article additionnel avant l'article 53 - Amendement n° 589 rectifié (Désengagement de l'Etat - Rapport au Parlement)** : p. 869 - **Article 53** (art. 1er A, 1er, 2 et 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Augmentation du nombre de représentants de l'Etat au conseil d'administration de l'établissement public Bpifrance) : p. 870 p. 872 - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4253-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de l'organisation de Bpifrance) : p. 873 - **Article 53 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement - Modification du conseil d'administration de Bpifrance) : p. 873 - **Article 54** (art. 1er-2, 10, 10-1 [nouveau], 11, 44, 45 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, art. L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail, art. 34 de la loi n° 26-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Suppression de la contrainte de détention par l'Etat de la majorité du capital de La Poste et modification de la composition de son conseil d'administration) : p. 875 p. 877 p. 878 p. 879 p. 880 - **Article 55 ter (supprimé)** (art. 6 undecies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Délégation parlementaire à la sécurité économique) : p. 888 - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 227-2 et L. 227-2-1 du code de commerce et L. 3332-11, L. 3332-12, L. 3332-13, L. 3332-19 et L. 3332-20 du code du travail - Développement de l'actionnariat salarié) : p. 920 - **Article 61** (art. 1833, 1835, 1836-1 [nouveau] et 1844-10 du code civil, art. L. 225-35, L. 225-64 et L. 235-1 du code de commerce, art. L. 110-1, L. 110-1-1 [nouveau], L. 111-1 et L. 114-17 du code de la mutualité et art. L. 322-1-3, L. 322-1-3-1 [nouveau], L. 322-26-1 et L. 322-26-1-2 [nouveau] du code des assurances - Obligation de gestion des sociétés dans leur intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité, et possibilité pour les sociétés de se doter statutairement d'une raison d'être) : p. 935

- **Suite de la discussion** (7 février 2019) - **Article 62 quinquies A (supprimé)** (art. L. 225-18-1, L. 225-69-1 et L. 226-4-1 du code de commerce - Nullité des délibérations auxquelles a participé un administrateur ou un membre du conseil de surveillance nommé en violation des règles de représentation équilibrée des deux sexes) : p. 994 - **Article 62 septies** (Intitulé de la section 3 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er, art. L. 141-23, L. 141-25, intitulé de la section 4 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, intitulé de la section 1 du chapitre X du titre III du livre II, L. 23-10-1, L. 23-10-3, intitulé de la section 2 du chapitre X du titre III du livre II, L. 23-10-7, L. 23-10-9 et L. 23-10-11 du code de commerce - Coordination des dispositions du code de commerce relatives au droit d'information préalable des salariés avec les nouvelles règles encadrant le conseil social et économique d'une entreprise) : p. 996

- **Suite de la discussion** (12 février 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1101 p. 1103 p. 1104

- **Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 294 (2018-2019)]** - (19 février 2019) - **Explications de vote communes** : p. 2508
- **Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics** - (20 février 2019) : p. 2610
- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)]** - (5 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2744
- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif [n° 335 (2018-2019)]** - (6 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 2769
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cotisations des artisans** - (12 mars 2019) : p. 2960
- **Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations - Deuxième lecture [n° 364 (2018-2019)]** - (12 mars 2019) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2992
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Discussion générale** : p. 3169 - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3200 p. 3202 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3233 p. 3236 p. 3238
- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3276 p. 3277 - **Article 1er** (*art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité*) : p. 3334 p. 3338 p. 3339
- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (*art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité*) : p. 3382
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien de l'ordre lors des manifestations** - (21 mars 2019) : p. 3394
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la marche pour le climat** - (21 mars 2019) : p. 3396 p. 3397
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (21 mars 2019) - **Article 4** (*art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires*) : p. 3411 p. 3412 - **Article 5** (*art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité*) : p. 3433 p. 3434
- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (*art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées*) : p. 3504 p. 3508 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 320 rectifié bis, n° 209 rectifié bis, n° 455 rectifié bis et n° 319 rectifié bis** (*Vitesses maximales autorisées - Adaptation*) : p. 3511 p. 3512 p. 3513
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (26 mars 2019) : p. 3525
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude à la carte vitale** - (26 mars 2019) : p. 3532
- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)] (suite)** - (26 mars 2019) - **Article 18** (*art. L. 1231-17 [nouveau] du code des transports - Encadrement des services de mobilité en free-floating*) : p. 3541 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (*Usage du vélo - Enseignement obligatoire*) : p. 3579 p. 3580 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 28 rectifié bis, n° 87 rectifié bis et n° 280** (*Politique des transports routiers - Objectifs*) : p. 3582
- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (*titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales*) : p. 3873 p. 3874 p. 3882
- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises - Nouvelle lecture [n° 382 (2018-2019)]** - (9 avril 2019) - **Discussion générale** : p. 5410 p. 5418 - **Question préalable** : p. 5419 p. 5420 p. 5421 p. 5422
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5464 p. 5465
- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5505
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle Saint-Gobain** - (11 avril 2019) : p. 5587 p. 5588
- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er** (*École de la confiance*) : p. 6361 p. 6362 p. 6373
- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendements n° 115 rectifié ter et n° 119 rectifié bis** (*Élèves manifestant des aptitudes sportives particulières - Scolarité - Aménagements*) : p. 6590
- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6789 p. 6791 - **Article 1er** (*Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques*) : p. 6810 p. 6819 p. 6821 p. 6825 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Rapport en cas de défaut de notification préalable de la taxe sur les services numériques à la Commission européenne*) : p. 6826 p. 6827 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 219 du code général des impôts et art. 84 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 - Augmentation du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises en 2019*) : p. 6828 p. 6829 p. 6830 p. 6831
- **Débat sur la lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière** - (29 mai 2019) : p. 7658 p. 7662
- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (4 juin 2019) - **Article 4** (*art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - Renovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP*) : p. 7849 - **Article additionnel après**

l'article 4 - Amendements n° 147 rectifié ter, n° 179 rectifié, n° 365 rectifié bis, n° 422, n° 437 rectifié ter, n° 366 rectifié bis, n° 232 rectifié quater, n° 228 rectifié bis, n° 178 rectifié bis, n° 421, n° 423, n° 438 rectifié bis, n° 233 rectifié quater, n° 116 rectifié ter (Avis de la commission et du Gouvernement - Explications de vote) : p. 7871

- Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation du kérosène - (11 juin 2019) : p. 8251

- Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans la Drôme - (20 juin 2019) : p. 9547

- Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)] - (26 juin 2019) - Articles additionnels après l'article 20 bis - Amendement n° 520 rectifié ter (Droit de grève - Aménagement de l'exercice dans certains services - Limitations) : p. 9812 p. 9813 p. 9814

- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 [n° 625 (2018-2019)] - (11 juillet 2019) - Débat commun : p. 11173 p. 11181 p. 11182 p. 11183 - Article liminaire (Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018) : p. 11188

- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] - (16 juillet 2019) - Discussion générale : p. 11346 - Article 1er (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11357

- Suite de la discussion (17 juillet 2019) : p. 11411 - Article 2 (chapitre II du titre III du livre Ier du code de l'environnement, art. L. 222-1 D du code de l'environnement et titre IV du livre Ier du code de l'énergie - Inscription dans la loi de la création du Haut Conseil pour le climat) : p. 11444 - Article 3 (art. L. 311-5-3 du code de l'énergie - Fermeture des dernières centrales électriques au charbon) : p. 11460 p. 11461 p. 11462 p. 11463 p. 11464 p. 11465

- Rappel au règlement - (18 juillet 2019) : p. 11508

- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)] (suite) - (18 juillet 2019) - Article 3 undecies (supprimé) (art. L. 229-25 du code de l'environnement - Modification du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)) : p. 11533 - Article 3 terdecies (nouveau) (art. L. 314-1 A et L. 446-1 A [nouveaux] du code de l'énergie - Prise en compte du bilan carbone dans tous les dispositifs de soutien à l'électricité et au gaz renouvelables) : p. 11541 p. 11542 - Article 5 (art. L. 221-1, L. 221-9 [rétabli], L. 211-13 [nouveau], L. 221-11, L. 221-12, L. 222-2, L. 222-2-1 [nouveau], L. 222-5, L. 222-10 [nouveau] du code de l'énergie et L. 561-31 du code monétaire et financier - Lutte contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie, CEE) : p. 11572 p. 11573 p. 11574 p. 11575 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 119 rectifié (Pôle national des certificats d'économies d'énergie (PNCEE) - Référentiel - Publication référentiel) : p. 11576 p. 11577 - Article 5 bis (art. L. 221-7-1 [nouveau] et L. 221-8 du code de l'énergie - Articulation des certificats d'économies d'énergie (CEE) avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre) : p. 11580 - Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 355 rectifié (Entités soumises à des obligations d'économie d'énergie - Financement du reboisement) : p. 11582 - Article 6 sexies A (nouveau) (art. L. 121-12 et L. 121-39 du code de l'urbanisme - Dérogation à la continuité d'urbanisme en zone littorale pour la pose de panneaux solaires sur sites dégradés) : p. 11604 - Article 6 sexies (art. L. 111-97 du code de l'énergie - Droit d'accès aux réseaux pour les producteurs de gaz renouvelables et de gaz de récupération) : p. 11607 - Article 6 septies (art. L. 446-1, L. 446-3 [abrogé], L. 446-4 et L. 446-6 à L. 446-10 [nouveaux] du code de l'énergie - Réforme du dispositif des garanties d'origine du biogaz et investissement participatif dans les projets de production de biogaz) : p. 11610 - Article additionnel après l'article 6 septies - Amendement n° 447 rectifié (Méthanisation - Cultures

intermédiaires - Fixation d'un seuil maximal) : p. 11613 p. 11614 - Article 6 octies (art. L. 447-1 [nouveau] du code de l'énergie - Habilitation à légiférer par ordonnance pour définir le cadre juridique de l'hydrogène et traçabilité de l'hydrogène renouvelable) : p. 11616 - Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 55 rectifié bis et n° 372 rectifié (Plans locaux d'urbanisme - Schémas directeurs des réseaux de chaleur ou de froid - Prise en compte) : p. 11618 - Article additionnel après l'article 6 nonies - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 314 rectifié quinquies et n° 431 (Réseaux de chaleur vertueux - Classement - Systématisation) : p. 11619 - Article 8 (art. L. 134-4, L. 336-2, L. 336-5 et L. 337-16 du code de l'énergie - Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) : relèvement du plafond, révision du prix et adaptation du complément de prix en cas d'atteinte du plafond) : p. 11626 p. 11628 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 11653

- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 - Nouvelle lecture [n° 693 (2018-2019)] - (23 juillet 2019) - Discussion générale : p. 12303 p. 12304

- Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)] - (24 septembre 2019) - Discussion générale : p. 12390 p. 12394 p. 12396 p. 12397

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la circulaire du Premier ministre sur la lutte contre l'artificialisation des sols - (24 septembre 2019) : p. 12411

- Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)] (suite) - (24 septembre 2019) - Discussion générale : p. 12418 p. 12420 - Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 486 rectifié ter et n° 636 rectifié ter (Stratégie de réduction des déchets ménagers et d'activités économiques - Effort supplémentaire d'ici à 2030) : p. 12420 - Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 487 rectifié ter, n° 635 rectifié ter (Stratégie de prévention de la production de déchets - Production des emballages plastiques à usage unique - Réduction) : p. 12422 - Article 1er (Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits) : p. 12435 p. 12437 p. 12443 - Article 2 (Indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques) : p. 12445 - Article 3 (Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri) : p. 12451 p. 12453 - Article 4 (Disponibilité des pièces détachées et utilisation de pièces issues de l'économie circulaire) : p. 12456 p. 12458 p. 12461 p. 12463 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 506 rectifié et n° 566 (Durée légale de conformité - Allongement) : p. 12465 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 350 rectifié (Durée légale de garantie - Produits onéreux - Allongement) : p. 12468

- Suite de la discussion (25 septembre 2019) - Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 476 rectifié bis (Ecole, collège, lycée - Formation à l'économie circulaire) : p. 12495 p. 12496 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 418 rectifié bis (Article 70 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Rapport au Parlement) : p. 12499 - Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 214 (Nourriture saisie par les services des douanes aux frontières - Gestion - Rapport au Parlement) : p. 12512 - Article 5 (Lutte contre la destruction des invendus alimentaires et non alimentaires) : p. 12513 p. 12517 p. 12523 p. 12526 p. 12527 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 485 rectifié (Lutte contre le gaspillage alimentaire - Ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire - Obligation) : p. 12527 - Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 32 rectifié ter, n° 100 rectifié ter, n° 575, n° 144 rectifié, n° 160 rectifié bis et n° 66 rectifié bis (Distribution directe à domicile d'imprimés papiers non adressés - Interdiction sauf en présence de la mention « autorisation ») : p. 12536 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 517 rectifié ter (Non-respect de la mention « Stop pub » - Sanction - Instauration) : p. 12538 - Article 6 (Diagnostic déchets sur certaines

opérations de démolition et de réhabilitation significative) : p. 12541 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 227 rectifié ter, n° 475 rectifié bis, n° 216 rectifié et n° 46 rectifié** (Commande publique - Achat de matériaux issus du réemploi et du recyclage - Incitation) : p. 12554 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 230 rectifié bis et n° 578 rectifié** (Commande publique - Achats de pneumatiques rechapables ou rechapés - Incitation) : p. 12557 - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12560 p. 12562

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Commission mixte paritaire [n° 700 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Discussion générale** : p. 12581 p. 12583

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12638 p. 12644 p. 12645 p. 12646 p. 12648 p. 12649 p. 12652 p. 12655 p. 12659 p. 12660 p. 12662 - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12671 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12675 p. 12678 p. 12679 p. 12681 p. 12692 p. 12695 p. 12697 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12700 p. 12704 p. 12706 p. 12722 - **Article 9** (Dispositions spécifiques à certaines filières, REP) : p. 12733 p. 12734

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13697

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie à Rouen (II)** - (2 octobre 2019) : p. 12760 p. 12761

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12799 p. 12807 p. 12808 p. 12809

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Discussion générale** : p. 12845 - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12901 p. 12907 p. 12908

- **Suite de la discussion** (9 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 12988

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) : p. 13015 - **Article 2** (art. L. 273-3, L. 273-11 et L. 273-12 du code électoral, art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Renouvellement des conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitants en cas de cessation des fonctions du maire) : p. 13022 p. 13023 - **Article 6** (art. L. 4424-32, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 133-15, L. 134-2 et L. 151-3 du code du tourisme - Favoriser l'exercice de la compétence de promotion du tourisme par les stations classées de tourisme) : p. 13088 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 86 rectifié** (Permis de construire - Droit de timbre) : p. 13099 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation à la voirie d'intérêt communautaire ou métropolitain du transfert des compétences afférentes dans les communautés urbaines et les métropoles) : p. 13104

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13217 p. 13220 p. 13221

- **Débat sur la politique sportive** - (29 octobre 2019) : p. 14724

- **Débat sur les catastrophes climatiques : mieux prévenir, mieux reconstruire** - (29 octobre 2019) : p. 14728 p. 14735

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'écologie, notamment sur la qualité de l'air** - (30 octobre 2019) : p. 14770 p. 14771

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 15137

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 270 rectifié bis, n° 392 rectifié ter, n° 403 rectifié ter et n° 870 rectifié** (Retraités agricoles - Revenus fonciers complémentaires - Application de taux réduits de CSG) : p. 15248 - **Article 9 ter (nouveau)** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 15255

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 [n° 121 (2019-2020)]** - (18 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16708 p. 16709 p. 16713 p. 16714 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 1 rectifié bis et n° 2 rectifié bis** (Périmètre d'intérêt général (PIG) - Metaleurop Nord - Taxe foncière - Abattement - Compensation) : p. 16718 - **Article 5 et état B annexé** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 16740

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur de l'hôpital** - (20 novembre 2019) : p. 15873

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2019) : p. 15933 p. 15944 p. 15949 p. 15955 p. 15956 p. 15959 p. 15960 p. 15961 p. 15962

Première partie :

- (22 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-1117 rectifié ter** (La Poste - Allègements de fiscalité locale - Plafond - Relèvement) : p. 16069 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-695 rectifié ter, n° I-741 rectifié ter et n° I-918 rectifié bis** (Tascom - Nouveaux établissements de stockage et de logistique fermés au public servant à la vente de biens à distance - Application) : p. 16072 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-224 rectifié quater** (Lutte contre l'artificialisation des sols - Tascom - Modulation - Appréciation de la collectivité (commune ou EPCI)) : p. 16077 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendement n° I-694 rectifié ter** (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - « Grands supermarchés » - Majoration) : p. 16079 - **Article 13 quater (nouveau) (priorité)** (art. 206 du code général des impôts - Plafond des recettes d'exploitation des organismes non lucratifs non assujettis à l'impôt sur les sociétés - Relèvement) : p. 16080 - **Article additionnel après l'article 15 (priorité) - Amendement n° I-504 rectifié ter** (Taux de la taxe sur les excédents de provision (« Bonis ») - Taux de l'intérêt de retard - Alignement) : p. 16090 p. 16091 - **Article 5 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 231 ter du code général des impôts - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement en Île-de-France) : p. 16093 p. 16094 p. 16095 - **Article 6 (précédemment réservé)** (art. 234 et 302 bis Y, chapitre III quater du titre III de la première partie du livre Ier, art. 635, 636, 637 bis, 638 A, 662, 733, 847, 848, 867, 1010 bis, 1010 ter et 1011 ter, section VII du chapitre Ier et chapitre IV

du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier, chapitre Ier et section II du chapitre II du titre II bis de la deuxième partie du livre Ier, art. 1599 septdecies et 1599 octodecies, sections X et XV du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 septtricies et 1698 D du code général des impôts, section 13 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie et article L. 4331-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2133-1, L. 2421-1, L. 3513-12 et L. 5121-18 du code de la santé publique, art. L. 138-20 et L. 245-5-5-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1261-19, L. 1261-20 et L. 2221-6 du code des transports, art. L. 132-16 et L. 132-16-1 du code minier, chapitre IV du titre X du code des douanes, art. L. 341-6 du code forestier, art. 77 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16103 p. 16105

- Suite de la discussion (25 novembre 2019) - **Article 21** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, 1648 A du code général des impôts, 15 de la loi n° 2015-17858 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 - Fixation pour 2020 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que des variables d'ajustement, et substitution d'une dotation budgétaire au prélèvement sur recettes en faveur de la Guyane) : p. 16371 p. 16379 p. 16382 - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 200 quater du code général des impôts - Mise sous condition de ressources du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) avant sa suppression en 2021, et remplacement par une prime pour les ménages modestes) : p. 16428 p. 16433 p. 16435 p. 16445 p. 16454 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-54 rectifié bis, n° I-316 rectifié bis et n° I-418 rectifié bis** (Collectivités ayant adopté un Plan Climat-Air-Energie territorial - Attribution d'une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) : p. 16466 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié bis** (Organisation des mobilités - Attribution aux communautés de communes d'une fraction de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)) : p. 16469 p. 16470 - **Article additionnel après l'article 13 bis (précédemment réservé) - Amendement n° I-138 rectifié bis et n° I-137 rectifié bis** (Filière de déconstruction des bateaux de plaisance hors d'usage - Financement des éco-organismes) : p. 16478 - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 ter, 265 B, 266 quater et 266 quindecies du code des douanes, art. 39 decies E et 39 decies F du code général des impôts, art. L. 3222-1 et L. 3222-2 du code des transports, art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression progressive du tarif réduit de taxe intérieure de consommation sur les carburants sous condition d'emploi) : p. 16492 p. 16493 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-142 rectifié bis et n° I-157 rectifié ter** (Développement des investissements utilisant des matières recyclées - Invitation fiscale) : p. 16497 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-143 rectifié bis** (TVA perçue par l'État sur la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)) : p. 16498 p. 16499 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° I-159 rectifié** (Bois déchets en fin de vie - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)) : p. 16510 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-932, n° I-141 rectifié bis et n° I-156 rectifié ter** (Objectif de réduction du stockage de division par deux des déchets - Réfaction de la TGAP - Création) : p. 16514 - **Article 16 ter (nouveau) (précédemment réservé)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Tarif réduit de taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) pour la fourniture d'électricité aux navires stationnant à quai dans les ports) : p. 16516 - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. 265, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B du code des douanes - Rationalisation du régime fiscal du gaz naturel) : p. 16521 p. 16523 - **Discussion d'article** : p. 16538

p. 16539 p. 16551 p. 16554 p. 16555 - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) : p. 16572 p. 16573 - **Article additionnel après l'article 20 (précédemment réservé) - Amendements n° I-17 rectifié, n° I-154 rectifié ter, n° I-327 rectifié bis, n° I-728 rectifié et n° I-1189 rectifié** (Exploitants aéroportuaires - Acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions - Incitation fiscale) : p. 16583 - **Article 32 (précédemment réservé)** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») : p. 16586 p. 16587

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2019 - Commission mixte paritaire [n° 135 (2019-2020)]** - (26 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 16682

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16821 p. 16822 p. 16823 p. 16834

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16841 p. 16844 p. 16845 p. 16853 p. 16857 p. 16860 p. 16863 p. 16866 p. 16867 p. 16868 p. 16870 p. 16871 p. 16873 p. 16874 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-197** (Chèque énergie - Travaux de rénovation énergétique - Financement - Suppression) : p. 16877 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-172 rectifié** (Chèque énergie - Évaluation annuelle) : p. 16878 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-167 rectifié** (Prime de rénovation énergétique - Montant - Fixation par les régions) : p. 16878 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-190** (Plan d'investissement climat - Rapport au Parlement) : p. 16879 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-171 rectifié bis** (Énergies fossiles - Subventions publiques - Suppression) : p. 16881 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-196** (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques - Élargissement de l'assiette - Rapport au Parlement) : p. 16882 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-188** (Incitations à l'acquisition de véhicules propres - Rapport au Parlement) : p. 16882 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-143** (Opérateurs agissant dans le champ de la biodiversité - Effectifs - Évolutions - Rapport au Parlement) : p. 16884 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-189** (Travaux de rénovation énergétique - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Aides au financement - Renforcement - Rapport au Parlement) : p. 16884 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendement n° II-193** (Objectifs de développement durable et mesures budgétaires - Rapport au Parlement) : p. 16885 - **Article additionnel après l'article 76 quinquies - Amendement n° II-66** (Réserves naturelles nationales - Rapport au Parlement) : p. 16887

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (28 novembre 2019) - **État B** : p. 16938 p. 16939 - **Article 78 univocies (nouveau)** (art. L. 312-20 du code monétaire et financier - Affectation au fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) d'une partie des avoirs des comptes inactifs des associations déposés à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 16940

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2019) - **Article 83 (nouveau)** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Extension aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de la possibilité de recourir à des contrats et formes de sociétés publiques ou commerciales) : p. 17637

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) : p. 17714 p. 17715

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17779

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (4 décembre 2019) : p. 17803

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (4 décembre 2019) : p. 17811 - **Article additionnel après l'article 77 - Amendement n° II-553 rectifié bis** (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) - Rééquilibrage) : p. 17824 - **Article 78** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) : p. 17832 p. 17833 p. 17834 p. 17835 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-70 rectifié bis, n° II-262 rectifié quater, n° II-285 rectifié quinquies, n° II-333 rectifié bis, n° II-372 rectifié bis, n° II-410 rectifié bis et n° II-634 rectifié** (Dotation de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de la population - Suppression) : p. 17851 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-510 rectifié** (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Prélèvement - Plafonnement - Modification) : p. 17865 - **Article additionnel après l'article 78 quinquies - Amendement n° II-508** (Dispositifs de péréquation - Information du contribuable) : p. 17865 - **Article 78 octies (nouveau)** (Prolongation en 2020 du report du transfert de la dotation d'intercommunalité des établissements publics territoriaux à la métropole du Grand Paris et suspension du versement de la dotation de soutien à l'investissement territorial) : p. 17876 - **Article additionnel après l'article 78 nonies - Amendement n° II-327** (Dotation

de soutien à l'investissement local (DSIL) - Instance de suivi - Création) : p. 17886

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Travail et emploi

- (6 décembre 2019) : p. 18019 - État B : p. 18029

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Articles non rattachés

- (6 décembre 2019) - **Article additionnel après l'article 47 D - Amendement n° II-108 rectifié undecies** (Dons faits à des fonds de dotation - Avantage fiscal - Imputation sur l'IFI) : p. 18070 - **Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-568 rectifié** (Contribution économique territoriale (CET) - Plafonnement - Baisse) : p. 18105 - **Article additionnel après l'article 48 sexies - Amendement n° II-1059** (Tourisme - Détaxe - Seuils - Modification) : p. 18106 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-812 rectifié bis** (Logements intermédiaires - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération - Suppression) : p. 18114 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-926 rectifié bis** (Milieu rural - Locaux utilisés pour la réalisation de prestations de services saisonnières - Base d'impôt au prorata du temps d'utilisation) : p. 18115 - **Article additionnel après l'article 48 nonies - Amendement n° II-811 rectifié bis** (Assujettis à la TVA - Acquisitions d'immeubles et de terrains à bâtir - Régime fiscal) : p. 18116 - **Article 50** (art. 238 bis et 238 bis AB du code général des impôts - Rationalisation de la réduction d'impôt en faveur du mécénat) : p. 18150 p. 18155 - **Article 51** (Création d'une taxe forfaitaire sur les contrats à durée déterminée d'usage) : p. 18199 p. 18201

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (III)** - (11 décembre 2019) : p. 21654

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le CETA** - (11 décembre 2019) : p. 21662

- **Débat sur le thème : « Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »** - (11 décembre 2019) : p. 21687 p. 21691 p. 21692

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au dernier projet gouvernemental en matière de consigne pour les bouteilles en plastique** - (18 décembre 2019) : p. 21964

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité du patrimoine** - (18 décembre 2019) : p. 21964

IACOVELLI (Xavier)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOCR, puis NI, puis LaREM-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique du 16 octobre 2019 au 23 octobre 2019.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'énergie et au climat (17 juillet 2019).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) jusqu'au 21 octobre 2019.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds national des aides à la pierre le 21 novembre 2019.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le viol comme crime de guerre [n° 469 (2018-2019)] (29 avril 2019) - **Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 180 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquialt, directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mardi 4 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'énergie et au climat - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de protection de l'enfance** - (31 janvier 2019) : p. 635 p. 636

- **Proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte** [n° 291 (2018-2019)] - (14 février 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 21** (*Mineur - Placement en rétention - Interdiction*) : p. 2484

- **Projet de loi pour une école de la confiance** [n° 474 (2018-2019)] - (15 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis G (supprimé) - Amendement n° 100 rectifié quater** (*Principe de laïcité - Sorties et activités scolaires*) : p. 6455 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 131-1 du code de l'éducation - Abaissement à trois ans du début de l'obligation d'instruction*) : p. 6467

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (13 juin 2019) : p. 9215

- **Proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral** [n° 444 (2018-2019)] - (26 juin 2019) - **Article 5** (*art. L. 52-3 du code électoral - Contenu des bulletins de vote*) : p. 9768

- **Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles** [n° 580 (2018-2019)] - (26 juin 2019) - **Article 1er** (*chapitre II du titre Ier du livre II du code des postes et des communications électroniques - Autorisation préalable à l'exploitation des équipements de réseaux radioélectriques et pouvoir d'injonction*) : p. 9794

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** [n° 728 (2018-2019)] - (26 septembre 2019) - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12680 - **Article 8** (*Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP*) : p. 12701

- **Débat sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques** - (3 octobre 2019) : p. 12808 p. 12809

- **Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité** - (3 octobre 2019) : p. 12822

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** [n° 13 (2019-2020)] - (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 561 rectifié** (*Lutte contre les dépôts sauvages - Pouvoirs du maire - Accès aux images de vidéosurveillance*) : p. 13292

- **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants** [n° 113 (2019-2020)] - (20 novembre 2019) - **Article unique** (*Création de délégations parlementaires aux droits des enfants*) : p. 15892

- **Projet de loi de finances pour 2020** [n° 139 (2019-2020)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés :

- (2 décembre 2019) : p. 17578

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (2 décembre 2019) : p. 17604 p. 17605

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à un fait divers dans un hôtel social du 92** - (18 décembre 2019) : p. 21965

IMBERT (Corinne)
sénatrice (Charente-Maritime)
Les Républicains-R

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des solidarités et de la santé le 15 avril 2019 ; fin de mission le 14 octobre 2019.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 16 octobre 2019 ; puis rapporteure le 24 octobre 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (5 juin 2019).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (14 novembre 2019).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre de la mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de jusqu'au 31 mai 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux sociétés civiles agricoles de réaliser des prestations de service [n° 235 (2018-2019)] (9 janvier 2019) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 283 (2018-2019)] (1er février 2019) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à harmoniser la notion de jour dans la législation du travail [n° 320 (2018-2019)] (14 février 2019) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation du Parlement à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive [n° 321 (2018-2019)] (18 février 2019) - **Sports**.

Proposition de loi visant à territorialiser le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse [n° 414 (2018-2019)] (27 mars 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et au renforcement de la prise en charge des personnes victimes d'effondrement de cavités souterraines et de marnières [n° 455 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à encourager l'adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux [n° 456 (2018-2019)] (11 avril 2019) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments et de vaccins [n° 463 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la souscription nationale au profit de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 464 (2018-2019)] (16 avril 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à réduire le nombre de sièges à pourvoir au sein des conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants en raison d'un nombre insuffisant de sièges pourvus à la suite d'un deuxième tour de scrutin municipal [n° 495 (2018-2019)] (14 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 512 (2018-2019)] (17 mai 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation de la politique du logement social aux contraintes des collectivités locales [n° 514 (2018-2019)] (20 mai 2019) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 517 (2018-2019)] (21 mai 2019) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à garantir une République de proximité en rendant possible le cumul de mandat de député ou de sénateur avec le mandat de maire d'une commune de moins de 9 000 habitants ou de président d'un établissement public de coopération intercommunale de moins de 15 000 habitants [n° 577 (2018-2019)] (14 juin 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 578 (2018-2019)] (18 juin 2019) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 618 (2018-2019)] (27 juin 2019) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : S'engager pour un avenir sans Sida [n° 624 (2018-2019)] (3 juillet 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi pour une transition énergétique éolienne respectueuse de l'environnement et de la santé [n° 638 (2018-2019)] (5 juillet 2019) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la neutralité religieuse des personnes concourant au service public de l'éducation [n° 643 (2018-2019)] (9 juillet 2019) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à recenser les orphelins de guerre et pupilles de la nation vivants [n° 678 (2018-2019)] (17 juillet 2019) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant diverses mesures d'accompagnement des parents en cas de décès d'un enfant mineur [n° 685 (2018-2019)] (18 juillet 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'activité de normalisation en France [n° 707 (2018-2019)] (2 septembre 2019) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle pour le renforcement des libertés locales [n° 4 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique pour le renforcement des libertés locales [n° 5 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le renforcement des libertés locales [n° 6 (2019-2020)] (1er octobre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap [n° 16 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution due aux installations d'assainissement non conformes [n° 18 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi relative au régime d'assurance en cas d'orage de grêle et à la protection incendie [n° 19 (2019-2020)] (4 octobre 2019) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à créer un répertoire national d'enregistrement des diplômes [n° 55 (2019-2020)] (15 octobre 2019) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le travail en soirée dans les commerces alimentaires [n° 78 (2019-2020)] (18 octobre 2019) - **Travail.**

Proposition de loi visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats [n° 100 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à mettre en place une carte d'élu commune à tous les mandats dans les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie [n° 101 (2019-2020)] (5 novembre 2019) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes [n° 108 (2019-2020)] (8 novembre 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)] - Santé [n° 143 tome 6 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)] (29 novembre 2019) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 166 (2019-2020)] (2 décembre 2019) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés [n° 174 (2019-2020)] (4 décembre 2019) - **Société.**

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 179 (2019-2020)] (5 décembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) [n° 217 (2019-2020)] (18 décembre 2019) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de Mme Marie-Louise Kuntz, vice-présidente du conseil départemental de la Moselle, et M. Ludovic Maréchal, adjoint au sous-directeur de l'aide sociale à l'enfance du conseil départemental de la Moselle, représentant l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de Mme Violaine Blain, directrice du Groupement d'intérêt public Enfance en danger (Giped) et de Mme Agnès Gindt-Ducros, directrice de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE).

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn - deuxième partie.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Geindre, présidente de la conférence des directeurs généraux de CHU, sur le rapport « Le CHU de demain ».

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de MM. André Peyrègne, président de la Fédération française de l'enseignement artistique (FFEA), et Maxime Leschiera, président des Conservatoires de France.

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Fignon, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vaysier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian

Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du mercredi 3 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune sur la stratégie thérapeutique face à la borréliose de Lyme : Professeur Christian Perronne, Docteur Raouf Ghozzi, Docteur Pierre Tattevin, Mme Sarah Bonnet, Professeur Olivier Lesens et Professeur Yves Hansmann.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Concertation sur le grand âge et l'autonomie - Présentation du rapport de M. Dominique Libault, président du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune des agences sanitaire sur la borréliose de Lyme.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition de Mme Catherine de Salins, candidate à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2019 (*mission commune d'information Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Examen et adoption du rapport de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 12 juin 2019 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition commune sur l'intégration du régime social des indépendants au sein du régime général de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Politique de prévention et de prise en charge du VIH - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, en vue du renouvellement de son poste de directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 30 octobre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants des cultes.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 5 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, président, et Mme Karine Lefeuvre, vice-présidente du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thomas Wanecq, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directeur général de la Haute Autorité de santé (HAS).

Réunion du jeudi 7 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants de courants de pensée.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale, renvoyé en commission, pour 2020 - Examen du rapport à la suite de l'adoption d'une motion de renvoi en commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de représentants de la Fédération française des CECOS (centres d'étude et de conservation des oeufs et du sperme humain) et de la Fédération des BLEFCO (biologistes des laboratoires d'étude de la fécondation et de l'oeuf).

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Cécile Martinat, présidente de la Société française de recherche sur les cellules souches, et de M. Marc Peschanski, directeur de l'Institut des cellules souches pour le traitement et l'étude des maladies monogénétiques (I-Stem).

Réunion du mercredi 27 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune sur l'assistance médicale à la procréation.

Réunion du jeudi 28 novembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune sur les conséquences de l'extension de l'assistance médicale à la procréation sur le droit de la famille.

Réunion du mardi 3 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition commune d'associations.

Audition de Mme Alexandra Benachi, présidente de la Fédération française de centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal.

Réunion du mercredi 4 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Auditions de M. Guillaume Drago, président, et de Me Geoffroy de Vries, délégué général, de l'Institut Famille et République.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de M. Jean-Marie Le Méné, président de la Fondation Jérôme Lejeune.

Audition de Mme Huguette Mauss, présidente, et de M. Jean-Pierre Bourély, secrétaire général, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP).

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 18 décembre 2019 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la solidarité intergénérationnelle** - (16 janvier 2019) : p. 94 p. 95

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (29 janvier 2019) - **Article 6** (art. L. 130-1 [nouveau], L. 133-5-6, L. 137-15, L. 241-18, L. 241-19 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 121-4 et L. 225-115 du code de commerce ; art. L. 411-1 et L. 411-9 du code de tourisme ; art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 1151-2 [nouveau], L. 1231-7 [nouveau], L. 1311-2, L. 2142-8, L. 3121-33, L. 3121-38, L. 3262-2, L. 3312-3, L. 3324-2, L. 3332-2, L. 4228-1 [nouveau], L. 4461-1 [nouveau], L. 4621-2 [nouveau], L. 5212-1, L. 5212-3, L. 5212-4, L. 5212-5-1, L. 5212-14 [abrogé], L. 5213-6-1, L. 6243-2, L. 6315-1, L. 6323-13 et L. 8241-3 du code du travail ; art. L. 561-3 du code de l'environnement ; art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 313-1 et L. 313-2 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1231-15 du code des transports et art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de

l'artisanat - Nouvelles modalités de calcul et rationalisation des seuils d'effectifs) : p. 454

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2019) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 474 rectifié** (*Statut national d'étudiant-entrepreneur (SNEE) - Condition de diplôme requise*) : p. 557 p. 557 - **Article 13 ter** (art. L. 710-1, L. 711-8, L. 711-15, L. 711-16, L. 712-2 et L. 712-6 du code de commerce - *Renforcement des prérogatives de CCI France*) : p. 577 p. 578 p. 579 - **Article additionnel après l'article 13 quater A - Amendement n° 317 rectifié bis** (*Financement des CCI territoriales*) : p. 579

- **Question orale sans débat sur la dangerosité de la Nationale 141** - (9 avril 2019) : p. 5377

- **Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel** - (28 mai 2019) : p. 7650

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) - **Discussion générale** : p. 7703 p. 7704 - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - *Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie*) : p. 7730 p. 7732 p. 7733 - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - *Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales*) : p. 7742 p. 7748 p. 7752 p. 7753 p. 7754

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) : p. 7804 p. 7805 p. 7807 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - *Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses*) : p. 7824 - **Article 3 bis** (art. L. 1411-1 du code de la santé publique - *Objectifs de la politique de santé relatifs à la formation des professionnels*) : p. 7840 - **Article 4** (art. L. 632-6 et L. 634-2 du code de l'éducation - *Rénovation du cadre juridique du contrat d'engagement de service public, CESP*) : p. 7848 p. 7849 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 25 rectifié bis, n° 409 rectifié, n° 453 rectifié, n° 3 rectifié quater, n° 148 rectifié ter et n° 149 rectifié quater** (*Lutte contre la désertification médicale - Prolongation de l'exercice des médecins retraités - Dispositif d'incitation fiscale*) : p. 7878 p. 7879 - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 4131-2 du code de la santé publique - *Limitation à trois ans de la durée de l'exercice en tant que médecin remplaçant*) : p. 7882

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 168 rectifié quinquies, n° 150 rectifié ter, n° 26 rectifié bis, n° 151 rectifié ter, n° 27 rectifié bis, n° 122 rectifié bis, n° 117 rectifié ter et n° 346 rectifié** (*Lutte contre la désertification médicale - Installation des futurs médecins - Durée minimale obligatoire dans un secteur déficitaire*) : p. 7915 - **Article 5 ter** (art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement de la compétence d'établissement des certificats de décès aux médecins retraités et aux étudiants de troisième cycle*) : p. 7929 - **Article 6** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier les statuts et conditions d'exercice des personnels médicaux hospitaliers*) : p. 7935 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 262 rectifié bis** (*Statut d'assistant territorial de médecine générale orienté vers l'activité libérale - Création*) : p. 7978 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (*Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation*) : p. 7998

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) - **Article 10** (art. L. 6132-2, L. 6132-3, L. 6132-5-1 [nouveau], L. 6132-7 et L. 6144-2-1 [nouveau] du code de la santé publique -

Renforcement de l'intégration au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 8088 - **Article 11** (art. L. 1460-1, L. 1461-1, L. 1461-3, L. 1461-4, L. 1461-5, L. 1461-6, L. 1461-7, L. 1462-1 et L. 1462-2 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, art. 30, 66, 72, 73, 76 et 77 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement du champ du système national des données de santé et création de la plateforme des données de santé) : p. 8105 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 770 rectifié ter** (Technologies d'assistance à la prévention ou d'assistance diagnostique ou thérapeutique et des technologies prédictives dans le domaine médical - Règles de bonnes pratiques - Aide à l'utilisation) : p. 8135 p. 8136 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-14, L. 1441-6, L. 1443-6, L. 5125-10, L. 6143-7, L. 6152-1-1 et L. 6152-6 du code de la santé publique, art. 2 de la loi n° 2017-220 du 23 février 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Abrogations de dispositions législatives) : p. 8138

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19 bis AA (nouveau)** (art. L. 1432-3 du code de la santé publique - Composition et rôle du conseil de surveillance des ARS) : p. 8178 - **Article 21** (art. L. 4111-2, L. 4221-12 et L. 6152-1 du code de la santé publique, art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Mesures relatives aux praticiens à diplôme hors Union Européenne) : p. 8190 p. 8194 p. 8195 p. 8196 - **Article 23** (art. L. 4122-3, L. 4124-7, L. 4125-8, L. 4233-9, L. 4234-3, L. 4234-4, L. 4234-8 et L. 4321-19 du code de la santé publique, L. 145-6, L. 145-6-2, L. 145-7, L. 145-7-1, L. 145-7-4, L. 146-6 et L. 146-7 du code de la sécurité sociale - Ratification d'ordonnances et modifications diverses) : p. 8213 p. 8215 p. 8216

- **Suite de la discussion** (11 juin 2019) - **Article 28 (nouveau)** (Délai d'accès à l'IVG - Prolongation de deux semaines) : p. 8241 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8264

- **Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat [n° 550 (2018-2019)]** - (18 juin 2019) - **Article 17** (art. 44 bis [nouveau], 44 ter [nouveau], 46 bis [nouveau], 48 [abrogé], 49 [abrogé] et 50 [abrogé] du Règlement - Conditions de recevabilité formelles et liées à la navette (« cavaliers », règle de l'« entonnoir ») ; discussion des amendements) : p. 9300

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Élargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9485 p. 9486

- **Question orale sans débat sur l'arrêt de la fabrication des pompes MiniMed par Medtronic** - (15 octobre 2019) : p. 13157 p. 13158

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 98 (2019-2020)]** - (12 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15126 p. 15128

Troisième partie :

- (12 novembre 2019) - **Article additionnel après article 7 - Amendement n° 327 rectifié quater** (Lutte contre la désertification médicale - Étudiants en médecine de troisième année de troisième cycle - Stage d'une année - Incitation) : p. 15164

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de politique familiale du Gouvernement** - (13 novembre 2019) : p. 15188 p. 15189

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)] (suite)**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (Ajustement du calcul des allègements généraux) : p. 15195 p. 15201 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 330 rectifié** (Lutte contre les déserts médicaux - Revenus des médecins retraités - Exonération fiscale) : p. 15207 p. 15209

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° 324 rectifié bis et n° 464 rectifié ter** (Pratiques de différenciation des remboursements - Restriction) : p. 15304 - **Article 15** (Clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2020) : p. 15333 p. 15334

- **Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique [n° 117 (2019-2020)]** - (19 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 15818

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Santé

- (29 novembre 2019) : p. 17074 - **État B** : p. 17089 p. 17094

Recherche et enseignement supérieur

- (29 novembre 2019) - **État B** : p. 17151 - **Article additionnel après l'article 76 septdécies - Amendement n° II-391 rectifié** (Filière de médicaments de thérapie innovante - Crédits alloués - Programmation pluriannuelle) : p. 17157

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Nouvelle lecture [n° 151 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 9 ter** (Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix ») : p. 17204 p. 17205

Quatrième partie :

- (30 novembre 2019) - **Article 28** (Réforme de la prise en charge des dispositifs médicaux) : p. 17262

JACQUIN (Olivier)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités (3 juillet 2019).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du massif des Vosges.

Membre de la mission d'information « Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » le 6 mars 2019 ; puis vice-président du 2 avril 2019 au 27 septembre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois [n° 387 (2018-2019)] (19 mars 2019) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur [n° 427 (2018-2019)] (3 avril 2019) - **Société**.

Proposition de loi visant à accroître l'information et les prérogatives du maire et des élus municipaux sur l'installation d'éoliennes [n° 697 (2018-2019)] (24 juillet 2019) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à adapter la fiscalité de la succession et de la donation aux enjeux démographiques, sociétaux et économiques du XXI^e siècle [n° 710 (2018-2019)] (9 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de pacte finance-climat européen - Audition conjointe de MM. Jean Jouzel et Pierre Larroutourou.

Réunion du mardi 29 janvier 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris et projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi d'orientation des mobilités - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de Mme Isabelle Autissier, présidente de WWF-France et de M. Gilles Bœuf, président du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mardi 26 mars 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Philosophie de la gratuité des transports publics - Audition de MM. Jean-Louis Sagot-Duvaurois, Maxime Huré et Frédéric Héran.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur les enjeux environnementaux et territoriaux du développement éolien, autour de MM. Pierre Dumont, co-auteur de l'ouvrage *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Lionel Quillet, premier vice-président du département de

Charente-Maritime, en charge des questions relatives à l'éolien, Rémi Chabrilat, directeur production et énergies durables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et un représentant de France énergie éolienne.

Réunion du mardi 21 mai 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition commune autour de Mme Elodie Trauchessec, chargée des mobilités émergentes au service Transports et Mobilité (Ademe), et de M. Dominique Mignot, directeur du département Transport, Santé et Sécurité (Ifsttar).

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur l'actualisation du rapport « Une crise en quête de fin - Quand l'Histoire bégaie ».

Réunion du mardi 18 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, de la Fédération nationale des transports de voyageurs, du Groupement des autorités responsables de transport et de l'Union des transports publics et ferroviaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique environnementale - Audition de M. Jean-Louis Chaussade, président du groupe Suez, et de Mme Marie-Ange Debon, directrice générale France de Suez.

Réunion du jeudi 20 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Audition de M. Christophe Najdovski, adjoint à la maire de Paris, en charge des transports, de la voirie, des déplacements et de l'espace public.

Réunion du mardi 25 juin 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Table ronde internationale.

Réunion du mercredi 26 juin 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité des ponts - Examen du rapport de la mission d'information.

(*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Cadrage du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Point sur les travaux en cours et programme de travail du second semestre.

Réunion du mardi 9 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente-directrice générale de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 10 juillet 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les enjeux de la mise en application de la loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation des mobilités.

Réunion du jeudi 18 juillet 2019 (*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 17 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(*mission d'information Gratuité des transports collectifs*) : Examen et adoption du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-François Soussana, vice-président de l'INRA, sur les perspectives de l'alimentation en 2050.

Réunion du mercredi 23 octobre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique » - Audition de M. Patrick Lefas, président suppléant du Conseil des prélèvements obligatoires.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, d'orientation des mobilités - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avis sur les mesures fiscales relatives à l'environnement et aux transports du projet de loi de finances pour 2020.

Réunion du mardi 19 novembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Blanchet, rapporteur général de la Convention citoyenne pour le climat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat sur les mobilités du futur - (15 janvier 2019) : p. 47

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (5 février 2019) - **Article 44** (art. L. 6323-2-1 [nouveau] du code des transports -

Modification du régime juridique d'Aéroports de Paris : p. 790 p. 811 - **Article 47** (art. L. 6323-4-1 [nouveau] du code des transports - Périmètre régulé d'Aéroports de Paris) : p. 821

- **Suite de la discussion** (6 février 2019) - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 328** (Réserve spéciale de participation - Révision de la formule de calcul) : p. 914

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France [n° 249 (2018-2019)]** - (7 mars 2019) - **Article 1er** (Nationalisations des sociétés concessionnaires d'autoroutes) : p. 2895 p. 2899

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3191 p. 3199 - **Rapport annexé** : p. 3214 - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3215 - **Rapport annexé (suite)** : p. 3221 p. 3224 p. 3232 p. 3236 p. 3237

- **Suite de la discussion** (20 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037) : p. 3284 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 127** (Taxe d'aménagement du territoire pour les poids lourds - Augmentation) : p. 3294 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 71 rectifié quater** (Redevance régionale sur les poids-lourds étrangers - Création) : p. 3299 p. 3300 - **Article 1er C (nouveau)** (Conseil d'orientation des infrastructures (COI), contrôle et révision de la programmation des investissements de l'État dans les transports) : p. 3302 p. 3303 - **Article additionnel après l'article 1er D - Amendement n° 690 rectifié bis** (Donneurs d'ordres de transport - Redevance en fonction de la volumétrie CO₂ - Création) : p. 3312 p. 3313 - **Article 1er** (art. L. 1111-1 à L. 1111-4, L. 1112-4-1, L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14 à L. 1231-16, L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-5, L. 3111-5, L. 3111-7, L. 3111-8 et L. 3111-15 et art. L. 1231-1-1, L. 1231-3, L. 1231-4 et L. 2121-3-1 [nouveaux] du code des transports - Compétence d'organisation de la mobilité) : p. 3322 p. 3323 p. 3324 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 679 rectifié ter** (Financement de grandes infrastructures - Revalorisation de taxes existantes) : p. 3353 p. 3354

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 2** (art. L. 2333-64 à L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-73, L. 2531-2, L. 2531-3, L. 2531-5, L. 2531-6, L. 2531-9, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales - Versement mobilité) : p. 3381 p. 3382 p. 3384 - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3413 p. 3415 p. 3417 p. 3420 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 681 rectifié** (Schéma national de dessertes ferroviaires - Présentation et vote au Parlement) : p. 3422 p. 3423 - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité) : p. 3440 p. 3441 p. 3442 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 357 rectifié, n° 657 rectifié bis et n° 266 rectifié bis** (Emplacements de stationnements sécurisés pour vélos - Localisation dans les plans de mobilités) : p. 3444 p. 3445 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 656**

rectifié bis (Personnes défavorisées - Services de mise à disposition de bicyclettes et de véhicules motorisés - Tarification sociale) : p. 3455 - **Article 9** (art. L. 1115-1, L. 1115-2 [nouveau], L. 1115-3 [nouveau], L. 1115-4 [nouveau], L. 1262-4 [nouveau], L. 1263-4, L. 1263-5 [nouveau], L. 1264-7 et L. 3121-11-1 du code des transports - Ouverture des données nécessaires à l'information du voyageur) : p. 3465 p. 3467 p. 3469 p. 3470 p. 3472 - **Article 11** (art. L. 1115-7 [nouveau] et L. 1115-8 [nouveau] du code des transports - Services locaux d'information et de billetterie multimodales) : p. 3474 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 et n° 889 rectifié** (Impact écologique du développement du véhicule autonome - Rapport au Parlement) : p. 3483 - **Article 14** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour expérimenter des solutions de mobilité dans les zones peu denses) : p. 3488

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 15** (art. L. 1231-14, 1231-15 et L. 1241-1 du code des transports ; art. L. 2213-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales - Dispositions en faveur des mobilités partagées) : p. 3500 p. 3503 p. 3505 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales - Tarification de stationnement solidaire) : p. 3515 - **Article 17** (art. L. 3132-1 et art. L. 3231-1 [nouveau] du code des transports et habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réguler l'activité des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises - Définition du co-transportage de colis et régulation des plateformes d'intermédiation dans le domaine du transport de marchandises) : p. 3535 p. 3536 - **Article 20** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 3547 p. 3552 - **Article additionnel avant l'article 21 - Amendements n° 800 rectifié, n° 162 rectifié, n° 663 rectifié bis, n° 343 rectifié et n° 873 rectifié** (Objectifs de mobilité propre - Fixation) : p. 3557 - **Article 22** (art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1272-1, L. 1272-2, L. 1272-3, L. 1272-4 et L. 1272-5 [nouveaux] et art. L. 2123-4 du code des transports ; art. L. 111-5-2, L. 111-5-3 et L. 111-5-4, L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 151-30 et L. 151-47 du code de l'urbanisme - Lutte contre le vol de vélos et équipements de stationnement pour vélos dans les gares) : p. 3565 p. 3567 p. 3567 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 352 rectifié, n° 667 rectifié ter, n° 686 rectifié quinquies et n° 986 rectifié bis** (Usage du vélo - Enseignement obligatoire) : p. 3578 p. 3580

- **Suite de la discussion** (27 mars 2019) - **Article 25** (art. L. 453-1 du code de l'énergie - Développement du gaz et du biogaz dans les transports) : p. 3610 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 884 rectifié bis, n° 54 rectifié sexies et n° 725 rectifié bis** (Développement des carburants alternatifs - Déploiement de stations de recharge à hydrogène) : p. 3614 - **Article 26** (art. L. 3261-3-1 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale - Forfait mobilités durables) : p. 3628 p. 3639 - **Article 27** (art. L. 229-26 du code de l'environnement ; articles L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Plans d'action de lutte contre la pollution de l'air) : p. 3645 - **Article 28** (art. L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Zones à faibles émissions) : p. 3652 p. 3655 p. 3660 p. 3663 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 244 rectifié bis** (Tarif de dissuasion du transit) : p. 3665 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 534 rectifié** (Libéralisation du marché des pièces détachées automobiles) : p. 3675 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 905 rectifié** (Permis de conduire professionnel - Permis de conduire privé - Distinction) : p. 3689

- **Suite de la discussion** (28 mars 2019) - **Article 37** (quatrième et cinquième parties du code des transports - Demandes d'habilitation à légiférer par ordonnance dans les domaines fluvial et maritime et possibilité pour des bateaux, engins flottants et navires autonomes ou commandés à distance,

de naviguer dans les eaux intérieures, à titre dérogatoire et expérimental) : p. 3733 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 268 rectifié ter** (Navires de croisière - Taxe de séjour) : p. 3738 - **Article 37 bis (nouveau)** (art. L. 4311-1-1 [nouveau] du code des transports - Contrat d'objectifs et de performance de Voies navigables de France) : p. 3742 - **Article 38** (art. L. 2142-1, L. 2142-2, L. 2142-5, L. 2142-7 du code des transports - Missions de la Régie autonome des transports parisiens, RATP) : p. 3746 - **Article 40** (art. L. 130-4, L. 130-7, L. 322-1 et chapitre IX [nouveau] du titre Ier du livre IV du code de la route, article L. 529-6 du code de procédure pénale - Mise en place du péage à flux libre) : p. 3774 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 124 rectifié** (Nouvelles infrastructures autoroutières - Concessions - Interdiction) : p. 3776 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 316 rectifié** (Marchés passés par les titulaires de contrats de concession autoroutière - Encadrement) : p. 3777 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 223 rectifié bis** (Financement du tourisme - Taxe sur les dividendes versés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Création) : p. 3779 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 910 rectifié** (Conventions TER - Grèves - Dédommagement des abonnés) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 673 rectifié bis** (Contrat de performance de la SNCF - Modalités de suivi) : p. 3789 p. 3790 - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 1324-7 du code des transports - Déclaration individuelle de participation à une grève) : p. 3792

- **Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 413 (2018-2019)]** - (2 avril 2019) - **Article 1er** (titre III du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Compétences du département d'Alsace en matière transfrontalière et d'enseignement des langues et des cultures régionales) : p. 3871

- **Suite de la discussion** (3 avril 2019) : p. 5060 p. 5062

- **Suite de la discussion** (4 avril 2019) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 146 rectifié ter** (Redevance kilométrique poids lourds) : p. 5192 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 107 rectifié ter** (Territoire alsacien - Taxe poids lourds - Création à titre expérimental) : p. 5195 - **Article 10** (Habilitation à légiférer par ordonnances dans le domaine routier) : p. 5208 p. 5209

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, relative au grand débat national** - (10 avril 2019) : p. 5466

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Saint-Gobain** - (11 avril 2019) : p. 5591 p. 5592

- **Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide [n° 384 (2018-2019)]** - (2 mai 2019) - **Discussion générale** : p. 6041 p. 6042 p. 6043 p. 6044 p. 6045

- **Question orale sans débat sur l'équipement des motrices de la SNCF** - (14 mai 2019) : p. 6333

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article 1er bis EA (nouveau)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire) : p. 6414

- **Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés [n° 497 (2018-2019)]** - (21 mai 2019) - **Article 1er** (Art. 299 [nouveau], 299 bis [nouveau], 299 ter [nouveau], 299 quater [nouveau], 299 quinquies [nouveau], 300 [nouveau], 302 decies, 1609 sexdecies B, 1693 quater [nouveau], 1693 quater A [nouveau], 1693 quater B [nouveau] du code général des impôts, Art. L. 16 C, L. 70 A, L. 177 A du livre des procédures fiscales - Création d'une taxe sur les services numériques) : p. 6821

- **Projet de loi relatif à l'énergie et au climat [n° 658 (2018-2019)]** - (16 juillet 2019) - **Article 1er** (art. L. 100-2, L. 100-4 et L. 141-2 du code de l'énergie - Modification des objectifs de la politique énergétique nationale et du contenu de la

programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE) : p. 11360 p. 11363 p. 11368

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2019) : p. 11407 p. 11411

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2019) - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° 437 rectifié** (Publicités en faveur des prestations de transport - Quantité de CO2 émise - Indication) : p. 11539 p. 11540 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 436 rectifié ter** (Pollution engendrée par les carburants des navires - Calcul des droits de port - Intégration) : p. 11556 p. 11557 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 435 rectifié ter** (Navires de croisière - Redevance de séjour - Création) : p. 11559 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° 141 rectifié** (Impact environnemental et sanitaire du stationnement en port des navires de croisière - Rapport au Parlement) : p. 11561

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (25 septembre 2019) - **Article 7** (Obligation d'incorporation de matière recyclée et renforcement des droits d'accès de l'autorité administrative aux informations relatives aux produits et aux modes de prévention et de gestion des déchets) : p. 12559

- **Suite de la discussion** (26 septembre 2019) - **Article 8 bis (nouveau) (priorité)** (Dispositif de consigne pour réemploi ou réutilisation) : p. 12654 - **Article additionnel après l'article 8 bis (priorité) - Amendement n° 384 rectifié** (Développement de l'économie de l'usage et de la fonctionnalité - Rapport au Parlement) : p. 12665 p. 12666 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12676 p. 12694 p. 12696 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12720 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 614 rectifié ter** (Stratégie nationale de lutte contre les déchets en bord de route - Rapport au Parlement) : p. 12724

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 10** (Interdiction de la mise sur le marché des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable - Interdiction de la distribution gratuite de bouteilles d'eau plate en plastique dans les établissements recevant du public et dans les locaux à usage professionnel) : p. 12759 p. 12770 p. 12771 - **Article additionnel avant l'article 12 A - Amendements n° 184, n° 463 rectifié, n° 612 rectifié bis et n° 685** (Lutte contre les dépôts sauvages - Mise en œuvre de l'exécution d'office) : p. 12805 - **Article 12 G (nouveau)** (Certificat de traitement des déchets du bâtiment) : p. 12810 - **Article additionnel après l'article 12 H - Amendements n° 152 rectifié, n° 187, n° 409 rectifié bis et n° 513 rectifié** (Service public de gestion des déchets - Intégration des missions relatives à la propreté) : p. 12812

- **Débat sur la sécurité des ponts : éviter un drame** - (2 octobre 2019) : p. 12775 p. 12776

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (8 octobre 2019) - **Article 1er** (art. L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 [nouveaux], art. L. 5211-40, L. 5217-8 et L. 5832-2 du code général des collectivités territoriales - Pacte de gouvernance - Conférence des maires) : p. 12881 p. 12883 p. 12891 p. 12905 p. 12906

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2019) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation des vice-présidents d'EPCI) : p. 13017 p. 13018 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 78 rectifié, n° 427 rectifié et n° 737 rectifié bis** (Conseil communautaire - Suppléant - Election) : p. 13025

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement**

n° 907 rectifié bis (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13217 - **Article additionnel après l'article 11 quinquies - Amendement n° 721 rectifié ter** (Élus municipaux - Lutte contre l'absentéisme) : p. 13218 p. 13220 p. 13221 - **Article 12** (art. L. 123-4 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation - Renforcement des prérogatives de police spéciale du maire pour les immeubles et installations à risques) : p. 13239

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 429** (Lutte contre les dépôts sauvages - Exécution d'office - Conditions de mise en œuvre) : p. 13314

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 695 rectifié** (Développement des communes - Règles départementales de défense extérieure contre l'incendie - Assouplissement) : p. 13415 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13417 p. 13418 p. 13423 p. 13424 - **Article 30** (art. L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales - Modification du régime de prise en charge de la protection fonctionnelle des maires) : p. 13474 - **Article 31** (art. 12-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale; art. L. 613-5 du code de l'éducation - Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer les dispositifs de formation des élus locaux - Participation du CNFPT à la formation des élus locaux - Validation des acquis de l'expérience) : p. 13478 p. 13480 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 906 rectifié ter** (Élus locaux - Abondement du fond retraite par la commune - Limitation au seul mandat en cours) : p. 13493

- **Projet de loi d'orientation des mobilités - Nouvelle lecture [n° 730 (2018-2019)]** - (5 novembre 2019) - **Discussion générale** : p. 14824

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité transfrontalière avec le Luxembourg** - (13 novembre 2019) : p. 15190

- **Débat sur la gratuité totale dans les transports collectifs** - (19 novembre 2019) : p.15832

- **Débat sur le thème : « Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promouvons les auto-trains et les Intercités de nuit. »** - (20 novembre 2019) : p. 15899 p. 15909

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Première partie :

- (25 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié bis** (Organisation des mobilités - Attribution aux communautés de communes d'une fraction de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)) : p. 16470 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-528 rectifié** (Financement des services de mobilité - Attribution d'une partie du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)) : p. 16471 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendements n° I-603 rectifié et n° I-1076 rectifié** (Taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants - Création) : p. 16502 - **Discussion d'article** : p. 16551 p. 16558 - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé) - Amendement n° I-1139 rectifié bis** (Entreprises décideuses en matière de transport - Paiement d'une éco-contribution) : p. 16566 p. 16567 - **Article 19 (précédemment réservé)** (art. 265 septies du code des douanes et art. L. 3221-2-1 [nouveau] du code des transports - Diminution du remboursement de TICPE applicable au secteur du transport routier de marchandises) : p. 16568 p. 16569 - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé) - Amendement n° I-604** (Donneurs d'ordre en matière de service de livraison - Paiement d'une redevance en fonction de la volumétrie CO2 du transport) : p. 16570 - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé) - Amendement n° I-606** (Poids lourds sur le réseau routier non concédé - Redevance d'utilisation de l'infrastructure routière - Instauration) : p. 16571 - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. 302 bis K et 1647 du code général des impôts - Hausse de la taxe sur les billets d'avion au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) : p. 16573

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (27 novembre 2019) : p. 16823 p. 16834 p. 16836

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2019) : p. 16855 p. 16860 p. 16861 p. 16862 - **Article 76** (Reprise par l'État de la dette de SNCF Réseau à hauteur de 25 milliards d'euros) : p. 16877 - **Article additionnel après l'article 76 - Amendements n° II-174 rectifié et n° II-212** (Gestion des autoroutes - Société anonyme à capitaux publics - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 16883

JANSSENS (Jean-Marie)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l'art [n° 300 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative au maintien des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents de certains syndicats intercommunaux [n° 472 (2018-2019)] (30 avril 2019) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des usagers de deux-roues motorisés [n° 583 (2018-2019)] (19 juin 2019) - **Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale [n° 639 (2018-2019)] (8 juillet 2019) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que les investissements publics de la transition écologique et énergétique soient exclus du déficit budgétaire [n° 715 (2018-2019)] (10 septembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la prise en charge du virus de l'immunodéficience humaine et des infections sexuellement transmissibles [n° 15 (2019-2020)] (3 octobre 2019) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 138 (2019-2020)] (21 novembre 2019) - **Agriculture et pêche - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 152 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour une pratique du sport en salle en toute sécurité [n° 186 (2019-2020)] (11 décembre 2019) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de M. Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint de la FNSEA, Mme Véronique Le Floch, secrétaire générale de la Coordination rurale, MM. Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et Baptiste Gatouillat, vice-président de Jeunes agriculteurs.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), Dominique Amirault, président de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Dominique Chargé, président de Coop de France, et Richard Panquialt,

directeur général de l'Institut de liaison et d'études des industries de consommation (ILEC).

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Les effets du titre Ier de la loi Egalim du 30 octobre 2018 sur les négociations commerciales en cours », autour de MM. Jacques Creyssell, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Stéphane de Prunel, secrétaire général du Mouvement E.Leclerc, Thierry Cotillard, président d'Intermarché et de Netto, représentant le Groupement Les Mousquetaires.

Réunion du mardi 19 mars 2019 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en place pour faire face aux nouveaux actes de violence et de vandalisme commis à Paris - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et de M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 4 avril 2019 (*commission des affaires économiques*) : Suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim - Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde dans le cadre du suivi de la mise en application des mesures de la loi Egalim.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de la ville et du logement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nécessaire décentralisation dans le cadre de la prochaine révision constitutionnelle** - (12 mars 2019) : p. 2962

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux impacts de la sécheresse sur le monde agricole et les mesures à prendre** - (23 juillet 2019) : p. 12223

- **Question orale sans débat sur la situation des boulangers et pâtisseries** - (15 octobre 2019) : p. 13127

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (3 décembre 2019) : p. 17759

- **Proposition de loi visant à prévenir le suicide des agriculteurs [n° 746 (2018-2019)]** - (12 décembre 2019) - **Discussion générale** : p. 21752

JASMIN (Victoire)
sénatrice (Guadeloupe)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 25 mars 2019.

Membre de la mission d'information portant sur la gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation du 16 janvier 2019 au 12 juillet 2019.

Membre de la mission d'information « Transports aériens et aménagement des territoires » le 30 avril 2019 ; puis vice-présidente du 14 mai 2019 au 4 octobre 2019.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre toutes les violences éducatives ordinaires [n° 261 (2018-2019)] (22 janvier 2019) - **Éducation - Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines [n° 302 (2018-2019)] (7 février 2019) - **Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Mondial 2019 : Vive les footballeuses ! Un mois qui fera progresser l'égalité femmes-hommes [n° 556 (2018-2019)] (7 juin 2019) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à moderniser le système de protection de l'enfance [n° 669 (2018-2019)] (15 juillet 2019) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 48 (2019-2020)] (10 octobre 2019) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)] (25 novembre 2019) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] (27 novembre 2019) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)] (28 novembre 2019) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Réunion du jeudi 17 janvier 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la parité dans les intercommunalités.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn - deuxième partie.

Réunion du mercredi 30 janvier 2019 (*commission des affaires sociales*) : Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 - Audition de MM. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) et de Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Réunion du mardi 5 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Audrey Keysers.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de Mme Yolaine Poletti-Duflou, directrice de la station Martinique La 1ère.

Réunion du mercredi 6 février 2019 (*mission d'information sur la gestion des risques climatiques*) : Audition de de MM. Bertrand Labilloy, directeur général des réassurances et des fonds publics, et Thierry Cohignac, directeur du département études techniques et réassurances publiques, de la Caisse centrale de réassurance (CCR).

Audition de M. Robert Vautard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement - Institut Pierre-Simon Laplace des sciences de l'environnement (LSCE-IPSL).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Stéphane Lardy en vue de sa nomination au poste de directeur général de France compétences, en application de l'article L. 6123-8 du code du travail.

Réunion du jeudi 7 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la parité dans les élections municipales.

Réunion du mardi 12 février 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Audition de M. Emmanuel Kessler, président de Public Sénat.

Réunion du mercredi 13 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Rabatel, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et du docteur Muriel Salmona, psychiatre, psycho-traumatologue.

Réunion du mercredi 20 février 2019 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du financement du système de santé - Audition de M. Jean-Marc Aubert, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Réunion du mercredi 20 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 21 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Frédérique Jossinet, directrice du football féminin et de la féminisation à la Fédération française de football.

Réunion du mercredi 27 mars 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune de cadrage épidémiologique et biologique de la borréliose de Lyme : Professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence des Borrelia, Mmes Alexandra Septfons et Julie Figoni, épidémiologistes à Santé publique France, Professeur Céline Cazorla, infectiologue, vice-

présidente de la commission spécialisée maladies infectieuses et émergentes du Haut Conseil de la santé publique, Mme Muriel Vayssier-Taussat, microbiologiste, cheffe du département « Santé animale » de l'Institut national de recherche agronomique, M. Pascal Boireau, directeur du laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition commune sur les outils d'aide au diagnostic et le dépistage de la borréliose de Lyme : Professeur Christian Rabaud, infectiologue au centre hospitalier universitaire de Nancy, Professeur Yves Malthiery, ancien chef de service de biochimie et ancien directeur d'unité Inserm au centre hospitalier universitaire d'Angers, Docteur Hugues Gascan, immunologiste, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, M. Alain Trautmann, immunologiste, président du fonds de recherche « BioTique » de la fédération française contre les maladies vectorielles à tiques.

Réunion du jeudi 28 mars 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laura Georges, secrétaire générale de la Fédération française de football.

Réunion du mardi 9 avril 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Représentation et visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition commune des agences sanitaire sur la borréliose de Lyme.

Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Henriques, vice-présidente déléguée de la Fédération française de football et vice-présidente du comité d'organisation de la Coupe du monde féminine de la Fifa.

Réunion du mardi 14 mai 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Audition de Mme Catherine de Salins, candidate à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du jeudi 16 mai 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le rayonnement de la Coupe du monde féminine de football 2019.

Réunion du mercredi 22 mai 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 mai 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Jean-Marc Mompelat, directeur adjoint et délégué outre-mer, accompagné de MM. Nicolas Taillefer, chef du service Risques sismiques et volcaniques, et Goneri Le Cozannet, expert changement climatique, direction des risques et prévention, du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 5 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la fraude documentaire sur la fraude sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 juin 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Augustin de Romanet, président-directeur général du groupe Aéroports de Paris.

(*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon, Céline Boulay-Espéronnier, Victoire Jasmin et Christine Prunaud, co-rapporteuses, sur le football féminin et la Coupe du monde féminine 2019.

Réunion du mardi 11 juin 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé - Examen d'un amendement sur un article appelé en seconde délibération.

Réunion du mercredi 3 juillet 2019 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes de la sécurité sociale pour 2018 et situation financière de la sécurité sociale en 2018 - Audition de M. Denis Morin, président de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Politique de prévention et de prise en charge du VIH - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 4 juillet 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Audition de M. Pierre-Olivier Bandet, directeur général-adjoint d'Air France HOP.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mmes Stéphanie Condon, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Table ronde sur les sargasses - MM. Laurent Bergeot, chef du service de la recherche au Commissariat général au développement durable (CGDD), au ministère de la transition écologique et solidaire ; et Guy Fabre, directeur exécutif adjoint des territoires de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ; Mme Valérie Pernelet-Joly, chef de l'unité d'évaluation des risques liés à l'air au sein de la direction de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (ANSES) ; MM. Frédéric Mortier, délégué interministériel aux risques majeurs outre-mer auprès du ministre de la transition écologique et solidaire ; et Dominique Théophile, sénateur de la Guadeloupe.

Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mmes Sandrine Dauphin, responsable scientifique, et Justine Dupuis, chargée d'études à l'INED, sur les premiers résultats de l'enquête Virage Dom à La Réunion.

Réunion du mardi 24 septembre 2019 (*mission d'information Transports aériens*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Emploi des seniors - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Audition de M. Bertrand Willocquet, directeur du département « Trois Océans » de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 2 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michaëla Rusnac, Haute fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère des outre-mer, chargée du groupe de travail outre-mer constitué en vue du Grenelle des violences conjugales.

Réunion du mercredi 9 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 16 octobre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Emmanuelle Cortot-Boucher, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, en vue de sa nomination aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du jeudi 17 octobre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Programmation des travaux.

Réunion du mardi 22 octobre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Échange de vues sur la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Réunion du mercredi 6 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à instituer une carte Vitale biométrique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 novembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Rencontre avec les élus locaux d'outre-mer : présentation des conclusions et recommandations sur les deux volets de l'étude relative aux risques naturels majeurs.

Réunion du mercredi 20 novembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2020 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 21 novembre 2019 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 11 décembre 2019 (*commission des affaires sociales*) : Agence nationale de sécurité du médicament - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 décembre 2019 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Stéphanie Condon, directrice scientifique, et Sandrine Dauphin, directrice de projet, sur les premiers résultats de Virage dans les Outre-mer en Guadeloupe et en Martinique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mobilités du futur** - (15 janvier 2019) : p. 44 p. 45

- **Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises [n° 255 (2018-2019)]** - (30 janvier 2019) - **Article 9** (art. L. 225-7, L. 225-16, L. 225-26, L. 225-40, L. 225-40-1, L. 225-42, L. 225-73, L. 225-88, L. 225-88-1, L. 225-90, L. 225-100, L. 225-115, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-138, L. 225-146, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-204, L. 255-209-2, L. 225-218, L. 225-231, L. 225-232, L. 225-235, L. 225-244, L. 226-2, L. 226-9, L. 226-10-1, L. 227-9-1, L. 228-19, L. 232-3, L. 232-19, L. 232-23, L. 822-10, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 [nouveaux], L. 823-3, L. 823-3-2 [nouveau] et L. 823-12-1 du code de commerce - Relèvement des seuils de contrôle légal des comptes des sociétés commerciales et de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes, création d'un audit légal simplifié pour les petites entreprises) : p. 511

- **Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 369 (2018-2019)]** - (19 mars 2019) - **Article 1er A (nouveau)** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les investissements de l'État dans les systèmes de transports pour la période 2019-2037*) : p. 3206

- **Suite de la discussion** (21 mars 2019) - **Article 4** (art. L. 1215-1, L. 1215-1-1 et L. 1231-5 [nouveaux] et art. L. 1231-10, L. 1231-11 et L. 1241-1 du code des transports, art. L. 1111-9 et L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rôle de chef de file de la région et comité des partenaires) : p. 3409 - **Article 5** (art. L. 1231-3-2, L. 1214-1 à L. 1214-8-2, L. 1214-12, L. 1214-14 à L. 1214-16, L. 1214-24, L. 1214-30 à L. 1214-32, L. 1214-33 et art. L. 1214-2-1, L. 1214-2-2, L. 1214-23-2, L. 1214-23-3, L. 1214-29-1, L. 1214-36-1 et L. 1214-36-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 4251-1 et L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales, art. L. 123-1, L. 131-4, L. 151-16 et L. 151-47 du code de l'urbanisme, art. L. 222-8 du code de l'environnement - Substitution des plans de déplacements urbains par les plans de mobilité) : p. 3429 - **Article 8** (art. L. 1802-1, L. 1811-2, L. 1811-3 à L. 1811-5, L. 1831-1 et L. 1841-1 et art. L. 1851-1-1 et L. 1851-5 [nouveaux] du code des transports - Application outre-mer des modifications apportées à la gouvernance) : p. 3457 p. 3459

- **Suite de la discussion** (26 mars 2019) - **Article 21** (art. L. 2213-1-1 du code général des collectivités territoriales - Dégagements aux règles relatives à la circulation des engins de déplacement personnel) : p. 3560

- **Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement [n° 425 (2018-2019)]** - (10 avril 2019) - **Article 1er** (*section 2 du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 131-8 à L. 131-13 et L. 131-16 du code de l'environnement - Création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse*) : p. 5509 p. 5510

- **Question orale sans débat sur les mesures envisagées pour les outre-mer à la suite du grand débat national** - (14 mai 2019) : p. 6337

- **Projet de loi pour une école de la confiance [n° 474 (2018-2019)]** - (14 mai 2019) - **Article additionnel après l'article 1er bis C - Amendements n° 322 rectifié et n° 320 rectifié** (*Violences sexistes et sexuelles - Sensibilisation des élèves*) : p. 6409 - **Article 1er bis EA (nouveau)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Précision rédactionnelle s'agissant des objectifs de la formation scolaire) : p. 6412

- **Suite de la discussion** (16 mai 2019) - **Article 5 quinquiés** (art. L. 111-3, L. 112-1, L. 112-2-1, L. 351-3, L. 351-4 [nouveau], L. 452-2, L. 452-3-1 [nouveau], L. 917-1 du code de l'éducation - École inclusive) : p. 6572 p. 6584

- **Suite de la discussion** (17 mai 2019) - **Article 6 quater (supprimé)** (art. L. 421-19-17 à L. 421-19-19, L. 421-19-20 à L. 421-19-25 [nouveaux] du code de l'éducation - L'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux) : p. 6666

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé [n° 525 (2018-2019)]** - (3 juin 2019) -

Article 1er (art. L 612-3, L. 631-1, L. 631-2, L. 632-1 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et art. L. 1431-2 du code de la santé publique - Refonte du premier cycle des études de médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie) : p. 7725 p. 7726 p. 7731

- **Suite de la discussion** (4 juin 2019) - **Article 2** (art. L. 632-2, L. 632-3, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation, art. 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art. 20 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 125 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche - Réforme des modalités de l'accès au troisième cycle des études médicales) : p. 7812 - **Article 2 bis** (art. L. 632-1 du code de l'éducation - Objectifs de l'organisation des études médicales et évaluation triennale du déploiement de l'offre de formation et de stage en zones sous-denses) : p. 7819 - **Article 3** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer une procédure de recertification des professionnels de santé) : p. 7837 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 25 rectifié bis, n° 409 rectifié, n° 453 rectifié, n° 3 rectifié quater, n° 148 rectifié ter et n° 149 rectifié quater** (Lutte contre la désertification médicale - Prolongation de l'exercice des médecins retraités - Dispositif d'incitation fiscale) : p. 7877 p. 7879

- **Suite de la discussion** (5 juin 2019) - **Article 7** (art. L. 1434-10, L. 1434-12, L. 1434-13, L. 1441-5 et L. 1441-6 du code de la santé publique - Projets territoriaux de santé et conditions d'approbation des projets des communautés professionnelles territoriales de santé) : p. 7972 - **Article additionnel après l'article 7 quinquies - Amendements n° 163 rectifié et n° 242 rectifié ter** (Pharmaciens biologistes - Réalisation d'actes d'anatomie et cytologie pathologique - Autorisation) : p. 7997 - **Article 8** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur les missions et l'organisation des « hôpitaux de proximité ») : p. 8017

- **Suite de la discussion** (6 juin 2019) : p. 8071 p. 8072 p. 8073 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 737 et n° 526 rectifié bis** (Médiation numérique en santé) : p. 8131 - **Article 13 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 6316-1 du code de la santé publique - Suppression de la prise en compte de certaines zones géographiques dans les conditions de mise en œuvre de la télémédecine) : p. 8131 p. 8132 p. 8133

- **Suite de la discussion** (7 juin 2019) - **Article 19** (art. L. 1443-1 à L. 1443-8, L. 1446-1, L. 1446-2 [nouveau], L. 1446-3 [nouveau], L. 1447-1 [nouveau], L. 4412-1, L. 5511-5 du code de la santé publique, art. L. 543-1, L. 545-1 et L. 545-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 20-3 et 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Habilitations de simplification) : p. 8172 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 411 rectifié** (Agences régionales de santé - Contrats de coopération sanitaires ou médico-sociales) : p. 8176 - **Article 21 bis** (nouveau) (art. L. 4131-5 du code de la santé publique - Ouverture d'un accès dérogatoire à l'autorisation d'exercice de la médecine en Martinique et en Guadeloupe) : p. 8199 p. 8201

- **Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 536 (2018-2019)]** - (11 juin 2019) - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 23** (Zones des cinquante pas géométriques en outre-mer - Constructions - Normes - Rapport au Parlement) : p. 8310 p. 8311

- **Projet de loi de transformation de la fonction publique [n° 571 (2018-2019)]** - (19 juin 2019) - **Article 3 bis A** (art. 9 bis A et 9 bis B [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, art. 33-2-1 [nouveau], art. 43 bis [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 35 bis, 62 [abrogés], 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions

statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 27 bis et 49-2 [abrogés] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. L. 6143-7 du code de la santé publique, art. 4 [abrogé] de la loi n° 77-769 du 12 juillet 1977 relative au bilan social de l'entreprise - Création d'un rapport social unique et d'une base de données sociales accessible aux membres du comité social) : p. 9424 p. 9425 p. 9426 - **Article 6 bis** (nouveau) (art. 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction de réserver un emploi aux agents contractuels) : p. 9471 - **Article 7** (art. 3 et 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, art. 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, article L. 6143-7-2 du code de la santé publique - Elargissement du recours au contrat sur les emplois de direction, dans les trois versants de la fonction publique) : p. 9480

- **Suite de la discussion** (20 juin 2019) - **Article 11** (Texte non modifié par la commission) (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Faciliter les mutations des fonctionnaires de l'État) : p. 9572 p. 9573 p. 9574 p. 9576 - **Article 14** (Chapitre II bis [nouveau], art. 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, Chapitre II bis [nouveau], art. 39, 78-1 et 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Chapitre 2 bis [nouveau], art. 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Suppression de l'avis préalable de la CAP en matière d'avancement et de promotion interne, création de lignes directrices de gestion et extension du dispositif de grade à accès fonctionnel) : p. 9599

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 728 (2018-2019)]** - (26 septembre 2019) - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12687 p. 12689 - **Article 8** (Réforme du régime juridique général applicable aux filières de responsabilité élargie du producteur, REP) : p. 12699 p. 12709 p. 12713 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 300** (Guadeloupe - Éco-organismes - Transport des déchets - Prise en charge financière) : p. 12724

- **Suite de la discussion** (27 septembre 2019) - **Article 13** (Modalités d'entrée en vigueur) : p. 12824 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12835

- **Débat sur la régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux** - (1er octobre 2019) : p. 13698

- **Santé en Guyane** - (3 octobre 2019) : p. 12833

- **Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique [n° 13 (2019-2020)]** - (10 octobre 2019) - **Article 4** (art. L. 5211-40-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit à l'information des conseillers municipaux sur les affaires de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 13039

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2019) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 3 rectifié ter** (Déclaration du lieu de naissance - Choix laissé aux parents - Commune de naissance ou autre commune) : p. 13396 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 220 rectifié** (Déclaration de naissance d'un enfant dans la commune de résidence - Autorisation) : p. 13396 - **Article 23** (art. L. 141-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2144-2, L. 2224-17-1, L. 5211-10-1, et L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation de créer diverses instances et d'établir divers documents) : p. 13417 p. 13423 - **Article 26 ter** (nouveau) (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - Augmentation des crédits

d'heures à la disposition des élus locaux) : p. 13446 - **Article additionnel après l'article 28 quater (priorité) - Amendement n° 985** (*Accès des personnes en situation de handicap à des fonctions électives - Cumul des indemnités de fonction et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Autorisation*) : p. 13451 - **Article 28** (*art. L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 5211-12 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime indemnitaire des maires, des adjoints au maire et des conseillers communautaires*) : p. 13458 p. 13460 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 101 rectifié, n° 137 rectifié, n° 155, n° 322 rectifié bis et n° 605 rectifié ter** (*Liberté de choix du mode de fiscalisation des indemnités des élus locaux - Rétablissement*) : p. 13464 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 898 rectifié** (*Abattement « allocation pour frais d'emploi » des élus - Augmentation*) : p. 13465

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés en matière de transports en Guadeloupe** - (6 novembre 2019) : p. 14882

- **Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille [n° 97 (2019-2020)]** - (6 novembre 2019) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié** (*Journée défense et citoyenneté - Égalité entre les femmes et les hommes - Information*) : p. 14912 - **Article 1er** (*art. 515-10 du code civil - Conditions préalables requises pour la sollicitation d'une ordonnance de protection et modalités de déroulement de l'audience devant le juge*) : p. 14920 - **Article 2** (*art. 515-11 du code civil - Délai de délivrance et contenu de l'ordonnance de protection*) : p. 14944

- **Question orale sans débat relative à la situation de France-Antilles** - (12 novembre 2019) : p. 15106

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 [n° 26 (2019-2020)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2019) - **Article 8** (*Ajustement du calcul des allègements généraux*) : p. 15193 - **Article 8 quinquies (nouveau)** (*Extension des seuils d'exonération du régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer*) : p. 15230 - **Article 9 ter (nouveau)** (*Révision du champ d'application et du barème de la taxe sur les « prémix »*) : p. 15257

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2019) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 518 rectifié** (*Outre-mer - Cotisation sur les boissons alcooliques - Amendement n° 519 rectifié : Outre-mer - Fiscalité des spiritueux - Hausse progressive*) : p. 15280 - **Article additionnel après article 9 ter - Amendement n° 89 rectifié** (*Une taxe sur les produits transformés contenant des sucres ajoutés - Instauration*) : p. 15290

- **Projet de loi de finances pour 2020 [n° 139 (2019-2020)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (3 décembre 2019) - **État B** : p. 17729 p. 17733

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (3 décembre 2019) : p. 17784 p. 17785

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Outre-mer

- (5 décembre 2019) - **État B** : p. 17919 p. 17922 p. 17932

- **Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 170 (2019-2020)]** - (11 décembre 2019) - **Article 2** (*Lutte contre l'usage détourné par les mineurs du protoxyde d'azote*) : p. 21680

- ADNOT (Philippe), p. 1
 ALLIZARD (Pascal), p. 3
 AMIEL (Michel), p. 6
 ANTISTE (Maurice), p. 8
 APOURCEAU-POLY (Cathy), p. 12
 ARNELL (Guillaume), p. 16
 ARTANO (Stéphane), p. 20
 ARTIGALAS (Viviane), p. 22
 ASSASSI (Éliane), p. 24
 ASSOULINE (David), p. 31
 ATTAL (Gabriel), p. 35
 BABARY (Serge), p. 37
 BARGETON (Julien), p. 40
 BAS (Philippe), p. 44
 BASCHER (Jérôme), p. 54
 BAZIN (Arnaud), p. 61
 de BELENET (Arnaud), p. 64
 BELLOUBET (Nicole), p. 68
 BENBASSA (Esther), p. 71
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 74
 BERTHET (Martine), p. 77
 BERTRAND (Alain), p. 80
 BERTRAND (Anne-Marie), p. 81
 BIGNON (Jérôme), p. 83
 BIGOT (Jacques), p. 87
 BIGOT (Joël), p. 90
 BILLON (Annick), p. 94
 BIZET (Jean), p. 100
 BLANQUER (Jean-Michel), p. 106
 BLONDIN (Maryvonne), p. 109
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 112
 BOCQUET (Éric), p. 116
 BONFANTI-DOSSAT (Christine), p. 120
 BONHOMME (François), p. 122
 BONNE (Bernard), p. 131
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 133
 BONNEFOY (Nicole), p. 136
 BORIES (Pascale), p. 139
 BORNE (Élisabeth), p. 142
 BOTREL (Yannick), p. 149
 BOUCHET (Gilbert), p. 150
 BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline), p. 152
 BOULOUX (Yves), p. 154
 BOURQUIN (Martial), p. 155
 BOUTANT (Michel), p. 160
 BOYER (Jean-Marc), p. 161
 BRISSON (Max), p. 164
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 170
 BRULIN (Céline), p. 172
 BUFFET (François-Noël), p. 177
 BUIS (Bernard), p. 180
 BUZYN (Agnès), p. 182
 CABANEL (Henri), p. 187
 CADIC (Olivier), p. 190
 CALVET (François), p. 194
 CAMBON (Christian), p. 195
 CANAYER (Agnès), p. 200
 CANEVET (Michel), p. 203
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 211
 CAPUS (Emmanuel), p. 214
 CARCENAC (Thierry), p. 217
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 221
 CARRÈRE (Maryse), p. 223
 CARTRON (Françoise), p. 226
 CASTANER (Christophe), p. 229
 CASTELLI (Joseph), p. 231
 CAZABONNE (Alain), p. 232
 CAZEAU (Bernard), p. 233
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 234
 CHAIZE (Patrick), p. 236
 CHARON (Pierre), p. 241
 CHASSEING (Daniel), p. 243
 CHATILLON (Alain), p. 248
 CHAUVIN (Marie-Christine), p. 250
 CHEVROLLIER (Guillaume), p. 251
 de CIDRAC (Marta), p. 254
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 260
 CLUZEL (Sophie), p. 262
 COHEN (Laurence), p. 263
 COLLIN (Yvon), p. 271
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 274
 CONCONNE (Catherine), p. 279
 CONSTANT (Agnès), p. 282
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 282
 CORBISEZ (Jean-Pierre), p. 284
 COSTES (Josiane), p. 286
 COURTEAU (Roland), p. 290
 COURTIAL (Édouard), p. 295
 CUKIERMAN (Cécile), p. 297
 CUYPERS (Pierre), p. 302
 DAGBERT (Michel), p. 305
 DALLIER (Philippe), p. 307
 DANESI (René), p. 314
 DANTEC (Ronan), p. 317
 DARCOS (Laure), p. 322
 DARMANIN (Gérald), p. 327
 DARNAUD (Mathieu), p. 329
 DARRIEUSSECQ (Geneviève), p. 336
 DAUBRESSE (Marc-Philippe), p. 336
 DAUDIGNY (Yves), p. 338
 DAUNIS (Marc), p. 342
 DECOOL (Jean-Pierre), p. 344
 del PICCHIA (Robert), p. 346
 DELAHAYE (Vincent), p. 347
 DELATTRE (Nathalie), p. 350
 DELCROS (Bernard), p. 355
 DELEVOYE (Jean-Paul), p. 360
 DELMONT-KOROPOULIS (Annie), p. 360
 DENNEMONT (Michel), p. 362
 DENORMANDIE (Julien), p. 362
 DÉRIOT (Gérard), p. 364
 DEROCHÉ (Catherine), p. 366
 DEROMEDI (Jacky), p. 371
 DE RUGY (François), p. 375
 DESEYNE (Chantal), p. 376
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 378
 DEVINAZ (Gilbert-Luc), p. 381
 DI FOLCO (Catherine), p. 384
 DINDAR (Nassimah), p. 389
 DJEBBARI (Jean-Baptiste), p. 391
 DOINEAU (Élisabeth), p. 392
 DOMINATI (Philippe), p. 396
 DUBOIS (Daniel), p. 398
 DUBOS (Christelle), p. 399
 DUFAUT (Alain), p. 401
 DUMAS (Catherine), p. 403
 DUPLOMB (Laurent), p. 405
 DURAIN (Jérôme), p. 410
 DURAN (Alain), p. 413
 DURANTON (Nicole), p. 414
 DUSSOPT (Olivier), p. 418
 ÉBLÉ (Vincent), p. 430
 ÉMORINE (Jean-Paul), p. 436
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 438
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 439
 EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline), p. 443

INDEX

FÉRAT (Françoise), p. 447
FÉRAUD (Rémi), p. 449
FÉRET (Corinne), p. 452
FESNEAU (Marc), p. 454
FICHET (Jean-Luc), p. 456
FILLEUL (Martine), p. 458
FORISSIER (Michel), p. 461
FOUCHÉ (Alain), p. 462
FOURNIER (Bernard), p. 466
FOURNIER (Catherine), p. 468
FRASSA (Christophe-André), p. 470
FROGIER (Pierre), p. 471
GABOUTY (Jean-Marc), p. 472
GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 476
GATEL (Françoise), p. 480
GATTOLIN (André), p. 487
GAY (Fabien), p. 491
GENEST (Jacques), p. 499
GERBAUD (Frédérique), p. 501
GHALI (Samia), p. 501
GILLÉ (Hervé), p. 503
GILLES (Bruno), p. 503
GINESTA (Jordi), p. 505
GIRARDIN (Annick), p. 506
GIUDICELLI (Colette), p. 507
GOLD (Éric), p. 507
GONTARD (Guillaume), p. 511
de la GONTRIE (Marie-Pierre), p. 517
GOULET (Nathalie), p. 520
GOURAULT (Jacqueline), p. 526
GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 529
GRAND (Jean-Pierre), p. 532
GRÉAUME (Michelle), p. 536
GRELET-CERTENAIS (Nadine), p. 541
GREMILLET (Daniel), p. 543
GRIVEAUX (Benjamin), p. 551
GROSDIDIER (François), p. 552
GROSPERRIN (Jacques), p. 555
GRUNY (Pascale), p. 558
GUENÉ (Charles), p. 562
GUÉRINI (Jean-Noël), p. 565
GUERRIAU (Joël), p. 566
GUIDEZ (Jocelyne), p. 570
GUILLAUME (Didier), p. 574
GUILLEMOT (Annie), p. 576
GUILLOTIN (Véronique), p. 578
HARRIBEY (Laurence), p. 582
HASSANI (Abdallah), p. 584
HAUT (Claude), p. 585
HENNO (Olivier), p. 586
HERVÉ (Loïc), p. 589
HERZOG (Christine), p. 596
HOULLEGATTE (Jean-Michel), p. 597
HOUPERT (Alain), p. 601
HUGONET (Jean-Raymond), p. 603
HURÉ (Benoît), p. 606
HUSSON (Jean-François), p. 609
IACOVELLI (Xavier), p. 618
IMBERT (Corinne), p. 620
JACQUIN (Olivier), p. 625
JANSSENS (Jean-Marie), p. 629
JASMIN (Victoire), p. 631

